

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
Internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements Internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.*

VOLUME XXVI

1924

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
No. 636. — Grande-Bretagne et Etat libre d'Irlande :	
Traité entre la Grande-Bretagne et l'Irlande, signé à Londres le 6 décembre 1921	9
No. 637. — Italie et Tchécoslovaquie :	
Pacte de Collaboration cordiale, signé à Rome le 5 juillet 1924	21
No. 638. — Etats-Unis d'Amérique et Bulgarie :	
Traité d'extradition, signé à Sofia le 19 mars 1924	27
No. 639. — Etats-Unis d'Amérique et Norvège :	
Convention concernant la réglementation du trafic des boissons alcooliques, signée à Washington le 24 mai 1924	43
No. 640. — Etats-Unis d'Amérique et France :	
Convention concernant la partie du Cameroun placée sous mandat français, signée à Paris le 13 février 1923	53
No. 641. — Etats-Unis d'Amérique et France :	
Convention concernant la partie du Togo placée sous mandat français, signée à Paris le 13 février 1923	69
No. 642. — Bulgarie et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :	
Convention relative à l'assistance judiciaire, signée à Sofia le 26 novembre 1923	85
No. 643. — Bulgarie et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :	
Convention relative à l'extradition des malfaiteurs et à l'aide judiciaire en matière criminelle, signée à Sofia le 26 novembre 1923	119

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME XXVI

1924

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS

	Pages
No. 636. — Great Britain and Irish Free State :	
Treaty between Great Britain and Ireland, signed at London, December 6, 1921	9
No. 637. — Italy and Czechoslovakia :	
Pact of cordial Collaboration, signed at Rome, July 5, 1924... ..	21
No. 638. — United States of America and Bulgaria :	
Extradition Treaty, signed at Sofia, March 19, 1924	27
No. 639. — United States of America and Norway :	
Convention respecting the regulation of the liquor traffic, signed at Washington, May 24, 1924	43
No. 640. — United States of America and France :	
Convention relating to the Part of the Cameroons under French Mandate, signed at Paris, February 13, 1923	53
No. 641. — United States of America and France :	
Convention relating to the Part of Togoland under French Mandate, signed at Paris, February 13, 1923	69
No. 642. — Bulgaria and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :	
Convention relating to legal assistance, signed at Sofia, November 26, 1923	85
No. 643. — Bulgaria and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :	
Convention relating to extradition of malefactors and to legal assistance incriminal proceed- ings, signed at Sofia, November 26, 1923... ..	119

	Pages
No. 644. — Bulgarie et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :	
Convention concernant les soins médicaux et l'hospitalisation gratuits, accordés aux ressortissants indigents, signée à Sofia le 26 novembre 1923... ..	141
No. 645. — Allemagne et Danemark :	
Accord concernant les facilités accordées aux habitants des zones-frontières germano-danoises en matière de passeports, signé à Copenhague le 23 octobre 1920, et Accord complémentaire s'y rapportant, signé à Copenhague le 12 juillet 1921	151
No. 646. — Allemagne et Danemark :	
Accord relatif au petit trafic frontalier, signé à Copenhague le 23 octobre 1920, et Accord complémentaire s'y rapportant, signé à Copenhague le 12 juillet 1921... ..	163
No. 647. — Belgique, Grande-Bretagne, France, Grèce, Italie, etc. :	
Convention établissant le statut définitif du Danube, signée à Paris le 23 juillet 1921 ...	173
No. 648. — Allemagne et Tchécoslovaquie :	
Traité relatif aux garanties légales et à l'assistance mutuelle des Tribunaux en matière civile et Protocole additionnel, signés à Prague le 20 janvier 1922	201
No. 649. — Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne, France, Italie et Tchécoslovaquie :	
Acte de navigation de l'Elbe avec protocole de signature, signés à Dresde le 22 février 1922	219
No. 650. — Allemagne et Tchécoslovaquie :	
Accord sur les postes de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint de la Commission internationale de l'Elbe, signé à Dresde le 22 février 1922... ..	249
No. 651. — Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne, France, Italie et Tchécoslovaquie :	
Convention additionnelle à l'Acte de navigation de l'Elbe, signée à Prague le 27 janvier 1923	253
No. 652. — Allemagne, France et Suisse :	
Accord relatif au projet du canal latéral de Kembs avec Procès-verbal, signés à Strasbourg le 10 mai 1922	265
No. 653. — Allemagne et Pologne :	
Accord concernant le transit privilégié entre la Haute-Silésie Polonaise et le reste de la Pologne à travers la Haute-Silésie Allemande, signé à Breslau le 24 juin 1922... ..	271
No. 654. — Allemagne et Pologne :	
Convention destinée à compléter la Convention de Paris du 21 avril 1921, concernant la liberté du transit entre la Prusse Orientale et le reste de l'Allemagne, signée à Berlin le 15 juillet 1922	353
No. 655. — Allemagne et Etats-Unis d'Amérique :	
Accord destiné à compléter le Traité du 25 août 1921, signé à Berlin le 10 août 1922 ...	357

	Pages
No. 644. — Bulgaria and Kingdom of Serbs, Croats and Slovenes :	
Convention concerning Free Medical Attendance and Treatment in Hospital granted to necessitous nationals of both countries, signed at Sofia, November 26, 1923	141
No. 645. — Germany and Denmark :	
Agreement in regard to Increased Passport Facilities for residents in the German-Danish frontier districts, signed at Copenhagen, October 23, 1920, and Supplementary Agreement signed at Copenhagen, July 12, 1921	151
No. 646. — Germany and Denmark :	
Agreement in regard to Minor Frontier Traffic, signed at Copenhagen, October 23, 1920, and Supplementary Agreement, signed at Copenhagen, July 12, 1921	163
No. 647. — Belgium, Great Britain, France, Greece, Italy, etc. :	
Convention instituting the definitive Statute of the Danube, signed at Paris, July 23, 1921	173
No. 648. — Germany and Czechoslovakia :	
Treaty concerning Legal Safeguard and Legal Assistance in proceedings under civil law, and additional Protocol, signed at Prague, January 20, 1922	201
No. 649. — Germany, Belgium, Great Britain, France, Italy, and Czechoslovakia :	
Convention instituting the Statute of Navigation of the Elbe, with Protocol of signature, signed at Dresden, February 22, 1922	219
No. 650. — Germany and Czechoslovakia :	
Agreement concerning the posts of Secretary-General and Assistant Secretary-General of the International Elbe Commission, signed at Dresden, February 22, 1922... ..	249
No. 651. — Germany, Belgium, Great Britain, France, Italy and Czechoslovakia :	
Convention supplementary to the Statute of Navigation of the Elbe, signed at Prague, January 27, 1923.	253
No. 652. — Germany, France and Switzerland :	
Agreement concerning the scheme for the Kembs lateral canal with Procès-verbal, signed at Strasburg, May 10, 1922	265
No. 653. — Germany and Poland :	
Agreement regarding privileged transit traffic between Polish Upper Silesia and the remainder of Poland through German Upper Silesia, signed at Breslau, June 24, 1922.	271
No. 654. — Germany and Poland :	
Convention supplementary to the Paris Convention of April 21, 1921, concerning the freedom of transit between Eastern Prussia and the rest of Germany, signed at Berlin, July 15, 1922	353
No. 655. — Germany and United States of America :	
Agreement supplementary to the Treaty of August 25, 1921, signed at Berlin, August 10, 1922	357

	Pages
No. 656. — Allemagne et Pologne :	
Accord concernant le transfert des litiges administratifs, des affaires de répartition d'impôts et des affaires de contentieux administratif, ainsi que des procédures de recours en matière d'impôts du Reich ou de l'Etat, et en matière d'impôts ecclésiastiques dans le territoire plébiscitaire de Haute-Silésie, signé à Posen le 26 août 1922... ..	365
No. 657. — Allemagne et Union des Républiques Socialistes Soviétiques :	
Accord complémentaire de l'Accord germano-russe conclu à Rapallo le 16 avril 1922, signé à Berlin le 5 novembre 1922	387
No. 658. — Allemagne et Pologne :	
Protocole relatif à la prolongation du délai des corrections des fautes d'impression prévu dans le Protocole final de la Convention entre l'Allemagne et la Pologne du 15 mai 1922 concernant la Haute-Silésie, signé à Dresde le 18 décembre 1922... ..	395
No. 659. — Allemagne et Pologne :	
Accord relatif à la prolongation du délai des corrections des fautes d'impression prévu dans le Protocole final de la Convention entre l'Allemagne et la Pologne du 15 mai 1922, concernant la Haute-Silésie, signé à Berlin le 14 juillet 1923	399
No. 660. — Allemagne et Autriche :	
Traité en vue d'assurer la péréquation des impôts intérieurs et extérieurs et notamment d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs avec Protocole final et Traité relatif aux garanties légales et à l'assistance juridique en matière d'impôts, signés à Berlin le 23 mai 1922	405
No. 661. — Allemagne et Autriche :	
Traité en vue d'éviter la double imposition dans le domaine des droits de succession, signé à Berlin le 28 mai 1922	445
No. 662. — Allemagne et Espagne :	
Echange de notes établissant un modus vivendi commercial. Madrid, le 15 janvier 1923... ..	455
No. 663. — Allemagne et Pologne :	
Accord au sujet d'une administration commune de la Digue dans la dépression de Marienwerder, signé à Posen le 27 janvier 1923... ..	461
No. 664. — Allemagne et Pologne :	
Accord concernant le règlement des affaires de dépôts judiciaires pendantes devant les Tribunaux des territoires autrefois prussiens cédés à la Pologne, signé à Dresde le 24 février 1922.	479

	Pages
No. 656. — Germany and Poland :	
Agreement regarding the transfer of cases relating to administrative disputes, allocation of taxes and administrative decisions in the Upper Silesian plebiscite area, and also regarding the transfer of legal recourse proceedings in matters of Imperial and State taxation and Church dues, signed at Posen, August 26, 1922	365
No. 657. — Germany and Union of the Socialist Soviet Republics :	
Supplementary agreement to the German-Russian agreement concluded at Rapallo, April 16, 1922, signed at Berlin, November 5, 1922	387
No. 658. — Germany and Poland :	
Protocol relating to the extension of the period allowed for correcting printing errors as provided for in the final Protocol of the Convention concluded between Germany and Poland May 15, 1922 concerning Upper Silesia, signed at Dresden, December 18, 1922	395
No. 659. — Germany and Poland :	
Agreement concerning the extension of the period allowed for correcting printing errors, as provided for in the Final Protocol of the Convention concluded between Germany and Poland on May 15, 1922, concerning Upper Silesia, signed at Berlin, July 14, 1923	399
No. 660. — Germany and Austria :	
Treaty for the equal distribution of taxes at home and abroad and in particular for the prevention of double taxation in the field of direct taxation, with final Protocol and Treaty concerning legal safeguards and legal assistance in matters of taxation, signed at Berlin, May 23, 1922	405
No. 661. — Germany and Austria :	
Treaty for the prevention of double taxation in respect of death duties, signed at Berlin, May 28, 1922	445
No. 662. — Germany and Spain :	
Exchange of Notes establishing a <i>modus vivendi</i> on commercial matters. Madrid, January 15, 1923	455
No. 663. — Germany and Poland :	
Agreement regarding a common Dyke Administration in the Marienwerder Plain, signed at Posen, January 27, 1923... ..	461
No. 664. — Germany and Poland :	
Agreement concerning the procedure in connection with Legal Deposits in cases <i>sub judice</i> in former Prussian territories ceded to Poland, signed at Dresden, February 24, 1922	479

N° 636.

**GRANDE-BRETAGNE
ET ÉTAT LIBRE D'IRLANDE**

Traité entre la Grande-Bretagne et
l'Irlande, signé à Londres le 6 dé-
cembre 1921.

**GREAT BRITAIN
AND IRISH FREE STATE**

Treaty between Great Britain and
Ireland, signed at London, Decem-
ber 6, 1921.

I, Liam T. Mac Cosgair, President of the Executive Council of the Irish Free State, hereby certify that the text here presented is a true copy of the Treaty concluded at London, between Ireland and Great Britain, on the 6th December 1921.

Liam T. MAC COSGAIR.

No. 636. — TREATY¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND IRELAND,
SIGNED AT LONDON DECEMBER 6, 1921.

Texte officiel anglais et traduction française communiqués par le représentant de l'Etat libre d'Irlande auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 11 juillet 1924.

I. Ireland shall have the same constitutional status in the Community of Nations known as the British Empire as the Dominion of Canada, the Commonwealth of Australia, the Dominion of New Zealand, and the Union of South Africa, with a Parliament having powers to make laws for the peace, order and good government of Ireland and an Executive responsible to that Parliament, and shall be styled and known as the Irish Free State.

II. Subject to the provisions hereinafter set out, the position of the Irish Free State in relation to the Imperial Parliament and Government and otherwise shall be that of the Dominion of Canada, and the law, practice and constitutional usage governing the relationship of the Crown or the representative of the Crown and of the Imperial Parliament to the Dominion of Canada shall govern their relationship to the Irish Free State.

III. The representative of the Crown in Ireland shall be appointed in like manner as the Governor-General of Canada and in accordance with the practice observed in the making of such appointments.

IV. The oath to be taken by Members of the Parliament of the Irish Free State shall be in the following form :

I do solemnly swear true faith and allegiance to the Constitution of the Irish Free State as by law established and that I will be faithful to H.M. King George V., his heirs and successors by law, in virtue of the common citizenship of Ireland with Great Britain and her adherence to and membership of the group of nations forming the British Commonwealth of Nations.

V. The Irish Free State shall assume liability for the service of the Public Debt of the United Kingdom as existing at the date hereof and towards the payment of war pensions as existing at that date in such proportion as may be fair and equitable, having regard to any just claims on the part of Ireland by way of set off or counter-claim, the amount of such sums being determined in default of agreement by the arbitration of one or more independent persons being citizens of the British Empire.

VI. Until an arrangement has been made between the British and Irish Governments whereby the Irish Free State undertakes her own coastal defence, the defence by sea of Great Britain and

¹ Ce traité a été approuvé par le Dail Eireann le 7 janvier 1922 et ratifié par le Parlement britannique le 31 mars 1922. Le traité est entré en vigueur à cette dernière date.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 636. — TRAITÉ ¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE,
SIGNÉ A LONDRES LE 6 DÉCEMBRE 1921.

English official text and French translation communicated by the Representative of the Irish Free State accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place July 11, 1924.

I. — L'Irlande aura le même statut constitutionnel dans la communauté de nations connue sous le nom d'Empire britannique que le Dominion du Canada, le Commonwealth d'Australie, le Dominion de la Nouvelle-Zélande et l'Union de l'Afrique du Sud, avec un Parlement ayant le pouvoir de faire des lois pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement de l'Irlande et un pouvoir exécutif responsable devant ce Parlement, et elle sera désignée et connue sous le nom d'Etat libre d'Irlande.

II. — Sous réserve des dispositions ci-après, la situation de l'Etat libre d'Irlande vis-à-vis du Parlement et du Gouvernement britanniques, et d'une manière générale, sera celle du Dominion du Canada, et le droit, les pratiques et les usages constitutionnels qui régissent les relations de la Couronne ou du représentant de la Couronne et celles du Parlement britannique avec le Dominion du Canada régiront également leurs relations avec l'Etat libre d'Irlande.

III. — Le représentant de la Couronne en Irlande sera nommé de la même façon que le Gouverneur général du Canada et conformément à la pratique suivie pour les nominations de ce genre.

IV. — Le serment que prêteront les membres du Parlement de l'Etat libre d'Irlande sera conçu dans la forme suivante :

« Moi,... je jure solennellement foi et allégeance à la Constitution de l'Etat libre d'Irlande, telle qu'elle est établie par la loi, et fidélité à Sa Majesté le Roi George V et à ses héritiers et successeurs légitimes, en vertu de l'association existant entre les citoyens d'Irlande et de Grande-Bretagne et du fait que l'Irlande a adhéré comme Membre au groupe de nations formant le Commonwealth des nations britanniques. »

V. — L'Etat libre d'Irlande assumera une part de la dette publique du Royaume-Uni existante à la date du présent Traité et une part des pensions de guerre existantes à la même date dans une proportion qui sera jugée juste et équitable, en tenant compte de toute demande juste de l'Irlande, en raison de créances liquides et exigibles ou de demandes reconventionnelles, le total des sommes dues devant être déterminé, à défaut d'accord, par l'arbitrage d'une ou plusieurs personnes indépendantes, citoyens de l'Empire britannique.

VI. — Jusqu'à ce qu'ait été conclu entre les Gouvernements britannique et irlandais un accord aux termes duquel l'Etat libre d'Irlande se chargera de sa propre défense côtière, la défense par

¹ This Treaty was approved by the Dail Eireann, January 7, 1922, and ratified by the British Parliament March 31, 1922. The Treaty entered into force on the latter date.

Ireland shall be undertaken by His Majesty's Imperial Forces. But this shall not prevent the construction or maintenance by the Government of the Irish Free State of such vessels as are necessary for the protection of the Revenue or the Fisheries.

The foregoing provisions of this article shall be reviewed at a Conference of Representatives of the British and Irish Governments to be held at the expiration of five years from the date hereof with a view to the undertaking by Ireland of a share in her own coastal defence.

VII. The Government of the Irish Free State shall afford to His Majesty's Imperial Forces :

- (a) In time of peace such harbour and other facilities as are indicated in the Annex hereto, or such other facilities as may from time to time be agreed between the British Government and the Government of the Irish Free State ; and
- (b) In time of war or of strained relations with a Foreign Power such harbour and other facilities as the British Government may require for the purposes of such defence as aforesaid.

VIII. With a view to securing the observance of the principle of international limitation of armaments, if the Government of the Irish Free State establishes and maintains a military defence force, the establishments thereof shall not exceed in size such proportion of the military establishments maintained in Great Britain as that which the population of Ireland bears to the population of Great Britain.

IX. The ports of Great Britain and the Irish Free State shall be freely open to the ships of the other country on payment of the customary port and other dues.

X. The Government of the Irish Free State agrees to pay fair compensation on terms not less favourable than those accorded by the Act of 1920 to judges, officials, members of Police Forces and other Public Servants who are discharged by it or who retire in consequence of the change of government effected in pursuance hereof.

Provided that this agreement shall not apply to members of the Auxiliary Police Force or to persons recruited in Great Britain for the Royal Irish Constabulary during the two years next preceding the date hereof. The British Government will assume responsibility for such compensation or pensions as may be payable to any of these excepted persons.

XI. Until the expiration of one month from the passing of the Act of Parliament for the ratification of this instrument, the powers of the Parliament and the Government of the Irish Free State shall not be exercisable as respects Northern Ireland and the provisions of the Government of Ireland Act, 1920, shall, so far as they relate to Northern Ireland, remain of full force and effect, and no election shall be held for the return of members to serve in the Parliament of the Irish Free State for constituencies in Northern Ireland, unless a resolution is passed by both Houses of the Parliament of Northern Ireland in favour of the holding of such elections before the end of the said month.

XII. If, before the expiration of the said month, an address is presented to His Majesty by both Houses of the Parliament of Northern Ireland to that effect, the powers of the Parliament and Government of the Irish Free State shall no longer extend to Northern Ireland, and the provisions of the Government of Ireland Act, 1920 (including those relating to the Council of Ireland), shall, so far as they relate to Northern Ireland, continue to be of full force and effect, and this instrument shall have effect subject to the necessary modifications.

Provided that if such an address is so presented a Commission consisting of three persons, one to be appointed by the Government of the Irish Free State, one to be appointed by the Government of Northern Ireland and one, who shall be Chairman, to be appointed by the British Government, shall determine in accordance with the wishes of the inhabitants, so far as may be compatible with economic and geographic conditions, the boundaries between Northern Ireland and the rest

mer de la Grande-Bretagne et de l'Irlande sera assurée par les forces impériales de Sa Majesté. Mais cela n'empêchera pas la construction ou l'entretien par le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande des unités navales qui seront nécessaires pour assurer le service des douanes et pour la protection des pêcheries.

Les clauses du présent article seront examinées à nouveau dans une conférence de représentants des Gouvernements britannique et irlandais qui se tiendra à l'expiration de cinq années à compter de la date du présent Traité, pour envisager la prise en mains par l'Irlande d'une part de sa propre défense côtière.

VII. — Le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande mettra à la disposition des forces impériales de Sa Majesté :

- a) en temps de paix, les facilités dans les ports indiqués dans l'annexe ci-contre et les autres facilités indiquées dans la même annexe ou telles autres facilités au sujet desquelles un accord pourra intervenir entre le Gouvernement britannique et le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande.
- b) en temps de guerre ou de relations tendues avec une Puissance étrangère, les facilités dans les ports et les autres facilités dont le Gouvernement britannique pourra avoir besoin pour assurer cette défense comme il est indiqué ci-dessus.

VIII. — En vue d'assurer l'observation du principe de la limitation internationale des armements, si le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande établit et maintient des forces militaires de défense, l'importance de ces forces par rapport aux forces entretenues par la Grande-Bretagne sera dans la même proportion que la population de l'Irlande par rapport à la population de la Grande-Bretagne.

IX. — Les ports de la Grande-Bretagne et de l'Etat libre d'Irlande seront librement ouverts aux navires de l'autre pays moyennant le payement des droits usuels de port et autres droits.

X. — Le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande accepte de verser une juste indemnité sur des bases qui ne seront pas moins favorables que celles indiquées dans la loi de 1920 aux juges, fonctionnaires, membres des forces de police et autres agents des services publics qui seront licenciés par lui ou qui se retireront à la suite du changement de Gouvernement effectué en conséquence du présent Traité.

Toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux membres des forces de police auxiliaires ou aux personnes recrutées en Grande-Bretagne pour la police royale irlandaise durant les deux années précédant la date du présent Traité. Le Gouvernement britannique assumera la responsabilité des indemnités ou pensions pouvant revenir aux personnes faisant l'objet de l'exception ci-dessus.

XI. — Jusqu'à l'expiration d'une période d'un mois à dater du vote d'une loi du Parlement pour la ratification du présent Traité, les pouvoirs du Parlement et le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande ne s'exerceront pas sur le Nord de l'Irlande, et les dispositions de la loi de 1920 sur le Gouvernement de l'Irlande, en tant qu'elles se réfèrent au Nord de l'Irlande, continueront à avoir leur plein effet, et aucune élection de députés pour le Parlement de l'Etat libre d'Irlande n'aura lieu dans les circonscriptions du Nord de l'Irlande, à moins qu'une résolution votée par les deux Chambres du Parlement du Nord de l'Irlande ne décide en faveur de telles élections avant la fin dudit mois.

XII. — Si, avant l'expiration dudit mois, une adresse est remise à cet effet à Sa Majesté par les deux Chambres du Parlement du Nord de l'Irlande, les pouvoirs du Parlement et du Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande ne s'étendront plus désormais au Nord de l'Irlande, et les dispositions de la loi de 1920 sur le Gouvernement de l'Irlande (y compris celles ayant trait au Conseil d'Irlande) continueront pour autant qu'elles se réfèrent au Nord de l'Irlande, à rester en vigueur, et le présent Traité subsistera sous réserve des modifications nécessaires.

Si une telle adresse est ainsi présentée, une commission composée de trois membres, un nommé par le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande, un par le Gouvernement du Nord de l'Irlande et un qui sera président et qui sera désigné par le Gouvernement britannique déterminera, conformément aux vœux des habitants et dans la mesure compatible avec les conditions économiques et géographiques, la ligne de démarcation entre le Nord de l'Irlande et le reste de l'Irlande et, pour

of Ireland, and for the purposes of the Government of Ireland Act, 1920, and of this instrument, the boundary of Northern Ireland shall be such as may be determined by such Commission.

XIII. For the purpose of the last foregoing article, the powers of the Parliament of Southern Ireland under the Government of Ireland Act, 1920, to elect members of the Council of Ireland shall after the Parliament of the Irish Free State is constituted be exercised by that Parliament.

XIV. After the expiration of the said month, if no such address as is mentioned in Article XII hereof is presented, the Parliament and Government of Northern Ireland shall continue to exercise as respects Northern Ireland the powers conferred on them by the Government of Ireland Act, 1920, but the Parliament and Government of the Irish Free State shall in Northern Ireland have in relation to matters in respect of which the Parliament of Northern Ireland has not power to make laws under that Act (including matters which under the said Act are within the jurisdiction of the Council of Ireland) the same powers as in the rest of Ireland subject to such other provisions as may be agreed in manner hereinafter appearing.

XV. At any time after the date hereof the Government of Northern Ireland and the provisional Government of Southern Ireland hereinafter constituted may meet for the purpose of discussing the provisions subject to which the last foregoing article is to operate in the event of no such address as is therein mentioned being presented and those provisions may include :

- (a) Safeguards with regard to patronage in Northern Ireland :
- (b) Safeguards with regard to the collection of revenue in Northern Ireland :
- (c) Safeguards with regard to import and export duties affecting the trade or industry of Northern Ireland :
- (d) Safeguards for minorities in Northern Ireland :
- (e) The settlement of the financial relations between Northern Ireland and the Irish Free State :
- (f) The establishment and powers of a local militia in Northern Ireland and the relation of the Defence Forces of the Irish Free State and of Northern Ireland respectively :

and if at any such meeting provisions are agreed to, the same shall have effect as if they were included amongst the provisions subject to which the powers of the Parliament and Government of the Irish Free State are to be exercisable in Northern Ireland under Article XIV hereof.

XVI. Neither the Parliament of the Irish Free State nor the Parliament of Northern Ireland shall make any law so as either directly or indirectly to endow any religion or prohibit or restrict the free exercise thereof or give any preference or impose any disability on account of religious belief or religious status or affect prejudicially the right of any child to attend a school receiving public money without attending the religious instruction at the school or make any discrimination as respects State aid between schools under the management of different religious denominations or divert from any religious denomination or any educational institution any of its property except for public utility purposes and on payment of compensation.

XVII. By way of provisional arrangement for the administration of Southern Ireland during the interval which must elapse between the date hereof and the constitution of a Parliament and Government of the Irish Free State in accordance therewith, steps shall be taken forthwith for summoning a meeting of members of Parliament elected for constituencies in Southern Ireland since the passing of the Government of Ireland Act, 1920, and for constituting a provisional Government, and the British Government shall take the steps necessary to transfer to such provisional Government the powers and machinery requisite for the discharge of its duties, provided that every member of such provisional Government shall have signified in writing his or her acceptance

l'application de la loi de 1920 sur le Gouvernement de l'Irlande et celle du présent Traité, la ligne de démarcation entre le Nord de l'Irlande et le reste de l'Irlande sera telle qu'elle aura été déterminée par une telle commission.

XIII. — Pour l'application de l'article précédent, les pouvoirs du Parlement du Sud de l'Irlande prévus par la loi de 1920 sur le Gouvernement de l'Irlande, d'élire les membres du Conseil d'Irlande, seront exercés par le Parlement de l'Etat libre d'Irlande après que ce Parlement aura été constitué.

XIV. — Après l'expiration dudit mois, si aucune adresse, tel qu'il est prévu à l'article XII du présent Traité, n'a été remise, le Parlement et le Gouvernement du Nord de l'Irlande continueront à exercer, en ce qui concerne le Nord de l'Irlande, les pouvoirs qui leur ont été conférés par la loi de 1920 sur le Gouvernement de l'Irlande, mais le Parlement et le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande auront dans le Nord de l'Irlande, pour les questions dans lesquelles le Parlement du Nord de l'Irlande n'a pas le pouvoir de faire des lois aux termes de cette loi (y compris les questions qui, en vertu de ladite loi, tombent sous la juridiction du Conseil d'Irlande) les mêmes pouvoirs que dans le reste de l'Irlande, sous réserve de telles autres dispositions sur lesquelles un accord pourra s'établir dans les conditions indiquées ci-après.

XV. — A n'importe quel moment après la date du présent Traité, le Gouvernement du Nord de l'Irlande et le Gouvernement provisoire du Sud de l'Irlande, tel qu'il est prévu ci-après, pourront se réunir pour discuter les dispositions pour l'application de l'article précédent dans le cas où l'adresse qui y est mentionnée ne serait pas présentée. Ces dispositions peuvent comprendre :

- a) des restrictions en ce qui concerne les nominations aux postes officiels dans le Nord de l'Irlande ;
- b) des restrictions concernant la perception des impôts dans le Nord de l'Irlande ;
- c) des restrictions en ce qui concerne les droits d'importation et d'exportation affectant le commerce et l'industrie du Nord de l'Irlande ;
- d) des restrictions pour les minorités du Nord de l'Irlande ;
- e) le règlement des relations financières entre le Nord de l'Irlande et l'Etat libre d'Irlande ;
- f) l'institution et les pouvoirs d'une milice locale du Nord de l'Irlande et les relations des forces de défense de l'Etat libre d'Irlande et du Nord de l'Irlande respectivement.

Et, si dans une telle réunion, des dispositions sont adoptées, elles auront la même valeur que si elles étaient parmi les dispositions fixant les conditions dans lesquelles les pouvoirs du Parlement et du Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande peuvent être exercés dans le Nord de l'Irlande en vertu de l'article XIV du présent Traité.

XVI. — Ni le Parlement de l'Etat libre d'Irlande, ni le Parlement du Nord de l'Irlande ne devront adopter de loi ayant pour effet de subventionner, directement ou indirectement, aucune religion, ou de supprimer ou restreindre le libre exercice d'aucune religion, ou de donner aucune préférence ou d'instituer aucune incapacité à raison de croyances ou de situation religieuses, ou d'affecter d'une manière préjudiciable le droit pour tout enfant de fréquenter une école publique sans être obligé d'assister aux leçons d'instruction religieuse données dans cette école, ou de faire aucune distinction au point de vue des subventions de l'Etat entre les écoles placées sous le contrôle de différentes confessions, ou de retirer à aucune confession ou institution d'enseignement une partie de ses biens, sauf pour des motifs d'intérêt public et sous réserve d'indemnité.

XVII. — A titre d'arrangement provisoire pour l'administration du Sud de l'Irlande durant l'intervalle qui doit s'écouler entre la date du présent Traité et la constitution d'un Parlement et d'un Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande résultant de la constitution de ce Traité, des mesures seront prises immédiatement pour la réunion des membres du Parlement élus dans les circonscriptions du Sud de l'Irlande depuis le vote de la loi de 1920 sur le Gouvernement de l'Irlande et pour la constitution d'un Gouvernement provisoire, et le Gouvernement britannique prendra les mesures nécessaires pour transmettre à un tel Gouvernement provisoire les pouvoirs et moyens nécessaires pour lui permettre de s'acquitter de sa tâche, pourvu que chacun des membres d'un

of this instrument. But this arrangement shall not continue in force beyond the expiration of twelve months from the date hereof.

XVIII. This instrument shall be submitted forthwith by His Majesty's Government for the approval of Parliament and by the Irish signatories to a meeting summoned for the purpose of the members elected to sit in the House of Commons of Southern Ireland, and if approved shall be ratified by the necessary legislation.

On behalf of the British Delegation :
 (Signed) D. LLOYD GEORGE.
 AUSTEN CHAMBERLAIN.
 BIRKENHEAD.
 WINSTON S. CHURCHILL.
 L. WORTHINGTON-EVANS.
 HAMAR GREENWOOD.
 GORDON HEWART.

On behalf of the Irish Delegation :
 (Signed) ART O GRÍOBHTHA
 (Arthur Griffith).
 MÍCHEÁL O COILEÁIN.
 RÍOBÁRD BARTÚN.
 EUDHMÓN S. O'DÚGÁIN.
 SEÓRSA GHABHÁIN UÍ
 DHUBHTHAIGH.

December 6, 1921.

ANNEX.

(1) The following are the specific facilities required.

Dockyard port at Berehaven.

(a) Admiralty property and rights to be retained as at the date hereof. Harbour defences to remain in charge of British care and maintenance parties.

Queenstown.

(b) Harbour defences to remain in charge of British care and maintenance parties. Certain mooring buoys to be retained for use of His Majesty's ships.

Belfast Lough.

(c) Harbour defences to remain in charge of British care and maintenance parties.

Lough Swilly.

(d) Harbour defences to remain in charge of British care and maintenance parties.

Aviation.

(e) Facilities in the neighbourhood of the above ports for coastal defence by air.

Oil fuel storage.

(f) Haulbowline { To be offered for sale to commercial companies under guarantee that
 Rathmullen { purchasers shall maintain a certain minimum stock for Admiralty
 purposes.

(2) A Convention shall be made between the British Government and the Government of the Irish Free State to give effect to the following conditions :

(a) That submarine cables shall not be landed or wireless stations for communication with places outside Ireland be established except by agreement with the British Government ;

tel Gouvernement provisoire ait signifié, par écrit, son acceptation du présent Traité. Mais cet arrangement ne subsistera pas au delà de l'expiration d'un délai de douze mois à compter de la date du présent Traité.

XVIII. — Le présent Traité sera soumis immédiatement par le Gouvernement de Sa Majesté à l'approbation du Parlement et par les signataires irlandais à une réunion convoquée à cet effet des membres déjà élus pour constituer la Chambre des communes du Sud de l'Irlande, et, s'il est approuvé, il sera ratifié par la législation nécessaire.

Pour la délégation britannique :

(Signé) D. LLOYD GEORGE.
AUSTEN CHAMBERLAIN.
BIRKENHEAD.
WINSTON S. CHURCHILL.
L. WORTHINGTON EVANS.
HAMAR GREENWOOD.
GORDON HEWART.

Pour la délégation irlandaise :

(Signé) ART O GRÍOBHTHA
(Arthur Griffith).
MICHÁEL O COILEÁIN
(Michael Collins).
RÍOBARD BARTÚN
(Robert Barton).
E. S. O'DÚGÁIN
(E. J. Duggan).
SEORSA GHABHÁIN UI
DHUBHTHAIGH
(George Gavan Duffy).

Le 6 décembre 1921.

ANNEXE

1. Les dispositions ci-après déterminent les facilités requises.

Port militaire de Berehaven.

- a) L'Amirauté conservera la propriété des biens et droits lui appartenant à la date du présent Traité. L'entretien des défenses du port continuera à être assuré par des équipes britanniques.

Queenstown.

- b) L'entretien des défenses du port continuera à être assuré par des équipes britanniques. Un certain nombre de bouées seront réservées pour l'amarrage des vaisseaux de Sa Majesté.

Baie de Belfast.

- c) L'entretien des défenses du port continuera à être assuré par des équipes britanniques.

Baie de Swilly.

- d) L'entretien des défenses du port continuera à être assuré par des équipes britanniques.

Aviation.

- e) En vue de la défense aérienne des côtes, des facilités seront accordées dans le voisinage des ports mentionnés ci-dessus.

Dépôts de combustibles liquides.

- f) Haulbowline { L'achat de ces dépôts sera proposé à des sociétés commerciales sous la réserve
Rathmullen { que les acheteurs maintiendront un certain approvisionnement minimum,
en vue des besoins de l'Amirauté.

2. Une convention sera conclue entre le Gouvernement britannique et le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande en vue de l'application des dispositions suivantes :

- a) L'atterrage de câbles sous-marins ou l'établissement de stations radiotélégraphiques destinés à communiquer avec des localités situées hors d'Irlande ne pourra avoir lieu qu'avec

that the existing cable landing rights and wireless concessions shall not be withdrawn except by agreement with the British Government ; and that the British Government shall be entitled to land additional submarine cables or establish additional wireless stations for communication with places outside Ireland.

(b) That lighthouses, buoys, beacons, and any navigational marks or navigational aids shall be maintained by the Government of the Irish Free State as at the date hereof and shall not be removed or added to except by agreement with the British Government.

(c) That war signal stations shall be closed down and left in charge of care and maintenance parties, the Government of the Irish Free State being offered the option of taking them over and working them for commercial purposes subject to Admiralty inspection, and guaranteeing the upkeep of existing telegraphic communication therewith.

(3) A Convention shall be made between the same Governments for the regulation of Civil Communication by Air.

D. Ll. G. B
A. C.

W. S. C.
E. S. O'D.

A. G.
M. O'C.
R. B.

S. G. D.

l'assentiment du Gouvernement britannique ; les concessions existantes pour l'atterrage de câbles sous-marins ou pour les concessions radiotélégraphiques ne pourront être retirées, sauf par accord avec le Gouvernement britannique ; le Gouvernement britannique aura le droit d'établir des câbles sous-marins ou des stations radiotélégraphiques destinés à communiquer avec des localités situées hors d'Irlande.

- b) Les phares, bouées, balises, sémaphores ou jalons servant à la navigation seront maintenus par le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande en l'état où ils se trouveront à la date du présent Traité ; ils ne seront enlevés et il n'en sera ajouté de nouveaux qu'avec l'assentiment du Gouvernement britannique.
- c) Les stations de signaux créées pour la guerre cesseront de fonctionner et seront confiées à des équipes d'entretien ; le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande aura la faculté de prendre ces stations en charge et de les utiliser pour des buts commerciaux, sous la réserve qu'elles seront soumises à l'inspection de l'Amirauté et que seront maintenues les installations télégraphiques actuellement existantes.

3. Une convention réglementant les communications aériennes non militaires sera conclue entre les deux Gouvernements.

D. Ll. G.

B.

W. S. C.

A. G.

A. C.

E. S. O'D.

M. O'C.

R. B.

S. G. D.

N° 637.

**ITALIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

**Pacte de Collaboration cordiale, signé
à Rome le 5 juillet 1924.**

**ITALY
AND CZECHOSLOVAKIA**

**Pact of cordial Collaboration, signed
at Rome, July 5, 1924.**

No. 637. — PACTE¹ DE COLLABORATION CORDIALE ENTRE LE ROYAUME D'ITALIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, SIGNÉ A ROME LE 5 JUILLET 1924.

Texte officiel français communiqué par le Ministre d'Italie et le Chargé d'Affaires de Tchécoslovaquie à Berne. L'enregistrement de ce pacte a eu lieu le 14 juillet 1924.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE,
soucieux de sauvegarder la paix et désireux de collaborer en commun pour la stabilité et au relèvement économique de l'Europe,
fermement résolus d'assurer le respect de l'ordre juridique et politique international établi par les Traités de paix,
sont tombés d'accord pour stipuler le présent Pacte de collaboration cordiale, conséquence naturelle et de l'amitié existant entre les deux Parties contractantes, et du respect mutuel de leurs droits.

Pour atteindre ce but ils ont convenu des dispositions suivantes :

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes se mettront d'accord sur les mesures propres à sauvegarder leurs intérêts communs dans le cas où elles tomberont d'accord qu'ils seraient ou pourraient être menacés.

Article 2.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à se prêter leur appui mutuel et leur collaboration pour le maintien de l'ordre établi par les Traités de Paix conclus à Saint-Germain-en-Laye, à Trianon, à Neuilly, ainsi que pour le respect et l'exécution des obligations stipulées dans lesdits Traités.

Article 3.

La durée de la présente Convention sera de cinq ans et pourra être dénoncée ou renouvelée un an avant son expiration.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome le 21 août 1924.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 637. — PACT ² OF CORDIAL COLLABORATION BETWEEN THE KINGDOM OF ITALY AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, SIGNED AT ROME, JULY 5, 1924.

French official text communicated by the Italian Minister and the Czechoslovak Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Pact took place on July 14, 1924.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and THE GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

being anxious to maintain peace and desirous of co-operating to ensure the stability and economic reconstruction of Europe ;

and being firmly resolved to ensure the maintenance of the international legal and political situation established by the Treaties of Peace ;

have agreed to conclude the present Pact of Cordial Collaboration, which is a natural consequence of the friendship existing between the two Contracting Parties and of the respect of each for the rights of the other,

and to this end have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties will decide in concert upon the measures best designed to protect their common interests in the event of their being agreed as to the existence or possibility of a menace.

Article 2.

The two High Contracting Parties undertake to afford mutual support and assistance in order to ensure the maintenance of the situation established by the Treaties of Peace concluded at St. Germain-en-Laye, Trianon and Neuilly, and the observance and fulfilment of the obligations specified in the said Treaties.

Article 3.

The present Convention shall remain in force for five years and may be denounced or renewed one year before its expiration.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Rome, August 21, 1924.

Article 4.

Le présent Traité sera communiqué à la Société des Nations conformément à l'article 18 du Pacte.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Rome.
Il entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé en double original et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Rome, le 5 de juillet 1924.

(L. S.) BENITO MUSSOLINI,
Le Plénipotentiaire du Royaume d'Italie.

(L. S.) VLASTIMIL KYBAL,
*Le Plénipotentiaire de la République
tchécoslovaque.*

Article 4.

The present Treaty shall be communicated to the League of Nations in accordance with Article 18 of the Covenant.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Rome. It shall come into force immediately upon the exchange of ratifications.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Treaty in duplicate and have thereto affixed their seals.

Done at Rome this 5th day of July, 1924.

(Signed) BENITO MUSSOLINI,
Plenipotentiary of the Kingdom of Italy.

(Signed) VLASTIMIL KYBAL,
Plenipotentiary of the Czechoslovak Republic.

N° 638.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET BULGARIE

Traité d'extradition, signé à Sofia le
19 mars 1924.

UNITED STATES OF AMERICA
AND BULGARIA

Extradition Treaty, signed at Sofia,
March 19, 1924.

TEXTE BULGARE. — BULGARIAN TEXT.

№. 638.— ДОГОВОРЪ¹ ЗА ПРЕДАВАНЕ МЕЖДУ БЪЛГАРИЯ И СЪЕДИНЕНИТЪ ЩАТИ НА АМЕРИКА, ПОДПИСАНЪ ВЪ СОФИЯ НА 19 МАРТЪ 1924 Г.

Textes officiels anglais et bulgare communiqués par le Chargé d'Affaires de Bulgarie à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 14 juillet 1924.

БЪЛГАРИЯ и СЪЕДИНЕНИТЪ ЩАТИ на АМЕРИКА, въ желанието си да улеснят каузата на правосъдието, решиха да сключат договоръ за предаване между дветъ страни на лица бѣгащи отъ правосъдието и назначиха за тая цель следнитъ пълномощници :

НЕГОВО ВЕЛИЧЕСТВО ЦАРЪТЪ НА БЪЛГАРИТЪ :

Христо КАЛФОВЪ, Министъръ на външнитъ работи и на изповѣданията, и

ПРЕДСЕДАТЕЛЪТЪ НА СЪЕДИНЕНИТЪ ЩАТИ НА АМЕРИКА :

Чарлс С. УЙЛСОНЪ, Извънреденъ пратеникъ и пълномощенъ Министъръ на Съединенитъ щати на Америка въ България,

които, следъ като си представиха взаимно пълномощията, намерени въ исправность, се съгласиха и сключиха следнитъ членове :

Членъ 1.

Правителството на България и Правителството на Съединенитъ Щати при надлежно направено поискване, както е предвидено въ настоящия договоръ, ще предаватъ на правосъдието всѣко лице, което е обвинено или е било осъдено за нѣкое отъ престѣпленията, изброени въ членъ 2 на настоящия договоръ, извършено въ териториитъ на една отъ Високитъ Договоращи страни и което търси убѣжище или е намерено въ териториитъ на другата ; съ условие, че предаванетоъ ще става само при такива доказателства за престѣпность, каквито споредъ законитъ на мѣстото, кждето бѣглецътъ или обвиненото лице бже намѣрено, би оправдали ноготово залавяне и предаване на сждъ, ако престѣплението е извършено тамъ.

Членъ 2.

Онези лица ще бждатъ предавани споредъ постановленията на настоящия договоръ, които сж обвинени или осъдени за нѣкое отъ следнитъ престѣпления :

1. Убийство, обемащо престѣпленията опредѣлени съ терминитъ : отцеубийство, предумишлено убийство, умишлено убийство, отравяне и детеубийство.

2. Опитъ за извършване убийство.

3. Изнасилване, убийство на заченато, но още не родено дете, блудство съ деца не навършили двадесетъ годишна възраст.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu le 24 juin 1924.

No. 638. — EXTRADITION TREATY¹ BETWEEN BULGARIA AND THE UNITED STATES OF AMERICA, SIGNED AT SOPHIA, MARCH 19, 1924.

English and Bulgarian official texts communicated by the Bulgarian Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Treaty took place July 14, 1924.

BULGARIA and the UNITED STATES of AMERICA, desiring to promote the cause of justice, have resolved to conclude a treaty for the extradition of fugitives from justice between the two countries and have appointed for that purpose the following Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

Christo KALFOFF, the Minister for Foreign Affairs and Worship of Bulgaria, and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Charles S. WILSON, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America to Bulgaria,

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon and concluded the following articles :

Article 1.

It is agreed that the Government of Bulgaria and the Government of the United States shall, upon requisition duly made as herein provided, deliver up to justice any person who may be charged with, or may have been convicted of, any of the crimes specified in Article 2 of the present Treaty committed within the jurisdiction of one of the High Contracting Parties, and who shall seek an asylum or shall be found within the territories of the other ; provided that such surrender shall take place only upon such evidence of criminality as according to the laws of the place where the fugitive or person so charged shall be found would justify his apprehension and commitment for trial if the crime or offense had been there committed.

Article 2.

Persons shall be delivered up, according to the provisions of the present Treaty, who shall have been charged with or convicted of any of the following crimes :

- (1) Murder, comprehending the crimes designated by the terms parricide, assassination, manslaughter when voluntary, poisoning or infanticide.
- (2) The attempt to commit murder.
- (3) Rape, abortion, carnal knowledge of children under the age of twelve years.

¹ The exchange of ratifications took place June 24, 1924.

4. Отвличане или задържане на жени или момичета за неморални цели.
5. Бигамия (двоеженство).
6. Палежъ.
7. Умишлено и незаконно разрушаване или затруднение на желѣзни пѣтища, което излага на опасност човѣшки животъ.
8. Престѣпления извършени по море :
 - a) Пиратство, състава на което е опредѣленъ отъ международното право или отъ законитѣ на странитѣ ;
 - b) Злоумишлено потопяване или разрушаване на корабъ въ морето. или опитъ да се направи това ;
 - e) Бунтъ или заговоръ отъ двама или повече членове на екипажа или други лица на борда на корабъ въ открито море, съ цель да се възстане срещу властѣта на капитана или коменданта на такъвъ корабъ, или завладяване на такъвъ корабъ чрезъ измама или насилие ;
 - g) Нападение върху борда на корабъ въ открито море съ намерение да се нанесе телесна повреда.
9. Вълломъ опредѣленъ како актъ на разбиване и влизане въ кѣщата на другоно ноцно време, съ намерение да се извърши престѣпление вътре.
10. Разбиване и влизане въ канцелариитѣ на правителственитѣ и обществени власти, или въ канцелариитѣ на банки, банкерски кѣщи, спестовни банки, кредитни дружества, застрахователни и други дружества, или въ други здания не жилища, съ намерение да се извърши престѣпление вътре.
11. Грабежъ, опредѣлено като актъ на престѣпно и насилствено отнемане отъ личността на другоно предмети или пари чрезъ насилие или чрезъ заплашване.
12. Подправка или разпространение на подправени документи.
13. Подправка или фалшифициране на правителствени или други официални документи и актове на правителствената или обществена властъ, включително и тия на сѣдилищата, или разпространение или умишлено ползуване отъ такива.
14. Фабрикуване на фалшиви пари било металически или книжни, на фалшиви титри или купони отъ публиченъ заемъ издадени отъ федерални, държавни, областни, териториални, локални или общински власти, на банкноти или други средства за общественъ кредитъ, на фалшиви печати, марки, печати за монети и белези на държавнитѣ или обществени администрации, както и издаването, разпространението или умишленото ползуване съ гореспоменатитѣ предмети.
15. Присвояване чрезъ злоупотрѣбление съ довѣрие, или осебване извършено въ територията на една или другата страна отъ обществени служители или пазители, когато злоупотрѣбената сума надминава сто долара или българската равноценностъ.
16. Присвояване чрезъ злоупотрѣбление съ доверие отъ наемници или служаци, плащани или не, извършено въ щета на тѣхнитѣ наематели или началници, когато престѣплението е наказуемо съ затворъ или друго телесно наказание по законитѣ на дветѣ страни и когато злоупотрѣбената сума надминава сто долара или българската равноценностъ.
17. Отвличане или задържане на малолетни или възрастни лица за да се изтрѣгнатъ пари отъ тѣхъ, отъ тѣхнитѣ семейства, или отъ нѣкое друго лице или за каквато и да било друга незаконна цель.
18. Кражба на вещи, лична собственостъ, или пари на стойностъ отъ двадесетъ и петъ долара или повече или българската равноценностъ.
19. Придобиване пари, ценни книжа или други ценности подъ фалшивъ предлогъ, или получаване на пари, ценни книжа или други ценности, съ знание, че сжщитѣ сж били незаконно придобити, когато сумата на паритѣ или стойността на ценноститѣ надминава сто долара или българската равноценностъ.
20. Лжжовна клетва или накарване нѣкого да даде лжжовна клетва.
21. Измама или злоупотрѣбление съ довѣрие отъ страна на търговски довѣреникъ, банкеръ, агентъ, комисионеръ, пълномощникъ, изпълнителъ, администраторъ, настойникъ, директоръ или

- (4) Abduction or detention of women or girls for immoral purposes.
- (5) Bigamy.
- (6) Arson.
- (7) Wilful and unlawful destruction or obstruction of railroads, which endangers human life.
- (8) Crimes committed at sea :
- (a) Piracy, as commonly known and defined by the law of nations or by a statute ;
- (b) Wrongfully sinking or destroying a vessel at sea or attempting to do so ;
- (c) Mutiny or conspiracy by two or more members of the crew or other persons on board of a vessel on the high seas, for the purpose of rebelling against the authority of the Captain or Commander of such a vessel, or by fraud or violence taking possession of such a vessel ;
- (d) Assault on board ship upon the high seas with intent to do bodily harm.
- (9) Burglary, defined to be the act of breaking into and entering the house of another in the night time with intent to commit a felony therein.
- (10) The act of breaking into and entering the offices of the Government and public authorities or the offices of banks, banking houses, savings banks, trust companies, insurance and other companies or other buildings not dwellings with intent to commit a felony therein.
- (11) Robbery, defined to be the act of feloniously and forcibly taking from the person of another goods or money by violence or by putting him in fear.
- (12) Forgery or the utterance of forged papers.
- (13) The forgery or falsification of the official acts of the Government or public authority, including Courts of Justice, or the uttering or fraudulent use of any of the same.
- (14) The fabrication of counterfeit money, whether coin or paper, counterfeit titles or coupons of public debt, created by National, State, Provincial, Territorial, Local or Municipal Governments, bank notes or other instruments of public credit, counterfeit seals, stamps, dies and marks of State or public administrations, and the utterance, circulation or fraudulent use of the above-mentioned objects.
- (15) Embezzlement or criminal malversation committed within the jurisdiction of one or the other party by public officers or depositaries, where the amount embezzled exceeds one hundred dollars or Bulgarian equivalent.
- (16) Embezzlement by any person or persons hired, salaried or employed, to the detriment of their employers or principals, when the crime or offense is punishable by imprisonment or other corporal punishment, by the laws of both countries, and where the amount embezzled exceeds one hundred dollars or Bulgarian equivalent.
- (17) Kidnapping of minors or adults, defined to be the abduction or detention of a person or persons, in order to exact money from them, their families or any other person or persons, or for any other unlawful end.
- (18) Larceny, defined to be the theft of effects, personal property, or money, of the value of twenty-five dollars or more, or Bulgarian equivalent.
- (19) Obtaining money, valuable securities or other property by false pretences or receiving any money, valuable securities or other property knowing the same to have been unlawfully obtained, where the amount of money or the value of the property so obtained or received exceeds one hundred dollars or Bulgarian equivalent.
- (20) Perjury or subornation of perjury.
- (21) Fraud or breach of trust by a bailee, banker, agent, factor, trustee, executor, administrator, guardian, director or officer of any company or corporation, or by any one in any

чиновникъ на нѣкое дружество или корпорация, или отъ какъвто и да било довѣреникъ, когато сумата на паритѣ или стойността на цѣнноститѣ, които сж присвоени, надминава сто долара или българската равноценность.

22. Престжпления противъ законитѣ на дветѣ страни за унищожаване робството и търговията съ роби.

23. Умишлено изоставяне или умишлено неподържане на малолетни или зависими деца.

24. Предаване ще става сжщо и за участие въ което и да е отъ гореспоменатитѣ престжпления, като подпомагане преди или следъ факта ; съ условие, че такова участие се наказва съ затворъ по законитѣ на дветѣ Високи Договоращи Страни.

Членъ 3.

Постановленията на настоящия договоръ не допуцатъ искане за предаване за престжпление отъ политически характеръ, нито за деяния свързани съ такива престжпления и никое лице предадено отъ или на едната отъ Високитѣ Договоращи Страни по силата на този договоръ не ще бжде сждено или наказано за политическо престжпление. Когато, обаче, такова престжпление е свързано съ убийство, умишлено или предумишлено, или съ отравяне, или съ опитъ за извършване такива, обстоятелството че престжплението или опита за такова, е било насочено срещу живота на суверенъ или глава на една чужда държава или срещу живота на нѣкой членъ отъ неговата фамилия, не ще се смѣта достатъчно доказателство, че такова престжпление е отъ политически характеръ; или че е деяние свързано съ престжпление отъ политически характеръ.

Членъ 4.

Никое лице не ще бжде сждено за престжпление различно отъ онова, за което то е предадено.

Членъ 5.

Единъ избѣгалъ престжпникъ не ще бжде предаванъ по настоящитѣ постановления, когато поради давность или друга законна причина споредъ законитѣ на страната, гдето престжплението е извършено, престжпникътъ е освободенъ отъ преследване или наказание за престжплението, за което се иска предаването.

Членъ 6.

Ако единъ избѣгалъ престжпникъ, чието предаване може да бжде искано съгласно настоящитѣ постановления, е подъ следствие, пуснатъ подъ гаранция или въ арестъ, за престжпление извършено въ страната, кждето той е потърсилъ убежище, или е билъ осжденъ за такова престжпление, неговото предаване може да бжде отложено докато дѣлото му тамъ не бжде решено и докато той не бжде пуснатъ на свобода по надлежния редъ.

Членъ 7.

Ако единъ избѣгалъ престжпникъ, исканъ отъ една отъ странитѣ по настоящия договоръ, бжде исканъ сжщо отъ една или повече други джави съгласно договорнитѣ постановления, поради престжпления извършени подъ тѣхната юрисдикция, такъвъ престжпникъ ще бжде предаденъ на онази държава, чието искане е получено по-рано.

Членъ 8.

По постановленията на този договоръ никоя отъ Високитѣ Договоращи Страни не е длъжна да предава своитѣ собствени граждани.

fiduciary position, where the amount of money or the value of the property misappropriated exceeds one hundred dollars or Bulgarian equivalent.

(22) Crimes and offenses against the laws of both countries for the suppression of slavery and slave trading.

(23) Wilful desertion or wilful non-support of minor or dependent children.

(24) Extradition shall also take place for participation in any of the crimes before mentioned as an accessory before or after the fact ; provided such participation be punishable by imprisonment by the laws of both the High Contracting Parties.

Article 3.

The provisions of the present Treaty shall not import a claim of extradition for any crime or offense of a political character, nor for acts connected with such crimes or offenses ; and no person surrendered by or to either of the High Contracting Parties in virtue of this Treaty shall be tried or punished for a political crime or offense. When the offense charged comprises the act either of murder or assassination or of poisoning, either consummated or attempted, the fact that the offense was committed or attempted against the life of the Sovereign or Head of a foreign State or against the life of any member of his family, shall not be deemed sufficient to sustain that such crime or offense was of a political character ; or was an act connected with crimes or offenses of a political character.

Article 4.

No person shall be tried for any crime or offense other than that for which he was surrendered.

Article 5.

A fugitive criminal shall not be surrendered under the provisions hereof, when, from lapse of time or other lawful cause, according to the laws of the place within the jurisdiction of which the crime was committed, the criminal is exempt from prosecution or punishment for the offense for which the surrender is asked.

Article 6.

If a fugitive criminal whose surrender may be claimed pursuant to the stipulations hereof, be actually under prosecution, out on bail or in custody, for a crime or offense committed in the country where he has sought asylum, or shall have been convicted thereof, his extradition may be deferred until such proceedings be determined and until he shall have been set at liberty in due course of law.

Article 7.

If a fugitive criminal claimed by one of the parties hereto shall be also claimed by one or more powers pursuant to treaty provisions on account of crimes committed within their jurisdiction, such criminal shall be delivered to that State whose demand is first received.

Article 8.

Under the stipulations of this Treaty, neither of the High Contracting Parties shall be bound to deliver up its own citizens.

Членъ 9.

Разходитѣ по ареста, задържането, разследването и транспорта на обвиняемия ще бждатъ плащани отъ правителството, което е предявило искането за предаване.

Членъ 10.

Всички вещи намерени въ владение на избѣгалия престѣпникъ по времето на неговия арестъ, добити чрезъ престѣпленieto, или които може да сж сжществени като доказателство за извършване на престѣпленieto, ще бждатъ, ако това е възможно съгласно законитѣ на Високитѣ Договоращи Страни, предавани едновременно съ него. При все това, правата на трети лица върху казанитѣ предмети ще бждатъ надлежно зачитани.

Членъ 11.

Постановленията на настоящия договоръ сж приложими въ цѣлата територия, кждѣто и да е разположена, на Високитѣ Договоращи Страни, както и въ територията окупирана или намираща се подъ контрола на която и да е отъ тѣхъ, докато трае тая окупация или контролъ.

Искания за предаване бѣглеци отъ правосъдието ще се правятъ отъ респективнитѣ дипломатически агенти на Високитѣ Договоращи Страни. Въ случай на отсъствие на такъвъ агентъ отъ страната или нейната столица, или когато предаването ще се иска отъ териториитѣ поменати въ предшествуващитѣ параграфи извънъ България или Съединенитѣ Щати, исканията може да се правятъ отъ висшитѣ консулски чиновници. Такива дипломатически или висши консулски чиновници ще бждатъ компетентни да искатъ и добиватъ мандатъ или предварителна заповедъ за арестъ на лицето, чието предаване се иска и следъ което сждиитѣ и магистратитѣ на дветѣ правителства пристѣпятъ, при искане направено подъ клетва, къмъ издаване заповѣдъ за залавянето на обвиненото лице, за да може то да се доведе предъ такъвъ сждия или магистратъ, за да се представятъ и обсждятъ доказателствата за престѣпленieto и ако, при това обсждане, се намерятъ достатъчно основания да се поддържа обвинението, разследващиятъ сждия или магистратъ ще бжде длъженъ да удостовѣри това предъ надлежната изпълнителна власть, за да може да се издаде заповедъ за предаване на бѣглеца.

Въ случаи, нетърпящи отлагане, заявлението за арестъ и задържане може да се адресира направо до компетентния магистратъ въ съгласие съ законитѣ въ сила.

Предварително арестуваното лице ще бжде освобождено ако въ три месеца отъ датата на затварянето въ Съединенитѣ Щати или отъ датата на ареста въ България не бжде на правено, както е казано по-горе, отъ дипломатическия агентъ на искащото правителство или, въ негово отсъствие, неговъ консулски чиновникъ, формалното искане за предаване съ документалнитѣ доказателства, описани по-долу.

Ако избѣгалия престѣпникъ е билъ осжденъ за престѣпленieto, за което се иска неговото предаване, ще бжде представенъ надлежно завѣренъ преписъ отъ присждата на сжда, въ който е станало това осждане. Ако обаче бѣглецътъ е само обвиненъ въ престѣпление, ще бжде представенъ единъ надлежно завѣренъ преписъ отъ заповедъта за ареста въ страната, кждето е извършено престѣпленieto и отъ следственитѣ показания, на основание на които такава заповедъ е била издадена, заедно съ всички други доказателства, каквито може да се намерятъ подходящи за случая.

Членъ 12.

При всѣки случай на искане, направено отъ една отъ Високитѣ Договоращи Страни за арестъ, задържане или предаване на избѣгали престѣпници, съответнитѣ чиновници на страната, кждето сж направени постѣпки за предаване, ще подпомагатъ чиновницитѣ на правителството искащо предаването предъ респективнитѣ сждии и магистрати чрезъ всички законни средства въ тѣхна власть ;

Article 9.

The expense of arrest, detention, examination and transportation of the accused shall be paid by the Government which has preferred the demand for extradition.

Article 10.

Everything found in the possession of the fugitive criminal at the time of his arrest, whether being the proceeds of the crime or offense, or which may be material as evidence in making proof of the crime, shall so far as practicable, according to the laws of either of the High Contracting Parties, be delivered up with his person at the time of surrender. Nevertheless, the rights of a third party with regard to the articles referred to, shall be duly respected.

Article 11.

The stipulations of the present Treaty shall be applicable to all territory wherever situated, belonging to either of the High Contracting Parties or in the occupancy and under the control of either of them, during such occupancy or control.

Requisitions for the surrender of fugitives from justice shall be made by the respective diplomatic agents of the High Contracting Parties. In the event of the absence of such agent from the country or its seat of Government, or where extradition is sought from territory included in the preceding paragraphs, other than Bulgaria or the United States, requisitions may be made by superior consular officers. It shall be competent for such diplomatic or superior consular officers to ask and obtain a mandate or preliminary warrant of arrest for the person whose surrender is sought, whereupon the judges and magistrates of the two Governments shall respectively have power and authority, upon complaint made under oath, to issue a warrant for the apprehension of the person charged, in order that he or she may be brought before such judge or magistrate, that the evidence of criminality may be heard and considered and if, on such hearing, the evidence be deemed sufficient to sustain the charge, it shall be the duty of the examining judge or magistrate to certify it to the proper executive authority, that a warrant may issue for the surrender of the fugitive.

In case of urgency, the application for arrest and detention may be addressed directly to the competent magistrate in conformity to the statutes in force.

The person provisionally arrested shall be released, unless within three months from the date of commitment in the United States, or from the date of arrest in Bulgaria, the formal requisition for surrender with the documentary proofs hereinafter prescribed be made as aforesaid by the diplomatic agent of the demanding Government or, in his absence, by a consular officer thereof.

If the fugitive criminal shall have been convicted of the crime for which his surrender is asked, a copy of the sentence of the court before which such conviction took place, duly authenticated, shall be produced. If however the fugitive is merely charged with crime, a duly authenticated copy of the warrant of arrest in the country where the crime was committed, and of the depositions upon which such warrant may have been issued, shall be produced, with such other evidence or proof as may be deemed competent in the case.

Article 12.

In every case of a request, made by either of the High Contracting Parties for the arrest, detention or extradition of fugitive criminals, the appropriate legal officers of the country where the proceedings of extradition are had, shall assist the officers of the Government demanding the extradition before the respective judges and magistrates, by every legal means within their power ;

и на правителството искащо предаването не ще се предявяват никакви искания за възнаграждение за извършенитѣ услуги ; съ условие, обаче, че всички чиновници на предаващото правителство, оказали такава услуга, които не получават друга заплата или възнаграждение освенъ специални възнаграждения за извършенитѣ служби, ще иматъ право да получаватъ отъ правителството, искащо предаването, обикновенитѣ възнаграждения за актоветѣ или услугитѣ, направени отъ тѣхъ, по начинъ и въ размѣръ, предвидени за такива актове или услуги при обикновената углавна процедура по законитѣ на страната, на която тѣ сж чиновници.

Членъ 13.

Настоящиятъ договоръ ще бжде ратифициранъ отъ Високитѣ Договоращи Страни съгласно съ тѣхнитѣ респективни конституционни методи и ще влезе въ сила отъ датата на размѣната на ратификациитѣ, която ще стане въ София по възможность по-скоро.

Членъ 14.

Настоящиятъ договоръ ще остане въ сила за единъ периодъ отъ десетъ години и въ случай, че никоя отъ Високитѣ Договоращи Страни не съобщи една година преди изтичането на този периодъ за своето намѣрение да се прекрати договора, той ще продължава да е въ сила до изтичането на една година отъ датата на такова съобщение за прекратяване, направено отъ нѣкоя отъ Високитѣ договоращи страни.

Въ удостовѣрение на това, горепомѣнатитѣ пълномощници подписаха настоящия договоръ и го скрепиха съ печатитѣ си.

Направенъ въ два екземпляра въ София днесъ 19 мартъ хиляда деветстотинъ и двадесетъ и четвърта година.

(М. П.) Хр. КАЛФОВЪ с. р.

and no claim whatever for compensation for any of the services so rendered shall be made against the Government demanding the extradition ; provided, however, that any officer or officers of the surrendering Government so giving assistance, who shall, in the usual course of their duty, receive no salary or compensation other than specific fees for services performed, shall be entitled to receive from the Government demanding the extradition the customary fees for the acts or services performed by them, in the same manner and to the same amount as though such acts or services had been performed in ordinary criminal proceedings under the laws of the country of which they are officers.

Article 13.

The present Treaty shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with their respective constitutional methods and shall take effect on the date of the exchange of ratifications, which shall take place at Sophia as soon as possible.

Article 14.

The present Treaty shall remain in force for a period of ten years, and in case neither of the High Contracting Parties shall have given notice one year before the expiration of that period of its intention to terminate the Treaty, it shall continue in force until the expiration of one year from the date on which such notice of termination shall be given by either of the High Contracting Parties.

In witness whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have hereunto affixed their seals.

Done in duplicate at Sophia this nineteenth day of March nineteen hundred and twenty-four.

(L. S.) CHARLES S. WILSON. m.p.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 638. — TRAITÉ D'EXTRADITION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA BULGARIE, SIGNÉ A SOFIA LE 19 MARS 1924.

La BULGARIE et les ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux de servir la cause de la justice, ont résolu de conclure un Traité pour l'extradition des prévenus ou condamnés qui, dans les deux pays, se dérobent à l'action de la justice et ont désigné à cette fin les plénipotentiaires suivants :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

Christo KALFOFF, Ministre des Affaires étrangères et des Cultes de Bulgarie, et

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Charles S. WILSON, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique en Bulgarie,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs et les avoir reconnus être en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Il est convenu que le Gouvernement bulgare et le Gouvernement des Etats-Unis remettront à la justice, sur réquisition qui en sera faite dans les formes prescrites par le présent Traité, toute personne accusée ou convaincue de l'un des crimes spécifiés à l'article 2 du présent Traité et commis dans les limites de la juridiction de l'une des Hautes Parties contractantes, et qui cherchera un refuge ou sera découverte sur le territoire de l'autre Partie ; toutefois, cette remise à la justice ne pourra avoir lieu que s'il existe des preuves suffisantes de culpabilité, selon les lois du pays où le fugitif aura été découvert, pour motiver son arrestation et sa mise en jugement au cas où le crime aurait été commis dans ledit pays.

Articl

Aux termes du présent Traité, seront remises à la justice les personnes qui auront été accusées ou convaincues de l'un des crimes suivants :

1. Meurtre, ce mot comprenant les crimes de parricide, assassinat, homicide volontaire, empoisonnement et infanticide.
2. Tentative de meurtre.
3. Rapt, avortement, relations coupables avec des enfants au-dessous de douze ans.
4. Enlèvement et séquestration de femmes ou jeunes filles dans une intention immorale.
5. Bigamie.
6. Incendie volontaire.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

7. Destruction volontaire et illicite, ou obstruction de voies de chemins de fer entraînant un danger de mort.

8. Crimes commis en mer :

- a) Piraterie, telle qu'elle est connue et définie par le droit des gens ou par les lois ;
- b) Coulage ou destruction préméditée d'un vaisseau en mer, ou tentative d'y procéder ;
- c) Mutinerie ou complot entre deux ou plusieurs membres de l'équipage ou autres personnes à bord d'un navire en haute mer, ayant pour but de provoquer une révolte contre le capitaine ou commandant de ce navire, ou de s'emparer du navire par ruse ou par force ;
- d) Agression ou voies de fait à bord d'un navire en haute mer.

9. Cambriolage, ce mot désignant l'acte de pénétrer par effraction la nuit dans la maison d'autrui avec une intention criminelle.

10. L'acte de pénétrer avec effraction et dans une intention criminelle, dans les bureaux du Gouvernement et des autorités publiques, ou ceux des banques, caisses d'épargne, trust-companies, compagnies d'assurance ou autres compagnies, ou dans d'autres locaux ne servant pas d'habitation.

11. Vol, ce mot désignant l'acte de s'emparer par des moyens criminels, par la violence ou la terreur, des biens ou de l'argent d'autrui.

12. Crime de faux ou mise en circulation de faux.

13. Fabrication ou falsification d'actes officiels du Gouvernement ou des autorités publiques, y compris ceux des cours de justice, ou bien la mise en circulation ou l'usage frauduleux de semblables pièces.

14. Fabrication de fausse monnaie de métal ou de papier, fabrication de faux titres ou coupons de la dette publique émis par le Gouvernement central, par celui des États, par les autorités des provinces, territoires, par les autorités locales ou municipales ; fabrication de billets de banque ou autres instruments de crédit public ; fabrication de faux sceaux, timbres, de faux poinçons et cachets d'Etat ou des administrations publiques ; mise en circulation ou usage frauduleux des objets ci-dessus mentionnés.

15. Détournements ou malversations criminels, commis dans les limites de la juridiction de l'une ou l'autre des Parties contractantes par des fonctionnaires publics ou dépositaires des deniers publics, si la somme sur laquelle ont porté les détournements excède 100 dollars ou l'équivalent en monnaie bulgare.

16. Abus de confiance par quiconque ou par les personnes prises à gages, salariées ou employées, au détriment de leur employeur ou chef, dans le cas où le crime ou délit est passible d'emprisonnement ou d'autres peines corporelles, selon les lois des deux pays contractants et où le montant des détournements excède 100 dollars ou l'équivalent en monnaie bulgare.

17. Enlèvement de mineurs ou adultes, ce terme désignant le fait d'emmener ou de séquestrer une ou plusieurs personnes, en vue d'en obtenir des fonds soit d'elles-mêmes, soit de leur famille ou de toute autre personne, ou dans toute autre intention illicite.

18. Larcin, c'est-à-dire le vol d'effets, biens, meubles ou argent, d'une valeur de 25 dollars ou plus, ou son équivalent en monnaie bulgare.

19. Remise d'argent, valeurs, titres ou autres objets à l'aide d'allégations fausses, ou le fait de recevoir de l'argent, des valeurs, des titres ou autres objets, sachant qu'ils ont été obtenus illicitement, si la somme d'argent ou la valeur des objets excède 100 dollars ou l'équivalent en monnaie bulgare.

20. Faux témoignage ou subornation de témoins.

21. Fraude ou abus de confiance commis par une caution, un banquier, agent, commissionnaire, curateur (trustee), exécuteur testamentaire, administrateur judiciaire, tuteur, directeur ou agent de toute compagnie ou société, ou par quiconque occupe un poste de confiance, si le mon-

tant de la somme ou la valeur des objets indûment appropriés excède 100 dollars ou l'équivalent en monnaie bulgare.

22. Crimes et délits contre les lois des deux pays sur la suppression de l'esclavage et la traite des esclaves.

23. Abandon volontaire ou refus de subvenir aux besoins de mineurs ou d'enfants à la charge de leurs parents.

24. L'extradition pourra également être demandée dans le cas de complicité à l'un des crimes ci-dessus mentionnés, complicité antérieure ou postérieure aux faits incriminés, pourvu, toutefois, qu'elle soit passible d'une peine d'emprisonnement, aux termes de la législation des deux Hautes Parties contractantes.

Article 3.

Les dispositions du présent Traité n'impliquent pas le droit de réclamer l'extradition pour tout crime ou délit de caractère politique, ni pour les actes connexes à ces crimes ou délits ; et aucune personne extradée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, en vertu du présent Traité, ne pourra être jugée ou punie pour un crime ou délit de nature politique. Si l'accusation porte sur des crimes ou tentatives de meurtre, d'assassinat ou d'empoisonnement, consommés ou tentés, le fait qu'ils auront été commis ou tentés contre la vie du souverain ou du chef d'un Etat étranger, ou contre la vie de l'un quelconque des membres de leur famille ne sera pas jugé suffisant pour conférer à ces crimes le caractère politique ou pour les faire considérer comme étant connexes à des crimes ou délits de caractère politique.

Article 4.

Nul ne pourra être jugé pour un crime ou délit autre que celui qui aura motivé son extradition.

Article 5.

Un criminel en fuite ne pourra être extradé en vertu des présentes dispositions si, en raison de la prescription ou pour toute autre cause légale, selon les lois appliquées dans les limites de la juridiction où le crime a été commis, le criminel échappe aux poursuites ou à la peine qu'entraîne le crime pour lequel l'extradition est demandée.

Article 6.

Si un criminel en fuite, dont l'extradition peut être demandée en vertu des présentes stipulations, se trouve sous le coup de poursuites, en liberté sous caution ou en prison, pour un crime ou délit commis dans le pays où il a cherché asile, ou a déjà été condamné pour ce motif, son extradition pourra être différée jusqu'à l'achèvement de la procédure en cours et jusqu'à ce qu'il ait été mis en liberté conformément à la loi.

Article 7.

Si un criminel en fuite, réclamé par l'une des Parties à la présente convention, se trouve être également réclamé par un ou plusieurs Etats, en vertu de traités, et pour des crimes commis sur le territoire de leur juridiction, ce criminel sera livré à celui des Etats dont la demande sera parvenue la première.

Article 8.

Aux termes du présent traité, aucune des Hautes Parties contractantes ne sera tenue d'extrader ses propres ressortissants.

Article 9.

Les frais d'arrestation, de détention, d'enquête et de transport relatifs à l'accusé seront à la charge du Gouvernement qui aura fait la demande d'extradition.

Article 10.

Tout objet trouvé sur un criminel en fuite au moment de son arrestation, qu'il soit le fruit du crime ou du délit ou qu'il puisse servir de pièce à conviction, sera, autant que possible et conformément aux lois de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, remis en même temps que la personne du coupable. Néanmoins, les droits qu'un tiers pourrait avoir sur les objets en question seront dûment respectés.

Article 11.

Les dispositions du présent traité seront applicables à tous les territoires, quelle que soit leur situation géographique, appartenant à l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, ou occupés par elle ou placés sous son contrôle, pendant toute la durée de cette occupation ou de ce contrôle.

Les demandes en extradition des criminels en fuite seront présentées par les agents diplomatiques respectifs des Hautes Parties contractantes. Au cas où ces agents seraient absents du pays ou du siège du Gouvernement de ce pays, ou encore si la demande d'extradition visait une personne réfugiée sur l'un des territoires mentionnés au présent paragraphe autre que la Bulgarie ou les Etats-Unis, les réquisitions pourront être présentées par les agents consulaires supérieurs. Il appartiendra à ces agents diplomatiques ou à ces agents consulaires supérieurs de demander et d'obtenir un mandat ou un « warrant » préliminaire d'arrêt de la personne dont la remise est sollicitée, à la suite de quoi les juges et magistrats des deux pays auront respectivement le pouvoir de lancer, sur plainte faite sous serment, un mandat d'arrêt contre la personne accusée, en vue de sa comparution devant eux et de l'audition et de l'examen des témoignages; si la culpabilité ressort suffisamment des dépositions, il incombera alors au juge ou au magistrat instructeur d'en informer l'autorité exécutive compétente afin qu'un ordre d'extradition visant la personne en question puisse être rendu.

Dans les cas d'urgence, la demande d'arrestation et d'incarcération pourra être adressée directement au magistrat compétent, conformément aux lois en vigueur.

La personne en état d'arrestation provisoire sera remise en liberté si, dans le délai de trois mois à dater du jour de la délivrance du mandat d'arrêt aux Etats-Unis, ou à dater du jour de l'arrestation en Bulgarie, la demande formelle d'extradition, accompagnée de toutes les pièces et preuves décrites ci-après, n'a pas été faite par l'agent diplomatique du pays demandeur, comme il est dit plus haut, ou, en son absence, par un agent consulaire du dit pays.

Si le criminel en fuite a été condamné pour le crime qui fait l'objet de la demande en extradition, une copie authentique du jugement qui aura été rendu par la Cour devra être produite. Si, toutefois, le fugitif est simplement accusé de crime, il suffira de produire une copie authentique du mandat d'arrêt émis dans le pays où le crime a été commis, ainsi qu'une copie des dépositions et autres éléments de preuve jugés pertinents qui auront motivé ce mandat d'arrêt.

Article 12.

Chaque fois qu'une requête sera présentée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes tendant à l'arrestation, à l'incarcération ou à l'extradition de criminels en fuite, les fonctionnaires judiciaires compétents du pays où la procédure d'extradition aura lieu assisteront par tous les moyens légaux en leur pouvoir, devant les juges et magistrats respectifs, les agents du Gouvernement demandant l'extradition; et aucune demande d'indemnité quelle qu'elle soit, tendant au remboursement des services ainsi rendus, ne pourra être présentée au Gouvernement qui aura sollicité l'extradition, étant entendu, toutefois, que tout fonctionnaire du Gouvernement remettant le criminel qui aura ainsi prêté son concours et qui, dans l'exercice habituel de ses fonctions, ne peut prétendre à aucune indemnité ou émoluments autres que ceux qui sont spécifiquement accordés pour services rendus, aura le droit de recevoir du Gouvernement du mandeur de l'extradition cette rémunération d'usage, dans les mêmes conditions et au même taux que si ces services avaient été rendus au cours de poursuites criminelles ordinaires, telles qu'elles sont réglées par les lois du pays dont il est fonctionnaire.

Article 13.

Le présent traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes, conformément à leur constitution respective, et entrera en vigueur à dater du jour de l'échange des ratifications, qui aura lieu à Sofia, aussitôt que possible.

Article 14.

Le présent traité restera en vigueur pendant une période de 10 ans, et, dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aura notifié, une année avant l'expiration de ladite période, son intention de le dénoncer, il restera en vigueur pendant une année encore, à dater du jour où cette notification aura été donnée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires désignés ci-dessus ont signé le présent Traité et y ont apposé leur sceau.

Fait en double à Sofia, le dix neuf mars mil neuf cent vingt-quatre.

(L. S.) (Signé) CHARLES S. WILSON.

(L. S.) (Signé) CHRISTO KALFOFF.

N° 639.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET NORVEGE**

Convention concernant la réglementation du trafic des boissons alcooliques, signée à Washington le 24 mai 1924.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND NORWAY**

Convention respecting the regulation of the liquor traffic, signed at Washington, May 24, 1924.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

No. 639. — KONVENTION¹ MELLEM AMERIKAS FORENEDE STATER OG NORGE ANGÅENDE FORORDNINGER OM SPIRITUØSE DRIKKE, UNDERTEGNET I WASHINGTON, MAI 24, 1924.

*Textes officiels anglais et norvégien communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Norvège.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 14 juillet 1924.*

HANS MAJESTET NORGES KONGE og AMERIKAS FORENTE STATERS PRESIDENT som ønsker å undgå de vanskeligheter som måtte opstå mellom dem som følge av de love som gjelder i de Forente Stater angående alkoholholdige drikkevarer, har besluttet sig til å avslutte en konvensjon i de öiemed og har opnevnt som sine befullmektigede :

HANS MAJESTET NORGES KONGE :

Helmer H. BRYN, Hans overordentlige sendemann og befullmektigede minister i Amerikas Forente Stater ;

AMERIKAS FORENTE STATERS PRESIDENT :

Charles Evans HUGHES, de Forente Staters statssekretær ;

hvilke, efter å ha meddelt hinannen sine fullmakter, som fandtes å være i god og behörig form, er kommet overens om fölgende :

Artikkel 1.

De höie kontraherende parter bibeholder hver især sine rettigheter og krav uten prejudis som föolge av denne overenskomst med hensyn til utstrekningen av deres territoriale jurisdiksjon.

Artikkel 2.

(1) Hans Majestet går med på at han ikke vil gjøre nogen innvending mot at myndigheter tilhörende de Forente Stater, deres territorier eller besiddelser går ombord i private skibe under norsk flagg utenfor sjögrensen, forat spørsmål kan bli rettet til de ombordværende og undersökelse av skibets papirer bli foretatt i det öiemed å bringe på det rene, hvorvidt skibet eller de ombordværdede forsöker å innføre eller har innført alkoholholdige drikkevarer til de Forente Stater, deres territorier eller besiddelser under krenkelse av de love som der er gjellende. Når sådanne spørsmål og sådan undersökelse viser en rimelig grunn til mistanke, kan ransakning av skibet åpnes.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 2 juillet 1924.

No. 639. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND NORWAY, RESPECTING THE REGULATION OF THE LIQUOR TRAFFIC, SIGNED AT WASHINGTON, MAY 24, 1924.

*English and Norwegian official texts communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Convention took place July 14, 1924.*

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, being desirous of avoiding any difficulties which might arise between them in connection with the laws in force in the United States on the subject of alcoholic beverages, have decided to conclude a Convention for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

Helmer H. BRYN, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the United States of America ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Charles EVANS HUGHES, Secretary of State of the United States ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The High Contracting Parties respectively retain their rights and claims, without prejudice by reason of this agreement with respect to the extent of their territorial jurisdiction.

Article 2.

(1) His Majesty agrees that he will raise no objection to the boarding of private vessels under the Norwegian flag outside the limits of territorial waters by the authorities of the United States, its territories or possessions in order that enquiries may be addressed to those on board and an examination be made of the ship's papers for the purpose of ascertaining whether the vessel or those on board are endeavouring to import or have imported alcoholic beverages into the United States, its territories or possessions in violation of the laws there in force. When such enquiries and examination show a reasonable ground for suspicion, a search of the vessel may be initiated.

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, July 2, 1924.

2. Hvis der er rimelig grunn til å tro at skibet har begått eller begår eller forsøker å begå en forseelse mot de love i de Forente Stater, deres territorier eller besiddelser som forbyr innførsel av alkoholholdige drikkevarer, kan skibet beslaglegges og bringes til en havn i de Forente Stater, deres territorier eller besiddelser til rettslig avgjørelse i overensstemmelse med sådanne love.

3. De rettigheter som er skapt ved denne artikkel skal ikke utøves i en større avstand fra de Forente Staters, deres territoriers eller besiddelsers kyst enn den, som kan tilbakelegges på en time av det skib som er mistenkt for forsøk på å begå forseelsen. I de tilfelle i hvilke drikkevarene er bestemt til å befordres til de Forente Stater, deres territorier eller besiddelser av et annet skib enn det som er bordet og ransaket, skal det dog være sådant annet skibs hurtiggående og ikke det bordede skibs hurtiggående som skal bestemme den avstand fra kysten hvortil retten ifølge denne artikkel kan utøves.

Artikkel 3.

Ingen straff eller konfiskasjon i henhold til de Forente Staters love skal kunne ramme eller knyttes til alkoholholdige drikkevarer eller til skibe eller personer som følge av transport av sådanne drikkevarer, når sådanne drikkevarer er opført som skibsforråd eller last bestemt for en havn utenfor de Forente Stater, deres territorier eller besiddelser ombord på norske skibe, som er i fart til eller fra havne i de Forente Stater, eller deres territorier eller besiddelser, eller som passerer gjennom disses territorialvande, og sådan transport skal bedømmes således som nevud lov fastsatt med hensyn til transit av sådanne drikkevarer gjennom Panamakanalen, under forutsetning av at sådanne drikkevarer skal holdes uavbrutt under segl medens det skib hvorpå de føres opholder sig innen nevnte territorialvande og at ingen del av sådanne drikkevarer skal til noget tidspunkt eller på noget sted bli losset innen de Forente Stater, deres territorier, eller besiddelser.

Artikkel 4.

Alle krav fra et norsk skib på erstatning på grunn av at det har lidt tap eller skade som følge av upassende eller urimelig utøvelse av de ved denne traktats artikkel 2 tilståtte rettigheter eller på grunn av at det ikke har fått nytte godt av artikkel 3, skal henvises til felles betenkning av to personer, hvorav hver av de høie kontraherende parter skal opnevne en.

De henstillinger som gjøres i nogen sådan felles betenkning skal etterkommes. Hvis man ikke kan bli enig om nogen felles betenkning, skal kravet henvises til den Faste Voldgiftsdomstol i Haag, som er omhandlet i konvensjonen¹ om Fredelig Bileggelse av Internasjonale Tvistigheter, avsluttet i Haag den 18. oktober 1907. Voldgiftsdomstolen skal sammensettes overensstemmende med artikkel 87 (kapitel IV) og med artikkel 59 (kapitel III) i nevnte konvensjon. Forhandlingene skal være underkastet så meget av kapitel IV i nevnte konvensjon og av dens kapitel III (under spesiell hensyntagen til artikler 70 og 74, mens artiklene 53 og 54 skal være undtatt) som domstolen må anse for å være anvendbar og for å være i overensstemmelse med forskriftene i denne overenskomst. Alle pengesummer som måtte bli idømt av domstolen på grunn av noget krav skal betales innen atten måneder etter datoen for den endelige kjennelse uten renter og uten fradrag, undtagen forsåvidt angår hvad der i det følgende er specificert. Hver regjering skal bære sine egne utgifter. Domstolens utgifter skal dekkes ved et proratarisk fradrag av beløpet i de summer som er idømt av domstolen, efter en sats av fem procent av sådanne summer, eller efter sådan lavere sats som de to regjeringer måtte bli enige om; i tilfelle av underskudd skal det manglende dekkes av de to regjeringer med en halvdel hver.

Artikkel 5.

Denne traktat skal være gjenstand for ratifikasjon og skal forbli i kraft i et tidsrum av et år fra den dag då ratifikasjonene utveksles.

¹ De Martens, Nouveau Recueil général de Traités, troisième série, tome III, page 360.

(2) If there is reasonable cause for belief that the vessel has committed or is committing or attempting to commit an offense against the laws of the United States, its territories or possessions prohibiting the importation of alcoholic beverages, the vessel may be seized and taken into a port of the United States, its territories or possessions for adjudication in accordance with such laws.

(3) The rights conferred by this article shall not be exercised at a greater distance from the coast of the United States, its territories or possessions than can be traversed in one hour by the vessel suspected of endeavouring to commit the offense. In cases, however, in which the liquor is intended to be conveyed to the United States, its territories or possessions by a vessel other than the one boarded and searched, it shall be the speed of such other vessel and not the speed of the vessel boarded which shall determine the distance from the coast at which the right under this article can be exercised.

Article 3.

No penalty or forfeiture under the laws of the United States shall be applicable or attach to alcoholic liquors or to vessels or persons by reason of the carriage of such liquors, when such liquors are listed as sea stores or cargo destined for a port foreign to the United States, its territories or possessions on board Norwegian vessels voyaging to or from ports of the United States, or its territories or possessions or passing through the territorial waters thereof, and such carriage shall be as now provided by law with respect to the transit of such liquors through the Panama Canal, provided that such liquors shall be kept under seal continuously while the vessel in which they are carried remains within said territorial waters and that no part of such liquors shall at any time or place be unladen within the United States, its territories or possessions.

Article 4.

Any claim by a Norwegian vessel for compensation on the grounds that it has suffered loss or injury through the improper or unreasonable exercise of the rights conferred by Article 2 of this Treaty or on the ground that it has not been given the benefit of Article 3 shall be referred for the joint consideration of two persons, one of whom shall be nominated by each of the High Contracting Parties.

Effect shall be given to the recommendations contained in any such joint report. If no joint report can be agreed upon, the claim shall be referred to the Permanent Court of Arbitration at The Hague described in the Convention¹ for the Pacific Settlement of International Disputes, concluded at The Hague, October 18, 1907. The Arbitral Tribunal shall be constituted in accordance with Article 87 (Chapter IV) and with Article 59 (Chapter III) of the said Convention. The proceedings shall be regulated by so much of Chapter IV of the said Convention and of Chapter II thereof (special regard being had for Articles 70 and 74, but excepting Articles 53 and 54) as the Tribunal may consider to be applicable and to be consistent with the provisions of this Agreement. All sums of money which may be awarded by the Tribunal on account of any claim shall be paid within eighteen months after the date of the final award without interest and without deduction, save as hereafter specified. Each Government shall bear its own expenses. The expenses of the Tribunal shall be defrayed by a ratable deduction of the amount of the sums awarded by it, at a rate of five per cent on such sums, or at such lower rate as may be agreed upon between the two Governments; the deficiency, if any, shall be defrayed in equal moieties by the two Governments.

Article 5.

This Treaty shall be subject to ratification and shall remain in force for a period of one year from the date of the exchange of ratifications.

¹ British and foreign State papers, vol. 100, page 298.

Tre måneder innen utløpet av nevnte tidsrum av et år kan hver især av de to kontraherende parter notisere dens ønske om å foreslå forandringer i traktatens bestemmelser.

Hvis man ikke er kommet overens om sådanne forandringer før utløpet av den ovenfor nevnte frist av et år, skal traktaten bortfalle.

Hvis ingen notifikasjon er gitt fra nogen av siderne om at forandringer ønskes foreslått, skal traktaten forbli i kraft ennu et år og derefter videre av sig selv, men alltid med hensyn til hvert sådant tidsrum av et år underkastet hver av partenes rett til, således som foran fastsatt, å foreslå forandringer i traktaten tre måneder innen utløpet av tidsrummet, og underkastet bestemmelsen om at hvis man ikke er kommet overens om sådanne forandringer innen et-års-fristens utløp, skal traktaten bortfalle.

Artikkel 6.

I det tilfelle at den ene eller den annen av de høie kontraherende parter skulde bli hindret enten ved rettslig avgjørelse eller ved beslutning av den lovgivende myndighet fra helt ut å iverksette nærværende traktats bestemmelser, skal nevnte traktat bortfalle av sig selv, og ved sådan bortfalle, eller når som helst denne traktat opphører å være i kraft, skal hver av de høie kontraherende parter nyte alle de rettigheter som den vilde ha hatt, om denne traktat ikke var blitt avsluttet.

Nærværende konvensjon skal behørig ratifiseres av Hans Majestet Norges Konge, og av Presidenten for Amerikas Forente Stater med råd og samtykke av Statenes Senat ; og ratifikasjonene skal utveksles i Washington så snart som mulig.

Til bekreftelse herav har de respektive befullmektigede undertegnet nærværende konvensjon i to eksemplarer i det norske og det engelske sprog og har derunder anbragt sine segl.

Utfærdiget i byen Washington den fire og tyvende dag i Mai, i året et tusen ni hundrede fire og tyve, A. D.

HELMER H. BRYN.
(. u.)

CHARLES EVANS HUGHES,
(. u.)

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Christiania, le 10 juillet 1924.

G. von TANGEN,
Directeur des Affaires Politiques et Commerciales.

Three months before the expiration of the said period of one year, either of the High Contracting Parties may give notice of its desire to propose modifications in the terms of the Treaty.

If such modifications have not been agreed upon before the expiration of the term of one year mentioned above, the Treaty shall lapse.

If no notice is given on either side of the desire to propose modifications, the Treaty shall remain in force for another year, and so on automatically, but subject always in respect of each such period of a year to the right on either side to propose, as provided above, three months before its expiration, modifications in the Treaty, and to the provision that if such modifications are not agreed upon before the close of the period of one year, the Treaty shall lapse.

Article 6.

In the event that either of the High Contracting Parties shall be prevented either by judicial decision or legislative action from giving full effect to the provisions of the present Treaty the said Treaty shall automatically lapse, and, on such lapse or whenever this Treaty shall cease to be in force, each High Contracting Party shall enjoy all the rights which it would have possessed had this Treaty not been concluded.

The present Convention shall be duly ratified by His Majesty the King of Norway and by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof, and the ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate in the Norwegian and English languages and have thereunto affixed their seals.

Done at the City of Washington this twenty-fourth day of May, in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-four.

HELMER H. BRYN.
(u.)

CHARLES EVANS HUGHES.
(u.)

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Christiania, le 10 juillet 1924.

G. VON TANGEN,
Directeur des Affaires Politiques et Commerciales.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 639. — CONVENTION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET LA NORVÈGE, CONCERNANT LA RÉGLEMENTATION DU
TRAFIC DES BOISSONS ALCOOLIQUES, SIGNÉE A WASHINGTON
LE 24 MAI 1924.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux d'éviter toutes difficultés qui pourraient surgir entre eux au sujet des lois en vigueur aux Etats-Unis sur les boissons alcooliques, ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont désigné comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. Helmer H. BRYN, son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire aux Etats-Unis d'Amérique ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Charles EVANS HUGHES, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis ;

qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes conservent respectivement leurs droits et revendications, sans qu'il soit porté préjudice, en raison du présent Accord, à l'étendue de leur juridiction territoriale.

Article 2.

1. Sa Majesté convient de ne soulever aucune objection à ce que les autorités des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions arraisonnent, hors des eaux territoriales, les navires et bateaux privés naviguant sous pavillon norvégien, afin de pouvoir poser des questions au personnel à bord et examiner les papiers de bord, en vue de s'assurer si le navire ou le personnel à bord essaie d'importer, ou s'il a importé des boissons alcooliques aux Etats-Unis ou dans leurs territoires ou possessions, en violation des lois qui y sont en vigueur. Lorsque ces questions et cet examen donneront lieu à des suspicions légitimes, il pourra être procédé à la visite du navire.

2. S'il y a lieu raisonnablement de croire que le navire a commis, commet ou essaie de commettre une infraction aux lois des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, interdisant l'importation des boissons alcooliques, le navire peut être saisi et conduit à un port des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, afin d'être mis en adjudication, conformément auxdites lois.

3. Les droits conférés par le présent article ne pourront être exercés à une distance de la côte des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, supérieure à la distance que peut franchir en

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

une heure le navire soupçonné de la tentative délictueuse. Toutefois, au cas où les spiritueux sont destinés à être importés aux Etats-Unis, dans leurs territoires ou possessions, par un navire autre que le navire arraisonné et fouillé, c'est d'après la vitesse de cet autre navire, et non d'après la vitesse du navire arraisonné, que sera calculée, par rapport à la côte, la distance à laquelle peut être exercé le droit conféré par le présent article.

Article 3.

Aucune pénalité ou confiscation, en vertu des lois des Etats-Unis, ne pourra être appliquée ou prononcée à l'égard des boissons alcooliques, des navires ou des personnes, en raison du transport desdits spiritueux, lorsque ces spiritueux sont enregistrés comme provisions de bord ou comme marchandises destinées à un port autre qu'un port des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, et se trouvent à bord de navires norvégiens à destination ou en provenance de ports des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, ou traversant les eaux territoriales desdits ; ce transport devra être conforme aux prescriptions actuelles de la loi sur le transit de ces spiritueux par le Canal de Panama, étant entendu que lesdits spiritueux devront rester constamment sous scellés tant que le navire qui les transporte se trouvera dans lesdites eaux territoriales, et qu'aucune partie de ces spiritueux ne devra, à aucun moment et en aucun lieu, être déchargée aux Etats-Unis, dans leurs territoires ou possessions.

Article 4.

Lorsqu'un navire norvégien présentera une demande d'indemnité, comme ayant subi une perte ou un dommage par suite de l'exercice illégitime ou abusif des droits conférés par l'article 2 du présent Traité, ou comme s'étant vu refuser le bénéfice des dispositions de l'article 3, cette demande sera examinée conjointement par deux personnes, dont chacune sera désignée par l'une des Hautes Parties contractantes.

Il devra être donné suite aux recommandations contenues dans tout rapport ainsi conjointement établi. Si ces deux personnes ne peuvent se mettre d'accord sur un rapport commun, la demande sera renvoyée à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, indiquée dans la Convention sur le règlement pacifique des différends internationaux, conclue à La Haye le 18 octobre 1907. Le Tribunal d'arbitrage sera constitué en conformité de l'article 87 (chapitre IV) et de l'article 59 (chapitre III) de la dite Convention. La procédure sera suivie d'après celles des dispositions du chapitre IV de cette Convention et du chapitre II de ladite (en tenant compte notamment des articles 70 et 74, mais non des articles 53 et 54) que le Tribunal pourra juger applicables et compatibles avec les dispositions du présent accord. Toutes les sommes dont le versement pourra être ordonné par le Tribunal, à l'occasion d'une instance quelconque, devront être payées dans les dix-huit mois suivant la date de la sentence définitive, sans qu'il y ait lieu à intérêt ou déduction, sauf comme il est spécifié ci-après. Chaque gouvernement supportera les dépenses engagées par lui. Les dépenses du tribunal seront couvertes au moyen d'une déduction proportionnelle opérée sur le montant des versements qu'il aura ordonnés, au taux de 5% desdites sommes, ou à un taux moins élevé que pourront décider les deux gouvernements d'un commun accord ; le déficit, s'il y a lieu, sera couvert, par moitiés, par les deux gouvernements.

Article 5.

Le présent Traité devra être ratifié ; il restera en vigueur pendant une durée d'un an à partir de la date de l'échange des ratifications.

Trois mois avant l'expiration de cette période d'un an, l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes pourra notifier son désir de proposer des modifications aux termes du Traité.

Si l'accord ne s'est pas établi sur ces modifications avant l'expiration de la durée d'un an, ci-dessus indiquée, le Traité prendra fin.

Si aucune des deux Parties ne notifie son désir de proposer des modifications, le Traité restera en vigueur pendant une autre année, et ainsi de suite automatiquement, toujours sous réserve qu'au cours de chacune de ces périodes d'un an, l'une ou l'autre Partie aura le droit de proposer des modifications au Traité trois mois avant son expiration, comme il est prévu ci-dessus, et que le Traité prendra fin si les deux Parties ne se mettent pas d'accord sur ces modifications avant l'expiration de la période d'un an.

Article 6.

Dans le cas où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes se trouverait empêchée, soit par décision de justice, soit par mesure législative, de donner plein effet aux dispositions du présent Traité, le dit Traité prendra fin automatiquement, et, dans le cas où à l'expiration à un moment quelconque du présent Traité, chacune des Hautes Parties contractantes jouira de tous les droits qu'elle aurait possédés si ce Traité n'avait pas été conclu.

La présente Convention sera dûment ratifiée par Sa Majesté le Roi de Norvège et par le Président des Etats-Unis d'Amérique, sur avis et approbation du Sénat des Etats-Unis ; les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention en double exemplaire, dans les textes norvégien et anglais, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait dans la ville de Washington, ce vingt-quatre mai de l'année de Notre Seigneur mil neuf cent vingt-quatre.

(Signé) HELMER H. BRYN.

(Signé) CHARLES EVANS HUGHES.

N° 640.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET FRANCE

Convention concernant la partie du
Cameroun placée sous mandat
français, signée à Paris le 13 février
1923.

UNITED STATES OF AMERICA
AND FRANCE

Convention relating to the Part of
the Comeroons under French
Mandate, signed at Paris, February
13, 1923.

No. 640. — CONVENTION¹ ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA FRANCE CONCERNANT LA PARTIE DU CAMEROUN PLACÉE SOUS MANDAT FRANÇAIS, SIGNÉE A PARIS LE 13 FÉVRIER 1923.

*Textes officiels anglais et français communiqués par le Service français de la Société des Nations.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 15 juillet 1924.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, considérant que, par l'article 119 du Traité de paix signé à Versailles le 28 juin 1919, l'Allemagne a renoncé, en faveur des principales Puissances alliées et associées, à tous ses droits et titres sur ses possessions d'outre-mer ;

Considérant que, par l'article 22 dudit Traité, il a été stipulé que certains territoires qui, à la suite de la guerre, ont cessé d'être sous la souveraineté des États qui les gouvernaient précédemment, seraient placés sous le mandat d'une autre Puissance et que les conditions du mandat seraient expressément définies dans chaque cas par le Conseil de la Société des Nations ;

Considérant que le bénéfice dudit article 119 du Traité de Versailles a été reconnu aux Etats-Unis par le Traité conclu entre les Etats-Unis et l'Allemagne, le 25 août 1921, pour rétablir les relations amicales entre les deux nations ;

Considérant que quatre des principales Puissances alliées et associées, savoir l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon, ont convenu que la France exercerait le mandat sur une partie de l'ancienne colonie allemande du Cameroun ;

Considérant que les conditions de ce mandat ont été définies comme suit par le Conseil de la Société des Nations :

Article 1^{er}. — Les territoires dont la France assume l'administration sous le régime du mandat comprennent la partie du Cameroun qui est située à l'est de la ligne fixée dans la Déclaration signée le 10 juillet 1919, dont une copie est ci-annexée.

Cette ligne pourra toutefois être légèrement modifiée par accord intervenant entre le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et le Gouvernement de la République française, sur les points où, soit dans l'intérêt des habitants, soit par suite de l'inexactitude de la carte Moisel au 1/300.000 annexée à la Déclaration, l'examen des lieux ferait reconnaître comme indésirable de s'en tenir exactement à la ligne indiquée.

La délimitation sur le terrain de ces frontières sera effectuée conformément aux dispositions de la dite Déclaration.

Le rapport final de la Commission mixte donnera la description exacte de la frontière telle que celle-ci aura été déterminée sur le terrain ; les cartes signées par les commissaires seront jointes au rapport. Ce document, avec ses annexes, sera établi en triple exemplaire ; l'un des originaux sera déposé dans les archives de la Société des Nations, le deuxième sera conservé par le Gouvernement de la République et le troisième par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Article 2. — Le Mandataire sera responsable de la paix, du bon ordre et de la bonne administration du territoire, accroîtra par tous les moyens en son pouvoir le bien-être matériel et moral et favorisera le progrès social des habitants.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 3 juin 1924.

No. 640. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND FRANCE RELATING TO THE PART OF THE CAMEROONS UNDER FRENCH MANDATE, SIGNED AT PARIS, FEBRUARY 13, 1923.

*Official English and French texts communicated by the " Service Français " of the League of Nations.
The registration of this Convention took place July 15, 1924.*

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, whereas by Article 119 of the Treaty of Peace signed at Versailles the 28th of June, 1919, Germany renounced in favour of the Principal Allied and Associated Powers all her rights and titles over her oversea possessions ; and

Whereas by Article 22 of the same instrument it was provided that certain territories which, as a result of the war, had ceased to be under the sovereignty of the States which formerly governed them, should be placed under the mandate of another Power, and that the terms of the mandate should be explicitly defined in each case by the Council of the League of Nations ; and

Whereas the benefits accruing under the aforesaid Article 119 of the Treaty of Versailles were confirmed to the United States by the Treaty between the United States and Germany, signed August 25, 1921, to restore friendly relations between the two nations ; and

Whereas four of the Principal Allied and Associated Powers, to wit : the British Empire, France, Italy and Japan, agreed that France should exercise the mandate for part of the former German Colony of the Cameroons ; and

Whereas the terms of the said mandate have been defined by the Council of the League of Nations as follows :

Article 1. — The territory for which a mandate is conferred upon France comprises that part of the Cameroons which lies to the east of the line laid down in the Declaration signed on July 10, 1919, of which copy is annexed hereto.

This line may, however, be slightly modified by mutual agreement between His Britannic Majesty's Government and the Government of the French Republic where an examination of the localities shows that it is undesirable, either in the interest of the inhabitants or by reason of any inaccuracies in the map Moisel 1/300,000 annexed to the Declaration, to adhere strictly to the line laid down therein.

The delimitation on the spot of this line shall be carried out in accordance with the provisions of the said Declaration.

The final report of the Mixed Commission shall give the exact description of the boundary line as traced on the spot ; maps signed by the Commissioners shall be annexed to the report. This report with its annexes shall be drawn up in triplicate ; one of these shall be deposited in the archives of the League of Nations, one shall be kept by the Government of the Republic and one by His Britannic Majesty's Government.

Article 2. — The Mandatory shall be responsible for the peace, order and good government of the territory and for the promotion to the utmost of the material and moral well-being and the social progress of its inhabitants.

¹ The exchange of ratifications took place at Paris, June 3, 1924.

Article 3. — Le Mandataire ne devra établir sur le territoire aucune base militaire ou navale, ni édifier aucune fortification, ni organiser aucune force militaire indigène, sauf pour assurer la police locale et la défense du territoire.

Toutefois, il est entendu que les troupes ainsi levées peuvent, en cas de guerre générale, être utilisées pour repousser une agression ou pour la défense du territoire en dehors de la région soumise au mandat.

Article 4. — La Puissance mandataire devra :

1. Pourvoir à l'émancipation éventuelle de tous esclaves et, dans un délai aussi court que les conditions sociales le permettront, faire disparaître tout esclavage domestique ou autre ;
2. Supprimer toute forme de commerce d'esclaves ;
3. Interdire tout travail forcé ou obligatoire, sauf pour les travaux et services publics essentiels et sous condition d'une équitable rémunération ;
4. Protéger les indigènes contre la fraude et la contrainte par une surveillance attentive des contrats de travail et du recrutement des travailleurs ;
5. Exercer un contrôle sévère sur le trafic des armes et munitions, ainsi que sur le commerce des spiritueux.

Article 5. — La Puissance mandataire devra, dans l'établissement des règles relatives à la tenure du sol et au transfert de la propriété foncière, prendre en considération les lois et les coutumes indigènes, respecter les droits et sauvegarder les intérêts des indigènes.

Aucune propriété foncière indigène ne pourra faire l'objet d'un transfert, excepté entre indigènes, sans avoir reçu au préalable l'approbation de l'autorité publique. Aucun droit réel ne pourra être constitué sur un bien foncier indigène en faveur d'un non-indigène, si ce n'est avec la même approbation.

La Puissance mandataire édictera des règles sévères contre l'usure.

Article 6. — La Puissance mandataire assurera à tous les ressortissants des Etats membres de la Société des Nations les mêmes droits qu'à ses propres ressortissants, en ce qui concerne leur accès et leur établissement dans le territoire, la protection de leurs personnes et de leurs biens, l'acquisition des propriétés mobilières et immobilières, l'exercice de leur profession et de leur industrie, sous réserve des nécessités d'ordre public et de l'observation de la législation locale.

La Puissance mandataire pratiquera, en outre, à l'égard de tous les ressortissants des Etats membres de la Société des Nations et dans les mêmes conditions qu'à l'égard de ses propres ressortissants, la liberté du transit et de la navigation et une complète égalité économique, commerciale et industrielle, excepté pour les travaux et services publics essentiels, qu'elle reste libre d'organiser dans les termes et conditions qu'elle estime justes.

Les concessions pour le développement des ressources naturelles du territoire seront accordées par le mandataire, sans distinction de nationalité entre les ressortissants des Etats membres de la Société des Nations, mais de manière à maintenir intacte l'autorité du gouvernement local.

Il ne sera pas accordé de concession ayant le caractère d'un monopole général. Cette clause ne fait pas obstacle au droit du Mandataire de créer des monopoles d'un caractère purement fiscal dans l'intérêt du territoire soumis au mandat et en vue de procurer au territoire les ressources fiscales paraissant le mieux s'adapter aux besoins locaux ou, dans certains cas, de développer les ressources naturelles soit directement par l'Etat, soit par un organisme soumis à son contrôle, sous cette réserve qu'il n'en résultera directement ou indirectement aucun monopole des ressources naturelles au bénéfice du Mandataire ou de ses ressortissants, ni aucun avantage préférentiel qui serait incompatible avec l'égalité économique, commerciale et industrielle ci-dessus garantie.

Article 3. — The Mandatory shall not establish in the territory any military or naval bases, nor erect any fortifications nor organise any native military force except for local police purposes and for the defence of the territory.

It is understood, however, that the troops thus raised may, in the event of general war, be utilised to repel an attack or for defence of the territory outside that subject to the mandate.

Article 4. — The Mandatory :

(1) Shall provide for the eventual emancipation of all slaves and for as speedy an elimination of domestic and other slavery as social conditions will allow ;

(2) Shall suppress all forms of slave trade ;

(3) Shall prohibit all forms of forced or compulsory labour, except for essential public works and services, and then only in return for adequate remuneration ;

(4) Shall protect the natives from measures of fraud and force by the careful supervision of labour contracts and the recruiting of labour ;

(5) Shall exercise a strict control over the traffic in arms and ammunition and the sale of spirituous liquors.

Article 5. — In the framing of laws relating to the holding or transference of land, the Mandatory shall take into consideration native laws and customs, and shall respect the rights and safeguard the interests of the native population.

No native land may be transferred, except between natives, without the previous consent of the public authorities, and no real rights over native land in favour of non-natives may be created except with the same consent.

The Mandatory shall promulgate strict regulations against usury.

Article 6. — The Mandatory shall secure to all nationals of States Members of the League of Nations the same rights as are enjoyed in the territory by his own nationals in respect of entry into and residence in the territory, the protection afforded to their person and property, movable and immovable, and the exercise of their profession or trade, subject only to the requirements of public order and on condition of compliance with the local law.

Further, the Mandatory shall ensure to all nationals of States Members of the League of Nations, on the same footing as his own nationals, freedom of transit and navigation and complete economic, commercial and industrial equality ; provided that the Mandatory shall be free to organise essential public works and services on such terms and conditions as he thinks just.

Concessions for the development of the natural resources of the territory shall be granted by the Mandatory without distinction on grounds of nationality between the nationals of all States Members of the League of Nations, but on such conditions as will maintain intact the authority of the local Government.

Concessions having the character of a general monopoly shall not be granted. This provision does not affect the right of the Mandatory to create monopolies of a purely fiscal character in the interest of the territory under mandate and in order to provide the territory with fiscal resources which seem best suited to the local requirements ; or, in certain cases, to carry out the development of natural resources, either directly by the State or by a controlled agency, provided that there shall result therefrom no monopoly of the natural resources for the benefit of the Mandatory, or his nationals, directly or indirectly, nor any preferential advantage which shall be inconsistent with the economic, commercial and industrial equality hereinbefore guaranteed.

Les droits conférés par le présent article s'étendent également aux sociétés et associations organisées suivant les lois des Etats membres de la Société des Nations, sous réserve seulement des nécessités d'ordre public et de l'observation de la législation locale.

Article 7. — La Puissance mandataire assurera, dans l'étendue du territoire, la pleine liberté de conscience et le libre exercice de tous les cultes, qui ne sont contraires ni à l'ordre public, ni aux bonnes mœurs ; elle donnera à tous les missionnaires ressortissants de tout Etat membre de la Société des Nations la faculté de pénétrer, de circuler et de résider dans le territoire, d'y acquérir et posséder des propriétés, d'y élever des bâtiments dans un but religieux et d'y ouvrir des écoles, étant entendu, toutefois, que le Mandataire aura le droit d'exercer tel contrôle qui pourra être nécessaire pour le maintien de l'ordre public et d'une bonne administration et de prendre à cet effet toutes mesures utiles.

Article 8. — La Puissance mandataire étendra aux territoires le bénéfice des conventions internationales générales applicables à leurs territoires limitrophes.

Article 9. — La Puissance mandataire aura pleins pouvoirs d'administration et de législation sur les contrées faisant l'objet du mandat. Ces contrées seront administrées selon la législation de la Puissance mandataire comme partie intégrante de son territoire et sous réserve des dispositions qui précèdent.

La Puissance mandataire est, en conséquence, autorisée à appliquer aux régions soumises au mandat sa législation, sous réserve des modifications exigées par les conditions locales et à constituer ces territoires en unions ou fédérations douanières, fiscales ou administratives avec les territoires avoisinants relevant de sa propre souveraineté ou placées sous son contrôle, à condition que les mesures adoptées à ces fins ne portent pas atteinte aux dispositions du présent mandat.

Article 10. — La Puissance mandataire présentera au Conseil de la Société des Nations un rapport annuel répondant à ses vues. Ce rapport devra contenir tous renseignements sur les mesures prises en vue d'appliquer les dispositions du présent mandat.

Article 11. — Toute modification apportée aux termes du présent mandat devra être approuvée au préalable par le Conseil de la Société des Nations.

Article 12. — Le Mandataire accepte que tout différend, quel qu'il soit, qui viendrait à s'élever entre lui et un autre Membre de la Société des Nations, relatif à l'interprétation ou à l'application des dispositions du mandat et qui ne soit pas susceptible d'être réglé par des négociations, soit soumis à la Cour permanente de Justice internationale, prévue par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations.

Considérant que les Etats-Unis d'Amérique, en participant à la guerre contre l'Allemagne, ont contribué à sa défaite et à la renonciation de ses droits et titres sur ses possessions d'outre-mer, mais qu'ils n'ont pas ratifié le Traité de Versailles ;

Considérant que le Gouvernement des Etats-Unis et le Gouvernement de la République française désirent aboutir à une entente définitive concernant les droits des deux Gouvernements et de leurs ressortissants respectifs dans la dite ancienne colonie allemande du Cameroun ;

Ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Raymond POINCARÉ, Sénateur, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères ;

ET LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Son Excellence M. Myron T. HERRICK, Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Paris ;

The rights conferred by this article extend equally to companies and associations organised in accordance with the law of any of the Members of the League of Nations, subject only to the requirements of public order and on condition of compliance with the local law.

Article 7. — The Mandatory shall ensure in the territory complete freedom of conscience and the free exercise of all forms of worship which are consonant with public order and morality ; missionaries who are nationals of States Members of the League of Nations shall be free to enter the territory and to travel and reside therein, to acquire and possess property, to erect religious buildings and to open schools throughout the territory ; it being understood, however, that the Mandatory shall have the right to exercise such control as may be necessary for the maintenance of public order and good government and to take all measures required for such control.

Article 8. — The Mandatory shall apply to the territory any general international conventions applicable to his contiguous territory.

Article 9. — The Mandatory shall have full powers of administration and legislation in the area subject of the mandate. This area shall be administered in accordance with the laws of the Mandatory as an integral part of his territory and subject to the above provisions.

The Mandatory shall therefore be at liberty to apply his laws to the territory subject to the mandate with such modifications as may be required by local conditions, and to constitute the territory into a Customs, fiscal or administrative union or federation with the adjacent territories under his sovereignty or control ; provided always that the measures adopted to that end do not infringe the provisions of this mandate.

Article 10. — The Mandatory shall make to the Council of the League of Nations an annual report to the satisfaction of the Council. This report shall contain full information concerning the measures taken to apply the provisions of this mandate.

Article 11. — The consent of the Council of the League of Nations is required for any modification of the terms of the present mandate.

Article 12. — The Mandatory agrees that, if any dispute whatever should arise between the Mandatory and another Member of the League of Nations relating to the interpretation or the application of the provisions of the mandate, such dispute, if it cannot be settled by negotiation, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice, provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations.

Whereas the United States of America, by participating in the war against Germany, contributed to her defeat and to the renunciation of her rights and titles over her oversea possessions, but has not ratified the Treaty of Versailles ; and

Whereas the Government of the United States and the Government of the French Republic desire to reach a definite understanding with regard to the rights of the two Governments and their respective nationals in the aforesaid former German Colony of the Cameroons ;

Have decided to conclude a convention to this effect, and have nominated as their respective Plenipotentiaries, that is to say :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

His Excellency Mr. Myron T. HERRICK, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the United States of America at Paris ; and

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Raymond POINCARÉ, Senator, President of the Council, Minister of Foreign Affairs ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des stipulations suivantes :

Article 1.

Sous réserve des stipulations de la présente Convention, les Etats-Unis déclarent accepter que, dans les conditions ci-dessus rapportées du mandat, le Gouvernement de la République française administre le territoire anciennement allemand tel qu'il est décrit par l'article premier du mandat.

Article 2.

Les Etats-Unis et leurs ressortissants auront la jouissance et le bénéfice de tous les droits et avantages assurés par les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 du mandat aux Membres de la Société des Nations, ainsi qu'à leurs ressortissants, nonobstant le fait que les Etats-Unis ne sont pas un Etat Membre de la Société des Nations.

Article 3.

Les droits de propriété acquis aux Américains dans le territoire sous mandat seront respectés et il n'y sera porté atteinte en aucune manière.

Article 4.

Un double du rapport annuel, que la Puissance mandataire doit présenter en exécution de l'article 10 du mandat, sera remis au Gouvernement des Etats-Unis.

Article 5.

Les modifications qui pourraient être apportées aux conditions du mandat telles qu'elles ont été mentionnées ci-dessus, seront sans effet sur aucune des stipulations contenues dans la présente Convention, à moins que ces modifications aient reçu l'assentiment des Etats-Unis.

Article 6.

Les traités et conventions d'extradition en vigueur entre la France et les Etats-Unis d'Amérique s'appliqueront au territoire sous mandat.

Article 7.

La présente Convention sera ratifiée conformément aux méthodes constitutionnelles respectives des Hautes Parties contractantes. Les ratifications seront échangées à Paris aussitôt que possible. La présente Convention prendra effet à la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 13 février 1923.

L. S. (Signé) R. POINCARÉ.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre Plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole :*
(Signé) P. de FOUQUIÈRES.

Who, after communicating to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Subject to the provisions of the present Convention, the United States consents to the administration by the Government of the French Republic, pursuant to the aforesaid mandate, of the former German territory, described in Article 1 of the mandate.

Article 2.

The United States and its nationals shall have and enjoy all the rights and benefits secured under the terms of Articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 and 9 of the mandate to Members of the League of Nations and their nationals, notwithstanding the fact that the United States is not a member of the League of Nations.

Article 3.

Vested American property rights in the mandated territory shall be respected and in no way impaired.

Article 4.

A duplicate of the annual report to be made by the Mandatory under Article 10 of the mandate shall be furnished to the United States.

Article 5.

Nothing contained in the present Convention shall be affected by any modification which may be made in the terms of the mandate as recited above unless such modification shall have been assented to by the United States.

Article 6.

The extradition treaties and conventions in force between the United States and France shall apply to the mandated territory.

Article 7.

The present Convention shall be ratified in accordance with the respective constitutional methods of the High Contracting Parties. The ratifications shall be exchanged in Paris as soon as practicable. It shall take effect on the date of the exchange of ratifications.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Convention and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Paris, the 13 day of February in the year 1923.

L. S. (Signed) MYRON T. HERRICK.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre Plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole.*

(Signed) P. de FOUQUIÈRES.

ANNEXE.

VISÉE A L'ARTICLE 1^{ER} DU MANDAT FRANCAIS SUR LE CAMEROUN.

DÉCLARATION FRANCO-BRITANNIQUE.

Les soussignés :

Le Vicomte MILNER, Secrétaire d'Etat du Ministère des Colonies de la Grande-Bretagne ;
M. Henry SIMON, ministre des Colonies de la République française, sont tombés d'accord pour déterminer la frontière séparant les territoires du Cameroun respectivement placés sous l'autorité de leurs Gouvernements, ainsi qu'elle est tracée sur la carte Moisel au 1/300.000 annexée à la présente Déclaration ¹ et définie par la description en trois articles également ci-jointe.

LONDRES, le 10 juillet 1919.

(Signé) MILNER.

HENRY SIMON.

DESCRIPTION DE LA FRONTIÈRE FRANCO-BRITANNIQUE

tracée sur la carte Moisel du Cameroun à l'échelle de 1/300.000.

Article 1.

La frontière partira du point de rencontre des trois anciennes frontières britannique, française, et allemande, placé dans le lac Tchad par 13° 05' de latitude nord et approximativement 14° 05' de longitude est de Greenwich. De là, la frontière sera déterminée de la façon suivante :

1. Par une ligne droite jusqu'à l'embouchure de l'Ebeji ;
2. De cette embouchure, par le cours de la rivière Ebeji, qui porte en amont les noms de Lewejil, Labejed, Ngalarem, Lebeit et Ngada, jusqu'au confluent des rivières Kalia et Lebait ;
3. Du confluent des rivières Ngada, Kalia et Lebait, par les cours de la rivière Kalia ou Anne jusqu'à son confluent avec la rivière Dorma ou Kutelaha (Koutelaha) ;
4. Du confluent des rivières Kalia et Dorma ou Kutelaha, par le cours de cette dernière rivière, qui porte en amont le nom d'Amjumba (Amyoumba), le village de Woma (Voma) et ses dépendances devant rester à la France ;
5. Du point où s'interrompt la rivière Amjumba, à l'entrée du marécage, par une ligne traversant ce marais et rejoignant le cours d'eau qui paraît être la suite de la rivière Amjumba et qui, en amont porte les noms de Serahadja, Goluwa (Golouva) et Mudukwa (Moudoukva), le village de Uagisa devant rester à la Grande-Bretagne ;
6. Par le cours de cette dernière rivière jusqu'à son confluent avec la rivière Gatagoule (Gatagoule) ;
7. De ce confluent, par une ligne vers le sud-ouest gagnant la ligne de partage des eaux entre le bassin du Yedseram à l'ouest, et les bassins de la Mudukwa et de la Benue (Benoue), à l'est ; puis, par cette ligne de partage des eaux, jusqu'au mont Mulikia (Moulikia) ;
8. Du mont Mulikia jusqu'à la source de Tsikakiri, par une ligne à déterminer sur le terrain, de façon à laisser le village de Dumo (Doumo) à la France ;
9. Par le Tsikakiri jusqu'à son confluent avec le Mao Tiel, près du groupe de villages de Luga (Louga) ;
10. Par le cours du Mao Tiel jusqu'à son confluent avec la rivière Benue (Benoue) ;
11. Par le cours de la Benue, en amont, jusqu'à son confluent avec le Faro ;

¹ Cette carte n'a été annexée qu'à la déclaration originale.

APPENDIX.

REFERRED TO IN ARTICLE I OF THE FRENCH MANDATE FOR THE CAMEROONS.

FRANCO-BRITISH DECLARATION.

The undersigned :

The Viscount MILNER, Secretary of State for the Colonies of the British Empire,
M. Henry SIMON, Minister for the Colonies of the French Republic,
have agreed to determine the frontier separating the territories of the Cameroons placed respectively under the authority of their Governments, as it is traced on the map Moisel 1/300,000 annexed to the present declaration ¹ and defined in the description in three articles also annexed hereto.

LONDON, *July 10, 1919.*²⁸

(Signed) MILNER.

HENRY SIMON.

(DESCRIPTION OF THE FRANCO-BRITISH FRONTIER.)

Marked on the Moisel's Map of the Cameroons, Scale $\frac{1}{300,000}$.

Article 1.

The frontier will start from the meeting-point of the three old British, French and German frontiers situated in Lake Chad in latitude 13° 05' N. and in approximately longitude 14° 05' E. of Greenwich. Thence the frontier will be determined as follows :

- (1) A straight line to the mouth of the Ebeji ;
- (2) Thence the course of the river Ebeji, which upstream is named the Lewejil, Labejed, Ngalarem, Lebeit and Ngada respectively, to the confluence of the rivers Kalia and Lebait ;
- (3) Thence the course of the river Kalia, or Ame, to its confluence with the river Dorma, or Kutelaha ;
- (4) Thence the course of the latter, which upstream is named the Amjumba, the village of Woma and its outskirts remaining to France ;
- (5) From the point where the river Amjumba loses itself in a swamp, the boundary will follow the median line of this swamp so as to rejoin the watercourse which appears to be the continuation of the Amjumba and which upstream is named Serahadja, Goluwa and Mudukwa respectively, the village of Uagisa remaining to Great Britain ;
- (6) Thence this watercourse to its confluence with the river Gatagule ;
- (7) Thence a line south-westwards to the watershed between the basin of the Yedseram on the west and the basins of the Mudukwa and of the Benue on the east : thence this watershed to Mount Mulikia ;
- (8) Thence a line to the source of the Tsikakiri, to be fixed on the ground so as to leave the village of Dumo to France ;
- (9) Thence the course of the Tsikakiri to its confluence with the Mao Tiel near the group of villages of Luga ;
- (10) Thence the course of the Mao Tiel to its confluence with the river Benue ;
- (11) Thence the course of the Benue upstream to its confluence with the Faro ;[†]

¹ The original 1/300,000 map is attached to the signed Declaration.

12. Par le cours du Faro jusqu'à l'embouchure de son bras, le Mao Hesso, situé à peu près à 4 kilomètres sud de Chikito ;
13. Par le cours du Mao Hesso jusqu'à la borne N° 6 de l'ancienne frontière germano-britannique ;
14. Par l'alignement partant de cette ancienne borne N° 6 et qui, passant par la borne N° 7, aboutit à l'ancienne borne N° 8 ;
15. De cette borne N° 8, par une ligne vers le sud-ouest gagnant la ligne de partage des eaux de la Benue, au nord-ouest, et du Faro, au sud-est, qu'elle suivra jusqu'à un point situé sur l'Hossere Banglang et qui se trouve à environ 1 kilomètre au sud de la source du Mao Kordo ;
16. De ce dernier point, au confluent du Mao Ngonga et du Mao Deo, par une ligne à déterminer sur le terrain, de façon à laisser à la France le village de Laro, ainsi que la route de Bare à Fort-Lamy ;
17. Par le Mao Deo jusqu'à son confluent avec le Tiba ;
18. Par le Tiba qui, en amont, porte les noms de Tibsat ou Tussa (Toussa), jusqu'au confluent d'un cours d'eau venant de l'ouest et situé à environ 12 kilomètres au Sud-Ouest de Kontscha (Kontcha) ;
19. Par une ligne partant de ce point, se dirigeant vers le sud-ouest et gagnant le sommet du Dutschi-Djombi (Doutschi-Djombi) ;
20. De ce sommet par la ligne de partage des eaux entre les bassins du Taraba, à l'ouest, et du Mao Deo, à l'est, jusqu'en un point sur les Tchape Berge (montagnes de Tchape) à 2 kilomètres environ au nord-ouest de la Tchape Pass (passe ou col du Tchape), qui est située à la cote 1541 ;
21. De ce point, par une ligne gagnant les Gorulde Berge (montagnes de Goroulde), de façon à laisser la route de Bare à Fort-Lamy à environ 2 kilomètres à l'est ;
22. Des Gorulde Berge, par la ligne de partage des eaux entre la Gamgam et la Jim, les bassins de la Benue et de la Sanaga et la Kokumbahun et l'Ardo (Ntuli), jusqu'à l'Hossere Jadjj (Yadyi) ;
23. De ce point par une ligne gagnant la source de la rivière Mafu (Mafou) ;
24. Par la rivière Mafu jusqu'à son confluent avec la rivière Mabe ;
25. Par la rivière Mabe ou Nsang, en amont, jusqu'au point de rencontre de la limite ethnique des pays Bansso et Bamum (Bamoum) ;
26. De ce point au confluent des rivières Mpand et Nun (Noun), par une ligne à déterminer sur le terrain, de façon à laisser le pays Bansso à la Grande-Bretagne et le pays Bamum à la France ;
27. Par la rivière Nun jusqu'à son confluent avec la rivière Tantam ;
28. Par la rivière Tantam et son affluent, qui est alimenté par la rivière Sefu (Sefou) ;
29. Par la rivière Sefu jusqu'à sa source ;
30. De la source de la rivière Sefu par une ligne vers le sud-ouest gagnant près de sa source, à l'est de la cote 1300, le cours d'eau non dénommé, qui coule dans le Mifi-Nord, en aval de Bali-Bagam ;
31. Par ce cours d'eau jusqu'à son confluent avec la rivière Mifi-Nord, laissant à la France le village de Gascho (Gacho) dépendant du petit pays de Bamenjam ;
32. Par la rivière Mifi-Nord jusqu'à son confluent avec la rivière Mogo ou Doschi (Dochi) ;
33. Par la rivière Mogo jusqu'à sa source ;
34. De la source de la rivière Mogo, ou Doschi, par une ligne vers le sud-ouest gagnant la ligne de faite du Bambuto Gebirge (Monts Bambouto) et suivant enfin la ligne de partage des eaux entre les bassins de la Cross River et le Mungo, à l'ouest, et de la Sanaga et le Wuri, à l'est jusqu'au mont Kupe (Koupe) ;
35. Du mont Kupe par une ligne gagnant la source de la rivière Bubu (Boubou) ;
36. Par la rivière Bubu, qui, d'après la carte allemande, paraît se perdre, pour peut-être reparaitre sous le nom d'Ediminjo (Édiminyo), que la ligne frontière suivra jusqu'à son confluent avec le Mungo (Moungo) ;
37. Par le cours du Mungo jusqu'à son embouchure placée sur une ligne passant à la latitude de 4° 2' 30" ;
38. Par le parallèle de 4° 2' 30" vers l'ouest, de manière à gagner la côte au sud de Tauben I. (Ile des Pigeons) ;

- (12) Thence the course of the Faro to the mouth of its arm, the Mao Hesso, situated about 4 kilom. south of Chikito ;
- (13) Thence the course of the Mao Hesso to boundary pillar No. 6 on the old British-German frontier ;
- (14) Thence a straight line to the old boundary pillar No. 7 ; and thence a straight line to the old boundary pillar No. 8 ;
- (15) Thence a line south-westwards reaching the watershed between the Benue on the north-west and the Faro on the south-east, which it follows to a point on the Hossere Banglang, about 1 kilom. south of the source of the Mao Kordo ;
- (16) Thence a line to the confluence of the Mao Ngonga and the Mao Deo, to be fixed on the ground so as to leave to France the village of Laro as well as the road from Bare to Fort Lamy ;
- (17) Thence the course of the Mao Deo to its confluence with the Tiba ;
- (18) Thence the course of the Tiba, which is named upstream Tibsat and Tussa respectively, to its confluence with a watercourse flowing from the west and situated about 12 kilom. south-west of Kontscha ;
- (19) Thence a line running generally south-west to reach the summit of the Dutschi-Djombi ;
- (20) Thence the watershed between the basins of the Taraba on the west and the Mao Deo on the east to a point on the Tchape Hills, about 2 kilom. north-west of the Tchape Pass (Point 1541) ;
- (21) Thence a line to the Gorulde Hills, so as to leave the road from Bare to Fort Lamy about 2 kilom. to the east ;
- (22) Thence successively the watershed between the Gamgam and the Jim, the main watershed between the basins of the Benue and the Sanaga, and the watershed between the Kokumbahun and the Ardo (Ntuli) to Hossere Jádji ;
- (23) Thence a line to reach the source of the river Mafu ;
- (24) Thence the river Mafu to its confluence with the river Mabe ;
- (25) Thence the river Mabe, or Nsang, upstream to its junction with the tribal boundary between Bansso and Bamum ;
- (26) Thence a line to the confluence of the rivers Mpand and Nun, to be fixed on the ground, so as to leave the country of Bansso to Great Britain and that of Bamum to France ;
- (27) Thence the river Nun to its confluence with the river Tantam ;
- (28) Thence the river Tantam and its affluent, which is fed by the river Sefu ;
- (29) Thence the river Sefu to its source ;
- (30) Thence a line south-westwards, crossing the Kupti, to reach near its source east of Point 1300 the unnamed watercourse which flows into the Northern Mifi below Bali-Bagam ;
- (31) Thence this watercourse to its confluence with the Northern Mifi, leaving to France the village of Gascho, belonging to the small country of Bamenjam ;
- (32) Thence the Northern Mifi upstream to its confluence with the river Mogo, or Doschi ;
- (33) Thence the river Mogo to its source ;
- (34) Thence a line south-westwards to the crest of the Bambuto Mountains and thence following the watershed between the basins of the Cross River and Mungo on the west and Sanaga and Wuri on the east to Mount Kupe ;
- (35) Thence a line to the source of the river Bubu ;
- (36) Thence the river Bubu, which appears from the German map to lose itself and reappears as the Ediminjo, which the frontier will follow, to its confluence with the Mungo ;
- (37) Thence the course of the Mungo to the point in its mouth where it meets the parallel of latitude 4° 2' 30" North ;
- (38) Thence this parallel of latitude westwards so as to reach the coast south of Tauben I. ;

39. Par une ligne suivant la côte passant au sud de Reiher Î. (Ile Reiher) et aboutissant à la Mokola Krick (crique Mokola) en laissant ainsi à la Grande-Bretagne le Mōwe See (Lac de la Mouette) ;

40. De ce point, par une ligne suivant les rives est des criques Mokola, Mbakwele (Mbakvele), Njubanan-Jau (Nyoubanan-Yaou) et Matumal (Matoumal) et coupant les embouchures des criques Mbossa-Bombe, Mikanje, Tende, Victoria et de celles non dénommées, jusqu'au point de rencontre des criques Matumal et Victoria ;

41. De ce point par une ligne faisant avec le sud un angle 35° ouest, jusqu'à l'océan Atlantique.

Article 2.

1. Il est entendu qu'au moment de la détermination sur le terrain de la frontière, lorsque l'indication des lignes naturelles à suivre ne sera pas mentionnée dans la présente description, les commissaires des deux Gouvernements devront s'attacher, autant que possible, à déterminer le tracé par des accidents naturels de terrain (cours d'eau, lignes de faîtes ou crêtes). Ils ne sauraient changer toutefois l'attribution des villages mentionnés à l'article 1.

Les commissaires chargés de l'abornement seront, d'autre part, autorisés à apporter au tracé de la frontière, les modifications légères qui apparaîtraient nécessaires en vue d'éviter de séparer les villages de leurs terrains de culture ; ces déviations devront être indiquées clairement sur des cartes spéciales et soumises à l'approbation des deux Gouvernements intéressés. Toutefois, en attendant qu'elles soient approuvées, elles seront provisoirement valables et par suite respectées.

2. En ce qui concerne les routes désignées à l'article 1, les seules qui puissent être prises en considération pour l'établissement de la frontière sont celles indiquées sur la carte ci-jointe ¹.

3. Quand la ligne-frontière suit un cours d'eau, c'est la ligne médiane qui forme la limite.

4. Il est entendu que si les habitants fixés près de la frontière exprimaient, dans un délai de six mois à partir de l'achèvement des opérations d'abornement sur place, l'intention de s'établir dans les régions placées sous l'autorité française, ou inversement dans les régions placées sous l'autorité britannique, aucun empêchement ne serait apporté à la réalisation de ce désir et il leur serait accordé le délai nécessaire pour enlever les récoltes sur pied et, d'une façon générale, pour emporter tous les biens dont ils sont les propriétaires légitimes.

Article 3.

1. La carte qui a servi pour décrire la frontière est la carte Moisel au 1/300.000, savoir :

Feuille A 4. Tschad : éditée le 1^{er} décembre 1912.
 Feuille B 4. Kusseri : éditée le 1^{er} août 1912.
 Feuille B 3. Dikoa : éditée le 1^{er} janvier 1913.
 Feuille C 3. Mubi : éditée le 15 décembre 1912.
 Feuille D 3. Garua : éditée le 15 mai 1912.
 Feuille E 3. Ngaundere : éditée le 15 octobre 1912.
 Feuille E 2. Banjo : éditée le 1^{er} janvier 1913.
 Feuille F 2. Fumban : éditée le 1^{er} mai 1913.
 Feuille F 1. Ossidinge : éditée le 1^{er} janvier 1912.
 Feuille G 1. Buea : éditée le 1^{er} août 1911.

2. A titre d'indication, une carte du Cameroun au 1/2.000.000 est attachée à la présente description de la frontière.

¹ Cette carte n'a été annexée qu'à la déclaration originale.

(39) Thence a line following the coast, passing south of Reiher Î., to Mokola Creek, thus leaving Möwe Lake to Great Britain ;

(40) Thence a line following the eastern banks of the Mokola, Mbakwele, Njubanan-Jau and Matumal Creeks, and cutting the mouths of the Mbossa Bombe, Kikanje, Tende, Victoria and other unnamed creeks to the junction of the Matumal and Victoria Creeks ;

(41) Thence a line running 35° west of true south to the Atlantic Ocean.

Article 2.

(1) It is understood that at the time of the local delimitation of the frontier, where the natural features to be followed are not indicated in the above description, the Commissioners of the two Governments will as far as possible, but without changing the attribution of the villages named in Article 1, lay down the frontier in accordance with natural features (rivers, hills or watersheds).

The Boundary Commissioners shall be authorised to make such minor modifications of the frontier line as may appear to them necessary in order to avoid separating villages from their agricultural lands. Such deviations shall be clearly marked on special maps and submitted for the approval of the two Governments. Pending such approval, the deviations shall be provisionally recognised and respected.

(2) As regards the roads mentioned in Article 1, only those which are shown upon the annexed map¹ shall be taken into consideration in the delimitation of the frontier.

(3) Where the frontier follows a waterway, the median line of the waterway shall be the boundary.

(4) It is understood that if the inhabitants living near the frontier should, within a period of six months from the completion of the local delimitation, express the intention to settle in the regions placed under French authority, or, inversely, in the regions placed under British authority, no obstacle will be placed in the way of their so doing, and they shall be granted the necessary time to gather in standing crops, and generally to remove all the property of which they are the legitimate owners.

Article 3.

(1) The map to which reference is made in the description of the frontier is Moisel's map of the Cameroons on the scale of 1/300,000.

The following sheets of this map have been used :

- Sheet A 4. Tschad : dated December 1, 1912 ;
- Sheet B 4. Kusseri : dated August 1, 1912 ;
- Sheet B 3. Dikoa : dated January 1, 1913 ;
- Sheet C 3. Mubi : dated December 15, 1912 ;
- Sheet D 3. Garua : dated May 15, 1912 ;
- Sheet E 3. Ngaundere : dated October 15, 1912 ;
- Sheet E 2. Banjo : dated January 1, 1913 ;
- Sheet F 2. Fumban : dated May 1, 1913 ;
- Sheet F 1. Ossidinge : dated January 1, 1912 ;
- Sheet G 1. Buea : dated August 1, 1911.

(2) A map of the Cameroons, scale 1/2,000,000, is attached to illustrate the description of the above frontier.

¹ Annexed only to the original Declaration.

N° 641.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET FRANCE**

Convention concernant la partie du
Togo placée sous mandat français,
signée à Paris le 13 février 1923.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND FRANCE**

Convention relating to the part of
Togoland under French Mandate,
signed at Paris, February 13, 1923.

No. 641. — CONVENTION¹ ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA FRANCE CONCERNANT LA PARTIE DU TOGO PLACÉE SOUS MANDAT FRANÇAIS, SIGNÉE A PARIS LE 13 FÉVRIER 1923.

*Textes officiels anglais et français communiqués par le Service français de la Société des Nations.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 15 juillet 1924.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, considérant que, par l'article 119 du Traité de Paix signé à Versailles le 28 juin 1919, l'Allemagne a renoncé en faveur des principales Puissances alliées et associées à tous ses droits et titres sur ses possessions d'outre-mer ;

Considérant que, par l'article 22 dudit Traité, il a été stipulé que certains territoires qui, à la suite de la guerre, ont cessé d'être sous la souveraineté des États qui les gouvernaient précédemment, seraient placés sous le mandat d'une autre Puissance et que les conditions du mandat seraient expressément définies dans chaque cas par le Conseil de la Société des Nations ;

Considérant que le bénéfice dudit article 119 du Traité de Versailles a été reconnu aux États-Unis par le Traité² conclu entre les États-Unis et l'Allemagne, le 25 août 1921, pour rétablir les relations amicales entre les deux nations ;

Considérant que quatre des principales Puissances alliées et associées, savoir : l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon, ont convenu que la France exercerait le mandat sur une partie de l'ancienne colonie allemande du Togo ;

Considérant que les conditions de ce mandat ont été définies comme suit par le Conseil de la Société des Nations :

Article 1^{er}. — Les territoires dont la France assume l'administration sous le régime du mandat comprennent la partie du Togo qui est située à l'est de la ligne fixée dans la Déclaration signée le 10 juillet 1919, dont une copie est ci-annexée.

Cette ligne pourra toutefois être modifiée par accord intervenant entre le Gouvernement de Sa Majesté britannique et le Gouvernement de la République française, sur les points où, soit dans l'intérêt des habitants, soit par suite de l'inexactitude de la carte Sprigade au 1:200.000, annexée à la Déclaration, l'examen des lieux ferait reconnaître comme indésirable de s'en tenir exactement à la ligne indiquée.

La délimitation sur le terrain de ces frontières sera effectuée conformément aux dispositions de ladite Déclaration.

Le rapport final de la commission mixte donnera la description exacte de la frontière, telle que celle-ci aura été déterminée sur le terrain ; les cartes signées par les commissaires seront jointes au rapport. Ce document, avec ses annexes, sera établi en triple exemplaire ; l'un des originaux sera déposé dans les archives de la Société des Nations, le deuxième sera conservé par le Gouvernement de la République et le troisième par le Gouvernement de Sa Majesté britannique.

Article 2. — Le mandataire sera responsable de la paix, du bon ordre et de la bonne administration du territoire, accroîtra par tous les moyens en son pouvoir le bien-être matériel et moral et favorisera le progrès social des habitants.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 3 juin 1924.

² Vol. XII, page 191 de ce Recueil.

No. 641. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND FRANCE RELATING TO THE PART OF TOGOLAND UNDER FRENCH MANDATE, SIGNED AT PARIS, FEBRUARY 13, 1923.

*Official English and French texts communicated by the "Service français" of the League of Nations.
The registration of this Convention took place July 15, 1924.*

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA and THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, whereas by article 119 of the Treaty of Peace signed at Versailles the 28th of June, 1919, Germany renounced in favour of the Principal Allied and Associated Powers all her rights and titles over her oversea possessions ; and

Whereas by Article 22 of the same instrument it was provided that certain territories, which as a result of the war had ceased to be under the sovereignty of the States which formerly governed them, should be placed under the mandate of another Power, and that the terms of the mandate should be explicitly defined in each case by the Council of the League of Nations ; and

Whereas the benefits accruing under the aforesaid Article 119 of the Treaty of Versailles were confirmed to the United States by the Treaty² between the United States and Germany, signed August 25, 1921, to restore friendly relations between the two nations ; and

Whereas four of the Principal Allied and Associated Powers, to wit : the British Empire, France, Italy and Japan, agreed that France should exercise the mandate for part of the former, German Colony of Togoland ; and

Whereas the terms of the said mandate have been defined by the Council of the League of Nations as follows :

Article 1. — The territory over which a mandate is conferred upon France comprises that part of Togoland which lies to the east of the line laid down in the Declaration signed on July 10, 1919, of which a copy is annexed hereto.

This line may, however, be slightly modified by mutual agreement between His Britannic Majesty's Government and the Government of the French Republic where an examination of the localities shows that it is undesirable, either in the interests of the inhabitants or by reason of any inaccuracies in the map, Sprigade 1 : 200,000, annexed to the Declaration, to adhere strictly to the line laid down therein.

The delimitation on the spot of this line shall be carried out in accordance with the provision of the said Declaration.

The final report of the Mixed Commission shall give the exact description of the boundary line as traced on the spot ; maps signed by the Commissioners shall be annexed to the report. This report with its annexes shall be drawn up in triplicate : one of these shall be deposited in the archives of the League of Nations, one shall be kept by the Government of the Republic and one by His Britannic Majesty's Government.

Article 2. — The Mandatory shall be responsible for the peace, order and good government of the territory, and for the promotion to the utmost of the material and moral well-being and the social progress of its inhabitants.

¹ The exchange of ratifications took place at Paris, June 3, 1924.

² Vol. XII, page 191 of this Series.

Article 3. — Le mandataire ne devra établir sur le territoire aucune base militaire ou navale, ni édifier aucune fortification, ni organiser aucune force militaire indigène, sauf pour assurer la police locale et la défense du territoire.

Toutefois, il est entendu que les troupes ainsi levées peuvent, en cas de guerre générale, être utilisées pour repousser une agression ou pour la défense du territoire en dehors de la région soumise au mandat.

Article 4. — La Puissance mandataire devra :

1^o Pourvoir à l'émancipation éventuelle de tous esclaves et, dans un délai aussi court que les conditions sociales le permettront, faire disparaître tout esclavage domestique ou autre ;

2^o Supprimer toute forme de commerce d'esclaves ;

3^o Interdire tout travail forcé ou obligatoire, sauf pour les travaux et services publics essentiels et sous condition d'une équitable rémunération ;

4^o Protéger les indigènes contre la fraude et la contrainte par une surveillance attentive des contrats de travail et du recrutement des travailleurs ;

5^o Exercer un contrôle sévère sur le trafic des armes et munitions, ainsi que sur le commerce des spiritueux.

Article 5. — La Puissance mandataire devra, dans l'établissement des règles relatives à la tenure du sol et au transfert de la propriété foncière, prendre en considération les lois et les coutumes indigènes, respecter les droits et sauvegarder les intérêts des indigènes.

Aucune propriété foncière indigène ne pourra faire l'objet d'un transfert, excepté entre indigènes, sans avoir reçu au préalable l'approbation de l'autorité publique. Aucun droit réel ne pourra être constitué sur un bien foncier indigène en faveur d'un non-indigène, si ce n'est avec la même approbation.

La Puissance mandataire édictera des règles sévères contre l'usure.

Article 6. — La Puissance mandataire assurera à tous les ressortissants des Etats membres de la Société des Nations les mêmes droits qu'à ses propres ressortissants, en ce qui concerne leur accès et leur établissement dans le territoire, la protection de leurs personnes ou de leurs biens, l'acquisition des propriétés mobilières et immobilières, l'exercice de leur profession ou de leur industrie, sous réserve des nécessités d'ordre public et de l'observation de la législation locale.

La Puissance mandataire pratiquera en outre, à l'égard de tous les ressortissants des Etats Membres de la Société des Nations et dans les mêmes conditions qu'à l'égard de ses propres ressortissants, la liberté du transit et de la navigation et une complète égalité économique, commerciale et industrielle, excepté pour les travaux et services publics essentiels, qu'elle reste libre d'organiser dans les termes et conditions qu'elle estime justes.

Les concessions pour le développement des ressources naturelles du territoire seront accordées par le Mandataire, sans distinction de nationalité entre les ressortissants des Etats membres de la Société des Nations, mais de manière à maintenir intacte l'autorité du Gouvernement local.

Il ne sera pas accordé de concession ayant le caractère d'un monopole général. Cette clause ne fait pas obstacle au droit du Mandataire de créer des monopoles d'un caractère purement fiscal dans l'intérêt du territoire soumis au mandat et en vue de procurer au territoire les ressources fiscales paraissant le mieux s'adapter aux besoins locaux, ou, dans certains cas, de développer des ressources naturelles, soit directement par l'Etat, soit par un organisme soumis à son contrôle, sous cette réserve qu'il n'en résultera directement ou indirectement aucun monopole des ressources naturelles au bénéfice du Mandataire ou de ses ressortissants, ni aucun avantage préférentiel qui serait incompatible avec l'égalité économique, commerciale et industrielle ci-dessus garantie.

Les droits conférés par le présent article s'étendent également aux sociétés et associations organisées suivant les lois des Etats membres de la Société des Nations, sous

Article 3. — The Mandatory shall not establish in the territory any military or naval bases, nor erect any fortifications, nor organise any native military force except for local police purposes and for the defence of the territory.

It is understood, however, that the troops thus raised may, in the event of general war, be utilised to repel an attack or for the defence of the territory outside that subject to the mandate.

Article 4. — The Mandatory :

(1) Shall provide for the eventual emancipation of all slaves, and for as speedy an elimination of domestic and other slavery as social conditions will allow ;

(2) Shall suppress all forms of slave trade ;

(3) Shall prohibit all forms of forced or compulsory labour, except for essential public works and services, and then only in return for adequate remuneration ;

(4) Shall protect the natives from measures of fraud and force by the careful supervision of labour contracts and the recruiting of labour ;

(5) Shall exercise a strict control over the traffic in arms and ammunition and the sale of spirituous liquors.

Article 5. — In the framing of laws relating to the holding or transfer of land, the Mandatory shall take into consideration native laws and customs, and shall respect the rights and safeguard the interests of the native population.

No native land may be transferred, except between natives, without the previous consent of the public authorities, and no real rights over native land in favour of non-natives may be created except with the same consent.

The Mandatory shall promulgate strict regulations against usury.

Article 6. — The Mandatory shall secure to all nationals of States Members of the League of Nations the same rights as are enjoyed in the territory by his own nationals in respect of entry into and residence in the territory, the protection afforded to their person and property, and acquisition of property, movable and immovable, and the exercise of their profession or trade subject only to the requirements of public order, and on condition of compliance with the local law.

Further, the Mandatory shall ensure to all nationals of States Members of the League of Nations, on the same footing as to his own nationals, freedom of transit and navigation, and complete economic, commercial and industrial equality; except that the Mandatory shall be free to organise essential public works and services on such terms and conditions as he thinks just.

Concessions for the development of the natural resources of the territory shall be granted by the Mandatory without distinction on grounds of Nationality between the nationals of all States Members of the League of Nations, but on such conditions as will maintain intact the authority of the local Government.

Concessions having the character of a general monopoly shall not be granted. This provision does not affect the right of the Mandatory to create monopolies of a purely fiscal character in the interest of the territory under mandate and in order to provide the territory with fiscal resources which seem best suited to the local requirements ; or, in certain cases, to carry out the development of natural resources, either directly by the State or by a controlled agency, provided that there shall result therefrom no monopoly of the natural resources for the benefit of the Mandatory or his nationals, directly or indirectly, nor any preferential advantage which shall be inconsistent with the economic, commercial and industrial equality hereinbefore guaranteed.

The rights conferred by this article extend equally to companies and associations organised in accordance with the law of any of the Members of the League of Nations,

réserve seulement des nécessités d'ordre public et l'observation de la législation locale.

Article 7. — La Puissance mandataire assurera, dans l'étendue du territoire, la pleine liberté de conscience et le libre exercice de tous les cultes, qui ne sont contraires ni à l'ordre public ni aux bonnes mœurs ; elle donnera à tous les missionnaires ressortissants de tout Etat membre de la Société des Nations la faculté de pénétrer, de circuler et de résider dans le territoire, d'y acquérir et posséder des propriétés, d'y élever des bâtiments dans un but religieux et d'y ouvrir des écoles, étant entendu toutefois, que le mandataire aura le droit d'exercer tel contrôle qui pourra être nécessaire pour le maintien de l'ordre public et d'une bonne administration et de prendre à cet effet toutes mesures utiles.

Article 8. — La Puissance mandataire étendra aux territoires le bénéfice des conventions internationales générales, applicables à ses territoires limitrophes.

Article 9. — La Puissance mandataire aura pleins pouvoirs d'administration et de législation sur les contrées faisant l'objet du mandat. Ces contrées seront administrées selon la législation de la Puissance mandataire comme partie intégrante de son territoire et sous réserve des dispositions qui précèdent.

La Puissance mandataire est, en conséquence, autorisée à appliquer aux régions soumises au mandat sa législation, sous réserve des modifications exigées par les conditions locales, et à constituer ces territoires en unions ou fédérations douanières, fiscales ou administratives avec les territoires avoisinants, relevant de sa propre souveraineté ou placés sous son contrôle, à condition que les mesures adoptées à ces fins ne portent pas atteinte aux dispositions du présent mandat.

Article 10. — La Puissance mandataire présentera au Conseil de la Société des Nations un rapport annuel répondant à ses vues. Ce rapport devra contenir tous renseignements sur les mesures prises en vue d'appliquer les dispositions du présent mandat.

Article 11. — Toute modification apportée aux termes du présent mandat devra être approuvée au préalable par le Conseil de la Société des Nations.

Article 12. — Le mandataire accepte que tout différend, quel qu'il soit, qui viendrait à s'élever entre lui et un autre Membre de la Société des Nations, relatif à l'interprétation ou à l'application des dispositions du mandat et qui ne soit pas susceptible d'être réglé par des négociations, soit soumis à la Cour permanente de justice internationale, prévue par l'Article 14 du Pacte de la Société des Nations.

Considérant que les Etats-Unis d'Amérique, en participant à la guerre contre l'Allemagne, ont contribué à sa défaite et à la renonciation de ses droits et titres sur ses possessions d'outre-mer, mais qu'ils n'ont pas ratifié le Traité de Versailles ;

Considérant que le Gouvernement des Etats-Unis et le Gouvernement de la République française désirent aboutir à une entente définitive concernant les droits des deux Gouvernements et de leurs ressortissants respectifs dans ladite ancienne colonie allemande du Togo ;

Ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Raymond POINCARÉ, sénateur, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères ;

ET LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Son Excellence, M. Myron T. HERRICK, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Paris,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des stipulations suivantes :

subject only to the requirements of public order, and on condition of compliance with the local law.

Article 7. — The Mandatory shall ensure in the territory complete freedom of conscience and the free exercise of all forms of worship which are consonant with public order and morality ; missionaries who are nationals of States Members of the League of Nations shall be free to enter the territory and to travel and reside therein, to acquire and possess property, to erect religious buildings and to open schools throughout the territory ; it being understood, however, that the Mandatory shall have the right to exercise such control as may be necessary for the maintenance of public order and good government and to take all measures required for such control.

Article 8. — The Mandatory shall apply to the territory any general international conventions applicable to his contiguous territory.

Article 9. — The Mandatory shall have full powers of administration and legislation in the area subject to the mandate. This area shall be administered in accordance with the laws of the Mandatory as an integral part of his territory and subject to the above provisions.

The Mandatory shall therefore be at liberty to apply his laws to the territory subject to the mandate, with such modifications as may be required by local conditions, and to constitute the territory into a customs, fiscal, or administrative union or federation with the adjacent territories under his sovereignty or control, provided always that the measures adopted to that end do not infringe the provisions of this mandate.

Article 10. — The Mandatory shall make to the Council of the League of Nations an annual report to the satisfaction of the Council. This report shall contain full information concerning the measures taken to apply the provisions of this mandate.

Article 11. — The consent of the Council of the League of Nations is required for any modification of the terms of the present mandate.

Article 12. — The Mandatory agrees that, if any dispute whatever should arise between the Mandatory and another Member of the League of Nations relating to the interpretation or the application of the provisions of the mandate, such dispute, if it cannot be settled by negotiation, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations.

Whereas the United States of America by participating in the war against Germany contributed to her defeat and to the renunciation of her rights and titles over her oversea possessions, but has not ratified the Treaty of Versailles ; and

Whereas the Government of the United States and the Government of the French Republic desire to reach a definite understanding with regard to the rights of the two Governments and their respective nationals in the aforesaid former German Colony of Togoland :

Have decided to conclude a convention to this effect, and have nominated as their respective Plenipotentiaries, that is to say :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

His Excellency Mr. Myron T. HERRICK, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the United States of America at Paris ; and

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Raymond POINCARÉ, Senator, President of the Council, Minister of Foreign Affairs ;

Who, after communicating to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1^{er}.

Sous réserve des stipulations de la présente Convention, les Etats-Unis déclarent accepter que, dans les conditions ci-dessus rapportées du mandat, le Gouvernement de la République française administre le territoire anciennement allemand tel qu'il est décrit par l'Article 1^{er} du mandat.

Article 2.

Les Etats-Unis et leurs ressortissants auront la jouissance et le bénéfice de tous les droits et avantages assurés par les Articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 du mandat aux Membres de la Société des Nations ainsi qu'à leurs ressortissants, nonobstant le fait que les Etats-Unis ne sont pas un Etat membre de la Société des Nations.

Article 3.

Les droits de propriété acquis aux Américains dans le territoire sous mandat seront respectés et il n'y sera porté atteinte en aucune manière.

Article 4.

Un double du rapport annuel, que la Puissance mandataire doit présenter en exécution de l'Article 10 du mandat, sera remis au Gouvernement des Etats-Unis.

Article 5.

Les modifications qui pourraient être apportées aux conditions du mandat, telles qu'elles ont été mentionnées ci-dessus, seront sans effet sur aucune des stipulations contenues dans la présente Convention, à moins que ces modifications n'aient reçu l'assentiment des Etats-Unis.

Article 6.

Les Traités et Conventions d'extradition en vigueur entre la France et les Etats-Unis d'Amérique s'appliqueront au territoire sous mandat.

Article 7.

La présente Convention sera ratifiée conformément aux méthodes constitutionnelles respectives des Hautes Parties contractantes. Les ratifications seront échangées à Paris aussitôt que possible. La présente Convention prendra effet à la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 13 février 1923.

(L. S.) Signé : R. POINCARÉ.

Copie certifiée conforme :

*Le ministre plénipotentiaire, chef du service du
protocole :*

(Signé) P. de FOUQUIÈRES.

Article 1.

Subject to the provisions of the present convention, the United States consents to the administration by the Government of the French Republic, pursuant to the aforesaid mandate, of the former German territory, described in Article 1 of the mandate.

Article 2.

The United States and its nationals shall have and enjoy all the rights and benefits secured under the terms of Articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 and 9 of the mandate to Members of the League of Nations and their nationals, notwithstanding the fact that the United States is not a member of the League of Nations.

Article 3.

Vested American property rights in the mandated territory shall be respected and in no way impaired.

Article 4.

A duplicate of the annual report to be made by the Mandatory under Article 10 of the mandate shall be furnished to the United States.

Article 5.

Nothing contained in the present convention shall be affected by any modification which may be made in the terms of the mandate as recited above unless such modification shall have been assented to by the United States.

Article 6.

The extradition treaties and conventions in force between the United States and France shall apply to the mandated territory.

Article 7.

The present convention shall be ratified in accordance with the respective constitutional methods of the High Contracting Parties. The ratifications shall be exchanged in Paris as soon as practicable. It shall take effect on the date of the exchange of ratifications.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Convention and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Paris, the 13th day of February, in the year 1923.

(L. S.) (Signed) MYRON T. HERRICK.

Copie certifiée conforme :

*Le ministre plénipotentiaire, chef du Service du
protocole :*

(Signed) P. de FOUQUIÈRES.

ANNEXE

VISÉE A L'ARTICLE 1^{ER} DU MANDAT FRANÇAIS SUR LE TOGO.

DÉCLARATION FRANCO-BRITANNIQUE.

Les soussignés :

Le vicomte MILNER, secrétaire d'Etat du Ministère des Colonies de la Grande-Bretagne, M. Henry SIMON, ministre des Colonies de la République française, sont tombés d'accord pour déterminer la frontière séparant les territoires du Togo respectivement placés sous l'autorité de leurs Gouvernements, ainsi qu'elle est tracée sur la carte Sprigade au 1/200.000 annexée à la présente Déclaration¹ et définie par la description en trois articles également ci-jointe.

LONDRES, le 10 juillet 1919.

(Signé) MILNER.

(Signé) HENRY SIMON.

DESCRIPTION DE LA FRONTIÈRE FRANCO-BRITANNIQUE.

Tracée sur la carte de Sprigade du Togo, à l'échelle de 1/200.000.

Article premier.

La frontière partira du pilier placé au point de contact des trois colonies de la Haute-Volta, de la Gold Coast, et du Togo, à la latitude de 11°8'33" et gagnera le cours d'eau non dénommé qui figure sur la carte à l'est de ce pilier.

Elle sera ensuite déterminée :

1. Par le cours d'eau non dénommé jusqu'à son confluent avec le Kulapalogo (Koulapalogo) ;
2. De ce confluent, par le cours du Punokobo (Pounokobo) jusqu'à sa source ;
3. Par une ligne partant de cette source et rejoignant vers le sud-ouest, la rivière Biankuri (Biankouri) qui, en aval, porte les noms de Njimoant (Nyimoant) et de Mocholé, et qu'elle suit jusqu'à son confluent avec le Kulugona (Koulougona) ;
4. Du confluent du Mocholé et du Kulugona (Koulougona), par une ligne à déterminer sur le terrain et se dirigeant, vers le sud, jusqu'à la cote 390 près de la rencontre des rivières Nabuleg (Nabouleg) et Gboroch ;
5. De la cote 390, par une ligne se dirigeant au sud-est, vers le Manjo (Manyo), de façon à laisser le village de Jambule (Yamboule) à la France et celui de Bungpurk (Boungpourk) à la Grande-Bretagne ;
6. De la rencontre de cette ligne avec le Manjo, par le cours de cette rivière, vers l'aval jusqu'à la rivière Kunkumbu (Kounkoumbou) ;
7. Par le cours de la Kunkumbu jusqu'à son confluent avec l'Oti ;
8. Par le cours de l'Oti jusqu'à son confluent avec la rivière Dakpe ;
9. Par la rivière Dakpe, vers l'amont, jusqu'à la limite des deux anciens cercles allemands du Mangu (Mangou)-Yendi et du Sokode-Bassari ;
10. Par cette limite administrative, vers le sud-ouest, pour regagner l'Oti ;
11. Par le cours de l'Oti jusqu'au confluent avec la rivière Kakassi ;
12. Par le cours de la Kakassi, vers l'amont jusqu'à son confluent avec le Kentau (Kentaou) ;

¹ Cette carte n'a été annexée qu'à la déclaration originale.

APPENDIX.

REFERRED TO IN ARTICLE I OF THE FRENCH MANDATE FOR TOGOLAND.

FRANCO-BRITISH DECLARATION.

The undersigned :

Viscount MILNER, Secretary of State for the Colonies of the British Empire ;
 M. Henry SIMON, Minister for the Colonies of the French Republic, have agreed to determine the frontier separating the territories of Togoland placed respectively under the authority of their Governments, as it is traced on the map, Sprigade 1/200,000, annexed to the present Declaration¹, and defined in the description in three articles also annexed hereto.

LONDON, *July 10, 1919.*

(Signed) MILNER.

(Signed) HENRY SIMON.

DESCRIPTION OF THE FRANCO-BRITISH FRONTIER

Marked on Sprigade's Map of Togoland, — Scale 1/200,000.

Article 1.

The frontier will run eastwards from the pillar erected at the point of junction of the three colonies of Haute Volta, Gold Coast and Togoland in about latitude 11 degrees 8' 33" to the unnamed watercourse shown on the map to the east of this pillar,

The frontier will run thence as follows :

- (1) Along this unnamed watercourse to its confluence with the Kulapalogo ;
- (2) Thence by the course of the Punokobo to its source ;
- (3) Thence in a south-westerly direction to meet the river Biankuri, which downstream is named the Njimoant and the Mochole, which it follows to its confluence with the Kulugona ;
- (4) From the confluence of the Mochole and the Kulugona the frontier will follow in a southerly direction a line to be fixed on the ground to point 390 near the junction of the streams Nabuleg and Gboroch ;
- (5) Thence a line running in a south-easterly direction to the Manjo so as to leave the village of Jambule to France and that of Bungpurk to Great Britain ;
- (6) Thence downstream the course of the Manjo to its confluence with the Kunkumbu ;
- (7) Thence the course of the Kunkumbu to its confluence with the Oti ;
- (8) Thence the course of the Oti to its confluence with the Dakpe ;
- (9) Thence the Dakpe upstream to the boundary between the two old German districts of Mangu-Yendi and Sokode-Bassari ;
- (10) The frontier will follow this administrative boundary south-west to regain the Oti ;
- (11) Thence the course of the Oti to its confluence with the Kakassi ;
- (12) Thence the course of the Kakassi upstream to its confluence with the Kentau ;

¹ The original 1/200,000 map is attached to the signed Declaration.

13. Par le cours du Kentau jusqu'à la jonction avec la limite ethnique des Konkomba et des Bitjem (Bityem) ;
14. Par une ligne se dirigeant vers le sud en suivant, d'une manière générale, cette limite ethnique, de façon à laisser les villages de Natagu (Natagou), de Napari et de Bobotiwe à la Grande-Bretagne et ceux de Kujunle (Kouyouunle) et de Bisukupabe (Bisoupabe) à la France ;
15. Par cette limite jusqu'à un point situé à un kilomètre et demi environ au nord du confluent du Kula (Koula) et de la Mamalé ;
16. Par la Mamalé, vers l'amont, jusqu'à sa rencontre avec le chemin de Nabugem (Nabougem) à Bpadjebe (Padyebe) ;
17. Par une ligne partant de ce point à la rencontre de la Mamalé et du chemin de Nabugem et gagnant, vers le sud, la rivière Bonolo, de façon à laisser Bpadjebe à la France ;
18. Par la rivière Bonolo et la rivière Tankpa (Tanpa), vers l'aval, jusqu'à son confluent avec la rivière Nabol ;
19. Par la rivière Nabol, vers l'amont, jusqu'à sa rencontre avec la limite ethnique des Konkomba et des Bitjem ;
20. Par cette limite ethnique, se dirigeant d'une manière générale vers le Sud, jusqu'au sommet du Kousangnaëli ;
21. De ce sommet, par une ligne gagnant le confluent de la Tunkurma (Toungourma) et du Mo, en suivant, d'une manière générale, le cours de la Kouji (Kouyi) et celui de la Tunkurma ;
22. Par le cours du Mo ou Mola, vers l'aval, en longeant la limite sud du pays de Daghon jusqu'à sa rencontre avec un affluent de gauche non dénommé sur la carte aux environs du 0°20' longitude.E. ;
23. Par une ligne partant de ce confluent et se dirigeant vers le sud-est jusqu'au confluent du Bassa et du Kué (Koué) en suivant, aussi loin que possible, le Mo ou Moo ;
24. Par le cours du Kué (Koué), vers l'amont, jusqu'au coude formé par cette rivière à une distance approximative de deux kilomètres, sud-ouest de Kuëda (Kouëda) ;
25. De ce coude, par une ligne se dirigeant vers le sud et suivant la crête située entre la Bunatje, le Tchäi et le Dibom à l'ouest et le Kué et l'Asuokoko (Asouokoko) à l'est. Cette crête sera suivie jusqu'à un sommet situé à environ un kilomètre à l'ouest de la Maria Fälle (chute Maria), en laissant les villages de Schiare (Chiaré) à la Grande-Bretagne et de Kjirina à la France et en coupant, au sud de ces derniers points, la route reliant le village de Dadiasse (qui reste à la Grande-Bretagne) et Bismarckburg (à la France) près de la cote 760 ;
26. Du sommet situé à l'ouest de la Maria Fälle, par une ligne gagnant l'Asuokoko qu'elle suivra jusqu'à son confluent avec la rivière Balagbo ;
27. De ce confluent, par une ligne se dirigeant vers le sud, pour gagner la montagne Bendjabe ;
28. De ce point, par une ligne suivant la ligne de faite qui se dirige vers le sud, puis, coupant la Wawa (Ouaoua), gagnera la cote 850 placée au nord de Kitschibo (Kitchibo) ;
29. De la cote 850, par une ligne se dirigeant vers le sud, d'une façon approximative, et gagnant la montagne Tomito ;
30. Du Tomito, par une ligne se dirigeant vers le sud-sud-ouest et coupant la rivière Onana, elle gagnera la crête située entre les rivières Odjabi et Sassa ; puis, continuant vers le sud-sud-ouest en coupant la rivière Daji (Dayi) entre les rivières Odjabi et Sassa, elle gagnera le sommet de l'Awedjegbe (Aouedyébé) ;
31. De ce point, elle suivra la crête en se maintenant entre les rivières Ebanda ou Wadjakli (Oudyakli) à l'ouest et Seblawu (Seblavou) et Nubui (Nouboui) à l'est, de façon à couper cette dernière rivière en un point situé à un kilomètre environ à l'est d'Apegamé ;
32. De ce dernier point, par une ligne gagnant la ligne de partage des eaux de l'Agumasato qu'elle suit jusqu'aux monts Akpata ;
33. De l'Akpata, par une ligne se dirigeant vers le sud-ouest pour gagner le confluent du Tsi et de l'Edjiri ;
34. De ce confluent à un point placé sur la ligne de faite à environ deux kilomètres au sud du Moltke Spitze (Pic de Moltke), par une ligne se confondant approximativement avec la limite ethnique sud de l'Agomé ;

- (13) Thence the course of the Kentau to its junction with the tribal boundary between the Konkomba and the Bitjem ;
- (14) Thence southwards a line following generally this tribal boundary so as to leave the villages of Natagu, Napari, and Bobotiwe to Great Britain and those of Kujunle and Bisukpabe to France ;
- (15) Following this boundary to a point situated about 1½ kilometres north of the confluence of the Kula and the Mamale ;
- (16) Thence the Mamale upstream to its junction with the road from Nabugem to Bpadjebe ;
- (17) Thence a line southwards to meet the river Bonolo so as to leave Bpadjebe to France ;
- (18) Thence downstream the rivers Bonolo and Tankpa to the confluence of the latter with the Nabol ;
- (19) Thence the river Nabol upstream to the junction of the tribal boundary between the Konkomba and the Bitjem ;
- (20) Thence southwards a line following generally this tribal boundary to the summit of Kusangnaeli ;
- (21) Thence a line to reach the confluence of the Tunkurma and the Mo, following generally the course of the Kuji and Tunkurma ;
- (22) Thence the course of the Mo (Mola) downstream, following the southern boundary of the Dagbon country to its junction with an unnamed affluent on the left bank at a point shown on the map near longitude 0° 20' East ;
- (23) Thence a line from this confluence running generally south-east to the confluence of the Bassa and Kue, following as far as possible the course of the Mo (Moo) ;
- (24) Thence the course of the Kue upstream to the bend formed by this river at a distance of about 2 kilometres south-west of Kueda ;
- (25) Thence a line running southwards following the watershed between the Bunatje, the Tschai and the Dibom on the west and the Kue and the Asuokoko on the east to the hill situated about 1 kilometre west of the Maria Falls, leaving the village of Schiare to Great Britain and that of Kjirina to France and cutting the road from Dadiasse (which remains British) to Bismarckburg (which remains French) near point 760.
- (26) From the hill situated to the west of the Maria Falls a line to reach the Asuokoko, which it follows to its confluence with the river Balagbo ;
- (27) Thence a line running generally southwards to Mount Bendjabe ;
- (28) Thence a line following the crest which runs southwards, then, cutting the Wawa, reaches point 850 situated north of Kitschibo ;
- (29) From point 850 a line running approximately southwards to the Tomito mountain ;
- (30) Thence a line running south-south-westwards and, cutting the river Onana, reaches the watershed between the Odjabi and the Sassa, then continuing south-south-westwards, cutting the river Daji between the Odjabi and the Sassa, reaches the summit of Awedjegbe ;
- (31) From this point it follows the watershed between the Ebanda or Wadjakli on the west and the Seblawu and Nubui on the east, then cuts the latter river at a point situated about 1 kilometre east of Apegame ;
- (32) Thence a line to the watershed of the Agumassato hills which it follows to the Akpata hills ;
- (33) Thence a line running south-west to the confluence of the Tsi and the Edjiri ;
- (34) Thence a line following generally the southern tribal boundary of the Agome to a point situated on the watershed about 2 kilometers south of Moltke Peak ;

35. Du point précédent, par une ligne suivant la crête vers le sud jusqu'aux monts Fiamékito, qu'elle abandonnera pour gagner la rivière Damitsi ;
36. Par la rivière Damitsi jusqu'à son confluent avec la rivière Todschié (Todjié) ou Wuto ;
37. Par la rivière Todschié jusqu'à la limite du territoire du village Botoé, qui sera contourné vers l'est, de façon à laisser celui-ci entièrement à la Grande-Bretagne ;
38. De la limite du village Botoé, la ligne frontière suivra la route de Botoé à Batomé jusqu'à la limite ouest de ce village ;
39. De ce point, par une ligne contournant au sud le territoire de Batomé, de façon à laisser en entier ce village à la France ;
40. Du sud de Batomé, la limite gagnera le point de rencontre de la frontière actuelle de la Colonie de la Gold Coast, qui se confond avec le parallèle de 6°20'N. et de la rivière Magbaw ;
41. De ce point, elle suivra, jusqu'à la mer, la frontière actuelle telle qu'elle a été définie par la Convention franco-allemande du 1^{er} juillet 1890. Toutefois, dans la région où la route Lome-Akepe par Degbokovhe coupe la frontière actuelle au sud de latitude 6°10'N. et à l'ouest de longitude 1°14'E. de Greenwich, la nouvelle frontière passera à un kilomètre au sud-ouest de cette route, de façon à la laisser entièrement en territoire français.

Article 2.

1° Il est entendu qu'au moment de la détermination sur le terrain de la frontière, lorsque l'indication des lignes naturelles à suivre ne sera pas mentionnée dans la présente description, les commissaires des deux gouvernements, devront s'attacher autant que possible à déterminer le tracé par des accidents naturels de terrain (cours d'eau, ligne de faltes ou crêtes). Ils ne sauraient changer, toutefois, l'attribution des villages mentionnés à l'Article 1.

Les commissaires chargés de l'abornement seront, d'autre part, autorisés à apporter au tracé de la frontière les modifications légères qui apparaîtraient nécessaires en vue d'éviter de séparer les villages de leurs terrains de culture ; ces déviations devront être indiquées clairement sur des cartes spéciales et soumises à l'approbation des deux gouvernements intéressés. Toutefois, en attendant qu'elles soient approuvées, elles seront provisoirement valables et par suite respectées.

2° En ce qui concerne les routes désignées à l'Article 1, les seules qui puissent être prises en considération pour l'établissement de la frontière sont celles indiquées sur le carte ci-jointe¹.

3° Quand la ligne frontière suit un cours d'eau, c'est la ligne médiane qui forme la limite.

4° Il est entendu que, si les habitants fixés près de la frontière exprimaient, dans un délai de six mois à partir de l'achèvement des opérations d'abornement sur place, l'intention de s'établir dans les régions placées sous l'autorité française, ou inversement dans les régions placées sous l'autorité britannique, aucun empêchement ne serait apporté à la réalisation de ce désir, et il leur serait accordé le délai nécessaire pour enlever les récoltes sur pied, et, d'une façon générale, pour emporter tous les biens dont ils sont les propriétaires légitimes.

Article 3.

1° La carte qui a servi pour décrire la frontière est la carte Sprigade au 1/200.000, savoir :

- Feuille A (1) Sansané-Mangu : éditée le 1^{er} juillet 1907.
- Feuille B (1) Jendi : éditée le 1^{er} octobre 1907.
- Feuille C (1) Bismarckburg : éditée le 1^{er} décembre 1906.
- Feuille D (1) Kété-Kratschi : éditée le 1^{er} décembre 1905.
- Feuille E (1) Misahöhe : éditée le 1^{er} juin 1905.
- Feuille E (2) Lomé : éditée le 1^{er} octobre 1902.

2° A titre d'indication, une carte du Togo au 1/1.500.000 est attachée à la présente description de la frontière.

¹ Cette carte n'a été annexée qu'à la déclaration originale.

² De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XVI, page 894.

- (35) Thence a line running generally southwards following the watershed to the Fiamekito hills, which it leaves to reach the river Damitsi ;
- (36) Thence the river Damitsi to its confluence with the Todschie (or Wuto) ;
- (37) Thence the river Todschie to the boundary of the lands of the village of Botoe which it passes on the east so as to leave it wholly to Great Britain ;
- (38) Thence the road from Botoe to Batome to the western limit of the latter village ;
- (39) Thence the line passes south of Batome so as to leave this village in its entirety to France ;
- (40) From south of Batome the boundary runs to the point of junction of the present boundary of the Gold Coast Colony (parallel. 6° 20' North) and the River Magbawi ;
- (41) Thence it follows, to the sea, the present frontier as laid down in the Anglo-German Convention of July 1, 1890. However, where the Lome-Akepe road by way of Degbokovhe crosses the present frontier south of latitude 6° 10' North and West of longitude 1° 14' East of Greenwich, the new frontier shall run 1 kilometer south-west of this road, so as to leave it entirely in French territory.

Article 2.

(1) It is understood that at the time of the local delimitation of the frontier, where the natural features to be followed are not indicated in the above description, the Commissioners of the two Governments will, as far as possible, but without changing the attribution of the villages named in Article 1, lay down the frontier in accordance with natural features (rivers, hills, or watersheds).

The Boundary Commissioners shall be authorised to make such minor modifications of the frontier line as may appear to them necessary in order to avoid separating villages from their agricultural lands. Such deviations shall be clearly marked on special maps and submitted for the approval of the two Governments. Pending such approval, the deviations shall be provisionally recognized and respected.

(2) As regards the roads mentioned in Article 1, only those which are shown upon the annexed map¹ shall be taken into consideration in the delimitation of the frontier.

(3) Where the frontier follows a waterway, the median line of the waterway shall be the boundary.

(4) It is understood that if the inhabitants, living near the frontier should, within a period of six months from the completion of the local delimitation, express the intention to settle in the regions placed under French authority, or, inversely, in the regions placed under British authority, no obstacle will be placed in the way of their so doing, and they shall be granted the necessary time to gather in standing crops, and generally to remove all the property of which they are the legitimate owners.

Article 3.

(1) The map to which reference is made in the description of the frontier is Sprigade's map of Togoland on the scale 1/200,000 of which the following sheets have been used :

- Sheet A 1. Sansane-Mangu : date of completion, July 1, 1907 ;
- Sheet B 1. Jendi : date of completion, October 1, 1907 ;
- Sheet C 1. Bismarckburg : date of completion, December 1, 1906 ;
- Sheet D 1. Kete-Kratschi : date of completion, December 1, 1905 ;
- Sheet E 1. Misahöhe : date of completion, June 1, 1905 ;
- Sheet E 2. Lome : date of completion, October 1, 1902.

(2) A map of Togoland, scale 1/1,500,000 is attached to illustrate the description of the above frontier.

¹ Annexed only to the original declaration.

² British and Foreign State Papers, vol. 82, page 35.

N° 642.

**BULGARIE ET
ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES**

Convention relative à l'assistance
judiciaire, signée à Sofia le 26 no-
vembre 1923.

**BULGARIA AND
KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES**

Convention relating to legal assis-
tance, signed at Sofia, November
26, 1923.

TEXTE BULGARE. — BULGARIAN TEXT.

№. 642. — СЪДЕБНА КОНВЕНЦИЯ¹ МЕЖДУ ЦАРСТВО БЪЛГАРИЯ И КРАЛСТВОТО НА СЪРБИТЪ, ХЪРВАТИТЪ И СЛОВЕНЦИТЪ, ПОДПИСАНА ВЪ СОФИЯ НА 26 НОЕМВРИ 1923.

Textes officiels bulgare et serbe, communiqués par le Chargé d'Affaires de Bulgarie à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 16 juillet 1924.

ЦАРСТВО БЪЛГАРИЯ И КРАЛСТВОТО НА СЪРБИТЪ, ХЪРВАТИТЪ И СЛОВЕНЦИТЪ, желяйки да сключатъ съдебна конвенция, назначиха за свои пълномощници :

НЕГОВО ВЕЛИЧЕСТВО ЦАРЯ НА БЪЛГАРИТЪ :

Г. г. Христо КАЛФОВА, Министъръ на Външнитъ работи и изповѣданията и Йосифъ ФАДЕНХЕХТЪ, докторъ по правото, бившъ министъръ, професоръ въ Софийския университетъ ;

НЕГОВО ВЕЛИЧЕСТВО КРАЛЯ НА СЪРБИТЪ, ХЪРВАТИТЪ И СЛОВЕНЦИТЪ :

Г. г. Миланъ РАКИЧА, Пълномощенъ министъръ и извънреденъ пратеникъ и Милета НОВАКОВИЧА, докторъ по правото, редовенъ професоръ въ Бѣлградския университетъ,

които, следъ като сравниха своитъ пълномощия, намѣрени за редовни, уговориха следното :

А. ЗА ПРЕДАВАНЕТО НА СЪДЕБНИ И ИЗВЪНСЪДЕБНИ КНИЖА И НА СЪДЕБНИ ПОРЖЧКИ.

Членъ 1.

Договарящитъ страни се задължаватъ, по граждански и търговски дѣла, взаимно да вржватъ посредствомъ съответнитъ си власти, призовки или други книжа и да изпълняватъ съдебни поржчки, по установения отъ законодателството на замолената държава начинъ или по другъ нѣкой особенъ начинъ, указанъ отъ замолващата власть, стига той да не е противенъ на законодателството на замолената държава.

Книжата и съдебнитъ поржчки се съставятъ на официалния езикъ на замолващата държава. Всички документи и книжа по изпълнение на съдебни поржчки и по вржване съдебни и извънсъдебни книжа се освобождаватъ отъ завѣрка, но трѣба да бждатъ скръпени съ печата на съдебната власть, която ги е изпратила. Тѣхното препращане ще става направо отъ съответната съдебна власть на искащата държава до съответната съдебна власть на замолената държава.

Частнитъ документи и книжа, приложени къмъ съдебнитъ поржчки и призовки, не подлежатъ на ново обгербване въ замолената държава.

Съ постановленията на този членъ не се отнема правото на договарящитъ страни да извършватъ направо, чрезъ дипломатическитъ си или консулски агенти, обаче не по принудителенъ начинъ, вржванията на книжа, предназначени за поданицитъ на искащата държава.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu le 8 juillet 1924.

TEXTE SERBE. — SERBIAN TEXT.

№. 642. — КОНВЕНЦИЈА¹ ИЗМЕЂУ КРАЉЕВИНЕ БУГАРСКЕ И КРАЉЕВИНЕ СРБА, ХРВАТА И СЛОВЕНАЦА О СУДСКОЈ ПОМОЋИ, ПОТПИСАНА У СОФИЈИ 26 НОВЕМБРА 1923.

*Bulgarian and Serbian official texts, communicated by the Bulgarian Chargé d'Affaires at Berne.
The registration of this Convention took place on July 16, 1924.*

КРАЉЕВИНА БУГАРСКА И КРАЉЕВИНА СРБА, ХРВАТА И СЛОВЕНАЦА, желећи да закључе конвенцију о судској помоћи, именовале су својим пуномоћницима :

ЊЕГОВО ВЕЛИЧАНСТВО КРАЉ БУГАРА :

Г. г. Христу КАЛФОВА, Министра Спољних Послова и
Јосифа ФАДЕНХЕХТА, доктора права, бившег министра правде и професора Софијског
универзитета ;

ЊЕГОВО ВЕЛИЧАНСТВО КРАЉ СРБА, ХРВАТА И СЛОВЕНАЦА :

Г. г. Милана РАКИЋА, Пуномоћног Министра и Изванредног Посланика и
Милету НОВАКОВИЋА, доктора права и редовног професора Београдског универзитета,

који су, пошто су положили њихова пуномоћја за која се утврдило да су пуноважна, закључили следеће :

А. О ПРЕДАЈИ СУДСКИХ И ВАНСУДСКИХ ПИСМЕНА И СУДСКИХ НАЛОГА.

Члан I.

Уговорне стране обавезују се по грађанским и трговачким делима да узајамно предају, преко надлежних власти, позиве или друга писмена и да извршују судске налоге по утврђеном поступку законодавства умољене државе, или на други који особени начин, указан од стране власти која моли, с тим да се не противи законима умољене државе.

Писмена и судски налози састављаће се на званичном језику оне државе која моли.

Сви документи и спроводна писма који се односе на извршење судских налога и на предају судских и вансудских писмена ослобођавају се од овере, али треба да буду снабдени печатом судске власти која их шаље.

Њихову доставу вршиће непосредно надлежна судска власт државе која тражи надлежној судској власти умољене државе.

Приватни документи и писмена приложена судском налогу и позиву не подлеже поновном плаћању таксе у умољеној држави.

Одредбе овога члана не одузимају право уговорним странама да непосредно преко својих дипломатских или консуларних представника извршују саопштења упућена држављанима државе која тражи, али да то не буде принудним начином.

¹ The exchange of ratifications took place July 8, 1924.

Членъ 2.

Извършването на предвиденото въ чл. 1 връчване може да бжде отказано само ако държавата, въ чиято територия то трѣба да стане, го счита отъ естество да накърни нейния суверенитетъ или да застраши нейната безопасностъ.

Връчването се доказва или съ една датирана или завѣрена разписка отъ получателя, или съ едно удостоверение отъ властѣта на замолената държава, което да установява обстоятелството, начина и датата на връчването.

Ако предназначения за връчване документъ е предаденъ въ двоенъ екземпляръ, разписката или удостоверението трѣба да се намира върху единия отъ двата листа или да бжде приложено къмъ него.

Членъ 3.

Сждебната властъ, до която е отправена една предвидена въ чл. 1 сждебна поржчка, е длъжна да я изпълни, като употреби сжщитѣ принудителни срѣдства, както и при изпълнението на една поржчка, изходяща отъ властѣта на замолената държава, или на една молба, предявена за сжщата целъ отъ една заинтересувана страна. Тези принудителни средства не бива да се употребяватъ, ако се касае до явяване въ сждъ на сждящи се страни.

Властѣта която е направила поржчката се уведомява, по нейно искане, за времето и мѣстото на извършването на исканото действие, за да бжде поставена заинтересуваната страна въ положение да присъствува.

Изпълнението на сждебната поржчка може да бжде отказано само :

1. Ако достовѣрността на документа не е уста новена ;
2. Ако въ замолената държава изпълнението на сждебната поржчка не влиза въ длъжноститѣ на сждебната властъ ;
3. Ако държавата, въ чиято територия изпълнението трѣба да стане, счита това изпълнение отъ естество да накърни нейния суверенитетъ или нейната безопасностъ.

Въ случай на некомпетентностъ на замолената властъ, сждебната поржчка трѣба служебно да се препрати на компетентната сждебна властъ на сжщата държава, съобразно съ установенитѣ въ нейното законодателство правила.

Въ всички случаи, когато сждебната поржчка не бжде изпълнена отъ замолената властъ, тази последната незабавно уведомява за това властѣта, която е отправила поржчката, като посочи, въ случайтѣ предвидени въ алинея третя, причинитѣ, по които изпълнението на сждебната поржчка е било отказано, а въ случая на предходната алинея, властѣта, на която поржчката е препратена.

Членъ 4.

Призовкитѣ, връчванията на книжа, показанията или разпититѣ на свидѣтели, заключенията на вещи лица, актоветѣ по сждебно производство и изобщо всѣки документъ, който бжде издаденъ, било по граждански, било по търговски дѣла, по поводъ на сждебна поржчка на нѣкое сждилище на една отъ договарящитѣ страни, върху територията на другата, трѣба да се съставятъ на необгърбована хартия и безплатно.

Разноскитѣ, последвали при предаването на призовкитѣ и на други сждебни книжа или при изпълнението на сждебни поржчки, сж въ тежестъ на замолената държава.

Разпоредането на първата алинея се отнася само до бернитѣ, дължими въ подобенъ случай на съответното правителство, и никакъ не обгърща нито длъжимитѣ на свидетелитѣ и на вещитѣ лица обезщетения, или припадащитѣ се на чиновницитѣ възнаграждения, всѣкого, когато при съставянето на искания актъ тѣхната намѣса се налага отъ законитѣ. Тези разноски оставатъ въ тежестъ на заинтересуванитѣ страни и трѣба да се заплатятъ съгласно съ закона действащъ въ страната, въ която става изпълнението ; ако стане нужно, тѣ се внасятъ предварително отъ замолената държава.

Разноскитѣ, за които става дума въ предходната алинея, трѣба да се понесатъ отъ искащата държава, ако изплащането имъ не може да бжде добито отъ заинтересуванитѣ страни.

Члан II.

Извршење предаје предвиђене у члану I. може да се одбије само ако држава на чијој територији она треба да се изврши сматра да се тиме вређа њен суверенитет или угрожава њена безбедност.

Предаја се доказује или једним датираним и овереним рецелисом од примаоца или једним уверењем власти умољене државе из кога ће се видети околности, начин и датум предаје.

Ако је одређен за предају докуменат послат у два примерка, потврда треба да се стави на једноме од два примерка или да им буде приложена.

Члан III.

Судска власт, којој је достављен један од судских налога предвиђених у члану 1, дужна је да га испуни, служећи се истим принудним средствима као и при извршењу налога који потичу од власти замољене државе или захтева поднетог у истом циљу од једне заинтересоване стране. Та принудна средства неће се морати употребити кад се тиче доласка на суд парничних страна.

Власт која тражи извршење биће на свој захтев извештена о дану и месту кад ће се и где приступити извршењу да би заинтересована страна била стављена у могућност да присуствује.

Извршење једнога судског налога моћи ће се одбити само :

- 1) ако није утврђена аутентичност документа ;
- 2) ако у замољеној држави извршење судског налога не спада у надлежност судске власти ;
- 3) ако држава, на чијој би се територији имало приступити извршењу, налази да је то извршење такве природе да вређа њен суверенитет или њену безбедност.

У случају да умољена власт није надлежна, судски налог доставиће се по службеној дужности надлежној судској власти исте државе према одредбама њених закона.

У свима случајевима кад замољена држава не буде извршила судски налог, она ће о томе одмах известити власт од које је налог потекао, означајући у случају поменутом у алинеји 3 разлоге из којих је одбијено извршење судског налога, а у случају поменутом у претходној алинеји, власт којој је налог достављен.

Члан IV.

Позиви на суд, саопштења аката, искази и саслушања сведока, мишљења вештака, акти судскога поступка и у опште сваки акт који се буде издао било у грађанским било у трговачким делима по налогу суда једне уговорне стране на територији друге, саставиће се на нетаксираној хартији и бесплатно.

Трошкови изазвани саопштењем позива и других судских писмена или извршењем судских налога пашиће на терет замољене државе.

Одредба 1. алинеје односи се само на таксе које наплаћују дотичне државе и никако не обухвата награде сведоцима и вештацима, ни награде које се дају чиновницима сваки пут кад закони захтевају њихово учешће за извршење захтева. Ти трошкови ће остати на терету парничних страна и платиће се према законима који важе у држави у којој има да се испуни извршење ; ако је потребно, њих ће привремено исплатити умољена држава.

Трошкове, о којима говори претходна алинеја, сносиће држава која даје налог, ако се не могу наплатити од парничних страна.

Б. ЗА ДОСТЪПА ПРЕДЪ СЪДИЛИЩАТА. ЗА ОБЕЗПЕЧЕНИЕТО. (CAUTIO JUDICATUM SOLVI).**Членъ 5.**

Гражданитѣ на всѣка отъ договарящитѣ страни иматъ свободенъ и лесенъ достъпъ предъ съдилищата на другата и могатъ да се явяватъ предъ тѣхъ, подъ сжщитѣ условия и по сжщитѣ начини като мѣстнитѣ поданици. А именно, никакво обезпечение, ни влогъ, подъ каквото и да било наименование, не може да бѣде наложено на поданицитѣ на една отъ договарящитѣ страни, било по причина на качеството имъ на чужденци, било по причина на липса на мѣстожителство или на мѣсто-пребивание въ страната, когато тѣ иматъ мѣстожителството си върху територията на една отъ тѣѣ страни и се явяватъ предъ съдилищата на другата, като истци или като встѣпили въ дѣлото трети лица.

Членъ 6.

Произнесенитѣ отъ съдилищата на едната договаряща страна решения за осъждане на сѣдебни разноси срещу ищецъ или встѣпило въ дѣлото трето лице, които сж били освободени отъ представяне на обезпечение или на влогъ, било възъ основа на чл. 5, било възъ основа на закона на държавата, въ която дѣлото е заведено, се обявяватъ по предявено по дипломатически редъ искане, за бесплатно изпълними отъ надлежната власть на другата договаряща страна, съобразно съ мѣстния законъ.

Членъ 7.

Решенията досежно сѣдебнитѣ разноси се обявяватъ за изпълними, безъ изслушване на странитѣ, но съ право на обжалване за осъдената страна, съобразно съ законодателството на държавата, въ която изпълнението трѣба да се извърши.

Властьта, която е компетентна да се произнесе по искането за обявяване изпълнителността, се ограничава да разгледа :

1. Дали, споредъ закона на страната, дето осъждането е било произнесено, преписа отъ решението удовлетворява нужнитѣ за неговата достовѣрность условия ;
2. Дали, споредъ сжщия законъ, решението е влѣзло въ законна сила:

За да се смѣтатъ, изпълнени предписанитѣ отъ предходната алинея, точки първа и втора, условия, достатъчно е едно изявление отъ компетентната власть на искащата държава, отъ което да се вижда, че решението е влѣзло въ законна сила и е станало неотмѣнимо по обикновения касационенъ редъ.

В. ЗА ПРАВОТО НА БЕДНОСТЪ ПРЕДЪ СЪДИЛИЩАТА.**Членъ 8.**

Гражданитѣ на всѣка отъ договарящитѣ страни се ползватъ върху територията на другата, съ право на бедность както мѣстнитѣ граждани, като се съобразяватъ съ законодателството на държавата въ която правото на бедность е поискано.

Членъ 9.

Въ всички случаи свидетелството или заявлението за бедность се издава или се приема отъ властитѣ на обикновеното мѣстопребивание на просителя, или, при липса на такова, отъ властитѣ на неговото настояще мѣстопребивание. Ако мѣстопребиванието на просителя не се намира върху териториитѣ на договарящитѣ страни и ако властитѣ на неговото мѣстопребивание не издаватъ или не приематъ такива свидетелства или заявления, достатъчно е едно свидетелство или едно заявление, издадено или прието отъ единъ дипломатически или консулски агентъ на държавата, на която принадлежи просителя.

Б. ПРИСТУП СУДОВИМА. КАУЦИЈА.
(Cautio judicatum solvi).

Члан V.

Држављани једне уговорне стране имаће слободан и лак приступ судовима друге и моћи ће суду да предстану под истим условима и на исти начин као месни грађани. На име никаква кауција ни полог, ма под каквим називом, не могу се наметнути држављанима једне уговорне стране који имају стално место пребивања на територији једне од уговорних страна и који су предстали суду друге уговорне стране као тужиоци, зато што су странци или зато што немају на тој територији свој домицил или место пребивања.

Члан VI.

Осуде на парничне трошкове, које су изrekli судови једне уговорне стране против тужиоца ослобођеног кауције или полога на основу члана V., или на основу закона државе у којој је тужба подигнута, биће на захтев, учињен дипломатским путем, оглашене бесплатно за извршне од надлежне власти друге уговорне стране, саобразно месним законима.

Члан VII.

Решења која се односе на парничне трошкове огласиће се за извршна не саслушавајући парничне стране, али ће осуђена страна имати право да се жали, саобразно законодавству државе у којој извршење треба да се испуни.

Надлежна власт за решавање о захтеву извршности ограничиће се на то да извиди :

- 1) Да ли, по законима државе у којој је пресуда изречена, препис решења испуњава услове који су потребни за његову аутентичност ;
- 2) Да ли, по истим законима, решење има извршну силу.

Да би се испунили услови прописани претходном алинејом тачка 1 и 2, довољна ће бити једна изјава надлежне власти државе која тражи, која утврђује да је решење постало извршно и да против њега не може више бити употребљено никакво редовно правно средство.

В. БЕСПЛАТНА ПРАВНА ПОМОЋ СИРОМАШНИМА.

Члан VIII.

Грађани сваке уговорне стране користиће се на територији друге уговорне стране бесплатном правном помоћи услед сиромаштва као и месни грађани, ако се саобразе законодавству оне државе у којој траже бесплатну правну помоћ.

Члан IX.

У свима случајевима, уверење или изјаву о сиромашном стању издају власти онога места у коме молилац обично борави или ако га нема, власти онога места у коме се сада налази. Ако се место основања молиочево не налази на територији једне од уговорних страна, и ако власти његовог места становања не издају или не примају таква уверења или изјаве, довољно је једно уверење или једна изјава које су издали или примили дипломатски или консуларни представници државе чији је држављанин молилац.

Членъ 10.

Властта, която е компетентна да издаде свидетелство или да приеме заявление за бедност, може да събере сведения върху имотното състояние на просителя отъ властитѣ на другата договаряща страна.

Властта, на която е възложено да се произнесе по молбата за признаване право на бедност, си запазва въ предѣлитѣ на своето ведомство, правото да провѣрѣва представенитѣ ѝ свидетелства, заявления и сведения.

Г. ЗА ИЗПЪЛНЕНИЕТО НА СЪДЕБНИТѢ РЕШЕНИЯ И СПОГОДБИ ПО ГРАЖДАНСКИ И ТЪРГОВСКИ ДѢЛА.

Членъ 11.

По въпроси отъ спорно или охранително правосъдие, съдебнитѣ решения, заповеди за изплащане и други постановления, издадени отъ гражданскитѣ или търговскитѣ сѣдилища на всѣка отъ договарящитѣ страни, както и спогодбитѣ, станали предъ тези сѣдилища, се привеждатъ въ изпълнение върху територията на другата, съгласно съ следнитѣ постановления.

Българскитѣ изпълнителни листове, издадени по менителници и записи на заповѣдь отъ българскитѣ сѣдилища, съгласно съ чл. 14 отъ българския Законъ за заповедното производство (обнародванъ въ Държавенъ вѣстникъ, бр. 277 отъ 1897 год.), ще иматъ въ територията на С. Х. С. Кралство силата на заповѣди за изплащане.

Членъ 12.

Изпълнението не се допуска когато съ решението се разрешава споръ за право на собственост или за други вещи права върху недвижими имущества, находящи се въ държавата, въ която е поискано изпълнението.

Членъ 13.

Изпълнението не се допуска въ случай, че то би послужило да осъществи едно правно отношение или едно искане, на които по съображения на нравственостъ или на общественъ редъ, законътъ на мѣстоизпълнението отказва действителността или искътъ.

Членъ 14.

Изпълнението въз основа на едно съдебно решение се допуска само при следнитѣ условия :

1. Ако съдътъ, който се е произнесълъ по дѣлото, трѣба да се счита за компетентенъ по силата на чл. 15 отъ настоящата конвенция ;
2. Ако съдебното решение е влѣзло въ законна сила и е станало неотменимо по обикновения касационенъ редъ.

Членъ 15.

Компетентността на съда, който се е произнесълъ по дѣлото, се счита за установена въ смисъла на чл. 14, точка първа, ако споредъ законитѣ на замолената държава дѣлото може да бѣде подсъдно на единъ съдъ на другата договаряща страна.

Компетентността винаги се счита установена въ следнитѣ случаи :

1. Когато се касае за искъ, предявенъ отъ приносителя на една менителница, на единъ записъ на заповѣдь или на единъ чекъ срещу едно лице, задължено по менителницата, записа на заповѣдь или чека, и по който въпросъ се е произнесълъ съдътъ на онова мѣсто, което споредъ законитѣ на този съдъ се счита за мѣсто на плащането ;
2. Когато по единъ насрещенъ искъ, съдътъ, въ който първоначалниятъ искъ е билъ висящъ, се е произнесълъ съобразно съ законитѣ, които сж въ сила за самия него ;

Члан X.

Власт надлежна за издавање уверења или примање изјаве о сиромашном стању може прикупити податке о имовном стању молиоцем од власти друге уговорне стране.

Власт којој је стављено у дужност да решава по молби за признање бесплатне правне помоћи, задржава себи право, у границама своје надлежности, да провери уверења, изјаве и обавештења који су јој поднети.

Г. ИЗВРШЕЊЕ СУДСКИХ РЕШЕЊА И ПОРАВНАЊА У ГРАЂАНСКИМ И ТРГОВАЧКИМ СПОРОВИМА.

Члан XI.

У спорним и неспорним делима, пресуде, одлуке о наплати и друга решења која су донели грађански или трговачки судови једне или друге уговорне стране као и поравнања постигнута на тим судовима биће извршни на територији друге уговорне стране према одредбама ниже означеним.

Бугарски испунителни листови издати по меницама од бугарских судова сагласно са чланом XIV. закона о заповедном поступку обнародованог у Држ. Вестнику, бр. 277 — 1897 имаће на територији Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца силу одлуке о наплати.

Члан XII.

Не дозвољава се извршење када се одлучује о праву својине или о другим стварним правима над непокретностима, које се налазе у држави од које је затражено извршење.

Члан XIII.

Неће се дозволити међутим извршење у случају када би се њиме остварио један правни однос или захтев, коме суд места извршења не признаје пуноважност или правну радњу са гледишта јавнога поретка или морала.

Члан XIV.

Извршење на основу једне судске одлуке моћи ће се дозволити само под овим условима :

- 1) да се суд који је донео одлуку мора сматрати за надлежног по члану XV. ове конвенције.
- 2) Да је одлука постала извршна и да против ње не може више бити употребљено никакво редовно правно средство.

Члан XV.

Надлежност суда који је решавао по једном спору сматраће се да је доказана у смислу члана XIV., тачка 1, ако је по законима умољене државе спор могао бити суђен на једноме суду друге уговорне стране.

Надлежност увек ће се сматрати да постоји у овим случајевима :

- 1) Кад је тужбу поднео носилац једне менице или чека против лица које је дужник по тој меници или чеку и кад је по тој тужби решавао суд онога места које се по законима тога суда сматра за место плаћања ;
- 2) Кад је по једној противтужби суд, који поступа на основу прве тужбе, решавао према законима који су за њега пуноважни.

3. Когато странитѣ по дѣлото сж търговци и е било произнесено решение по искъ за изпълнение или за унищожение на единъ договоръ, или за вреди и загуби поради изпълнение или неточно изпълнение, отъ сжда на мѣстото, дето договора трѣба да се изпълни ;

4. Когато странитѣ, по взаимно съгласие, предварително сж се подчинили на компетентността на сжда, който се е произнесълъ по дѣлото.

Членъ 16.

Изпълнението въз основа на една сждебна спогодба се допуска, само когато тази спогодба подлежи на изпълнение, споредъ законитѣ на мѣстото, дето е станала.

Членъ 17.

Даже ако предвиденитѣ отъ чл. чл. 11 до 16 условия бждатъ спазени, изпълнението не се допуска, вследствие на възражение предявено отъ задължената страна (чл. 21) :

1. Ако исквата молба не е била редовно връчена на ответника, който въ производството, съставляваще основата на решението, не е взелъ участие ;

2. Ако вследствие на друга нѣкоя нередовностъ по производството, лицето, срещу което изпълнението трѣба да бжде извършено, е било лишено отъ възможността да вземе участие въ производството ;

3. Ако, споредъ законодателството на мѣстото, дето решението е било издадено, или спогодбата станавала, решението или спогодбата сж престанали да подлежатъ на изпълнение ;

4. Ако споредъ законодателството на мѣстото на изпълнението, възражението за присждено нѣщо се противопоставя на искането, заради което изпълнението трѣба да се извърши.

Врчването се счита редовно, въ смисълъ на точка първа, само ако исквата молба е била връчена лично на ответника или на неговия представител, опълномощенъ да я приеме. Въ територията на онази договаряща страна, чиито сждилища сж били сезирани съ изпълнението, врчването трѣба да е било извършено по реда на сждебна помощъ или по начина предвиденъ въ последната алинея на чл. 1.

Членъ 18.

Молбата за привеждане въ изпълнение, която може да изхожда отъ сжда или отъ страната по дѣлото, трѣба да бжде придружена съ следнитѣ книжа :

1. Съ преписъ отъ сждебното решение заедно съ мотивитѣ или съ преписъ отъ сждебната спогодба ;

2. Съ едно официално удостоверение или декларация, че решението е влѣзло въ законна сила, станало е неотмѣнимо по обикновения касационенъ редъ и че подлежи на принудително изпълнение, или че сждебната спогодба е станала изпълнима.

Ако молбата изхожда отъ единъ сждъ тя ще се изпрати направо до сждътъ на другата държава, чрезъ който ще се извършва изпълнението.

Когато се касае за молба, предявена направо отъ заинтересувана страна на сжда на държавата, въ която решението или спогодбата трѣба да се приведе въ изпълнение, помепатитѣ въ точка първа и втора на настоящия членъ книжа трѣба да бждатъ завѣрени отъ централното сждебно управление на държавата отъ която тѣ изхождатъ.

Членъ 19.

Компетентната властъ на замолената държава се произнася върху допустимостта на изпълнението безъ да изслуша задължената страна. Изпълнението трѣба да се допусне, ако предвиденитѣ за това отъ чл. чл. 11 до 16 условия сж изпълнени, безъ да се пристѣпва служебно къмъ проучване, дали мотивитѣ на отказа, изброени въ чл. 17 сжществуватъ. Забранено е на сжда на замолената държава да влиза въ разглеждане на дѣлото по сжщество.

Въ случай на нужда замоления сждъ може да поиска разяснения отъ сжда, отъ който изхожда подлежащия на изпълнение актъ, или който е поискалъ неговото изпълнение.

3) Кад су парничари у једноме спору трговци, и кад је донео решење по захтеву извршења или раскида једнога уговора или по тражењу накнаде штете због неизвршења или непотпуног извршења онај суд у чијем се месту уговор имао извршити.

4) Кад су парничари споразумно пристали у напред на надлежност суда који је о спору решавао.

Члан XVI.

Извршење на основу судскога поравнања биће само онда кад је то поравнање постало извршно по законима места у коме је изведено.

Члан XVII.

И онда кад су услови које предвиђају члан XI.—XVI. испуњени, неће се дозволити извршење ако му се противи дужник (члан XXI.) :

1) Кад тужба није била редовно саопштена туженој страни и кад она стога није узела учешћа у поступку на коме се решење суда оснива ;

2) Кад је услед друге које неправилности поступка, лице на чију се штету има извести извршење било лишено могућности да у том поступку узме учешћа ;

3) Кад су по законодавству места у коме је решење донето или изведено поравнање, решење или поравнање изгубили извршну силу ;

4) Кад се по законодавству места извршења, чињеница да је ствар већ једном пресуђена противи захтеву извршења.

Саопштење тужбе сматраће се за правилно у смислу тачке 1. само онда кад је тужба саопштена лично туженој страни или њеноме заступнику опуномоћеном да је прими. На територији оне уговорне стране, од чијих се судова тражи извршење, саопштење морало се извршити према уређењу правне помоћи или на начин предвиђен у последњој алинеји члана 1.

Члан XVIII.

Уз захтев за извршење који може поднети или суд или парнична страна, треба приложити ова писмена :

1) Препис судскога решења са разложима или препис судскога поравнања.

2) Једно званично уверење или изјаву да је решење или судско поравнање постало извршно и да против њега не може више бити употребљено никакво редовно правно средство.

Ако захтев за извршење упућује један суд, саопштиће се непосредно суду оне друге државе у којој решење има да се изврши.

Ако захтев за извршење упућује парнична страна непосредно суду државе у којој има да се изврши судско решење или поравнање, исправе поменуте у 1. и 2. тачки овога члана морају бити оверене од стране средишне судске управе државе из које се упућују.

Члан XIX.

Надлежна власт умољене државе решаваће да ли се извршење може одобрити, не саслушавајући дужника. Извршење ће се морати дати ако су испуњени услови који су предвиђени у члану XI.—XVI., и суд неће по званичној дужности улазити у испитивање, да ли постоје разлози за одбијање извршења који су побројани у члану XVII. Забрањено је суду умољене државе да улази у испитивање самога спора.

Ако је потребно, умољени суд може тражити објашњења од онога суда од кога потиче решење које има да се изврши или који је то извршење тражио.

Членъ 20.

Когато молбата за изпълнение изхожда от единъ съдъ, властта призована да се произнесе по тази молба, трѣба да назначи по просба отъ казания съдъ единъ представителъ на взыскателя и да предупреди за това съдътъ, който е поискалъ изпълнението. Разносикътъ, който трѣба да се заплатятъ на подобенъ представителъ, сж въ тежестъ на съда, отъ който изхожда молбата.

Членъ 21.

Ако изпълнението се допусне, нужнитѣ за неговото извършване мѣрки трѣба незабавно да бждатъ взети служебно. Задължената страна може вънъ отъ допустимото по мѣстни закони обжалване, да предяви възражение срещу изпълнението по причина, че едно отъ предвиденитѣ въ чл. чл. 11 до 16 условия липсва, или че съществува единъ отъ мотивитѣ за отказъ, изброени въ чл. 17. Освенъ когато е основано на постановленията на чл. 13 и чл. 17, точки трета и четвърта, възражението трѣба да бжде предявено въ срокъ отъ две седмици отъ връчването на опредѣлението за допусане изпълнението.

По възражението се произнася съдътъ компетентенъ по мѣстнитѣ закони.

Когато възражението е направено, изпълнителнитѣ мѣрки превишаващи целта да се обезпечи вземането, могатъ по просбата на задължената страна, да бждатъ отложени, докато съдътъ се произнесе по възражението.

Членъ 22.

До колкото настоящата конвенция не съдържа нѣкои особени наредби, прилагатъ се при извършване на изпълнението законитѣ на замолената държава.

Членъ 23.

Когато по липса на исканитѣ условия изпълнението бжде отказано, взыскателътъ е свободенъ да подаде жалба.

Молбата за изпълнение може, обаче, да бжде подновена отъ съда, който го е искалъ, или отъ заинтересуваната страна, ако предвиденитѣ отъ настоящата конвенция условия бждатъ отпосле изпълнени.

Членъ 24.

Последвалитѣ по изпълнението на решенията и на съдебнитѣ спогодби съдебни разноси сж въ тежестъ на съдящитѣ се страни и трѣба да бждатъ заплатени, съгласно съ действующитѣ закони въ страната, въ която изпълнението се извършва ; тѣ трѣба да бждатъ, въ случай на нужда, предварително внесени отъ замолената държава.

Ако изплащането на казанитѣ разноси не може да се добие отъ странитѣ, тѣ се понасятъ отъ искащата държава.

Беритѣ, които биха последвали при изпълнението, се определятъ съгласно съ законитѣ на страната, въ която изпълнението трѣба да се извърши. Изпълнението обаче не може да бжде забавено подъ предлогъ че гореозначенитѣ берии не сж били платени.

Членъ 25.

Издаденитѣ решения и станалитѣ спогодби върху територията на една отъ договорящитѣ страни иматъ, върху територията на другата, сжщата сила и сжщото действие, както решенията и спогодбитѣ, постановени въ страната, стига изпълнението имъ да се допуска върху тази територия отъ настоящата конвенция.

Членъ 26.

Личното задържане, било като изпълнителна, било като охранителна мѣрка, не може, по граждански и търговски дѣла, да бжде прилагано спрѣмо чужденцитѣ, граждани на една отъ договорящитѣ

Члан XX.

Ако захтев за извршење потиче од једнога суда, власт позвана да поступи по том захтеву назначиће једнога заступника тужиоцу, на захтев суда који је тражио извршење и о томе ће тај суд известити. Трошкови поднети услед одређивања заступника пашће на терет суда који је тражио извршење.

Члан XXI.

Ако је извршење дозвољено, предузеће се по службеној дужности и без одлагања потребне мере да се оно изведе. Дужник може, изван права жалбе које му је признато месним законима, да тражи обустављање извршења стога што не постоји један од услова предвиђених у члану XI.—XVI., или што постоји један од разлога за отказ извршења који су побројани у члану XVII. Ако се не позива на одредбе члана XIII. и XVII., тачка 3. и 4., дужник мора захтевати обуставу извршења у року од две недеље од дана кад му је саопштено да је извршење одобрено.

О дужниковом захтеву решаваће суд који је надлежан по месним законима.

Кад дужник захтева обуставу, све мере извршења које премашају циљ обезбеђења потраживања, могу бити одложене на његов захтев све док се не буде донело решење по тражењу обуставе.

Члан XXII.

У колико се у овој конвенцији не налазе нарочите одредбе о томе, закони умољене државе примењиваће се приликом извођења извршења.

Члан XXIII.

Кад је извршење одбијено зато што нема захтеваних услова, тужилац има право да поднесе жалбу.

Захтев извршења ће међутим моћи поновити било суд било заинтересована страна парнична, ако се накнадно буду испунили услови које ова конвенција предвиђа.

Члан XXIV.

Судски трошкови проузроковани извршењем судских решења и поравнања пашће на терет парничара и треба да буду плаћени према законима који се примењују у држави где се извршење обавило ; ако је потребно, износ тих трошкова привремено ће исплатити умољена држава.

Ако се од парничних страна не могу трошкова наплатити, сносиће их она држава која је тражили извршење.

Таксе које би се имале платити приликом извршења одредиће се према законима државе у којој има да се испуни извршење. Извршење се међутим не може одлагати за то што горе поменуте таксе нису плаћене.

Члан XXV.

Донета решења и постигнута поравнања на територији једне уговорне стране имаће на територији друге уговорне стране исту снагу и дејство као решења и поравнања која су постала на тој самој територији у колико се овом конвенцијом дозвољава њихово извршење на њој.

Члан XXVI.

Лишаваће слободе, било да је извршна мера, било да је мера предохране, не може се у грађанским и трговачким споровима примењивати на странце, држављане једне или друге уговорне стране,

страни, ако то не се прилага спрѣмо мѣстницѣ граждани. Всѣко обстоятелство, на което може да се позове единъ мѣстенъ гражданинъ, установенъ на мѣстожителство въ страната, за да иска отгѣнение на личното задържане, трѣба да има сжщото действие въ полза на единъ гражданинъ въ другата договаряща страна, даже ако това обстоятелство е настѣпило въ странство.

Д. ЗА НЕСЪСТОЯТЕЛНОСТЪТА.

Членъ 27.

Когато въ територията на една отъ договарящитѣ страни бжде обявена нѣкоя несъстоятелностъ, и несъстоятелниятъ притежава движими имоти върху територията на другата, безъ да бжде тамъ установенъ, трѣба да се пристѣпи къмъ запазването, описването и преподаването на горепоменатитѣ движими имоти на сжда, при който е обявена несъстоятелността, ако това бжде поискано отъ последния.

Отъ деня, въ който отправената до надлежния сждъ молба, съ която се иска запазването или предаването на казанитѣ имоти, му бжде предадена, никакъвъ залогъ не може да бжде установенъ върху имуществото, подлежаще на предаване. Обаче предаването на обявилія несъстоятелността сждъ не може да се извърши, когато сж заявени върху имуществата, подлежащи на предаване, права за възвръщане или за възстановане, права за задържане или привилегии, залози или други вещици права, установени преди гореозначения день или когато е поискано отдѣлянето на такива имоти, именно на едно наследство. Въ такъвъ случай, на сжда, при който е обявена несъстоятелността, може, да се предаде само онова, което остава отъ имотитѣ, следъ като казанитѣ искания бждатъ напълно удовлетворени.

Считатъ се че принадлежатъ къмъ движимо имущество, вземанията, даже когато тѣ сж обезпечени съ ипотека върху недвижими имоти.

Членъ 28.

Разпорежданията, които трѣба да се взематъ досежно движимитѣ имоти, които споредъ предходния членъ, не могатъ да се предадатъ, както и досежно всички недвижими имоти на несъстоятелния сж подсждни въ всѣки случай, на сждилищата на държавата, върху чиято територия тѣзи имоти се намиратъ.

Ако тѣзи имоти тамъ подлежатъ на принудителна продажъ, излишекътъ добитъ отъ цената на продажбата, следъ като правоимащитѣ кредитори бждатъ удовлетворени, трѣба да се предаде на сжда, при който е обявена несъстоятелността, съобразно съ постановленията на предходния членъ.

Членъ 29.

Въ несъстоятелноститѣ, обявени въ територията на една отъ договарящитѣ страни, кредиторитѣ поданици на другата, трѣба да бждатъ напълно приравнени къмъ кредиторитѣ мѣстни поданици.

Когато при обявяване на несъстоятелността се предполага, че има кредитори върху територията на другата договаряща страна, обявяването на несъстоятелността трѣба да бжде обнародвано и въ Държавния вестникъ на другата страна, и то съобразно съ наредбитѣ, които сж тамъ въ сила.

Е. ОКОНЧАТЕЛНИ ПОСТАНОВЛЕНИЯ.

Членъ 30.

Настоящата конвенция влиза въ сила отъ деня на размѣната на ратификацитѣ и остава въ сила за една година отъ датата на отказа на една отъ договарящитѣ страни.

Въ удостоверение на горнето пълномощницитѣ подписаха и скрепиха съ печатитѣ си настоящата конвенция съставена въ два оригинални екземпляри на български и сръбски сключена въ София на 26 Ноември 1923 год.

(м. п.) Хр. КАЛФОВЪ с. р.

(м. п.) Д-ръ И. ФАДЕНХЕХТЪ с. р.

ако се не примењује и на саме месне грађане. Свака околност, на коју се може позивати један месни грађанин настањен на територији, да би се ослободио лишења слободе, мора имати исто дејство и у корист држављанина друге уговорне стране, чак и онда ако се та околност створила у иностранству.

Д. СТЕЦИШТА.

Члан XXVII.

Када је на територији једне од уговорних страна отворен стечај, па лице стављено под стечај има покретности на територији друге уговорне стране и ако није на њој настањено, приступиће се обезбеђењу, попису и предаји поменутих покретности суду који је стечај објавио, када тај суд буде то затражио.

Од дана кад надлежни суд буде добио захтев који му је упућен а којим се тражи предузимање мера ради обезбеђивања или предаје речених добара, ни једна од ствари која би могла да се преда не може бити предмет залоге. Али се неће извршити предаја суду надлежном за стечај, када се на добра која би имала да буду предана полажу права, постала пре поменутог дана, као права својине или повраћаја, права задржавања или првенства, право залоге и друга стварна права — или кад се тражи одвајање таквих добара на име у наследству. У томе случају, суду надлежном за стечај моћи ће се предати само она добра која остану пошто речени захтеви буду били задовољени.

Сматраће се да спадај у покретно имање потраживања, и онда кад су обезбеђена хипотеком над непокретностима.

Члан XXVIII.

Мере које ће се предузети према оним покретностима, које се према претходном члану не могу предати, као и мере према свима непокретностима лица стављеног под стечај, спадају у сваком случају у надлежност суда државе онога места на коме се та добра налазе.

Ако та добра буду предмет принудне продаје, вишак који се буде добио од продајне цене, пошто се буду намирили повериоци чије је право признато, предаће се суду који је објавио стечај, према одредбама претходног члана.

Члан XXIX.

У стечају отвореном на територији једне уговорне стране, повериоци који су држављани друге уговорне стране биће потпуно изједначени са месним повериоцима.

Када се при отварању стечаја претпоставља да има поверилаца на територији друге уговорне државе, отварање стечаја објавиће се у службеном листу те друге државе а према одредбама које важе за ту државу.

Е. ЗАВРШНЕ ОДРЕДБЕ.

Члан XXX.

Ова конвенција ступа на снагу на дан измене ратификација и остаће у снази још за једну годину дана од дана отказа са стране једне од уговорних страна.

У потврду овога пуномоћници потписали су ову конвенцију и ставили своје печате.

Закључено у Софији и састављено у два равногласна примерка на српском и бугарском језику. 26-ог Новембра 1923 год.

(м. п.) М. М. РАКИЧ с. р.

(м. п.) Д-р МИЛЕТА НОВАКОВИЧ с. р.

ПРИЛОЖЕНИЕ.

За да могат да се довършатъ всящитѣ дѣла предъ българскитѣ сѣдилища, по които сж страни бивши български поданици, станали сега поданици на Кралството на Сърбитѣ, Хърватитѣ и Словенцитѣ по Договора за Миръ въ Ньои, договорящитѣ страни се споразумѣха върху следнето :

Всящитѣ дѣла ще бждатъ довършени отъ българскитѣ сѣдилища, като странитѣ се призоваватъ за деня на гледането по реда посоченъ въ Сждебната конвенция.

Сжщо тъй при гледане дѣлата въ Върховния касационенъ сждъ, странитѣ ще се призоватъ, освенъ чрезъ « Държавенъ вестникъ », и съ отдѣлни съобщения.

Издаденитѣ по тия дѣла решения на българскитѣ сѣдилища ще се изпълняватъ на територията на Кралството на Сърбитѣ, Хърватитѣ и Словенцитѣ при спазване условията предвидени въ горната Конвенция.

Сключено въ София на 26 Ноември 1923 год.

Съставенъ въ два оригинални екземпляра на български и сръбски.

(м. п.) Хр. КАЛФОВЪ с. р.

(м. п.) Д-ръ И. ФАДЕНХЕХТЪ с. р.

ПРИЛОГ.

Да би се нерешени предмети бугарских судова у којима су странке бивши бугарски поданици, а сада поданици Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца по Нејском Уговору, могли окончати, Уговорне Стране су се споразумеле о следећем :

Нерешени предмети биће довршени од стране бугарских судова, пошто странке буду позиване на рочишта у смислу предвиђених одредаба предње конвенције.

Исто тако и на рочишта при вишим судовима, странке ће бити позиване, сем путем Службених Новина, још и посебним позивима.

По овим предметима донете одлуке од стране бугарских судова, биће извршиване на територији Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца с обзиром на услове предвиђене у предњој конвенцији.

Закључено у Софији 26-ог Новембра 1923 г.

И састављено у два оригинална примерка на српском и бугарском језику.

(м. п.) М. М. РАКИЧ с. р.

(м. п.) Д-р Милета НОВАКОВИЧ с. р.

¹ TRADUCTION.

No. 642. — CONVENTION RELATIVE A L'ASSISTANCE JUDICIAIRE,
CONCLUE ENTRE LE ROYAUME DE BULGARIE ET LE ROYAUME
DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, SIGNÉE A SOFIA LE
26 NOVEMBRE 1923.

LE ROYAUME DE BULGARIE et LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, désireux de conclure une Convention relative à l'assistance judiciaire, ont désigné à cet effet, comme leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

M. Christo KALFOFF, Ministre des Affaires étrangères, et
M. Joseph FADENHECHT, Docteur en droit, ancien Ministre de la Justice et Professeur à l'Université de Sofia ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. Milan RAKITCH, Ministre Plénipotentiaire et Envoyé extraordinaire, et
M. Mileta NOVAKOVITCH, Docteur en droit et Professeur à l'Université de Belgrade.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

A. COMMUNICATION D'ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES ET COMMISSIONS ROGATOIRES.

Article I.

Les Parties contractantes s'engagent, en matières civile et commerciale, à faire signifier réciproquement, par l'intermédiaire des autorités compétentes, les citations ou autres actes et à faire exécuter les commissions rogatoires dans la forme prescrite par la législation de l'Etat requis ou dans la forme spéciale demandée par l'autorité requérante, pourvu que cette forme ne soit pas contraire à la législation de l'Etat requis.

Ces actes et commissions rogatoires seront rédigés dans la langue officielle de l'Etat requérant

Toutes les pièces et lettres d'envoi concernant l'exécution des commissions rogatoires et la signification des actes judiciaires et extrajudiciaires seront exemptes de légalisation et seront revêtues du sceau de l'autorité judiciaire qui les aura délivrées.

Leur transmission sera effectuée directement par l'autorité judiciaire compétente de l'Etat requérant à l'adresse de l'autorité judiciaire compétente de l'Etat requis.

Les pièces privées et les actes accompagnant une commission rogatoire ou une citation ne seront pas soumis à une nouvelle taxe dans le pays requis.

Les dispositions du présent article ne s'opposent pas à la faculté, pour les Parties contractantes, de faire signifier directement, par les soins de leurs agents diplomatiques ou fonctionnaires consulaires, toutefois sans contrainte, les actes de procédure adressés à des ressortissants de l'Etat requérant.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 642. — CONVENTION RELATING TO LEGAL ASSISTANCE CONCLUDED BETWEEN THE KINGDOM OF BULGARIA AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, SIGNED AT SOFIA, NOVEMBER 26, 1923.

THE KINGDOM OF BULGARIA and THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, being desirous of concluding a Convention relating to legal assistance, have appointed for this purpose as their plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

M. Christo KALFOFF, Minister for Foreign Affairs, and new line M. Joseph FADENHECHT, Doctor of Law, former Minister of Justice and Professor at the University of Sofia ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

M. Milan RAKITCH, Minister Plenipotentiary and Envoy Extraordinary, and M. Mileta NOVAKOVITCH, Doctor of Law, and Professor at the University of Belgrade,

who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

A. TRANSMISSION OF JUDICIAL AND EXTRA-JUDICIAL DOCUMENTS AND COMMISSIONS TO EXAMINE WITNESSES.

Article I.

The Contracting Parties reciprocally undertake, in civil and commercial cases, through the intermediary of the competent authorities, to cause summonses or other documents to be served and commissions to examine witnesses to be executed in the form prescribed by the laws of the State to which application is made or in a special form demanded by the authority making application, provided that such form is not in contravention of the laws of the State to which application is made.

These documents and commissions to examine witnesses shall be drawn up in the official language of the State to which application is made.

All documents and covering letters concerning the execution of commissions to examine witnesses and the service of judicial and extra-judicial documents shall be exempt from the necessity for legalisation and shall bear the seal of the legal authority delivering them.

They shall be transmitted direct by the competent legal authority of the State making application to the competent legal authority of the State to which application is made.

Additional fees shall not be levied, in the State to which application is made, in respect of private documents and papers accompanying a commission to examine witnesses or a summons.

The provisions of the present article shall not affect the right of the Contracting Parties to cause process to be served direct, though without constraint, through their diplomatic agents or consular officials, on nationals of the State making application.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 2.

La signification des actes de procédure prévue à l'article 1^{er} ne pourra être refusée que si l'Etat sur le territoire duquel elle devrait être effectuée, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

La preuve de la signification sera fournie au moyen, soit d'un récépissé, dûment daté et légalisé, émanant du destinataire, soit d'une attestation de l'autorité de l'Etat requis, certifiant les circonstances, la forme et la date de la signification.

Si la pièce à signifier a été transmise en double exemplaire, le récépissé ou l'attestation devra figurer sur l'une des copies ou y être annexé.

Article 3.

L'autorité judiciaire à laquelle une commission rogatoire est adressée, comme il est prévu à l'article 1^{er}, sera obligée de l'exécuter, en usant des mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution d'une commission émanant des autorités de l'Etat requis ou pour la suite donnée à une demande de ce genre présentée par une des Parties intéressées. Ces moyens de contrainte ne seront pas nécessairement employés, si l'objet poursuivi est d'assurer la comparution des Parties en cause.

L'autorité requérante sera, si elle le demande, informée de la date et du lieu où sera effectuée l'exécution des mesures sollicitées, afin que la Partie intéressée soit en mesure d'y assister.

L'exécution de la commission rogatoire ne pourra être refusée que :

1. Si l'authenticité du document n'est pas établie ;
2. Si, dans l'Etat requis, l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions des autorités judiciaires ;
3. Si l'Etat sur le territoire duquel l'exécution doit avoir lieu, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

En cas d'incompétence de l'autorité requise, la commission rogatoire sera transmise d'office à l'autorité judiciaire compétente du même Etat, suivant les règles établies par la législation du dit Etat.

Dans tous les cas où la commission rogatoire ne sera pas exécutée par l'autorité requise, celle-ci en informera immédiatement l'autorité requérante, en indiquant, dans le cas de l'alinéa 3, les raisons pour lesquelles l'exécution de la commission rogatoire a été refusée et, dans le cas de l'alinéa précédent, l'autorité à laquelle la commission a été transmise.

Article 4.

Les citations, les communications de dossiers, les dépositions et les interrogatoires des témoins, les rapports d'experts, les actes de procédure judiciaire et, en général, toutes les pièces concernant une affaire civile ou commerciale, délivrées, à la demande de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie, seront dressées sur papier non timbré et délivrées gratuitement.

Les frais occasionnés par la signification des citations et autres actes judiciaires, ainsi que par l'exécution des commissions rogatoires, seront supportés par l'Etat requis.

La stipulation du premier alinéa ne s'applique qu'aux taxes régulièrement perçues et ne concerne ni les indemnités dues aux témoins et aux experts, ni les rétributions accordées aux fonctionnaires dans tous les cas où la loi prescrit leur participation à l'exécution des mesures demandées. Ces frais seront supportés par les Parties en cause et seront perçus suivant les lois de l'Etat sur le territoire duquel l'exécution a lieu.

Les frais dont il est question à l'alinéa précédent seront cependant à la charge de l'Etat requérant si les Parties en cause sont incapables de les acquitter.

Article 2.

A State may only refuse to effect service of process within its territory, as provided for in Article 1, if it considers that its sovereign rights would be infringed or its security endangered thereby.

Proof of service shall be furnished either by a duly dated and legalised receipt given by the addressee or by an attestation of the authority of the State to which application is made testifying to the circumstances, form and date of service.

If the document to be served is transmitted in duplicate, the receipt or attestation should be given on one of the copies or be attached thereto.

Article 3.

The legal authority to which a commission to examine witnesses, as provided for in Article 1, is addressed, shall be required to execute it and to use the same means of constraint for that purpose as when executing a commission of the authorities of the State to which application is made, or when giving effect to a request of that nature presented by one of the parties concerned. Such means of constraint shall not necessarily be employed if the object in view is to secure the attendance of the parties to the suit.

The authority making application shall, if it so requests, be informed of the date and place of execution of the measures demanded, so that the party concerned may be able to attend.

Execution of the commission to examine witnesses can only be refused :

- (1) If the authenticity of the document is not proved ;
- (2) If, in the State to which application is made, the execution of the commission does not lie within the competence of the legal authorities ;
- (3) If the State on whose territory execution is to take place considers that its sovereign rights would be infringed, or its security endangered thereby.

Should the authority to which application is made not be competent to deal with the matter, the commission shall be transmitted *ex officio* to the competent legal authority of the same State, in conformity with the laws of such State.

In all cases in which the commission is not executed by the authority to which application is made, such authority shall immediately notify to that effect the authority making application, indicating, in the case of sub-paragraph 3, the reasons for which the execution of the commission has been refused, and, in the case of the preceding sub-paragraph, the authority to which the commission has been transmitted.

Article 4.

Summonses, extracts from dossiers, the depositions and evidence of witnesses, reports of experts, records of judicial proceedings, and, generally, any documents relating to civil or commercial cases, furnished at the request of one of the Contracting Parties on the territory of the other Party, shall be written on unstamped paper and delivered free of charge.

The costs in connection with the serving of summonses and other legal documents and with the execution of commissions to examine witnesses shall be borne by the State to which application is made.

The provision contained in the first sub-paragraph only applies to fees which are regularly levied and does not cover the compensation of witnesses and experts or the fees paid to officials in all cases in which the law requires that they should take part in the execution of the desired measures. These costs shall be borne by the parties to the suit, and shall be collected in conformity with the law of the State on whose territory execution has taken place.

The costs referred to in the preceding sub-paragraph shall, however, be borne by the State making application if the parties to the suit are unable to pay them.

B. DROIT D'ACCÈS AUX TRIBUNAUX. CAUTION « JUDICATUM SOLVI ».

Article 5.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront toute liberté d'accès aux tribunaux de l'autre Partie et seront autorisés à les utiliser dans les mêmes conditions et de la même façon que les nationaux eux-mêmes. Notamment, aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne pourra être imposée, à raison soit de leur qualité d'étrangers, soit du fait qu'ils n'ont pas de domicile ou de résidence dans le pays, aux ressortissants de l'une des Parties contractantes ayant leur domicile dans les territoires de l'une des dites Parties, et qui seront demandeurs devant les tribunaux de l'autre Partie contractante.

Article 6.

Les condamnations aux frais et dépens du procès, prononcées par les tribunaux de l'une des Parties contractantes contre un demandeur dispensé de la caution ou du dépôt, en vertu soit de l'article 5, soit de la loi de l'Etat où l'action a été intentée, seront, sur une demande adressée par la voie diplomatique, rendues gratuitement exécutoires par l'autorité compétente de l'autre Partie contractante, conformément aux lois du pays.

Article 7.

Les décisions relatives aux frais et dépens seront rendues exécutoires sans que les Parties soient entendues, mais sous réserve d'un recours ultérieur de la Partie condamnée, conformément à la législation du pays où l'exécution doit avoir lieu.

L'autorité compétente pour statuer sur les demandes d'exéquatur, se bornera à examiner :

1. Si, d'après la loi du pays où l'arrêt a été prononcé, l'expédition de la décision réunit les conditions nécessaires au point de vue de son authenticité.

2. Si d'après la même loi, la décision a acquis force de chose jugée.

Pour satisfaire aux conditions prescrites par l'alinéa précédent, numéros 1 et 2, il suffira d'une déclaration de l'autorité compétente de l'Etat requérant, constatant que la décision a acquis force de chose jugée et qu'aucune voie ordinaire de recours n'est plus admise.

C. ASSISTANCE JUDICIAIRE GRATUITE AUX INDIGENTS.

Article 8.

Les ressortissants indigents de chacune des Parties contractantes seront admis, dans les territoires de l'autre, au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite, comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la législation de l'Etat où l'assistance judiciaire gratuite est sollicitée.

Article 9.

Dans tous les cas, le certificat ou la déclaration d'indigence est délivré ou reçu par les autorités de la résidence habituelle du requérant, ou, à défaut de celles-ci, par les autorités de sa résidence

B. RIGHT OF ACCESS TO THE COURTS. « JUDICATUM SOLVI » SURETY.

Article 5.

The nationals of each of the Contracting Parties shall have free and ready access to the Courts of the other Contracting Party and shall be authorised to use them on the same terms and in the same manner as the nationals of the country concerned. More particularly, the nationals of one of the Contracting Parties who are domiciled in the territory of one of the said Parties and are bringing an action in the Courts of the other, shall not be required to give any surety or make any deposit under whatsoever designation, by reason either of their being foreigners or of their not possessing a domicile or a residence in the country.

Article 6.

Orders to pay the costs of an action made by the Courts of one of the Contracting Parties against a plaintiff who has been exempted from giving a surety or making a deposit in virtue either of Article 5 or of the law of the State in which the action was brought, shall, upon an application being submitted through the diplomatic channel, be made executory free of charge, by the competent authority of the other Contracting Party, in conformity with the laws of that country.

Article 7.

Decisions regarding costs shall be made executory without the parties being heard but subject to the subsequent right of appeal of the unsuccessful party in accordance with the laws of the country where execution is carried out.

The competent authority for hearing applications for execution shall restrict itself to considering :

(1) whether, according to the laws of the country where the order was made, the document containing the decision fulfils the required conditions in respect of authenticity ;

(2) whether, according to the same law, the decision has acquired the force of law,

To meet the requirements prescribed in the preceding sub-paragraphs (1 and 2) it will be sufficient if the competent authority of the State making application attests that the decision has acquired the force of law, and that no ordinary appeal against it is any longer possible.

C. FREE LEGAL ASSISTANCE TO THE POOR.

Article 8.

Poor nationals of both Contracting Parties shall, in the territories of the other Contracting Party, be entitled to free legal assistance in the same way as the nationals of that State, provided that they conform to the laws of the State in which free legal assistance is claimed.

Article 9.

In all cases the certificate or declaration of poverty is issued or received by the authorities of the State in which the applicant's habitual residence is situated, or, in default of such residence,

actuelle. Dans le cas où la résidence du requérant ne serait pas située sur le territoire des Parties contractantes, et que les autorités de sa résidence ne délivreraient pas ou ne recevraient pas de certificats ou déclarations de cette nature, il suffira d'un certificat ou d'une déclaration délivré ou reçu par un agent diplomatique ou un fonctionnaire consulaire du pays auquel appartient le requérant.

Article 10.

L'autorité compétente pour délivrer le certificat ou recevoir la déclaration d'indigence, pourra prendre des renseignements sur la situation de fortune du requérant auprès des autorités de l'autre Partie contractante.

L'autorité chargée de statuer sur la demande d'assistance judiciaire gratuite conserve, dans les limites de ses attributions, le droit de contrôler les certificats, déclarations et renseignements qui lui sont fournis.

D. EXÉCUTION DES JUGEMENTS ET TRANSACTIONS JUDICIAIRES EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE.

Article 11.

En matière de juridiction contentieuse et gracieuse, les jugements, les ordres de paiement et autres arrêts rendus par les tribunaux civils ou commerciaux de chacune des Parties contractantes, ainsi que les transactions effectuées devant ces tribunaux, seront exécutoires sur les territoires de l'autre Partie contractante suivant les dispositions ci-après.

Les « certificats d'exécution » bulgares délivrés par les tribunaux bulgares en matière de lettres de change, conformément à l'article XIV de la loi sur l'exécution forcée, publiée dans le *Journal Officiel* N° 277 de 1897, auront, sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, la force d'un ordre de paiement.

Article 12.

L'exécution ne sera pas accordée lorsqu'il s'agit de droits de propriété ou d'autres droits réels sur des immeubles sis dans l'Etat auquel l'exécution est demandée.

Article 13.

L'exécution ne sera pas accordée au cas où elle servirait à faire valoir un rapport juridique ou une requête que, pour des raisons d'ordre public ou de morale, la loi du lieu de l'exécution ne reconnaît pas comme valables ou opérants.

Article 14.

L'exécution sur la base d'une décision judiciaire n'aura lieu qu'aux conditions suivantes :

1. Si le tribunal qui a statué sur la cause doit être considéré comme compétent aux termes de l'article 15 de la présente Convention ;
2. Si la décision a acquis force de chose jugée et si aucune voie ordinaire de recours n'est plus admise.

Article 15.

La compétence du tribunal qui a statué sur la cause, sera considérée comme établie dans le sens de l'article 14, chiffre 1, si, d'après les lois de l'Etat requis, un tribunal de l'autre Partie contractante pouvait être saisi de l'affaire.

by the authorities of the State in which he is residing for the time being. Should the applicant not be resident in the territory of either of the Contracting Parties and should the authorities of his country of residence not issue or receive certificates or declarations of this kind, it will be sufficient if a certificate or declaration is issued or received by a diplomatic agent or consular official of the country to which the applicant belongs.

Article 10.

The authority competent to issue or receive the certificate or declaration of poverty may make enquiries of the authorities of the other Contracting Party regarding the financial position of the applicant.

The authority appointed to deal with the application for free legal assistance shall be entitled, within the limits of its competence, to verify the certificates, declarations and information submitted to it.

D. EXECUTION OF JUDGMENTS AND JUDICIAL COMPROMISES IN CIVIL AND COMMERCIAL CASES.

Article 11.

In contentious and non-contentious cases, the judgments, orders for payment, and other decisions of the civil and commercial courts of either of the Contracting Parties, together with compromises agreed to in such courts, shall be executory in the territory of the other Contracting Party in accordance with the stipulations hereinafter set forth.

The Bulgarian "execution certificates" issued by the Bulgarian courts in respect of bills of exchange, in accordance with Article 14 of the law on compulsory execution published in the Official Journal No. 277, 1897, shall have the force of orders for payment in the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

Article 12.

Execution shall not be granted in cases relating to property or other realty rights in respect of buildings situated in the State to which application for execution is made.

Article 13.

Execution shall not be granted in cases in which it would serve to establish a legal relationship or a claim, which the law of the place of execution does not, for reasons of public order and morality, recognise as valid or operative.

Article 14.

Execution on the basis of a legal decision shall only take place on the following conditions :

(1) If the court which gave judgment on the case is to be regarded as competent under Article 15 of the present Convention.

(2) If the decision has acquired the force of law and no ordinary appeal against it is any longer possible.

Article 15.

The competence of the court which gave judgment on the case shall be considered established within the meaning of Article 14, (1), if, according to the laws of the State to which application is made, the case was one which could be brought before a court of the other Contracting Party.

La compétence sera toujours considérée comme établie dans les cas suivants :

1. S'il s'agit d'une demande introduite par le porteur d'une lettre de change ou d'un chèque contre une personne obligée par la lettre de change ou le chèque, et s'il a été statué sur l'affaire par le tribunal du lieu considéré, d'après les lois appliquées par ce tribunal, comme lieu de paiement ;
2. Si, sur une demande reconventionnelle, le tribunal devant lequel la demande initiale était pendante, a statué conformément aux lois valables pour ce tribunal ;
3. Si les Parties en cause sont des commerçants et s'il a été statué sur une demande en exécution ou en résiliation d'un contrat ou en dommages-intérêts pour non-exécution ou exécution imparfaite, par le tribunal du lieu où le contrat doit être exécuté ;
4. Si les parties s'étaient, d'un commun accord, soumises préalablement à la compétence du tribunal qui a statué sur l'affaire.

Article 16.

L'exécution sur la base d'une transaction judiciaire n'aura lieu que lorsque cette transaction sera exécutoire suivant les lois du lieu où elle a été passée.

Article 17.

L'exécution ne sera pas accordée, même dans les cas où les conditions stipulées par les articles 11 à 16 seraient remplies, si la Partie obligée invoque contre l'exécution une des raisons suivantes :

1. La demande n'a pas été signifiée régulièrement au défendeur qui, pour cette raison, n'a pas pris part à la procédure sur laquelle est fondée la décision ;
2. Par suite d'une autre irrégularité de procédure, la personne contre laquelle l'exécution doit être opérée, n'a pu prendre part à cette procédure ;
3. D'après la législation du lieu où la décision a été rendue ou la transaction passée, cette décision ou transaction a cessé d'être exécutoire ;
4. D'après la législation du lieu de l'exécution, l'exception de la chose jugée s'oppose à la requête qui donne lieu à l'exécution.

La signification ne sera considérée comme régulière aux termes du chiffre 1, que si la demande a été signifiée, en personne, au défendeur ou bien à son représentant autorisé à recevoir ladite demande. Sur le territoire de la Partie contractante dont les tribunaux ont été saisis de l'exécution, la signification doit avoir été effectuée par les voies judiciaires ou de la manière prévue au dernier alinéa de l'article 1^{er}.

Article 18.

La demande d'exécution émanant du tribunal ou de la partie en cause, devra être accompagnée des pièces suivantes :

1. D'une expédition de la décision judiciaire, avec les considérants, ou d'une expédition de la transaction ;
2. D'une déclaration officielle certifiant que la décision ou la transaction a acquis force de chose jugée et qu'aucune voie ordinaire de recours n'est plus admise.

Si la demande d'exécution est transmise par un tribunal, elle sera expédiée directement au tribunal de l'autre Etat où l'exécution devrait avoir lieu.

Si une Partie en cause expédie la demande d'exécution directement au tribunal de l'Etat où l'exécution d'une décision ou d'une transaction devrait être effectuée, les pièces énumérées aux

Competence will always be considered as established in the following cases :

(1) Claims made by the holder of a bill of exchange or a cheque against an obligor under the said bill of exchange or cheque, in respect of which judgment has been pronounced by the court of the place which, according to the laws of such court, is considered to be the place of payment ;

(2) If, on a counter-claim, the court in which the original claim was pending pronounced judgment in accordance with the laws ordinarily applied by itself ;

(3) If, the parties to the suit are traders and if judgment has been pronounced in respect of an application for the execution or cancellation of a contract or for damages for non-execution or incomplete execution by the court of the place where the contract is to be executed.

(4) If the parties had mutually agreed beforehand to recognise the competence of the court which gave judgment on the case.

Article 16.

Execution on the basis of a judicial compromise shall only take place when such compromise is executory under the laws of the place where it was agreed to.

Article 17.

Execution shall not be granted, even in cases in which the conditions laid down in Articles 11 to 16 have been fulfilled, if the obligor opposes execution on one of the following grounds :

(1) that the claim was not properly served on the defendant, and that, on that account, he did not take part in the proceedings on which the decision was based ;

(2) that, on account of some other irregularity of procedure, the party against whom execution is to be carried out was prevented from taking part in the proceedings ;

(3) that, according to the law of the place where the decision was given or the compromise agreed to, such decision or compromise has ceased to be executory ;

(4) that, according to the law of the place of execution, the *exceptio rei judicatae* bars the claim in respect of which execution is to take place.

Service shall only be considered to be in due form within the meaning of (1) if the claim was served on the defendant in person or on an agent authorised by him to accept service. In the territory of the Contracting Party whose courts have dealt with the question of execution, service must have been effected through judicial channels or as provided for in the last paragraph of Article 1.

Article 18.

An application for execution made by a court or by one of the parties to the suit must be accompanied by the following documents :

(1) A copy of the judicial decision together with details as to the grounds on which it was based, or a copy of the judicial compromise.

(2) An official declaration certifying that the decision or judicial compromise has acquired the force of law and that no ordinary appeal against it is any longer possible.

If the application for execution is communicated by a court, it will be forwarded direct to the court of the State where execution is to take place.

If a party to the suit forwards the application for execution direct to the court of the State where the execution of a decision or of a judicial compromise is to be carried out, the documents

chiffres 1 et 2 de cet article, devront être légalisées par l'administration judiciaire centrale de l'Etat d'où elles proviennent.

Article 19.

L'autorité compétente de l'Etat requis statuera sur l'admissibilité de l'exécution, sans entendre la Partie obligée. L'exécution sera accordée, si les conditions stipulées à cet égard par les articles 11 à 16 sont remplies, et le tribunal n'examinera pas d'office si l'exécution devrait être refusée pour des raisons énumérées à l'article 17. Il est interdit au tribunal requis d'entrer dans l'examen du fond de l'affaire.

En cas de besoin, le tribunal requis pourra demander des explications au tribunal qui a pris la décision dont l'exécution est demandée ou au tribunal qui a demandé l'exécution.

Article 20.

Lorsque la demande d'exécution est formulée par un tribunal, l'autorité qui procède à l'exécution désignera, pour la Partie poursuivante, un représentant et en avertira le tribunal requérant. Les frais occasionnés par la désignation du représentant seront à la charge du tribunal qui a demandé l'exécution.

Article 21.

Si l'exécution est accordée, les mesures nécessaires pour l'effectuer seront prises immédiatement et d'office. La Partie obligée pourra, sauf la faculté de recours reconnue par les lois du pays, s'opposer à l'exécution en invoquant que l'une des conditions stipulées par les articles 11 à 16, fait défaut ou en invoquant contre l'exécution, l'une des raisons énumérées à l'article 17. Sauf dans les cas prévus à l'article 13 et aux chiffres 3 et 4 de l'article 17, les raisons à faire valoir contre l'exécution devront être invoquées dans les deux semaines à dater de la signification du mandat d'exécution.

Le tribunal compétent d'après les lois du pays statuera sur la demande de la Partie obligée.

Si la Partie obligée s'est opposée à l'exécution, elle pourra demander qu'il soit sursis, jusqu'à la décision du tribunal, à toutes les mesures d'exécution ne se bornant pas à assurer le recouvrement.

Article 22.

En tant que cette Convention ne contient pas de dispositions spéciales, les lois de l'Etat requis devront être appliquées pour effectuer l'exécution.

Article 23.

Lorsque, à défaut des conditions requises, l'exécution est refusée, le demandeur sera libre de se pourvoir en recours.

La demande d'exécution pourra, toutefois, être renouvelée par le tribunal ou par la Partie intéressée, si les conditions stipulées par la présente Convention se trouvent être remplies ultérieurement.

Article 24.

Les frais de justice occasionnés par l'exécution des décisions et des transactions judiciaires seront à la charge des Parties en cause et devront être acquittés suivant les lois en vigueur dans le Pays où l'exécution a lieu ; ils seront, si la nécessité s'en présente, avancés par l'Etat requis.

specified under Nos. 1 and 2 of this article must be legalised by the Central Judicial Administration of the State from which they emanate.

Article 19.

The competent authority of the State to which application is made shall decide whether execution should be granted without hearing the obligor. Execution will be granted if the conditions laid down in Articles 11 to 16 have been fulfilled and the court will not, on its own motion, consider whether execution should be refused for the reasons specified in Article 17. The Court to which application is made shall not be entitled to go into the merits of the case.

If necessary, the court to which application is made may ask for explanations from the court which gave the decision in respect of which execution is applied for or from the court applying for execution.

Article 20.

When the application for execution is made by a court, the authority carrying out execution shall appoint a representative for the plaintiff and shall advise the court making application accordingly. The costs arising from the appointing of the representative shall be borne by the court applying for execution.

Article 21.

If execution is granted, the necessary steps for carrying it out shall be taken immediately *ex officio*. The obligor shall be entitled, apart from any right of appeal granted by the laws of the country, to oppose execution by claiming that one of the conditions laid down in Articles 11 to 16 has not been fulfilled or by pleading one of the grounds set forth in Article 17. Except in the cases provided for in Article 13 and under Nos. 3 and 4 of Article 17, the grounds on which execution is opposed must be pleaded within two weeks after the order for execution has been served.

The court which is competent according to the laws of the country will adjudicate on the application of the obligor.

If the obligor has opposed execution, he may apply for an order to the effect that, pending the court's decision, no steps be taken in connection with execution beyond such as are necessary to ensure recovery.

Article 22.

Except as otherwise provided in this Convention, execution shall be carried out in accordance with the laws of the State to which application is made.

Article 23.

When execution is refused by reason of the required conditions not having been fulfilled, the plaintiff shall be entitled to appeal.

The application for execution, however, may be renewed by the court or by the party concerned if the conditions laid down in the present Convention have subsequently been fulfilled.

Article 24.

The legal expenses arising out of the execution of decisions and judicial compromises shall be borne by the parties to the suit and shall be paid in accordance with the laws in force in the country where execution takes place. If necessary, they shall be advanced by the State to which application is made.

Si le remboursement desdits frais ne peut être obtenu des Parties, ils seront supportés par l'Etat requérant.

Les taxes qu'il y aurait lieu d'acquitter lors de l'exécution, seront fixées suivant les lois du pays où l'exécution doit être effectuée. L'exécution ne pourra, cependant, être retardée pour la raison que les taxes susmentionnées n'ont pas été acquittées.

Article 25.

Les arrêts rendus et les transactions passées sur le territoire de l'une des Parties contractantes auront, sur le territoire de l'autre Partie, même force et effet que les décisions et transactions ayant leur origine dans le pays, en tant que l'exécution y est recevable en vertu de la présente Convention.

Article 26.

La contrainte par corps, soit comme moyen d'exécution, soit comme mesure simplement conservatoire, ne pourra, en matière civile ou commerciale, être appliquée aux étrangers, ressortissants de l'une des Parties contractantes, dans les cas où elle ne serait pas applicable aux ressortissants du pays. Un fait qui peut être invoqué par un ressortissant domicilié dans le pays, pour obtenir la levée de la contrainte par corps, doit déployer les mêmes effets au profit d'un ressortissant de l'autre Partie contractante, même si ce fait s'est produit à l'étranger.

E. FAILLITES.

Article 27.

Lorsqu'une faillite est ouverte sur le territoire de l'une des Parties contractantes, et que le failli possède des biens meubles sur le territoire de l'autre, mais sans y être établi, il sera pourvu à la sécurité, à l'inventaire et à la remise au tribunal saisi de la faillite, des biens meubles susmentionnés, si demande en est faite par le tribunal saisi de la faillite.

A partir du jour où la demande adressée au tribunal compétent et tendant à pourvoir à la sécurité, ou à la remise desdits biens sera parvenue à ce tribunal, des gages ne pourront plus être légalement constitués sur la fortune pouvant faire l'objet de la remise. La remise au tribunal saisi de la faillite n'aura pas lieu, lorsque des droits de revendication ou de restitution, des droits de rétention ou des privilèges, des gages ou d'autres droits réels constitués avant le jour susindiqué, sont réclamés soit avant, soit après ce jour sur les biens qu'il s'agirait de remettre. Il en est de même lorsque la séparation de tels biens, notamment d'une succession, est demandée. Dans ce cas, il ne pourra être remis au tribunal saisi de la faillite que ce qui reste des biens après que lesdites prétentions auront été entièrement satisfaites.

Seront considérées comme appartenant à la fortune mobilière, des créances, même si elles sont garanties par hypothèque sur des biens immeubles.

Article 28.

Quant aux dispositions à prendre à l'égard des biens meubles qui, d'après l'article précédent, ne font pas l'objet de la remise, de même que tous les biens immeubles d'un failli, ces dispositions seront en tout cas de la compétence des tribunaux de l'Etat sur le territoire duquel les biens en questions sont situés.

Si ces biens y sont soumis à la vente forcée, l'excédent qui serait réalisé sur le prix de la vente, après avoir satisfait les créanciers qui y ont droit, sera remis au tribunal saisi de la faillite, conformément aux dispositions de l'article précédent.

If repayment of the said expenses cannot be obtained from the parties, they will be borne by the State making application.

Charges payable at the time of execution shall be fixed according to the laws of the country where execution is to be carried out. Execution may not, however, be delayed on account of the non-payment of such charges.

Article 25.

Decisions given and compromises agreed to in the territory of one of the Contracting Parties shall have the same force and effect in the territory of the other Contracting Party as decisions and compromises given or agreed to in the latter country, provided that execution is permissible in that country under the terms of the present Convention.

Article 26.

Bodily constraint, either as a means of execution or simply as a measure of precaution, may not, in civil or commercial cases, be employed in respect of foreigners who are nationals of one of the Contracting Parties, if it could not be so employed in respect of nationals of the country concerned. A circumstance which may be pleaded by a national domiciled in the country, in order to secure the removal of bodily constraint, shall be productive of the same effect in favour of a national of the other Contracting Party, even if such circumstance occurred abroad.

E. BANKRUPTCY.

Article 27.

If bankruptcy proceedings are instituted in the territory of one of the Contracting Parties and the bankrupt possesses movable property in the territory of the other Contracting Party, although not resident there, provision shall be made, if the Court trying the case so requests, for the safe-keeping of the said property, its inventorying and its transfer to the Court in question.

As from the day when the competent Court receives an application for provision to be made for ensuring the safe-keeping or transfer of the said property, the estate liable to transfer may no longer be legally pledged as security. Transfer to the Court trying the case will not take place if claims to the possession, restitution or retention of the said property are put forward or liens, pledges or other realty rights constituted before the above-mentioned date in respect thereof are claimed before or after such date. The same holds good when the division of such property is demanded, especially in the case of an inheritance. In such cases only the balance of the property remaining after the said claims have been fully satisfied shall be handed over to the Court trying the case.

Money claims, even if secured on immovable property, shall be considered as forming part of the bankrupt's movable estate.

Article 28.

The question as to the measures to be taken in respect of the movable property which, in accordance with the preceding article, is not to be transferred, and in respect of all the immovable property of a bankrupt, shall in all cases be within the competence of the Courts of the State in whose territory such property is situated.

If the property in question is subjected to forced sale in the said State, any surplus resulting from the sale, after the claims of the lawful creditors have been met, shall be handed over, in accordance with the provisions of the preceding article, to the Court before which the bankruptcy proceedings are pending.

Article 29.

Dans les faillites ouvertes sur le territoire de l'une des Parties contractantes, les créanciers, ressortissants de l'autre Partie, seront entièrement assimilés aux créanciers nationaux.

Lorsqu'à l'ouverture de la faillite on présume que des créanciers se trouvent sur le territoire de l'autre Partie contractante, l'ouverture de la faillite devra être publiée dans le *Journal Officiel* de l'autre Etat contractant et d'après les dispositions en vigueur dans cet Etat.

F. DISPOSITIONS FINALES.

Article 30.

La présente Convention entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et elle conservera force obligatoire jusqu'à l'expiration d'un délai d'une année à courir du jour où l'une ou l'autre Partie contractante l'aura dénoncée.

En foi de quoi les Plénipotentaires respectifs y ont apposé leurs signatures et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à Sofia en double exemplaire, en langues serbe et bulgare, le 26 novembre 1923.

(L. S.) (Signé) M. M. RAKITCH.

(L. S.) (Signé) Dr. MILETA NOVAKOVITCH.

(L. S.) (Signé) CHR. KALFOFF.

(L. S.) (Signé) Dr. J. FADENHECHT.

ANNEXE

En vue de faciliter la liquidation des procès, en matière civile ou commerciale, pendants devant les tribunaux bulgares et dont les parties sont d'anciens ressortissants bulgares devenus, en vertu du Traité de Neuilly, ressortissants du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

Les procès pendants devant les tribunaux bulgares seront jugés par ces derniers ; les parties en cause seront convoquées d'après les règles établies par la Convention relative à l'assistance judiciaire.

De même, les convocations devant les cours d'appel seront, outre la publication dans le *Journal Officiel*, signifiées séparément.

Les décisions obtenues des tribunaux bulgares au sujet de ces procès, seront exécutoires sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, dans les limites prescrites par la Convention relative à l'assistance judiciaire.

Fait à Sofia, le 26 novembre 1923, en double exemplaire, en langues serbe et bulgare.

(L. S.) (Signé) M. M. RAKITCH.

(L. S.) (Signé) Dr. MILETA NOVAKOVITCH.

(L. S.) (Signé) CHR. KALFOFF.

(L. S.) (Signé) Dr. J. FADENHECHT.

Article 29.

In bankruptcy proceedings instituted in the territory of one of the Contracting Parties, the creditors who are nationals of the other Contracting Party shall be treated in exactly the same manner as creditors who are nationals of the country concerned.

When, on bankruptcy proceedings being instituted, there are believed to be creditors in the territory of the other Contracting Party, notice of such proceedings shall be published in the Official Journal of the other State, in accordance with the regulations in force in that State.

F. FINAL PROVISIONS.

Article 30.

The present Convention shall come into force on the day of the exchange of ratifications and shall remain in force until the expiration of one year from the day on which one or the other of the Contracting Parties denounces it.

In faith whereof, the respective plenipotentiaries have set their signatures and affixed their seals hereto.

Done in duplicate, at Sofia, on the 26th day of November, 1923, in the Serbian and Bulgarian languages.

(L. S.) (Signed) M. M. RAKITCH.

(L. S.) (Signed) DR. MILETA NOVAKOVITCH.

(L. S.) (Signed) CHR. KALFOFF.

(L. S.) (Signed) DR. J. FADENHECHT.

ANNEX.

With a view to facilitating the settlement of civil or commercial actions pending in the Bulgarian Courts, the parties to which are former Bulgarian nationals, who, by virtue of the Treaty of Neuilly, have become nationals of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, the Contracting Parties have agreed as follows :

Actions pending in the Bulgarian Courts shall be decided by these Courts ; the parties to the suit will be summoned according to the rules established by the Convention relating to legal assistance.

In the same way summonses to the Courts of Appeal will be served separately, apart from publication in the Official Journal.

The decisions of the Bulgarian Courts in respect of these actions will be executory in the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes within the limits prescribed by the Convention relating to judicial assistance.

Done in duplicate, at Sofia, on the 26th day of November, 1923, in the Serbian and Bulgarian languages.

(L. S.) (Signed) M. M. RAKITCH.

(L. S.) (Signed) DR. MILETA NOVAKOVITCH.

(L. S.) (Signed) CHR. KALFOFF.

(L. S.) (Signed) DR. J. FADENHECHT.

N° 643.

**BULGARIE
ET ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES**

Convention relative à l'extradition
des malfaiteurs et à l'aide judiciaire
en matière criminelle, signée à
Sofia le 26 novembre 1923.

**BULGARIA AND
KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES**

Convention relating to extradition of
malefactors and to legal assistance
in criminal proceedings, signed at
Sofia, November 26, 1923.

TEXTE BULGARE. — BULGARIAN TEXT.

№. 643. — КОНВЕНЦИЯ¹ МЕЖДУ ЦАРСТВО БЪЛГАРИЯ И КРАЛСТВОТО НА СЪРБИТЪ, ХЪРВАТИТЪ И СЛОВЕНЦИТЪ ЗА ПРЕДАВАНЕ НА ПРЕСТЪПНИЦИ И ЗА ПРАВНА ПОМОЩЬ ПО УГЛАВНИ ДЪЛА, ПОДПИСАНА ВЪ СОФИЯ НА 26 НОЕМВРИ 1923.

Textes officiels bulgare et serbe communiqués par le Chargé d'Affaires de Bulgarie à Berne. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 16 juillet 1924.

ЦАРСТВО БЪЛГАРИЯ и КРАЛСТВОТО НА СЪРБИТЪ, ХЪРВАТИТЪ и СЛОВЕНЦИТЪ, желаейки да уредятъ въпроса на взаимното предаване на престъпниците и на правната помощ по углавни дѣла и имайки намѣрението да сключатъ за тая цель една конвенция, назначиха за свои пълномощници :

НЕГОВО ВЕЛИЧЕСТВО ЦАРЯ НА БЪЛГАРИТЪ :

Г. г. Христо КАЛФОВА, Министъръ на Външнитѣ работи и изповѣданията и Йосифъ ФАДЕНХЕХТЪ, докторъ по правото, бившъ министъръ, професоръ въ Софийския университетъ ;

НЕГОВО ВЕЛИЧЕСТВО КРАЛЯ НА СЪРБИТЪ, ХЪРВАТИТЪ и СЛОВЕНЦИТЪ :

Г. г. Миланъ РАКИЧА, пълномощенъ министъръ и извънреденъ пратеникъ и Милета НОВАКОВИЧА, докторъ по правото, редовенъ професоръ въ Бѣлградския университетъ,

които, следъ като сравниха своитѣ пълномощия, намѣрени за редовни, уговориха следното :

А. ПРЕДАВАНЕ НА ПРЕСТЪПНИЦИ

Членъ 1.

Договорящитѣ страни се задължаватъ да си дадатъ възможность да се издирватъ и да се задържатъ, както и взаимно да си предаватъ лицата, които сж обвинени или осждени отъ надлежнитѣ сждебни власти на една отъ дветѣ страни за едно отъ престъпнитѣ деяния означени въ следния членъ, и които се намиратъ на територията на другата страна.

Членъ 2.

Задължението, за което се говори въ предишния членъ се отнася до всички престъпни деяния, освенъ до ония, които сж изброени въ чл. 4,

Ако искането се отнася до осждено лице, то ще бжде предадено ако е осждено на лишение отъ свобода за не по-малко отъ шесть месеци. Ако се иска предаването на лице, което още не е осждено, то ще бжде предадено ако за деянието, за което се иска неговото предаване, наказанието е най-малко лишение отъ свобода за една година.

Горнитѣ минимуми трѣба да сж предвидени отъ закона на оная отъ договорящитѣ страни, която иска предаването.

Деянието трѣба да е наказуемо по законитѣ на дветѣ договорящи страни.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Belgrade, le 8 juillet 1924.

ТЕХТЕ СЕРБЕ. — SERBIAN TEXT.

№. 643. — КОНВЕНЦИЈА¹ ИЗМЕЂУ КРАЉЕВИНЕ БУГАРСКЕ И КРАЉЕВИНЕ СРБА, ХРВАТА И СЛОВЕНАЦА О ИЗДАВАЊУ КРИВАЦА И О ПРАВНОЈ ПОМОЋИ У КРИВИЧНИМ ДЕЛИМА, ПОТПИСАНА У СОФИЈИ 26 НОВЕМБРА 1923.

*Bulgarian and Serbian official texts communicated by the Bulgarian Chargé d'Affaires at Berne
The registration of this Convention took place July 16, 1924.*

КРАЉЕВИНА БУГАРСКА и КРАЉЕВИНА СРБА, ХРВАТА И СЛОВЕНАЦА, желећи да регулишу питање о узајамном издавању криваца и о правној помоћи у кривичним делима и у намери да у ту сврху закључе једну конвенцију, именовале су својим пуномоћницима :

ЊЕГОВО ВЕЛИЧАНСТВО КРАЉ БУГАРА :

Г. г. Христу КАЈФОВА, Министра Спољних Послова и Јосифа ФАДЕНХЕХТА, доктора права, бившег министра правде и професора Софијског универзитета ;

ЊЕГОВО ВЕЛИЧАНСТВО КРАЉ СРБА, ХРВАТА И СЛОВЕНАЦА :

Г. г. Милана РАКИЋА, Пуномоћног Министра и Изванредног Посланика и Милету НОВАКОВИЋА, доктора права и редовног професора Београдског универзитета,

који су, пошто су положили своја пуномоћија за које се установило да су пуноважна, закључили следеће :

А. ИЗДАВАЊЕ КРИВАЦА.

Члан I.

Уговорне стране обавезују се, да ће дати пронаћи и притворити и да ће узајамно предавати лица која су окривљена или осуђена од надлежне судске власти једне од двеју земаља за једно од кривичних дела означених у следећем члану а која се лица налазе на територији друге стране.

Члан II.

Обавеза о којој се говори у претходном члану односи се на сва кривична дела, сем оних која су побројана у члану IV.

Ако се захтев односи на осуђено лице, оно ће бити издато ако је осуђено на казну лишења слободе не мању од шест месеци.

Ако се пак тражи издавање лица које још није осуђено, оно ће бити издато ако је минимум казне лишења слободе једна година за дело за које се његово издавање тражи.

Ови минимуми казне треба да су предвиђени законом оне уговорне стране која тражи издавање.

Дело мора да је кажњиво по законима обе уговорне државе.

¹ The exchange of ratifications took place at Belgrade, July 8, 1924.

Членъ 3.

Не се допуска предаването на свой поданикъ.

Членъ 4.

Не се извършва предаване :

1. За политически престъпления ;
2. За чисто воени престъпления т. е. когато деянието се наказва само по военнитѣ закони ;
3. За престъпления по печата ;
4. За престъпни деяния, които се преследватъ по частна тѣжба и чието преследване може да се прекрати съ спогодба.

Ако отъ една отъ договарящитѣ държави се иска предаването на лице, чуждѣ поданикъ, за престъпни деяния, извършени въ чужбина, тя ще може да откаже предаването на това лице, при условие нейното законодателство да ѝ дава право да го сѣди сама за сѣщото деяние, да има вече противъ него заведено дѣло, завършено съ присѣда или по другъ начинъ и законодателството и да не допуска подновяването на углавното преследване.

Само държавата, отъ която се иска предаването, е властна да прецени, дали деянието, за което се иска предаването, подпада подъ единъ отъ горнитѣ пунктове.

Членъ 5.

Ако лицето, чието предаване се иска, се намира подъ углавно следствие или въ предварителенъ затворъ за нѣкое друго престъпление, извършено въ държавата, въ която се намира, неготово предаване може да се отложи до завършване на започнатото противъ него следствие, а въ случай на осъждане, до края на изтърпяване на наказанието.

Членъ 6.

Предаването не се допуска, ако престъпното деяние или присѣдата сѣ покрити съ давностъ по законитѣ на държавата, която иска предаването.

Членъ 7.

Лицето, чието предаване е решено, ще може да бѣде сѣдено само за деянията, за които е искано неговото предаване и за деяния, извършени преди предаването, ако сѣ въ връзка съ деянието, което е дало поводъ на предаването, освенъ ако горнитѣ деяния сѣ изключени, съгласно чл. 4 отъ настоящата конвенция.

Лицето, което е предадено ще може да се сѣди за всѣко друго деяние, извършено преди деянието, за което е предадено, ако остане въ държавата, на която е предадено, повече отъ единъ месецъ следъ окончателното му освобождение.

Предаденото лице ще може да бѣде сѣдено, по негово желание, и за други деяния, освенъ ония, за които е предадено, при условие да се уведоми държавата, която го е предала.

Членъ 8.

Искането за предаване ще се отправя по дипломатически редъ отъ Министерството на правосѣдието на държавата, която иска предаването, до Министерството на правосѣдието на държавата, отъ която това предаване се иска.

Предаването ще се допуска, възъ основа на присѣда, или на решение за задържане, или на доказателства, събрани презъ време на следствието, за виновността на оногова, чието предаване се иска за едно установено престъпно деяние. Въ актоветѣ, възъ основа на които се иска предаването, както и въ искането за предаване само възъ основа на събрани доказателства, трѣба да бѣде квалифицирано деянието, което се поставя въ тѣжестъ на въпросното лице.

Члан III.

Није допуштено издавање својега држављанина.

Члан IV.

Нема места издавању :

- 1) за политичке кривице ;
- 2) за чисто војничке кривице, то јест кад је дело кажњиво само по војничким законима ;
- 3) за штампарске кривице ;
- 4) за кажњива дела која се казне по тужби приватних лица и по којима поступак може да се прекине на основи једне погодбе.

Ако се од једне од уговорних држава тражи издавање лица које је страни поданик за кажњиво дело извршено у иностранству, она може да одбије захтев за издавање тога лица под условом, да јој њено законодавство даје право, да га сама суди за то дело, да је против њега свршен кривични поступак пресудом или другчије и да њено законодавство не дозвољава обнову казненог поступка за то дело.

Само држава од које се тражи издавање има да оцени, да ли кажњиво дело за које се тражи издавање потпада под једну од горњих тачака.

Члан V.

Ако је лице, чије се издавање тражи, под кривичном истрагом или у притвору за једну другу кривицу почињену у држави у којој се налази, његова предаја може се одложити до завршетка започете истраге према њему, а у случају осуде до свршетка издржавања казне.

Члан VI.

Издавање није дозвољено ако су кажњиво дело или осуда застарели по законима државе која тражи издавање.

Члан VII.

Лице за које је одобрено издавање моћи ће бити суђено само за дело за која је издавање тражено и за дела почињена пре издавања ако су у вези са делом које је дало повода издавању, сем за дела која су изузета према члану IV. овог уговора.

Лице које је издано моћи ће се судити и за свако друго дело почињено пре дела за које је издано, ако остане у држави којој је издано више од месец дана по његовом коначном ослобођењу.

Издано лице моћи ће на свој захтев бити суђено и за друга дела, а не само за она за која је добијено издавање под условом, да се о томе извести држава која је то лице издала.

Члан VIII.

Захтев за издавање има да поднесе дипломатским путем Министарство Правде државе која тражи Министарству Правде државе од које се издавање тражи.

Издавање биће дозвољено на основу једне пресуде, решења о притвору или прибраних доказа у току истраге о виности онога чије се издавање тражи за утврђено кривично дело. У актима на основу којих се тражи екстрадиција, као и у захтеву којим се она тражи само на основу прибраних доказа мора да буде оквалификовано дело које је стављено на терет дотичног лица.

Горепоменатитѣ документи ще бждат изпратени въ завѣренъ преписъ, направенъ по формата предписана отъ законитѣ на държавата, която иска предаването, заедно съ преписъ отъ текста на законитѣ, които сж приложени или които сж приложими и по възможность съ особено описание, съ фотография и съ всѣки другъ признакъ, по който би могла да се установи идентичността на исканитѣ лица.

Искането за предаване и документитѣ ще бждат съставени на официалния езикъ на държавата, която иска предаването.

Членъ 9.

Въ бързи случаи ще може да се допусне временно задържане на едно лице, възъ основа на едно изявление, което може да се даде и телеграфически, и което съобщава, че съществува единъ отъ документитѣ означени въ втората алинея предиущия членъ.

Надлежнитѣ власти и дипломатическитѣ и консулски агенти на държавата, която иска предаването, се упълномощаватъ да правятъ непосредствено подобни изявления предъ Министерството на правосъдието или предъ надлежната властъ на държавата, отъ която предаването се иска.

Лицето, което е временно задържано, ще бжде пуснато на свобода, ако въ срокъ отъ 45 дена отъ деня на неговото задържане не пристигнатъ въ Министерството на правосъдието на държавата, отъ която се иска предаването, искането и потребнитѣ документи.

Членъ 10.

Ако лицето, което се иска отъ една отъ договарящитѣ страни, се иска същевременно и отъ страна на други държави, ще се даде първенство на искането, което се отнася до най-тежкото престъпно деяние, споредъ мнението на държавата, отъ която се иска предаването.

Ако престъпнитѣ деяния биха се считали за еднакво тежки, ще се даде първенство на искането, което има по-ранна дата. Между това, ако една отъ държавитѣ, която иска предаването на лицето, е страна, чийто поданикъ е това лице, ще ѝ се даде първенство, подъ условие, че нейнитѣ закони допускатъ наказанието на престъпленията на въпросното лице, извършени отъ него на територията на чужди държави.

Членъ 11.

Паритѣ и предметитѣ, които сж въ притежание на исканото лице по време на неговото задържане, ще бждатъ взети и предадени на държавата, която иска предаването му. Паритѣ и предметитѣ, на които има законно право задържаното лице, ще бждатъ предадени и ако се намиратъ у трети лица, при условие, че следъ задържането на лицето тия пари и предмети ще попаднатъ въ притежание на властѣта. Предаванетоъ нѣма да се ограничи о предметитѣ, които сж въ връзка съ престъпното деяние, за което се иска предаването, а ще засегне и всичко, което може да служи като доказателство въ углавното дѣло. Предаванетоъ на предметитѣ ще се извърши и ако предаванетоъ на лицето не е било възможно, поради бѣгството или смъртта на престъпника.

Съ горното не се увреждатъ правата на трети лица върху казанитѣ пари и предмети, които ще трѣба да имъ се върнатъ безъ разности, следъ свършване на дѣлото.

Членъ 12.

Разрешението за преминаване презъ територията на договарящитѣ страни на едно лице, което не е поданикъ на страната, презъ която то трѣба да премине ще се даде възъ основа на едно искане, направено по правилата на чл. 8 отъ настоящата конвенция отъ страна на властитѣ на страната, която е искала предаването.

Разрешението за преминаване ще се даде съ нареждане на надлежното Министерство на страната, отъ която се иска това разрешение и то безъ всѣкакви сѣдебни формалности, ако не се касае до едно отъ престъпнитѣ деяния, поменати въ чл. 4 и ако това не е противно на важни съображения на общественения редъ.

Превозванетоъ на задържания ще се извършва по най-бързъ начинъ, подъ надзора на агенти на държавата, отъ която се иска да разреши преминаването.

Задържания не ще може да влезе въ територията на държавата, отъ която се иска преминаването, преди да се получи разрешението за това преминаване.

Горе наведене исправе биће послате у овереном препису у форми прописаној законима државе која тражи издавање, уз препис текста закона који су примењени или који су применљиви и по могућности са особитим описом, фотографијом и са сваком другом ознаком којом се може утврдити идентитет тражених лица.

Захтев за издавање и исправе биће састављене на званичном језику државе која тражи.

Члан IX.

У хитном случају моћи ће се дозволити привремени притвор на основу изјаве, која може да се да и телеграфским путем, да постоји једна од исправа назначених у другом (II.) ставу предњег члана.

Надлежне власти и дипломатски и консуларни агенти државе која тражи издавање овлашћују се да даду непосредно ову изјаву Министарству Правде или надлежној власти државе од које се тражи издавање.

Лице које је стављено привремено у притвор пустиће се на слободу, ако у року од четрдесет пет дана од дана његовог стављања у притвор не стигну Министарству Правде државе од које се тражи издавање писмени захтев и потребне исправе.

Члан X.

Ако је лице које се тражи од једне од уговорних страна тражено истовремено и од стране других држава, даће се првенство захтеву који се односи на најтеже кривично дело, по мишљењу државе од које се издавање тражи.

Кад би се кривична дела сматрала једнако тешким даће се првенство захтеву ранијег датума. Међутим ако је једна од држава које траже издавање лица, земља чији је оно држављанин, даће јој се првенство под условом, да њени закони дозвољавају кажњавање почињених кривица дотичног лица и на територији страних држава.

Члан XI.

Новац и предмети који су у поседу траженог лица у часу његовог стављања у притвор биће одузети и предати држави која тражи издавање. Новац и предмети на које у притвор стављено лице има законско право биће предати, и ако се налазе код трећих лица, ако иза стављања у притвор дођу у руке власти. Предаја се неће ограничити на предмете који потичу из кривичног дела за које је тражено издавање, већ ће обузети и све оно што може да служи као доказ за кривично дело, и вршиће се предаја и ако издавање није било могуће услед бегства или смрти злочинца.

Неповредима су права трећих лица на одузете ствари и новац, што ће им морати бити повраћени без трошкова по свршетку казненог поступка.

Члан XII.

Дозвола за пролаз преко територије уговорних страна за лице које не припада земљи кроз коју оно мора да прође, даће се на захтев, саопштен по пропису члана VIII, ове конвенције, од стране власти земље која је тражила издавање.

Дозвола за пролаз даће се наређењем надлежног Министарства земље од које се тражи та дозвола без ма какве судске формалности ако се не ради о којем од кривичних дела наведених у члану IV и ако се не противе важни разлози јавног поретка.

Транспорт притвореника извршиће се најбржим начином под надзором агената државе од које се тражи пролаз.

Притвореник не може да уђе у територију државе од које се пролаз тражи пре него што се за тај пролаз добије дозвола.

Членъ 13.

Разносикътъ причинени отъ искането за предаване на територията на държавата, отъ която се иска предаването, оставатъ въ тяжесть на тая държава. Разносикътъ за преминаването ще понеса държавата, която иска предаването.

Б. ПРАВНА ПОМОЩЬ ПО УГЛАВНИ ДЪЛА.

Членъ 14.

Договарящитъ държави ще си оказватъ, по взаимно поискване, правна помощ по углавни дѣла. За тая цель тѣ ще си доставятъ книжа, ще си изпращатъ документи и предмети, които се отнасятъ до углавното преследване и които, при поискване, ще се повръщатъ следъ употребяването имъ, ще изслушватъ свидетели и вещи лица, ще извършватъ лични претърсвания и всички други потрѣбни сѣдебни действия.

Искането ще се препраща по дипломатически редъ и ще се състави по законитѣ на държавата, която иска и на нейния официаленъ езикъ.

Разносикътъ, които произтичатъ отъ подобно искане ще понеса държавата, въ чиято територия тѣ сж били извършени. Държавата, която иска, ще заплати само разносикътъ за заключенията на вещи лица.

Обаче, осждителнитѣ присѣди, както и призовикътъ за разпитъ на едно лице като обвиняемъ, които се издаватъ отъ сѣдилищата на една отъ странитѣ противъ поданицитѣ на другата страна нѣма да бждатъ вржвани.

Сѣщо така поданика на една страна не ще може, по молбата на другата, да се разпита като обвиняемъ.

Членъ 15.

Ако по едно углавно дѣло е нужно да се явятъ лично предъ сѣда единъ свидетель или едно вещо лице, които се намиратъ на територията на другата договаряща държава, сѣдебната призовка ще бжде препратена на държавата, отъ която се иска това призоваване и тя ще вржи тая призовка.

Разносикътъ за подобно явяване предъ сѣда ще понесе държавата, която го иска.

При поискване ще бждатъ означавани размѣра на лжнитѣ разноси и на денгубитѣ, които ще бждатъ платени, както и размѣритѣ на аванса, който ще може да се даде отъ държавата, отъ която се иска явяването на свидетеля или на вещото лице, за смѣтка на държавата, която иска явяването имъ.

Свидетеля или вещото лице, който е съгласенъ да се яви предъ сѣда на държавата, която иска това, не ще може, чийто поданикъ и да е, да бжде преследванъ углавно за нѣкое извършено по-рано деяние, нито да бжде затворенъ възъ основа една издадена по-рано присѣда, преди да е изтекълъ единъ срокъ отъ 30 дена, следъ като се е свършила нуждата отъ неговото присѣствие на територията на държавата, която го е призовала.

Ако едно лице, чието явяване предъ сѣда се изисква, изтърпява една присѣда въ другата държава, неговото временно предаване ще може да се иска подъ условие, че то ще бжде повърнато колкото може по-скоро ; но и въ тоя случай се изисква неговото съгласие, ако не е поданикъ на държавата, която го иска.

Членъ 16.

Ако поданика на една отъ договарящитѣ държави е осжденъ на наказание лишение отъ свобода на територията на другата държава, тая последнята, по лжтя предписанъ отъ настоящата конвенция, ще достави на сѣдебната власть на държавата, чийто поданикъ е осжденото лице, едно извлечение отъ присѣдитѣ, влезли въ законна сила, или преписъ отъ свидетелството за сѣдимостъ.

Надлежнитѣ власти на договарящитѣ държави ще даватъ, по поискване на властитѣ на другата държава, извлечения отъ регистритѣ на своитѣ бюра за сѣдимостъ за всѣки отдѣленъ случай.

Членъ 17.

При поискване, Министерството на правосѣдието на всѣка отъ договарящитѣ държави ще набави сѣдебнитѣ власти на другата договаряща държава текста на законитѣ, които важатъ на нейна територия.

Члан XIII.

Трошкови које проузрокује захтев за издавање на територији државе од које се тражи, падају на терет ове. Трошкове пролаза сноси држава која тражи издавање.

Б. ПРАВНА ПОМОЋ У КРИВИЧНИМ ДЕЛИМА.

Члан XIV.

У казним стварима указиваће уговорне стране на узајамни захтев правну помоћ.

Оне ће нарочито достављати писмена, слати — с тим да јој се на захтев поврате после употребе — исправе и предмете који се односе на казни поступак, вршити саслушавање сведока и вештака, личне претресе и све друге потребне судске извиђаје.

Захтев ће се упутити дипломатским путем и биће састављен по законима државе која тражи и на њеном званичном језику.

Трошкове које проузрокује такав захтев сноси страна на чијој су области они постали. Држава која тражи накнадиће само трошкове за мишљење вештака.

Међутим осудне пресуде као и позиви ради саслушавања једнога лица као окривљенога, које издају судови једне стране против држављана друге стране, неће се достављати овима.

Такође неће се моћи држављанин једне стране по молби друге саслушати као кривац.

Члан XV.

Ако је у једној казненој ствари потребно да лично суду предстане сведок или вештак који се налази на територији друге уговорне стране, судски ће позив бити достављен држави од које се то тражи и она ће му тај позив предати.

Трошкове за такав долазак у суд има да сноси држава која то тражи.

У захтеву треба назначити износ који ће бити плаћен у име путних трошкова и дангубе као и висину аконтације коју држава од које се тражи може да даде сведоку или вештаку уз накнаду са стране државе која тражи.

Сведок или вештак, који је вољан доћи у суд државе која то тражи, не може се, ма чији држављанин он био, ни кривично оптужити за раније почињено дело, нити притворити ради извршења раније изречене пресуде, за време од тридесет дана после престале потребе његовог присуства на територији државе која га је тражила.

Ако је лице чије се присуство у суду тражи у другој држави на издржавању осуде, може се тражити привремена предаја под условом да се оно што пре могуће поврати, али је и у овом случају потребан његов пристајак ако није поданик државе која га тражи.

Члан XVI.

Ако је поданик једне од уговорних страна осуђен на казну лишења слободе на територији друге уговорне државе, ова ће, овом конвенцијом прописаним путем доставити судској власти државе чији је поданик осуђено лице, извод извршних пресуда или препис казних листова.

Надлежне власти уговорних страна, даваће властима друге стране на захтев обавештења из казног регистра о поједином случају.

Члан XVII.

Министарство Правде сваке од уговорних страна, прибавиће на захтев судске власти друге уговорне стране, текст закона који важе на њеној територији.

Членъ 18.

Официалнитѣ документи, които сж съставени на територията на една отъ договарящитѣ държави отъ надлежнитѣ власти и на които е поставенъ официаленъ печатъ, се считатъ, що се отнася до тѣхната автентичность, за важещи напълно и на територията на другата страна, подобно на документитѣ, съставени на нейна територия, безъ да има нужда да бждатъ завѣрени отъ дипломатически или консулски власти.

Членъ 19.

Не се изисква завѣрка отъ дипломатически или консулски власти за частнитѣ документи, съставени на една отъ териториитѣ на дветѣ договарящи държави, ако сж завѣрени отъ надлежнитѣ власти или отъ нотариуса.

В. ОКОНЧАТЕЛНИ ПОСТАНОВЛЕНИЯ.

Членъ 20.

Настоящата конвенция встѣпва въ сила въ деня на разменяване на ратификациитѣ и ще остане въ сила за една година отъ датата на отказа на една отъ договарящитѣ страни.

Въ удостоверение на горното пълномощницитѣ подписаха и скрепиха съ печатитѣ си настоящата конвенция, съставена въ два оригинални екземпляра на български и сръбски и сключена въ София на 26 Ноември 1923 год.

(м. п.) Хр. КАЛФОВЪ с. р.

(м. п.) Д-ръ И. ФАДЕНХЕХТЪ с. р.

Члан XVIII.

Јавне исправе које су састављане на територији једне од уговорних страна од надлежне власти, а на којима је утиснут званични печат. сматрају се исто тако пуноважним на територији друге државе, у колико се тиче аутентичности, као и исправе састављене на њеној територији, тако да није потребна овера дипломатских или консуларних власти.

Члан XIX.

Не тражи се овера дипломатских или консуларних власти за приватна акта састављена на територији једне од двеју уговорних страна, ако су оверена од надлежне власти или јавног бележник.

В. ЗАВРШНЕ ОДРЕДБЕ.

Члан XX.

Ова конвенција ступа на снагу на дан измене ратификација и остаће у снази још за једну годину дана од дана отказа са стране једне од уговорних страна.

У потврду овога пуномоћници потписали су ову конвенцију и ставили своје печате. Закључено у Софији и састављено у два равногласна примерка на српском и бугарском језику. 26-ог Новембра 1923 год.

(м. п.) М. М. РАКИЧ с. р.

(м. п.) Д-р Милета НОВАКОВИЧ с. р.

¹ TRADUCTION.

No. 643. — CONVENTION ENTRE LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES ET LE ROYAUME DE BULGARIE, RELATIVE A L'EXTRADITION DES MALFAITEURS ET A L'AIDE JUDICIAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE, SIGNÉE A SOFIA LE 26 NOVEMBRE 1923.

LE ROYAUME DE BULGARIE et LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES désirant régler la question de l'extradition réciproque des malfaiteurs et de l'aide judiciaire en matière criminelle, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé dans ce but pour leurs Plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

M. Christo KALFOFF, Ministre des Affaires étrangères, et

M. Joseph FADENHECHT, docteur en droit, ancien Ministre de la Justice et professeur à l'Université de Sofia ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. Milan RAKITCH, Ministre plénipotentiaire et Envoyé extraordinaire, et

M. Miléta NOVAKOVITCH, docteur en droit et professeur titulaire à l'Université de Belgrade.

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des articles suivants :

A. EXTRADITION DES MALFAITEURS.

Article 1.

Les Parties contractantes s'engagent à rechercher, à arrêter et à se livrer réciproquement les individus poursuivis ou condamnés par les autorités judiciaires de l'une des Parties contractantes pour un des actes punissables mentionnés à l'article 2 ci-après, et qui se trouveront sur le territoire de l'autre Partie.

Article 2.

L'engagement dont il est question à l'article précédent concerne tous les actes punissables, à l'exception de ceux énumérés à l'article 4.

Dans le cas où la demande d'extradition concerne une personne condamnée, celle-ci sera extradée si elle est condamnée à une peine d'emprisonnement de six mois au minimum.

Dans le cas où la demande d'extradition concernerait une personne qui n'a pas encore été condamnée, cette dernière sera extradée, si l'acte punissable pour lequel elle est poursuivie entraîne une peine d'emprisonnement d'un an au minimum.

Ces minima de peine devront être prévus par les lois de la Partie contractante qui demande l'extradition.

L'acte devra être punissable d'après les lois des deux Parties contractantes.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 643. — CONVENTION CONCLUDED BETWEEN THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES AND THE KINGDOM OF BULGARIA, RELATING TO EXTRADITION OF MALEFACTORS AND TO LEGAL ASSISTANCE IN CRIMINAL PROCEEDINGS, SIGNED AT SOFIA, NOVEMBER 26, 1923.

THE KINGDOM OF BULGARIA and THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, desirous of regulating the question of the reciprocal extradition of malefactors and of legal assistance in criminal proceedings, have resolved to conclude a Convention to that effect, and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

M. Christo KALFOFF, Minister of Foreign Affairs ; and
M. Joseph FADENHECHT, Doctor of Laws, former Minister of Justice and Professor at the University of Sofia ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

M. Milan RAKITCH, Minister Plenipotentiary and Envoy Extraordinary ; and
M. Mileta NOVAKOVITCH, Doctor of Laws and Professor at the University of Belgrade ;

who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

A. EXTRADITION OF MALEFACTORS.

Article 1.

Each of the Contracting Parties undertakes to search for, apprehend and deliver to the other Contracting Party any persons prosecuted or sentenced by the local authorities of one of the Contracting Parties for any of the punishable offences mentioned in Article 2 below who may be in the territory of the other Party.

Article 2.

^{*} The undertaking referred to in the previous article shall cover all punishable offences with the exception of those specified in Article 4.

If the application for extradition relates to a convicted person, such person shall be extradited provided he has been sentenced to a minimum term of six months' imprisonment. If the application for extradition relates to a person who has not yet been convicted, such person shall be extradited if the punishable offence of which he is accused involves a minimum term of one year's imprisonment.

These minimum sentences must be provided for in the laws of the Contracting Party applying for the extradition.

The offence must be punishable under the legislation of both Contracting Parties.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 3.

L'extradition ne sera pas accordée, lorsqu'il s'agira d'un ressortissant du pays requis.

Article 4.

L'extradition ne sera pas accordée :

1. pour des délits politiques ;
2. pour des délits purement militaires, c'est-à-dire pour des délits qui ne sont punissables que d'après les lois militaires ;
3. pour des délits de presse ;
4. pour des infractions qui ne peuvent être poursuivies que sur la plainte de la partie lésée et pour lesquelles un arrangement met l'inculpé hors de cause.

Si une des Parties contractantes demande l'extradition d'un ressortissant étranger pour un acte punissable commis à l'étranger, la partie requise pourra refuser l'extradition pourvu que ses lois l'autorisent à juger la personne, que celle-ci ait été condamnée ou poursuivie et mise hors de cause et qu'il n'y ait pas lieu, d'après les lois de l'Etat requis, de reprendre la procédure criminelle.

Il appartiendra à l'Etat requis de statuer si l'acte du chef duquel l'extradition est demandée, présente le caractère d'un délit prévu au présent article.

Article 5.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans l'Etat requis pour quelque autre infraction que celle qui a motivé la demande d'extradition, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient terminées, et, en cas de condamnation, jusqu'à ce qu'il ait subi la peine.

Article 6.

L'extradition n'aura pas lieu si, d'après les lois de l'Etat requérant, la prescription de la poursuite ou de la peine est acquise.

Article 7.

La personne extradée ne pourra être jugée que pour l'infraction qui a motivé la demande d'extradition et pour les actes punissables antérieurs à l'extradition et connexes de l'infraction qui a motivé la demande d'extradition, sauf les délits énumérés à l'article 4 de la présente Convention.

La personne extradée pourra cependant être jugée pour un acte punissable dont elle s'est rendue coupable avant d'avoir commis l'infraction qui a motivé la demande d'extradition, si elle reste un mois après sa libération finale sur les territoires de l'Etat auquel l'extradition a été accordée.

La personne extradée pourra, sur sa demande, être jugée pour des actes punissables autres que ceux qui ont motivé la demande d'extradition, à condition que communication en soit faite à l'Etat qui a accordé l'extradition.

Article 3.

Extradition shall not be granted in respect of a national of the country to which application is made.

Article 4.

Extradition shall not be granted :

1. For political offences ;
2. For purely military offences, *i.e.*, for offences only punishable under military law ;
3. For offences committed in the Press ;
4. For offences in respect of which proceedings can only be taken at the instance of the injured party and in respect of which an arrangement releases the prisoner from the charge.

When one of the Contracting Parties applies for the extradition of a foreign national for a punishable offence committed abroad, the Party to which application is made may refuse to grant extradition if its own laws allow it to try the party and if the said party has been convicted or prosecuted and released and there are no grounds, according to the laws of the State to which application is made, for resuming criminal proceedings.

The State to which application is made shall decide whether the offence in respect of which extradition has been applied for is one of the offences covered by the present article.

Article 5.

If the person wanted is prosecuted or sentenced in the State to which application is made for any other offence in addition to that which gave rise to the application for extradition, the extradition of such person may be postponed until the proceedings are concluded, and, in the event of his conviction, until he has served his sentence.

Article 6.

Extradition shall not be carried out if under the laws of the State making application the period of prescription in respect of the proceedings or the sentence has expired.

Article 7.

The person extradited shall be tried only for the offence which gave rise to the application for extradition and for any punishable offences committed prior to the extradition and connected with the offence which gave rise to the application for extradition, except the offences specified in Article 4 of the present Convention.

The person extradited may, however, be tried for a punishable offence committed prior to the offence which gave rise to the application for extradition, if for one month after his final release he remains in the territory of the State to which extradition was granted.

The person extradited may, at his own request, be tried for punishable offences other than those giving rise to the application for extradition, provided that notification of such trial is given to the State granting the extradition.

Article 8.

La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique, le Ministère de la Justice de l'Etat requérant s'adressant au Ministère de la Justice de l'Etat auquel l'extradition est demandée.

L'extradition sera accordée sur la production soit du jugement, soit d'un mandat d'arrêt ou des preuves établies par l'instruction en ce qui concerne la culpabilité de la personne dont l'extradition est demandée. Les actes sur lesquels la demande d'extradition est fondée, ou la demande d'extradition motivée par des preuves établies par l'instruction, indiqueront la nature du fait incriminé.

L'Etat requérant devra transmettre une copie légalisée des pièces, suivant la procédure prescrite par ses lois ; ces copies seront accompagnées du texte de la loi pénale appliquée ou applicable à l'infraction dont il s'agit et, autant que possible, du signalement et d'une photographie de la personne réclamée, ou d'autres indications pouvant servir à établir son identité.

La demande d'extradition et les pièces jointes seront rédigées dans la langue officielle de l'Etat requérant.

Article 9.

En cas d'urgence, l'arrestation provisoire aura lieu sur tout avis, qui pourra être transmis par le télégraphe, de l'existence d'une pièce mentionnée au deuxième alinéa de l'article précédent.

Les autorités compétentes, les agents diplomatiques et les fonctionnaires consulaires de l'Etat qui demande l'extradition seront autorisés à communiquer l'avis en question au Ministère de la Justice ou à l'autorité compétente de l'Etat auquel l'extradition est demandée.

Une personne provisoirement arrêtée sera mise en liberté si, dans le délai de 45 jours à partir de la date de l'arrestation, le Ministère de la Justice de l'Etat requis n'a pas reçu par écrit communication de la demande d'extradition et des pièces nécessaires.

Article 10.

Si la personne dont l'extradition est demandée par l'une des Parties contractantes est réclamée également par un ou plusieurs autres Gouvernements, la demande d'extradition motivée, suivant l'appréciation de l'Etat requis, par l'infraction la plus grave, aura la préférence sur les autres.

En cas de gravité égale, la demande parvenue la première sera prise en considération. Si l'individu réclamé est ressortissant d'un Etat qui demande son extradition, il sera livré à son Gouvernement à la condition que les lois de cet Etat permettent la punition des infractions commises par l'individu en question sur les territoires des Etats étrangers.

Article 11.

L'argent et les objets dans la possession desquels l'inculpé se trouve au moment de son arrestation, seront saisis et remis à l'Etat qui demande l'extradition. L'argent et les objets appartenant de droit à la personne arrêtée seront remis, même dans les cas où ils se trouveraient en possession de tiers, s'ils tombent, par suite de l'arrestation de la personne, entre les mains des autorités. La remise ne comprendra pas seulement les objets dans la possession desquels l'inculpé se trouve par suite de l'acte punissable, qui a motivé la demande d'extradition, mais aussi toute autre pièce à conviction, même dans le cas où l'extradition ne pourrait être effectuée par suite de la mort ou de la fuite du coupable.

Article 8.

The application for extradition shall always be made through the diplomatic channel : the Ministry of Justice of the State making application shall communicate with the Ministry of Justice of the State in which extradition is applied for.

Extradition shall be granted either on production of the judgment given or on production of a warrant for arrest or on the establishment by the examining magistrate of evidence of the guilt of the person whose extradition is applied for. The legal documents on which the application for extradition is based, or the application for extradition supported by evidence established by the examining magistrate, shall state the nature of the offence committed.

The State making application shall forward legalised copies of the documents in accordance with the procedure laid down by its own legislation ; these copies shall be accompanied by the text of the penal law applied or applicable to the offence in question, and, where possible, by a description and photograph of the person wanted, or other particulars which may help to establish his identity.

The application for extradition and the legal documents attached will be drawn up in the official language of the State making application.

Article 9.

In urgent cases provisional arrest may be effected immediately on notification of the existence of any of the legal documents specified in the second paragraph of the preceding article ; such notification may be transmitted telegraphically.

The competent authorities, diplomatic agents and consular officials of the State applying for extradition shall be authorised to communicate the notification in question to the Ministry of Justice or the competent authority of the State in which extradition is applied for.

A person who is provisionally arrested shall be released if the Ministry of Justice of the State to which application is made has not received written communication of the application for extradition and the requisite legal documents within 45 days from the date of his arrest.

Article 10.

If the person whose extradition is applied for by one of the Contracting Parties is also wanted by one or more other Governments, precedence shall be given to the application for extradition arising from what in the opinion of the State to which application is made is the most serious offence.

When two or more charges are equally serious, the first application received shall be taken into consideration. If the person wanted is a national of one of the States applying for his extradition, he shall be handed over to his Government provided that the offences committed by him in the territory of other States are punishable by the laws of his own State.

Article 11.

Money and effects of which the accused is in possession at the time of his arrest shall be seized and handed over to the State applying for his extradition. Money and effects which are the lawful property of the person arrested shall be handed over even if they are at the time in the possession of third parties, should they fall into the hands of the authorities as a result of the arrest. In addition to the effects which the accused has in his possession as the result of the punishable offence which gave rise to the application for extradition, any other incriminating evidence shall also be handed over even if extradition becomes impossible by reason of the death or escape of the accused.

Sont réservés toutefois les droits que des tiers auraient acquis sur les objets et l'argent saisis, lesquels devront être rendus aux ayants droit sans frais après la conclusion du procès.

Article 12.

L'autorisation de passage à travers les territoires des Parties contractantes d'une personne qui n'est pas ressortissante de l'Etat dont elle traverse les territoires, sera donnée sur une demande formulée, conformément à l'article 8 de la présente Convention, par les autorités de l'Etat qui a demandé l'extradition.

L'autorisation de passage sera donnée par un ordre délivré par le Ministère compétent de l'Etat requis sans aucune formalité judiciaire, s'il ne s'agit pas d'un délit prévu à l'article 4 et si des raisons sérieuses d'ordre public ne s'opposent pas à l'octroi d'une telle permission.

Le transport du prévenu s'effectuera par les moyens les plus rapides et sous la surveillance d'un fonctionnaire de l'Etat auquel la permission de passage est demandée.

Le prévenu ne pourra pénétrer sur le territoire de l'Etat requis avant que la permission de passage n'ait été obtenue.

Article 13.

L'Etat requis supportera les frais occasionnés sur son territoire par une demande d'extradition. Les frais de passage seront à la charge de l'Etat qui demande l'extradition.

B. AIDE JUDICIAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE.

Article 14.

Les Parties contractantes s'engagent à se prêter réciproquement aide judiciaire en matière criminelle.

Les Parties contractantes s'engagent notamment à faire signifier réciproquement les actes à expédier — sous la réserve éventuelle d'une restitution ultérieure — les documents et les objets concernant la procédure pénale, à entendre les témoins et les experts, à procéder à des interrogatoires et à tous autres actes judiciaires jugés nécessaires.

La demande en sera transmise par la voie diplomatique. Elle sera établie d'après les lois de l'Etat requérant et rédigée dans la langue officielle de ce dernier.

Les frais de la demande seront supportés par l'Etat sur le territoire duquel ils ont été occasionnés. L'Etat requérant ne remboursera que les indemnités accordées aux experts.

Les jugements de condamnation rendus par les tribunaux de l'une des Parties contractantes contre des ressortissants de l'autre Partie, et les mandats de comparution en qualité d'inculpé adressés par les tribunaux de l'une des Parties contractantes aux ressortissants de l'autre, ne seront, toutefois, pas signifiés à ces derniers.

De même, un ressortissant de l'une des Parties contractantes ne pourra, sur la demande de l'autre Partie, être interrogé comme inculpé.

Article 15.

Si dans une cause pénale la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert, se trouvant sur les territoires de l'autre Partie contractante est jugée nécessaire, la citation sera envoyée à l'Etat requis, qui la transmettra à son adresse.

Nevertheless, the rights of third parties over effects and money seized shall be excepted from this provision, and such effects and money shall be returned to the lawful owners free of cost after the conclusion of the trial.

Article 12.

A permit to convey across the territory of the Contracting Parties a person who is not a national of the State whose territory he is crossing shall be granted, on application being made, in accordance with Article 8 of the present Convention, by the authorities of the State applying for extradition.

A permit shall be granted without any legal formality by an order issued by the competent Ministry of the State to which application is made, provided the offence in question is not one covered by Article 4, and provided no serious considerations of public order form an obstacle to the grant of such permit.

The person arrested shall be conveyed as speedily as possible under the supervision of an official of the State to which application for the permit is made.

The person arrested shall not enter the territory of the State to which application is made until the said permit has been obtained.

Article 13.

The State to which application is made shall bear the expenses occasioned in its territory by an application for extradition. The transit expenses of the arrested party shall be charged to the State applying for extradition.

B. LEGAL ASSISTANCE IN CRIMINAL PROCEEDINGS.

Article 14.

The Contracting Parties undertake to render each other legal assistance in criminal proceedings.

The Contracting Parties especially undertake to notify each other as to the legal copies to be made — subject to their ultimate return if required — and as to documents and exhibits connected with the legal proceedings, to take the evidence of witnesses and experts and to conduct cross-examinations and all such other legal proceedings as may be deemed necessary.

Applications for these proceedings shall be transmitted through the diplomatic channels. They shall be drawn up in accordance with the laws of the State making application and in the official language of that State.

The costs of such an application shall be borne by the State in whose territory they have arisen. The State making application shall only refund any remuneration allowed to experts.

The sentences passed by the courts of one of the Contracting Parties on nationals of the other Party, and warrants served by the courts of one Contracting Party on nationals of the other Party, shall not, however, be notified to the latter.

In the same way, a national of one of the Contracting Parties shall not at the request of the other Party be cross-examined as a prisoner.

Article 15.

If it is considered necessary in a criminal case to summon a witness or expert who is in the territory of the other Contracting Party, the subpoena shall be sent to the State to which application is made, and this State shall forward it to its destination.

Les frais d'une telle comparution seront supportés par l'Etat requérant.

La citation indiquera la somme qui sera allouée à titre de frais de route et de séjour, ainsi que le montant de l'avance que l'Etat requis pourra, sauf remboursement par l'Etat requérant, faire au témoin ou à l'expert.

Aucun témoin ou expert, quelle que soit sa nationalité, qui comparaitra volontairement devant les juges de l'Etat requérant, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, pendant une période de trente jours, à partir du jour où sa présence sur les territoires de l'Etat requérant n'est plus requise.

Si la personne dont la comparution devant les juges est demandée, purge une peine de détention dans l'Etat requis, son extradition temporaire pourra être demandée sous l'obligation de renvoyer l'extradé aussitôt que possible. Son consentement est nécessaire, si elle n'est pas ressortissante de l'Etat requérant.

Article 16.

Si un ressortissant de l'une des Parties contractantes est condamné à une peine d'emprisonnement sur les territoires de l'autre Partie, cette dernière enverra, par la voie prescrite par la présente Convention, un extrait du jugement devenu définitif ou une copie des actes judiciaires à l'autorité judiciaire de l'Etat dont le condamné est ressortissant.

Les autorités compétentes des deux Parties contractantes se communiqueront, sur demande, des extraits du casier judiciaire concernant des cas individuels.

Article 17.

Le Ministère de la Justice d'une des Parties contractantes communiquera, sur demande, aux autorités de l'autre le texte des lois en vigueur sur son territoire.

Article 18.

Les pièces délivrées par les autorités compétentes sur le territoire de l'une des Parties contractantes et revêtues du sceau officiel, seront assimilées, en ce qui concerne leur validité, sur le territoire de l'autre Partie, aux pièces délivrées sur le territoire de cette dernière, de sorte qu'elles seront exemptes de la légalisation par les autorités diplomatiques ou consulaires.

Article 19.

Les pièces privées établies sur le territoire de l'une des deux Parties contractantes et légalisées par les autorités compétentes ou par un notaire sont exemptes de la légalisation par les autorités diplomatiques ou consulaires.

C. DISPOSITIONS FINALES.

Article 20.

La présente Convention entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an, à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les Plénipotentiaires y ont apposé leurs signatures et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à Sofia en double exemplaire, en langues serbe et bulgare, le 26 novembre 1923.

(L. S.) (Signé) M. M. RAKITCH.
 (L. S.) (Signé) D^r MILETA NOVAKOVITCH.
 (L. S.) (Signé) CHR. KALFOFF.
 (L. S.) (Signé) D^r J. FADENHECHT.

The costs of such a summons shall be borne by the State making application.

The subpoena shall show the amount allowed for travelling expenses and subsistence, together with the amount of the advance that the State to which application is made may make to the witness or expert subject to repayment by the State making application.

No witness or expert of any nationality whatsoever who appears of his own free will before a court of the State making application can be prosecuted in that court or detained for former criminal offences or convictions during a period of 30 days from the day on which his presence in the territory of the State making application is no longer required.

If a person who is summoned to appear before the Court is undergoing a term of detention in the State to which application is made, his temporary extradition may be applied for, on condition that he shall be sent back as soon as possible. His consent is required if he is not a national of the State making application.

Article 16.

If a national of one of the Contracting Parties is sentenced to a term of imprisonment in the territory of the other Party, the latter shall send, through the channels prescribed by the present Convention, an abstract of the final judgment passed or a copy of the legal documents in connection with the case to the judicial authority of the State of which the prisoner is a national.

The competent authorities of the two Contracting Parties shall, if requested to do so, communicate to each other the police dossiers in connection with individual cases.

Article 17.

The Ministry of Justice of one of the Contracting Parties shall, if requested to do so, communicate to the authorities of the other Contracting Party the text of the laws in force in its territory.

Article 18.

Legal documents issued by the competent authorities in the territory of one of the Contracting Parties and bearing the official seal shall, as regards validity, be treated in the territory of the other Party in the same way as documents issued in the territory of the latter, and consequently shall not require legalisation by the diplomatic or consular authorities.

Article 19.

Private documents drawn up in the territory of one of the two Contracting Parties and legalised by the competent authority or by a notary shall not require legalisation by the diplomatic or consular authorities.

C. FINAL PROVISIONS.

Article 20.

The present Convention shall come into force on the day of the exchange of ratifications and shall remain binding for a period of one year from the day on which either Contracting Party shall have denounced it.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have affixed their signatures and set their seals thereto.

Done in duplicate, in the Serbian and Bulgarian languages, at Sofia, on November 26, 1923.

(L. S.) (Signed) M. M. RAKITCH.
 (L. S.) (Signed) Dr. MILETA NOVAKOVITCH.
 (L. S.) (Signed) CHR. KALFOFF.
 (L. S.) (Signed) Dr J. FADENHECHT.

N° 644.

**BULGARIE
ET ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES**

Convention concernant les soins médicaux et l'hospitalisation gratuits accordés aux ressortissants indigents, signée à Sofia le 26 novembre 1923.

**BULGARIA AND
KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES**

Convention concerning Free Medical Attendance and Treatment in Hospital granted to necessitous nationals of both countries, signed at Sofia, November 26, 1923.

TEXTE BULGARE. — BULGARIAN TEXT.

№. 644. — КОНВЕНЦИЯ¹ МЕЖДУ ЦАРСТВО БЪЛГАРИЯ И КРАЛСТВОТО НА СЪРБИТЪ, ХЪРВАТИТЪ И СЛОВЕНЦИТЪ ЗА БЕЗПЛАТНА МЕДИЦИНСКА ПОМОЩЪ И БОЛНИЧНИ ГРИЖИ НА БЕДНИ ПОДАНИЦИ, ПОДПИСАНА ВЪ СОФИЯ НА 26 НОЕМБРИ 1923.

Textes officiels bulgare et serbe, communiqués par le Chargé d'Affaires de Bulgarie à Berne. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 16 juillet 1924.

ЦАРСТВО БЪЛГАРИЯ и КРАЛСТВОТО НА СЪРБИТЪ, ХЪРВАТИТЪ и СЛОВЕНЦИТЪ, въ желанието си да уредятъ въпроса за взаимната медицинска помощъ и болнични грижи, и въ намѣрението си да сключатъ за тая цель една конвенция, назначиха за свои пълномощници :

НЕГОВО ВЕЛИЧЕСТВО ЦАРЯ НА БЪЛГАРИТЪ :

Г. г. Христо КАЛФОВА, Министъръ на Външнитѣ работи и изповѣданията и Иосифъ ФАДЕНХЕХТЪ, докторъ по правото, бившъ министъръ, професоръ въ Софийския университетъ ;

НЕГОВО ВЕЛИЧЕСТВО КРАЛЯ НА СЪРБИТЪ, ХЪРВАТИТЪ и СЛОВЕНЦИТЪ :

Г. г. Миланъ РАКИЧА, пълномощенъ министъръ и извънреденъ пратеникъ и Милета НОВАКОВИЧА, докторъ по правото, редовенъ професоръ въ Бѣлградския университетъ,

коиго, следъ като сравниха своитѣ пълномощия, намѣрени за редовни, уговориха следното :

Членъ 1.

Договарящитѣ страни се задължаватъ да оказватъ на своя територия на беднитѣ поданици на другата договаряща страна, заболѣли отъ тѣлесни и душевни болести, сжщата медицинска помощъ и болнична грижа, която оказватъ на своитѣ поданици, съгласно вътрешното имъ законодателство. Тая медицинска помощъ и болнична грижа се оказва до като лицето се излекува или рапатрира.

Членъ 2.

Ако болния почине и въ това време не сжществува възможность той да бжде погребанъ на негови разноски, погребението ще се извърши на разноска на оная договаряща страна, на чиято територия той е починалъ.

Членъ 3.

Договарящитѣ страни не ще дирятъ да имъ се върнатъ разноска за медицинска помощъ и болнични грижи, оказани взаимно на поданицитѣ имъ, освенъ въ случаитѣ, посочени въ чл. 4.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Belgrade le 8 juillet 1924.

ТЕХТЕ СЕРБЕ. — SERBIAN TEXT.

№. 644. — КОНВЕНЦИЈА¹ ИЗМЕЂУ КРАЉЕВИНЕ БУГАРСКЕ И КРАЉЕВНЕ СРБА, ХРВАТА И СЛОВЕНАЦА О БЕСПЛАТНОЈ ЛЕЧНИЧКОЈ ПОМОЋИ И БОЛНИЧКОЈ НЕЗИ СИРОМАШНИМ ПОДАНИЦИМА, ПОТПИСАНА У СОФИЈИ 26 НОВЕМБРА 1923.

*Bulgarian and Serbian official texts communicated by the Bulgarian Chargé d'Affaires at Berne.
The registration of this Convention took place on July 16, 1924.*

КРАЉЕВИНА БУГАРСКА и КРАЉЕВИНА СРБА, ХРВАТА И СЛОВЕНАЦА, желећи да регулишу питање о узајамној бесплатној лечничкој помоћи и болничкој нези и у намери да у ту сврху закључе једну Конвенцију, именовале су њиховим пуномоћницима :

ЊЕГОВО ВЕЛИЧАНСТВО КРАЉ БУГАРА :

Г. г. Христу КАЛФОВА, Министра Спољних Послова и
Јосифа ФАДЕНХЕКТА, доктора права, бившег министра правде и професора Софијског универзитета ;

ЊЕГОВО ВЕЛИЧАНСТВО КРАЉ СРБА, ХРВАТА И СЛОВЕНАЦА :

Г. г. Милана РАКИЋА, Пуномоћног Министра и Изванредног Посланика и
Милету НОВАКОВИЋА, доктора права и редовног професора Београдског универзитета,

који су, пошто су положили њихова пуномоћија за која се утврдило да су пуноважна, закључили следеће :

Члан I.

Уговорне стране обавезују се да на својој територији указују сиромашним држављанима друге уговорне стране, оболелим од телесних и душевних болести, исту лечничку помоћ и болничку негу коју указују својим држављанима према унутрашњем законодавству. Та ће се лечничка помоћ и болничка нега указивати све док се лице не излечи или не рапатрира.

Члан II.

Ако болесник умре, а не постоји моментана могућност да се о свом трошку покопа, сахраниће се о трошку оне уговорне стране на чијој је територији умро.

Члан III.

Уговорне стране неће тражити попуну касе за лечничке трошкове и болничку негу указану држављанима уговорних страна осим у случају наведеном у члану IV.

¹ The exchange of ratifications took place at Belgrad, July 8 1924.

Членъ 4.

Правото да се иска повръщане на разноситѣ остава, въ случай че лѣкуваното лице, или ония, които съгласно закона отговарятъ за него, могатъ да понесатъ тия разходи.

Всѣка отъ договарящитѣ страни ще даде на другата договаряща страна всички сведения и нужната помощ, — доколкото това не е противно на вътрешното законодателство на замолената страна, — щото разноситѣ, които ще се пресмѣтатъ по съществуващитѣ тарифи, да бждатъ платени от лицата, които дължатъ.

Членъ 5.

Състоянието на бедность се доказва съ общинско удостоверение, или съ удостоверение, издадено отъ дипломатически или консулски представители, или съ изявление на заинтересуваното лице, което ще се провѣрява по дипломатически или консулски редъ.

Членъ 6.

Не ще се дири изплащането на разноситѣ, които една отъ договарящитѣ страни е направила вследствие лекуването на единъ поданикъ на другата договаряща страна до деня на влизане въ сила на настоящата конвенция, освенъ въ случая предвиденъ въ чл. 4.

Членъ 7.

Настоящата конвенция влиза въ сила въ деня на размѣната на ратификациитѣ и остава въ сила за една година следъ датата на отказа на една отъ договарящитѣ страни.

За потвърждение на горнето пълномощницитѣ подписаха и скрепиха съ печатитѣ си настоящата конвенция, съставена въ два еднакви екземпляра на сръбски и български и сключена въ София на 26 Ноември 1923 г.

(м. п.) Хр. КАЛФОВЪ с. р.

(м. п.) Д-ръ И. ФАДЕНХЕХТЪ с.р.

Члан IV.

Право потраживања накнаде трошкова остаје нетакнуто у случају да лечено лице или они који законом за њега одговарају могу те трошкове да спосе.

Свака од уговорних страна даће другој уговорној страни све податке и потребну помоћ у колико се то не противи унутрашњем законодавству земље од које се тражи, како би трошкови, који се рачунају по постојећој тарифи, били плаћени од лица која дугују.

Члан V.

Сиромашно стање доказује се општинским уверењем или уверењем издатим од стране дипломатских или консуларних представника, или изјавом заинтересованог лица, која се проверава дипломатским или консуларним путем.

Члан VI.

Исплата трошкова, које је једна уговорна страна имала услед лечења поданика друге уговорне стране до дана ступања на снагу ове конвенције неће се тражити осим у случају предвиђеном у тачки IV.

Члан VII.

Ова конвенција ступа на снагу на дан измене ратификација и остаће у снази још за једну годину дана од дана отказа са стране једне од уговорних страна.

У потврду овога пуномоћници потписали су ову конвенцију и ставили своје печате.

Закључено у Софији 26-ог Новембра 1923 год. и састављено у два равногласна примерка на српском и бугарском језику.

(м. п.) М. М. РАКИЧ с. р.

(м. п.) Д-р Милета НОВАКОВИЧ с. р.

¹ TRADUCTION.

No. 644. — CONVENTION ENTRE LE ROYAUME DE BULGARIE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES CONCERNANT LES SOINS MÉDICAUX ET L'HOSPITALISATION GRATUITS ACCORDÉS AUX RESSORTISSANTS INDIGENTS, SIGNÉE A SOFIA, LE 26 NOVEMBRE 1923.

LE ROYAUME DE BULGARIE et LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, désireux de régler la question des soins médicaux et de l'hospitalisation gratuits à accorder à leurs ressortissants respectifs, ont résolu de conclure, à cet effet, une Convention spéciale et ont désigné dans cette intention pour leurs Plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

M. Christo KALFOFF, ministre des Affaires étrangères, et

M. FADENHECHT, docteur en droit, ancien ministre de la Justice et professeur à l'Université de Sofia ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES,

M. Milan RAKITCH, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire, et

M. Mileta NOVAKOVITCH, docteur en droit et professeur à l'Université de Belgrade.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

Les Parties contractantes s'engagent à accorder sur leurs territoires aux ressortissants indigents, physiquement ou mentalement malades, de l'autre Partie contractante, les mêmes soins médicaux ou la même hospitalisation que celles dont bénéficient, en vertu de la législation intérieure, leurs propres nationaux. Les soins médicaux et l'hospitalisation continueront à être accordés jusqu'à ce que le malade soit rétabli ou rapatrié.

Article 2.

Si le malade meurt, il sera enterré aux frais de la Partie contractante sur le territoire de laquelle il est mort, dans le cas où, à ce moment, il ne serait pas possible de l'enterrer à ses propres frais.

Article 3.

Les Parties contractantes n'exigeront pas le remboursement des frais occasionnés par les soins médicaux et l'hospitalisation accordés aux ressortissants des Parties contractantes, sauf dans le cas mentionné à l'article 4.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 644. — CONVENTION BETWEEN THE KINGDOM OF BULGARIA AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES CONCERNING FREE MEDICAL ATTENDANCE AND TREATMENT IN HOSPITAL GRANTED TO NECESSITOUS NATIONALS OF BOTH COUNTRIES, SIGNED AT SOFIA, NOVEMBER 26, 1923.

The KINGDOM OF BULGARIA and the KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, desiring to settle the question of free medical attendance and treatment in hospital to be granted to their respective nationals, have to this end resolved to conclude a special Convention and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF BULGARIA :

M. Christo KALFOFF, Minister for Foreign Affairs, and
M. FADENHECHT, Doctor of Laws, Former Minister of Justice and Professor at the University of Sofia ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

M. Milan RAKITCH, Minister Plenipotentiary and Envoy Extraordinary, and
M. Mileta NOVAKOVITCH, Doctor of Laws and Professor at the University of Belgrade.

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The Contracting Parties undertake to grant in their territory to poor nationals of the other Contracting Party who are suffering from physical or mental disease the same medical attendance or treatment in hospital as is enjoyed by their own nationals in accordance with the internal laws of the country. Such medical attendance and treatment in hospital shall continue to be granted until the patient has recovered or has been repatriated.

Article 2.

If the patient dies, he shall be buried at the expense of the Contracting Party on whose territory he died if at that time it was impossible to bury him at his own expense.

Article 3.

The Contracting Parties shall not exact the refunding of the expenses incurred on account of medical attendance and treatment in hospital granted to the nationals of the Contracting Parties except in the case mentioned in Article 4.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 4.

Il sera permis de réclamer le remboursement des frais, si la personne traitée médicalement, ou ceux qui sont responsables de cette dernière, aux termes de la loi, peuvent supporter ces frais.

L'une des Parties contractantes donnera à l'autre tous les renseignements et prêtera son assistance — pour autant que cela n'est pas contraire aux dispositions légales en vigueur à l'intérieur du pays requis — en vue d'obtenir des débiteurs le remboursement des frais, calculés d'après le tarif établi.

Article 5.

L'état d'indigence sera établi au moyen d'un certificat délivré par la commune ou par les agents diplomatiques ou fonctionnaires consulaires, ou d'une déclaration de l'intéressé, confirmée par les autorités diplomatiques ou consulaires.

Article 6.

Le remboursement des frais qu'occasionne à l'une des Parties contractantes, jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la présente Convention, le traitement médical accordé à un ressortissant de l'autre Partie ne sera pas exigé, sauf dans le cas prévu à l'article 4.

Article 7.

La présente Convention entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an, à dater du jour où l'une ou l'autre Partie contractante l'aura dénoncée.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à Sofia le 26 novembre 1923, en double exemplaire, en langues serbe et bulgare.

(L. S.) (Signé) CH. KALFOFF.
(L. S.) (Signé) D^r I. FADENHECHT.
(L. S.) (Signé) M. M. RAKITCH.
(L. S.) (Signé) D^r MILETA NOVAKOVITCH.

Article 4.

The refunding of expenses may be claimed if the person medically treated or those legally responsible for him can bear such expenses.

Each Contracting Party shall furnish the other with all necessary information and assistance, in so far as this is not contrary to the legal provisions in force within the country concerned, for the purpose of obtaining the refunding of the expenses by the debtors, such expenses to be calculated in accordance with the rates in force.

Article 5.

Indigence shall be proved by means of a certificate issued by the commune or the diplomatic agents or consular officials, or of a deposition by the interested party confirmed by the diplomatic or consular authorities.

Article 6.

The refunding of expenses incurred by one of the Contracting Parties up to the day on which the present Convention comes into force on account of the medical treatment given to a national of the other Party shall not be exacted except in the case provided for in Article 4.

Article 7.

The present Convention shall come into force on the day of the exchange of the ratifications and shall remain in force for a period of one year as from the date on which either of the Contracting Parties shall have denounced it.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Sofia the 26th day of November, 1923, in duplicate, in the Serbian and Bulgarian languages.

(L. S.) (Signed) CH. KALFOFF.
(L. S.) (Signed) DR I. FADENHECHT.
(L. S.) (Signed) M. M. RAKITCH.
(L. S.) (Signed) MILETA NOVAKOVITCH.

N° 645.

ALLEMAGNE ET DANEMARK

Accord concernant les facilités accordées aux habitants des zones-frontières germano-danoises en matière de passeports, signé à Copenhague le 23 octobre 1920, et Accord complémentaire s'y rapportant, signé à Copenhague le 12 juillet 1921.

GERMANY AND DENMARK

Agreement in regard to increased Passport Facilities for residents in the German-Danish frontier districts, signed at Copenhagen, October 23, 1920, and Supplementary Agreement, signed at Copenhagen, July 12, 1921.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 645. — ABKOMMEN ¹ ZWISCHEN DÄNEMARK UND DEM DEUTSCHEN REICH ÜBER DIE ERLEICHTERTEN PASSVORSCHRIFTEN FÜR DIE BEWOHNER DER DEUTSCH-DÄNISCHEN GRENZGEBIETE, GEZEICHNET IN KOPENHAGEN, DEN 23. OKTOBER 1920.

Texte officiel allemand communiqué par le Consul d'Allemagne à Genève et le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 18 juillet 1924.

German official text communicated by the German Consul at Geneva and the Danish Minister at Berne. The registration of this Agreement took place on July 18, 1924.

Artikel 1.

Zur Erleichterung des Verkehrs in den Grenzgebieten für dort wohnhafte Personen, die durch Beziehungen verwandtschaftlicher, beruflicher oder wirtschaftlicher Art mit dem anderen Grenzgebiet verknüpft sind und deshalb wiederholt die Grenze überschreiten müssen, werden Pässe ausgestellt, die mit einem Visum der Behörde des anderen Landes zu versehen sind. Dieses Visum berechtigt zum Verkehr über die Grenze lediglich an den im Pass bezeichneten Uebertrittstellen für die Dauer von sechs Monaten. Zur Ausstellung eines solchen Passvisums genügt ein schriftlicher Antrag, wenn dessen Angaben von der zuständigen Polizeibehörde des Heimatlandes des Antragstellers bescheinigt werden. Die für das Visum zuständigen Behörden sind das Deutsche Konsulat in Apenrade und das Dänische Konsulat in Flensburg.

Für dieses Visum darf keine höhere Gebühr als zwei Kronen in Dänemark und fünf Mark in Deutschland erhoben werden.

¹Inter den Grenzgebieten sind zu verstehen: südlich der Grenze die Landkreise Tondern und Flensburg sowie der Stadtkreis Flensburg, nördlich der Grenze die Aemter Tondern, Apenrade und Sonderburg.

Artikel 2.

Das im Artikel 1 behandelte Passvisum wird allen antragstellenden Personen erteilt, sofern nicht besondere Gründe dagegen sprechen.

Solche Ausschliessungsgründe sind insbesondere folgende:

1. Wenn gegen die antragstellende Person eine gerichtliche Untersuchung schwebt.
2. Wenn gegen sie eine gerichtliche Strafe erkannt und noch nicht verbüsst ist.
3. Wenn sie sich nicht im Besitze der bürgerlichen Ehrenrechte befindet.
4. Wenn sie unter Polizeiaufsicht steht.
5. Wenn sie sich grober Verstöße gegen Zollvorschriften oder Ein- und Ausfuhrverbote schuldig gemacht hat.

¹ Cet accord est entré en vigueur au moment de sa signature.

¹ This Agreement came into force on the day of its signature.

6. Wenn sie in rechtsgültiger Form seitens einer der beiden Staaten oder seitens der Internationalen Kommission ausgewiesen worden ist.

7. Wenn sie sich in politischer oder sozialer Beziehung in staatsfeindlicher Weise betätigt.

Zur Glaubhaftmachung des Nichtbestehens der Ausschliessungsgründe unter 1-4 genügt die Beibringung einer Bescheinigung der Polizeibehörde des Wohnortes des Antragstellers. Ausserdem fallen Personen, bei denen aus den äusseren Umständen zu entnehmen ist, dass sie nicht zu den angegebenen Zwecken des Grenzverkehrs sondern zu dauerndem Aufenthalt im anderen Lande die Grenze überschreiten wollen, nicht unter die obige Vergünstigung.

Artikel 3.

Wenn plötzliche Erkrankung oder ein Unglücksfall die Unterbringung der betroffenen Person in ein Krankenhaus oder schnelle ärztliche Hilfe auf der anderen Seite der Grenze erfordert, so genügt zur Ueberschreitung der Grenze für die genannte Person und ihre notwendige Begleitung lediglich ein ärztliches Attest.

Artikel 4.

Für die öffentliche Schulen in Flensburg besuchenden Schulkinder ist lediglich die polizeiliche Bescheinigung ihres Schulbesuches erforderlich. Desgleichen ist für die Personen, denen die Unterhaltung der gegenwärtigen Flensburger städtischen Besitzungen an der Grenze im dänischen Gebiet obliegt, lediglich die polizeiliche Bescheinigung ihrer Tätigkeit erforderlich.

Die Bescheinigungen werden von der Flensburger Polizeibehörde nach Benehmen mit der dänischen Grenzpolizei ausgestellt.

Artikel 5.

Der ununterbrochene Aufenthalt im anderen Grenzgebiet darf nur mit Genehmigung der zuständigen Polizeibehörde drei Wochen übersteigen.

Artikel 6.

Passinhaber, die ausserhalb des Grenzgebietes der Gegenseite ohne allgemeinen vollgültigen Pass angetroffen werden, oder die die Grenze an anderer Stelle als der oder den auf dem Ausweis bezeichneten Stellen überschreiten, können ausgewiesen werden, ebenso diejenigen Personen, die entgegen Artikel 5 ohne polizeiliche Genehmigung ihren Aufenthalt über drei Wochen ausdehnen. Im Falle der Ausweisung wird das Visum ungültig gemacht, der Pass ist zurückzugeben. Das Passvisum kann ferner für ungültig erklärt werden und der Pass eingezogen werden, wenn die Ausschliessungsgründe des Artikels 2 nach Erteilung des Visums eintreten.

Artikel 7.

Vorstehendes Abkommen gilt bis zum 1. Oktober 1921 und gilt solange als verlängert, als es nicht von einer der vertragschliessenden Parteien mit vorausgehender sechsmonatiger Frist gekündigt wird.

KOPENHAGEN, den 23. Oktober 1920.

(gez.) HARALD SCAVENIUS.

(gez.) FRHR. VON NEURATH.

Pour copie conforme :

Copenhague le 12 septembre 1924.

Georg COHN,

Chef du Service danois de la Société des Nations.

ERGÄNZUNGSABKOMMEN ¹ ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND DÄNEMARK BETREFFEND ERLEICHTERTE PASSVORSCHRIFTEN FÜR DIE BEWOHNER DER DEUTSCH-DÄNISCHEN GRENZGEBIETE, GEZEICHNET IN KOPENHAGEN DEN 12. JULI 1921.

Zur Ergänzung des Abkommens vom 23. Oktober 1920 betreffend erleichterte Passvorschriften für die Bewohner der deutsch-dänischen Grenzgebiete, sind die vertragschliessenden Teile über folgende Bestimmungen übereingekommen :

Artikel 1.

Es ist nicht erforderlich, dass die der Erteilung des Grenzpasses zugrunde liegenden verwandtschaftlichen Beziehungen bereits vor dem Antrag auf Passerteilung bestanden haben. Dagegen können nur solche beruflichen oder geschäftlichen Beziehungen in Anspruch genommen werden, die schon am 23. Oktober 1920 bestanden und für die betreffende Person von Bedeutung sind. Andererseits ist es nicht erforderlich, dass solche beruflichen oder geschäftlichen Beziehungen zu einer Mehrzahl von Personen auf der anderen Seite der Grenze bestanden haben. Personen, die nicht selbst Gewerbetreibende sind, können sich gleichfalls auf ein geschäftliches Interesse berufen, sofern dies darin besteht, eine ehemalige Geschäftsverbindung zwischen Kunden und Verkäufern aufrechtzuerhalten.

Die vertragschliessenden Teile sind insbesondere auch darüber einig, dass Arbeiter und Arbeiterinnen, die vor dem 23. Oktober 1920 ihre gewöhnliche Arbeitsstelle auf der anderen Seite der Grenze hatten, dazu berechtigt sind, einen Grenzpass zu erhalten, um in der Lage zu sein, unter Beibehaltung ihres Wohnsitzes in dem einen Lande ihre ehemalige Arbeit in dem anderen Lande wieder aufzunehmen.

Artikel 2.

Als Verwandte im Sinne des Art. 1. des Abkommens über die erleichterten Passvorschriften sind anzusehen :

1. Verwandte in auf- und absteigender Linie (Eltern, Grosseltern, Kinder, Kindes-
kinder, usw.) ;
2. Geschwister ;
3. Schwiegereltern und Schwiegerkinder, Schwäger und Schwägerinnen.

Ferner erhalten Verwandte im zweiten Grade der Seitenlinie den Grenzpass (Onkel, Tanten, Neffen, Nichten, rechte Vettern und Kusinen nebst deren Ehegatten), sofern die betreffenden Personen ausser der Verwandtschaft besondere Beziehungen nachweisen können, z. B. ehemalige regelmässige Besuche oder dergl.

Artikel 3.

Die vertragschliessenden Teile sind darüber einig, dass Grenzpässe, sofern die üblichen Bedingungen vorliegen, an alle Einwohner des Grenzgebietes ohne Rücksicht auf die Staatsangehörigkeit von den zuständigen Behörden dieses Gebietes auszustellen sind. Auch solche Personen, die nur polizeiliche Aufenthaltserlaubnis haben, gelten als Einwohner im Sinne des Abkommens über die erleichterten Passvorschriften. Der Grenzpass darf nicht für einen kürzeren Zeitraum ausgestellt werden, als für die Dauer des Visums vorgesehen ist, ungeachtet dessen, dass hinsichtlich

¹ Cet accord est entré en vigueur au moment de sa signature.

¹ This Agreement came into force on the day of its signature.

solcher Personen, die nur polizeiliche Aufenthaltserlaubnis haben, der Grenzpass nur auf die Dauer dieser Erlaubnis läuft.

Artikel 4.

Die von den zuständigen Behörden der vertragschliessenden Teile ausgestellten Bescheinigungen über das Vorliegen der zur Ausstellung der Grenzpässe erforderlichen Voraussetzungen sind von den Behörden des anderen Staates grundsätzlich anzuerkennen, es sei denn, dass der Verdacht einer Fälschung vorliegt.

Sollten die für das Visum zuständigen Behörden (das Deutsche Konsulat in Apenrade und das Dänische Konsulat in Flensburg) beispielsweise auf Grund von Mitteilungen der Behörden ihres eigenen Landes Grund zur Annahme haben, dass die Bescheinigung einer Behörde des anderen Landes auf unrichtigen Unterlagen beruht oder ist eine solche Bescheinigung unvollständig, so wird das betreffende Konsulat sich mit der ausstellenden Behörde in Verbindung setzen und dieses um nähere Aufklärung der Angelegenheit ersuchen. Die beiden vertragschliessenden Teile verpflichten sich, ihre Behörden anzuweisen, derartigen Ersuchen unverzüglich nachzukommen.

Artikel 5.

Die beiden vertragschliessenden Teile werden ihre Grenzbehörden anweisen, sich miteinander über die Tageszeiten, während derer die Grenzübergangsstellen für den Verkehr geöffnet sein sollen, derart zu verständigen, dass diese Tageszeiten soweit möglich auf beiden Seiten gleich sind. Dabei soll auf die örtlichen Bedürfnisse der Grenzanwohner, soweit irgend tunlich, Rücksicht genommen werden.

Artikel 6.

Dieses Abkommen tritt mit der Unterzeichnung in Kraft und gilt so lange, wie das Abkommen vom 23. Oktober 1920, betreffend die erleichterten Passvorschriften für die Grenzanwohner, in Geltung bleibt.

KOPENHAGEN, den 12. Juli 1921.

(gez.) VON KOERNER.

(gez.) HARALD SCAVENIUS.

(gez.) FRHR. VON NEURATH.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 12 septembre 1924.

Georg COHN,

Chef du Service danois de la Société des Nations.

¹ TRADUCTION.

No. 645. — ACCORD CONCERNANT LES FACILITÉS ACCORDÉES AUX HABITANTS DES ZONES-FRONTIÈRES GERMANO-DANOISES, EN MATIÈRE DE PASSEPORTS, CONCLU ENTRE LE DANEMARK ET LE REICH ALLEMAND, SIGNÉ A COPENHAGUE LE 23 OCTOBRE 1920.

Article 1.

Afin de faciliter dans les zones-frontières la circulation des personnes y domiciliées qui sont unies par des liens de famille à des personnes domiciliées dans l'autre zone-frontière, ou entretiennent avec ces dernières des relations professionnelles ou commerciales et qui, pour cette raison, ont besoin de franchir souvent la frontière, des passeports seront établis qui devront être visés par les autorités de l'autre pays. Le titulaire du passeport visé ne sera autorisé à franchir la frontière qu'aux endroits indiqués dans le passeport, qui sera valable pour six mois. Le visa sera accordé à toutes les personnes qui en feront la demande par écrit, à condition que les renseignements figurant dans la demande soient certifiés par les autorités de police compétentes du pays d'origine du requérant. Les autorités compétentes pour délivrer le visa sont le consulat allemand à Abenraa et le consulat danois à Flensbourg.

Pour ce visa, il sera perçu un droit maximum de deux couronnes au Danemark et de cinq marks en Allemagne.

Seront considérées comme zones frontières : au sud de la frontière, les cercles ruraux de Tøndern et de Flensbourg, ainsi que le cercle municipal de Flensbourg ; au nord de la fron-

¹ TRANSLATION.

No. 645. — AGREEMENT BETWEEN DENMARK AND THE GERMAN REICH IN REGARD TO INCREASED PASSPORT FACILITIES FOR RESIDENTS IN THE GERMAN-DANISH FRONTIER DISTRICTS, SIGNED AT COPENHAGEN, OCTOBER 23, 1920.

Article 1.

With a view to facilitating the movement, within the frontier districts, of persons who reside therein, and who have close family connections and occupational or commercial relations with persons in the district on the other side of the frontier, and are in consequence frequently under the necessity of crossing the frontier, passes shall be issued and shall be provided with a visa by the authorities of the other country. This visa shall entitle the holders to cross the frontier solely at the crossing places indicated in the pass, and for a period of six months; it shall be obtainable on the submission of a written application, provided that the data contained therein are vouched for by the competent police authorities of the applicant's country. The competent authorities for the granting of such visas shall be the German Consul in Abenraa and the Danish Consul in Flensburg.

The maximum fees which may be demanded for the granting of these visas shall be 2 kronen in Denmark, and 5 marks in Germany.

The term "frontier districts" shall be understood to denote: south of the frontier — the provincial districts (Landkreise) of Tøndern and Flensburg, and the municipal district

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

tière, les districts (Aemter) de Tøndern, Abenraa et Sonderbourg.

(Stadtkreis) of Flensburg ; north of the frontier — the counties (Aemter) of Tøndern, Abenraa and Sonderburg.

Article 2.

Le visa mentionné à l'article 1^{er} sera accordé à toutes les personnes qui en feront la demande, à moins qu'il n'existe des raisons spéciales motivant le refus du visa.

Le visa pourra surtout être refusé :

1. si une instruction judiciaire est en cours contre le requérant ;

2. si le requérant a été condamné par une autorité judiciaire et n'a pas encore purgé sa peine ;

3. si le requérant ne jouit pas de la totalité de ses droits civiques ;

4. si le requérant est placé sous la surveillance de la police ;

5. si le requérant s'est rendu coupable d'une infraction grave aux règlements douaniers ou aux prohibitions d'importation et d'exportation ;

6. si le requérant a été expulsé par l'un des deux Etats ou par la Commission internationale en vertu d'une décision formelle ;

7. si le requérant exerce, au point de vue politique ou social, une activité dirigée contre la sûreté de l'Etat.

La production d'un certificat délivré par les autorités de police du domicile du requérant sera considérée comme preuve suffisante qu'il n'existe aucun des motifs mentionnés ci-dessus aux numéros 1 à 4, pour refuser au requérant le visa du passeport.

Les personnes qui, notoirement, veulent franchir la frontière, non pour l'un des motifs indiqués ci-dessus, mais pour s'établir définitivement dans l'autre pays, ne pourront pas davantage bénéficier des facilités sus-mentionnées.

Article 3.

Si une personne atteinte subitement d'une maladie ou victime d'un accident doit être transportée d'urgence dans un hôpital, ou auprès d'un médecin résidant sur le territoire de l'autre partie, la personne malade ou victime

Article 2.

The passport visas referred to in Article 1 shall be granted to all persons making application, unless there are special reasons to the contrary. The following reasons, in particular, may justify the refusal of the visa :

(1) If judicial proceedings are pending against the applicant.

(2) If the applicant has been judicially sentenced and the sentence has not yet been executed.

(3) If the applicant is not in possession of civic rights.

(4) If the applicant is under police supervision.

(5) If the applicant has been guilty of grave infractions of the Customs Regulations, or of import and export prohibitions.

(6) If the applicant has been expelled in due legal form by either of the two States, or by the International Commission.

(7) If the applicant has acted in a manner prejudicial to the security of the State in regard to political or social matters.

The production of a certificate issued by the police authorities at the applicant's place of residence shall be sufficient evidence that no grounds for refusal exist under headings 1-4 above. Persons in whose case it may be assumed, from external evidence, that they do not really desire to cross the frontier for the purposes alleged, but with a view to permanent residence in the other State, shall be excluded from the privileges referred to above.

Article 3.

When, as a result of sudden illness or of an accident, it becomes necessary to take any person to a hospital, or to a place where he can be given immediate medical attendance, on the other side of the frontier, a doctor's

d'un accident, ainsi que les personnes chargées de l'accompagner, seront autorisées à franchir la frontière en produisant simplement un certificat médical.

Article 4.

Les enfants qui fréquentent une école publique à Flensburg n'auront besoin que d'un certificat de la police attestant qu'ils sont élèves d'un de ces établissements scolaires. De même, les personnes chargées de l'entretien des propriétés municipales que la ville de Flensburg possède à proximité de la frontière en territoire danois, n'auront besoin que d'un certificat de la police indiquant la nature de leurs occupations.

Les certificats seront délivrés par les autorités de police de Flensburg, d'accord avec les autorités de police danoises chargées de la surveillance de la frontière.

Article 5.

Le titulaire du passeport ne pourra séjourner sans interruption dans la zone-frontière de l'autre pays, pendant plus de trois semaines, qu'à condition d'avoir obtenu une autorisation des autorités de police compétentes.

Article 6.

Les titulaires de passeports qui, sans être en possession d'un passeport général régulier se rendront au delà des zones-frontières, ou qui traverseront la frontière à un endroit ou des endroits autres que ceux indiqués sur le laissez-passer, pourront être expulsés, de même que les personnes qui, contrairement à l'article 5, prolongeront leur séjour sans autorisation de la police, après l'expiration du délai de trois semaines. En cas d'expulsion, le visa sera annulé et le passeport devra être rendu. Le visa pourra également être annulé et le passeport retiré si, après la délivrance du visa, il se produit un fait qui, d'après l'article 2, aurait motivé le refus du visa.

Article 7.

Le présent Accord restera en vigueur jusqu'au 1^{er} octobre 1921 et sa validité sera pro-

certificate shall be sufficient authority to enable the said person and those necessarily accompanying him to cross the frontier.

Article 4.

School children attending public schools at Flensburg shall merely require a police certificate to the effect that they are attending one of these schools. Similarly, the persons who are charged with the maintenance of the present Flensburg municipal property on the frontier, in Danish territory, shall merely require a police certificate to the effect that they are engaged on such work.

The certificate shall be issued by the Flensburg police authorities in agreement with the Danish frontier police.

Article 5.

Persons who cross the frontier from one country may not stay continuously in the frontier district of the other country for more than three weeks without the permission of the competent police authorities.

Article 6.

Holders of passes who are found outside the frontier district of the other country without being in possession of an ordinary fully valid passport, or who cross the frontier elsewhere than at the place or places indicated in the pass, may be expelled; the same applies to persons who, in contravention of Article 5, extend their sojourn in the other country to more than three weeks without obtaining police authorisation. In case of expulsion the visa shall be cancelled, and the pass must be surrendered. The visa may also be declared void and the pass itself may be withdrawn if the grounds for exclusion enumerated in Article 2 have arisen subsequently to the granting of the visa.

Article 7.

The present Agreement shall remain in force until October 1st, 1921, and shall be regarded

longée par tacite reconduction jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'une des Parties contractantes moyennant préavis de 6 mois.

as remaining in force after that date until it is denounced at six months' notice by either of the Contracting Parties.

COPENHAGUE, le 23 octobre 1920.

COPENHAGEN, October 23, 1920.

(Signé) HARALD SCAVENIUS. (Signed)

(Signé) FRHR. VON NEURATH. (Signed)

ACCORD COMPLÉMENTAIRE CONCLU ENTRE L'ALLEMAGNE ET LE DANEMARK, CONCERNANT LES FACILITÉS ACCORDÉES AUX HABITANTS DES ZONES-FRONTIÈRE GERMANO-DANOISES EN MATIÈRE DE PASSEPORTS, SIGNÉ A COPENHAGUE LE 12 JUILLET 1921.

SUPPLEMENTARY AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND DENMARK IN REGARD TO INCREASED PASSPORT FACILITIES FOR RESIDENTS IN THE GERMAN-DANISH FRONTIER DISTRICTS, SIGNED AT COPENHAGEN, JULY 12, 1921.

En vue de compléter l'accord du 23 octobre 1920 relatif aux facilités accordées aux habitants des zones-frontières germano-danoises en matière de passeports, les Parties contractantes sont convenues des dispositions suivantes :

The Contracting Parties have agreed upon the following provisions as a supplement to the Agreement of October 23rd, 1920, in regard to increased passport facilities for residents in the German-Danish frontier districts.

Article I.

Article I.

Il n'est pas nécessaire que les liens de famille, qui ont motivé la délivrance du passeport spécial réservé aux habitants des zones-frontières, aient déjà existé avant la date à laquelle la demande a été présentée. Le passeport spécial ne pourra, par contre, être délivré à des personnes qui invoquent le motif de relations professionnelles ou commerciales que si ces relations existaient à la date du 23 octobre 1920 et présentent, pour la personne en question, un intérêt considérable. D'autre part, il n'est pas nécessaire que ces relations professionnelles ou commerciales aient existé entre le requérant et un grand nombre de personnes domiciliées dans la zone-frontière de l'autre pays. Les personnes qui n'exercent pas elles-mêmes une profession commerciale ou industrielle, pourront également invoquer un intérêt commercial si celui-ci consiste à maintenir d'anciennes relations commerciales entre clients et vendeurs.

It is not essential that the family relations which are adduced in support of an application for a frontier pass should have existed before the date of the application. On the other hand, vocational or commercial relations can only be adduced if they existed on October 23rd, 1920, and are of importance for the applicant. However, it is not essential that such vocational or commercial relations should have existed with a large number of persons on the other side of the frontier. Persons who are not themselves engaged in business may also base their claim on commercial interests, if these interests consist in the maintenance of previously existing commercial relations between merchants and customers.

Les Parties contractantes conviennent particulièrement d'accorder aux ouvriers et ouvrières qui travaillaient habituellement, avant le 23 octobre 1920, dans la zone-frontière de l'autre pays, le droit d'obtenir un passeport

The Contracting Parties agree, in particular, that workers (both male and female) who were habitually employed at a place on the other side of the frontier prior to October 23, 1920, are entitled to frontier passes in order that, while

spécial réservé aux habitants des zones-frontières, afin de leur permettre de reprendre leur ancien travail sur le territoire de l'un des pays, tout en maintenant leur domicile sur le territoire de l'autre pays.

Article 2.

Seront considérés comme parents, au sens de l'article 1^{er} de l'Accord relatif aux facilités en matière de passeports, les personnes suivantes :

1^o les parents en ligne ascendante et en ligne descendante (parents, grands-parents, enfants, petits-enfants) ;

2^o les frères et sœurs ;

3^o les beaux-parents, les beaux-fils et les belles-filles, les beaux-frères et les belles-sœurs.

En outre, un passeport spécial, réservé aux habitants des zones-frontières, sera délivré aux parents au second degré en ligne collatérale (oncles, tantes, neveux, nièces, cousins germains et cousines germaines, ainsi que leurs conjoints), si les personnes en question peuvent invoquer, outre les liens de famille, l'existence d'autres relations spéciales, par exemple le fait qu'elles se rendaient autrefois régulièrement visite, etc.

Article 3.

Les Parties contractantes déclarent d'un commun accord que les autorités compétentes pourront délivrer un passeport spécial à tous les habitants de la zone-frontière, quelle que soit la nationalité du requérant, si les conditions prescrites se trouvent réunies. Seront également considérés comme habitants, au sens de l'accord relatif aux facilités en matière de passeports, les personnes qui ne sont en possession que d'un permis de séjour délivré par la police. Le passeport spécial réservé aux habitants des zones-frontières ne pourra pas être délivré pour une période plus courte que la période de validité du visa ; en ce qui concerne toutefois les personnes qui ne sont en possession que d'un permis de séjour délivré par la police, le passeport spécial ne sera valable que jusqu'à l'expiration du délai de validité de ce permis.

Article 4.

Les certificats délivrés par les autorités compétentes des Parties contractantes et attestant

still residing in the one country, they may be able to resume their former employment in the other country.

Article 2.

The following persons shall be regarded as relations for the purposes of Article 1 of the Agreement in regard to increased passport facilities :

(1) Descendants or ascendants (parents, grandparents, children, grandchildren, etc.).

(2) Brothers and sisters.

(3) Parents-in-law, children-in-law, brothers-in-law and sisters-in-law.

Collateral relations, in the second degree (uncles, aunts, nephews, nieces, male and female cousins, and their husbands or wives), shall also be entitled to frontier passes, if the persons concerned can adduce special reasons, in addition to their relationship, e.g. that they have been accustomed to pay each other regular visits, etc.

Article 3.

The Contracting Parties are agreed that frontier passes shall be issued to all residents in the frontier districts, without regard to the nationality of the applicants, provided that the customary conditions are fulfilled. Persons who have only received temporary police permits shall also be regarded as residents for the purposes of the Agreement in regard to increased passport facilities. Frontier passes may not be issued for a shorter period than is laid down for the duration of the visa, notwithstanding that, in the case of persons who have only obtained temporary police permits, the passes are only valid for the duration of such permits.

Article 4.

The certificates furnished by the competent authorities of the Contracting Parties to the

que toutes les conditions requises pour la délivrance des passeports spéciaux réservés aux habitants des zones-frontières se trouvent réunies seront, en principe, reconnus valables par les autorités de l'autre Etat, à moins qu'il n'existe un soupçon qu'un faux a été commis.

Dans le cas où les autorités compétentes pour délivrer le visa (le consulat allemand à Abenraa, et le consulat danois à Flensbourg), par suite de renseignements qui leur seraient fournis, par exemple, par les autorités de leur propre pays, auraient des raisons de croire que le certificat a été délivré par une autorité de l'autre pays à la suite de renseignements inexacts, ou si un certificat est incomplet, le consulat en question communiquera ses observations à l'autorité qui a délivré le certificat et lui demandera des renseignements complémentaires. Les deux Parties contractantes s'engagent à prescrire à leurs autorités de donner immédiatement suite à toute demande de cette nature.

Article 5.

Les deux Parties contractantes inviteront les autorités chargées de la surveillance de la frontière à s'entendre entre elles pour fixer les heures pendant lesquelles les bureaux de frontière seront ouverts ; ces heures devront, autant que possible, être fixées de telle manière que les bureaux des deux pays soient ouverts en même temps. A cet effet, il y aura lieu de s'inspirer, autant que possible, des besoins locaux des habitants des zones-frontières.

Article 6.

Le présent Accord entrera en vigueur le jour de sa signature et restera en vigueur aussi longtemps que l'Accord du 23 octobre 1920 relatif aux facilités accordées aux habitants des zones-frontières en matière de passeports.

COPENHAGUE, le 12 juillet 1921.

(Signé) VON KOERNER. (Signed)
 (Signé) HARALD SCAVENIUS. (Signed)
 (Signé) FRHR. VON NEURATH. (Signed)

effect that the conditions requisite for the issue of frontier passes are fulfilled shall, in principle, be accepted by the authorities of the other State, unless there is ground for suspicion of forgery.

If the authorities who are competent for the granting of visas (the German Consulate at Abenraa and the Danish Consulate at Flensburg) should, for example, have grounds for believing, as a result of information from the authorities of their own country, that the certificate of an authority in the other country is based on incorrect data, or if the certificate should be incomplete, the Consulate in question shall communicate with the issuing authority and shall request further information in regard to the matter. The two Contracting Parties undertake to give their respective authorities instructions that requests of this nature shall be complied with immediately.

Article 5.

The two Contracting Parties shall instruct their respective frontier authorities to come to an agreement in regard to the hours during which the frontier crossing-places shall be open for traffic, and to arrange that the hours in question may, so far as possible, be the same on both sides. In fixing these hours, regard shall be paid, so far as practicable, to the local needs of the frontier residents.

Article 6.

The present Agreement shall come into force as from the time of signature and shall remain valid so long as the Agreement of October 23, 1920, in regard to increased passport facilities for frontier residents, remains in force.

COPENHAGEN, July 12, 1921.

N° 646.

ALLEMAGNE ET DANEMARK

Accord relatif au petit trafic fronta-
lier, signé à Copenhague le 23
octobre 1920, et Accord complé-
mentaire s'y rapportant, signé à
Copenhague le 12 juillet 1921.

GERMANY AND DENMARK

Agreement in regard to Minor
Frontier Traffic, signed at Copen-
hagen, October 23, 1920, and
Supplementary Agreement, signed
at Copenhagen, July 12, 1921.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 646. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DÄNEMARK UND DEM DEUTSCHEN REICH ÜBER DEN KLEINEN GRENZVERKEHR, GEZEICHNET IN KOPENHAGEN, DEN 23. OKTOBER 1920.

Texte officiel allemand communiqué par le Consul d'Allemagne à Genève et le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 18 juillet 1924.

German official text communicated by the German Consul at Geneva and the Danish Minister at Berne. The registration of this Agreement took place on July 18, 1924.

Artikel 1.

Personen, deren eigener oder gepachteter landwirtschaftlich genutzter Grundbesitz von der Grenze zwischen Deutschland und Dänemark durchschnitten wird, sollen berechtigt sein, über die Grenze von dem einen Teil ihres Besitzes zum anderen zu verkehren. Das gleiche Recht soll den Mitgliedern ihres Hausstandes und ihrem Gesinde zustehen.

Diese Personen dürfen die zur Bewirtschaftung der ausländischen Grundstücksteile nötigen Gerätschaften einschliesslich der Düngemittel und des Arbeitsviehs und die auf diesen Grundstücksteilen geernteten Früchte frei von Zöllen und sonstigen Abgaben aus- und einführen. Sie sind ferner befugt, das zu den in Rede stehenden Wirtschaftsbetrieben gehörige Weidevieh zoll- und abgabefrei auf die jenseits der Grenze gelegenen Grundstücksteile und zurück zu treiben. Die beiderseitigen zuständigen Zollbehörden sind berechtigt, in gegenseitigem Benehmen Anordnungen zu treffen, die die missbräuchliche Ausnutzung dieser Befugnis verhüten.

Das Recht der zollfreien Aus- und Einfuhr der genannten Ernteerzeugnisse und Gerätschaften schliesst lediglich die freie Verfügungsbefugnis über diese Erzeugnisse im Lande des Wohnsitzes ein, jedoch nicht die Befugnis zur Veräusserung im anderen Lande ohne Erfüllung der allgemeinen gesetzlichen Vorschriften.

Artikel 2.

Als Ausweis für den im Artikel 1 erwähnten Personenverkehr werden von den Behörden des Landes, dessen Staatsangehöriger der Besitzer oder Pächter des betreffenden Grundstücks ist, Grenzkarten ausgestellt. Die Grenzkarte muss eine Photographie der Person enthalten, für die sie ausgestellt ist. Ferner genaue Angaben über Namen, Alter, Wohnung, Staatsangehörigkeit und Personenbeschreibung des Inhabers, endlich Unterschrift und Stempel der ausstellenden Behörde. Sie wird für einen Zeitraum von je sechs Monaten unentgeltlich ausgestellt. Sobald die Voraussetzungen für die Erteilung der Grenzkarte wegfallen, ist diese ungültig und von dem Inhaber der ausstellenden Behörde zurückzugeben. Die deutschen und dänischen Grenzbehörden werden sich gegenseitig von den derart ausgestellten Grenzkarten Kenntnis geben unter Mitteilung aller in der Karte enthaltenen Angaben.

¹ Cet accord est entré en vigueur au moment de sa signature.

¹ This Agreement came into force on the day of its signature.

Artikel 3.

Inhaber von Grenzkarten, die die Bestimmungen des Artikels 1 verletzen, gehen unbeschadet der allgemeinen Strafbestimmungen des anderen Landes nach einmaliger Verwarnung im Wiederholungsfalle der Grenzkarte für die Dauer von zwei Monaten verlustig. Bei weiteren Uebertretungen kann die Karte entzogen werden.

Artikel 4.

Vorstehendes Abkommen gilt bis zur Kündigung durch eine der vertragschliessenden Parteien mit vorausgehender sechsmonatiger Frist.

KOPENHAGEN, den 23. Oktober 1920.

(L. S.) (Gez.) HARALD SCAVENIUS.

(L. S.) (Gez.) Frhr. VON NEURATH.

Pour copie conforme :

Copenhague le 12 septembre 1924.

Georg COHN,

Chef du Service Danois de la Société des Nations.

ERGÄNZUNGSABKOMMEN¹ ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND DÄNEMARK BETREFFEND DEN SOGENANNTEN KLEINEN GRENZVERKEHR GEZEICHNET IN KOPENHAGEN DEN 12. JULI 1921.

Zur Ergänzung des Abkommens vom 23. Oktober 1920, betreffend den sogenannten Kleinen Grenzverkehr, sind die vertragschliessenden Teile über folgende Bestimmungen übereingekommen :

Artikel 1.

Eigentümer oder Pächter von landwirtschaftlich genutztem Grundbesitz, der beiderseits der Grenze belegen ist, auch ohne direkt von dieser durchschnitten zu werden, erhalten, wenn das Eigentumsrecht oder die Pachtung schon am 23. Oktober 1920 bestand, und wenn der betreffende Grundbesitz einheitlich bewirtschaftet wird, für sich selbst, ihren Hausstand und ihr Dienstpersonal die im Art. 1 des Abkommens über den Kleinen Grenzverkehr bezeichneten Grenzkarten. Diese geben ihnen die dortselbst bezeichneten Befugnisse, wobei bemerkt wird, dass das Verkehrsrecht sich in diesen Fällen nicht weiter erstreckt als auf die in dem anderen Lande liegenden Grundstücke und den natürlichen Zugang zu diesen. Die Rechtsnachfolger solcher Personen, die am 23. Oktober 1920 das Eigentumsrecht oder Pachtrecht auf beiden Seiten der Grenze besaßen, erhalten gleichfalls Grenzkarten.

Grenzkarten erhalten ebenfalls solche Personen, die, ohne unter die vorstehenden Bestimmungen zu fallen, am 23. Oktober 1920 die Binnenfischerei gepachtet hatten oder ein Recht zum Reth- und Binsenschnitt auf der anderen Seite der Grenze besaßen.

Artikel 2.

Grenzkarten, die gemäss vorstehendem Artikel oder gemäss Art. 2 des Abkommens über den Kleinen Grenzverkehr von den Behörden des Landes ausgestellt worden sind, dessen Staatsange-

¹ Cet accord est entré en vigueur au moment de sa signature.

¹ This Agreement came into force on the day of its signature.

höriger der Berechtigte ist, sind von den Behörden des anderen Landes in jedem Falle anzuerkennen. Sie berechtigen zum Ueberschreiten der Grenze an der oder den Stellen, wo ein solcher Verkehr sich vor der Grenzziehung zu vollziehen pflegte. Jedoch sind die betreffenden Uebergangsstellen auf der Grenzkarte zu verzeichnen.

Der Grenzübertritt der im Art. 1 letzter Absatz bezeichneten Personen darf jedoch, sofern er zu Wasser geschieht, nur an einer Stelle erfolgen, und zwar nur an einer Stelle, an der sich auf dänischer Seite ein Zollkontrollposten befindet.

Artikel 3.

Innerhalb von vier Wochen nach Inkrafttreten dieses Abkommens werden zwischen den beiderseits der Grenze liegenden Landratsämtern bzw. Aemtern, Listen über die von den beiderseitigen Behörden bereits ausgestellten Grenzkarten ausgetauscht werden. Ferner werden die Landräte und Amtmänner einander über jede in Zukunft neu ausgestellte Grenzkarte binnen vierzehn Tagen nach ihrer Ausstellung Mitteilung machen. Diese Mitteilungen werden die nach Art. 2 des Abkommens betreffend den Kleinen Grenzverkehr, erforderlichen Angaben enthalten und ferner eine genaue Ortsbezeichnung über das auf der anderen Seite der Grenze belegene Grundstück oder Gewässer eine genaue Bezeichnung des Rechtes (Eigentum, Pachtung, Fischereirecht, usw.) auf dessen Grundlage die Karte ausgestellt ist, sowie endlich eine Angabe der Uebergangsstelle.

Sollten die zuständigen Behörden des einen Landes gegen die Ausstellung einer Grenzkarte seitens der Behörden des anderen Landes Einwendungen geltend zu machen haben, so sollen diese Einwendungen von dem betreffenden Landrat, dem betreffenden Amtmann mitgeteilt werden und umgekehrt. Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, ihre Behörden anzuweisen, solche etwaigen Einwendungen sofort zu prüfen und fälschlich ausgestellte Grenzkarten unverzüglich einzuziehen. Die Behörden des einen Landes sind nicht befugt, eine von den Behörden des anderen Landes ausgestellte Grenzkarte einseitig zu beanstanden oder den Inhaber mit der Angabe zurückzuweisen, dass die für die Ausstellung der Grenzkarte erforderlichen Unterlagen nicht vorliegen.

Sofern jedoch die im ersten Absatz dieses Artikels vorgeschriebenen Mitteilungen nicht rechtzeitig an den Landrat bzw. Amtmann erfolgt sind, sind diese Behörden nach Ablauf der Frist berechtigt, die Gültigkeit der Karte einseitig zu suspendieren.

Sofern der Inhaber die Karte ausserhalb des betreffenden Grundstücks und des natürlichen Zugangsweges zu diesem benutzt oder sonst die Bestimmungen des Art. 1 des Abkommens vom 23. Oktober 1920 betreffend den Kleinen Grenzverkehr übertritt, finden die Bestimmungen des dortigen Art. 3 Anwendung.

Artikel 4.

Zwecks Erleichterung des Personenverkehrs zu Fuss innerhalb eines begrenzten Bereichs kann zwischen den örtlichen Grenzbehörden eine Regelung vereinbart werden, durch die es genau begrenzten Kreisen von Personen, welche in der Nähe der Grenze wohnhaft sind, gestattet wird, die Grenze auf bestimmten Wegen, hierunter auch solchen, die nicht für den allgemeinen Grenzverkehr offen sind, zu überschreiten und sich kürzere Zeit innerhalb eines genauer bezeichneten Bezirks auf der anderen Seite der Grenze aufzuhalten.

Ein solcher Verkehr darf nur zu Fuss (nicht mit Wagen, zu Pferde oder zu Rad) vor sich gehen, und es dürfen keinerlei Waren irgendwelcher Art von den Betreffenden mitgeführt werden.

Den örtlichen Behörden (Landräten oder Amtmännern) bleibt es überlassen, nähere Vereinbarungen über die Durchführung dieser Regelung, einschliesslich der erforderlichen Ausweise untereinander zu treffen.

Artikel 5.

Auf den Schulbesuch in den Grenzbezirken, für welche gemäss Artikel 4 dieses Abkommens Bestimmungen über die Erleichterung des Ortsverkehrs getroffen werden, finden die Bestimmun-

gen entsprechende Anwendung, die hinsichtlich des Schulbesuches im Artikel 4 des Abkommens vom 23. Oktober 1920 über die erleichterten Passvorschriften, für die Bewohner der Grenzgebiete getroffen sind.

Artikel 6.

Dieses Abkommen tritt mit der Unterzeichnung in Kraft und gilt so lange wie das Abkommen vom 23. Oktober 1920, betreffend den sogenannten Kleinen Grenzverkehr, in Geltung bleibt.

KOPENHAGEN, den 12. Juli 1921.

(Gez.) VON KÖRNER.

(Gez.) FHR. VON NEURATH.

(Gez.) HARALD SCAVENIUS.

Pour copie conforme :

Copenhague le 12 septembre 1924

Georg COHN,

Chef du Service danois de la Société des Nations.

¹ TRADUCTION.

¹ TRANSLATION.

No. 646. — ACCORD CONCLU ENTRE LE DANEMARK ET LE REICH ALLEMAND, RELATIF AU PETIT TRAFIC FRONTALIER, SIGNÉ A COPENHAGUE LE 23 OCTOBRE 1920.

No. 646. — AGREEMENT BETWEEN DENMARK AND THE GERMAN REICH IN REGARD TO MINOR FRONTIER TRAFFIC, SIGNED AT COPENHAGEN, OCTOBER 23, 1920.

Article I.

Article I.

Les propriétaires ou fermiers d'exploitations agricoles traversées par la frontière germano-danoise, seront autorisés à franchir la frontière pour se rendre d'une partie de leur propriété dans l'autre. Le même droit sera accordé aux membres de leur famille et à leurs domestiques.

Persons possessing landed property, either in their own right or on lease, which is used for agricultural purposes and which is intersected by the frontier between Germany and Denmark, shall be entitled to pass across the frontier from one portion of their property to the other. The members of their household and their servants shall be entitled to the same right.

Ces personnes seront autorisées à exporter et à importer, en franchise de droits de douane

The above-mentioned persons shall be allowed to export and import the implements necessary

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

et d'autres taxes, les instruments, les engrais et les animaux de trait nécessaires à l'exploitation des parcelles situées sur le territoire étranger, ainsi que les produits récoltés sur ces parcelles. Elles pourront en outre conduire le bétail de pacage des exploitations agricoles en question sur les parcelles situées au delà de la frontière et de réimporter en franchise de droits de douane et d'autres taxes. Les autorités douanières compétentes des deux pays seront autorisées à prendre, d'un commun accord, toutes les mesures nécessaires pour empêcher les abus qui pourraient résulter de l'application de ces facilités.

Le droit d'exporter et d'importer en franchise de droits de douane les produits récoltés et les instruments susmentionnés, n'implique qu'un droit de libre disposition sur ces produits dans le pays où la personne en question est domiciliée, à l'exclusion du droit de vendre ces produits sur le territoire de l'autre pays, sans observer les dispositions générales de la loi.

Article 2.

Pour les besoins du petit trafic frontalier mentionné à l'article 1, les autorités du pays, dont le propriétaire ou le fermier de la parcelle en question est ressortissant, lui délivreront une carte frontalière qui servira de pièce d'identité. La carte frontalière devra porter une photographie du titulaire. Elle devra en outre contenir les indications suivantes : nom, âge, domicile, nationalité et signalement du titulaire, ainsi que la signature et le cachet de l'autorité qui aura délivré la carte. La carte frontalière sera délivrée gratuitement et sera valable pendant six mois. Aussitôt que les conditions qui ont motivé la délivrance d'une carte frontalière ne se trouveront plus réunies, cette dernière sera annulée et devra être rendue par le titulaire à l'autorité qui l'a délivrée. Les autorités douanières allemandes et danoises se communiqueront réciproquement la liste de toutes les cartes frontalières qu'elles auront délivrées, en mentionnant toutes les indications figurant sur la carte.

Article 3.

Les titulaires de cartes frontalières qui violeront les dispositions de l'article 1, après

for the cultivation of the portions of their property situated in the other country, and also fertilisers, animals used for farm work, and crops harvested from the said portions of property, without being subject to customs duties or other charges. They shall further be entitled to drive the grazing cattle belonging to the agricultural enterprises in question to and fro between the portions of property on either side of the frontier, without being subject to customs duties or other charges. The competent customs authorities of the Contracting Parties shall be entitled to adopt measures, in agreement with one another, against any abuses of this right.

The right to import and export the above-mentioned crops and implements free of duty only includes the right to dispose freely of such crops in the country of residence and does not confer any right to alienate them in the other country without complying with the ordinary legal regulations.

Article 2.

Frontier cards shall be issued as evidence of identity for the use of the persons referred to in Article 1 by the authorities of the country of which the owner or tenant of the land in question is a national. The frontier card must contain a photograph of the person in whose favour it is issued, and also exact information as to the name, age, residence and nationality, together with a personal description, of the holder, and finally the signature and stamp of the issuing authority. The card shall be issued gratuitously for periods of six months. So soon as the conditions which are requisite for the issue of a pass cease to exist, the card shall cease to be valid, and must be surrendered by the holder to the issuing authority. The German and Danish frontier authorities shall communicate to each other particulars of all frontier cards thus issued, together with the data contained in them.

Article 3.

Holders of frontier cards who infringe the provisions of Article 1, shall receive an

avoir été avertis une première fois, seront privés, en cas de récidive, de la carte frontalière, pendant une période de deux mois, sans préjudice des dispositions pénales générales en vigueur dans l'autre pays. En cas de nouvelle infraction, la carte pourra leur être retirée.

Article 4.

Le présent Accord restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'une des Parties contractantes, moyennant préavis de six mois.

COPENHAGUE, le 23 octobre 1920.

(Signé) FRHR. VON NEURATH (Signed).

(Signé) HARALD SCAVENIUS (Signed).

ACCORD COMPLÉMENTAIRE CONCLU ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LE DANEMARK RELATIF AU PETIT TRAFIC FRONTALIER, SIGNÉ A COPENHAGUE LE 12 JUILLET 1921.

En vue de compléter l'accord du 23 octobre 1920 relatif au petit trafic frontalier, les Parties contractantes sont convenues des dispositions suivantes :

Article 1.

Les propriétaires ou fermiers d'une exploitation agricole dont les parcelles sont situées de l'un et de l'autre côté de la frontière, même si elles ne sont pas traversées directement par celle-ci, auront droit pour eux-mêmes, les membres de leur famille et leurs domestiques aux cartes frontalières établies par l'article 1 de l'Accord relatif au petit trafic frontalier, à condition que le droit de propriété ou le bail soit antérieur au 23 octobre 1920 et que les parcelles en question fassent partie d'une seule exploitation agricole. Les titulaires de ces cartes jouiront de tous les droits mentionnés à l'article 1 ; ils n'auront toutefois que le droit de se rendre sur les parcelles situées dans l'autre pays, en utilisant les chemins qui y donnent directement accès. Les successeurs juridiques des personnes qui, à la date du 23 octobre 1920, étaient propriétaires ou fermiers de parcelles

admonition for the first offence, and, in case of a second offence, shall forfeit their frontier cards for a period of two months, without prejudice to their liability under the ordinary penal regulations of the other country. If the offence is again repeated, the card may be permanently withdrawn.

Article 4.

The present Agreement shall remain in force until it has been denounced, at six months' notice, by one of the Contracting Parties.

COPENHAGEN, October 23, 1920.

SUPPLEMENTARY AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND DENMARK IN REGARD TO MINOR FRONTIER TRAFFIC, SIGNED AT COPENHAGEN, JULY 12, 1921.

The Contracting Parties have agreed upon the following provisions as a supplement to the Agreement of October 23, 1920, regarding so-called Minor Frontier Traffic :

Article 1.

Owners or tenants of landed property employed for agricultural purposes which is situated on both sides of the frontier, even if not actually intersected thereby, shall be entitled to the frontier cards referred to in Article 1 of the Agreement regarding Minor Frontier Traffic, for themselves, their household and their employees, provided that the title to the property or the lease dates from prior to October 23, 1920, and that the land in question is cultivated as one and the same enterprise. The said cards shall confer on the recipients the rights stated thereon, but it should be noted that the right of movement does not extend in such cases beyond the portions of the property or the ordinary means of access to them situated in the other country. The legal heirs of such persons shall similarly receive frontier cards, if they were, on October

situées des deux côtés de la frontière, recevront également des cartes frontalières.

Des cartes frontalières seront également délivrées aux personnes qui, sans pouvoir bénéficiaire des dispositions ci-dessus, avaient, à la date du 23 octobre 1920, pris à bail la pêche fluviale, ou possédaient un droit de couper des roseaux et du jonc de l'autre côté de la frontière.

Article 2.

Les cartes frontalières que les autorités du pays auquel le titulaire est ressortissant auront délivrées conformément à l'article précédent ou à l'article 2 de l'Accord relatif au petit trafic frontalier, seront reconnues valables dans tous les cas par les autorités de l'autre pays. Ces cartes frontalières donneront au titulaire le droit de franchir la frontière à l'endroit ou aux endroits où le trafic s'effectuait habituellement avant la délimitation de la frontière. Les endroits où la frontière pourra être franchie devront toutefois être indiqués sur la carte frontalière.

Les personnes visées au dernier alinéa de l'article premier, lorsqu'elles franchiront la frontière en bateau, ne pourront toutefois le faire que sur un seul point qui devra être choisi parmi les endroits où il existe un poste douanier danois.

Article 3.

Dans les quatre semaines qui suivront la mise en vigueur du présent Accord, les bureaux de cercles (Landratsämter) ou les bureaux de districts (Aemter) des territoires situés des deux côtés de la frontière procéderont à l'échange de listes, dans lesquelles seront énumérées toutes les cartes frontalières délivrées jusqu'ici par les autorités des deux pays. En outre, les conseillers provinciaux et les sous-préfets se communiqueront dorénavant tous les renseignements relatifs aux cartes frontalières qu'ils auront délivrées dans les quatorze jours qui suivront cette délivrance. Ces communications renfermeront toutes les indications requises d'après l'article 2 de l'Accord relatif au petit trafic frontalier, la désignation exacte des parcelles ou des cours d'eau situés au delà de la frontière ainsi qu'une indication exacte du droit (propriété, bail, droit de pêche, etc.), en vertu duquel la carte a été délivrée ; l'endroit où la frontière pourra être franchie devra également être indiqué.

23, 1920, in the position of owners or tenants of property on both sides of the frontier.

Persons who, though not covered by the above provisions, had leased inland fishery rights on October 23, 1920, or who possessed rights for the cutting of bulrushes and reeds, shall also be entitled to frontier cards.

Article 2.

The frontier cards which have been issued, in conformity with the previous article, or with Article 2 of the Agreement in regard to Minor Frontier Traffic, by the authorities of the country of which the person entitled to the pass is a national, shall be recognised in all cases by the authorities of the other country. These cards entitle the holder to cross the frontier at the place or places at which such traffic was customary before the frontier was established. The crossing places in question shall be indicated on the frontier card.

If, however, the persons referred to in the last paragraph of Article 1 cross the frontier by water, they may only cross at one spot which shall be a place where a customs post is situated on the Danish side of the frontier.

Article 3.

Within four weeks after the coming into force of the present Agreement, lists of the frontier cards already issued by the authorities of the respective countries shall be exchanged between the German and Danish district administrative offices (Landratsämter) on either side of the frontier. The Head District Administrative Officials (Landrat, Amtmann) shall notify each other of all further issues of frontier cards within 14 days after the date of issue. These notifications shall contain the information required under Article 2 of the Agreement in regard to Minor Frontier Traffic and shall further give the precise situation of the property or waters situated on the other side of the frontier, an exact description of the nature of the title (ownership, lease, fishery rights, etc.) in virtue of which the card has been issued, and finally an indication of the crossing place.

Dans le cas où les autorités compétentes de l'un des deux pays auraient à soulever des objections contre la délivrance d'une carte frontalière par les autorités de l'autre pays, ces objections seront communiquées par le conseiller provincial intéressé au fonctionnaire compétent et inversement. Les Parties contractantes s'engagent à donner à leurs administrations les instructions nécessaires pour que toutes les objections soient, le cas échéant, examinées immédiatement et pour que les cartes frontalières délivrées par erreur soient aussitôt retirées. Les autorités de l'un des deux pays ne sont pas autorisées à contester, par une décision unilatérale, la validité d'une carte frontalière délivrée par les autorités de l'autre pays, ou à refuser au titulaire le droit de passage, sous prétexte que les conditions requises pour la délivrance d'une carte frontalière ne se trouvent pas réunies.

Dans le cas où les avis visés au premier alinéa du présent article n'auraient pas été communiqués à temps au conseiller provincial ou au sous-préfet, ce fonctionnaire sera toutefois autorisé, après expiration du délai, à suspendre par une décision unilatérale la validité de la carte.

Si le titulaire de la carte s'en sert pour se rendre sur des parcelles autres que celles indiquées sur la carte et utilise des chemins autres que les chemins d'accès directs, ou s'il se rend coupable d'une autre infraction aux dispositions de l'article 1 de l'Accord du 23 octobre 1920, relatif au petit trafic frontalier, il y aura lieu de lui appliquer les dispositions de l'article 3 de ce dernier Accord.

Article 4.

Afin de faciliter la circulation des piétons dans une zone déterminée, les autorités locales des zones-frontières auront le droit de conclure un arrangement autorisant certaines personnes déterminées, domiciliées à proximité de la frontière, à franchir celle-ci en utilisant certains chemins spécialement désignés, y compris ceux qui ne sont pas ouverts au trafic frontalier normal; ces personnes pourront également être autorisées à séjourner pendant un temps relativement court dans un endroit nettement spécifié situé au delà de la frontière.

Ces personnes ne pourront franchir la frontière qu'à pied (et non en voiture, à cheval ou à bicyclette); elles ne pourront exporter

If the competent authorities of either country should have any objection to make against the issue of a frontier card by the authorities of the other country, such objections shall be communicated to one another by the respective German or Danish Head District Administrative Officials (Landrat, Amtmann). The Contracting Parties undertake to give instructions to their respective officials to investigate any such objections without delay and to cancel any frontier cards which may have been obtained under false pretences. The authorities of one country are not entitled to reject at their own discretion a frontier card issued by the authorities of the other country, or to turn back the holder on the grounds that the conditions requisite for the issue of the card have not been fulfilled.

If the notification laid down in the first paragraph of the present article has not been made to the Head District Administrative Official concerned within the prescribed time, that authority shall be entitled, on the expiration of the time limit, to suspend the validity of the frontier card at their own discretion.

If the holder of a frontier card makes use of it outside of the area to which it applies, or of the ordinary means of access thereto, or if he otherwise infringes the provisions of Article 1 of the Agreement of October 23, 1920, in regard to Minor Frontier Traffic, the provisions of Article 3 of that Agreement shall be applicable.

Article 4.

With a view to facilitating the movement of foot passengers within a limited area, an arrangement may be made between the local frontier authorities by virtue of which persons of certain clearly defined categories who reside near the frontier may be authorised to cross the frontier by certain roads — even including roads which are not open for ordinary frontier traffic — and to remain for a short time, within a clearly defined area, on the other side of the frontier.

This privilege can only be extended to foot passengers (not to persons driving, riding or bicycling) and the persons concerned may not

aucune marchandise de quelque nature que ce soit.

Il appartiendra aux autorités locales (conseillers provinciaux ou sous-préfets) de conclure entre elles les arrangements nécessaires pour l'application de ces prescriptions et d'établir les laissez-passer.

Article 5.

Dans les zones-frontières, dans lesquelles des mesures ont été prises, conformément à l'article 4 du présent Accord, en vue de faciliter le trafic local, il y aura lieu d'appliquer, en ce qui concerne les enfants fréquentant une école, les dispositions respectives de l'article 4 de l'Accord du 23 octobre 1920, relatif aux facilités accordées aux habitants des zones-frontières en matière de trafic frontalier.

Article 6.

Le présent Accord entrera en vigueur le jour de sa signature et restera en vigueur aussi longtemps que l'Accord du 23 octobre 1920 relatif au petit trafic frontalier.

COPENHAGUE, le 12 juillet 1921.

(Signé) HARALD SCAVENIUS (Signed).

(Signé) VON KOERNER (Signed).

(Signé) FRHR. VON NEURATH (Signed).

carry with them goods of any description whatsoever.

The local authorities (German or Danish Head District Administrative officials) shall be empowered to conclude further agreements with one another in regard to the carrying out of the above Arrangement, including the issue of the necessary passes.

Article 5.

In regard to school attendance in the frontier district, in cases in which increased facilities for local traffic are provided under Article 4 of the present Agreement, the relevant provisions of Article 4 of the Agreement of October 23, 1920, concerning increased facilities for frontier traffic, in regard to attendance at school, shall be applicable.

Article 6.

The present Agreement shall come into force as from the time of its signature and shall remain valid so long as the Agreement of October 23, 1920, regarding so-called Minor Frontier Traffic continues in force.

COPENHAGEN, July 12th, 1921.

N° 647.

BELGIQUE,
GRANDE-BRETAGNE,
FRANCE, GRÈCE, ITALIE, etc.

Convention établissant le statut définitif du Danube, signée à Paris le 23 juillet 1921.

BELGIUM, GREAT BRITAIN,
FRANCE,
GREECE, ITALY, etc.

Convention instituting the definitive Statute of the Danube, signed at Paris, July 23, 1921.

No. 647. — CONVENTION¹ ÉTABLISSANT LE STATUT DÉFINITIF DU DANUBE, SIGNÉE A PARIS LE 23 JUILLET 1921.

Texte officiel français communiqué par le Consul d'Allemagne à Genève et par le Service français de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 18 juillet 1924.

La BELGIQUE, la FRANCE, la GRANDE-BRETAGNE, la GRÈCE, l'ITALIE, la ROUMANIE, le ROYAUME DES SERBES, CROATES, SLOVÈNES et la TCHÉCOSLOVAQUIE,

Voulant déterminer d'un commun accord, conformément aux stipulations des Traités de Versailles, de Saint-Germain, de Neuilly et de Trianon, les règles générales suivant lesquelles sera assurée d'une manière définitive la libre navigation du Danube international,

Ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont désigné pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Jules BRUNET, Ministre Plénipotentiaire ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Albert LEGRAND, Ministre Plénipotentiaire, Délégué aux Commissions européenne et internationale du Danube ;

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

M. John Grey BALDWIN, Ministre Plénipotentiaire, Délégué à la Commission européenne du Danube ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES :

M. André ANDRÉADÈS, Professeur à la Faculté de droit de l'Université d'Athènes ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Le Comte Vannutelli REY, Conseiller de Légation ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Constantin CONTZESCO, Ministre Plénipotentiaire, Délégué aux Commissions européenne et internationale du Danube ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES, SLOVÈNES :

M. Mihaïlo G. RISTITCH, Ministre plénipotentiaire, Délégué à la Commission internationale du Danube ;

¹ Le procès-verbal du dépôt des instruments de ratification par toutes les parties contractantes ayant été clos le 30 juin 1922, la Convention est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1922.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 647. — CONVENTION² INSTITUTING THE DEFINITIVE STATUTE OF THE DANUBE, SIGNED AT PARIS, JULY 23, 1921.

French official text communicated by the German Consul at Geneva and by the "Service Français" of the League of Nations. The registration of this Convention took place July 18, 1924.

BELGIUM, FRANCE, GREAT BRITAIN, GREECE, ITALY, ROUMANIA, the SERB-CROAT-SLOVENE STATE and CZECHO-SLOVAKIA,

Being desirous of determining jointly, in accordance with the stipulations of the Treaties of Versailles, Saint-Germain, Neuilly and Trianon, the general regulations by which the unrestricted navigation of the Danube shall be definitely assured,

Have resolved to conclude a Convention, and, for that purpose, have appointed as their respective Plenipotentiaries, that is to say :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Jules BRUNET, Minister Plenipotentiary ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Albert LEGRAND, Minister Plenipotentiary, Delegate to the European and International Commissions of the Danube ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

Mr. John GREY BALDWIN, Minister Plenipotentiary, Delegate to the European Commission of the Danube ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES :

M. André ANDRÉADÈS, Professeur à la Faculté de droit de l'Université d'Athènes ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

Le Comte Vannutelli REY, Counsellor of Legation ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Constantin CONTZESCO, Minister Plenipotentiary, Delegate to the European and International Commissions of the Danube ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS, SLOVENES :

M. Mihailo G. RISTITCH, Minister Plenipotentiary, Delegate to the International Commission of the Danube ;

¹ Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique.

¹ Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

² The closure of the *Procès-verbal* of the deposit of the instruments of ratification by all the Contracting Parties having taken place June 30, 1922, the Convention came into force October 1, 1922.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Bohuslav MÜLLER, Secrétaire d'Etat au Ministère des Travaux publics, Ministre plénipotentiaire, Délégué à la Commission internationale du Danube ;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont, en présence et avec la participation des Plénipotentiaires de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Bulgarie et de la Hongrie, dûment autorisés, savoir :

POUR L'ALLEMAGNE :

M. le Dr Arthur SEELIGER, Ministre plénipotentiaire, Délégué à la Commission internationale du Danube ;

POUR L'AUTRICHE :

M. le Dr Victor ONDRACZEK, Chef de section au Ministère fédéral des Communications publiques ;

POUR LA BULGARIE :

M. Georges LAZAROFF, Directeur général au Ministère des Chemins de fer et des Ports, Délégué à la Commission internationale du Danube ;

POUR LA HONGRIE :

Son Excellence Edmond de MIKLOS DE MIKLOSVAR, Conseiller intime, Secrétaire d'Etat, Délégué à la Commission internationale du Danube ;

arrêté les stipulations suivantes :

I. RÉGIME GÉNÉRAL DU DANUBE.

Article 1.

La navigation du Danube est libre et ouverte à tous les pavillons dans des conditions d'égalité complète sur tout le cours navigable du fleuve, c'est-à-dire entre Ulm et la mer Noire, et sur tout le réseau fluvial internationalisé ainsi qu'il est déterminé à l'article suivant, de telle sorte qu'aucune distinction ne soit faite, au détriment des ressortissants, des biens et du pavillon d'une Puissance quelconque, entre ceux-ci et les ressortissants, les biens et le pavillon de l'Etat riverain lui-même ou de l'Etat dont les ressortissants, les biens et le pavillon jouissent du traitement le plus favorable.

Ces dispositions doivent s'entendre sous réserve des stipulations contenues dans les articles 22 et 43 de la présente Convention.

Article 2.

Le réseau fluvial internationalisé mentionné à l'article précédent est composé de :

La Morava et la Thaya dans la partie de leur cours constituant la frontière entre l'Autriche et la Tchécoslovaquie ;

La Drave depuis Barcs ;

La Tisza depuis l'embouchure du Szamos ;

Le Maros depuis Arad ;

Les canaux latéraux ou chenaux qui seraient établis, soit pour doubler ou améliorer des sections naturellement navigables dudit réseau, soit pour réunir deux sections naturellement navigables d'un de ces mêmes cours d'eau.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CZECHOSLOVAKIA :

M. Bohuslav MÜLLER, Secretary of State in the Ministry of Public Works, Minister Plenipotentiary, Delegate to the International Commission of the Danube ;

who, having reciprocally communicated their full powers, found in good and due form, have, in the presence and with the participation of the duly authorised Plenipotentiaries of Germany, Austria, Bulgaria and Hungary, that is to say :

FOR GERMANY :

Dr. Arthur SEELIGER, Minister Plenipotentiary, Delegate to the International Commission of the Danube ;

FOR AUSTRIA :

Dr. Victor ONDRACZEK, Chef de section au Ministère fédéral des Communications publiques ;

FOR BULGARIA :

M. Georges LAZAROFF, Director-General, Ministry of Railways and Ports, Delegate to the International Commission of the Danube ;

FOR HUNGARY :

His Excellency Edmond de MIKLOS DE MIKLOSVAR, Privy Councillor, Secretary of State, Delegate to the International Commission of the Danube ;

agreed upon the following provisions :

I. GENERAL PROVISIONS.

Article 1.

Navigation on the Danube is unrestricted and open to all flags on a footing of complete equality over the whole navigable course of the river, that is to say, between Ulm and the Black Sea, and over all the internationalised river system as defined in the succeeding article, so that no distinction is made, to the detriment of the subjects, goods and flag of any Power, between them and the subjects, goods and flag of the riparian State itself or of the State of which the subjects, goods and flag enjoy the most favoured treatment.

These provisions shall be read with the reservations contained in articles 22 and 43 of the present Convention.

Article 2.

The internationalised river system referred to in the preceding article consists of :

The Morava and the Thaya where, in their courses, they form the frontier between Austria and Czecho-lovakia ;

The Drave from Barcs ;

The Tisza from the Mouth of the Szamos ;

The Maros from Arad ;

Any lateral canals or waterways which may be constructed, whether to duplicate or improve naturally navigable portions of the river system, or to connect two naturally navigable portions of one of these waterways.

Article 3.

La liberté de la navigation et l'égalité entre les pavillons sont assurées par deux Commissions distinctes, à savoir la Commission européenne du Danube, dont la compétence, telle quelle est déterminée au chapitre II, s'étend sur la partie du fleuve dite Danube maritime, et la Commission internationale du Danube, dont la compétence, telle qu'elle est déterminée au chapitre III, s'étend sur le Danube fluvial navigable, ainsi que sur les voies d'eau déclarées internationales par l'article 2.

II. DANUBE MARITIME.

Article 4.

La Commission européenne du Danube est composée provisoirement des représentants de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de la Roumanie, à raison d'un délégué par Puissance.

Toutefois, tout Etat européen qui justifiera à l'avenir d'intérêt commerciaux maritimes et européens suffisants aux embouchures du Danube pourra, sur sa demande, être admis à se faire représenter dans la Commission sur une décision unanime prise par les gouvernements qui y sont eux-mêmes représentés.

Article 5.

La Commission européenne exerce les pouvoirs qu'elle avait avant la guerre.

Il n'est rien changé aux droits, attributions et immunités qu'elle tient des Traités, Conventions, Actes et Arrangements internationaux relatifs au Danube et à ses embouchures.

Article 6.

La compétence de la Commission européenne s'étend, dans les mêmes conditions que par le passé et sans aucune modification à ses limites actuelles, sur le Danube maritime, c'est-à-dire depuis les embouchures du fleuve jusqu'au point où commence la compétence de la Commission internationale.

Article 7.

Les pouvoirs de la Commission européenne ne pourront prendre fin que par l'effet d'un arrangement international conclu par tous les Etats représentés à la Commission.

Le siège légal de la Commission demeure fixé à Galatz.

III. DANUBE FLUVIAL.

Article 8.

La Commission internationale du Danube est composée, conformément aux articles 347 du Traité de Versailles, 302 du Traité de Saint-Germain, 230 du Traité de Neuilly et 286 du Traité de Trianon, par deux représentants des Etats allemands riverains, un représentant de chacun des autres Etats riverains et un représentant de chacun des Etats non riverains représentés à la Commission européenne du Danube ou qui pourraient l'être à l'avenir.

Article 3.

Freedom of navigation and the equal treatment of all flags are assured by two separate Commissions, that is to say, the European Commission of the Danube, of which the administrative sphere, as defined in Chapter II, extends over that part of the river known as the maritime Danube, and the International Commission of the Danube, of which the administrative sphere, as defined in Chapter III, extends over the navigable fluvial Danube as well as over those waterways which are declared by article 2 to be international.

II. MARITIME DANUBE.

Article 4.

The European Commission of the Danube is composed provisionally of one representative each of France, Great Britain, Italy and Roumania.

Nevertheless, any European State which, in future, is able to prove its possession of sufficient maritime commercial and European interests at the mouths of the Danube may, at its request, be accorded representation on the Commission by a unanimous decision of the Governments already represented.

Article 5.

The European Commission retains the powers which it possessed before the war.

No alteration is made in the rights, prerogatives and privileges which it possesses in virtue of the Treaties, Conventions, International Acts and Agreements relative to the Danube and its Mouths.

Article 6.

The authority of the European Commission extends, under the same conditions as before, and without any modification of its existing limits, over the maritime Danube, that is to say, from the Mouths of the river to the point where the authority of the International Commission commences.

Article 7.

The powers of the European Commission can only come to an end as the result of an international agreement concluded by all the States represented on the Commission.

The statutory seat of the Commission shall continue to be at Galatz.

III. FLUVIAL DANUBE.

Article 8.

The International Commission is composed, in accordance with article 347 of the Treaty of Versailles, 302 of the Treaty of Saint-Germain, 230 of the Treaty of Neuilly, and 286 of the Treaty of Trianon, of two representatives of the German riparian States, one representative of each of the other riparian States and one representative of each of the non-riparian States which are, or which may be in future, represented on the European Commission of the Danube.

Article 9.

La compétence de la Commission internationale s'étend sur la partie du Danube comprise entre Ulm et Braila et sur le réseau fluvial déclaré international en vertu de l'article 2.

Aucune voie d'eau, autre que celles qui sont mentionnées à l'article 2, ne pourra être placée sous la compétence de la Commission internationale sans le consentement unanime de la dite Commission.

Article 10.

Sur la partie du Danube et sur le réseau fluvial placés sous sa compétence, et dans la limite des pouvoirs qu'elle tient de la présente Convention, la Commission internationale veille à ce qu'aucun obstacle quelconque ne soit mis, du fait d'un ou de plusieurs Etats, à la libre navigation du fleuve, à ce que, tant pour le passage que pour l'usage des ports, de leurs installations et de leur outillage, les ressortissants, les biens et les pavillons de toutes les Puissances soient traités sur le pied d'une complète égalité et, d'une manière générale, à ce qu'aucune atteinte ne soit portée au caractère international que les Traités ont assigné au réseau internationalisé du Danube.

Article 11.

Sur la base des propositions et des projets qui lui sont présentés par les Etats riverains, la Commission internationale établit le programme général des grands travaux d'amélioration qui doivent être entrepris dans l'intérêt de la navigabilité du réseau fluvial international et dont l'exécution peut être échelonnée sur une période de plusieurs années.

Le programme annuel des travaux courants d'entretien et d'amélioration du réseau fluvial est élaboré par chaque Etat riverain, pour ce qui concerne son domaine territorial, et communiqué à la Commission, qui appréciera si ce programme est conforme aux exigences de la navigation ; elle pourra le modifier si elle le juge utile.

Dans toutes ses décisions, la Commission tiendra compte des intérêts techniques, économiques et financiers des Etats riverains.

Article 12.

Les travaux compris dans ces deux programmes seront exécutés par les Etats riverains dans les limites de leurs frontières respectives. La Commission s'assurera de l'exécution des travaux et de leur conformité avec le programme où ils sont prévus.

Dans le cas où un Etat riverain ne serait pas en mesure d'entreprendre lui-même les travaux qui sont de sa compétence territoriale, cet Etat sera tenu de les laisser exécuter par la Commission internationale elle-même dans les conditions qu'elle déterminera et sans qu'elle puisse en confier l'exécution à un autre Etat, sauf en ce qui concerne les parties du réseau fluvial formant frontière. Dans ce dernier cas, la Commission déterminera les modalités de l'exécution des travaux en tenant compte des stipulations spéciales des Traités.

Les Etats riverains intéressés sont tenus de fournir à la Commission ou à l'Etat exécutant, suivant les cas, toutes les facilités nécessaires à l'exécution des dits travaux.

Article 13.

Les Etats riverains auront le droit d'entreprendre, dans les limites de leurs frontières respectives, sans l'approbation préalable de la Commission internationale, les travaux qui pourraient être nécessités par une circonstance imprévue et urgente. Ils devront toutefois aviser sans délai la Commission des raisons qui ont motivé ces travaux, en lui en fournissant une description sommaire.

Article 9.

The authority of the International Commission extends over the Danube between Ulm and Braila and over the river system defined as international in article 2.

No waterway, other than those enumerated in article 2, shall be placed under the authority of the International Commission without the unanimous consent of the said Commission.

Article 10.

On the portion of the Danube and river system placed under its authority, and within the limits of the powers derived from this Convention, the International Commission is responsible that no obstacle of any description due to the action of one or more States is placed on the unrestricted navigation of the river ; that in respect of access to and the use of ports and their equipment, the subjects, goods and flags of all Powers are treated on a footing of complete equality, and, generally, that the international character which has been assigned by the Treaties to the river system of the Danube suffers no prejudice.

Article 11.

On the basis of proposals and plans submitted by the riparian States, the International Commission draws up the general programme of important works of improvement which should be carried out in the interests of the navigability of the international river system and of which the execution may be spread over a period of several years.

The annual programme of current works of maintenance and improvement of the waterway is drawn up by each riparian State in respect of its own territory and communicated to the Commission, which decides whether this programme is in conformity with the requirements of navigation ; if necessary, the Commission may modify the programme.

The Commission, in all its decisions, shall take account of the technical, economic and financial interests of the riparian States.

Article 12.

The works included in these two programmes shall be undertaken by the riparian States, each within the limits of its own frontiers. The Commission will satisfy itself that the works are carried out and that they are in conformity with the relevant programme.

In case a riparian State is unable itself to undertake the works which relate to its own territory, it is obliged to allow the International Commission to carry them out under conditions determined by the Commission. The Commission may not, however, entrust the execution of works to another State unless the section in question of the waterway is a frontier, in which case the Commission shall decide, having regard to the special provisions of the treaties, the manner in which the works shall be carried out.

The riparian States concerned are obliged to afford the Commission or the executory State, as the case may be, all necessary facilities for carrying out the said works.

Article 13.

The riparian States will have the right to carry out within the limits of their own frontiers, and without the previous consent of the Commission, any works which may be necessitated by unforeseen and urgent circumstances. They must, however, without delay apprise the Commission of the reasons which have necessitated the works, of which a summary description must be furnished.

Article 14.

Les Etats riverains feront parvenir à la Commission internationale une description sommaire de tous travaux qu'ils considèrent comme nécessaires à leur développement économique, notamment les travaux de défense contre les inondations, ceux qui concernent les irrigations et l'utilisation des forces hydrauliques, et qui seraient à exécuter sur la voie d'eau comprise dans les limites de leurs frontières respectives.

La Commission ne peut interdire de tels travaux qu'en tant qu'ils seraient de nature à porter atteinte à la navigabilité du fleuve.

Si, dans le délai de deux mois à dater de la communication, la Commission n'a formulé aucune observation, il pourra être procédé sans autres formalité à l'exécution des dits travaux. Dans le cas contraire, la Commission devra prendre une décision définitive dans le plus bref délai possible, et au plus tard dans les quatre mois qui suivront l'expiration du premier délai.

Article 15.

Les frais des travaux courants d'entretien sont à la charge des Etats riverains respectifs.

Toutefois, lorsque l'Etat exécutant sera en mesure d'établir que les dépenses qui lui incombent du chef de l'entretien du chenal navigable dépassent notablement ce qu'exigeraient les besoins de son propre trafic, il pourra demander à la Commission de répartir équitablement ces dépenses entre lui et les Etats riverains directement intéressés à l'exécution des dits travaux. La Commission, dans ce cas, fixera elle-même la part contributive de chaque Etat et en assurera le règlement.

Si la Commission entreprend elle-même des travaux d'entretien dans les limites des frontières d'un Etat, elle recevra de cet Etat le montant de la dépense qui lui incombe.

Article 16.

Quant aux travaux d'amélioration proprement dits et aux travaux s'appliquant à l'entretien des travaux d'amélioration d'une importance particulière, l'Etat qui les entreprendra pourra être autorisé par la Commission à se couvrir de leurs frais par la perception de taxes sur la navigation.

Si la Commission exécute elle-même des travaux de cette catégorie, elle pourra se couvrir de ses dépenses par la perception de taxes.

Article 17.

En ce qui concerne les parties du Danube formant frontière, l'exécution des travaux et la répartition des dépenses seront réglées par entente entre les Etats riverains respectifs. A défaut d'entente, la Commission déterminera elle-même, en tenant compte des stipulations des traités, les conditions de l'exécution desdits travaux, et éventuellement la répartition des dépenses occasionnées par leur exécution.

Article 18.

Les taxes, lorsqu'il en sera perçu sur la navigation, seront d'un taux modéré. Elles seront calculées sur la jauge du bateau et ne pourront en aucun cas être basées sur les marchandises transportées. A l'expiration d'une période de cinq ans, ce système d'assiette des taxes pourra être révisé si la Commission en décide ainsi à l'unanimité de ses membres.

Le produit des taxes sera exclusivement affecté aux travaux qui ont donné naissance à leur établissement. La Commission internationale en déterminera et en publiera les tarifs ; elle en contrôlera la perception et l'affectation.

Article 14.

The riparian States shall supply the International Commission with a summary description of all works to be carried out on the portion of the waterway situated within their own frontiers which they consider necessary for their economic development, especially works designed to prevent inundation and those undertaken for purposes connected with irrigation and the utilisation of hydraulic power.

The Commission may not forbid the construction of such works except in so far as they may be detrimental to navigation.

If, within a period of two months from the date of the communication, the Commission has made no observation, the execution of the works in question may be proceeded with without further formality. Should the contrary be the case, the Commission shall take a definite decision in as short a time as possible and, at latest, within four months after the expiration of the first period.

Article 15.

The costs of current works of maintenance are borne by the riparian States concerned.

Nevertheless, in the event of a State being able to prove that the expenditure involved for the maintenance of the navigable channel substantially exceeds what would be required in the interests of its own traffic, it may request the Commission to distribute the expenditure equitably between it and the riparian States directly interested in the execution of the works in question. The Commission, in that event, will determine the amount to be contributed by each State and will ensure the settlement of the accounts.

In the event of the Commission itself undertaking works of maintenance within the frontiers of a State, it will receive from that State its contributory share of the expenditure.

Article 16.

With regard to works of improvement properly so called and to works in respect of the maintenance of works of improvement of special importance, the State which carries them out may be authorised by the Commission to cover their cost by the imposition of navigation dues.

If the Commission itself undertakes works of this description, it may cover its expenditure by the imposition of dues.

Article 17.

On those portions of the Danube which form the frontiers between two or more States, the execution of the necessary works and the apportionment of the expenditure involved shall be determined by agreement between the States concerned. Failing an agreement, the Commission, with due regard for the provisions of the treaties, shall itself determine the conditions under which the works shall be carried out and, eventually, the apportionment of the expenditure incurred in their execution.

Article 18.

Dues, when levied on navigation, shall be moderate in amount. They shall be assessed on the ship's tonnage and may in no case be based on the goods transported. This system of assessment may be revised by a unanimous decision of the Commission at the expiration of a period of five years.

Revenue derived from navigation dues shall be exclusively applied to the works for which they were imposed. The International Commission shall fix and publish the tariffs and shall control the collection and the application of the dues.

Ces taxes ne devront jamais constituer un traitement différentiel basé soit sur le pavillon des bateaux ou la nationalité des personnes et des biens, soit sur la provenance, la destination ou la direction des transports ; elles ne devront en aucun cas procurer un revenu à l'Etat percevteur ou à la Commission, ni rendre nécessaire un examen détaillé de la cargaison, à moins qu'il y ait soupçon de fraude ou de contravention.

Au cas où la Commission internationale prendrait à sa charge l'exécution des travaux, elle percevra, par l'entremise de l'Etat riverain intéressé, le montant des taxes correspondant à ses dépenses.

Article 19.

Les droits de douane et d'octroi et autres taxes établies par les Etats riverains sur les marchandises à l'occasion de leur embarquement ou de leur débarquement dans les ports ou sur les rives du Danube seront perçus sans distinction de pavillon et de manière à n'apporter aucune entrave à la navigation.

Les droits de douane ne pourront être supérieurs à ceux qui sont perçus aux autres frontières douanières de l'Etat intéressé sur les marchandises de même nature, de même provenance et de même destination.

Article 20.

Les ports et lieux publics d'embarquement et de débarquement établis sur le réseau fluvial international, avec leur outillage et leurs installations, seront accessibles à la navigation et utilisés par elle sans distinction de pavillon, de provenance et de destination et sans qu'une priorité de faveur puisse être accordée par les autorités locales compétentes à un bateau au détriment d'un autre, sauf dans des cas exceptionnels où il serait manifeste que les nécessités du moment et les intérêts du pays réclament une dérogation. La priorité, dans ces cas, devra être concédée de manière à ne pas constituer une entrave réelle au libre exercice de la navigation, ni une atteinte au principe de l'égalité des pavillons.

Les mêmes autorités veilleront à ce que toutes les opérations nécessaires au trafic, telles que l'embarquement, le débarquement, l'allègement, l'emmagasinage, le transbordement, etc. soient exécutés dans des conditions aussi faciles et aussi rapides que possible et de manière à n'apporter aucune entrave à la navigation.

L'utilisation des ports et lieux publics d'embarquement et de débarquement peut donner lieu à la perception de taxes et redevances raisonnables et légales pour tous les pavillons, correspondant aux dépenses d'établissement, d'entretien et d'exploitation des ports et de leurs installations. Les tarifs en seront publiés et portés à la connaissance des navigateurs. Ils ne seront applicables qu'en cas d'utilisation effective des installations et outillage en vue desquels ils ont été fixés.

Les Etats riverains ne feront pas obstacle à ce que toutes les entreprises de navigation entretiennent sur leur territoire les agences indispensables à l'exercice de leur trafic, sous réserve de l'observation des lois et règlements du pays.

Article 21.

Dans le cas où les Etats riverains auraient décidé de créer des ports francs ou des zones franches dans les ports où le transbordement est nécessairement ou généralement pratiqué, les règlements relatifs à l'usage desdits ports ou zones seront communiqués à la Commission internationale.

Article 22.

Le transport de marchandises et de voyageurs entre les ports des différents Etats riverains ainsi qu'entre les ports d'un même Etat est libre et ouvert à tous les pavillons, dans des conditions d'égalité complète, sur le réseau internationalisé du Danube.

The incidence of navigation dues may in no case involve differential treatment in respect of the flag of the vessels or the nationality of persons and goods or in respect of ports of departure or destination or control of the vessels ; the dues may in no case provide revenue for either the collecting State or for the Commission, nor, unless there exists a suspicion of fraud or transgression, may their collection render necessary a detailed examination of the cargo.

In cases where the International Commission itself undertakes the execution of works, it will collect the dues necessary to cover its expenditure through the riparian State concerned.

Article 19.

Customs duties, tolls and other taxes imposed by riparian States on goods loaded or discharged in ports or on the banks of the Danube shall be levied without distinction of flag and in such a manner as to cause no hindrance to navigation.

Customs duties may not be higher than those levied at the other customs frontiers of the same State on goods of the same description, origin and destination.

Article 20.

Ports and other places on the international waterway where public loading and discharging is carried out, together with their machinery and equipment, shall be accessible to navigation and utilisable without distinction in respect of flag, country of origin or of destination, nor shall preferential treatment be accorded by the local authorities to any vessel at the expense of any other vessel save in exceptional cases where it is manifest that the exigencies of the moment and the interests of the country demand a modification of the principle. In these cases, the preferential treatment must be accorded so as not to constitute a real hindrance to the unrestricted exercise of navigation nor impair the principle of the equality of flags.

The same authorities shall be responsible that all traffic operations, such as loading, discharging, lightering, warehousing, transshipping, etc., are carried out as easily and rapidly as possible and in such a manner as not in any way to hinder navigation.

Taxes and dues, which shall be reasonable, equally applied to all flags and corresponding in amount to the expenses of construction, maintenance and working of the ports and their equipment, may be levied for the use of ports and places where public loading and discharging is carried out. The scale of taxes and dues shall be published and brought to the notice of those concerned. They shall only be levied when effective use is made of the equipment and machinery in respect of which they have been imposed.

The riparian States shall not hinder navigation companies from establishing on their territories the agencies necessary for the exercise of their business, subject to the observance of the laws and regulations of the country.

Article 21.

In the event of riparian States deciding to create free ports or free zones in ports where transshipment is necessarily or generally carried out, the regulations relating to the use of these ports or zones shall be communicated to the International Commission.

Article 22.

On the international waterway of the Danube, the transport of goods and passengers between the ports of separate riparian States as well as between the ports of the same State is unrestricted and open to all flags on a footing of perfect equality.

Toutefois, l'établissement d'un service local régulier de transport de voyageurs et de marchandises indigènes ou indigénées entre les ports d'un seul et même Etat ne pourra être effectué par un pavillon étranger qu'en conformité des règlements nationaux et d'accord avec les autorités de l'Etat riverain intéressé.

Article 23.

Le passage en transit des bateaux, radeaux, voyageurs et marchandises est libre sur le réseau internationalisé du Danube, que ce transit s'effectue directement ou après transbordement ou après mise en entrepôt.

Il ne sera perçu aucun droit de douane ou autre droit spécial basé uniquement sur le fait de ce transit.

Lorsque les deux rives de la voie d'eau font partie d'un même Etat, les marchandises en transit pourront être mises sous scellés, sous cadenas ou sous la garde d'agents des douanes.

L'Etat transité aura le droit d'exiger du capitaine ou patron une déclaration écrite, faite au besoin sous serment, et affirmant s'il transporte ou non des marchandises dont la circulation est réglementée ou dont l'importation est prohibée par l'Etat transité. La liste de ces marchandises sera communiquée le plus tôt possible à la Commission internationale à titre d'information.

La production du manifeste ne pourra être exigée par les autorités compétentes de l'Etat transité, si ce n'est dans le cas où le capitaine ou patron est convaincu d'avoir tenté la contrebande ou lorsque les clôtures douanières ont été brisées. Si, dans ces cas, on découvre une différence entre la cargaison et le manifeste, le capitaine ou patron ne peut invoquer la liberté du transit pour mettre soit sa personne, soit la marchandise qu'il a voulu transporter frauduleusement, à l'abri des poursuites dirigées contre lui par les employés de la douane, conformément aux lois du pays.

Lorsque la voie d'eau forme frontière entre deux Etats, les bateaux, radeaux, voyageurs et marchandises en transit seront exempts de toute formalité douanière.

Article 24.

La Commission internationale élaborera, en s'inspirant des propositions qui lui seront présentées par les Etats riverains, un règlement de navigation et de police qui, dans la mesure du possible, sera uniforme pour la partie du réseau fluvial placée sous sa compétence.

Chaque Etat mettra ce règlement en vigueur sur son propre territoire par un acte de législation ou d'administration et sera chargé de son application, sous réserve des pouvoirs de surveillance reconnus à la Commission internationale par les articles 27 à 30.

Pour les parties du fleuve formant frontière, l'exécution du règlement de navigation et de police sera assurée sous les mêmes réserves par accord entre les Etats riverains et, à défaut d'accord, par chaque Etat riverain dans les limites de sa souveraineté.

Article 25.

L'exercice de la police générale sur le réseau fluvial internationalisé appartient aux Etats riverains, qui en communiquent les règlements à la Commission internationale pour lui permettre de constater que leurs dispositions ne portent pas atteinte à la liberté de la navigation.

Article 26.

Tous les bâtiments affectés spécialement par les Etats riverains au service de la police fluviale seront tenus d'arborer, à côté de leur pavillon national, un insigne distinctif et uniforme. Leurs nom, signalement et numéro seront portés à la connaissance de la Commission internationale.

Nevertheless, a regular local service for passengers or for national or nationalised goods between the ports of one and the same State may only be carried out by a vessel under a foreign flag in accordance with the national laws and in agreement with the authorities of the riparian State concerned.

Article 23.

The passage in transit of vessels, rafts, passengers and goods, whether effected directly or after transshipment or after warehousing, is free on the internationalised waterway of the Danube.

Traffic in transit shall not be subject to customs duties or other special dues based solely on the fact of transit.

When both banks of a waterway belong to the same State, goods in transit may be placed under seal, under lock or under the guard of customs officers.

The State through whose territory the traffic in transit passes shall have the right to require the captain or owner of a vessel to make a written declaration, on oath if necessary, stating whether or not he is carrying goods of which the carriage is subject to regulations or of which the importation is prohibited by the State through whose territory the traffic is in transit. A list of these goods will be communicated as soon as possible to the International Commission.

The authorities of the State through whose territory the traffic is in transit cannot require the production of a ship's manifest unless the captain has been convicted of attempted smuggling or the customs seals or locks have been forced. If, in this event, a discrepancy is discovered between the cargo and the manifest, the captain or owner may not invoke the principle of free transit of goods in order to shelter himself or the goods which he proposed to transport fraudulently from any legal action which, in accordance with the laws of the country, may be directed against him by the customs authorities.

When the waterway forms the frontier between two States, vessels, rafts, passengers and goods in transit shall be exempted from all customs formalities.

Article 24.

The International Commission shall draw up, on the basis of territory by a legislative or administrative act and shall be police regulations which, as far as possible, shall be uniform for the waterway placed under its authority.

Each State shall bring these regulations into force in its own territory by a legislative or administrative act and shall be responsible for their application under the conditions of control recognised by articles 27 to 30 appertaining to the Commission.

On frontier sections, the application of the regulations shall be assured under the same conditions by agreement between the riparian States, or, in default of an agreement, by each riparian State within its own territorial boundaries.

Article 25.

The general policing of the international waterway shall be exercised by the riparian States, who will communicate the relevant regulations to the International Commission to enable the latter to satisfy itself that their provisions do not infringe the principle of freedom of navigation.

Article 26.

All vessels specially employed by riparian States on river police work shall carry, in addition to the national flag, a distinctive and uniform flag. The names, descriptions and numbers of the vessels thus employed shall be communicated to the International Commission.

Article 27.

En vue de l'accomplissement de la tâche qui lui est confiée par les dispositions du présent statut, la Commission internationale constituera tous les services administratifs, techniques, sanitaires et financiers qu'elle jugera nécessaires. Elle en nommera et rétribuera le personnel et elle en fixera les attributions.

La Commission pourra établir à son siège central notamment :

1. Un Secrétaire général permanent, dont le chef sera choisi parmi les ressortissants d'un Etat non riverain représenté à la Commission ;
2. Un service technique, dont le chef sera nommé à la majorité statutaire des suffrages, s'il appartient à un Etat non riverain représenté ou non à la Commission, et à l'unanimité s'il est ressortissant d'un Etat riverain du Danube ;
3. Un service de la navigation, dont le chef sera choisi parmi les ressortissants d'un Etat européen non représenté à la Commission ;
4. Un service de la comptabilité générale et du contrôle de la perception des taxes, dont le chef sera choisi parmi les ressortissants d'un Etat riverain ou d'un Etat non riverain, représenté ou non à la Commission.

Ces chefs de service seront assistés par des fonctionnaires choisis, de préférence et autant que possible d'une manière égale, parmi les ressortissants des Etats riverains. Ce personnel est international ; il est nommé et rétribué par la Commission et ne pourra être révoqué que par elle.

Article 28.

Chaque Etat riverain désignera, pour ce qui le concerne, des agents appropriés chargés, dans les limites de ses frontières, de prêter le concours de leur compétence et de leurs bons offices, aux agents supérieurs de la Commission internationale et de leur faciliter l'exercice de leur mission.

Article 29.

Les Etats riverains donneront aux fonctionnaires de la Commission toutes les facilités nécessaires pour accomplir les actes de leurs fonctions. Ces fonctionnaires, munis du brevet de la Commission constatant leur qualité, auront notamment le droit de circuler librement sur le fleuve et dans les ports et lieux publics de débarquement ; les autorités locales de chaque Etat riverain leur prêteront aide et assistance pour remplir leur mission. Les formalités de police et de douane auxquelles ils auraient à se soumettre seront accomplies à leur égard de manière à ne pas entraver l'exercice de leurs fonctions.

Article 30.

Les fonctionnaires dûment qualifiés de la Commission signaleront toute infraction au règlement de navigation et de police aux autorités locales compétentes, qui sont tenues d'appliquer les sanctions appropriées et de faire connaître à la Commission la suite donnée à la plainte dont elles ont été saisies.

Chaque Etat riverain désignera à la Commission les juridictions qui seront chargées de connaître, en première instance et en appel, des infractions mentionnées à l'alinéa précédent. Devant ces juridictions, dont le siège devra être aussi voisin du fleuve que possible, le fonctionnaire de la Commission qui a signalé l'infraction sera entendu, s'il y a lieu.

Article 27.

To carry out the task which has been confided to it by the terms of the present Convention, the International Commission shall establish such administrative, technical, sanitary and financial services as may be considered necessary. The Commission shall appoint and pay the personnel of these services and define their duties.

The Commission may thus establish at its headquarters :

(1) A permanent Secretariat, of which the departmental chief shall be chosen from among the subjects of a non-riparian State represented on the Commission.

(2) A technical department, of which the chief shall be appointed, if he belongs to a non-riparian State, whether represented or not on the Commission, by the statutory majority of its members, or, if he belongs to a riparian State of the Danube, by the unanimous vote of the Commission.

(3) A navigation service, of which the departmental chief shall be selected from among the subjects of a European State not represented on the Commission.

(4) An accounting and tax-controlling department, of which the chief shall be chosen from among the subjects of a riparian or non-riparian State, whether represented or not on the Commission.

These heads of departments shall be assisted by functionaries, chosen preferably and, equally, as far as possible, from among the subjects of the riparian States. These functionaries are international ; they are appointed, paid and may only be dismissed by the Commission.

Article 28.

Each riparian State shall designate suitable functionaries, whose duties, within the limits of the frontiers of their respective States, shall be to place their services and local experience at the disposal of the higher functionaries of the International Commission and to assist them in the execution of their work.

Article 29.

Riparian States shall afford the Commission's functionaries all necessary facilities for the accomplishment of their duties. These functionaries, who shall be in possession of a warrant from the Commission setting forth their official position, shall have the right to circulate freely on the river and in the ports and other places where public loading and discharging is carried out ; the local authorities in every riparian State shall afford them assistance in the execution of their duties. The police and customs formalities to which they may necessarily be subjected shall be carried out so as not to interfere with their duties.

Article 30.

The properly qualified functionaries of the Commission shall report every offence against the navigation and police regulations to the competent local authorities, who are required to apply the appropriate punishments and to inform the Commission of the measures taken in respect of the offence of which they were notified.

Each riparian State shall indicate to the Commission the Courts which are appointed to deal in first instance and on appeal with the offences referred to in the preceding paragraph. The Commission's representative who has reported the offence shall, if occasion requires, be heard before these Courts, which should be situated as close to the river as possible.

Article 31.

Dans les actions judiciaires relatives à la navigation du Danube, portées devant un tribunal d'un Etat riverain, il ne pourra être exigé des étrangers aucune caution *judicatum solvi* à raison de leur nationalité ou à raison du fait qu'ils n'ont pas de domicile ou de résidence dans le pays où est établi le tribunal ou qu'ils n'y possèdent pas de biens.

Le capitaine ou patron ne pourra être empêché de poursuivre son voyage à raison d'une procédure engagée contre lui, dès qu'il aura fourni le cautionnement exigé par le juge pour l'objet du débat.

Article 32.

A l'effet de maintenir et d'améliorer les conditions de la navigation dans le secteur du Danube compris entre Turnu-Severin et Moldova, dit des Portes-de-Fer et des Cataractes, il sera constitué, de commun accord entre les deux Etats co-riverains et la Commission internationale, des services techniques et administratifs spéciaux qui auront leur siège central à Orsova, sans préjudice des services auxiliaires qui pourraient être, en cas de besoin, installés sur d'autres points du secteur. A l'exception des pilotes, qui pourront être choisis parmi les ressortissants de toutes les nations, le personnel de ces services sera fourni et nommé par les deux Etats co-riverains ; il sera dirigé par des chefs de service désignés par les mêmes Etats et agréés par la Commission internationale.

Article 33.

La Commission décidera, sur la proposition des services prévus à l'article précédent, des mesures utiles à l'entretien et à l'amélioration de la navigabilité et à l'administration du secteur ainsi que les taxes ou éventuellement toutes autres ressources destinées à y faire face, sans qu'il puisse en résulter l'obligation d'un concours financier de la part des gouvernements représentés.

Elle fixera par un règlement spécial le fonctionnement des services, le mode de perception des taxes et la rétribution du personnel.

Elle mettra à la disposition de ces services les équipements, édifices et installations prévus à l'article 288 du Traité de Trianon.

Lorsque les difficultés naturelles qui ont motivé l'institution de ce régime spécial auront disparu, la Commission pourra en décider la suppression et replacer le secteur sous les dispositions qui régissent, en ce qui concerne les travaux et les taxes, les autres parties du fleuve formant frontière entre deux Etats.

Article 34.

La Commission pourra, si elle le juge utile, appliquer un régime administratif analogue aux autres parties du Danube et de son réseau fluvial qui présenteraient pour la navigation les mêmes difficultés naturelles, et le supprimer dans les conditions prévues à l'article précédent.

Article 35.

La Commission internationale fixe elle-même l'ordre de ses travaux dans un règlement établi en session plénière. Au moment de l'établissement de son budget annuel, elle détermine les ressources nécessaires pour couvrir les frais généraux de son administration. Elle fixe le nombre et le lieu de ses sessions périodiques ordinaires et extraordinaires et constitue un Comité exécutif permanent composé des délégués présents au siège ou de leurs suppléants et chargé de surveiller l'exécution des décisions adoptées en *plenum* ainsi que la bonne marche des services.

Article 31.

In judicial actions relative to navigation on the Danube which may be brought before a Court of a riparian State, special bail (*caution judicatum solvi*) may not be demanded from foreigners either on account of their nationality or owing to their not having a domicile or residence or not possessing effects in the country in which the tribunal is situated.

The captain of a vessel may not be prevented from continuing his voyage on account of an action having been instituted against him once he has furnished the surety required by the judge in respect of the action itself.

Article 32.

In order to maintain and improve navigable conditions on the section of the Danube between Turnu-Severin and Moldova, known as the Iron Gates and Cataracts, the two riparian States concerned and the International Commission shall by agreement set up special technical and administrative services with central headquarters at Orsova, without prejudice to other auxiliary services which, in case of necessity, may be established at other points of the section. With the exception of the pilots, who may be selected from the subjects of any country, the personnel of these services shall be provided and appointed by the two riparian States; this personnel shall be placed under the direction of heads of services selected by the same States and approved by the International Commission.

Article 33.

The Commission, on the basis of proposals made by the services referred to in the preceding article, shall decide on the measures which may be usefully undertaken in respect of the upkeep and improvement of the navigable conditions and of the administration of the section, as well as of the dues or other resources required to meet the expenditure involved, subject to the condition, however, that no financial obligation shall be imposed on any of the Governments represented on the Commission.

The Commission shall draw up special regulations to govern the working of these services, the method of collecting the dues and the payment of the personnel.

The Commission shall place at the disposal of these services the equipment, buildings and fixtures referred to in article 288 of the Treaty of Trianon.

When the natural difficulties which have occasioned the institution of these special administrative measures have disappeared, the Commission may decide to abolish them and to place the section under the same administrative system, in respect of works and dues, which obtains on other frontier sections of the waterway.

Article 34.

The Commission may, if it so decides, apply a similar administrative system to other parts of the waterway which offer the same natural difficulties to navigation, and may likewise abolish that system under the conditions set forth in the preceding article.

Article 35.

The International Commission determines its own method of procedure by regulations drawn up in plenary session. When establishing the annual budget, the Commission will decide upon the measures to be adopted to meet the general expenses of its administration. The Commission fixes the number of its ordinary and extraordinary sessions and the place where they shall be held, and constitutes a permanent executive committee, composed of the Commissioners or their deputies present at the seat of the Commission, and responsible for carrying out the decisions taken during the plenary session and for the proper conduct of the service.

La présidence de la Commission est exercée pour une période de six mois par chaque délégation, en vertu d'un roulement déterminé, suivant l'ordre alphabétique des Etats représentés.

La Commission ne peut délibérer valablement que lorsque les deux tiers de ses membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents.

Article 36.

Le siège légal de la Commission internationale est fixé à Bratislava pour une période de cinq années à dater du jour de la mise en vigueur de la présente Convention.

A l'expiration de cette période, la Commission aura le droit de se transporter pour une nouvelle période quinquennale dans une autre ville située sur le Danube, en vertu d'un roulement dont elle établira elle-même les modalités.

Article 37.

La Commission internationale jouit, tant pour ses installations que pour la personne de ses délégués, des privilèges et immunités reconnus en temps de paix comme en temps de guerre aux agents diplomatiques accrédités.

Elle a le droit d'arborer sur ses bâtiments et sur ses immeubles un pavillon dont elle détermine elle même la forme et les couleurs.

Article 38.

La Commission doit être saisie de toute question relative à l'interprétation et à l'application de la présente Convention.

Tout Etat qui serait en mesure d'invoquer, contre une décision de la Commission internationale, des motifs basés sur l'incompétence ou sur la violation de la présente Convention, pourra en saisir, dans un délai de six mois, la juridiction spéciale organisée par la Société des Nations. Pour tout autre motif, la requête en vue du règlement du différend ne pourrait être formée que par l'Etat ou les Etats territorialement intéressés.

Dans le cas où un Etat refuserait de se conformer à une décision prise par la Commission en vertu des pouvoirs qu'elle tient de la présente Convention, le différend pourra être porté devant la haute juridiction mentionnée à l'alinéa 2, dans les conditions prévues par le statut de la dite juridiction.

IV. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 39.

La Commission internationale du Danube et la Commission européenne du Danube prendront toutes dispositions nécessaires pour assurer, dans la mesure où cela sera possible et utile, l'uniformité du régime du Danube.

Elles échangeront régulièrement, à cet effet, toutes informations, tous documents, procès-verbaux, études et projets pouvant intéresser l'une et l'autre des deux Commissions. Elles pourront arrêter d'un commun accord certaines règles identiques concernant la navigation et la police du fleuve.

Article 40.

Les Etats signataires de la présente Convention s'efforceront d'établir, par des conventions séparées, des règles uniformes d'ordre civil, commercial, sanitaire et vétérinaire relatives à l'exercice de la navigation et au contrat de transport.

The presidency of the Commission is held for a period of six months by each delegation in turn in the alphabetical order of the States represented.

The Commission may only validly deliberate when two-thirds of its members are present.

Decisions are taken by a majority vote of two-thirds of the members present.

Article 36.

The statutory seat of the International Commission shall be at Bratislava for a period of five years from the date of the coming into force of this Convention.

At the expiration of that period, the Commission shall have the right to change its seat, for a further period of five years, to another town situated on the Danube, by virtue of a system of rotation which shall be decided by the Commission.

Article 37.

The property of the International Commission and the person of the Commissioners are entitled to the privileges and immunities which are accorded in peace and war to accredited diplomatic agents.

The Commission shall have the right to fly on its buildings and vessels a flag, of which it shall itself determine the description and colour.

Article 38.

All questions relative to the interpretation and application of the present Convention shall be submitted to the Commission.

A State which is prepared to allege that a decision of the International Commission is *ultra vires* or violates the Convention may, within six months, submit the matter to the special jurisdiction set up for that purpose by the League of Nations. A demand for a ruling under the aforesaid conditions, based on any other grounds, may only be preferred by the State or States territorially interested.

When a State neglects to carry out a decision taken by the Commission in virtue of the powers which it holds from the Convention, the dispute may be submitted to the jurisdiction referred to in the preceding paragraph, in the conditions provided for in the rules of the said jurisdiction.

IV. GENERAL STIPULATIONS.

Article 39.

The International Commission of the Danube and the European Commission of the Danube shall take all measures necessary to ensure, so far as it is possible and advisable, a uniform system of administration for the Danube.

The two Commissions shall, for this purpose, regularly exchange all information, documents, minutes, plans and projects which may interest both. They may by agreement draw up certain identical regulations relative to the navigation and policing of the river.

Article 40.

The States signatory of the present Convention shall endeavour, by the conclusion of separate conventions, to establish uniform civil, commercial, sanitary and veterinary regulations relative to the exercise of navigation and to shipping contracts.

Article 41.

Tous les traités, conventions, actes et arrangements relatifs au régime des fleuves internationaux en général et au Danube et à ses embouchures en particulier, en vigueur au moment de la signature de la présente Convention, sont maintenus dans toutes celles de leurs dispositions qui ne sont pas abrogées ou modifiées par les stipulations qui précèdent.

Article 42.

A l'expiration d'un délai de cinq ans à dater de sa mise en vigueur, le présent statut pourra être révisé si les deux tiers des Etats signataires en font la demande, en indiquant les dispositions qui leur paraissent susceptibles de révision. Cette demande sera adressée au Gouvernement de la République française, lequel provoquera dans les six mois la réunion d'une Conférence à laquelle tous les Etats signataires de la présente Convention seront invités à participer.

V. DISPOSITION TRANSITOIRE.

Article 43.

Les stipulations de la présente Convention doivent être entendues dans ce sens qu'elles ne portent aucune atteinte aux dispositions des Traités de Paix telles qu'elles résultent des articles 327 (alinéa 3), 332 (alinéa 2) et 378 du Traité de Versailles et des articles correspondants des Traités de Saint-Germain, de Neuilly et de Trianon.

Article 44.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à Paris dans le plus bref délai possible et au plus tard avant le 31 mars 1922¹.

Elle entrera en vigueur trois mois après la clôture du procès-verbal de dépôt des ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention, rédigée en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française et dont une expédition authentique sera remise à chacune des Puissances signataires.

Fait à Paris, le 23 juillet 1921.

(L. S.) J. BRUNET.
(L. S.) A. LEGRAND.
(L. S.) JOHN BALDWIN.
(L. S.) A. ANDREADES.
(L. S.) VANNUTELI REY.
(L. S.) CONST. CONTZESCO.
(L. S.) M. G. RISTITCH.
(L. S.) Ing. BOHUSLAV MULLER.
(L. S.) SEELIGER.
(L. S.) D^r ONDRACZEK.
(L. S.) GEORGES LAZAROFF.
(L. S.) E. DE MIKLOS.

¹ Par Protocole additionnel signé à Paris, le 31 mars, ce délai était prorogé jusqu'au 30 juin 1922.

Article 41.

All treaties, conventions, acts and agreements relative to international waterways generally and particularly to the Danube and its mouths, which are in force when the present Convention is signed, are maintained in all and sundry of their stipulations which are not abrogated or modified by the preceding stipulations.

Article 42.

At the expiration of five years from the date of its coming into force, the present statute may be revised if two-thirds of the signatory States so request and specify the stipulations which appear to them to require revision. This request shall be addressed to the Government of the French Republic, which will summon, within six months, a Conference in which all the States signatory of the present Convention shall be invited to take part.

V. TEMPORARY STIPULATION.

Article 43.

The provisions of the present Convention shall be interpreted in the sense that they shall not infringe the stipulations of the Treaties of Peace as indicated in articles 327 (paragraph 3), 332 (paragraph 2) and 378 of the Treaty of Versailles and the corresponding articles of the Treaties of Saint-Germain, Neuilly and Trianon.

Article 44.

The present Convention shall be ratified and the ratifications deposited at Paris as soon as possible, and at latest before the 31st March, 1922¹.

The present Convention shall come into operation three months after the deposit of the ratifications.

In witness whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention, drawn up in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Government of the French Republic, a certified copy being transmitted to each of the signatory Powers.

Done at Paris, the 23rd July, 1921.

(L. S.) J. BRUNET.
(L. S.) A. LEGRAND.
(L. S.) JOHN BALDWIN.
(L. S.) A. ANDREADES.
(L. S.) VANNUTELLI REY.
(L. S.) CONST. CONTZESCO.
(L. S.) M. G. RISTITCH.
(L. S.) Ing. BOHUSLAV MULLER.
(L. S.) SEELIGER.
(L. S.) D^r ONDRACZEK.
(L. S.) GEORGES LAZAROFF.
(L. S.) E. DE MIKLOS.

¹ By Additional Protocol signed at Paris dated March 31, 1922, this period was prolonged until June 30, 1922.

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature de l'Acte établissant le Statut définitif du Danube et en vue d'en préciser le sens, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

Ad Article 2.

En ce qui concerne la partie de la Tisza située entre l'embouchure du Szamos et Tisza-Ujlak, le régime du présent Statut y sera appliqué dès que cette partie sera reconnue navigable par la Commission internationale du Danube.

Ad Article 19.

La disposition du deuxième alinéa de l'article 19 ne met pas obstacle à ce que les Etats riverains réclament éventuellement le bénéfice des dérogations qui seraient autorisées par la Convention générale¹ prévue à l'article 338 du Traité de Versailles et aux articles correspondants des autres Traités de Paix.

Ad Article 22.

a) Par le trafic visé à l'alinéa 2 de l'article 22, on doit entendre tout service public de transports de voyageurs et de marchandises organisé par un pavillon étranger entre les ports d'un seul et même Etat, lorsque cette exploitation s'effectue dans des conditions de régularité, de continuité et d'intensité susceptibles d'influer défavorablement, dans la même mesure que les lignes régulières proprement dites, sur les intérêts nationaux de l'Etat où elle s'exerce.

b) Il est entendu que les dispositions de l'article 22 ne modifient en rien la situation qui résulte actuellement de l'article 332 du Traité de Versailles et des dispositions correspondantes des autres Traités de Paix, en ce qui concerne tant les relations entre les Etats alliés d'une part, et l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie et la Hongrie d'autre part, que les relations de ces derniers Etats entre eux, pour toute la durée des délais où cette situation sera maintenue en exécution de l'article 378 du Traité de Versailles et des articles correspondants des autres Traités de Paix.

A l'expiration de ces délais, les dispositions de l'article 22 deviendront applicables à tous les Etats sans exception.

Ad Article 23.

L'Etat transité n'a pas le droit de prohiber le transit des marchandises mentionnées au quatrième alinéa de l'article 23, ni celui des personnes et des animaux, sauf dans les cas prévus par les lois sanitaires et vétérinaires du pays transité ou par des conventions internationales relatives à cet objet.

Ad Article 31.

L'article 31 doit être entendu dans ce sens que les étrangers ne pourront être placés dans une condition plus favorable que celle qui est faite aux nationaux.

¹ Vol. VII, page 35 de ce Recueil.

FINAL PROTOCOL.

At the time of signing the Act establishing the Definitive Statute of the Danube and with a view to making its meaning more precise, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows :

Ad Article 2.

The administrative system embodied in the present Statute shall be applied to the portion of the Tisza situated between the mouth of the Szamos and Tisza-Ujlak as soon as the International Commission of the Danube decide that that portion is navigable.

Ad Article 19.

The provisions of the second paragraph of article 19 shall not be understood so as to debar riparian States from eventually claiming the benefit of the exceptional conditions which may be admitted by the General Convention¹ referred to in Article 338 of the Treaty of Versailles and in the corresponding articles of the other Treaties of Peace.

Ad Article 22.

(a) " By the traffic referred to in the second paragraph of article 22 shall be understood any public service for the transport of passengers and goods organised under a foreign flag between the ports of one and the same State, when that service is carried on sufficiently regularly, uninterruptedly and in volume sufficient to influence unfavourably, to the same extent as regular lines properly so called, the national interests of the State within which it is carried on.

(b) It is understood that the provisions of article 22 do not in any way modify the situation which exists by virtue of article 332 of the Treaty of Versailles and the corresponding provisions of the other Treaties of Peace in respect of the relations between the Allied States on the one hand, and Germany, Austria, Bulgaria and Hungary on the other hand, or in respect of the relations of the latter States to each other, for the duration of the periods of time during which that situation shall be continued in execution of article 378 of the Treaty of Versailles and of the corresponding articles of the other Treaties of Peace.

On the expiration of these periods of time, the provisions of article 22 shall become applicable to all the States without exception.

Ad Article 23.

The State through which transit takes place shall not have the right to prohibit the transit of the goods referred to in the fourth paragraph of article 23, nor that of persons or animals, except in cases provided for by the sanitary and veterinary laws of the country through which the transit takes place, or by international convention relative to the subject.

Ad Article 31.

Article 31 shall be understood in the sense that the subjects of foreign countries may not be placed in a more favourable position than the subjects of the country concerned.

¹ Vol. VII, page 35 of this Series.

Ad Article 42.

Dans le cas où la suppression de la Commission européenne serait décidée avant l'expiration du délai de cinq ans prévu à l'article 42, les gouvernements signataires de la présente Convention s'entendront sur les conditions de revision du présent Statut.

Ad Article 44.

L'alinéa premier de l'article 44 doit être entendu dans ce sens qu'il ne porte aucune atteinte aux stipulations contenues dans l'article 349 du Traité de Versailles et dans les articles correspondants des autres Traités de Paix.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent Protocole qui aura la même force et durée que la Convention à laquelle il se rapporte.

Fait à Paris, le 23 juillet 1921.

J. BRUNET.
A. LEGRAND.
JOHN BALDWIN.
A. ANDREADES.
VANNUTELLI REY.
CONST. CONTZESCO.
M. G. RISTITCH.
Ing. BOHUSLAV MULLER.

SEELIGER.
D^r ONDRACZEK.
GEORGES LAZAROFF.
E. DE MIKLOS.

Ad Article 42.

In the event of the abolition of the European Commission being decided on before the expiration of the period of five years referred to in article 42, the Governments signatory of the present Convention shall come to an arrangement in respect of the conditions of revision of the present statute.

Ad Article 44.

The first paragraph of article 44 shall be understood in the sense that it shall not infringe the stipulations contained in article 349 of the Treaty of Versailles and in the corresponding articles of the other Treaties of Peace.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries have drawn up the present Protocol, which shall have the same validity and duration as the Convention to which it refers.

Done at Paris, the 23rd July, 1921.

J. BRUNET.
A. LEGRAND.
JOHN BALDWIN.
A. ANDREADES.
VANNUTELLI REY.
CONST. CONTZESCO.
M. G. RISTITCH.
Ing. BOHUSLAV MULLER.

SEELIGER.
Dr. ONDRACZEK.
GEORGES LAZAROFF.
E. DE MIKLOS.

N° 648.

**ALLEMAGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Traité relatif aux garanties légales et à l'assistance mutuelle des tribunaux en matière civile, et protocole additionnel, signés à Prague le 20 janvier 1922.

**GERMANY
AND CZECHOSLOVAKIA**

Treaty concerning Legal Safeguard and Legal Assistance in proceedings under civil law, and additional Protocol, signed at Prague, January 20, 1922.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 648. — VERTRAG ¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK ÜBER RECHTSCHUTZ UND RECHTSHILFE IN BÜRGERLICHEN ANGELEGENHEITEN, GEZEICHNET ZU PRAG AM 20. JANUAR 1922.

Textes officiels allemand et tchèque communiqués par le Consul d'Allemagne à Genève et par le Ministre de Tchécoslovaquie à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 18 juillet 1924.

DAS DEUTSCHE REICH und DIE TSCHECHOSLOWAKISCHE REPUBLIK sind übereingekommen, zur Sicherstellung des bürgerlichen Rechtsschutzes der Angehörigen des Deutschen Reichs in der Tschechoslowakischen Republik und der Angehörigen der Tschechoslowakischen Republik im Deutschen Reich sowie zur Regelung der Rechtshilfe zwischen den beiderseitigen Gerichtsbehörden in bürgerlichen Angelegenheiten einen Vertrag zu schliessen.

Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigten ernannt :

DER PRÄSIDENT DES DEUTSCHEN REICHS :

Seine Exzellenz Herrn Dr Walter KOCH, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister,
Herrn Dr Albert von BALIGAND, Legationsrat im Auswärtigen Amt,
Herrn Dr Erich VOLKMAR, Geheimen Regierungsrat und Ministerialrat im Reichsjustizministerium ;

DER PRÄSIDENT DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK :

Herrn Dr Wenzel GIRSA, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister,
Herrn Dr Emil SPIRA, Sektionschef im Justizministerium.

Die Bevollmächtigten haben sich, nachdem sie einander ihre Vollmachten mitgeteilt und diese in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen geeinigt :

ERSTER ABSCHNITT.

RECHTSCHUTZ IN BÜRGERLICHEN ANGELEGENHEITEN.

Artikel 1.

In bürgerlichen Angelegenheiten geniessen die Angehörigen des einen vertragschliessenden Teiles in Ansehung des gesetzlichen und gerichtlichen Schutzes ihrer Person und ihres Eigentums im Gebiete des anderen Teiles, unbeschadet der dort geltenden Sprachengesetze, die gleiche Behandlung wie die Landesangehörigen.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 28 mai 1924.

TEXTE TCHÈQUE. — CZECH TEXT.

No. 648. — SMLOUVA¹ MEZI ŘÍŠÍ NĚMECKOU A REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU O OCHRANĚ PRÁVNÍ A O PRÁVNÍ POMOCI VE VĚCECH OBČANSKÝCH, PODEPSANÁ V PRAZE, DNE 20. LEDNA 1922.

German and Czech official texts communicated by the German Consul at Geneva and by the Czechoslovak Minister at Berne. The registration of this Treaty took place on July 18, 1924.

ŘÍŠE NĚMECKÁ a REPUBLIKA ČESKOSLOVENSKÁ dohodly se uzavřít smlouvu ku zajištění občanské ochrany právní příslušníků říše Německé v republice Československé a příslušníků Československé republiky v říši Německé, jakož i k úpravě právní pomoci ve věcech občanských mezi soudy obou smluvních stran.

Za tím účelem jmenovali zmocněnci :

PRESIDENT ŘÍŠE NĚMECKÉ :

Jeho Excellenci pana Dra. Walter-a KOCH-A, mimořádného vyslance a splnomocněného ministra,
pana Dra. Albert-a von BALIGAND-A, legačního radu v zahraničním úřadě, a
pana Dra. Erich-a VOLKMAR-A, tajného vládního radu a ministerského radu v říšském ministerstvu spravedlnosti,

PRESIDENT ČESKOSLOVENSKÉ REPUBLIKY :

pana Dra. Václava GIRSU, mimořádného vyslance a splnomocněného ministra a
pana Dra. Emila SPIRU, odborového přednostu v ministerstvu spravedlnosti.

Zmocněnci sdělivše si navzájem své plné moci a shledavše je v dobré a náležité formě, dohodli se na těchto ustanoveních :

PRVNÍ ODDÍL.

PRÁVNÍ OCHRANA VE VĚCECH OBČANSKÝCH.

Článek I.

Ve věcech občanských požívají příslušníci jedné smluvní strany co do zákonné a soudní ochrany jich osoby a jmění v území druhé smluvní strany, bez újmy tam platných zákonů jazykových, téhož postavení jako vlastní příslušníci.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, May 28, 1924.

Sie haben zu diesem Zwecke freien und ungehinderten Zutritt zu den Gerichten und können dort unter denselben Bedingungen wie die Landesangehörigen auftreten.

Artikel 2.

Die Rechte und Pflichten aus der Pariser Verbandsübereinkunft¹ vom 20. März 1883 zum Schutze des gewerblichen Eigentums, revidiert in Brüssel² am 14. Dezember 1900 und in Washington³ am 2. Juni 1911, werden im Verhältnis der vertragschliessenden Teile zueinander von der am 28. Oktober 1918 vollzogenen Errichtung des unabhängigen Tschechoslowakischen Staates an als verbindlich anerkannt.

Artikel 3.

Keine Sicherheitsleistung oder Hinterlegung, unter welcher Benennung es auch sei, darf den Angehörigen des einen vertragschliessenden Teiles, die vor den Gerichten des anderen Teiles als Kläger oder Intervenienten auftreten, wegen ihrer Eigenschaft als Ausländer oder wegen Mangels eines inländischen Wohnsitzes oder Aufenthalts auferlegt werden.

Die gleiche Regel findet Anwendung auf die Vorauszahlungen, die von den Klägern oder Intervenienten zur Deckung der Gerichtskosten einzufordern wären.

Artikel 4.

Die Angehörigen des einen vertragschliessenden Teiles werden im Gebiete des anderen Teiles zur Wohltat des Armenrechts unter denselben Bedingungen wie die Angehörigen dieses Teiles zugelassen.

ZWEITER ABSCHNITT.

RECHTSHILFE IN BÜRGERLICHEN ANGELEGENHEITEN.

Artikel 5.

In Zivil-oder Handelssachen erfolgt die Zustellung von Schriftstücken und die Erledigung von Rechtshilfeersuchen im unmittelbaren Geschäftsverkehr der Behörden der vertragschliessenden Teile.

Auf seiten des Deutschen Reichs sind für die unmittelbare Übermittlung von Zustellungsanträgen und Rechtshilfeersuchen alle gerichtlichen Behörden, für ihre Entgegennahme die Landgerichtspräsidenten zuständig.

Auf seiten der Tschechoslowakischen Republik sind sowohl für die unmittelbare Übermittlung von Zustellungsanträgen und Rechtshilfeersuchen als auch für ihre Entgegennahme die Präsidien der Gerichtshöfe erster Instanz zuständig.

Im Falle der örtlichen Unzuständigkeit der ersuchten Behörde ist das Ersuchen von Amts wegen an die zuständige Behörde abzugeben und die ersuchende Behörde hiervon unverzüglich zu benachrichtigen.

Artikel 6.

Die Zustellungsanträge und Rechtshilfeersuchen sind in der offiziellen Sprache des ersuchenden Staates abzufassen. Sie haben die ersuchende Behörde sowie den Namen und die Stellung der Par-

¹ De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome X, page 133.

² De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XXX, page 465.

³ De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, troisième série, tome VIII, page 760.

Mohou se za tím účelem volně a bez překážek dovolávat soudů a jednati tam za těchže podmínek jako vlastní státní příslušníci.

Článek 2.

Práva a povinnosti plynoucí z pařížské svazové dohody z 20. března 1883¹ o ochraně živnostenského vlastnictví, revidované v Bruselu dne 14. prosince 1900² a ve Washingtonu dne 2. června 1911³ uznávají se v poměru smluvních stran za závazné od zřízení neodvislého státu Československého dne 28. října 1918.

Článek 3.

Od příslušníků jedné smluvní strany, kteří před soudy druhé smluvní strany jednají jako žalobci neb intervenienti, nesmí býti pod jakýmkoliv názvem žádána jakákoli jistota nebo složení k soudu, proto, že jsou cizinci nebo že nemají v tuzemsku bydliště nebo pobytu.

Totéž platí i o zálohách, které by bylo požadovati od žalobců nebo intervenientů k úhradě nákladů soudních.

Článek 4.

Příslušníkům jedné smluvní strany přiznává se v území druhé strany právo chudých za těchže podmínek jako příslušníkům této strany.

DRUHÝ ODDÍL

PRÁVNÍ POMOC VE VĚCECH OBČANSKÝCH.

Článek 5.

Ve věcech občanských a obchodních doručují se spisy a vyřizují se dožadání o právní pomoc přímo mezi úřady smluvních stran.

V říši Německé přísluší přímé zasilání žádostí za doručení nebo za jinou právní pomoc všem soudům, jich převzetí pak presidentům zemských soudů.

V Československé republice zašlou přímo dožadání o doručení nebo o jinou právní pomoc a rovněž je převzomou předsednictva sborových soudů prvé stolice.

Je-li dožádaný úřad místně nepřislušným, postoupí dožadání z úřední povinnosti úřadu příslušnému a vyrozumí o tom neprodleně úřad dožadující.

Článek 6.

Dožadání o doručení a žádosti o právní pomoc sepsati jest v jazyku oficiálním dožadujícího státu. V nich udán bude dožadující úřad, jakož i jméno a postavení stran v řízení. V žádostech

¹ British and Foreign State Papers, vol. 74, page 44.

² British and Foreign State Papers, vol. 92, page 807.

³ British and Foreign State Papers, vol. 104, page 116.

teien anzugeben. Die Zustellungsanträge haben ausserdem die Adresse des Empfängers und die Art der zuzustellenden Schriftstücke zu bezeichnen.

Als offizielle Sprache im Sinne dieses Vertrags gilt auf deutscher Seite die Amtssprache, auf tschechoslowakischer Seite die Staatssprache.

Artikel 7.

Für die Zustellung hat die zuständige Behörde des ersuchten Teiles Sorge zu tragen. Diese Behörde kann sich, abgesehen von dem im Absatz 2 vorgesehenen Falle, darauf beschränken, die Zustellung durch Übergabe des Schriftstücks an den Empfänger zu bewirken, sofern er zur Annahme bereit ist.

Auf Wunsch der ersuchenden Behörde hat die ersuchte Behörde das zuzustellende Schriftstück, wenn es in der offiziellen Sprache des ersuchten Staates abgefasst oder von einer Übersetzung in diese Sprache begleitet ist, in der durch ihre innere Gesetzgebung für die Bewirkung gleichartiger Zustellungen vorgeschriebenen Form zuzustellen. In diesem Falle ist auch dem in der offiziellen Sprache des ersuchenden Staates abgefassten Zustellungsantrag eine solche Übersetzung beizufügen.

Die im vorstehenden Absatz vorgesehenen Übersetzungen sind zu beglaubigen. Die Beglaubigung hat durch den diplomatischen oder konsularischen Vertreter des ersuchenden Staates oder durch einen beeidigten Dolmetscher des ersuchenden oder ersuchten Staates zu erfolgen. Jedem vertragschliessenden Teile bleibt es überlassen, auch seine Richter zur Vornahme der Beglaubigung zu ermächtigen.

Artikel 8.

Der Nachweis der Zustellung erfolgt entweder durch ein mit Datum versehenes und beglaubigtes Empfangsbekanntnis des Empfängers oder durch ein Zeugnis der Behörde des ersuchten Teiles, aus dem sich die Tatsache, die Form und die Zeit der Zustellung ergibt.

Artikel 9.

Die Gerichtsbehörde, an die das Rechtshilfeersuchen gerichtet wird, ist verpflichtet, ihm zu entsprechen und dabei dieselben Zwangsmittel anzuwenden, wie bei der Erledigung eines Ersuchens der Behörden des ersuchten Teiles oder eines zum gleichen Zwecke gestellten Antrags einer beteiligten Partei. Auch die Formen der Erledigung richten sich nach den Gesetzen des ersuchten Teiles; doch ist auf Antrag der ersuchenden Behörde nach einer besonderen Form zu verfahren, sofern diese der Gesetzgebung des ersuchten Teiles nicht zuwiderläuft.

Die ersuchende Behörde ist auf ihr Verlangen von der Zeit und dem Orte der auf das Rechtshilfeersuchen vorzunehmenden Handlung zu benachrichtigen, damit die beteiligte Partei in der Lage ist, ihr beizuwohnen.

Artikel 10.

Die Erledigung von Zustellungsanträgen und Rechtshilfeersuchen kann abgelehnt werden, wenn der Teil, in dessen Gebiet die Erledigung stattfinden soll, sie für geeignet hält, seine Hoheitsrechte oder seine Sicherheit zu gefährden.

Artikel 11.

Für die Erledigung von Zustellungsanträgen und Rechtshilfeersuchen dürfen Gebühren oder Auslagen irgendwelcher Art nicht erhoben werden; ausgenommen sind, vorbehaltlich anderweitiger Uebereinkunft, die an Zeugen oder Sachverständige gezahlten Entschädigungen sowie die Auslagen, die durch Mitwirkung eines Vollziehungsbeamten in dem Falle des Artikel 7 Abs. 2 oder durch die Anwendung einer besonderen Form gemäss Artikel 9 Abs. 1 entstanden sind.

o doručení kromě toho udati jest adresu příjemcovu a druh písemnosti, která má býti doručena.

Jazykem oficiálním ve smyslu této smlouvy rozumí se na straně německé jazyk úřední, na straně československé jazyk státní.

Článek 7.

Doručení obstará příslušný úřad dožádané strany smluvní. Tento úřad může, nehledě ku případu dotčenému v odstavci 2 obmeziti se na to, že provede doručení odevdáním písemnosti příjemci, je-li ochoten ji přijmouti.

Ku přání dožadujícího úřadu doručí dožádaný úřad písemnost kterou jest doručiti, je-li sepsána v oficiálním jazyku státu dožádaného nebo opatřena překladem do tohoto jazyka, způsobem přepsaným jeho vnitřním zákonodárstvím pro doručování tohoto druhu.

V tomto případě bude také žádosti za doručení sepsané v jazyku oficiálním státu dožadujícího takovýto překlad připojen.

Překlady, v předchozím odstavci uvedené, jest ověřiti. Ověří je diplomatický nebo konsulární zástupce státu dožadujícího nebo přísězný tlumočnick státu dožadujícího nebo dožádaného. Každé ze smluvních stran dává se na vůli zmocniti k tomuto ověřování překladů také své soudce.

Článek 8.

Doručení prokáže se buď příjemcovým potvrzením o doručení opatřeným datem a ověřeným, anebo potvrzením úřadu dožádané strany smluvní o tom, že doručení bylo provedeno, jakým způsobem a kdy se tak stalo.

Článek 9.

Soud, jehož dožádání o právní pomoc došlo, povinen jest mu vyhověti a použití při tom těchže donucovacích prostředků, jako při vyřizování dožádání úřadů jeho vlastního státu nebo při vyřizování návrhů podaných za tím účelem stranou na řízení účastněnou. Také způsob vyřízení se řídí zákony státu dožádaného; k návrhu dožadujícího úřadu jest však zachovati formu zvláštní, neodporuje-li tato zákonodárství dožádané smluvní strany.

Dožadující úřad bude, požádá-li o to, zpraven o době a místě jednání, za které bylo žádáno, a byla účastněná strana mohla při něm býti přítomna.

Článek 10.

Vyřízení žádostí za doručení a dožádání o právní pomoc může býti odepřeno, jestliže strana, na jejímž území žádaný úkon má býti proveden, je pokládá za způsobilé, aby ohrozilo její práva výsostná nebo její bezpečnost.

Článek 11.

Za vyřízení žádostí za doručení a za dožádání o právní pomoc nesmějí býti požadovány nijaké poplatky a výlohy; vyjímají se, není-li jinak umluveno, poplatky svědků nebo znalců, jakož i výlohy, které vznikly činností výkonného úředníka v případě čl. 7 odst. 2 nebo použitím zvláštní formy dle čl. 9 odst. 1.

Artikel 12.

Dieser Vertrag, dessen Wortlaut in beiden Sprachen authentisch ist, soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Berlin ausgetauscht werden.

Der Vertrag tritt einen Monat nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Er bleibt in Geltung bis zum Ablauf von sechs Monaten seit dem Tage, an dem er von einem der beiden Teile gekündigt wird.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Prag am zwanzigsten Januar eintausendneuhundertzweiundzwanzig.

Dr. KOCH.
v. BALIGAND.
VOLKMAR.

Dr. W. GIRSA.
Dr. E. SPIRA.

ZUSATZPROTOKOLL

ZUM DEUTSCH-TSCHECHOSLOWAKISCHEN VERTRAG ÜBER RECHTSSCHUTZ
UND RECHTSHILFE IN BÜRGERLICHEN ANGELEGENHEITEN.

Die bevollmächtigten Vertreter des Deutschen Reichs und der Tschechoslowakischen Republik, im Begriffe zur Unterzeichnung des Vertrags über Rechtsschutz und Rechtshilfe in bürgerlichen Angelegenheiten zu schreiten, stellen namens ihrer Regierungen das Einverständnis über folgende Punkte fest :

1. Durch die Bestimmungen des Artikel 1 Abs. 1 werden die zwischen den vertragsschliessenden Teilen in anderen Verträgen oder Übereinkommen getroffenen Meistbegünstigungs-Vereinbarungen nicht berührt.

2. Die vertragsschliessenden Teile werden für Zustellungsanträge Formulare verwenden, die sie einander mitteilen werden.

3. Den gemäss Artikel 6 des Vertrags in der offiziellen Sprache des ersuchenden Teiles abgefassten Rechtshilfeersuchen sowie deren Anlagen ist eine Übersetzung in die offizielle Sprache des ersuchten Teiles beizufügen.

Die beiderseitigen Bevollmächtigten haben sich bei diesem Punkte dahin geäussert, dass in den Fällen, in denen aus berücksichtigungswerten Gründen der ersuchenden Behörde die Beschaffung der Übersetzung besondere Schwierigkeiten bereiten sollte, die ersuchte Behörde ihr dabei tunlichst behilflich sein wird.

4. Die vertragsschliessenden Teile werden einander eine nach den Bezirken der Gerichtshöfe erster Instanz, beziehungsweise der Landgerichte geordnete Übersicht ihrer Gerichtseinteilung mitteilen. Die Übersicht wird durch Beifügung einer Karte erläutert werden, soweit eine solche vorhanden sein sollte.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Zusatzprotokoll unterzeichnet.

Geschehen in Prag in doppelter Ausfertigung am zwanzigsten Januar eintausendneuhundertzweiundzwanzig.

Dr. KOCH.
v. BALIGAND.
VOLKMAR.

Dr. W. GIRSA.
Dr. E. SPIRA.

Článek 12.

Tato smlouva, jejíž znění v obou jazycích jest autentické, bude ratifikována a ratifikační listiny budou co nejdříve v Berlíně vyměněny.

Smlouva nabude účinnosti měsíc po výměně ratifikačních listin.

Zůstane v platnosti ještě šest měsíců ode dne, kdy jednou z obou smluvních stran bude vypověděna.

Na důkaz toho zmocněnci smlouvu tuto podepsali a opatřili vlastní pečeti.

Sepsáno v dvojím prvopisu v Praze dne dvacátého ledna jedentisícdevětsetdvacetdva.

DR. KOCH.

v. BALIGAND.

VOLKMAR.

DR. W. GIRSA.

DR. E. SPIRA.

DODATKOVÝ PROTOKOL

KE SMLouvĚ NĚMECKO-ČESKOSLOVENSKÉ O PRÁVNÍ OCHRANĚ A PRÁVNÍ POMOCI V OBČANSKÝCH ZÁLEŽITOSTECH.

Plnomocní zástupci německé říše a Československé republiky majíce podepsati smlouvu o právní ochraně a právní pomoci v občanských věcech zjišťují jménem svých vlád souhlas v těchto bodech :

1. Ustanoveními článku 1 odst. 1 nejsou dotčena ujednání nejvyšších výhod učiněná mezi smluvními stranami v jiných smlouvách nebo dohodnutích.

2. Smluvní strany použijí pro návrhy doručné formulářů, které si navzájem sdělí.

3. K dožádání strany dožadující se právní pomoci, sepsanému podle článku 6. smlouvy v jazyku oficiálním, jakož i k jeho přílohám připojí se překlad v jazyku oficiálním strany dožádané.

Zmocněnci obou stran vyjádřili se při tomto bodě, že v těch případech, kde by opatření překladu působilo z důvodů zřetele hodných zvláštní potíže úřadu žádajícímu za právní pomoc, dožádaný úřad mu v tom, pokud možno, bude nápomocen.

4. Smluvní strany sdělí si navzájem přehled rozdělení soudů uspořádaný podle obvodů zemských soudů, případně sborových soudů první instance. Přehled bude k objasnění doložen mapou, pokud jest po ruce.

Na důkaz toho zmocněnci dodatkový protokol podepsali.

Sepsané v dvojím prvopisu v Praze dne dvacátého ledna jedentisícdevětsetdvacetdva.

DR. KOCH.

v. BALIGAND.

VOLKMAR.

DR. W. GIRSA.

DR. E. SPIRA.

¹ TRADUCTION.

No. 648. — TRAITÉ CONCLU ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, RELATIF AUX GARANTIES LÉGALES ET A L'ASSISTANCE MUTUELLE DES TRIBUNAUX EN MATIÈRE CIVILE, SIGNÉ A PRAGUE LE 20 JANVIER 1922.

Le REICH ALLEMAND et la RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, animés du désir d'assurer en matière civile des garanties légales aux ressortissants du Reich allemand dans la République tchécoslovaque et aux ressortissants de la République tchécoslovaque dans le Reich allemand, et afin de régler la question de l'assistance que les autorités judiciaires des deux pays devront se prêter mutuellement en matière civile, ont convenu de conclure un traité.

A cet effet, ils ont nommé comme plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

Son Excellence le D^r Walter KOCH, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;
M. le D^r Albert VON BALIGAND, Conseiller de légation au Ministère des Affaires étrangères ;
M. le D^r Erich VOLKMAR, Conseiller intime et Directeur au Ministère de la Justice.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le D^r Wenzel GIRSA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;
M. le D^r Emile SPIRA, Directeur au Ministère de la Justice.

Les plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

PREMIÈRE SECTION.

GARANTIES LÉGALES EN MATIÈRE CIVILE.

Article 1.

En matière civile, les ressortissants de l'une des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, en ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leur personne et de leur propriété, du même traitement que les nationaux, sous réserve des dispositions des lois relatives aux langues.

A cet effet, ils auront librement accès aux tribunaux et pourront ester en justice sous les mêmes conditions que les nationaux.

Article 2.

Les deux Parties contractantes conviennent de reconnaître entre elles, à dater du 28 octobre 1918, jour de la proclamation de l'indépendance de l'Etat tchécoslovaque, les droits et les devoirs

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 648. — TREATY BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC CONCERNING LEGAL SAFEGUARDS AND LEGAL ASSISTANCE IN PROCEEDINGS UNDER CIVIL LAW, SIGNED AT PRAGUE, JANUARY 20, 1922.

THE GERMAN REICH and THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC have agreed to conclude a Treaty with a view to ensuring the maintenance of legal safeguards, in proceedings under civil law, for nationals of the German Reich in the Czechoslovak Republic and for nationals of the Czechoslovak Republic in the German Reich, and to regulate the furnishing of legal assistance to each other by the judicial authorities, in civil proceedings, and for this purpose they have appointed as their plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

His Excellency Dr. Walter KOCH, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;
Dr. Albert von BALIGAND, Councillor of Legation in the Foreign Office ;
Dr. Erich VOLKMAR, Councillor in the Ministry of Justice of the Reich.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Wenzel GIRSA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;
Dr. Emil SPIRA, Head of a Section in the Ministry of Justice,

who, having exchanged their full powers, found in good and due form, agreed upon the following provisions :

SECTION I.

LEGAL SAFEGUARDS IN CIVIL MATTERS.

Article 1.

The nationals of either contracting State shall be entitled to equality of treatment with the nationals of the other State, in matters in the territory of the latter State, notwithstanding any legal provisions relating to language which may be in force therein.

For the above purpose they shall be allowed free and unrestricted access to the courts, and shall be entitled to appear before them under the same conditions as the nationals of the State in question.

Article 2.

The rights and obligations which arise from the Union Convention of Paris of March 20, 1883, for the Protection of Industrial Property, as revised at Brussels on December 14, 1900,

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

qui découlent de la Convention de Paris du 20 mars 1883, relative à la protection de la propriété industrielle, convention révisée à Bruxelles, le 14 décembre 1900 et à Washington, le 2 juin 1911.

Article 3.

Aucun cautionnement ou dépôt, sous quelque désignation que ce soit, ne pourra être réclamé aux ressortissants de l'une des Parties contractantes qui comparaissent devant les tribunaux de l'autre partie comme demandeurs ou intervenants, en raison de leur qualité d'étrangers ou parce qu'ils ne possèdent ni domicile, ni résidence dans le pays en question.

La même disposition s'appliquera en ce qui concerne les provisions de frais de justice qui pourraient être réclamées aux demandeurs ou aux intervenants.

Article 4.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes seront admis sur le territoire de l'autre partie au bénéfice des lois sur l'assistance publique, sous les mêmes conditions que les nationaux.

DEUXIÈME SECTION.

ASSISTANCE MUTUELLE DES TRIBUNAUX EN MATIÈRE CIVILE.

Article 5.

En matière civile ou commerciale, la signification des pièces et l'exécution des commissions rogatoires seront réglées directement par les autorités intéressées des Parties contractantes.

Dans le Reich allemand, les autorités compétentes pour la transmission directe de demandes de signification et de commissions rogatoires, sont les autorités judiciaires, et les autorités compétentes pour leur réception, les présidents des tribunaux régionaux (Landgerichtspräsidenten).

Dans la République tchécoslovaque, les Présidents des tribunaux de première instance sont compétents pour la transmission directe de demandes de signification et de commissions rogatoires, aussi bien que pour leur réception.

En cas d'incompétence territoriale de l'autorité requise, la demande sera transmise d'office à l'autorité compétente, et avis en sera immédiatement donné à l'autorité requérante.

Article 6.

Les demandes de signification et les commissions rogatoires seront rédigées dans la langue officielle de l'Etat requérant. Elles indiqueront l'autorité requise, ainsi que le nom et le statut des Parties. Les demandes de signification devront en outre indiquer l'adresse du destinataire et la nature des pièces qui doivent être signifiées.

Seront considérées comme langues officielles, au sens du présent Traité, pour l'Allemagne, la langue employée pour la rédaction des actes administratifs, pour la Tchécoslovaquie, la langue d'Etat.

Article 7.

L'autorité compétente de la Partie requise sera responsable de la signification. Sauf le cas prévu au deuxième alinéa, cette autorité pourra se borner à exécuter la signification par la remise des pièces au destinataire, si celui-ci est disposé à les accepter.

and at Washington on June 2, 1911, shall be recognised as binding in the relations between the Contracting Parties, with effect from the creation of the independent Czechoslovak State on October 28, 1918.

Article 3.

No security or deposit, of any description whatever, may be exacted from the nationals of either Contracting Party, who appear before the courts of the other party as plaintiffs or interveners, on the ground that they are foreigners or that they possess no residence or place of abode in the country in question.

The same provision shall apply to any payments in advance which may be demanded from plaintiffs or interveners to cover judicial costs.

Article 4.

The nationals of either Contracting Party shall be entitled in the territory of the other party to the privilege of being admitted to sue *in forma pauperis* under the same conditions as nationals of the latter party.

SECTION II.

LEGAL ASSISTANCE IN CIVIL MATTERS.

Article 5.

In civil or commercial cases questions regarding the service of documents and the action to be taken as a result of applications for administrative and legal assistance shall be dealt with directly between the authorities of the two Contracting Parties.

In the case of the German Reich, all the judicial authorities shall be competent to transmit direct any applications for the service of documents and for other forms of legal assistance, and the Presidents of the District Courts (Landesgerichtspräsident) shall be competent to receive them.

In the case of the Czechoslovak Republic, the Presidents of the courts of first instance shall be competent to transmit direct and to receive any applications for the transmission of requests for the service of documents and for other forms of legal assistance.

In case the authority to which the application is addressed is not the competent authority for the locality in question, the application shall be passed through the official channel to the competent authority and the fact that this has been done shall immediately be communicated to the authority from which the application emanated.

Article 6.

Applications for the service of documents and for other forms of legal assistance shall be drawn up in the official language of the State from which the application emanates. Such applications must specify the authority making the application and the name and status of the parties concerned, and in the case of the service of documents, the address of the addressee and the nature of the document to be served.

The official languages, for the purposes of this Treaty, shall be, in the case of Germany, the language of the administration, and in the case of the Czechoslovak Republic the official language of the State.

Article 7.

The competent authority of the State to which application is made shall be responsible for seeing that the documents are duly served. Except in the cases specified in paragraph 2 the authority concerned may restrict such action to effecting the service of the document by delivering it to the addressee, provided the latter is willing to accept it.

A la demande de l'autorité requérante, l'autorité requise devra signifier la pièce en question, en suivant la procédure prévue par les lois de la Partie requise pour la signification de pièces analogues, à condition, toutefois, que la pièce dont la signification doit être effectuée, soit rédigée dans la langue officielle de l'Etat requis ou qu'une traduction dans cette dernière langue y soit jointe. Dans ce cas, une traduction devra également être jointe à la demande de signification rédigée dans la langue officielle de l'Etat requérant.

Les traductions prévues à l'alinéa précédent devront être certifiées par le représentant diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requérant ou de l'Etat requis. Chaque Partie contractante aura la faculté d'autoriser ses juges à certifier les traductions.

Article 8.

La preuve de la signification résultera soit d'un récépissé daté et légalisé, portant la signature du destinataire, ou d'un certificat de l'autorité de la Partie requise, attestant le fait, la forme, ainsi que la date et l'heure de la signification.

Article 9.

L'autorité judiciaire, à laquelle la commission rogatoire est adressée, sera tenue d'y donner suite et d'employer, à cet effet, les mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution d'une commission rogatoire émanant des autorités de la Partie requise ou d'une demande présentée dans le même but par une Partie intéressée. En ce qui concerne la procédure, il y aura lieu d'appliquer les lois de la Partie requise; néanmoins, une autre procédure pourra être suivie si l'autorité requérante le demande et si cette procédure n'est pas contraire aux lois de la Partie requise.

A la demande de la Partie requérante, un avis devra lui être adressé indiquant la date, l'heure et le lieu de l'exécution de la commission rogatoire, afin de permettre à la Partie intéressée d'y assister.

Article 10.

La Partie sur le territoire de laquelle l'exécution de la signification ou de la commission rogatoire doit avoir lieu, pourra refuser de donner suite à la demande si elle estime que sa souveraineté ou sa sécurité serait menacée.

Article 11.

Aucun droit ni aucune taxe, de quelque nature que ce soit, ne pourra être perçu pour les actes accomplis en exécution d'une demande de signification et d'une commission rogatoire; sous réserve des dispositions contraires, résultant d'un accord, la clause susmentionnée ne s'appliquera toutefois pas en ce qui concerne les indemnités des témoins ou des experts, ainsi que les frais occasionnés par les exploits d'huissiers dans le cas prévu à l'article 7, deuxième alinéa, ou par l'application d'une procédure spéciale, conformément à l'article 9, premier alinéa.

Article 12.

Le présent Traité, dont les textes allemand et tchécoslovaque feront foi, sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible à Berlin.

Le Traité entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification.

If the authority making the application so desire, the document to be served shall be served in the form provided by the internal legislation of the State to which application is made for serving such documents, provided that it is drafted in the official language of the State to which application is made, or is accompanied by a translation in such language. In such cases the application drawn up in the official language of the State making the application shall be accompanied by such a translation.

The translations specified in the foregoing paragraph shall be certified correct. This certificate shall be given by the diplomatic or consular representative of the State making the application or by a sworn interpreter of the State by which or to which the application is made. Either contracting State may, if it pleases, authorise its judges to grant such certificates.

Article 8.

Proof that the document has been served shall be furnished either by dated and duly certified receipt from the addressee or by an affidavit from the State to which application is made certifying the fact of such service and the manner and time.

Article 9.

The judicial authority to whom an application for legal assistance is addressed must comply with it and must employ the same means of coercion as are applicable for enforcing an application made by the authority of the country to which the application is made, or for enforcing an application by an interested party for the same purpose. The procedure for dealing with applications shall also be in conformity with the laws of the State to which application is made ; if, however, the authority making the application so desire, a special mode of procedure may be employed, provided that it does not contravene the legal code of the State to which application is made.

The authority making an application shall, if it so desire, be notified of the time and place of any action to be taken in respect of such application, in order that the interested parties may be able to be present at such proceedings.

Article 10.

Applications for the service of documents or for other forms of legal assistance may be refused if the State in the territory of which the request would have to be complied with considers that its sovereignty or its security might be endangered thereby.

Article 11.

No fees or charges of any kind shall be payable for carrying out a request for the service of documents or for legal assistance of other kinds, with the exception, pending further arrangements, of compensation to witnesses or to experts, and of costs arising out of the employment of an officer of the court in the cases mentioned in Article 7, paragraph 2, or of a special mode of procedure in accordance with Article 9, paragraph 1.

Article 12.

The present Treaty, the text of which in both languages is authentic, shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged as early as possible at Berlin.

The Treaty shall come into force one month after the exchange of the instruments of ratification.

Il restera en vigueur jusqu'à expiration d'un délai de six mois, à dater du jour où il sera dénoncé par l'une des deux Parties.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent Traité et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait en deux exemplaires à Prague, le vingt janvier mil neuf cent vingt-deux.

D^r KOCH.
v. BALIGAND.
VOLKMAR.
D^r W. GIRSA.
D^r E. SPIRA.

PROTOCOLE ADDITIONNEL AU TRAITÉ GERMANO-TCHÉCOSLOVAQUE RELATIF
AUX GARANTIES LÉGALES ET A L'ASSISTANCE MUTUELLE DES TRIBUNAUX
EN MATIÈRE CIVILE.

Les plénipotentiaires du Reich allemand et de la République tchécoslovaque, sur le point de signer le Traité relatif aux garanties légales et à l'assistance mutuelle des tribunaux en matière civile, déclarent, au nom de leurs Gouvernements, qu'un accord a été réalisé sur les points suivants :

1. Les dispositions de l'article 1^{er}, alinéa 1, ne modifient pas les dispositions des autres traités ou conventions établissant entre les Parties contractantes la clause de la nation la plus favorisée.
2. Pour les demandes de signification, les Parties contractantes utiliseront des formulaires spéciaux qu'ils se communiqueront réciproquement.
3. Une traduction dans la langue officielle de la Partie requise devra être jointe aux commissions rogatoires ainsi qu'aux annexes, rédigées dans la langue officielle de la Partie requérante, conformément à l'article 6 du Traité.

Les plénipotentiaires des deux Parties ont déclaré à ce sujet que dans les cas où les autorités requérantes rencontreraient des difficultés spéciales pour se procurer une traduction, l'autorité requise lui prêterait son concours dans la mesure du possible.

4. Les Parties contractantes se communiqueront des renseignements au sujet de leur organisation judiciaire auxquels devra être jointe une liste des ressorts des tribunaux de première instance ou des tribunaux régionaux. A cette liste, sera annexée une carte des ressorts des différents tribunaux, s'il en existe une.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent Protocole additionnel.

Fait à Prague, en deux exemplaires, le vingt janvier mil neuf cent vingt-deux.

D^r KOCH.
v. BALIGAND.
VOLKMAR.
D^r W. GIRSA.
D^r E. SPIRA.

It shall remain in force until the expiration of six months after the day on which it has been denounced by either of the Contracting Parties.

In faith of which the plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Prague on the twentieth day of January 1922.

Dr. KOCH.
v. BALIGAND.
VOLKMAR.
Dr. W. GIRSA.
Dr. E. SPIRA.

ADDITIONAL PROTOCOL TO THE GERMAN-CZECHOSLOVAK TREATY IN REGARD
TO LEGAL ASSISTANCE IN PROCEEDINGS UNDER CIVIL LAW.

The plenipotentiary representatives of the German Reich and the Czechoslovak Republic, being about to sign the Treaty in regard to legal safeguards and legal assistance in civil proceedings, desire on behalf of their respective Governments to declare their agreement on the following points :

(1) The provisions of Article 1, paragraph 1, shall not prejudice any agreements for most-favoured-nation treatment which have been negotiated in other treaties or conventions.

(2) When making application for the service of documents, the Contracting Parties will employ special forms, copies of which they will communicate to one another.

(3) Applications for legal assistance drawn up, in conformity with Article 6 of the present Treaty, in the official language of the State making the application, together with their annexes, shall be accompanied by a translation in the official language of the party to which the application is made.

The plenipotentiaries of the two Contracting Parties have declared, in regard to this point, that if it can be shown that there are reasons which would make it particularly difficult for the authority making the applications to procure such a translation, the authority to which the application is made will assist the first-named authority as far as possible in the matter.

(4) The Contracting Parties communicate to each other a schedule showing the distribution of their courts, arranged according to the judicial areas of the courts of first instance or of the provincial courts, as the case may be. This schedule will be accompanied by a map, if one is available.

In faith whereof the plenipotentiaries have signed the present additional protocol.

Done in Prague in duplicate on the twentieth day of January 1922.

Dr. KOCH.
v. BALIGAND.
VOLKMAR.
Dr. W. GIRSA.
Dr. E. SPIRA.

N° 649.

**ALLEMAGNE, BELGIQUE,
GRANDE-BRETAGNE,
FRANCE, ITALIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Acte de navigation de l'Elbe avec
protocole de signature, signés à
Dresde, le 22 février 1922.

**GERMANY, BELGIUM,
GREAT BRITAIN, FRANCE,
ITALY,
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention instituting the Statute of
Navigation of the Elbe, with Pro-
tocol of signature, signed at
Dresden, February 22, 1922.

No. 649. — ACTE¹ DE NAVIGATION DE L'ELBE, SIGNÉ A DRESDE,
LE 22 FÉVRIER 1922.

Texte officiel français communiqué par le Consul d'Allemagne à Genève et le « Service français de la Société des Nations ». L'enregistrement de cet acte a eu lieu le 18 juillet 1924.

En vue de déterminer d'un commun accord, conformément aux stipulations du Traité de Versailles du 28 juin 1919, les règles concernant la navigation sur le réseau international de l'Elbe, l'ALLEMAGNE, agissant tant en son nom qu'au nom des Etats allemands riverains de l'Elbe, la BELGIQUE, la FRANCE, la GRANDE-BRETAGNE, l'ITALIE, la TCHÉCOSLOVAQUIE, ont désigné pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

- M. Arthur SEELIGER, Ministre plénipotentiaire ;
- M. Max PETERS, Secrétaire d'Etat, Conseiller intime actuel ;
- M. Hans Gottfried VON NOSTITZ-DRZEWIECKI, ancien Ministre plénipotentiaire, Conseiller intime actuel ;
- M. Johann Daniel KRÖNIG, Conseiller d'Etat.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

- M. Jules BRUNET, Ministre plénipotentiaire.

Le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

- M. André CHARGUÉRAUD, Président de la Commission centrale du Rhin.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

- M. John Grey BALDWIN.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

- Le Marquis Renier PAULUCCI DE CALBOLI, Ambassadeur honoraire.

Le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

- M. Bohuslav MÜLLER, Ministre plénipotentiaire, Secrétaire d'Etat au Ministère des Travaux Publics ;
- M. Antonin KLIR, Professeur à la Haute Ecole Polytechnique tchèque de Prague ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les dispositions suivantes :

¹ Le procès-verbal du dépôt des instruments de ratification par toutes les Parties contractantes ayant été clos le 30 juin 1923, la Convention est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1923.

¹ TRADUCTION. — ¹ TRANSLATION.No. 649.— CONVENTION² INSTITUTING THE STATUTE OF NAVIGATION OF THE ELBE, SIGNED AT DRESDEN, FEBRUARY 22, 1922.

French official text communicated by the German Consul at Geneva, and the « Service français » of the League of Nations. The registration of this Convention took place July 18, 1924.

With a view to settle by common agreement, in accordance with the stipulations of the Treaty of Versailles of the 28th June, 1919, the regulations respecting navigation over the international system of the Elbe, GERMANY, acting on her own behalf and on behalf of the German States bordering on the Elbe, BELGIUM, FRANCE, GREAT BRITAIN, ITALY and CZECHOSLOVAKIA, have appointed as their plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

- M. Arthur SEELIGER, Minister Plenipotentiary ;
- M. Max PETERS, Secretary of State, Privy Councillor ;
- M. Hans Gottfried VON NOSTITZ-DRZEWIECKI, formerly Minister Plenipotentiary, Privy Councillor ;
- M. Johann Daniel KRÖNIG, Councillor of State.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

- M. Jules BRUNET, Minister Plenipotentiary.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

- M. André CHARGUÉRAUD, President of the Central Commission of the Rhine.

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

- Mr. John Grey BALDWIN.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

- Marquis Renier PAULUCCI DE CALBOLI, Honorary Ambassador.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CZECHOSLOVAKIA :

- M. Bohuslav MÜLLER, Minister Plenipotentiary, Secretary of State to the Ministry of Public Works ;
- M. Antonin KLIR, Professor at the Czech Polytechnic High School of Prague ;

Who having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

¹ Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique.

¹ Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

² The closure of the procès-verbal of deposit of the instruments of ratification by all the Contracting Parties having taken place June 30, 1923, the Convention came into force October 1, 1923.

CHAPITRE PREMIER.

RÉSEAU INTERNATIONAL.

Article premier.

Définition du réseau. Le réseau international de l'Elbe, ci-après désigné sous le nom d'Elbe, comprend l'Elbe depuis son confluent avec Vltava (Moldau) jusque dans la pleine mer et la Vltava depuis Prague jusqu'à son confluent avec l'Elbe.

Extension du réseau national. Ce réseau pourra être étendu par décision de l'Etat ou des Etats riverains territorialement intéressés, sous réserve du consentement unanime de la Commission, visée à l'article 2.

CHAPITRE II.

ATTRIBUTIONS ET ORGANISATION DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DE L'ELBE.

Article 2.

Composition et attributions. La Commission instituée par le Traité de Versailles et composée, aux termes de l'article 340 de ce Traité, de :

- 4 représentants des Etats allemands riverains de l'Elbe,
- 2 représentants de l'Etat tchécoslovaque,
- 1 représentant de la Grande-Bretagne,
- 1 représentant de la France,
- 1 représentant de l'Italie,
- 1 représentant de la Belgique,

est chargée :

- a) de veiller au maintien de la liberté de navigation et au bon état d'entretien de la voie navigable, ainsi qu'à l'amélioration de cette voie ;
- b) de se prononcer sur les plaintes auxquelles donne lieu l'application de la présente Convention, ainsi que des règlements qu'elle prévoit ;
- c) de constater si les tarifs appliqués répondent aux conditions stipulées par la présente Convention ;
- d) de se prononcer sur les recours portés en appel devant elle ;
- e) et, d'une manière générale, d'exercer les attributions résultant des stipulations de la présente Convention.

La Commission fait procéder à toutes enquêtes et inspections qu'elle juge utiles, par des personnes qu'elle désigne à cette effet. Elle doit faire participer les autorités des Etats riverains à toutes inspections et voyages exécutés par elle-même, ou par des personnes désignées par elle.

Article 3.

Siège de la Commission. Le siège légal de la Commission est fixé à Dresde.

Article 4.

Présidence Suivant un tour de rôle arrêté par la Commission, la présidence est exercée par chacun des membres, depuis le début d'une session ordinaire obligatoire jusqu'à l'ouverture de la session ordinaire obligatoire suivante.

CHAPTER I.

INTERNATIONAL SYSTEM.

Article 1.

The international system of the Elbe, hereinafter designated by the name of the Elbe, comprises the Elbe from its confluence with the Vltava (Moldau) as far as the open sea and the Vltava from Prague to its confluence with the Elbe.

This system may be extended by the decision of the riparian State or States territorially interested, subject to the unanimous consent of the Commission mentioned in article 2.

CHAPTER II.

POWERS AND ORGANISATION OF THE INTERNATIONAL COMMISSION OF THE ELBE.

Article 2.

The Commission set up by the Treaty of Versailles and composed, according to the terms of article 340 of that treaty, of :

- 4 representatives of the German States bordering on the Elbe,
- 2 representatives of the Czechoslovak State,
- 1 representative of Great Britain,
- 1 representative of France,
- 1 representative of Italy,
- 1 representative of Belgium,

is charged :

- (a) To supervise the conservation of the freedom of navigation, the maintenance in good order of the navigable channel and the improvement of that channel ;
- (b) To pronounce upon complaints arising out of the application of the present Convention and likewise of the regulations which it contemplates ;
- (c) To decide whether the tariffs applied are in accordance with the conditions laid down by the present Convention ;
- (d) To pronounce upon the claims preferred in appeal before it ;
- (e) And, in general, to exercise the powers arising out of the provisions of the present Convention.

The Commission will secure that all enquiries and inspections which it judges useful are carried out by the persons appointed by it for that purpose. It must provide for the participation of the authorities of the riparian States in all inspections and journeys carried out by itself or by persons appointed by it.

Article 3.

The statutory seat of the Commission is fixed at Dresden.

Article 4.

The presidency will be held by each of the members in turn as laid down by the Commission, from the beginning of one ordinary obligatory session until the opening of the next ordinary obligatory session.

Article 5.

Nombre des sessions. La Commission tient normalement deux sessions ordinaires par an, chacune autant que possible dans le même mois, dont l'une est obligatoire et l'autre facultative. Elle se réunit en outre, en session extraordinaire, soit sur l'initiative de son président, soit sur une demande formulée par deux délégations au moins.

Les convocations pour les sessions doivent être adressées aux membres au moins trois semaines à l'avance.

Article 6.

Délibérations de la Commission. La Commission ne peut délibérer valablement que si quatre délégations, représentant au moins six voix, sont présentes ou représentées.

Les décisions de la Commission sont prises à la majorité des voix, en dehors des cas spécifiés dans la présente Convention où une majorité spéciale est requise.

En cas de partage des voix, la voix du président n'est pas prépondérante.

Quel que soit le nombre de ses membres présents, chaque délégation a un nombre de voix égal à celui des représentants auquel elle a droit.

Article 7.

Secrétariat. Il est établi au siège de la Commission un secrétariat qui comprendra un secrétaire général et un secrétaire général adjoint, assistés du personnel nécessaire.

Les membres du secrétariat sont nommés, rétribués et licenciés par la Commission.

Le secrétaire général et le secrétaire général adjoint sont désignés par un vote unanime de la Commission. Ils ne peuvent pas appartenir à la même nationalité.

Le secrétaire général est chargé notamment :

- a) De la conservation des archives ;
- b) De l'expédition des affaires courantes de la Commission ;
- c) De présenter à la Commission un rapport annuel sur les conditions de la navigation et l'état de navigabilité du fleuve.

Le secrétaire général adjoint est associé à l'instruction de toutes les affaires et remplace le secrétaire général empêché.

Article 8.

Facilités accordées aux membres de la Commission. Les délégués, le secrétaire général et son adjoint jouissent des privilèges diplomatiques d'usage. Ils recevront des Etats riverains, ainsi que les personnes désignées par la Commission, toutes les facilités nécessaires pour l'accomplissement des actes de leurs fonctions.

Article 9.

Langue. Pour l'interprétation des actes de la Commission, le texte français fait foi.

Article 10.

Dépenses de la Commission. Les frais et les émoluments des délégués sont supportés par les gouvernements qu'ils représentent.

Les dépenses générales de la Commission sont réparties entre les Etats représentés proportionnellement au nombre des délégués auquel ils ont droit, dans la mesure où elles ne seraient pas couvertes par d'autres ressources dont la Commission déciderait la création.

Article 5.

The Commission will normally hold two ordinary sessions a year, each as far as possible in the same month, whereof one will be obligatory and the other optional. It shall, further, assemble in extraordinary session, either on the initiative of its President or in response to a demand put forward by at least two delegations.

The summons to the sessions must be addressed to the members at least three weeks ahead.

Article 6.

The deliberations of the Commission will only be valid if four delegations, representing at least six votes, are present or represented.

The decisions of the Commission will be taken by a majority of votes, save in the cases mentioned in the present Convention where a special majority is required.

The President has no casting vote when the votes are equally divided.

Whatever the number of its members present, each delegation shall have a number of votes equal to that of the representatives to which it is entitled.

Article 7.

A secretariat shall be set up at the seat of the Commission, comprising a Secretary-General and an Assistant Secretary-General, aided by the necessary staff.

The members of the secretariat shall be appointed, paid and dismissed by the Commission.

The Secretary-General and the Assistant Secretary-General shall be chosen by the unanimous vote of the Commission. They may not belong to the same nationality.

The Secretary-General is in particular entrusted :

- (a) With the custody of the archives ;
- (b) With the despatch of the current business of the Commission ;
- (c) With the submission to the Commission of an annual report on the shipping situation and on the navigable state of the river.

The Assistant Secretary-General will take part in the preparation of all the business, and in the absence of the Secretary-General will take his place.

Article 8.

The delegates, the Secretary-General and his assistant will enjoy the usual diplomatic privileges. They, and the persons appointed by the Commission, will receive from the riparian States all facilities necessary for the execution of their duties.

Article 9.

The French Text is valid for the interpretation of the Statutes of the Commission.

Article 10.

The expenses and emoluments of the delegates will be borne by the Governments which they represent.

The general expenses of the Commission will be distributed among the States represented in proportion to the number of delegates to which they are entitled, in so far as they are not covered by other resources which the Commission may decide to establish.

Article 11.

Règlement intérieur. La Commission fixe dans un règlement intérieur les dispositions de détail relatives à son fonctionnement et à son organisation.

CHAPITRE III.

RÉGIME DE LA NAVIGATION.

§ 1. — *Liberté de navigation et égalité de traitement.*

Article 12.

Liberté de navigation. La navigation sur l'Elbe est librement ouverte aux navires, bateaux et radeaux de toutes les nations, à charge pour ceux-ci de se conformer aux stipulations de la présente Convention.

Article 13.

Egalité de traitement. Les ressortissants, les biens et les pavillons de toutes les nations seront, sous tous les rapports, traités sur le pied d'une parfaite égalité, de telle sorte qu'aucune distinction ne soit faite, au détriment des ressortissants, des biens et du pavillon d'une Puissance quelconque, entre ceux-ci et les ressortissants, les biens et le pavillon de l'Etat riverain lui-même, ou de l'Etat dont les ressortissants, les biens et le pavillon jouissent du traitement le plus favorable.

§ 2. — *Droits et redevances.*

Article 14.

Taxes autorisées. En dehors des droits de douane, d'octroi local ou de consommation, ainsi que des taxes prévues par la présente Convention, il ne sera perçu aucun droit, impôt, redevance ou péage d'aucune espèce qui frapperait directement la navigation.

§ 3. — *Transit.*

Article 15.

Liberté de transit. Le transit est libre sur l'Elbe, qu'il s'effectue directement ou après transbordement ou après mise en entrepôt.
Il ne sera perçu aucun droit du fait de ce transit.

§ 4. — *Formalités douanières.*

(A). TRANSIT DIRECT.

Article 16.

Clôtures douanières et convoyage. Le capitaine, patron ou floteur, qui traverse en transit direct le territoire compris à l'intérieur des frontières douanières d'un Etat riverain a le droit de continuer son voyage, sans faire préalablement vérifier son chargement, à la condition, soit de laisser clore les ouvertures donnant

Article 11.

The Commission will fix by domestic regulation the details of the provisions regarding its procedure and its organisation.

CHAPTER III.

REGIME REGARDING NAVIGATION.

§ 1. *Freedom of Navigation and Equality of Treatment.**Article 12.*

Navigation on the Elbe is open without restriction to the ships, boats and rafts of all nations, provided they comply with the stipulations of the present Convention.

Article 13.

The nationals, goods and flags of all nations shall be treated in all respects on a footing of complete equality, so that no distinction shall be made prejudicial to the nationals, goods and flag of any one Power in relation to the nationals, goods and flag of the riparian State itself, or of the State whose nationals, goods and flag enjoy the most favourable treatment.

§ 2. *Duties and Charges.**Article 14.*

Apart from customs duties, local dues and taxes on consumption and likewise taxes mentioned in the present Convention, no duty, impost, charge or toll of any kind directly affecting navigation shall be collected.

§ 3. *Transit.**Article 15.*

Transit on the Elbe is free, whether it is carried out directly or after transhipment or after storage in bond.

No duty shall be collected in respect of such transit.

§ 4. *Customs Formalities.*

(A) DIRECT TRANSIT.

Article 16.

The master, owner or raftsman crossing in direct transit the territory lying within the customs frontiers of a riparian State has the right to continue his voyage without any previous verification of his cargo, on condition either of closing the apertures giving access to the hold which are not

accès à la cale qui ne seraient pas déjà closes, soit de recevoir à son bord des gardiens officiels, soit enfin de se soumettre à ces deux formalités douanières ensemble. Les gardiens n'ont droit gratuitement qu'au logement, au feu, à la lumière et à la nourriture.

A la sortie, la douane a le droit de procéder à la vérification des clôtures.

Les Etats riverains reconnaissent réciproquement leurs clôtures douanières. Le bénéfice de cette disposition est étendu aux autres Etats dont les clôtures seraient établies dans les mêmes conditions.

Sauf au cas où un soupçon légitime de contrebande basé sur des faits prouvés peut être relevé, ou lorsque les clôtures douanières ont été brisées, les autorités de l'Etat transité ne peuvent exiger la production du manifeste (article 35) d'un navire ou bateau qui a déjà été clôturé. Ce manifeste, établi en deux exemplaires, doit être visé par l'autorité qui appose les clôtures. Un exemplaire est remis à cette autorité ; l'autre doit se trouver à bord.

Article 17.

Rupture des clôtures. Lorsque des circonstances exceptionnelles ou quelque accident de nature à compromettre le salut, soit du navire ou bateau, soit de la cargaison, obligent un capitaine ou patron à rétablir les ouvertures donnant accès à la cale, il s'adresse, à cet effet, aux employés de la douane la plus voisine et attend leur arrivée. Si le péril est imminent et qu'il ne puisse attendre, il doit en donner avis à l'autorité locale la plus proche qui procède à l'ouverture de la cale et dresse procès-verbal du fait.

Lorsqu'un capitaine ou patron a pris des mesures de son propre chef, sans demander ou sans attendre l'intervention des employés de la douane ou de l'autorité locale, il doit prouver d'une manière suffisante que le salut soit du navire ou bateau, soit de la cargaison, en a dépendu, ou qu'il a dû agir ainsi pour éviter un danger pressant. En pareil cas, il doit, aussitôt après avoir écarté le péril, prévenir les employés de la douane la plus proche ou, s'il ne peut les trouver, l'autorité locale la plus voisine qu'il puisse trouver pour faire constater les faits.

Il doit agir de même dans le cas où les clôtures ont été rompues accidentellement.

Article 18.

Relâche forcée. Dans le cas où, par suite des circonstances indiquées à l'article précédent, un capitaine, patron ou flotteur est obligé de relâcher à d'autres endroits que ceux visés à l'article 24, alinéa 1, il doit se conformer aux stipulations suivantes :

1. — S'il relâche dans un endroit où se trouve un bureau de douane, il est tenu de s'y présenter et d'observer les instructions qu'il en recevra.

2. — S'il n'existe pas de bureau de douane au lieu de relâche, il doit immédiatement donner avis de son arrivée à l'autorité locale qui constate par procès-verbal les circonstances qui l'ont déterminé à relâcher et en donne avis au bureau de douane le plus voisin du même territoire.

3. — Si, pour ne pas exposer les marchandises à d'autres dangers, on juge à propos de décharger le navire, bateau ou bateau, le capitaine, patron ou flotteur est tenu de se soumettre à toutes les mesures légales ayant pour objet de prévenir une importation clandestine. Les marchandises qu'il réembarque pour continuer sa route ne sont assujetties à aucun droit d'entrée ou de sortie.

Dans le cas où un capitaine, patron ou flotteur agit de son propre chef, sans demander l'intervention des employés de la douane ou de l'autorité locale, les dispositions de l'article 17, alinéa 2, lui sont applicables.

Article 19.

Contrebande. Lorsqu'un capitaine, patron ou flotteur est convaincu d'avoir tenté la contrebande, il ne peut invoquer la liberté de navigation de l'Elbe pour mettre soit sa personne, soit les marchan-

already closed, or of admitting on board official watchers, or finally, of submitting to both these customs formalities together. The watchers are only entitled to free lodging, fire, light and food.

At departure, the customs are entitled to proceed to verify the seals.

The riparian States reciprocally recognise their customs seals. The enjoyment of this provision will be extended to the other States whose seals are affixed under similar conditions.

Except in cases where a legitimate suspicion of smuggling founded upon proved facts can be alleged or where the customs seals have been broken, the authorities of the State through which transit takes place cannot demand the production of the manifest (article 35) of the ship or boat which has already been sealed. This manifest, drawn up in duplicate, must be signed by the authority affixing the seals. One copy will be handed to that authority : the other must be retained on board.

Article 17.

When exceptional circumstances or some accident calculated to compromise the safety either of the ship or boat or of the cargo compel a master or owner to reopen the apertures giving access to the hold, he will, for that purpose, apply to the officials of the nearest custom-house and await their arrival. If the danger is imminent and he cannot wait, he must inform the nearest local authority, who will proceed to open the hold, and draw up a report upon the fact.

When a master or owner has taken measures upon his own responsibility without demanding or awaiting intervention by the officials of the customs or of the local authority, he must prove in a satisfactory manner that the safety either of the ship or boat or of the cargo depended upon it, or that he was compelled to act in this way in order to avoid a pressing danger. In such a case he must, immediately after the danger has been averted, inform the officials of the nearest custom-house, or if he cannot find them, the nearest authority whom he can find so that he may place the matter upon record.

He must take similar action in the event of the seals being accidentally broken.

Article 18.

In cases where, owing to the circumstances indicated in the preceding article, a master, owner or raftsman is obliged to put in to places other than those mentioned in article 24, paragraph 1, he must comply with the following conditions :

(1) If he puts in to a place where there is a customs-office, he is bound to present himself there and to carry out the instructions which he will receive.

(2) If there be no customs-office in the place where he puts in, he must at once notify his arrival to the local authority, who will draw up a report of the circumstances which have compelled him to put in, and inform the nearest customs-office in the same territory.

(3) If, to avoid exposing the goods to other risks, it is considered expedient to unload the ship, boat or raft, the master, owner or raftsman is bound to submit to all legal measures designed to prevent clandestine importation. The goods which he reloads to continue his voyage will not be subjected to any import or export duty.

The provisions of article 17, paragraph 2, are applicable to a master, owner or raftsman in the event of his acting upon his own authority without demanding intervention by the officials of the local customs or of the local authority.

Article 19.

When a master, owner or raftsman is convicted of having attempted smuggling, he cannot invoke the freedom of navigation of the Elbe to secure either his person or the goods which he

dises qu'il a voulu importer ou exporter frauduleusement à l'abri des poursuites dirigées contre lui par les employés de la douane, sans cependant qu'une pareille tentative puisse donner lieu à saisir le reste du chargement, ni, en général, à procéder contre lui plus rigoureusement qu'il n'est prescrit par la législation en vigueur dans l'Etat riverain où la contrebande a été constatée.

Si les bureaux de douane d'un Etat découvrent une différence entre la cargaison et le manifeste, il est fait application au capitaine, patron ou floteur, des lois du pays en vigueur contre les déclarations infidèles.

(B). TRANSIT AVEC TRANSBORDEMENT OU ALLÈGEMENT.

Article 20.

**Forma-
lités.**

Les dispositions des articles 16 à 19 sont également applicables au transit avec transbordement ou allègement, sous réserve des stipulations suivantes :

Le capitaine ou patron qui désire transborder toute ou partie de sa cargaison ou alléger son navire ou bateau fait part de son intention à l'autorité compétente de l'Etat riverain qui lève les clôtures, surveille les opérations de transbordement ou d'allègement et appose, s'il y a lieu, de nouvelles clôtures ; cette autorité vise la liste des marchandises déchargées, et en remet, pour être annexé au manifeste, un exemplaire au capitaine ou patron. Celui-ci est alors autorisé à poursuivre le cas échéant, sa route dans les mêmes conditions que précédemment.

Pour les marchandises déchargées et réexpédiées par l'Elbe sur un autre navire ou bateau, il est établi un manifeste visé par l'autorité compétente ; cette autorité a également le droit d'apposer les clôtures sur ce navire ou bateau.

Toutes les autres marchandises sont soumises aux dispositions de l'article 22.

Article 21.

**Déter-
mination
des points
de
transbor-
dement.**

Sur les points de l'Elbe où le transbordement des marchandises ou l'allègement des navires et bateaux est généralement pratiqué, les services nécessaires doivent être établis et organisés pour que les formalités visées à l'article 20 puissent être effectuées suivant les besoins de la navigation.

La liste de ces points est établie par les Etats riverains et approuvée par la Commission.

(C). IMPORTATION, EXPORTATION, TRANSIT AVEC CHANGEMENT DE MODE DE TRANSPORT, ENTREPOSAGE.

Article 22.

**Législation
applicable.**

En ce qui concerne les marchandises à l'importation, à l'exportation ou en transit avec changement de mode de transport, ainsi que les marchandises entreposées, les formalités de douane se règlent d'après la législation générale de l'Etat riverain sur le territoire duquel les opérations s'effectuent.

§ 5. *Dispositions générales.*

Article 23.

Facilités.

Toutes les facilités qui seraient accordées par l'un quelconque des Etats riverains sur d'autres voies de terre ou d'eau pour l'importation, l'exportation ou le transit, effectués dans les mêmes conditions, seront également concédées à l'importation, à l'exportation et au transit sur l'Elbe.

Les droits d'entrée et de sortie sur les marchandises dans les ports situés sur cette voie d'eau ne peuvent être plus élevés que ceux auxquels sont soumises les marchandises de même nature, de même provenance et de même destination à l'entrée ou à la sortie par toute autre frontière.

desired fraudulently to import or export against proceedings directed against him by the custom officials, under the pain of the seizure of the rest of the cargo founded upon such an attempt, or, in general, of the institution against him of more rigorous proceedings than those prescribed by the legislation in force in the riparian State where the act of smuggling has been established.

If the customs offices of a State discover a discrepancy between the cargo and the manifest, the laws in force in the country against false declarations shall be applied against the master, owner or raftsman.

(B) TRANSIT WITH TRANSHIPMENT OR LIGHTERING.

Article 20.

The provisions of articles 16 to 19 are also applicable to transit with transhipment or lightering, subject to the following conditions :

The master or owner who desires to tranship the whole or a part of his cargo or to lighter his ship or boat will notify his intention to the competent authority of the riparian State, who will remove the seals, supervise the transhipment or lightering operations and, if necessary, affix new seals. That authority will check the list of goods discharged and deliver a copy thereof to the master or owner to be annexed to the manifest. The latter will then, if necessary, be authorised to pursue his voyage, subject to the same conditions as before.

A manifest signed by the competent authority will be prepared of the goods discharged and reshipped on the Elbe upon another ship or boat. That authority is likewise entitled to affix seals upon this ship or boat.

All the other goods are subject to the provisions of article 22.

Article 21.

At places on the Elbe where the transhipment of goods or the lightering of ships or boats generally takes place, the necessary services must be instituted and organised in order that the formalities mentioned in article 20 can be carried out in accordance with the needs of navigation.

The list of these places will be drawn up by the riparian States and approved by the Commission.

(C) IMPORT, EXPORT, TRANSIT WITH A CHANGE IN THE METHOD OF TRANSPORT,⁷
WAREHOUSING IN BOND.

Article 22.

As regards goods for import, export or in transit with a change in the method of transport and likewise goods warehoused in bond, the customs formalities will be regulated in accordance with the general legislation of the riparian State on whose territory these operations are carried out.

§ 5. *General Provisions.*

Article 23.

All facilities which may be granted by any one of the riparian States on other routes by land or water for import, export or transit effected under the same conditions will also be granted for import, export and transit on the Elbe.

Import and export duties on goods in ports situated on this waterway may not be higher than those imposed on goods of the same kind, the same origin and the same destination entering or leaving by any other frontier.

§ 6. Régime des ports.

Article 24.

Dési- nation. Chacun des Etats riverains fait connaître à la Commission, pour l'étendue de son territoire, tous les ports et lieux publics où les capitaines, patrons et floteurs ont la faculté de déposer ou de prendre un chargement ou de se réfugier. Il en est de même pour les ports et débarcadères privés.

alité de trai- tement. En ce qui concerne l'utilisation des ports et lieux publics ainsi que de leur outillage, et notamment l'affectation de places fixes à quai, les ressortissants, les biens et les pavillons de toutes les nations seront traités, sous tous les rapports, sur le pied d'une parfaite égalité, de telle sorte qu'aucune distinction ne soit faite au détriment des ressortissants, des biens et du pavillon d'une Puissance quelconque, entre ceux-ci et les ressortissants, les biens et le pavillon de l'Etat riverain lui-même ou de l'Etat dont les ressortissants, les biens et le pavillon jouissent du traitement le plus favorable.

Article 25.

icilités dans ports. Les Etats riverains veilleront à ce que dans les ports et lieux publics, visés à l'article 24, toutes dispositions nécessaires soient prises, suivant les besoins du trafic, pour faciliter le chargement, le déchargement et la mise en entrepôt des marchandises, et d'une manière générale, pour que l'outillage soit tenu en bon état.

ffecta- tions de places quai. L'affectation de places fixes à quai et d'autres installations dans les ports publics ne peut être faite que dans une mesure raisonnable et pleinement compatible avec le libre exercice de la navigation.

place- ments pour le insbor- nent et allège- ment. Les Etats riverains mettront en outre à la disposition de la navigation les emplacements nécessaires pour qu'elle puisse effectuer les opérations visées à l'article 21.

Article 26.

es dans ports. L'utilisation des ouvrages et des installations des ports et lieux publics d'embarquement et de débarquement peut donner lieu à la perception de taxes et redevances raisonnables et égales pour tous les pavillons. Les tarifs seront communiqués à la Commission et affichés dans les ports.

Les taxes et redevances ne peuvent être exigées qu'autant que les ouvrages et installations pour l'usage desquels elles ont été établies ont été effectivement utilisés.

§ 7. Services publics.

Article 27.

arifs. Tout service public établi dans l'intérêt de la navigation sur l'Elbe ou dans un port situé sur cette voie d'eau doit comporter des tarifs publics appliqués uniformément et calculés de manière à ne pas excéder le prix du service rendu. Ces tarifs sont communiqués à la Commission.

lotage. Ces dispositions s'appliquent notamment aux services de pilotage tant à l'amont qu'à l'aval de Hambourg et de Harbourg. En amont de ces ports, le pilotage n'est pas obligatoire.

§ 8. Conditions requises pour la navigation.

Article 28.

nduite des vires, aux et leaux. Aucun navire, bateau ou radeau ne peut naviguer sur l'Elbe sans avoir à bord le titulaire d'un permis de navigation responsable de la conduite du navire, bateau ou radeau et assisté du personnel prescrit par les règlements de police de navigation, sauf les exceptions prévues par ces règlements.

§ 6. *Régime of Ports.*

Article 24.

Each of the riparian States will notify to the Commission all public ports and places, throughout the extent of its territory, where masters, owners and raftsmen are allowed to discharge or embark cargo or to take shelter. The same procedure shall be observed in the case of private ports and landing stages.

As regards the utilisation of public ports and places and of their equipment, and particularly the assignment of fixed quay berths, the nationals, goods and flags of all nations shall be treated in all respects on a footing of perfect equality, so that no distinction is made prejudicial to the nationals, goods and flag of any Power whatever in its relation with the nationals, goods and flag of the riparian State itself or with the State whose nationals, goods and flag enjoy the most favourable treatment.

Article 25.

The riparian States will secure that in the public ports and places mentioned in article 24 all necessary measures are taken in accordance with traffic requirements to facilitate loading, unloading and warehousing of merchandise in bond, and in general, that the equipment is maintained in good condition.

The assignment of fixed quay berths and other installations in the public ports can only be made within reasonable limits, fully compatible with unfettered carrying on of navigation.

The riparian States will further place at the disposal of navigation the accommodation necessary for carrying on the operations mentioned in article 21.

Article 26.

The utilisation of the works and installations in public ports and places of embarkation and disembarkation may give rise to the collection of reasonable dues and charges, on a footing of equality for all flags. The tariffs will be communicated to the Commission and posted in the ports.

Dues and charges may only be levied in so far as the works and installations for the use of which they have been fixed are put to effectual use.

§ 7. *Public Services.*

Article 27.

Every public service established in the interests of navigation upon the Elbe or in a port situated on that waterway must be subject to public tariffs uniformly applied and so adjusted as not to exceed the cost of the service rendered. These tariffs will be communicated to the Commission.

These provisions will apply in particular to the pilotage services both up-stream to and down-stream from Hamburg and Harburg. Above these ports, pilotage is not compulsory.

§ 8. *Conditions requisite for Navigation.*

Article 28.

No ship, boat or raft may navigate the Elbe without having on board the holder of a navigation permit responsible for the management of the ship, boat or raft, assisted by the crew prescribed by the regulations of the river police, save for the exceptions provided by these regulations.

Article 29.

mis de navigation. Le permis de navigation est délivré dans les conditions déterminées par le règlement visé à l'article 30 :

1. Aux candidats qui ont établi leur domicile dans l'un des pays riverains, par les autorités de ce pays ;
2. Aux candidats n'ayant pas leur domicile dans l'un des pays riverains, soit par les autorités d'un des pays riverains, soit par la Commission.

Article 30.

entention des permis. Pour obtenir un permis, il faut avoir pratiqué la navigation sur l'Elbe et avoir subi avec succès un examen de capacité. Les conditions à remplir et le programme de l'examen sont déterminés par un règlement établi comme il est dit à l'article 37 pour les règlements de police de la navigation.

Article 31.

Objet des permis. Chaque permis de navigation mentionne les catégories d'engins flottants que le titulaire est autorisé à conduire et les parties de la voie d'eau sur lesquelles il a le droit de naviguer. Le permis est valable quelle que soit la nationalité du navire, bateau ou radeau conduit par le titulaire.

Article 32.

retrait des permis. L'autorité qui a délivré un permis a seule le droit de le retirer. La Commission peut toutefois exiger le retrait d'un permis dont le titulaire aurait fait preuve d'une incapacité constituant un danger pour la navigation. Le permis devra être retiré au titulaire qui aura été condamné soit pour contravention grave et réitérée aux règlements concernant la sécurité et la police de la navigation, soit pour faits répétés de contrebande, soit pour crimes contre la propriété.

Article 33.

Permis de route. Toute personne faisant partie de l'équipage d'un bateau naviguant sur l'Elbe doit être munie d'un carnet de route délivré dans les conditions fixées à l'article 29 et suivant un modèle établi par la Commission.

Article 34.

Certificat de navigabilité. Tout navire ou bateau naviguant sur l'Elbe doit être muni d'un certificat constatant qu'il remplit à tous égards les conditions de sécurité nécessaires à la navigation sur la partie du fleuve qu'il utilise et qui sont fixées dans un règlement établi comme il est dit à l'article 37 pour les règlements de police de la navigation.

Le certificat de navigabilité est délivré par les autorités compétentes des Etats riverains, pour les navires et bateaux appartenant à leurs ressortissants. Chacun des Etats contractants peut proposer à la Commission d'agréer des organismes spécialement qualifiés pour la délivrance de ce certificat.

Si un Etat souverain juge nécessaire de contrôler à ses frais les indications du certificat, ce contrôle ne peut porter, en ce qui concerne les bateaux chargés, que sur les dimensions extérieures du bateau.

Les radeaux doivent satisfaire aux conditions déterminées par un règlement établi comme il est dit à l'alinéa 1^{er}.

Article 29.

The navigation permit is granted under the conditions fixed by the regulation mentioned in article 30 :

- (1) To candidates who have a fixed residence in one of the riparian States, by the authorities of that State ;
- (2) To candidates who do not have a fixed residence in one of the riparian States, either by the authorities of one of the riparian States or by the Commission.

Article 30.

To obtain a permit, it is necessary to have been engaged in navigation on the Elbe and to have successfully submitted to a test of capacity. The conditions to be satisfied and the scope of the test will be determined by a regulation established in the manner mentioned in article 37 for the regulations of the river police.

Article 31.

Each navigation permit will enumerate the types of engines afloat which the holder of the permit is authorised to drive, and the section of the waterway over which he has navigation rights. The permit is valid whatever be the nationality of the ship, boat or raft steered by the holder.

Article 32.

The authority who granted the permit alone has the right to withdraw it.

The Commission may, however, demand the withdrawal of a permit, the holder of which has given proof of a degree of incompetence involving danger to navigation.

The permit must be withdrawn from the holder who has been convicted of serious and repeated offences against the regulations regarding the safety of navigation and the river police, or of repeated acts of smuggling or of offences against property.

Article 33.

Every member of the crew of a ship sailing upon the Elbe must be provided with identity papers (" carnet de route ") issued subject to the conditions fixed in article 29 and in accordance with a form laid down by the Commission.

Article 34.

Every ship or boat sailing upon the Elbe must be provided with a certificate testifying that it has in all respects satisfied the conditions of security necessary for navigation on the part of the river which it traverses, such conditions being fixed in a regulation laid down in the manner indicated in article 37 for the regulations of the river police.

The certificate of navigability is issued by the competent authorities of the riparian States in the cases of ships and boats belonging to their nationals. Each of the contracting States may propose for acceptance by the Commission organised bodies specially qualified for the issue of this certificate.

If a riparian State deems it necessary at its own expense to check the statements contained in the certificate, such control may, in the case of laden vessels, only extend to the external dimensions of the boat.

Rafts must conform with the conditions fixed by a regulation, laid down in the manner mentioned in paragraph 1.

Article 35.

Rôle d'équipage et manifeste. A bord de tout navire, bateau ou radeau naviguant sur l'Elbe, doivent se trouver un rôle d'équipage et, s'il y a lieu, un manifeste indiquant le poids et la nature des marchandises chargées, le nombre, la nature et les marques des colis ainsi que leurs lieux de chargement et de déchargement. Pour les radeaux, le manifeste indique le nombre, l'espèce et le poids des bois flottés.

Article 36.

Navires de mer. Les dispositions des articles 28 à 35 ne sont applicables ni aux navires de mer naviguant entre la pleine mer et Hambourg et Harbourg, ni aux bateaux normalement affectés à la navigation intérieure sur ce secteur.

Lorsque les navires de mer naviguent à l'amont des ports visés à l'alinéa précédent, les membres de l'équipage ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 33.

§ 9. *Règlements de police.**Article 37.*

Abaissement des règlements. Les Etats riverains soumettent des projets de règlements de police de la navigation à la Commission, qui établit le texte définitif de ces règlements ; ceux-ci doivent être aussi uniformes que possible et sont mis en vigueur dans chacun de ces Etats par un acte législatif ou administratif de l'Etat appelé à en assurer l'application.

Les Etats riverains communiquent à la Commission les règlements qu'ils édictent pour la police et l'exploitation des ports.

Article 38.

Mesures de police générale. Les Etats riverains communiquent à la Commission les dispositions législatives et administratives concernant la police générale et toutes les autres matières susceptibles d'intéresser la navigation. Ces dispositions ne doivent, ni dans leur teneur, ni par leur application, entraver, sans motifs valables, le libre exercice de la navigation.

CHAPITRE IV.

OUVRAGES ET TRAVAUX.

Article 39.

Travaux d'entretien. Chaque Etat riverain est tenu d'exécuter à ses frais les travaux d'entretien du chenal, des chemins de halage en usage et des ouvrages, d'assurer la manœuvre de ces ouvrages, ainsi que l'éclairage et le balisage, de prendre des dispositions nécessaires à l'effet d'écartier tous obstacles ou dangers pour la navigation, et d'une manière générale, de maintenir cette navigation dans de bonnes conditions.

Si, en assurant l'entretien prévu à l'alinéa précédent, un Etat riverain réalise des améliorations, il doit également prendre à sa charge les travaux courants y afférents.

Article 40.

Section frontière. Sur la section formant frontière entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie, les deux Etats riverains déterminent, d'un commun accord, le mode d'exécution des travaux visés à l'article 39, ainsi

Article 35.

Every ship, boat or raft sailing on the Elbe must have on board a list of the crew and, if necessary, a manifest specifying the weight and nature of the goods carried, the number and nature of the packages and marks borne by them and likewise their places of loading and unloading. In the case of rafts, the manifest will specify the number, kind and weight of the timber floated.

Article 36.

The provisions of articles 28 to 35 are not applicable either to ocean-going ships sailing between the open sea and Hamburg and Harburg, or to boats normally used for inland navigation over this section.

When ocean-going ships sail above the ports mentioned in the foregoing paragraph, the members of the crew will not be subject to the provisions of article 33.

§ 9. *Police Regulations.**Article 37.*

The riparian States will submit drafts of regulations for the river police to the Commission, which will fix the definitive text of these regulations. These latter must be as uniform as possible, and will be put in force in each of these States by legislative or administrative action on the part of the State called upon to secure their application.

The riparian States will communicate to the Commission the regulations which they issue respecting the policing and use of the ports.

Article 38.

The riparian States will communicate to the Commission the legislative and administrative measures respecting the police in general and all other matters calculated to be of interest to navigation. These measures must not, either by reason of their tenor or in their application, hinder, except for adequate reasons, the free exercise of navigation.

CHAPTER IV.

WORKS AND INSTALLATIONS.

Article 39.

Each riparian State is bound to carry out at its own expense the works for the maintenance of the channel and towing-paths in use and installations to ensure the running of such works and likewise lighting and buoying, to adopt the measures necessary to remove any obstacles or dangers to navigation and generally to maintain navigation in good order.

If, while ensuring the maintenance mentioned in the preceding paragraph, a riparian State effects improvements, it must also bear the cost of all current work thereby entailed.

Article 40.

On the section constituting a frontier between Germany and Czechoslovakia, the two riparian States will determine by common accord the mode of execution of the works mentioned in article 39,

que la répartition des dépenses entre eux. A défaut d'une telle entente, la décision appartiendra à la Commission.

Article 41.

Objets de travaux. Les Etats riverains fourniront à la Commission la description sommaire de tous travaux autres que ceux visés à l'article 39, qu'ils se proposent d'exécuter ou d'autoriser sur l'Elbe. Cette disposition s'applique tant aux travaux d'amélioration exécutés dans l'intérêt de la navigation qu'à tous autres travaux, tels notamment que les travaux de défense contre les inondations, ainsi que ceux qui concernent les irrigations et l'utilisation des forces hydrauliques.

La Commission ne peut interdire l'exécution de tels travaux qu'en tant qu'ils auraient des conséquences préjudiciables à la navigation. Dans ses décisions la Commission doit tenir compte de tous les intérêts de l'Etat riverain qui se propose d'exécuter ou d'autoriser ces travaux.

Si, dans le délai de deux mois à dater de la communication, la Commission n'a formulé aucune observation, il pourra être procédé sans autre formalités à l'exécution desdits travaux. Dans le cas contraire, la Commission devra prendre une décision définitive dans le plus bref délai possible, et au plus tard, dans les quatre mois qui suivront l'expiration du premier délai.

Article 42.

Objet de travaux importants des taxes. La Commission peut, à titre exceptionnel, décider que les dépenses d'établissement de grands travaux d'amélioration et éventuellement les frais d'entretien supplémentaires qu'entraînent ces travaux, ou les frais de fonctionnement des ouvrages dont ils comporteraient la construction, pourront être couverts, en tout ou en partie, par des taxes d'un taux modéré. Le projet de tarifs, contenant notamment l'époque proposée pour le commencement de la perception, devra être soumis à la Commission avec le projet des travaux. Aucune taxe ne peut être établie ni perçue sans une approbation explicite de la Commission, dont le vote n'est acquis que s'il réunit les voix de sept délégués au moins. La Commission a la faculté de limiter à une période déterminée la durée de perception des taxes. Ces taxes ne pourront être prélevées que sur les catégories de navires, bateaux et radeaux dont les travaux auront permis ou facilité la navigation. Elles ne devront en aucun cas excéder, pour chacune des diverses catégories de navires, bateaux et radeaux, le prix du service rendu. Le produit des taxes doit être exclusivement affecté aux travaux qui ont donné naissance à leur établissement.

Article 43.

Travaux d'intérêt primordial. Sur la base des propositions d'un Etat riverain, la Commission pourra établir un programme de travaux d'amélioration dont l'exécution serait d'un intérêt primordial.

Sauf motif légitime d'opposition d'un des Etats riverains, fondés soit sur les conditions même de la navigabilité sur son territoire, soit sur d'autres intérêts tels que, entre autres, le maintien du régime normal des eaux, les besoins de l'irrigation, l'utilisation de la force hydraulique ou la nécessité de la construction d'autres voies de communication plus avantageuses, un Etat riverain ne pourra se refuser à exécuter les travaux compris dans ledit programme, à condition de n'être pas tenu de participer directement aux dépenses.

Toutefois, ces travaux ne pourront pas être entrepris tant que l'Etat sur le territoire duquel ils doivent être exécutés s'y oppose, du chef d'intérêts vitaux.

CHAPITRE V.

TRIBUNAUX.

Article 44.

Signification, siège et ressort des tribunaux. Les Etats riverains font connaître à la Commission le siège et le ressort des tribunaux appelés à juger les contraventions aux prescriptions des règlements de police de la navigation, ainsi que les

and also the apportioning of expenditure between them. Failing such an understanding, the decision will be with the Commission.

Article 41.

The riparian States will furnish the Commission with a summary description of all works other than those mentioned in article 39 which they propose to execute or authorise on the Elbe. This provision is alike applicable to works of improvement executed in the interests of navigation and to all other works, such, in particular, as defence works against inundations and likewise works affecting irrigation and the use of hydraulic energy.

The Commission may only prohibit the execution of such works in so far as they might entail consequences prejudicial to navigation. In its decisions the Commission must take into consideration all the interests of the riparian State proposing to execute or authorise these works.

If within a period of two months from the date of the communication the Commission has drawn up no observations, the execution of the said works may without further formalities be taken in hand. In the contrary event the Commission must come to a definite decision as speedily as possible, and at the latest within the four months following the expiration of the first period.

Article 42.

The Commission may, on the ground of exceptional circumstances, decide that the expenditure on the carrying out of large improvement works and eventually the supplementary costs of maintenance entailed by such works or the running expenses of the installations the construction of which they may entail, may be covered wholly or partly by dues fixed at moderate rates. The proposed tariff, containing in particular the date proposed for the inception of the collection, must be submitted to the Commission with the plan of the works. No dues may be fixed or collected without the express approval of the Commission, whose vote is only valid if it expresses the opinions of at least seven delegates. The Commission has the power to impose a definite limit upon the period during which the dues may be collected. These dues may only be levied on the classes of ships, boats and rafts for which navigation has been made possible or facilitated by the works. They must not in any case exceed, for each of the various classes of ships, boats and rafts, the cost of the service rendered. The yield of the dues must be exclusively devoted to the works which led to their institution.

Article 43.

On the basis of the proposals of a riparian State, the Commission may settle a programme of improvement works of which the execution would be a matter of primary interest.

Save where there is reasonable ground of opposition on the part of one of the riparian States, founded either upon the actual conditions of navigability within its own territory, or upon other interests, such, for example, as the maintenance of the normal regulation of the water, the needs of irrigation, the use of hydraulic energy or the need for the construction of other and more advantageous means of communication, a riparian State may not refuse to execute the works included in the said programme, on condition that it is not bound to assume a direct share of the expenses.

These works, however, may not be undertaken in the event of the State upon whose territory they are to be executed opposing them on the score of vital interest.

CHAPTER V.

TRIBUNALS.

Article 44.

The riparian States will inform the Commission of the headquarters and scope of jurisdiction of the tribunals called upon to adjudicate upon contraventions of the provisions laid down by the

autres affaires intéressant la navigation qui seront énumérées dans une convention ultérieure. Le siège de ces tribunaux doit être situé dans des localités aussi rapprochées du fleuve que possible.

Article 45.

Procédure des tribunaux riverain. La procédure des tribunaux visés à l'article 44 est réglée par la législation de chaque Etat. Elle doit être aussi simple et aussi prompte que possible.

Article 46.

Appel. L'appel des jugements rendus par lesdits tribunaux pourra être porté, au gré des parties, soit devant la juridiction du pays, dans lequel le jugement a été rendu, soit devant la Commission statuant au contentieux.

Article 47.

Procédure d'appel, conditions d'application. La procédure de l'appel devant la Commission, ainsi que les détails d'application des dispositions du présent chapitre seront déterminés par la convention visée à l'article 44. Cette convention additionnelle à la présente Convention sera élaborée et conclue dans les mêmes conditions que cette dernière.

CHAPITRE VI.

DISPOSITIONS DIVERSES.

§ 1^{er}. *Uniformisation des règles applicables en ce qui concerne le commerce et la navigation sur l'Elbe.*

Article 48.

La Commission poursuivra, notamment par l'élaboration de projets de convention à soumettre aux Etats intéressés, l'uniformisation du droit et des règles applicables en ce qui concerne le commerce et la navigation sur l'Elbe, ainsi que les conditions générales du travail du personnel de la navigation intérieure employé sur cette voie d'eau.

§ 2. *Application de la Convention en temps de guerre.*

Article 49.

Les stipulations de la présente Convention subsistent en temps de guerre dans toute la mesure compatible avec les droits et devoirs des belligérants et des neutres.

Au cas où des événements de guerre obligeront l'Allemagne à prendre des mesures ayant pour effet d'empêcher le libre transit de la Tchécoslovaquie sur l'Elbe, l'Allemagne s'engage à fournir à la Tchécoslovaquie, sauf impossibilité matérielle, une autre voie, autant que possible équivalente, sous réserve de l'observation des mesures de sécurité militaire qui seraient requises.

§ 3. *Bacs.*

Article 50.

Les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent ni aux bacs, ni aux autres moyens de passage d'une rive à l'autre.

regulations for river police, and also other matters affecting navigation, which will be specified in a subsequent convention. The seat of these tribunals must be situated in localities as near the river as possible.

Article 45.

The procedure of the tribunals mentioned in article 44 will be regulated by the legislation of each riparian State.

It must be as simple and prompt as possible.

Article 46.

Appeals from sentences pronounced by the said tribunals may be brought, at the desire of the parties, either before the court of the country in which the sentence was pronounced or before the Commission deciding disputed points.

Article 47.

The procedure for appeal before the Commission and also the details of the provisions of the present chapter will be settled by the convention mentioned in article 44. This convention, supplementary to the present Convention, will be elaborated and concluded in the same conditions as the latter.

CHAPTER VI.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

§ 1. *Unification of Regulations applicable in regard to Commerce and Navigation upon the Elbe.*

Article 48.

The Commission will provide, particularly by drawing up draft conventions for submission to the interested States, for the unification of the law and regulations applicable as regards commerce and navigation upon the Elbe and also of the general conditions governing the labour of the personnel employed in inland navigation upon that waterway.

§ 2. *Application of the Convention in War Time.*

Article 49.

The provisions of the present Convention continue valid in time of war to the fullest extent compatible with the rights and duties of belligerents and neutrals.

If occurrences in time of war compel Germany to take measures calculated to hinder Czechoslovakia from free transit upon the Elbe, Germany undertakes to place at the disposal of Czechoslovakia, save in the case of physical impossibility, another route, as nearly as possible equivalent, subject to the observance of the measures of military security which would be required.

§ 3. *Ferries.*

Article 50.

The provisions of the present Convention do not apply either to ferries or to other means of passage from one bank to the other.

§ 4. Actes antérieurs.

Article 51.

Les traités, conventions, actes et arrangements relatifs à l'Elbe, sont maintenus dans toutes leurs dispositions qui ne sont pas contraires aux stipulations de la présente Convention.

§ 5. Règlements des différends.

Article 52.

La Commission statue sur toute question relative à l'interprétation et à l'application de la présente Convention.

Au cas où un différend surgirait du chef de ces décisions pour motif d'incompétence ou de violation de la Convention, chacun des Etats contractants pourra en saisir la Société des Nations, suivant la procédure prévue pour le règlement des différends, après que la Commission aura constaté qu'elle a épuisé tous les moyens de conciliation. Pour tout autre motif, la requête en vue du règlement du différend ne pourra être formée que par l'Etat territorialement intéressé.

§ 6. Ratification et entrée en vigueur.

Article 53.

Les ratifications de la présente Convention seront déposées au secrétariat général de la Commission dans le plus bref délai possible et, au plus tard, le 31 mars 1923.

La Convention entrera en vigueur trois mois après la clôture du procès-verbal de dépôt des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention, rédigée en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives de la Commission internationale de l'Elbe et dont une expédition authentique sera remise à chacune des Puissances signataires.

Fait à Dresde, le 22 février 1922.

(L. S.) SEELIGER.
(L. S.) PETERS.
(L. S.) VON NOSTITZ.
(L. S.) KRÖNIG.
(L. S.) J. BRUNET.
(L. S.) A. CHARGUERAUD.
(L. S.) JOHN BALDWIN.
(L. S.) PAULUCCI DI CALBOLI.
(L. S.) Ing. BOHUSLAV MULLER.
(L. S.) Ing. D^r KLIR.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre Plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole :*

P. DE FOUQUIÈRES.

§ 4. *Previous Statutes.**Article 51.*

The treaties, conventions, statutes and agreements relative to the Elbe remain in force as regards all their clauses which are not contrary to the provisions of the present Convention.

§ 5. *Settlement of Disputes.**Article 52.*

The Commission will decide all questions regarding the interpretation and application of the present Convention.

In the event of a dispute arising out of its decisions on the ground of incompetence or of violation of the Convention, each of the contracting States may refer it to the League of Nations, according to the procedure laid down for the regulation of disputes, the Commission having first reported that it has exhausted all means of conciliation. On all other grounds, the appeal for a settlement of the dispute may only be presented by the State territorially interested.

§ 6. *Ratification and Enforcement.**Article 53.*

The ratifications of the present Convention will be deposited with the Secretariat-General of the Commission within as brief an interval as possible and, at the latest, by the 31st March, 1923.

The Convention will come into force three months after the closure of the *procès-verbal* of the deposit of ratifications.

In faith whereof the above-named plenipotentiaries have signed the present Convention, drawn up in a single copy, which will be deposited in the archives of the International Commission of the Elbe, and of which an authenticated copy will be despatched to each of the signatory Powers.

Done at Dresden, the 22nd February, 1922.

(L. S.) SEELIGER.

(L. S.) PETERS.

(L. S.) VON NOSTITZ.

(L. S.) KRÖNIG.

(L. S.) J. BRUNET.

(L. S.) A. CHARGUERAUD.

(L. S.) JOHN BALDWIN.

(L. S.) PAULUCCI DI CALBOLI.

(L. S.) BOHUSLAV MÜLLER, Engineer.

(L. S.) DR. KLIR, Engineer.

PROTOCOLE DE CLOTURE.

Au moment de procéder à la signature de l'Acte de navigation de l'Elbe, et en vue d'en préciser le sens, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

Ad Article 1.

Il est entendu que la Commission sera appelée à déterminer d'une manière précise le point extrême d'amont du réseau international sur la Vltava.

Ad Article 3.

Il est entendu que la Commission peut tenir des sessions hors de son siège dès qu'elle le juge utile.

Ad Article 4.

Il est entendu que deux délégués de la même nationalité ne peuvent pas se suivre immédiatement à la présidence, et qu'un même membre ne peut être président qu'une seule fois dans une période de dix ans.

Ad Article 10.

Il est entendu que, en vue de l'application de l'article 10, les dispositions de l'article 26 n'excluent pas un prélèvement sur les taxes prévues dans ce dernier article.

Ad Article 15.

1. Il est entendu que l'interdiction visée à l'alinéa 2 de l'article 15 ne s'applique pas aux redevances perçues par les autorités douanières lorsqu'il est fait appel à leurs services en dehors des heures d'ouverture des bureaux ou en dehors des emplacements déterminés où les opérations douanières doivent s'effectuer. Le personnel employé à ces opérations ne doit pas dépasser celui qui est strictement nécessaire.

2. L'Allemagne s'engage à admettre que l'Administration postale tchécoslovaque effectue le transport sur l'Elbe en transit, sans ou avec transbordement, dans des cales clôturées de bateaux, des colis postaux en provenance ou à destination de la République tchécoslovaque. Il est entendu que les colis postaux en question ne peuvent pas contenir des objets énumérés dans l'article 2 de la Convention postale universelle de Madrid du 30 novembre 1920. L'Allemagne s'engage à ne frapper ce transit d'aucun droit postal ou frais postaux de transit. Les modalités réglant l'exécution de cet engagement feront l'objet d'un accord spécial entre les deux Etats, qui entrera en vigueur à la même date que l'Acte de navigation.

Ad Article 32.

Il est entendu que les dispositions de l'article 32 ne portent pas atteinte au droit qui appartient légalement au titulaire d'un permis d'exercer un recours contre la décision de retrait.

Ad Article 39.

Il est entendu que l'état de navigabilité de l'Elbe qui doit être maintenu par les travaux visés à l'article 39, ne doit pas être inférieur à celui qui existait en 1914.

FINAL PROTOCOL

At the moment of proceeding to the signature of the Statute of Navigation of the Elbe and for the purpose of defining its intent, the undersigned plenipotentiaries are agreed as follows :

Ad Article 1.

It is understood that the Commission will be called upon to fix in a definite manner the extreme point up-stream of the international system of the Vltava.

Ad Article 3.

It is understood that the Commission may hold sessions away from its seat when it judges it expedient.

Ad Article 4.

It is understood that two delegates of the same nationality may not immediately succeed one another in the presidency, and that the same delegate may be president only once in a period of ten years.

Ad Article 10.

It is understood that, with a view to the application of article 10, the provisions of article 26 do not exclude the collection by instalment of the dues mentioned in the latter article.

Ad Article 15.

1. It is understood that the prohibition mentioned in paragraph 2 of article 15 does not apply to dues collected by the customs authorities when their services are enlisted outside the hours when the offices are open or away from the fixed places where the customs formalities should be carried out. The staff employed on these operations must not exceed that which is strictly necessary.

2. Germany undertakes to permit the Czechoslovak postal administration to effect the transport upon the Elbe in transit, without transhipment, in sealed holds, of postal packages proceeding from or destined for the Czechoslovak Republic. It is understood that the postal packages in question may not contain the objects enumerated in article 2 of the Universal Postal Convention of Madrid of the 30th November, 1920. Germany undertakes not to subject this transit to any postal transit dues or charges. The formalities regulating the execution of this undertaking will form the subject of a special agreement between the two States, which will come into force on the same date as the Statute of Navigation.

Ad Article 32.

It is understood that the provisions of article 32 entail no infringement of the right legally belonging to the holder of a permit to appeal against the decision to withdraw it.

Ad Article 39.

It is understood that the measure of navigability of the Elbe which must be maintained by the works mentioned in article 39 must not be inferior to that existing in 1914.

Ad Article 42.

Il est entendu que les dispositions de l'article 42 ne portent pas atteinte aux droits et obligations résultant du paragraphe 53 de l'acte additionnel du 13 avril 1844, ainsi que de l'article 1^{er} du Traité¹ du 22 juin 1870 dans ses rapports avec ledit paragraphe 53.

Ad Articles 44 à 47.

Il est entendu que les tribunaux visés dans les articles 44 à 47 comprennent également les autorités administratives chargées de prononcer des peines en matière de contraventions aux règlements de police de la navigation.

Ad Article 47.

Il est entendu que les dispositions de l'article 47 ne préjugent pas des droits et obligations résultant du Traité de Versailles.

Ad Article 49.

1. Il est entendu que l'utilisation de la nouvelle voie visée à l'article 49 pourra se faire dans toute la mesure compatible avec les droits et devoirs des belligérants et des neutres.

2. Dans le cas visé à l'alinéa 2 de l'article 49 où, par suite d'impossibilité matérielle, une voie autant que possible équivalente à l'Elbe, ne serait pas fournie à la Tchécoslovaquie, les Etats signataires s'efforceront de procurer à celle-ci d'autres moyens de communication avec la mer.

Il est en outre entendu que, pour l'application de tous les articles de l'Acte de Navigation de l'Elbe, en parlant des Etats riverains et des Etats territorialement intéressés, on vise également l'Allemagne.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent Protocole qui aura la même force et durée que l'Acte auquel il se rapporte.

Fait à Dresde, le 22 février 1922.

SEELIGER.
PETERS.
VON NOSTITZ.
KRÖNIG.
J. BRUNET.
A. CHARGUERAUD.
JOHN BALDWIN.
PAULUCCI DI CALBOLI.
Ing. BOHUSLAV MULLER.
Ing. Dr KLIR.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre Plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole :*

P. de FOUQUIÈRES.

Ad Article 42.

It is understood that the provisions of article 42 entail no infringement of the rights and obligations arising out of paragraph 53 of the Additional Act of the 13th, April 1844, and likewise out of article 1 of the treaty¹ of the 22nd June, 1870, in its bearing upon the said paragraph 53.

Ad Articles 44 to 47.

It is understood that the tribunals mentioned in articles 44 to 47 also include the administrative authorities called upon to inflict penalties in the case of contraventions of regulations of the river police.

Ad Article 47.

It is understood that the provisions of article 47 do not prejudice the rights and obligations arising out of the Treaty of Versailles.

Ad Article 49.

1. It is understood that the use of the new route mentioned in article 49 may be brought into complete harmony with the rights and duties of belligerents and neutrals.

2. In the case mentioned in paragraph 2 of article 49 where, in consequence of physical impossibility, a route as nearly as is possible equivalent to the Elbe would not be afforded to Czechoslovakia, the signatory States will endeavour to provide the latter with other means of communication with the sea.

It is further understood that, for the application of all articles of the Statute of Navigation of the Elbe, where there is allusion to riparian States and States territorially concerned, the reference includes Germany.

In faith whereof, the undersigned have drawn up the present protocol, which will have the same force and duration as the Statute to which it relates.

Done at Dresden, the 22nd February, 1922.

SEELIGER.
PETERS.
VON NOSTITZ.
KRÖNIG.
J. BRUNET.
A. CHARGUERAUD.
JOHN BALDWIN.
PAULUCCI DI CALBOLI.
BOHUSLAV MÜLLER, Engineer.
DR. KLIR, Engineer.

¹ British and Foreign State papers, vol. 63, page 594.

N° 650.

ALLEMAGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Accord sur les postes de Secrétaire
général et de Secrétaire général
adjoint de la Commission interna-
tionale de l'Elbe, signé à Dresde
le 22 février 1922.

GERMANY
AND CZECHOSLOVAKIA

Agreement concerning the posts of
Secretary-General and Assistant
Secretary-General of the Interna-
tional Elbe Commission, signed at
Dresden, February 22, 1922.

No. 650. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA TCHECOSLOVAQUIE SUR LES POSTES DE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET DE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DE L'ELBE, SIGNÉ A DRESDE LE 22 FÉVRIER 1922.

Textes officiels allemand et tchèque communiqués par le Consul d'Allemagne à Genève¹. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 18 juillet 1924.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DIE DEUTSCHE und TSCHECO-SLOVAKISCHE REGIERUNG sind bezüglich der in dem Elbestatut² vorgesehenen Besetzung der Posten des Generalsekretärs und des Hilfssekretärs über folgende Punkte einverstanden :

1. Der Generalsekretär und der Hilfssekretär sind den Angehörigen der beiden Uferstaaten zu entnehmen.

2. Die beiden Uferstaaten wechseln in der Besetzung des Generalsekretärs und des Hilfssekretärs alle 10 Jahre ab. Deutschland beginnt mit der Besetzung des Generalsekretärs bei Inkraftsetzung des Statuts.

3. Die beiden Regierungen verpflichten sich, dementsprechend ihre Delegierten anzuweisen, für die von jeder Seite zu präsentierenden Kandidaten für den Generalsekretär bzw. den Hilfssekretär ihre Stimme zu geben, es sei denn, dass sie begründete Bedenken gegen die bezeichnete Persönlichkeit geltend machen können.

4. Sollte wegen mangelnder Einstimmigkeit, die für die Wahl der beiden Beamten durch das Statut gefordert wird, es notwendig werden, bis zu ihrer endgültigen Ernennung, andere Persönlichkeiten mit der vorläufigen Wahrnehmung ihrer Geschäfte zu betrauen, so verpflichten sich die beiden Regierungen gegenseitig, bezüglich dieser Persönlichkeiten das obige Abkommen entsprechend anzuwenden.

DRESDEN, den 22. Februar 1922.

Gez. SEELIGER.

Gez. MÜNE.

¹ Voir renvoi vol. II, page 60 de ce Recueil.

² Page 219 de ce volume.

No. 650. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND CZECHOSLAVAKIA CONCERNING THE POSTS OF SECRETARY-GENERAL AND ASSISTANT SECRETARY-GENERAL OF THE INTERNATIONAL ELBE COMMISSION, SIGNED AT DRESDEN, FEBRUARY 22, 1922.

Official German and Czech texts communicated by the German Consul at Geneva¹. The registrations of this Agreement took place July 18, 1924.

TEXTE TCHÈQUE. — CZECH TEXT.

ČESKOSLOVENSKÁ a NĚMECKÁ VLÁDA dohodly se, pokud jde o obsazování míst generálního sekretáře a přiděleného sekretáře podle labského statutu², na těchto bodech :

1. generální sekretář a přidělený sekretář budtež vzati z příslušníků obou pobřežních států.
2. Oba pobřežní státy střídají se vždy po roti letech v obsazování míst generálního sekretáře a přiděleného sekretáře. Německo započne s obsazením místa generálního sekretáře, až statut vejde v platnost.
3. Vzhledem k tomu zavazují se obě vlády, že poukáží svoje delegáty, aby hlasovali pro kandidáty navržené s každé strany na místo generálního sekretáře, případně přiděleného sekretáře, leč že by mohly uplatniti proti označené osobě odůvodněné námitky.
4. Bylo-li by zapotřebí proto, že nebylo docíleno jednohlasnosti, které statut vyžaduje pro volbu obou úředníků, aby až do jejich definitivního jmenování svěřeno bylo jiným osobám prozatímně obstarávání jejich prací, zavazují se obě vlády vzájemně, že, pokud jde o tyto osoby, použijí přiměřeně shora uvedené dohody.

DRÁŽDANY, dne 22. února 1922.

Gez. SEELIGER.

Gez. MÜNE.

¹ See foot note vol. II, page 60 of this Series.

² Page 219 of this volume.

¹ TRADUCTION.

En ce qui concerne la désignation des titulaires des postes de Secrétaire général et de Secrétaire adjoint prévus au statut de l'Elbe, le GOUVERNEMENT ALLEMAND et le GOUVERNEMENT TCHÉCOSLOVAQUE ont décidé, d'un commun accord, ce qui suit :

1. Le Secrétaire général et le Secrétaire adjoint devront être choisis parmi les ressortissants des deux Etats riverains.

2. En ce qui concerne les titulaires des postes de Secrétaire général et de Secrétaire adjoint, les deux Etats riverains alterneront tous les dix ans. L'Allemagne nommera le premier Secrétaire général lors de la mise en vigueur du statut.

3. Les deux Gouvernements s'engagent à donner à leurs délégués des instructions leur prescrivant de voter pour le candidat qui sera présenté par l'une ou l'autre des deux parties pour le poste de Secrétaire général ou de Secrétaire adjoint, à moins toutefois que les Gouvernements n'aient à faire valoir des objections sérieuses contre la nomination de la personnalité en question.

4. Pour le cas, où l'unanimité, que le statut exige pour l'élection des deux fonctionnaires, ne se réaliserait pas et s'il était par conséquent nécessaire de charger avant la nomination des titulaires définitifs d'autres personnalités de l'exercice provisoire de leurs fonctions, les deux Gouvernements s'engagent à appliquer l'accord ci-dessus quant au choix de ces personnalités.

DRESDE, le 22 février 1922.

(Signed) SEELIGER.

(Signed) MÜNE.

¹ TRANSLATION.

With regard to filling the posts of Secretary General and Assistant Secretary, provided for in the Elbe Statute, the GERMAN and the CZECHOSLOVAK GOVERNMENTS are agreed on the following points :

(1) The Secretary General and Assistant Secretary shall be selected from nationals of the two riparian States.

(2) The Secretary General and Assistant Secretary shall be appointed alternately by the two States, and shall hold office for ten years. On the coming into force of the Statute, Germany shall appoint a Secretary General.

(3) Both Governments, therefore, undertake to instruct their delegates to vote for the candidates respectively nominated as Secretary General and Assistant Secretary, unless they have any valid objection to raise against the person selected.

(4) In accordance with the Statute, the election of both officials shall be by a unanimous vote. Should it prove necessary, in the absence of a unanimous vote, to employ substitutes to carry out the work pending the final appointment of these officials, the two Governments undertake reciprocally to apply the foregoing agreement (*mutatis mutandis*) with regard to these persons.

DRESDEN, February 22, 1922.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 651.

ALLEMAGNE, BELGIQUE,
GRANDE-BRETAGNE,
FRANCE, ITALIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention additionnelle à l'Acte de
navigation de l'Elbe, signée à Pra-
gue le 27 janvier 1923.

GERMANY, BELGIUM,
GREAT BRITAIN, FRANCE,
ITALY
AND CZECHOSLOVAKIA

Convention supplementary to the
Statute of Navigation of the Elbe,
signed at Prague, January 27, 1923.

No. 651. — CONVENTION¹ ADDITIONNELLE A L'ACTE DE NAVIGATION DE L'ELBE, SIGNÉE A PRAGUE LE 27 JANVIER 1923.

Texte officiel français communiqué par le Consul d'Allemagne à Genève et le Service français de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 18 juillet 1924.

En vue d'arrêter les dispositions à insérer dans la Convention additionnelle prévue par les articles 44 et 47 de l'Acte de navigation de l'Elbe² du 22 février 1922, l'ALLEMAGNE, agissant tant en son nom qu'au nom des Etats allemands riverains de l'Elbe, la BELGIQUE, la FRANCE, la GRANDE-BRETAGNE, l'ITALIE et la TCHÉCOSLOVAQUIE ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. Arthur SEELIGER, Ministre plénipotentiaire ;
M. Max PETERS, Secrétaire d'Etat, Conseiller intime actuel ;
M. Hans Gottfried von NOSTITZ-DRZEWIECKI, ancien Ministre plénipotentiaire, conseiller intime actuel ;
M. Johann Daniel KRÖNIG, conseiller d'Etat.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Jules BRUNET, Ministre plénipotentiaire.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. André CHARGUÉRAUD, président de la Commission centrale du Rhin.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

M. John Grey BALDWIN.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. Girolamo SINIGALIA, inspecteur supérieur des chemins de fer de l'Etat.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Bohuslav MÜLLER, Ministre plénipotentiaire ;
M. Antonin KLIR, professeur à la Haute école polytechnique tchèque de Prague.

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

¹ Le procès-verbal du dépôt des instruments de ratification par toutes les Parties Contractantes ayant été clos le 31 décembre 1923, la Convention est entrée en vigueur le 1^{er} avril 1924.

² Page 219 de ce volume.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 651. — CONVENTION² SUPPLEMENTARY TO THE STATUTE OF NAVIGATION OF THE ELBE, SIGNED AT PRAGUE, JANUARY 27, 1923.

French official text communicated by the German Consul at Geneva and the « Service français de la Société des Nations ». The registration of this Convention took place July 18, 1924.

With a view to draw up the provisions to be inserted in the Supplementary Convention provided for in articles 44 and 47 of the Convention³ instituting the Statute of Navigation of the Elbe of February 22, 1922, GERMANY, acting on her own behalf and on behalf of the German States bordering on the Elbe, BELGIUM, FRANCE, GREAT BRITAIN, ITALY and CZECHOSLOVAKIA, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

- M. Arthur SEELIGER, Minister Plenipotentiary ;
- M. Max PETERS, Secretary of State, Privy Councillor ;
- M. Hans Gottfried von NOSTITZ-DRZEWIECKI, sometime Minister Plenipotentiary, Privy Councillor ;
- M. Johann Daniel KRÖNIG, Councillor of State.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

- M. Jules BRUNET, Minister Plenipotentiary.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

- M. André CHARGUÉRAUD, President, Central Commission of the Rhine.

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

- Mr. John Grey BALDWIN.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

- M. Girolamo SINIGALIA, Chief Inspector of State Railways.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CZECHOSLOVAKIA :

- M. Bohuslav MÜLLER, Minister Plenipotentiary ;
- M. Antonin KLIR, Professor at the Czech High School Polytechnic of Prague.

Who, having reciprocally communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

¹ Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique.

¹ Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

² The closure of the procès-verbal of the deposit of the instruments of ratification by all the Contracting Parties having taken place December 31, 1923, the Convention came into force April 1, 1924.

³ Page 219 of this Volume.

Article premier.

Les tribunaux visés à l'article 44 de l'Acte de navigation de l'Elbe du 22 février 1922 sont compétents, en ce qui concerne la navigation en amont de Hambourg et de Harbourg :

1^o Pour instruire et juger les contraventions aux prescriptions de police en matière de navigation ;

2^o Pour prononcer sur les contestations relatives :

- a) Aux dommages causés par les capitaines, patrons et floteurs pendant le voyage ou en abordant ;
- b) Au montant des droits de sauvetage et autres indemnités en cas de naufrage ;
- c) Aux engagements et obligations existant entre propriétaires, capitaines, patrons, floteurs, pilotes, membres de l'équipage et voyageurs ;
- d) Au payement des taxes établies en vertu de l'article 42 de l'Acte de navigation susvisé.

Article 2.

Le tribunal compétent selon l'article 1^{er} est :

Dans le cas du 1^o, le tribunal dans le ressort duquel la contravention a été commise ;

Dans le cas du 2^o, litt. a) et b), le tribunal dans le ressort duquel le dommage a été causé ou l'assistance fournie ;

Dans le cas du 2^o, litt. c), le tribunal dans le ressort duquel le contrat doit être exécuté ;

Dans le cas du 2^o, litt. d), le tribunal dans le ressort duquel les taxes sont dues.

Article 3.

Aucun dépôt ou caution, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé aux étrangers à raison de leur nationalité ou à raison du fait qu'ils n'ont pas de domicile ou de résidence dans le pays. La même règle s'applique au versement qui serait exigé des étrangers pour garantir les frais judiciaires.

Aucun capitaine, patron ou floteur ne peut être empêché de poursuivre son voyage à raison d'une procédure engagée contre lui, dès qu'il a fourni le cautionnement exigé par le juge pour l'objet du débat.

Article 4.

L'appel devant la Commission prévu à l'article 46 de l'Acte de navigation peut être interjeté dans les cas et sous les conditions prévues pour l'appel par la législation générale du pays dans lequel le jugement de première instance a été rendu.

Toutefois, dans le cas d'une contestation née entre employeurs et employés, ressortissants d'un même Etat, et jugée par un tribunal de cet Etat, l'appel devant la commission ne sera recevable que si les parties sont toutes d'accord pour accepter la compétence de la Commission.

Article 5.

Si certaines parties portent l'appel devant la juridiction du pays dans lequel le jugement de première instance a été rendu, et d'autres devant la Commission, la compétence appartient à celle des juridictions devant laquelle l'appel le premier en date a été porté.

Article 1.

The tribunals provided for in article 44 of the Statute of Navigation of the Elbe of February 22, 1922, have jurisdiction, in so far as navigation above Hamburg and Harburg is concerned :

(i) To investigate and pronounce judgment on breaches of police regulations in respect of navigation ;

(ii) To decide disputes relative to :

- (a) Damage caused by masters, owners and raftsmen during a voyage or in coming alongside ;
- (b) The amount of salvage dues and other indemnities arising from shipwreck ;
- (c) The engagements and obligations existing between proprietors, masters, owners, raftsmen, pilots, hands and passengers ;
- (d) The payment of dues levied under article 42 of the Statute of Navigation above mentioned.

Article 2.

The competent tribunal according to article 1 is :

In the case of paragraph (i) the tribunal within whose jurisdiction the offence was committed ;

In the case of paragraph (ii) (a) and (b), the tribunal within whose jurisdiction the damage was caused or the assistance given ;

In the case of paragraph (ii) (c), the tribunal within whose jurisdiction the contract is to be performed ;

In the case of paragraph (ii) (d), the tribunal within whose jurisdiction the dues are payable.

Article 3.

No deposit or security, of any description whatsoever, can be imposed on foreigners by reason of their nationality or by reason of the fact that they are not domiciled or resident in the country. The same rule applies to any payment which might be demanded of foreigners as security for costs.

No master, owner or raftsman can be prevented from continuing his voyage by reason of proceedings instituted against him, once he has deposited the security demanded by the judge for the purpose of the trial.

Article 4.

The appeal to the Commission for which provision was made in article 46 of the Statute of Navigation lies in the cases, and under the conditions, laid down for appeals by the general legislation of the country in which the judgment of the court of first instance was delivered.

In the case, however, of a dispute arising between employers and employees, nationals of the same State, and tried by a tribunal of that country, an appeal to the Commission will only lie when all the parties agree to submit to the jurisdiction of the Commission.

Article 5.

If certain of the parties appeal to the competent courts of the country in which the judgment of the court of first instance has been delivered, while others appeal to the Commission, that court to which the earliest appeal in point of date has been made has jurisdiction.

Article 6.

Procédure d'appel. L'appel devant la Commission doit être formé auprès du tribunal de première instance dans les deux semaines de la notification du jugement.

L'acte d'appel doit contenir les indications suivantes :

1. Le jugement dont il est fait appel ;
2. Le fait que l'appel est porté devant la Commission ;
3. Les motifs et les conclusions.

Le tribunal signifie l'acte d'appel à la partie adverse, à laquelle un délai de deux semaines est imparti pour y répondre.

Dès que le tribunal est saisi de la réponse d'appel ou que le délai est expiré, il transmet à la Commission toutes les pièces de la procédure.

Faute par l'appelant de se conformer aux formalités prescrites, l'appel sera considéré comme non avenu.

Article 7.

Exécution provisoire. Les tribunaux de chaque pays sont compétents pour statuer sur les questions relatives à l'exécution provisoire, à la suspension de l'exécution et à la levée des mesures d'exécution du jugement de première instance.

Article 8.

La Commission prononce sur les appels portés devant elle sur le vu des pièces du dossier.

Mesures d'instruction. La Commission peut procéder par elle-même ou par certains de ses membres à une descente sur les lieux ; dans ce cas, elle en informe le tribunal compétent ; celui-ci avise les parties, assiste à la descente et prend les mesures d'ordre utiles.

S'il est nécessaire de compléter la procédure par l'audition de témoins ou d'experts, la Commission peut demander, par voie de commission rogatoire, aux tribunaux compétents, de procéder à cette audition. Elle peut assister à celle-ci ou s'y faire représenter par certains de ses membres.

La Commission rembourse au tribunal compétent les indemnités légales payées aux témoins et aux experts, ainsi que les dépenses réglementaires occasionnées par la présence du tribunal à la descente sur les lieux.

Article 9.

Délibérations. La Commission ne peut prononcer un jugement d'appel que si trois délégués au moins, appartenant à trois délégations différentes, sont présents.

Les jugements sont rendus à la majorité des voix, chaque délégué ne disposant que d'une seule voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Article 10.

Rédaction des jugements. La rédaction des jugements contient les noms des juges et des parties, les conclusions des parties, l'exposé sommaire des points de fait et de droit, les motifs et le dispositif.

Les jugements sont rendus en français et dans la langue du jugement de première instance ; ils sont signés par le Président de la Commission et par le Secrétaire général.

Article 11.

Frais, débours et dépens. Les parties remettent à la Commission le compte de leurs débours et l'état de frais de leurs mandataires. La Commission fixe le montant desdits frais et débours. Elle statue par un jugement

Article 6.

Appeal to the Commission must be entered in the court of first instance within two weeks of promulgation of the judgment.

The notice of appeal must contain the following information :

- (1) The judgment appealed against ;
- (2) The fact that the appeal is made to the Commission ;
- (3) The grounds of appeal and the decision which the Commission is asked to give.

The court will notify the fact that an appeal has been entered to the opposing party, who will have two weeks in which to make reply.

As soon as the tribunal has received the reply to the appeal, or the period for replying has elapsed, it shall transmit to the Commission all the documents in the case.

In the event of the appellant not complying with the formalities herein laid down, the appeal will be held to be null and void.

Article 7.

The courts of each country are competent to decide on questions as to provisional execution, stay of execution, and suspension of measures of execution, in relation to the judgment of the inferior court.

Article 8.

The Commission decides the appeals brought before it after consideration of the documents which form the dossier.

The Commission may proceed to a view, either itself or by certain of its members ; in this case the court concerned must be informed ; the court notifies the interested parties, participates in the view, and takes such steps as may be necessary to that end.

Should it be necessary to complete the procedure by hearing witnesses or experts, the Commission may, by *commission rogatoire*, request the competent courts to effect such hearing. It may either take part in the hearing or arrange to be represented by certain of its members.

The Commission shall refund to the competent court the allowances payable to witnesses and experts, as well as the expenses occasioned by the presence of the court at the view.

Article 9.

The Commission cannot decide an appeal unless at least three delegates, belonging to three different delegations, are present.

Judgment is given by majority vote, each delegate having one vote only. In case of an equality of votes the President has a casting vote.

Article 10.

Judgments shall contain the names of the judges and of the parties, the decisions requested by the parties, a summary statement of the points of fact and law, the reasons for the judgment, and the order made. Judgments shall be given in French and in the language of the judgment of the court of first instance ; they shall be signed by the President of the Commission and by the Secretary-General.

Article 11.

Litigants shall return to the Commission a statement of their disbursements and the costs of their representatives. The Commission shall fix the amount of such disbursements and costs.

sur la répartition de ce montant et des frais et dépenses fixés par le tribunal de première instance, ainsi que sur la répartition et le remboursement des dépenses qui sont remboursables en exécution de l'alinéa 4 de l'article 8.

Article 12.

La Commission notifie les jugements aux parties et les transmet avec les dossiers au tribunal de première instance.

Ces jugements sont exécutoires sur le territoire de chacun des Etats contractants.

La notification et l'exécution s'effectuent, dans chaque pays, suivant les formes prescrites par la législation nationale pour la notification et pour l'exécution des jugements qui ne sont pas rendus par les tribunaux nationaux.

**Notifi-
cation et
exécution
des
jugements.**

Article 13.

La présente Convention additionnelle aura la même force et durée que l'Acte de navigation du 22 février 1922, dont elle sera réputée faire partie intégrante.

Elle sera ratifiée. Les ratifications en seront déposées au Secrétariat général de la Commission internationale de l'Elbe dans le plus bref délai possible, et au plus tard le 31 décembre 1923.

Elle entrera en vigueur trois mois après la clôture du procès-verbal de dépôt des ratifications.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention additionnelle, rédigée en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives de la Commission internationale de l'Elbe et dont une expédition authentique sera remise à chacune des Puissances signataires.

Fait à Prague, le 27 janvier 1923.

(L. S.) SEELIGER.
 (L. S.) PETERS.
 (L. S.) VON NOSTITZ.
 (L. S.) KRÖNIG.
 (L. S.) J. BRUNET.
 (L. S.) A. CHARGUERAUD.
 (L. S.) JOHN BALDWIN.
 (L. S.) G. SINIGALIA.
 (L. S.) Ing. BOHUSLAV MULLER.
 (L. S.) Ing. DR. KLIR.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre Plénipotentiaire
 Chef du Service du Protocole :*

P. de FOUQUIÈRES.

It shall decide by its judgment upon the allocation of this amount and of the expenses and costs fixed by the court of first instance, as well as upon the allocation and repayment of such expenses as are repayable in virtue of paragraph 4 of Article 8.

Article 12.

The Commission shall inform the parties of its judgments and transmit them, with the dossiers, to the court of first instance.

These judgments are executory on the territory of each of the contracting States.

The notification and execution of such judgments shall be carried out in each country in the manner prescribed by the law of that country for the notification and execution of judgments which have not been pronounced by a national tribunal.

Article 13.

The present supplementary Convention shall have the same validity and duration as the Statute of Navigation of February 22, 1922, of which it shall be considered an integral part.

The present Convention shall be ratified. The ratifications shall be deposited with the Secretariat-General of the International Commission of the Elbe, with the least possible delay, and at the latest by December 31, 1923.

The present Convention shall come into force three months after the deposit of the ratifications.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present supplementary Convention, drawn up in a single copy, which shall be deposited in the archives of the International Commission of the Elbe, and of which an authenticated copy will be despatched to each of the signatory Powers.

Done at Prague, the January 27, 1923.

(L. S.) SEELIGER.
(L. S.) PETERS.
(L. S.) VON NOSTITZ.
(L. S.) KRÖNIG.
(L. S.) J. BRUNET.
(L. S.) A. CHARGUERAUD.
(L. S.) JOHN BALDWIN.
(L. S.) G. SINIGALIA.
(L. S.) Ing. BOHUSLAV MÜLLER.
(L. S.) Ing. DR. KLIR.

PROTOCOLE DE CLOTURE

Au moment de procéder à la signature de la Convention additionnelle à l'Acte de navigation de l'Elbe, et en vue d'en préciser le sens, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

Ad *articles 1 et 2.*

Il est entendu que les tribunaux visés sous le 2^o de l'article 1 et à la disposition correspondante de l'article 2 comprennent également les autorités administratives chargées de se prononcer sur les contestations relatives aux taxes.

Ad *article 1, 1^o.*

Il est entendu que les règlements visés à l'article 37 de l'Acte de navigation pourront édicter les peines dont seront frappées les contraventions aux prescriptions de police en matière de navigation.

Ad *articles 4 et 6.*

Il est entendu que, pour l'application du second alinéa de l'article 4 et du dernier alinéa de l'article 6, c'est à la Commission qu'il appartient de se prononcer sur la recevabilité de l'appel.

Ad *articles 6 et 8.*

Il est entendu que, dans la mesure où elle le jugerait nécessaire à la poursuite de l'instruction, la Commission peut se mettre directement en rapport avec les parties, notamment en vue de la production et de la communication des mémoires, au moyen de correspondances postales recommandées avec accusés de réception.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et durée que la Convention additionnelle à laquelle il se rapporte.

Fait à Prague, le 27 janvier 1923.

SEELIGER.
PETERS.
VON NOSTITZ.
KRÖNIG.
J. BRUNET.
A. CHARGUERAUD.
JOHN BALDWIN.
G. SINIGALIA.
Ing. BOHUSLAV MULLER.
Ing. DR. KLIR.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre Plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole :*

P. de FOUQUIÈRES.

CLOSING PROTOCOL.

At the time of signing the Convention supplementary to the Statute of Navigation of the Elbe, and with a view to making its meaning clearer, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows :

Ad Articles 1 and 2.

It is agreed that the tribunals referred to under article 1 (*ii*) and the corresponding provision in article 2 include equally the administrative authorities whose duty it is to decide disputes in connection with dues.

Ad Article 1 (i).

It is agreed that the regulations referred to in article 37 of the Statute of Navigation may prescribe the penalties for infractions of police regulations governing navigation.

Ad Articles 4 and 6.

It is agreed that as regards the application of the second paragraph of article 4 and the final paragraph of article 6 it is for the Commission to decide whether an appeal will lie.

Ad Articles 6 and 8.

It is agreed that in so far as it may consider it necessary for the purpose of the preliminary enquiry, the Commission can communicate directly with the parties, particularly with a view to the furnishing and communication of memoranda, by means of registered correspondence through the post together with acknowledgments of receipt.

In faith whereof, the undersigned have drawn up the present Protocol, which shall have the same validity and duration as the supplementary Convention to which it refers.

Done at Prague, the January 27, 1923.

SEELIGER.
PETERS.
VON NOSTITZ.
KRÖNIG.
J. BRUNET.
A. CHARGUERAUD.
JOHN BALDWIN.
G. SINIGALIA.
Ing. BOHUSLAV MÜLLER.
Ing. DR. KLIR.

N° 652.

ALLEMAGNE,
FRANCE ET SUISSE

Accord relatif au projet du canal
latéral de Kembs, avec Procès-
verbal, signés à Strasbourg le
10 mai 1922.

GERMANY,
FRANCE AND SWITZERLAND

Agreement concerning the scheme
for the Kembs lateral canal, with
Procès-verbal, signed at Strasburg,
May 10, 1922.

No. 652. — ACCORD¹ ENTRE L'ALLEMAGNE, LA FRANCE ET LA SUISSE,
RELATIF AU PROJET DU CANAL LATÉRAL DE KEMBS, AVEC
PROCÈS-VERBAL, SIGNÉS A STRASBOURG LE 10 MAI 1922.

Texte officiel français communiqué par le Consul d'Allemagne à Genève². L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 18 juillet 1924.

I.

Dans le but d'apporter au projet de dérivation de Kembs, présenté par le Gouvernement français en exécution de l'article 358 du Traité de Versailles, les modifications recommandées par la Commission centrale pour la navigation du Rhin, les représentants soussignés à la Commission centrale des Etats allemands, de France et de Suisse sont tombés d'accord sur les stipulations suivantes :

1. Le remous produit par le barrage de Kembs sera étendu en amont jusqu'à la Birse ;

2. La concession de la chute correspondant au remous sur le territoire suisse et l'autorisation pour l'emprise supplémentaire sur territoire badois seront accordées au bénéficiaire désigné par le Gouvernement français, dans les formes et sous les conditions fixées par la législation des deux pays intéressés, dans le délai d'un an après le dépôt de la demande. Celle-ci devra être accompagnée de la documentation usuelle ; le bénéficiaire de la concession recevra immédiatement les indications utiles.

II.

En outre, les soussignés sont également d'accord en ce qui concerne la régularisation du Rhin, entre Bâle et Strasbourg, sur les stipulations suivantes :

1. Les travaux de régularisation seront entrepris au fur et à mesure de l'approbation des projets d'exécution par la Commission centrale et après accomplissement des formalités réglementaires.

2. Les trois Etats s'entendront entre eux au sujet des conditions d'exécution et du règlement des dépenses résultant de ces travaux, ainsi qu'au sujet du choix des secteurs dont la régularisation sera la plus urgente dans l'intérêt de la navigation.

Fait en trois exemplaires à Strasbourg, le 10 mai 1922.

(Signé) SEELIGER.	(Signé) DREYFUS.	(Signé) HEROLD.
PETERS.	BERNINGER.	VALLOTTON.
KOCH.		
FUCHS.		

¹ Cet accord est entré en vigueur le jour de la signature.

² Voir renvoi Vol. II page 60 de ce Recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 652. — AGREEMENT² BETWEEN GERMANY, FRANCE AND SWITZERLAND CONCERNING THE SCHEME FOR THE KEMBS LATERAL CANAL, WITH PROCÈS-VERBAL, SIGNED AT STRASBURG, MAY 10, 1922.

Official French text communicated by the German Consul at Geneva³. The registration of this Agreement took place July 18, 1924.

I.

With a view to introducing into the Kembs derivation scheme submitted by the French Government in application of Article 358 of the Treaty of Versailles the amendments recommended by the Central Rhine Navigation Commission, the undersigned representatives of the German States, France and Switzerland on the Central Commission have agreed on the following provisions:

(1) The flood level of the Kembs weir shall be extended upstream as far as the Birse.

(2) The concession of the fall produced on Swiss territory by this rise in the water-level, and authorisation for the acquisition of additional land on Baden territory, shall be granted to the concessionaire nominated by the French Government, subject to the formalities and conditions laid down in the legislation of the two countries concerned, within one year after the application has been submitted. The latter must be accompanied by the usual documents; and the concessionaire shall immediately be sent all requisite information.

II.

Further, as regards the regulation of the Rhine between Basle and Strasburg, the undersigned have also agreed on the following provisions:

(1) The works of regulation shall be undertaken as and when the plans are approved by the Central Commission and after the prescribed formalities have been fulfilled.

(2) The three States shall come to an agreement regarding the conditions for the execution of these works and the settlement of the expenses incurred and also regarding the selection of the reaches in which regulation is most urgently required in the interests of navigation.

Done in three copies at Strasburg, on May 10, 1922.

(Signed) SEELIGER.	(Signed) DREYFUS.	(Signed) HEROLD.
PETERS.	BERNINGER.	VALLOTTON.
KOCH.		
FUCHS.		

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² This Agreement came into force on the day of signature.

³ See foot-note Vol. II page 60 of this Series.

PROCÈS-VERBAL

DE LA RÉUNION TENUE LE 10 MAI 1922,
ENTRE LES DÉLÉGUÉS ALLEMANDS, FRANÇAIS ET SUISSES.

Au moment de signer l'Accord ci-dessus et en vue d'en préciser le sens, les délégations allemande, française et suisse ont fait les déclarations suivantes :

Ad I 1^o et 2^o.

La délégation française déclare que ces stipulations doivent être interprétées comme impliquant d'ores et déjà, de la part de la France, l'acceptation de la concession, si les conditions en sont équitables et raisonnables.

Ad II 2^o

Les délégations allemande et française déclarent que l'Allemagne et la France ne pourront pas être considérées comme violant cette disposition si, au cours des négociations sur le règlement des dépenses, elles sont conduites à n'accepter d'autre charge qu'une part des frais d'entretien.

La délégation suisse déclare que la disposition dont il s'agit ne préjuge pas de la question de savoir comment se répartiront les frais de premier établissement ou ceux d'entretien supplémentaire résultant de la régularisation ; en d'autres termes, la Suisse réserve sa complète liberté de discussion.

Fait en trois exemplaires à Strasbourg, le 10 mai 1922.

(Signé) SEELIGER	(Signé) S. DREYFUS.	(Signé) HEROLD.
PETERS	BERNINGER.	VALLOTTON.
FUCHS.		
KOCH.		

Pour copie certifiée conforme :

Le Président :

A. CHARGUÉRAUD.

Le Secrétaire général :

Jean HOSTIE.

PROCÈS-VERBAL

OF MEETING HELD ON MAY 10, 1922,
BETWEEN THE GERMAN, FRENCH AND SWISS DELEGATES.

In signing the above Agreement, the German, French and Swiss delegations made the following statements with a view to defining more clearly its meaning :

Re I, 1 and 2 :

The French delegation declares that these provisions are to be interpreted as meaning that France accepts the concession immediately, provided the terms are equitable and reasonable.

Re II, 2 :

The German and French delegations declare that Germany and France shall not be considered as violating this provision if, during negotiations concerning the regulation of expenditure, they should be led to accept no other liability than a portion of the upkeep.

The Swiss delegation declares that the provision referred to leaves the question of apportioning of the initial establishment charges or supplementary upkeep charges entailed by the regulation entirely unaffected ; in other words, Switzerland reserves the right to complete freedom of discussion.

Done in triplicate at Strasburg, May 10, 1922.

(Signed) SEELIGER.	(Signed) S. DREYFUS.	(Signed) HEROLD.
PETERS.	BERNINGER.	VALLOTTON.
FUCHS.		
KOCH.		

N° 653.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Accord concernant le transit privilégié entre la Haute Silésie Polonaise et le reste de la Pologne à travers la Haute Silésie Allemande, signé à Breslau le 24 juin 1922.

GERMANY AND POLAND

Agreement regarding privileged transit traffic between Polish Upper Silesia and the remainder of Poland through German Upper Silesia, signed at Breslau, June 24, 1922.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 653. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER POLNISCHEN REGIERUNG ÜBER DEN PRIVILEGIERTEN DURCHGANGSVERKEHR ZWISCHEN POLNISCH-OBERSCHLESISIEN UND DEM ÜBRIGEN POLEN DURCH DEUTSCH-OBERSCHLESISIEN, GEZEICHNET ZU Breslau DEN 24. JUNI 1922.

Textes officiels allemand et polonais communiqués par le Consul d'Allemagne à Genève². L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 18 juillet 1924.

Zwischen dem Geheimen Regierungs- und Ministerialrat im Reichsverkehrsministerium in Berlin Carl SCHOLZ als Vertreter DER DEUTSCHEN REGIERUNG und

dem Abteilungsvorstand im Eisenbahnministerium in Warschau Franciszek MOSKWA als Vertreter DER POLNISCHEN REGIERUNG ist folgendes vereinbart worden :

Abschnitt I.

ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN.

§ 1.

Deutschland gesteht Polen den nach Massgabe der folgenden Bestimmungen erleichterten Eisenbahndurchgangsverkehr zwischen Polnisch-Oberschlesien und Polen auf nachstehend aufgeführten Strecken (privilegierter Durchgangsverkehr) zu :

1. Chorzów-Beuthen Ob.-Bf.-Szarlej (Scharley) und weiter Lubliniec (Lublinitz)-Cziasnau-Kreuzburg-Kostau-Hanulin (Birkenfelde) für den Personen- und Güterverkehr,
2. Chorzów-Beuthen H. = Bf.-Beuthen-Stadtwald-Nowy Radzionków (Neu Radzionkau) und weiter Lubliniec (Lublinitz)-Cziasnau-Kreuzburg-Kostau-Hanulin (Birkenfelde) für den Personenverkehr.
3. Chebzie (Morgenroth)-Karf Beuthen-Stadtwald-Nowy Radzionków (Neu Radzionkau) und weiter Lubliniec (Lublinitz)-Cziasnau-Kreuzburg-Kostau-Hanulin (Birkenfelde) für den Güterverkehr.
4. Lubliniec (Lublinitz)-Cziasnau-Kreuzburg-Kostau-Hanulin (Birkenfelde) für den Güterverkehr.

§ 2.

Im privilegierten Durchgangsverkehre können alle Reisenden, ohne Rücksicht auf ihre Staatsangehörigkeit, nebst ihrem Gepäck ungehindert und frei von allen Zollförmlichkeiten durch das

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie le 30 avril 1924.

² Voir renvoi vol. II, page 60 de ce Recueil.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

No. 653. — UKŁAD¹ ZAWARTY MIĘDZY RZĄDEM POLSKIM I NIEMIECKIM W SPRAWIE UPZYWILEJOWANEGO TRANZYTU MIĘDZY POLSKIM GÓRNYM ŚLĄSKIEM A RESZTĄ POLSKI PRZEZ NIEMIECKI GÓRNY ŚLĄSK, PODPISANY W BERLINIE DNIA 24. CZERWCA 1922 r.

German and Polish official texts communicated by the German Consul at Geneva². The registration of this Agreement took place July 18, 1924.

p. Franciszek MOSKWA, Naczelnik Wydziału w Ministerstwie Kolei Żelaznych w Warszawie jako pełnomocnik RZĄDU POLSKIEGO ;

p. Karol SCHOLZ, tajny i radca rządowy i ministerjalny w Ministerjum Komunikacji PAŃSTWA NIEMIECKIEGO w Berlinie jako pełnomocnik RZĄDU NIEMIECKIEGO,
zawarli następujący Układ :

Rodział 1.

POSTANOWIENIA OGÓLNE.

Par. 1.

Niemcy przyznają Polsce, stosownie do następujących postanowień, ułatwiony tranzyt kolejowy między polskim Górnym Śląskiem a Polską (tranzyt uprzywilejowany) na linjach poniżej wymienionych :

1. Chorzów-Beuthen Oberbahnhof-Szarlej (Scharley) i dalej Lubliniec (Lublinitz)-Cziasnau-Kreuzburg-Kostau-Hanulin (Birkenfelde) dla ruchu osobowego i towarowego.

2. Chorzów-Beuthen HB.-Beuthen Stadtwald-Nowy Radzionków (Neu Radzionkau) i dalej Lubliniec (Lublinitz)-Cziasnau-Kreuzburg-Kostau-Hanulin (Birkenfelde) dla ruchu osobowego.

3. Chebzie (Morgenroth)-Karf-Beuthen-Stadtwald-Nowy Radzionków (Neu Radzionkau) i dalej Lubliniec (Lublinitz)-Cziasnau-Kreuzburg-Kostau-Hanulin (Birkenfelde) dla ruchu towarowego.

4. Lubliniec (Lublinitz)-Cziasnau-Kreuzburg-Kostau-Hanulin (Birkenfelde) dla ruchu towarowego.

Par. 2.

Wszyscy podróżni wraz ze swoim bagażem, bez względu na swoją przynależność państwową, będą mogli w uprzywilejowanym ruchu tranzytowym przejeżdżać bez żadnej przeszkody przez

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, April 30, 1924.

² See foot note vol. II, page 60 of this series.

Durchgangsland fahren, es sei denn, dass sie während der Reise im Durchgangslande ein Vergehen oder Verbrechen begehen.

Die Beförderung der Reisenden vollzieht sich in geschlossenen Zügen oder in hierfür besonders bestimmten geschlossenen Zugteilen ; hierzu sind Durchgangswagen zu verwenden.

Während der Fahrt durch das Durchgangsland sind die Wagentüren geschlossen zu halten. Das Öffnen der Wagentüren ist den Reisenden verboten. Die Fenster sind während des Aufenthaltes auf den Stationen des Durchgangslandes und auf den Strecken zwischen Chorzów-Scharlej sowie Chorzów-Nowy Radzionków (Neu Radzionkau) geschlossen zu halten.

Im Durchgangslande ist das Aus- und Einsteigen der Verkehr der Zuginsassen mit Nichtreisenden sowie das Herausgeben oder Hineinnehmen von Gegenständen aller Art verboten.

Eingeschriebenes Gepäck wird entweder in einem geschlossenen Gepäckwagen oder in einem verschlossenen Abteile des Gepäckwagens befördert.

§ 3.

Im privilegierten Durchgangsverkehre werden alle Waren, die im inneren Verkehr des Durchgangslandes zur Beförderung zugelassen sind, ohne Rücksicht auf ihren Ursprung und auf die Staatsangehörigkeit des Absenders oder Empfängers in ganzen Zügen befördert.

Im Durchgangslande bestehende Ein- und Ausfuhrverbote gelten nicht für den privilegierten Durchgangsverkehr ; auch ist eine besondere Erlaubnis für die Ein-, Aus- und Durchfuhr nicht erforderlich.

Waren, deren Beförderung hiernach zulässig ist, dürfen im Verwaltungswege während des Durchganges nicht beschlagnahmt werden.

Im Durchgangsland ist das Aus-, Ein-, Zu- oder Umladen verboten, sofern nicht besondere betriebstechnische Gründe eine Ausnahme erfordern.

§ 4.

Von der Beförderung im privilegierten Durchgangsverkehr sind militärische Transporte, Militärpersonen und Militärurlauber als Einzelreisende oder in geschlossenen Verbänden, ebenso Transporte geschlossener Verbände von Polizeimannschaften irgendwelcher Art ausgeschlossen.

§ 5.

Im privilegierten Durchgangsverkehr ist die Beförderung von Militärgut unzulässig.

Die Mitnahme von Feuerwaffen, Munition sowie Sprengstoffen in die für den Durchgangsverkehr bestimmten Züge und Zugteile ist untersagt.

Jagdgewehre und dazugehörige Munition sind im Packwagen unter Zollverschluss durchzuführen.

§ 6.

Der privilegierte Durchgangsverkehr unterliegt den Gesetzen und Vorschriften des Durchgangslandes über die Aufrechterhaltung der Ordnung und öffentlichen Sicherheit und über die Gesundheits- und Veterinärpolizei.

§ 7.

Die für die Reisenden im privilegierten Durchgangsverkehre geltenden Vorschriften sind im Inneren der Wagen auszuhängen.

kraj tranzytowy, wolni od wszelkich formalności celnych, z wyjątkiem wypadków, gdyby popełnili podczas przejazdu przez kraj tranzytowy występki lub zbrodnie.

Przejazd podróżnych odbywa się w pociągach zamkniętych lub w specjalnie do tego przeznaczonych zamkniętych częściach pociągów; do tego używać się będzie wagonów korytarzowych.

Podczas jazdy przez kraj tranzytowy mają być zamknięte drzwi wagonowe. Otwieranie drzwi wagonów przez podróżnych jest wzbronione. Okna mają być zamknięte podczas postoju na stacjach kraju tranzytowego i na szlakach między Chorzowem-Szarlejem (Scharley), jak niemniej między Chorzowem-Nowym Radzionkowem (Neu Radzionkau).

Na obszarze tranzytowym wzbronionem jest wysiadanie i wsiadanie, stykanie się podróżnych z niepodróżującymi, jakoteż wydawanie albo przyjmowanie jakichkolwiek przedmiotów.

Bagaż nadany będzie przewożony w zamkniętym wagonie bagażowym, bądź w zamkniętym przedziale wagonu bagażowego.

Par. 3.

Wszelkie towary, dopuszczone do przewozu w ruchu wewnętrznym w kraju, obowiązany do udzielania tranzytu, będą przewożone w uprzywilejowanym ruchu tranzytowym całymi pociągami niezależnie od pochodzenia towarów i od przynależności państwowej nadawcy lub odbiorcy.

Zakazy wwozu i wywozu, obowiązujące w kraju tranzytowym, nie będą stosowane do uprzywilejowanego ruchu tranzytowego; nie będzie również wymagane specjalne pozwolenie na wwóz, wywóz i tranzyt.

Towary, których przewóz dozwolony jest na podstawie niniejszych przepisów, nie mogą podczas tranzytu być obłożone aresztem w drodze administracyjnej.

W kraju, przez który odbywa się tranzyt, wzbronionem jest wyładowywanie, załadowywanie, doładowywanie i przeładowywanie, z wyjątkiem szczególnych wypadków, spowodowanych specjalnymi względami techniczno-ruchowymi.

Par. 4.

Wyłączone są z przewozu w uprzywilejowanym ruchu tranzytowym transporty wojskowe, osoby wojskowe, urlopowani wojskowi, jadący pojedynczo, grupami lub oddziałami, oraz transporty zwartych oddziałów policji wszelkiego rodzaju.

Par. 5.

W uprzywilejowanym ruchu tranzytowym niedopuszczalnym jest przewóz przesyłek wojskowych.

Zabieranie ze sobą do pociągów i części pociągów, przeznaczonych do ruchu tranzytowego broni palnej, amunicji i materiałów wybuchowych, jest wzbronione.

Broń myśliwska i należąca do niej amunicja mają być przewożone w wozie bagażowym pod zamknięciem celnym.

Par. 6.

Uprzywilejowany ruch tranzytowy podlega ustawom i przepisom kraju tranzytowego, dotyczącym utrzymania porządku i bezpieczeństwa publicznego, jakoteż zdrowotności i policji weterynaryjnej.

Par. 7.

Przepisy, obowiązujące podróżnych w uprzywilejowanym ruchu tranzytowym, mają być umieszczone wewnątrz wagonów.

Abschnitt 2.

EISENBAHNEN.

A. BETRIEB.

§ 8.

Für den privilegierten Durchgangsverkehr wird die tägliche Anzahl der Züge und Zugteile wie folgt bestimmt :

- 1 Schnellzugpaar ;
- 1 Personenzugteilpaar ;
- 6 Güterzugpaare ;
- 4 Bedarfsgüterzugpaare.

Die Eisenbahnverwaltungen können die vorgesehene Zahl der Züge und Zugteile im gegenseitigen Einvernehmen ändern.

Die Fahrpläne der Züge werden von den beteiligten Eisenbahndirektionen vereinbart.

§ 9.

Als Betriebswechselbahnhöfe für den privilegierten Durchgangsverkehr kommen die Bahnhöfe Chorzów, Beuthen, H. B. Chebzie (Morgenroth), Tarnowickie Góry (Tarnowitz), Lubliniec (Lublinitz) und Hanulin (Birkenfelde) in Frage.

Die Beförderung und Begleitung der Durchgangszüge liegt entweder der Eisenbahnverwaltung des Durchgangslandes oder im Einverständnis mit dieser der Eisenbahnverwaltung des Versandlandes ob.

Wenn die Eisenbahnverwaltung des Versandlandes den Zug befördert, so ist die Eisenbahnverwaltung des Durchgangslandes berechtigt, die Züge auch durch ihre Bediensteten als Bahnpolizeibeamten für das Durchgangsland auf eigene Kosten begleiten zu lassen.

Auf den Betriebswechselstationen wird dem Zuggesamten die Möglichkeit zum Aufenthalt und erforderlichenfalls zur Uebernachtung gegeben werden.

Das nähere regeln die beteiligten Eisenbahndirektionen im gegenseitigen Einvernehmen.

Bei den dem privilegierten Durchgangsverkehre dienenden Personen befördernden Zügen werden im Durchgangsland ein polnischer Packmeister, Heizkesselwärter, eine Wartefrau, Postbeamte sowie für das Durchgangsland auf eigene Kosten begleiten Schlafwagenschaffner und Speisewagenbedienstete in Ausübung des Dienstes zugelassen.

§ 10.

Die Wagenparks für die privilegierten Züge und Zugteile stellt Polen.

Die Stärke der Schnellzüge wird auf 28 bis 40 Achsen, die der Personenzüge auf 36 bis 52 Achsen, die der Güterzüge auf 120 Achsen festgesetzt ; das Bruttogewicht der Güterzüge darf jedoch 1 400 Tonnen nicht übersteigen. Die Stärke der Personenzugteile vereinbaren die beteiligten Eisenbahndirektionen.

Ueber Veränderungen der Stärke und Zusammenstellung der Züge sowie über etwa notwendige Einlegung weiterer Bedarfszüge werden sich die beteiligten Eisenbahndirektionen von Fall zu Fall verständigen.

In den für den privilegierten Durchgangsverkehr bestimmten Zügen oder Zugteilen können Heizkessel-, Post-, Speise- und Schlafwagen durchgeführt werden. Die beteiligten Eisenbahndirek-

Rozdział 2.

KOLEJE.

A. RUCH.

Par. 8.

Dla uprzywilejowanego ruchu tranzytowego przewiduje się następującą liczbę codziennych pociągów lub części pociągów :

- 1 para pociągów pośpiesznych,
- 1 para pociągów osobowych z częścią tranzytową,
- 6 par pociągów towarowych stałych,
- 4 pary pociągów towarowych dodatkowych.

Zarządy kolejowe mogą za wzajemnym porozumieniem zmieniać wskazaną liczbę pociągów.

Interesowane Dyrekcje kolejowe ustalają rozkłady pociągów.

Par. 9.

Jako pograniczne dworce przejściowe dla uprzywilejowanego ruchu tranzytowego przewiduje się stacje : Chorzów, Chebzie (Morgenroth), Beuthen HBf., Tarnowskie Góry (Tarnowitz), Lublinitz i Hanulin (Birkenfelde).

Służbę trakcyjną i obsługę pociągów tranzytowych wykonywać będzie Zarząd kolejowy kraju tranzytowego lub po uprzednim z nim porozumieniu Zarząd kraju wysyłającego.

Jeżeli służbę pociągową wykonywuje Zarząd kolejowy kraju wysyłającego, Zarząd kraju tranzytowego ma prawo zarządzić, na swój koszt, konwojowanie pociągów przez własnych pracowników, działających w kraju tranzytowym w charakterze funkcjonariuszy policji kolejowej.

Na granicznych dworcach przejściowych ma być zapewniona drużynom pociągowym możliwość przebywania, a w razie potrzeby i przenocowania.

Bliższe szczegóły zostaną uregulowane przez interesowane Dyrekcje kolejowe, za wzajemnym porozumieniem.

W pociągach osobowych w ruchu tranzytowym uprzywilejowanym zezwala się na liniach kraju tranzytowego na przejazd pełniących służbę : polskiego bagażowego konduktora, palacza wagonu ogrzewczego, posługaczki, jak również urzędników pocztowych i funkcjonariuszy wagonów sypialnych i restauracyjnych.

Par. 10.

Polska dostarcza taboru dla uprzywilejowanych tranzytowych pociągów lub części takich pociągów.

Wielkość składu pociągów w ruchu tranzytowym uprzywilejowanym określają się, jak następuje : pociągów pośpiesznych — osi 28 do 40, osobowych — osi 36 do 52 i towarowych 120 osi, z tem jednak, że ciężar ogólny pociągu towarowego nie może przekraczać 1400 ton.

Interesowane Dyrekcje kolejowe ustalają skład tranzytowych części pociągów osobowych.

Dyrekcje interesowane porozumieją się każdorazowo co do zmian składu i zestawiania pociągów, jakoteż co do uruchamiania w razie potrzeby większej liczby dodatkowych pociągów towarowych.

Do pociągów lub części pociągów, przeznaczonych dla uprzywilejowanego ruchu tranzytowego mogą być dołączone wagony ogrzewcze pocztowe, restauracyjne i sypialne.

tionen treffen für jede Fahrplanperiode Vereinbarungen über die Einstellung dieser Wagen in die Züge sowie über die zur Verfügung zu stellenden Postabteile.

Die Entschädigung für die Beförderung der Heizkessel-, Post-, Speise und Schlafwagen, sowie für die Vorhaltung von Postabteilen wird besonders vereinbart werden.

§ 11.

Der Zutritt zu den Speise und Schlafwagen und ihre Benutzung ist nur den Reisenden der privilegierten Züge und Zugteile gestattet.

§ 12.

Falls Betriebsstörungen oder Betriebsschwierigkeiten es erfordern, werden im privilegierten Durchgangsverkehr Umleitungen vorgenommen werden. Die beteiligten Eisenbahndirektionen regeln die Umleitung im Benehmen mit einander, sie vereinbaren für jede Fahrplanperiode, welche allgemeinen Massnahmen zu diesem Zwecke zu treffen sind.

§ 13.

Für die durchgehenden Züge und Zugteile gelten die Betriebs und Ladevorschriften des Durchgangslandes.

§ 14.

Die beteiligten Eisenbahndirektionen werden die technische Uebergabe und Uebernahme der Wagen in den für den privilegierten Durchgangsverkehr gefahrenen Zügen regeln. Die Uebergabe und Uebernahme der in den geschlossenen Zügen für den privilegierten Durchgangsverkehr laufenden Wagen auf den Strecken Chorzów-Szarlej (Scharley), Chorzów-Nowy Radzionków (Neu Radzionkau), Chebzie (Morgenroth)-Nowy Radzionków (Neu-Radzionkau) unterbleibt, sofern die Zugbeförderung durch die polnische Eisenbahnverwaltung erfolgt.

§ 15.

Bei Unfällen und sonstigen Betriebsstörungen werden sich die beteiligten Eisenbahndirektionen auf den für den privilegierten Durchgangsverkehr in Betracht kommenden Strecken und Bahnhöfen gegenseitig Hilfe leisten.

Die Eisenbahndirektionen werden die Grenzen der Bezirke vereinbaren, innerhalb derer sie sich gegenseitig Hilfe leisten, und hierbei Bestimmungen über Hilfeleistungen treffen, falls Züge infolge Beschädigung von Zuglokomotiven liegenbleiben.

§ 16.

Für die beim Bau und aus dem Betrieb entstehenden Entschädigungsansprüche Dritter sind die Gerichte des Staates zuständig, auf dessen Gebiete der Schaden zugefügt worden ist. Die abweichenden Bestimmungen des Verkehrsrechts über Entschädigungen aus dem Beförderungsvertrage bleiben unberührt.

Soweit eine Haftpflicht der Eisenbahn begründet ist, haftet für alle mit dem Fahrbetriebe zusammenhängenden Personen und Sachbeschädigungen diejenige Eisenbahnverwaltung, auf deren Gebiete die Beschädigung eingetreten ist, und zwar selbst dann, wenn die Beschädigung

Interesowane Dyrekcje kolejowe porozumieją się dla każdego okresu rozkładu jazdy w sprawie włączania tych wagonów do pociągów, jakoteż co do rezerwowania przedziałów pocztowych.

Co do wynagrodzenia za przepuszczanie wagonów ogrzewczych, pocztowych, restauracyjnych i sypialnych, jak również za udzielanie przedziałów pocztowych nastąpi oddzielne porozumienie.

Par. 11.

Dostęp do wagonów restauracyjnych i sypialnych, oraz prawo korzystania z nich mają tylko podróżni pociągów uprzywilejowanych lub części uprzywilejowanych.

Par. 12.

W uprzywilejowanym ruchu tranzytowym stosowane będą drogi okólne, jeżeli ich potrzebę wywołują przeszkody lub trudności ruchowe. Interesowane Dyrekcje kolejowe ustalają, drogi okólne za wzajemnem porozumieniem, jak również uzgadniają dla każdego okresu rozkładu jazdy ogólne zarządzenia w tym względzie.

Par. 13.

Do pociągów i części pociągów w tranzycie uprzywilejowanym stosują się przepisy ruchowe i ładunkowe kraju tranzytowego.

Par. 14.

Interesowane Dyrekcje kolejowe uregulują techniczne oddawanie i przyjmowanie wagonów w pociągach, przeznaczonych dla uprzywilejowanego ruchu tranzytowego.

Oddawanie i przyjmowanie wagonów w zamkniętych pociągach w uprzywilejowanym ruchu tranzytowym na liniach : Chorzów-Szarley (Scharley), Chorzów-Nowy Radzionków (Neu-Radzionkau) i Chebzie (Morgenroth)-Nowy Radzionków nie odbywa się, o ile służbę trakcyjną i obsługę pociągu wykonywuje polski Zarząd kolejowy.

Par. 15.

Interesowane Dyrekcje kolejowe udzielają sobie wzajemnie pomocy w razach wypadków kolejowych lub innych przeszkód w ruchu na liniach i stacjach, przeznaczonych dla uprzywilejowanego ruchu tranzytowego. Dyrekcje te ustalą granice lokalne, w obrębie których wzajemna pomoc ma być udzielaną, i wydadzą przepisy, określające warunki pomocy w razie zatrzymania się pociągu tranzytowego z powodu uszkodzenia parowozu pociągowego.

Par. 16.

W sprawach roszczeń o odszkodowanie, wnoszonych przez osoby trzecie i opartych na faktach, wynikających z budowy lub ruchu kolejowego, orzekają sądy państwa, na którego obszarze wynikły szkody. Różniące się od tego postanowienia prawa przewozowego, dotyczące odszkodowań, wynikających z umowy o przewozie, pozostają nienaruszone.

O ile kolej ponosi odpowiedzialność cywilną za skutki uszkodzenia osób i za szkody materialne, wynikłe w związku z ruchem kolejowym, odpowiada ten Zarząd kolejowy, na sieci którego zaszło uszkodzenie, a to nawet wówczas, kiedy nastąpiło ono z winy drugiego Zarządu lub pod-

auf das Verschulden der anderen Eisenbahnverwaltung oder ihres Personals zurückzuführen ist. Das gilt sowohl Dritten gegenüber, wie für das Verhältnis der Verwaltungen untereinander.

Hiervon gelten folgende Ausnahmen :

1. Wenn Personal der fahrdienstleistenden Verwaltung einen Betriebsunfall erleidet, so hat diese Verwaltung die Leistungen zu tragen, die nach den gesetzlichen Bestimmungen dem Verletzten oder seinen Hinterbliebenen zu gewähren sind.
2. Bei Beschädigung, Gesamt-, oder Teilverlust von beförderten Gütern und befördertem Gepäck gelten die besonderen gesetzlichen und reglementarischen Bestimmungen.
3. Wenn jedoch die Beförderung der Durchgangszüge durch die Eisenbahnverwaltung des Versandlandes erfolgt, und wenn keine technische Uebergabe und Uebernahme der Fahrzeuge stattfindet, so haftet die Verwaltung des Versandlandes für die durch den schlechten Zustand dieser Fahrzeuge innerhalb des Durchgangslandes entstandenen Unfälle. Kann die Ursache nicht aufgeklärt werden, so tragen die beiden Verwaltungen den Schaden je zur Hälfte.

§ 17.

Für dienstliche Telegramme und Ferngespräche im privilegierten Durchgangsverkehr werden nach den Bedürfnissen des Betriebs und Verkehrs von den im Durchgangslande vorhandenen Eisenbahn, Telegraphen- und Fernsprechleitungen, (sofern sie nicht für Zwecke des Durchgangslandes nötig sind,) der Verwaltung des Versandlandes besondere Leitungen zum ausschliesslichen Gebrauche gegen Vergütung der Unterhaltungs- und Tilgungskosten zur Verfügung gestellt.

Zur Einrichtung neuer Telegraphen- und Fernsprechleitungen stellt jede beteiligte Eisenbahndirektion der anderen im Bedarfsfall gegen Entschädigung Plätze am vorhandenen Bahngestänge, soweit sie frei und für eigene Zwecke nicht erforderlich sind, zur Verfügung.

Die beteiligten Eisenbahndirektionen werden hierüber besondere Vereinbarungen treffen.

Jede Direktion führt den Bau von Telegraphen- und Fernsprechleitungen auf ihrem Eisenbahnnetz auf Kosten der Verwaltung aus, in deren Interesse die Leitungen gezogen werden. Die betriebssichere Unterhaltung der Telegraphen- und Fernsprechleitungen liegt jeder Direktion auf ihrem Eisenbahnnetz ob.

Die weiteren technischen Einrichtungen sowie die gegenseitige Verrechnung der Kosten für die Unterhaltung, Tilgung usw. sind von den beteiligten Direktionen zu vereinbaren.

Die Telegraphen- und Telephonleitungen dürfen von den Post-, Zoll- und Polizeibehörden benutzt werden, insoweit die Benutzung mit dem Eisenbahndienst in Zusammenhang steht. Dienstliche Telegramme und dienstliche Ferngespräche sind gebührenfrei.

B. VERKEHR.

§ 18.

Ueber die im § 1 genannten Strecken wird der direkte Personen-, Gepäck-, Expressgut-, Tier-, Eil- und Frachtgutverkehr geführt.

§ 19.

Personen, Gepäck, Expressgut, lebende Tiere, Eilgut und Frachtgut werden unmittelbar abgefertigt.

władnego mu personelu. Dotyczy to zarówno stosunku pomiędzy Zarządami kolejowymi a osobami trzecimi, jak i stosunku pomiędzy samymi Zarządami.

Od tej zasady odstępuje się w następujących wypadkach :

1. W razie, jeżeli personel podwładny Zarządowi, wykonywującemu trakcję, ulegnie wypadkowi przy pełnieniu służby, Zarząd ten ponosi świadczenia, jakie się prawnie należą poszkodowanemu lub pozostałej po nim rodzinie.

2. W razie uszkodzenia, oraz całkowitej lub częściowej utraty przewożonych towarów i bagażu, obowiązują przepisy ustawowe i regulaminowe, dotyczące tych spraw.

3. O ile jednak trakcję przy pociągach tranzytowych wykonywa Zarząd kolejowy kraju wysyłającego i o ile nie odbyło się techniczne oddanie i przyjęcie taboru, Zarząd kolejowy kraju wysyłającego odpowiada za wypadki, powstałe na obszarze kraju tranzytowego wskutek złego stanu swego taboru. Jeżeli przyczyna wypadku nie da się ustalić szkodę ponoszą oba Zarządy kolejowe po połowie.

Par. 17.

Dla zapewnienia telegraficznej i telefonicznej komunikacji służbowej, dotyczącej tranzytu uprzywilejowanego, z uwzględnieniem potrzeb ruchu i przewozów, dane będą do wyłącznego użytku Zarządu kolejowego kraju wysyłającego, za zwrotem kosztów utrzymania i amortyzacji, niektóre z istniejących obecnie przewodów kolejowych, o ile nie są one konieczne dla potrzeb kraju tranzytowego. Każda z interesowanych Dyrekcji da, w razie potrzeby, do dyspozycji drugiej Dyrekcji, w celu założenia nowych przewodów telegraficznych i telefonicznych, za wynagrodzeniem, potrzebne miejsce na istniejących słupach, o ile miejsce takie jest do rozporządzenia i nie jest niezbędne dla jej własnych celów.

Interesowane Dyrekcje zawrą w tej sprawie specjalne układy.

Każda Dyrekcja wykona budowę przewodów telegraficznych i telefonicznych na swojej sieci kolejowej na koszt tego Zarządu, w interesie którego przewody te są budowane. Każda Dyrekcja winna utrzymywać w stanie, zapewniającym wykonywanie służby, przewody telegraficzne i telefoniczne, zbudowane na jej sieci kolejowej.

Interesowane Dyrekcje porozumieją się co do innych urządzeń technicznych, jak również co do wzajemnego podziału kosztów utrzymania, amortyzacji i innych wydatków.

Przewody telegraficzne i telefoniczne mogą być używane przez władze pocztowe, celne i policyjne w sprawach, dotyczących służby kolejowej. Służbowe telegramy i rozmowy telefoniczne wolne są od opłaty.

B. PRZEWOZY.

Par. 18.

Na linjach, wskazanych w par. 1, wprowadza się bezpośredni przewóz osób, bagażu, przesyłek nadzwyczajnych, zwierząt, przesyłek, pośpiesznych i zwyczajnych.

Par. 19.

Osoby, bagaż, przesyłki nadzwyczajne, zwierzęta żywe, przesyłki pośpieszne i zwyczajne będą przewożone za dokumentami bezpośrednimi.

§ 20.

Für den Personen-, Gepäck- und Expressgutverkehr sind auf den deutsch-oberschlesischen Strecken die jeweiligen Bestimmungen der deutschen Eisenbahnverkehrsordnung und die jeweiligen Bestimmungen der deutschen Tarife und auf den übrigen Strecken die für sie jeweils geltenden reglementarischen Bestimmungen und die jeweiligen Bestimmungen der Binnentarife massgebend.

§ 21.

Der Güter-, Eilgut- und Tierverkehr unterliegt den Bestimmungen des Berner Internationalen Übereinkommens¹ über den Eisenbahnfrachtverkehr vom 14. Oktober 1890 mit den Aenderungen und Ergänzungen, die in der Zusatzklärung² vom 20. September 1893 und in dem Zusatzübereinkommen³ vom 16. Juni 1898 und vom 19. September 1906⁴ enthalten sind, und zwar mit den nachstehend unter *a* bis *k* aufgeführten Aenderungen und Ergänzungen.

Die Bestimmungen der Binnentarife der beteiligten Bahnen finden Anwendung, sofern sie den Bestimmungen dieses Abkommens nicht widersprechen.

Folgende Aenderungen und Ergänzungen des Berner Übereinkommens gelten :

a) Zu Artikel 3 I. Ue.

Selbstentzündliche oder explosionsgefährliche Gegenstände, brennbare Flüssigkeiten, giftige, ätzende und fäulnisfähige Stoffe werden, auch soweit diese Gegenstände in der Anlage I zu den Ausführungsbestimmungen zum I. Ue. nicht genannt oder nicht zugelassen sind, zur Beförderung im Durchgangsverkehr nur unter nachstehenden Bedingungen übernommen :

1. Es werden nur die auf den Bahnen des Durchgangslandes jeweilig zugelassenen Gegenstände befördert,
2. die im Durchgangslande jeweilig geltenden Bestimmungen sind anzuwenden,
3. die Gegenstände dürfen nur zum nichtmilitärischen (zivilen) Verbrauch bestimmt sein.
4. die Sendungen müssen von einer Erklärung der zuständigen, staatlichen Behörde des Empfangslandes begleitet sein, welche die unter 3 vorgeschriebene Bestimmung der Sendungen bestätigt. Diese Erklärung verbleibt auf derjenigen Station der Eisenbahn des Durchgangslandes, auf welcher die Sendungen das deutsche Durchgangsland letztmalig verlassen.
5. Die Beförderung solcher Gegenstände, die den Bestimmungen unter 1 und 2 nicht entsprechen, bleibt besonderer Vereinbarung vorenthalten.

b) Zu Artikel 4 I. Ue.

Bekanntmachungsfristen für Tariferhöhungen oder andere Erschwerungen der Beförderungsbedingungen bestehen im Rahmen dieses Tarifs nicht.

c) Zu Artikel 6 I. Ue.

1. An Stelle des internationalen Frachtbriefes ist der Frachtbrief der Versandbahn zu verwenden.

Die Frachtbriefe müssen unter dem Aufdruck « Frachtbrief » einen Hinweis auf dieses Abkommen enthalten.

2. Das Vorschreiben des Weges für die Beförderung durch das Durchgangsland und insbesondere auch des Ortes, an welchem die Zollbehandlung an der Grenze stattfinden soll, durch den Absender im Frachtbrief ist unzulässig, da dieser Tarif nur dem privilegierten Durchgangsverkehr dient. Eine dieser Bestimmung widersprechende Vorschrift ist nichtig.

¹ De Martens, Nouveau Recueil général de Traités, deuxième série, tome XIX, page 289.

² De Martens, Nouveau Recueil général de Traités, deuxième série, tome XXII, page 517.

³ De Martens, Nouveau Recueil général de Traités, deuxième série, tome XXX, page 184.

⁴ De Martens, Nouveau Recueil général de Traités, troisième série, tome III, page 920.

Par. 20.

Przewóz osób, bagażu i przesyłek nadzwyczajnych podlega na liniach niemieckiego Śląska Górnego każdorazowym postanowieniom przepisów przewozowych niemieckich kolej żelaznych, oraz każdorazowym postanowieniom taryf niemieckich, a na pozostałych liniach-każdocześnie obowiązującym na nich przepisom wewnętrznym przewozowym i taryfowym.

Par. 21.

Do przewozu towarów zwyczajnych i pośpiesznych i zwierząt stosowane będą postanowienia Berneńskiej Konwencji¹ międzynarodowej o przewozie towarów kolejami żelaznymi z dnia 14 października 1890 r. wraz ze zmianami i uzupełnieniami, zawartymi w deklaracji dodatkowej z dnia 20 września 1893 r. i w układach dodatkowych z dnia 16 czerwca 1898² r. i 19 września 1906 r. oraz ze zmianami i uzupełnieniami, zawartymi w poniżej wymienionych punktach a—k.

Postanowienia taryf wewnętrznych uczestniczących kolei mają zastosowanie tylko o tyle, o ile nie są w sprzeczności z postanowieniami umowy niniejszej.

Ustanawia się następujące zmiany i uzupełnienia Berneńskiej Konwencji (K. M.).

a) Do art. 3 K. M.

Materiały samozapalne lub wybuchowe, płyny palne jak również materiały trujące, żrące i ulegające gniciu dopuszcza się do przewozu w ruchu tranzytowym, nawet gdy te przedmioty nie są wymienione w załączniku I do Postanowień Wykonawczych do Konwencji Międzynarodowej lub też nie są dopuszczone do przewozu według przepisów tej Konwencji jedynie pod warunkami następującymi :

1. przewozi się wyłącznie przedmioty dopuszczone każdorazem do przewozu na kolejach kraju tranzytowego,

2. stosuje się przepisy, obowiązujące pod tym względem każdorazem w kraju tranzytowym,

3. przedmioty te mogą być przeznaczone wyłącznie do użytku cywilnego (nie wojskowego),

4. do przesyłek ma być dołączona deklaracja właściwej władzy państwowej kraju odbiorczego, stwierdzająca przeznaczenie przesyłek dla celów, wymienionych pod (3) ; deklaracja ta pozostaje na tej stacji kraju tranzytowego, na której przesyłka opuszcza ostatnio terytorjum Niemieckie.

5. Przewóz takich przedmiotów, które nie odpowiadają postanowieniom P. (1) i (2) uzależnia się od osobnej umowy.

b) do art. 4 K. M.

W taryfie niniejszej nie obowiązują terminy ogłoszeń o podwyższeniu taryf lub innych zmianach warunków przewozowych.

c) do art. 6 K. M.

1. Zamiast międzynarodowego listu przewozowego używany będzie list przewozowy kolej wysyłającej.

Taki list przewozowy musi zawierać pod wyrazami « List przewozowy » powołanie się na niniejszą umowę.

2. Nadawcy nie jest dozwolone wskazywanie w liście przewozowym drogi przewozu przez kraj tranzytowy, a szczególnie wskazywanie miejscowości, w której miałyby być dokonane formalności celne graniczne, ponieważ niniejsza taryfa ważna jest tylko dla uprzywilejowanego ruchu tranzytowego.

Wszelkie oświadczenia, sprzeczne z niniejszymi postanowieniami, uważane będą za nieważne.

¹ British and Foreign State Papers, Vol. 82, page 771.

² British and Foreign State Papers, Vol. 92, page 433.

d) Zu Artikel 7 I. Ue. § 3 der Ausführungsbestimmungen.

Der Frachtzuschlag (polnisch « Strafbzuschlag ») wird nach den Bestimmungen der Bahn berechnet, in deren Bereiche die Notwendigkeit der Einziehung von Frachtzuschlägen (poln. « Strafbzuschlägen ») festgestellt wird.

e) Zu Artikel 8 Abs. (5) I. Ue.

Ausstellung und Uebergabe von Frachtbriefduplikaten richten sich nach den Bestimmungen der Versandbahn.

f) Zu Artikel 12 I. Ue. § 5 Ziffer (2) der Ausführungsbestimmungen.

An Stelle dieser Bestimmungen sind die Bestimmungen der Versandbahn massgebend.

g) Zu Artikel 13 I. Ue.

Barvorschüsse und Nachnahmen sind bis auf Widerruf ausgeschlossen. Der Tag der Wiedereinführung von Nachnahmen und Barvorschüssen wird der Durchgangsbahn vorher bekanntgegeben.

h) Zu Artikel 14 I. Ue. §. 6 der Ausführungsbestimmungen.

An Stelle dieser Bestimmungen sind die Bestimmungen und Lieferfristen einschliesslich Zuschlagfristen des allgemein polnischen (nicht polnisch-oberschlesischen) Binnentarifs massgebend.

i) Zu Artikel 15 I. Ue.

Nachträgliche Verfügungen des Absenders sind von der Eisenbahn des Durchgangslandes nicht auszuführen.

Für das Verfahren bei Geltendmachung des Verfügungsrechts durch den Absender sind die Bestimmungen der Versandbahn massgebend.

k) Zu Artikel 38 I. Ue. § 9 der Ausführungsbestimmungen.

Für die Berechnung der in Ziffer 2 und 3 genannten Beträge gelten die Bestimmungen der Versandbahn.

§ 22.

Für den im § 18 genannten Personen-, Gepäck- und Expressgutverkehr wird ein Tarif eingeführt.

Die Fahrpreise und Frachtsätze dieses Tarifs sind in der Weise zu bilden, dass für die Strecken Oberschlesiens die jeweiligen Sätze des « oberschlesischen Wechseltarifs » und für die übrigen Strecken die jeweiligen Sätze ihrer Binnentarife eingerechnet werden.

§ 23.

Für den im § 18 genannten Güter-, Eilgut- und Tierverkehr wird gleichfalls ein Tarif eingeführt.

Die Frachtsätze dieses Tarifs sind in der Weise zu bilden, dass für die Strecken im Bereiche des « Oberschlesischen Wechselverkehrs » die jeweiligen Frachtsätze dieses Tarifs und für die übrigen Strecken die jeweiligen Frachtsätze ihrer Binnentarife eingerechnet werden.

§ 24.

Die Schlafwagenschaffner, die Bediensteten der Speisewagen, die Dienstfrauen der D.-Züge, die Heizkesselwärter und das Zug- und Lokomotivpersonal werden im Dienst ohne Fahrkarten befördert.

§ 25.

Der Versand von Dienstbriefen und Dienstpaketen (Drucksachen, Fahrkarten u. dgl.) erfolgt auf Gefahr des Versandlandes und völlig kostenlos.

- d) do art. 7 K. M. par. 3 Przepisów Wykonawczych.
Dodatkowe opłaty (karne) oblicza się wedle postanowień tej kolei, w której granicach stwierdzoną została konieczność pobrania takiej opłaty dodatkowej (karnej).
- e) do art. 8 ustęp (5) K. M.
Wtórnik listów przewozowych będą sporządzane i wydawane według przepisów kolei wysyłającej.
- f) do art. 12 K. M. par. 5 ustęp (2) Przepisów Wykonawczych.
Zamiast tych przepisów stosowane będą przepisy kolei wysyłającej.
- g) do art. 13 K. M.
Aż do odwołania nie są dozwolone wydatki w gotowiznie i zaliczenia. Data wprowadzenia zaliczeń i wydatków w gotowiznie poda się uprzednio kolei tranzytowej do wiadomości.
- h) do art. 14 K. M. par. 6 Przepisów Wykonawczych.
Zamiast tych przepisów stosowane będą przepisy i terminy dostawy, wraz z terminami dodatkowymi, podług ogólnej polskiej taryfy wewnętrznej (a nie polsko-górnośląskiej).
- i) do art. 15 K. M.
Koleje kraju tranzytowego nie powinny wykonywać dodatkowych zleceń nadawcy.

Dla postępowania w razie korzystania z prawa wydawania przez nadawcę dodatkowych zleceń miarodajnymi są przepisy kolei wysyłającej.
- k) do art. 38 K. M. par. 9 Przepisów Wykonawczych.
Opłaty, wymienione w ustępie (2) i (3) obliczane będą według przepisów kolei wysyłającej.

Par. 22.

Dla komunikacji osobowej, bagażowej i przesyłek nadzwyczajnych, wymienionej w par. 18, wyda się taryfę.

Ceny biletów i opłaty przewozowe należy stworzyć w ten sposób, ażeby za linje Górnego Śląska wliczono każdoczesne stawki górnośląskiej taryfy sąsiedzkiej, zaś za linje pozostałe każdoczesne stawki ich taryf wewnętrznych.

Par. 23.

Tak samo wyda się taryfę na przewóz przesyłek towarowych, zwyczajnych, pośpiesznych i zwierząt dla komunikacji, wymienionej w par. 18-tym.

Stawki przewozowe tej taryfy należy w ten sposób stworzyć, ażeby za linje obszaru « Górnośląskiej komunikacji sąsiedzkiej » wliczono każdoczesne stawki odnośnej taryfy tej komunikacji, a za pozostałe linje każdoczesne stawki ich taryf wewnętrznych.

Par. 24.

Konduktorzy wagonów sypialnych, służący wagonów restauracyjnych, posługaczki pociągów bezpośrednich, palacze wagonów ogrzewczych, jakoteż personel pociagowy i parowozowy jadą w służbie bez biletów.

Par. 25.

Korespondencję służbową i pakiety służbowe (druki, bilety i t. d.) wysyła się na ryzyko kraju wysyłającego zupełnie bezpłatnie.

Sonstige Dienstgutsendungen aller Art sind wie Privatsendungen zu behandeln und mit Frachtbriefen des öffentlichen Verkehrs zu befördern.

§ 26.

Die Fracht für die Beförderung der unbeladenen Wagen, soweit sie der Zahl nach die der in umgekehrter Richtung auf derselben Durchgangsstrecke beladen gelaufenen Wagen überschreiten, ist nach dem Tarife für Fahrzeuge zu berechnen, die auf eigenen Rädern laufen.

Für die Beförderung der unbeladenen Güterwagen, deren Zahl die der in umgekehrter Richtung auf derselben Strecke beladen gelaufenen Güterwagen nicht überschreitet, ist keine Fracht zu zahlen.

Die Lademittel und ebenso die der Eisenbahn gehörigen Wagendecken sind auf ihrem Rückwege frachtfrei zu befördern.

Die Eisenbahnen des Durchgangslandes zahlen für die im Durchgangsverkehr von ihnen benutzten Personen- und Packwagen sowie Güterwagen eine Entschädigung. Die Art und die Höhe der Entschädigung sind durch ein besonderes Uebereinkommen festzusetzen.

Die vertragschliessenden Teile behalten sich vor, Naturalausgleich zu vereinbaren.

In welcher Weise die Eisenbahn des Durchgangslandes für die Beförderung der von der Gegenseite angebrachten Speise- und Schlafwagen entschädigt werden, wird durch ein besonderes Abkommen bestimmt.

§ 27.

Im Personenverkehr sind Kartonfahrkarten oder besondere Blankokarten, im Gepäckverkehre besondere Gepäckscheinhefte zu verwenden.

Fahrkarten, Begleitpapiere für Expressgut und Frachtbriefe sind einsprachig in der Sprache des Versandlandes herzustellen und auszufüllen.

Für Frachtkarten, Gepäckscheine, Uebergangsverzeichnisse und sonstige von den Uebergangsstationen auszustellende Begleitpapiere sind doppelsprachige (deutsche und polnische) Vordrucke aufzulegen, in denen die handschriftlichen Eintragungen in der Sprache des Versandlandes zu machen sind. Die Stationen der Eisenbahnen des Durchgangslandes sind mit ihrem amtlichen Namen zu bezeichnen. Die beteiligten Eisenbahnverwaltungen setzen die Muster der Vordrucke und die Zahl der zu liefernden Ausfertigungen gemeinsam fest.

Die bisher üblichen Vordrucke können bis zur Dauer eines Jahres, von dem Tage der Gültigkeit dieser Tarife ab gerechnet, aufgebraucht werden.

Die Fahrkarten werden keinen Vermerk über die Zuggattungen enthalten. Nur die für Schnellzüge gültigen Fahrkarten sind mit einem roten, senkrechten Strich zu versehen.

Für die deutsche Durchgangsstrecke ist in der Fahrkarte nur ein Weg anzugeben.

§ 28.

Die Abfertigung von Eil- und Frachtgut sowie lebenden Tieren geschieht mit durchgehender Eil- und Frachtkarte. Eine von der Versandbahn im Pauseverfahren herzustellende Abschrift der Eil- und Frachtkarte verbleibt bei der ersten deutschen Grenzübergangstation.

§ 29.

Die Begleitung von Sendungen ist nur zulässig, soweit die Tarife der Versandbahn die Begleitung vorsehen. Die Zahl der Begleiter soll auf das Mindestmass beschränkt werden. Begleiter, die von der Versandbahn zugelassen sind, dürfen von der Durchgangsbahn nicht zurückgewiesen werden.

Die Begleiter müssen mit einem Fahrtausweis der 3. Wagenklasse versehen sein.

Inne przesyłki służbowe wszelkiego rodzaju należy traktować jak przesyłki prywatne i przewozić za zwykłymi listami przewozowymi.

Par. 26.

Opłaty przewozowe za przewóz wagonów próżnych, o ile liczba ich przewyższa liczbę wagonów ładownych, przewiezionych na tej samej linii w kierunku odwrotnym, oblicza się według stawek taryfowych dla taboru kolejowego, biegnącego na własnych kołach.

Za przewóz próżnych wagonów towarowych, których liczba nie przekracza liczby ładownych wagonów towarowych, przewiezionych na tej samej linii w kierunku odwrotnym, nie opłaca się żadnych opłat przewozowych.

Przybory ładunkowe, jakoteż opony, będące własnością kolei należy przewozić w drodze powrotnej bezpłatnie.

Koleje kraju tranzytowego płacą za używanie przez nie wagonów osobowych, bagażowych i towarowych w komunikacji tranzytowej. Rodzaj i wysokość odnośnych opłat należy ustalić w specjalnej umowie.

Strony umawiające się zastrzegają sobie prawo wyrównania w naturze.

Sposób wynagrodzenia kolei kraju tranzytowego za przewóz przywiezionych przez stronę drugą wagonów restauracyjnych i sypialnych ustali się w oddzielnej umowie.

Par. 27.

W komunikacji osobowej należy używać biletów kartonowych lub specjalnych biletów blankietowych, w komunikacji bagażowej specjalnych zeszytów z kwitami bagażowymi.

Bilety, dokumenty dla przesyłek nadzwyczajnych i listy przewozowe należy sporządzać i wypełniać w jednym języku, t. j. w języku kraju wysłania.

Formularze ceduł przewozowych, kwitów bagażowych, wykazów zdawczych oraz innych dokumentów, które mają wystawiać stacje przejściowe, należy sporządzać w dwóch językach, w polskim i niemieckim. Odrębne oświadczenia w tych dokumentach uskutecznią się w języku kraju nadania. Stacje kolejowe kraju tranzytowego należy oznaczać ich nazwami, ustalonymi urzędowo w taryfie. Interesowane Zarządy kolejowe ustalają wspólnie wzory formularzy i liczbę, w jakiej ma się je wystawiać.

Dotychczas używane formularze można zużytkowywać w przeciągu roku, licząc od dnia ważności tej taryfy.

Bilety osobowe nie będą zawierały żadnej wskazówki co do rodzaju pociągu. Tylko bilety ważne na pociągi pospieszne należy zaopatrzyć czerwoną pionową kreską.

Dla niemieckiej przestrzeni tranzytowej należy na bilecie podawać tylko jeden kierunek drogi.

Par. 28.

Odprawa przesyłek pospiesznych i zwyczajnych oraz zwierząt żywych uskutecznią się za bezpośrednią cedułą pospieszną, wzgl. zwyczajną. Odpis ceduły pospiesznej i zwyczajnej, sporządzony przez kolej nadawczą sposobem kopjowania, pozostaje na pierwszej niemieckiej stacji granicznej.

Par. 29.

Konwojowanie przesyłek dopuszczalne jest tylko o tyle, o ile taryfy kolei nadawczej konwój przewidują.

Liczba konwojentów powinna się ograniczyć do minimum. Konwojenci, których dopuściła kolej nadawcza, nie powinni być wstrzymani przez kolej tranzytową. Konwojenci winni być zaopatrzeni w bilety III-iej klasy.

§ 30.

Der Gepäck-, Expressgut-, Güter-, Eilgut- und Tierverkehr durchläuft das Durchgangsland frei von allen Eisenbahngebühren für Zollabfertigung und von ähnlichen Abgaben, mit Ausnahme der von den Eisenbahnen etwa verauslagten Beträge.

§ 31.

Auf diesen privilegierten Durchgangsverkehr finden die Bestimmungen über die Statistik des Warenverkehrs keine Anwendung.

§ 32.

Wird Gepäck und Expressgut im Durchgangslande von einem polnischen Packmeister begleitet, so bleibt es im polnischen Gewahrsam.

Für den Fall, dass eine Begleitung polnischerseits nicht stattfindet, werden die beteiligten Eisenbahnverwaltungen über Übergang und Übergabe von Gepäck und Expressgut auf die deutschen Durchgangsstrecken Vereinbarungen treffen, soweit solche nicht schon bestehen.

§ 33.

Die Übergabe von Gütern, Eilgütern und lebenden Tieren auf die Bahn des Durchgangslandes und von dieser an die anschliessende Bahn geschieht mit Zuglisten, bei Stückgutwagen ausserdem mit Ladekisten. Zum Zeichen des Überganges sind die Begleitpapiere (auch für Expressgut) mit dem Tagesstempel der Grenzübergangsstation zu versehen. Im übrigen vgl. Abschnitt 4 « Zollwesen » §§ 57 und 60.

§ 34.

Die Übergabe der plombierten Wagen vollzieht sich symbolisch ohne Feststellung der Ladung. Die von der Versandbahn angelegten Plomben werden von der Eisenbahnverwaltung des Nachbar- oder Durchgangslandes anerkannt, die im allgemeinen weitere Plomben nicht anlegen wird.

Alle übrigen Sendungen, die in nicht plombierten Wagen befördert werden, sind tatsächlich, d. h. unter Besichtigung, zu übergeben.

Dasselbe geschieht mit Sendungen in plombierten Wagen, wenn sie Merkmale aufweisen, die auf Teilverlust oder Beschädigung des Inhalts schliessen lassen.

In allen Fällen symbolischer Übergabe von Gütern wird bei unverletzten Plomben der Versandbahn oder der übergebenden Bahn bis zum Beweise des Gegenteils angenommen, dass auf dem Wege, den das Gut mit unverletzten Plomben durchlaufen hat, ein Gesamt- oder Teilverlust nicht eingetreten ist.

Wenn die Plomben der Versandbahn oder der übergebenden Bahn beschädigt sind, wird bis zum Beweise des Gegenteils vermutet, dass der Gesamt- oder Teilverlust auf dem Wegestattgefunden hat, den das Gut zwischen dem Bahnhof, der die Plomben angelegt hat, oder dem Grenzübergangsbahnhof, in dem die Plomben nachgeprüft wurden, und dem Bahnhof, auf dem der Schaden entdeckt worden ist, zurückgelegt hat.

Unter Plomben sind amtliche Plomben, das sind Bahn- oder Zollplomben, zu verstehen.

Falls die übernehmende Bahn es aus irgendeinem Grunde für nötig erachtet, die Sendungen nachzuprüfen oder die Wagen zu öffnen, wird dies möglichst auf dem Grenzübergangsbahnhof in Gegenwart von Beamten beider beteiligten Verwaltungen geschehen.

Par. 30.

Bagaż, przesyłki nadzwyczajne, towary i zwierzęta żywe przewozi się przez kraj tranzytowy bez pobierania wszelkich opłat kolejowych za odprawę celną lub innych podobnych opłat, z wyjątkiem kwot, które kolej wydała w gotówce.

Par. 31.

Postanowienia dotyczące statystyki w komunikacji towarowej nie mają zastosowania do tej uprzywilejowanej komunikacji tranzytowej.

Par. 32.

O ile bagaż i przesyłki nadzwyczajne konwojowane są podczas przewozu linjami tranzytowymi przez polskiego konduktora, natenczas zostają one także pod polską odpowiedzialnością. Na wypadek, gdyby konwojowanie przez polskiego funkcjonariusza nie miało się odbywać, interesowane zarządy kolejowe zawrą umowy co do zdawania bagażu i przesyłek nadzwyczajnych na niemieckie linje tranzytowe, o ile takie umowy nie istnieją dotychczas.

Par. 33.

Zdawanie towarów, przesyłek pospiesznych i zwierząt żywych kolei kraju tranzytowego, jak również przez nią kolei sąsiedniej, odbywa się na podstawie list pociągowych, a przy przesyłkach drobnicowych ponadto na podstawie list ładunkowych. Na dowód dokonanego zdania należy papiery, towarzyszące przesyłkom (także i przy przesyłkach nadzwyczajnych) zaopatrzyć w pieczęć z datą stacji przejściowej granicznej. (Ponadto porównaj rozdział 3 «Sprawy celne» Par. 57 i 60).

Par. 34.

Zdawanie wagonów zaplombowanych odbywa się symbolicznie bez stwierdzenia ładunku. Nałożone przez kolej wysyłającą plomby będą uznawane za ważne przez kolej sąsiednią lub kraju tranzytowego, które w ogólności nie będą nakładały nowych plomb.

Wszystkie inne przesyłki, które będą przewożone w wagonach nieplombowanych, zdają się faktycznie, t. zn. z ich obejrzeniem. Tak samo dokonywa się zdawanie przesyłek w wagonach zaplombowanych, jeżeli są oznaki, wskazujące na prawdopodobieństwo częściowej utraty lub uszkodzenia zawartości.

O ile nie będzie dowodów przeciwnych we wszystkich wypadkach symbolicznego zdawania towarów przy nieuszkodzonych plombach kolei wysyłającej lub kolei zdającej, przyjmuje się, że w drodze, którą towar przebiegł z nienaruszonymi plombami, nie powstał ani całkowity, ani częściowy ubytek.

Jeżeli plomby kolei nadawczej lub kolei zdającej są uszkodzone, przypuszcza się, aż do dostarczenia dowodów przeciwnych, że całkowity lub częściowy ubytek powstał podczas przewozu towaru pomiędzy stacją, która nałożyła plomby, albo przejściową stacją graniczną, która sprawdziła plomby, a stacją, która stwierdziła szkodę.

Jako plomby należy uważać plomby urzędowe, to znaczy plomby kolejowe lub celne.

Jeżeli z jakiegokolwiek bądź powodu kolej odbierająca uważa za wskazane sprawdzenie ładunków lub otwarcie wagonów, czynności te należy wykonać, ile możności, na stacji przejściowej granicznej, w obecności funkcjonariuszy obu interesowanych zarządów.

Über alle festgestellten Unregelmässigkeiten sind Tatbestandsaufnahmen zu festigen. Bei derartigen Feststellungen auf Grenzübergangsbahnhöfen sind die Tatbestandsaufnahmen von beiden Seiten zu unterzeichnen.

§ 35.

Die beteiligten Bahnen werden Leitungsvorschriften für Expressgut sowie Fracht- und Eilgut wie auch für lebende Tiere herausgeben. Die Vorschriften sind dem Laufe der privilegierten Züge entsprechend aufzustellen. Der Fahrweg ist der Tarifbildungsweg.

§ 36.

Anträge auf Erstattung von Fahrgeld, Gepäck und Expressgut werden von der Bahn geregelt, welche die beanspruchten Beträge vereinnahmt hat.

§ 37.

- a) Die Entschädigung für Gesamt- oder Teilverlust, Beschädigung und Lieferfristüberschreitung für Gepäck und Expressgut wird von der Versandbahn oder Endbahn geregelt, je nachdem der Entschädigungsantrag bei der einen oder der anderen angebracht wird.
- b) Hinsichtlich der Haftung für Verlust, Minderung, Beschädigung oder Lieferfristüberschreitung von Gepäck und Expressgut sind gegenüber dem Verfügungsberechtigten die Bestimmungen der Versandbahn massgebend.
- c) Für den Rückgriff der Bahnen untereinander gelten bei Gepäck und Expressgut folgende Bestimmungen :

Es haftet die schuldige Bahn.

Wenn eine schuldige Bahn nicht ermittelt wird, ist die gezahlte Entschädigung nach dem Verhältnis der Streckenlänge, in dem jede Bahn an der Beförderung teilgenommen hat oder hätte teilnehmen sollen, auf die an der Beförderung beteiligten Bahnen oder auf die Bahnen zu verteilen, die an der Beförderung hätten beteiligt werden sollen.

§ 38.

Aus den direkten Fahrpreisen (auch Monats-, Wochenrückfahrkarten u. dgl.) und den Beförderungsgebühren für Gepäck und Hunde erhält jede Bahnverwaltung die zur Tarifbildung aufgegebenen Anstossätze.

Bei Expressgut, Frachtgut, Eilgut und lebenden Tieren erhält die deutsche Durchgangsverwaltung und die polnisch-oberschlesische Bahn von der im Geltungsbereich des oberschlesischen Wechselverkehrs aufgelaufenen Fracht je eine halbe Abfertigungsgebühr, die polnisch-oberschlesische Bahn ausserdem die etwa eingerechnete Verschiebegebühr. Die sodann verbleibende Streckenfracht wird kilometrisch auf den Fahrweg dieses Geltungsbereichs verteilt.

Bei Dienstgutsendungen erhält die Durchgangsbahn für ihre Durchgangsstrecken höchstens die Fracht nach den jeweiligen Streckensätzen des oberschlesischen Wechselverkehrs ohne jede Abfertigungsgebühr (Stationsgebühr).

§ 39.

Die Gebühren rein örtlicher Natur (einschl. etwaiger Verschiebegebühren) erhöht diejenige Bahnverwaltung, auf deren Netz sie entstanden sind.

Owszystkich stwierdzonych nieprawidłowościach spisywany będzie protokół. W wypadku takiego skonstatowania nieprawidłowości na granicznych stacjach przejściowych, protokoły winny być podpisane przez obie strony.

Par. 35.

Interesowane koleje wydadzą przepisy, ustalające kierunki przewozu przesyłek nadzwyczajnych, jak również przesyłek zwyczajnych i pospiesznych, oraz zwierząt żywych. Przepisy te należy tak ułożyć, by odpowiadały kierunkom biegu pociągów uprzywilejowanych. Droga, ustalona dla przewozu, ma być również stosowaną przy tworzeniu taryfy.

Par. 36.

Reklamacje o zwrot zapłaty za bilety przewoźnego za bagaż i za przesyłki nadzwyczajne załatwia kolej, która pobrała te należności.

Par. 37.

- a) Sprawy odszkodowań za zaginięcie, ubytek, uszkodzenie, jakoteż za przekroczenie terminu dostawy bagażu i przesyłek nadzwyczajnych załatwia kolej nadawcza lub odbiorcza, stosownie do tego, do której z tych kolei wniesiono reklamację.
- b) Dla odpowiedzialności za zaginięcie, ubytek, uszkodzenie lub za przekroczenie terminu dostawy bagażu i przesyłek nadzwyczajnych, miarodajne są, w stosunku do osoby uprawnionej do rozporządzania, przepisy kolei nadawczej.
- c) Co do regresu kolei między sobą stosują się przy bagażu i przesyłkach nadzwyczajnych następujące postanowienia:
Odpowiada kolej, z której winy szkoda powstała.
Jeżeli nie można ustalić z winy której kolei szkoda nastąpiła, należy rozdzielić wypłacone odszkodowanie w stosunku do długości linii, którą każda kolej uczestniczyła lub powinna była uczestniczyć w przewozie pomiędzy uczestniczące w przewozie koleje, albo pomiędzy te koleje, które powinny były uczestniczyć w przewozie.

Par. 38.

Z bezpośrednich należności za bilety (włączając w to bilety miesięczne, tygodniowe, powrotne i t. p.) i z należności za przewóz bagażu i psów, każdy Zarząd kolejowy otrzymywać będzie stawkę, podaną dla obliczenia odnośnej taryfy.

Przy przesyłkach nadzwyczajnych, zwyczajnych, pośpiesznych i zwierzętach żywych otrzymuje niemiecka kolej tranzytowa i polska kolej G. Śląska z należności przewozowych, przypadających w obrębie działania Górnośląskiej komunikacji sąsiedzkiej, połowę opłat stacyjnych, a pozatem polska kolej G. Śląska — także należność za przetaczanie w razie jej zarachowania.

Za przesyłki służbowe otrzymuje kolej tranzytowa za swoje przestrzenie nie więcej, niż należność przewozową według każdorazowych stawek górnośląskiej komunikacji sąsiedzkiej, bez doliczania opłat stacyjnych.

Par. 39.

Opłaty czysto miejscowego charakteru (włączając w to również ewentualne opłaty za przetaczanie) otrzymuje ten zarząd kolejowy, na którego sieci kolejowej powstały.

§ 40.

I. Musste eine Strecke infolge Unfalls oder höherer Gewalt ganz oder teilweise für den Güter- und Tierverkehr gesperrt werden, und werden die Sendungen auf einem Hilfsweg der Zielstation zugeführt, so sind folgende Fälle zu unterscheiden :

- aa) Ist die Betriebsstörung auf den Durchgangsbahnen eingetreten ; und wird sie erst zu einer Zeit der Versandstation bekannt, als die Sendungen bereits zur Beförderung angenommen waren, so erhalten die Bahnen des Durchgangslandes, wenn die Sendungen über eine kürzere als über die für den Durchgang bestimmte Durchgangsstrecke befördert werden, ihren Anteil nur für den wirklich gefahrenen Weg.
- bb) Ist die Betriebsstörung auf den Durchgangsbahnen eingetreten und die Sperre der Versandbahn rechtzeitig, d. h. vor der Annahme der Güter zur Beförderung bekanntgegeben, so haben die Durchgangsbahnen Anspruch auf die Anteile für die wirklich gefahrene Strecke. Der Einwand der nicht rechtzeitigen Bekanntgabe kann nicht erhoben werden, wenn 48 Stunden — von Mittag zu Mittag und von Mitternacht zu Mitternacht gerechnet — seit Abgabe der telegraphischen Benachrichtigung von der Sperre an die zuständigen Eisenbahndirektionen verflossen sind.
- cc) Ist die Betriebsstörung auf der Versand- oder Empfangsbahn eingetreten, und müssen die Eisenbahnen des Durchgangslandes infolgedessen einen Hilfsweg benutzen, so haben die Durchgangsbahnen Anspruch auf den Anteil für den wirklich gefahrenen Weg.

2. Wenn aus irgend einem Grunde Güter über einen Hilfsweg geleitet werden müssen, so ist zu unterscheiden :

- aa) wenn der Grund der Umleitung bei den Durchgangsbahnen liegt, erhalten die Durchgangsbahnen die Anteile für den beförderungsberechtigten Weg. Ist indessen der gefahrene Weg auf den Durchgangsbahnen kürzer als der beförderungsberechtigte Weg, so erhalten die Durchgangsbahnen nur die Anteile für den wirklich gefahrenen Weg ;
- bb) wenn der Grund zur Umleitung bei der Versand- oder Empfangsbahn liegt, erhalten die Durchgangsbahnen die Anteile für den wirklich gefahrenen Weg; mindestens aber für den beförderungsberechtigten Weg.

§ 41.

Eine polnische-seits noch bekanntzugebende Staatsbahndirektion übernimmt die Ver- und Abrechnung.

Die Verkehrskontrolle I (Personen-, Gepäck- und Expressgutverkehr) und die Verkehrskontrolle II (Frachtgut-, Eilgut-, und Tierverkehr) in Breslau erhalten eine Abschrift der Abrechnung. Auf besonderen Wunsch ist diesen Kontrollen I bzw. II Einsichtnahme in die Rechnungsunterlagen gestattet.

§ 42.

Die Abrechnungen sind monatlich und für jeden Monat besonders aufzustellen.

Alle während eines Monats ausgeführten Abfertigungen müssen in die Abrechnung für denselben Monat (Verrechnungsmonat genannt) aufgenommen werden.

§ 43.

Für den Personen-, Gepäck- und Expressgutverkehr können die beteiligten Eisenbahnverwaltungen vierteljährliche Abrechnungen vereinbaren. In diesem Falle sind den Eisenbahnen

Par. 40.

(1) W razie, gdy wskutek wypadku lub też siły wyższej dana linja musiała być w całości lub w części zamkniętą dla przewozu towarów i zwierząt żywych i jeżeli przesyłki zostały dowiezione do stacji przeznaczenia drogą okólną, należy rozróżniać następujące wypadki :

- aa)* Jeżeli ruch wstrzymany został na linii tranzytowej i kolej nadawcza zawiadomiona o tem została dopiero po przyjęciu towaru do przewozu, natenczas koleje kraju tranzytowego będą miały prawo do udziału, należnego im tylko za linję tranzytową, z której faktycznie skorzystano, o ile linja ta jest krótszą od linii, przeznaczonej dla tranzytu.
- bb)* Jeżeli ruch został wstrzymany na linje tranzytowej i o tem powiadomiono kolej nadawczą zawczasu, t. j. przed przyjęciem przesyłki do przewozu, koleje kraju tranzytowego będą miały prawo do udziału, należnego im za rzeczywistą długość przewozu. Zarzut niepowiadomienia zawczasu nie będzie mógł być zrobiony, jeżeli od czasu nadania telegraficznego zawiadomienia odnośnych Dyrekcji kolejowych o zamknięciu linii upłynęło 48 godzin, licząc od południa do południa i od północy do północy.
- cc)* Jeżeli ruch został wstrzymany na kolei nadawczej lub odbiorczej i kolej tranzytowa wskutek tego musi kierować przesyłki drogą okólną, natenczas koleje kraju tranzytowego mają prawo do udziałów za rzeczywistą długość przewozu.

(2) Jeżeli z jakiegokolwiek innego powodu towary mają być skierowywane na linję okólną, należy rozróżniać następujące wypadki :

- aa)* Jeżeli ruch napotkał na przeszkodę na linii tranzytowej, to koleje kraju tranzytowego otrzymują udziały przyznane drodze, mającej prawo do przewozu. Jeżeli jednakże towar przewieziony został linją tranzytową krótszą od linii, mającej prawo do przewozu, to koleje kraju tranzytowego otrzymają udziały według długości linii, z której faktycznie skorzystano.
- bb)* Jeżeli ruch napotkał na przeszkodę na kolei nadawczej lub na kolei odbiorczej, to koleje kraju tranzytowego otrzymują udziały za rzeczywistą długość przewozu, najmniej jednak za linję, po której miały prawo do przewozu.

Par. 41.

Sprawy obrachunkowe i rozrachunkowe powierzą się Dyrekcji kolejowej, którą strona polska poda dodatkowo do wiadomości.

Kontrola dochodów I (dla komunikacji osobowej, bagażowej i przesyłek nadzwyczajnych) i kontrola dochodów II (dla komunikacji towarowej, przesyłek pośpiesznych i zwierząt żywych) we Wrocławiu otrzymywać będą odpisy rachunków. Na specjalne życzenie udziela się tym kontrolom I-ej, względnie II-iej, prawa wglądu do materiałów rachunkowych.

Par. 42.

Rachunki winny być wystawiane miesięcznie za każdy miesiąc osobno.

Wszelkie przesyłki, uskutecznione w ciągu jednego miesiąca, mają być objęte rachunkiem, odnoszącym się do tego miesiąca (miesiąc sprawozdawczy).

Par. 43.

Interesowane zarządy kolejowe mogą się umówić, że za przewóz osób, bagażu i przesyłek nadzwyczajnych będą prowadziły rachunki kwartalne. W tym wypadku należy kolejom

des Durchgangslandes für die beiden ersten Monate des Vierteljahrs Abschlagszahlungen zu leisten ; diese Zahlungen haben spätestens in der für die monatliche Abrechnung festgesetzten Frist zu geschehen.

§ 44.

Schuld und Forderung sind spätestens 2 Monate nach dem Verrechnungsmonate bekanntzugeben.

Die Begleichung muss bis zum 15. des dritten Monats geschehen, der dem Verrechnungsmonate folgt.

§ 45.

Jedes Guthaben ist vom 20. des auf den Beförderungsmonat folgenden Monats mit 5 vom Hundert für das Jahr zu verzinsen.

Für die am ersten Kalendertage des vierten auf den Verrechnungsmonat folgenden Monats unbeglichenen Forderungen sind von diesem Tage ab bis zum Tage des Ausgleichs ausserdem 5 vom Hundert Verzugszinsen für das Jahr zu zahlen.

Zahlung der deutschen Bezugsanteile u. dgl. hat in deutscher Reichswährung zu erfolgen.

§ 46.

Zum gemeinsamen Ausgleich können alle die Beträge angemeldet werden, die aus diesen Verkehren oder anderen Eisenbahnverkehren, an denen Polen und Deutschland beteiligt sind herrühren und entweder die Beförderungsverträge selbst betreffen oder aus Anlass ihrer Durchführung entstanden sind, wie Wagen-, Lauf-, und Zeitmiete, Verzögerungsgebühren, Mietgebühren für Lokomotiven, Kosten für Ersatzteile, Ausbesserungskosten für Betriebsmittel, Kosten für die Unterhaltung der Eisenbahntelegraphen- und Eisenbahnfernsprechleitungen u. dgl.

Der Aufrechnung unterliegen nur Forderungen, die sich aus den Beförderungsleistungen der auf deutschem oder polnischem Gebiete liegenden Eisenbahnen ergeben. Alle anderen Forderungen sind von dieser Aufrechnung ausgeschlossen.

§ 47.

Die Geschäftsführung in diesen Tarifen übernimmt die Staatsbahndirektion Kattowice (Kattowitz).

Abschnitt 3.

POST & TELEGRAPHIE.

§ 48.

Jedem Personen führenden Zuge kann bis auf weiteres ein polnischer Bahnpostwagen mitgegeben werden. Diesen hat auch ein deutscher Postbeamter zu begleiten. Polnische Postbeamte können in diesem Wagen in der für den polnischen Postdienst notwendigen Zahl mitfahren und ihre Amtstätigkeit verrichten. In dem Postwagen ist auf Verlangen zwecks Beförderung der deutschen Post ein entsprechender Raum frei zu halten.

Die deutsche Postverwaltung behält sich das Recht vor, bei den halbgeschlossenen Zügen einen eigenen Postwagen für die deutsche Strecke einzustellen.

kraju tranzytowego wypłacać zaliczki w odpowiedniej wysokości za oba pierwsze miesiące kwartału. Wpłaty te mają nastąpić najpóźniej w terminach, ustalonych dla rozrachunków miesięcznych.

Par. 44.

Debet i kredyt należy podawać wzajemnie najpóźniej w dwa miesiące po miesiącu sprawozdawczym.

Wyrównanie powinno nastąpić do dnia 15-go trzeciego miesiąca, który nastąpi po miesiącu sprawozdawczym.

Par. 45.

Każde saldo oprocentowuje się w stosunku 5 % rocznie, licząc od 20-go dnia tego miesiąca, który następuje po miesiącu sprawozdawczym. Ponadto należy płacić odszkodowanie za zwłokę w stosunku 5 % rocznie od sum, nieuiszczonych od 1-go dnia czwartego miesiąca, który nastąpi po miesiącu sprawozdawczym ; odsetki te liczone będą od wyżej wspomnianego dnia do dnia uskuteczenia wypłaty.

Wypłata niemieckich udziałów przewozowych i t. p. uskutechnia się w walucie niemieckiej.

Par. 46.

Do wspólnego wyrównania można zgłaszać wszystkie sumy, wynikające z tych komunikacji, albo z innych komunikacji kolejowych, w których Polska i Niemcy uczestniczą, które to sumy, albo odnoszą się do samych umów przewozowych, albo powstały z powodu wykonania tych umów, jako to : za najem wagonów, za przebieg i czas używalności wagonów, za opóźnienia, za wypożyczenie lokomotyw, za dostarczone części zapasowe, za naprawę taboru, za utrzymanie kolejowych linii telegraficznych i telefonicznych i t. p.

Wyrównaniu podlegają tylko te pretensje, które pochodzą z wykonania przewozów przez koleje, położone na niemieckim lub polskim terytorjum. Wszelkie inne pretensje wyłącza się z wyrównania.

Par. 47.

Prowadzenie spraw, dotyczących taryf niniejszej komunikacji powierza się Dyrekcji Kolei Państwowych w Katowicach.

Rozdział 3.

POCZTA I TELEGRAF.

Par. 48.

Aż do odwołania może być dołączony do każdego pociągu pasażerskiego wagon pocztowy. Wagon ten winien być konwojowany także przez urzędnika niemieckiego. Polscy urzędnicy pocztowi mogą w liczbie, potrzebnej dla polskiej służby pocztowej, jechać w tym wagonie i wykonywać swoje czynności urzędowe. Celem przewiezienia niemieckiej poczty należy, na żądanie, wydzielić w wagonie odpowiednie miejsce.

Niemiecki zarząd pocztowy zastrzega sobie prawo wstawiania na niemieckiej linii do pociągów których część służy do tranzytu, własnego wagonu pocztowego.

§ 49.

Die zu befördernde polnische Post hat sich auf Briefsendungen, einschliesslich Wertbriefe und Zeitungen, zu beschränken. Der polnische Paketverkehr ist bis auf weiteres ausgeschlossen.

§ 50.

Die Briefkasten der polnischen Bahnpostwagen sind auf deutschem Gebiete geschlossen zu halten, auch dürfen die polnischen Postbeamten auf deutschem Gebiete weder mit den deutschen Postanstalten noch mit dem Publikum in dienstliche Berührung treten.

Der mitfahrende deutsche Postbeamte hat das Recht, auf die Einhaltung dieser Bestimmung zu achten. Auch ist ihm gestattet, seinen Dienst nach den innerdeutschen Vorschriften auszuüben. Er übernimmt ferner die Vermittlung zwischen den polnischen Postbeamten und den deutschen Behörden.

§ 51.

Die Beförderung der zur Begleitung der polnischen und der deutschen Post erforderlichen Postbediensteten erfolgt unentgeltlich.

§ 52.

Das Ein- und Aussteigen der deutschen Postbediensteten kann in Lubliniec (Lublinitz), Hanulin (Birkenfelde) und Chorzów erfolgen. Ihnen wird auf diesen Stationen die Möglichkeit zum Aufenthalte und erforderlichenfalls auch zur Übernachtung gegeben werden. Sie dürfen auch auf der Strecke des Versandlandes mitfahren, jedoch ohne Dienst auszuüben.

§ 53.

a) Bei Eisenbahnunfällen haftet die betriebsführende Eisenbahnverwaltung für die Postbeamten, die Postladung und die Wagen in demselben Umfang wie für Reisende, Eisenbahngüter und Eisenbahnwagen.

b) Die Verantwortung für die Postsendungen die in dem von polnischem Personale begleiteten polnischen Wagen befördert werden, liegt der polnischen Postverwaltung ob, soweit nicht ein Verschulden der den Eisenbahnbetrieb führenden Verwaltung vorliegt.

c) Die Ersatzpflicht der deutschen Eisenbahnverwaltung gegenüber der polnischen Postverwaltung für die in den geschlossenen Wagen beförderten Postsendungen tritt in demselben Umfang ein, in dem diese Eisenbahnverwaltung nach ihren Eisenbahnvorschriften der deutschen Postverwaltung gegenüber Ersatz leistet.

Für die durch deutsches Zugpersonal zur Beförderung übernommenen Briefbeutel wird von Deutschland Ersatz nicht geleistet.

d) Bei Umladungen polnischer Posten infolge Aussetzens eines polnischen Bahnpostwagens mit Begleitung geht die Verantwortung für polnische Postsendungen auf die deutsche Postverwaltung über, wenn die Weiterbeförderung nach Übergabe durch deutsches Postpersonal erfolgt. Die deutsche Postverwaltung leistet in diesem Falle Ersatz in denselben Grenzen und nach denselben Vorschriften, wie die polnische Postverwaltung den Absendern Ersatz leisten muss.

§ 54.

Die Feststellung der Gebühren für die Beförderung der Postwagen, Posteisenbahnwagen (Posttheiwagen) und Postabteile, ferner die Feststellung der Vergütung für die Begleitung durch

Par. 49.

Przewóz polskiej poczty ogranicza się do przesyłek listowych łącznie z listami wartościowymi i gazetami. Przewóz polskich paczek jest na razie wykluczony.

Par. 50.

Skrzynki do listów przy polskich wagonach pocztowych winny być zamknięte na niemieckim obszarze, również nie jest dozwolone polskim urzędnikom pocztowym wchodzić na niemieckim obszarze w służbową styczność ani z niemieckimi urzędami pocztowymi, ani z publicznością.

Konwojujący niemiecki urzędnik pocztowy ma prawo czuwać nad przestrzeganiem tego postanowienia. Urzędnikowi temu wolno również wykonywać swoją służbę według wewnętrznych niemieckich przepisów. Pozatem pośredniczy on między polskimi urzędnikami pocztowymi, a władzami niemieckimi.

Par. 51.

Przewóz urzędników pocztowych, potrzebnych do konwojowania poczty polskiej i niemieckiej odbywa się bezpłatnie.

Par. 52.

Niemieccy urzędnicy pocztowi mogą wsiadać i wysiadać w Lublińcu (Lublinitz), Hanulinie (Birkenfelde) i Chorzowie (Chorzów). Na stacjach tych da im się sposobność do przebywania, a w danym razie i do przenocowania. Mogą oni również jechać na przestrzeni kraju wysyłającego bez pełnienia służby.

Par. 53.

a) W razie wypadku kolejowego Zarząd kolejowy, prowadzący eksploatację, ponosi odpowiedzialność za urzędników pocztowych, ładunek pocztowy i wagony pocztowe w tym samym stopniu, co za podróźnych, za towary kolejowe i za wagony kolejowe.

b) Odpowiedzialność za przesyłki pocztowe, przewożone w polskich wagonach pocztowych, konwojowanych przez polski personel, ciąży na polskim zarządzie pocztowym, o ile nie zachodzi wina zarządu kolejowego, prowadzącego eksploatację.

c) Zarząd kolejowy niemiecki ponosi w stosunku do polskiego zarządu pocztowego za przesyłki pocztowe, przewożone w zamkniętych wagonach taką samą odpowiedzialność, jaką według swoich przepisów kolejowych ponosi ten zarząd w stosunku do zarządu pocztowego niemieckiego.

Niemcy nie płacą odszkodowania za worki listowe, przyjęte do przewozu przez personel kolejowy niemiecki.

d) W razie przeladunku polskich przesyłek pocztowych wskutek odczepienia konwojowanego polskiego wagonu pocztowego odpowiedzialność za polskie przesyłki pocztowe przechodzi na niemiecki zarząd pocztowy, jeśli po zdaniu przesyłek pocztowych przewozić je będzie w dalszym ciągu niemiecki personel pocztowy. W wypadku takim niemiecki zarząd pocztowy wypłaca odszkodowanie w tych samych granicach i według tych samych przepisów, według których polski zarząd pocztowy ponosi odpowiedzialność w stosunku do wysyłających.

Par. 54.

Ustalenie należności za przewóz wagonów pocztowych, kolejowych wagonów jako pocztowych (wagonów dodatkowe) i za przedziały pocztowe, następnie ustalenie wynagrodzenia za

deutsche Beamte und der Gefahrprämie bleiben späteren Vereinbarungen vorbehalten. Das gleiche gilt für die Abrechnung über diese Gebühren und Vergütungen.

§ 55.

Die Zahlung der Postdurchgangsgebühren nach Artikel 4 des Weltpostvertrags von Madrid wird, nachdem deutscherseits auf der Aufrechterhaltung des grundsätzlichen Anspruchs auf diese Gebühren beharrt und polnischerseits dieser Standpunkt nicht anerkannt wird, vorläufig ausgesetzt.

Beide Postverwaltungen haben alsbald zu verabreden, ob sie über die Berechtigung dieses Anspruches eine Einigung im Wege neuer Verhandlungen oder eine schiedsrichterliche Entscheidung nach Artikel 25 des Weltpostvertrags herbeiführen wollen.

Wird eine Einigung im Verhandlungswege binnen einer Frist von 3 Monaten nach Inkrafttreten des Abkommens nicht erzielt oder fällt die Entscheidung zuungunsten Deutschlands aus, so hat die deutsche Postverwaltung das Recht, unter Einhaltung einer einmonatigen Kündigungsfrist die Zustimmung zur weiteren Durchführung der polnischen Bahnposten zurückzuziehen.

Dieses Recht steht der polnischen Postverwaltung unter Einhaltung derselben Kündigungsfrist jederzeit zu.

Um für die etwaige spätere Abrechnung die nötigen Unterlagen zu schaffen, wird die polnische Postverwaltung auf Antrag der deutschen Postverwaltung die von dieser als notwendig bezeichneten statistischen Ermittlungen anstellen.

§ 56.

Für den Telegraphenverkehr zwischen Polnisch-Oberschlesien über Deutsch-Oberschlesien nach Poznan wird eine direkte Leitung aus den Teilstrecken Kattowice (Kattowitz)-Beuthen der Leitung 1640, Beuthen-Lubliniec (Lublinitz) der Leitung 1645 und Lubliniec (Lublinitz) bis zur Grenze nach Poznan der Leitung 652 unter Ausschaltung deutscher Telegraphenanstalten hergestellt und der polnischen Postverwaltung zur Benutzung überlassen. Für die Benutzung einschliesslich Unterhaltung dieser Telegraphenleitung auf deutschem Gebiete zahlt Polen an Deutschland eine Pauschvergütung, welche in der Weise festgestellt wird, dass täglich 5 000, wörtlich « fünftausend » Wörter und für jedes Wort ein Fünftel des innerhalb Polens gültigen Telegrammworttarifs zu berechnen sind. Der in deutscher Währung vierteljährlich zu zahlende Betrag wird von dem seitens Deutschlands für die Benutzung der Telegraphenleitungen auf Grund des Artikels 64 des Pariser Abkommens¹ vom 21. April 1921 fälligen Betrag in Abzug gebracht.

Abschnitt 4.

ZOLLWESEN.

§ 57.

Der privilegierte Durchgangsverkehr wird im Durchgangsland unter Zollverschluss genommen. Er wird auf den im § 1 genannten Linien 1, 2, 3, 4 in Deutsch-Oberschlesien nach Massgabe der folgenden Bestimmungen durchgeführt, wenn ein geschlossener Zug ohne Veränderung in der Zusammenstellung (ausgenommen betriebstechnische Gründe, wie Aussetzen von Heissläufern u. dgl.) die ganze Strecke durchläuft. Soll ein Zug eine Veränderung in seiner Zusammenstellung zwischen Szarlej (Scharley) bzw. Nowy Radzionków (Neu Radzionkau)-Lubliniec (Lublinitz) erfahren, dann gelten für die Strecke Chorzów Szarlej (Scharley) und Chebzie (Morgenroth)-

¹ Vol. XII, page 61 de ce Recueil.

konwojowanie przez niemieckich urzędników i premji za ryzyko pozostawia się późniejszemu porozumieniu. To samo odnosi się do rozrachunku z tych należności i wynagrodzeń.

Par. 55.

Z uwagi na to, że strona niemiecka obstaje przy swem zasadniczem prawie żądania pocztowych należności tranzytowych w myśl art. 4 światowej Konwencji pocztowej, zawartej w Madrycie, a polska strona prawa tego nie uznaje, płacenie należności za tranzyt pozostaje na razie w zawieszaniu.

Oba zarządy pocztowe winny omówić w najbliższym czasie, czy odnośnie do słuszności tego żądania chcą osiągnąć porozumienie w drodze nowych pertraktacji, czy też zamierzają spowodować rozstrzygnięcie w drodze sądu polubownego w myśl art. 25 światowej Konwencji pocztowej.

O ile nie przyjdzie do porozumienia w drodze pertraktacji w ciągu trzech miesięcy od dnia wejścia w życie niniejszej umowy, albo też wypadnie rozstrzygnięcie na niekorzyść Niemiec, natenczas przysługuje niemieckiemu zarządowi pocztowemu prawo odwołania zezwolenia nadal na przewóz polskich wagonów pocztowych z zachowaniem jednomiesięcznego terminu wypowiedzenia. Prawo to przysługuje polskiemu zarządowi pocztowemu każdego czasu z zachowaniem jednomiesięcznego terminu wypowiedzenia.

Celem uzyskania potrzebnych danych dla ewentualnego późniejszego rozrachunku polski zarząd pocztowy zarządzi na wniosek niemieckiego zarządu pocztowego, wskazane przezeń jako potrzebne, obliczenia statystyczne.

Par. 56.

Dla ruchu telegraficznego piędzy polskim G. Śląskiem i Poznaniem przez niemiecki G. Śląsk tworzy się z linii 1640 na przestrzeni Katowice (Kattowitz)-Beuthen z linii 1645 na przestrzeni Beuthen-Lublinice (Lublinitz) i z linii 652 na przestrzeni od Lublińca (Lublinitz) do granicy w kierunku Poznania bezpośrednią linię telegraficzną przy równoczesnem wyłączeniu niemieckich stacji telegraficznych i oddaje się ją do użytku polskiego zarządu pocztowego. Za używanie tej linii łącznie z jej utrzymaniem na obszarze niemieckim Polska płaci Niemcom ryczałtową sumę, ustaloną w ten sposób, że za podstawę do obliczenia przyjmuje się dziennie 5000 (pięć tysięcy) słów, oraz za każde słowo jedną piątą część opłaty od słowa według taryfy telegraficznej, obowiązującej wewnątrz Polski. Przypadającą do wypłaty kwotę w niemieckiej walucie potrąci się z kwoty, jaką Niemcy mają uiścić za używanie linii telegraficznych na podstawie art. 64 Konwencji¹ Paryskiej z dnia 21. kwietnia 1921.

Rozdział 4.

SPRAWY CELNE.

Par. 57.

Uprzywilejowany ruch tranzytowy poddany będzie w kraju tranzytowym nadzorowi celnemu. Będzie on wykonywany na niemieckim Górnym Śląsku na wymienionych w paragrafie pierwszym liniach 1, 2, 3 i 4 według następujących postanowień, o ile pociąg zwarty bez zmiany w swym składzie (wyjawszy techniczno-ruchowe przyczyny, jak wyłączenie wagonów wskutek zagrzania się osi i t. p.) przebiega całą przestrzeń. Gdyby pociąg miał doznać zmiany w swym składzie między Szarlejem (Scharley), względnie Nowym Radzionkowem (Neu Radzionkau), a Lublińcem (Lublinitz), wówczas na przestrzeni Chorzów-Szarlej (Scharley) i Chebzia (Morgenroth)-Nowy

¹ Vol. XII, page 61 of this Series.

Nowy Radzionków (Neu Radzionkau) die Bestimmungen des deutsch-polnischen Abkommens über Oberschlesien vom 15. Mai 1922, für die übrige Strecke dagegen die nachfolgenden Bestimmungen.

§ 58.

Wagen und Waren sind nach dem Ermessen der Eingangszollstellen des Durchgangslandes unter Zollverschluss zu nehmen. Eine weitere Zollbehandlung findet nicht statt.

Eine vorübergehende Oeffnung des Zollverschlusses darf im Durchgangslande nur bei Unfällen, Betriebsstörungen oder aus sonstigen zwingenden Gründen des Eisenbandienstes vorgenommen werden.

Bei vorübergehender Öffnung des Zollverschlusses im Durchgangslande regelt sich die zollamtliche Behandlung nach den Bestimmungen des Durchgangslandes. Etwaige Umladung der Güter, Öffnung des Zollverschlusses und ihre Ursachen sowie die Erneuerung des Zollverschlusses sind in der Zug- und Ladeliste und in etwaigen Zoll- und Steuerpapieren zu beurkunden.

Wird ein Zollverschluss unterwegs absichtlich oder zufällig verletzt oder liegt eine Beraubung von Waren oder Wagen vor, so ist ebenso wie bei vorübergehender Öffnung von Zollverschlüssen oder bei Umladung zu verfahren, jedoch hat eine Feststellung des Tatbestandes tunlichst unter Zuziehung von Zollbeamten zu erfolgen. Das Veranlasste und seine Gründe sind in der Zug- und Ladeliste und in den Zoll- und Steuerpapieren unter Beifügung der Tatbestandaufnahme zu bescheinigen. Die Weiterbeförderung der hierdurch aufgehaltenen Wagen hat mit der nächsten Gelegenheit zu erfolgen.

§ 59.

Die im § 8 genannten Personenzüge oder Zugteile können durch Zollbeamte des Durchgangslandes begleitet werden. Diese Beamten dürfen auch auf der Strecke des Versandlandes mitfahren, jedoch ohne Dienst auszuüben. Jedem privilegierten Durchgangszuge können ein oder zwei Zollbeamte als Begleiter beigegeben werden, die unter anderem nötigenfalls die Vermittlung zwischen Reisenden und Behörden zu übernehmen haben. Die deutsche Zollbehörde behält sich vor, wenn diese Zahl sich als ungenügend erweisen sollte, Zusatzbegleiter zu stellen. Jedoch soll die Zahl der Begleiter nicht mehr als höchstens je einer für vier Wagen betragen.

Die polnische Regierung verpflichtet sich, der deutschen Regierung die Begleitkosten der Personen befördernden Züge oder Zugteile zu erstatten. Die Bestimmungen des Artikels 489 des deutsch-polnischen Abkommens über Oberschlesien vom 15. Mai 1922 werden hierdurch nicht berührt. Die Begleitkosten werden auf Grund der Besoldungsreisekosten und anderen Bestimmungen berechnet, die im Durchgangslande für die niedrigste, zu diesem Dienste nach Massgabe der Dienstvorschriften ihres Landes berufene Beamten oder Angestellten-Gruppe gelten. Zur Erleichterung der Berechnung wird der Betrag in der Weise pauschaliert, dass für jede Beamten- und Angestellten-Gruppe das Mittel zwischen dem Höchst und Mindesteinkommen sowie der Durchschnittsbetrag der Reisegeldzuschüsse angesetzt wird, die Kosten werden für jedes abgelaufene Vierteljahr auf Grund einer Aufstellung erstattet, die von dem Durchgangslande der polnischen Zolldirektion für Oberschlesien zu übersenden ist. Die Zahlung hat binnen 14 Tagen nach dem Eingang der Rechnung bei der Oberfinanzkasse des Landesfinanzamtes für Oberschlesien zu erfolgen. Erfolgt die Zahlung nicht fristgemäss, so ist die geschuldete Summe mit 5 vom Hundert zu verzinsen. Die Zahlung ist in deutscher Währung zu bewirken.

§ 60.

Die Personen und ihr Gepäck bleiben im privilegierten Durchgangsverkehre von allen Zoll- und ähnlichen Abgaben frei mit Ausnahme von baren Auslagen; das gleiche gilt für die Güter einschliesslich der in den Postwagen beförderten.

Radzionków (Neu Radzionkau) obowiązują postanowienia niemiecko-polskiej Konwencji Górnośląskiej, zawartej dnia 15 maja 1922, zaś na dalszej przestrzeni następujące postanowienia.

Par. 58.

Wagony i towary mają być, zależnie od uznania wejściowych urzędów celnych kraju tranzytowego, wzięte pod zamknięcie celne. Żadne inne czynności celne nie mogą być dokonywane.

Tymczasowe zdjęcie zamknięcia celnego w kraju tranzytowym może być dokonane tylko w razie nieszczęśliwych wypadków, przeszkód w ruchu albo z powodu innych ważnych przyczyn, związanych ze służbą kolejową.

W wypadkach czasowego zdjęcia zamknięcia celnego w kraju tranzytowym, postępowanie celne będzie się opierało na przepisach kraju tranzytowego. O przeładowaniu towarów, zdjęciu plomb celnych, oraz powodach tych czynności, jak również o nałożeniu nowych plomb celnych, należy zrobić wzmiankę w liście pociągowej i ładunkowej, jakoteż i w dokumentach celnych, oraz w dokumentach, dotyczących podatku spożywczego.

W ten sam sposób należy postępować w wypadkach, gdy zamknięcie celne zostanie uszkodzone w drodze, rozmyślnie lub przypadkowo lub jeżeli towary zostaną z wagonu wykradzione, jednak winien być sporządzony protokół, stwierdzający wypadek, spisany o ile możności w obecności urzędników celnych. Wydane zarządzenia, jak również okoliczności, które je spowodowały, winny być podane w liście pociągowej i ładunkowej, oraz w dokumentach celnych i dokumentach dla podatku spożywczego przy dołączeniu protokołu. Dalsze wysłanie wagonów wstrzymanych z powodów wyżej podanych, winno nastąpić przy najbliższej sposobności.

Par. 59.

Pociągi, lub części pociągów, wymienione w par. 8, mogą być konwojowane przez urzędników celnych kraju tranzytowego. Urzędnicy ci mogą jechać na przestrzeni kraju wysyłającego bez pełnienia służby. Każdy uprzywilejowany pociąg tranzytowy może być konwojowany przez jednego lub dwóch konwojentów, którzy ponadto, w razie potrzeby, mają pośredniczyć między podróżnymi i władzami. Jeżeli liczba ta okaże się niewystarczającą, zastrzega sobie niemiecka władza celna przydzielenie konwojentów dodatkowych. Jednakowoż ilość konwojentów nie może być większą, jak jeden konwojent na cztery wagony.

Rząd polski obowiązuje się zwrócić Rządowi niemieckiemu koszty konwoju pociągów lub części pociągów pasażerskich. Przez to nie narusza się postanowień artykułu 489 polsko-niemieckiej Konwencji Górnośląskiej, zawartej 15 maja 1922 r. Koszty konwoju będą obliczone na podstawie skali poborów, postanowień o kosztach podróży i innych przepisów, stosowanych w kraju tranzytowym do najniższej grupy urzędników lub funkcjonariuszy, którzy, zgodnie z przepisami swego kraju, powołani są do pełnienia tej służby. Dla ułatwienia tego obrachunku ustalona będzie kwota ryczałtowa w ten sposób, że dla każdej grupy urzędników lub funkcjonariuszy obliczona będzie przeciętna między najwyższymi i najniższymi poborami, oraz przeciętna kosztów podróży; wymienione koszty konwoju będą zwracane za każdy ubiegły kwartał na podstawie rachunku, który kraj tranzytowy prześle polskiej Dyrekcji Cei na G. Śląsku. Zapłata ma nastąpić w ciągu 14 dni od dnia otrzymania rachunku w wyższej Kasie Skarbowej Krajowego Urzędu finansowego na G. Śląsku. Jeśli zapłata nie zostanie uskuteczniiona w tym terminie, będą wówczas od należnej kwoty odliczane odsetki w wysokości 5%. Zapłata ma być uskuteczniwana w walucie niemieckiej.

Par. 60.

Podróźni i ich bagaż zwolnieni są w uprzywilejowanym ruchu tranzytowym od wszelkich opłat celnych i innych im podobnych z wyjątkiem zwrotu wydatków w gotówce; to samo dotyczy towarów w uprzywilejowanym ruchu tranzytowym łącznie z towarami przewożonymi w wagonach pocztowych.

Das eingeschriebene Gepäck wird für die Durchfuhr unter Raumverschluss gelegt. Der Zollverschluss an dem Zollgepäckraum kann bei der Ankunft des Zuges auf dem Grenzbahnhof durch den Zollbegleiter des Durchgangslandes ohne förmliche Übernahme der Stücke angelegt werden. In diesem Falle ist die Unverletztheit des Verschlusses beim Wiederaustritt des Zuges aus dem Durchgangsland durch den Zollbegleiter des Durchgangslandes festzustellen. Sollten Reisende den Zug aus Gründen des Eisenbahndienstes oder infolge eines Unfalles verlassen müssen, so bleiben sie mit ihrem Gepäck bis zur Weiterfahrt unter Zollaufsicht.

Die von der Zollverwaltung des Versandlandes angelegten Zollverschlüsse werden als ausreichende Zollsicherung für das Durchgangsland anerkannt.

Die Zollsicherung der Waren erfolgt :

- a) bei gedeckten Wagen durch Zollverschluss des Wagens, bei offenen Wagen und bei denjenigen gedeckten Wagen, deren Zollverschluss wegen der mitfahrenden Begleitung ausgeschlossen ist, z. B. bei Tieren usw., nach Ermessen der Zollbehörde.
- b) Bei jedem Zuge müssen über die Durchgangswagen Zuglisten über Stückgutsammel- ladungen, ausserdem Ladelisten von der Versandbahn ausgefertigt und der Durchgangsbahn übergeben werden. Die Zug- und Ladelisten werden in zehn Ausfertigungen ausgestellt. Auf zwei Stücken lässt sich der übergebende Beamte auf der Eintrittstation die richtige Übergabe der Güter und Begleitpapiere vom deutschen Eisenbahnbeamten bescheinigen und sendet je ein Stück an die ausfertigende Eisenbahn dienststelle und das Austrittszollamt des Versandlandes zurück. Acht Ausfertigungen werden an die Durchgangsbahn übergeben. Davon verbleibt je ein Stück auf der Eintrittstation zur Benutzung für den deutschen Zoll und für die deutsche Eisenbahn. Sechs Stück begleiten das Gut. Davon werden zwei Stück von dem deutschen Zollamt beim Austritt des Gutes zurückbehalten. Ein Stück verbleibt bei der Austrittsstation nach vorheriger Bescheinigung des Empfanges durch den übernehmenden polnischen Eisenbahnbeamten, ein Stück wird der Wiedereintrittsstation und zwei Stück werden dem Wiedereintrittszollamt des Versandlandes übergeben, nachdem der deutsche Eisenbahnbeamte die Uebergabe unterschriftlich bestätigt hat. Auf Verlangen der deutschen Eisenbahnverwaltung wird die polnische Eisenbahnverwaltung Anweisung treffen, dass sämtliche sechs Stücke, die das Gut begleitet haben, von dem den Zug übernehmenden polnischen Eisenbahnbeamten bescheinigt werden. Bei Durchfahrt der Züge in unveränderter Zusammenstellung von dem polnischen Südober Schlesien bis Hanulin oder umgekehrt ist eine erneute Ausfertigung von Zug- und Ladelisten nicht erforderlich.
- c) In der Zugliste und Ladeliste ist vom Ausgangszollamte des Versandlandes eine Frist für die Gestellung der durchlaufenden Wagen beim Wiedereingangszollamte des Versandlandes zu setzen. Die Bemessung der Frist erfolgt nach Vereinbarung der Eisenbahn und Zolldienststelle des Ausgangsbahnhofes des Versandlandes.
- d) Werden Güterwagen in Personenzüge eingestellt, so werden diese Wagen zollamtlich wie bei Güterzügen behandelt.
- e) Papiere über Sendungen des unter Zoll- oder Steuerkontrolle stehenden Verkehrs sind der Zugliste anzufügen.

§ 61.

Auf Begleitbeamte (Eisenbahn, Post, Zoll) des Versandlandes, auf Begleiter, welche im Eisenbahntarif vorgesehen sind oder von der Eisenbahnverwaltung des Versandlandes zugelassen werden, und auf das Personal von Schlaf- und Speisewagen finden die für Reisende geltenden Zollbestimmungen dieses Abkommens Anwendung.

Die im § 72 erwähnten Begleitmannschaften von Hilfszügen unterliegen keinerlei Zollvorschriften.

Bagaż nadany będzie przewożony podczas tranzytu w przedziale zamkniętym. Oplombowanie przez urząd celny przedziału bagażowego może być dokonane przy nadejściu pociągu na dworzec graniczny przez celnego konwojenta kraju tranzytowego bez konieczności formalnego odbioru bagażu. W tym wypadku konwojent celny kraju tranzytowego winien stwierdzić, iż przy wyjściu pociągu z kraju tranzytowego plomby te były nienaruszone. W razie, gdyby podróżni z przyczyn, związanych ze służbą kolejową lub też wskutek nieszczęśliwego wypadku zmuszeni byli pociąg opuścić, pozostaną wówczas wraz ze swym bagażem pod nadzorem celnym aż do chwili odjazdu.

Zamknięcia celne, nałożone przez zarząd celny kraju wysyłającego, będą uznane jako wystarczające zabezpieczenie celne dla kraju tranzytowego.

Zabezpieczenie celne towarów odbywa się :

- a) o ile chodzi o wagony kryte, przez nałożenie plomby, jeżeli zaś towary znajdują się w wagonie otwartym lub jeżeli zaplombowanie wagonu krytego nie może być dokonane ze względu na personel konwojujący (n. p. przy transporcie zwierząt i. t. d.) zamknięcie celne dokonane zostanie w sposób, który władza celna uzna za właściwy.
- b) Dla każdego pociągu mają być przez kolej wysyłającą sporządzone na wagony tranzytujące listy pociągowe, zaś przy drobnicy ponadto listy ładunkowe i oddane kolei kraju tranzytowego. Listy pociągowe i listy ładunkowe należy wystawiać w 10 egzemplarzach. Na dwóch egzemplarzach zażąda oddający urzędnik na stacji wejścia potwierdzenia ze strony niemieckiego urzędnika kolejowego należytego zdania towarów i dokumentów przewozowych i zwróci po jednym egzemplarzu urzędowi kolejowemu, który go wystawił i celnemu urzędowi wyjściowemu kraju wysyłającego. Osiem egzemplarzy oddaje się kolei tranzytowej. Z tego pozostaje na stacji wejściowej po jednym egzemplarzu do użytku niemieckiego urzędu celnego i niemieckiej kolei. Sześć egzemplarzy towarzyszą towarowi. Z tych dwa egzemplarze zatrzymuje niemiecki urząd celny przy wyjściu towaru. Jeden egzemplarz pozostaje na stacji wyjściowej, po poprzednim stwierdzeniu odbioru przez przejmującego polskiego urzędnika kolejowego, jeden egzemplarz wręcza się stacji ponownego wejścia, zaś dwa egzemplarze urzędowi celnemu, przez który towar wchodzi ponownie do kraju, po potwierdzeniu przez niemieckiego urzędnika kolejowego odręcznym podpisem faktu zdania. Na żądanie zarządu kolei niemieckich zarządzi zarząd kolei polskich, by wszystkie sześć egzemplarzy, które towarzyszyły przesyłce, poświadczyl polski urzędnik kolejowy, odbierający pociąg. Przy przewozie pociągów w niezmienionym składzie z południowej części polskiego G. Śląska nie jest potrzebne ponowne sporządzanie list pociągowych i ładunkowych.
- c) Urząd celny wyjściowy kraju wysyłającego winien uwidocznic w liście pociągowej i w liście ładunkowej termin dostawy wagonów tranzytowych do wyjściowego urzędu celnego kraju wysyłającego. Termin ten ustalają w obopólnym porozumieniu kolejowe i celne urzędy stacji wyjścia kraju wysyłającego.
- d) O ileby do pociągów pasażerskich włączono wagony towarowe, będą te wagony traktowane pod względem celnym tak, jak przy pociągach towarowych.
- e) Dokumenty, dotyczące przesyłek w komunikacji, podlegającej kontroli celnej lub też kontroli opłat wewnętrznych, winny być dołączone do listy pociągowej.

Par. 61.

Do konwojujących urzędników Państwa wysyłającego, (kolej, poczta, cło), konwojentów przewidzianych w taryfie kolejowej albo dopuszczonych przez zarząd kolejowy kraju wysyłającego, jak niemniej do personelu wagonów sypialnych i restauracyjnych stosują się postanowienia celnej umowy, obowiązujące podróżnych.

Wymieniony w par. 72 zespół ratowniczy pociągów ratunkowych nie podlega żadnym przepisom celnym.

§ 62.

Die Zollbehörden der vertragschliessenden Teile werden sich in allen den privilegierten Durchgangsverkehr betreffenden Fragen, Erteilung von Auskünften und Vornahme von Ermittlungen auf Ersuchen des anderen Teiles gegenseitig unterstützen.

Der hieraus entstehende Schriftverkehr findet unmittelbar zwischen den Direktivbehörden statt, falls diese nicht ein anderes Verfahren vereinbaren.

§ 63.

Die deutschen Zollbediensteten können in Chorzów Szarlej (Scharley) Chobzie (Morgenroth) Nowy Radzionków (Neu Radzionkau) Lubliniec (Lublinitz) oder Hanulin (Birkenfelde) ein und aussteigen. In den vorgenannten Stationen wird ihnen polnischerseits die Möglichkeit zum Aufenthalt und erforderlichenfalls auch zur Übernachtung gegeben werden.

Abschnitt 5.

PASSWESEN.

§ 64.

Im privilegierten Durchgangsverkehr bedürfen :

- a) deutsche polnische und Danziger Staatsangehörige eines Personenausweises aus dem sich Name, Vorname, Wohnsitz und Staatsangehörigkeit des Inhabers ergeben.

Der Ausweis muss ferner versehen sein :

- aa) mit der Unterschrift des Inhabers oder, falls dieser schreibunkundig ist, mit seinem von der ausstellenden Behörde amtlich zu bescheinigenden Handzeichen ;
 - bb) Mit einem Lichtbilde des Inhabers, das von der ausstellenden Behörde so abzustempeln ist, dass der Stempel etwa zur Hälfte auf dem Lichtbilde, zur anderen auf dem Papiere des Ausweises angebracht ist ;
 - cc) mit der Unterschrift und dem Dienststempel der ausstellenden Behörde ;
- b) Angehörige anderen Staaten eigener Pässe.

Die in *a* und *b*. genannten Ausweise bedürfen keines Visums. Kinder bis zu zehn Jahren bedürfen keinerlei Ausweise. Bei begleiteten Kindertransporten genügt für die Kinder im Alter von 10 bis 15 Jahren eine polizeilich abgestempelte Namenliste.

§ 65.

Die deutsche Regierung wird, falls es die Verhältnisse gestatten sollten, in Erwägung ziehen, ob sie weitere als die in § 64 vorgesehenen Erleichterungen zugestehen kann.

§ 66.

Die im Durchgangsverkehre verwendeten Beamten und Bediensteten erhalten Ausweise nach dem Muster, das in den Ausführungsbestimmungen zu Artikel 495 des deutsch-polnischen Ab-

Par. 62.

Władze celne układających się stron będą udzielały sobie wzajemnie na życzenie jednej ze stron poparcia we wszystkich sprawach, dotyczących uprzywilejowanego ruchu tranzytowego, udzielając wyjaśnień i przeprowadzając dochodzenia. Korespondencja w tych sprawach będzie załatwiana bezpośrednio pomiędzy władzami kierującymi, o ile te ostatnie nie omówią innego sposobu postępowania.

Par. 63.

Niemieccy funkcjonariusze celni mogą wsiadać i wysiadać w Chorzowie, Szarleju (Scharley), Chebziu (Morgenroth), Nowym Radzionkowie (Neu Radzionkau), Lublińcu (Lublinitz), albo Hanulinie (Birkenfelde). Na wymienionych powyżej stacjach należy im z polskiej strony umożliwić przebywanie, a w razie potrzeby także i nocleg.

Rozdział 5.

PASZPORTY.

Par. 64.

W uprzywilejowanym ruchu tranzytowym wymagane są :

- a) od obywateli polskich, gdańskich i niemieckich dowody tożsamości ze wskazaniem w nich nazwiska, imienia, miejsca zamieszkania i obywatelstwa posiadacza dowodu.

Dowody te mają zawierać również :

- aa) podpis posiadacza lub, jeżeli on jest niepiśmienny, jego znak własnoręczny, poświadczony urzędowo przez władzę wystawiającą ;
- bb) fotografię posiadacza, ostemplowaną przez władzę, wystawiającą w ten sposób, aby przynajmniej połowa pieczęci była odbita na fotografii, a druga połowa na dowodzie ;
- cc) podpis i pieczęć służbową urzędu wystawiającego ;
- b) Od obywateli innych Państw ich właściwe paszporty.

Na wskazanych w punktach a) i b) dowodach nie są wymagane jakiegokolwiek wizy.

Dzieci do lat 10 nie potrzebują żadnych dowodów tożsamości. Przy przejeździe grup dzieci w wieku lat 10-15, z przewodnikami, wystarcza policyjnie zaświadczony spis jadących.

Par. 65.

Rząd niemiecki, o ile na to pozwolą okoliczności, rozważy możliwość udzielenia udogodnień większych, niż wskazane w par. 64-ym.

Par. 66.

Urzednicy i pracownicy, zatrudnieni służbowo w uprzywilejowanym ruchu tranzytowym, otrzymują karty tożsamości według wzoru, ustalonego w postanowieniach wykonawczych do

kommens über Oberschlesien vom 15. Mai 1922 vorgesehen ist, jedoch mit der Massgabe, dass die Worte: « im oberschlesischen privilegierten Eisenbahndurchgangsverkehre » durch die Worte: « im Durchgangsverkehre Polen-Deutschland-Polen » ersetzt werden.

Für die deutschen Beamten und Bediensteten werden die Ausweise in deutscher und polnischer Sprache und versehen mit einem Farbband der deutschen Reichsfarben, für die polnischen Beamten und Bediensteten in polnischer und deutscher Sprache und versehen mit einem Farbband der polnischen Landesfarben ausgestellt. Die Ausweise sind aus weissem Karton herzustellen.

§ 67.

Die im § 66 vorgesehenen Ausweise gelten als Ersatz für Pässe und sonstige Personenausweise. Sie sind einzuziehen, sobald der Ausweisinhaber nicht mehr in diesem Durchgangsverkehre verwendet wird.

§ 68.

Die im Durchgangsverkehre verwendeten Beamten und Bediensteten haben den Dienst in Uniform oder mit einem sichtbar zu tragenden Dienstabzeichen versehen wahrzunehmen.

§ 69.

Das im Dienste mitfahrende Speise- und Schlafwagenpersonal bedarf eines Ausweises nach § 64 a. Die dienstliche Verwendung dieses Personals im Durchgangsverkehre muss von der zuständigen Eisenbahnbehörde auf dem Ausweis bestätigt sein.

§ 70.

Die Kontrolle der Personenausweise der Reisenden und der Dienstpersonen erfolgt während der Fahrt im Zuge.

Das Ein- und Aussteigen der deutschen Passbeamten kann erforderlichenfalls in Lubliniec (Lublinitz), Hanulin (Birkenfelde) und Chorz erfolgen. Ihnen wird auf diesen Stationen die Möglichkeit zum Aufenthalt und erforderlichenfalls auch zur Uebernachtung gegeben werden. Sie dürfen auch auf der Strecke des Versandlandes mitfahren, jedoch ohne Dienst auszuüben.

§ 71.

Im Eisenbahntarif vorgesehene Begleiter von Eisenbahnsendungen im Güterverkehr (Vieh, Fahrzeuge usw.) haben den im § 64 a vorgeschriebenen Personenausweis mitzuführen und sind verpflichtet, sich unter Vorlegung ihres Ausweises bei der Grenzeingangs- und der Grenzabgangsstelle zur Eintragung eines Vermerkes in den Ausweis über den Grenzübertritt zu melden.

Für den Fall der Zulassung anderer Begleiter seitens der Eisenbahnverwaltung des Versandlandes werden diese auch im Durchgangslande zugelassen, wenn sie den vorgeschriebenen Pass mit deutschem Visum bei sich führen. Sie unterstehen den allgemeinen Passvorschriften.

§ 72.

Wird bei Unglücksfällen auf dem Gebiete des einen Staates von einer Behörde des anderen Staates ein Hilfszug entsandt, so unterliegt die Begleitmannschaft dieses Zuges keinerlei Passförmlichkeiten. Die Rückkehr in das Gebiet des Entsendestaats hat alsbald nach beendeter Hilfeleistung mit dem Hilfszug zu erfolgen.

artykułu 495-go polsko-niemieckiej Konwencji Górnośląskiej, zawartej 15 maja 1922 r. z tą zmianą, że słowa » w Górnośląskim uprzywilejowanym ruchu tranzytowym « mają być zastąpione przez słowa » w ruchu tranzytowym Polska-Niemcy-Polska «.

Dla urzędników i pracowników niemieckich karty tożsamości będą wystawiane w języku niemieckim i polskim z paskiem o barwach Rzeszy niemieckiej, dla urzędników zaś i pracowników polskich — w języku polskim i niemieckim z paskiem o barwach Polski. Karty te będą sporządzane na białym kartonie.

Par. 67.

Wymienione w par. 66 karty tożsamości zastępują paszporty i inne dowody osobiste. Karty te podlegają wycofaniu, gdy posiadacz przestaje pełnić funkcje w ruchu tranzytowym.

Par. 68.

Urzędnicy i pracownicy, zatrudnieni w ruchu tranzytowym, mają pełnić służbę w mundurze lub z widoczną oznaką służbową.

Par. 69.

Od funkcjonariuszy wagonów restauracyjnych i sypialnych wymagana jest również karta tożsamości według par. 64, a). Zatrudnienie służbowe tych funkcjonariuszy w ruchu tranzytowym ma być zaświadczone na karcie tożsamości przez właściwą władzę kolejową.

Par. 70.

☞ Kontrola dowodów osobistych podróżnych i personelu służbowego odbywa się w pociągach w czasie jazdy.

Niemieccy urzędnicy paszportowi mogą, w razie potrzeby, wsiadać do pociągów lub wysiadać z nich w Lublińcu (Lublinitz), Hanulinie (Birkenfelde) i Chorzowie. Na tych stacjach będzie im zapewniona możliwość przebywania, a w razie potrzeby i przenocowania. Mogą oni również jechać w pociągu na szlakach kraju wysyłającego bez wykonywania jednak czynności służbowych.

Par. 71.

Przewidziani w taryfach kolejowych konwojenci transportów (bydła, środków lokomocji i t.p.) mają posiadać dowody tożsamości, wskazane w par. 64a i obowiązani są zgłaszać się z tymi dowodami w urzędach por granicznych wejściowych i wyjściowych dla stwierdzenia na dowodach tożsamości przekroczenia przez nich granicy.

W razach dopuszczenia przez Zarząd kolejowy kraju wysyłającego innych konwojentów będą oni przepuszczani i w kraju tranzytowym, o ile będą posiadali właściwy paszport z niemiecką wizą. Tacy konwojenci podlegają ogólnym przepisom paszportowym.

Par. 72.

W razie wysłania przez jedno z Państw pociągu ratunkowego na miejsce wypadku na terytorjum drugiego Państwa, nie podlega zespół ratowniczy pociągu żadnym formalnościom paszportowym.

Powrót na terytorjum Państwa wysyłającego ma nastąpić pociągiem ratunkowym niezwłocznie po ukończeniu robót ratunkowych.

Abschnitt 6.

SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

§ 73.

Während des Aufenthalts der Eisenbahn-, Post-, Zoll- und Passbediensteten auf den hierzu bestimmten Stationen wie auch bei der Fahrt zum und vom Dienste dürfen sie ihre Amtskleidung beibehalten.

Etwaige Waffen sind vor Verlassen des Bahngebiets abzulegen.

§ 74.

Deutschland ist einverstanden, dass die Bestimmungen des gegenwärtigen Abkommens auf die von Polen im Gebiete der Freien Stadt Danzig verwalteten Eisenbahnstrecken bis auf weiteres in Anwendung gebracht werden, wobei erforderlichenfalls der Abschluss eines weiteren Regierungsabkommens zwischen Deutschland und Polen im Namen der Freien Stadt Danzig erfolgen wird.

§ 75.

Das vorliegende Abkommen wird in der deutschen und polnischen Sprache verfasst und soll so bald als möglich ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden werden in Warschau ausgetauscht.

Es tritt in Kraft mit dem Tage des Austauschs der Ratifikationsurkunden und in Wirksamkeit spätestens vier Wochen nachher. Es läuft, soweit es nicht verlängert wird, mit dem 31. Juli 1923 ab.

BRESLAU den 24. Juni 1922.

Gez. CARL SCHOLZ.

Gez. FRANCISZEK MOSKWA.

ABKOMMEN ÜBER DIE VERLÄNGERUNG DES VORSTEHENDEN ABKOMMENS.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten des DEUTSCHEN REICHS und der REPUBLIK POLEN, nämlich :

für das DEUTSCHE REICH :

Herr Carl von STOCKHAMMERN, wirklicher Geheimer Legationsrat und Ministerialdirektor im Auswärtigen Amt in Berlin ;

für die REPUBLIK POLEN :

Herr Kazmierz OLSZOWSKI, Bevollmächtigter Minister und Ausserordentlicher Gesandter der Republik Polen in Berlin, haben nachstehendes vereinbart :

In dem am 24. Juni 1922 in Breslau geschlossenen Abkommen zwischen der deutschen und polnischen Regierung über den privilegierten Durchgangsverkehr zwischen Polnisch-Oberschlesien und

Rozdział 6.

POSTANOWIENIA KOŃCOWE.

Par. 73.

Pracownikom kolejowym, pocztowym, celnym i kontroli paszportów wolno pozostawać w mundurze na stacjach do pobytu przeznaczonych, oraz w czasie jazdy do i ze służby.

Wszelką broń należy zostawić przed opuszczeniem terenu kolejowego.

Par. 74.

Niemcy zgadzają się, aby postanowienia niniejszego układu stosowały się tymczasowo do linii kolejowych, administrowanych przez Polskę na obszarze wolnego miasta Gdańska, przyczem w razie potrzeby zawarta zostanie dodatkowa umowa Rządowa między Niemcami i Polską, działającą w imieniu wolnego miasta Gdańska.

Par. 75.

Niniejsza umowa spisana jest w języku polskim i niemieckim i ma być jak najprędzej ratyfikowana. Wymiana dokumentów ratyfikacyjnych ma nastąpić w Warszawie.

Układ wchodzi w życie z dniem wymiany dokumentów ratyfikacyjnych, a wykonanie najpóźniej po upływie 4 tygodni. Traci moc prawną o ile nie zostanie przedłużony dnia 31go lipca 1923.

WROCLAW, dnia 24 czerwca 1922. r.

FRANCISZEK MOSKWA m.p.

CARL SCHOLZ m.p.

UKŁAD W SPRAWIE POREDŁUŻENIA POWYŻSREGO UKŁADU.

Niżej podpisani Pełnomocnicy Rzeszy Niemieckiej oraz Rzeczypospolitej Polskiej, a mianowicie :

W IMIENIU RZESZY NIEMIECKIEJ :

p. Karl von STOCKHAMMERN, Reczywisty Tajny Radca Legacyjny, Dyrektor Ministerialny w Urzędzie dla Spraw Zagranicznych w Berlinie,

W IMIENIU RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ :

p. Kaźmierz OLSZOWSKI, Minister Pełnomocny i Poseł Nadzwyczajny Rzeczypospolitej Polskiej w Berlinie, zawarli układ następujący :

Ostatnie zdanie ustępu drugiego paragrafu 75-go Układu, zawartego we Wrocławiu dnia 24 czerwca 1922 roku między Rządem Niemieckim i Polskim w sprawie uprzywilejo-

dem übrigen Polen durch Deutsch-Oberschlesien wird der letzte Satz im Abs. 2 des § 75 wie folgt geändert :

« Es läuft, soweit es nicht verlängert wird, mit dem 31. Oktober 1923 ab. »

Das vorliegende Abkommen, ausgefertigt in deutscher und polnischer Sprache, soll baldmöglichst ratifiziert werden.

Der Austausch der Ratifikationsurkunden wird in Warschau stattfinden.

Dieses Abkommen tritt in Kraft am Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden und wird gleichzeitig mit dem obenerwähnten, in Breslau am 24. Juni 1922 geschlossenen Abkommen in Ausführung gebracht :

Unterzeichnet in zwei Exemplaren in Berlin den zehnten Juli neunzehnhundertdreißig.

Gez. K. VON STOCKHAMMERN.

wanego tranzytu między polskim Górnym Śląskiem a resztą Polski przez niemiecki Górny Śląsk otrzymuje brzmienie następujące :

» Traci moc prawną z dniem 31 października 1923 roku o ile przedłużony nie zostanie. «

Układ niniejszy, spisany w języku niemieckim i polskim winien być w najkrótszym czasie ratyfikowany.

Wymiana dokumentów ratyfikacyjnych nastąpi w Warszawie.

Układ wchodzi w życie z dniem wymiany dokumentów ratyfikacyjnych i wprowadzony będzie w wykonanie jednocześnie z wymienionym wyżej Układem, zawartym we Wrocławiu dnia 24 czerwca 1922 roku.

Podpisano w dwu egzemplarzach w Berlinie, dnia dziesiątego lipca tysiąc dziewięćset dwudziestego trzeciego roku,.

KAZIMIERZ OLSZOWSKI m.p.

¹ TRADUCTION.

N° 653. — ACCORD GERMANO-POLONAIS CONCERNANT LE TRANSIT PRIVILÉGIÉ ENTRE LA HAUTE SILÉSIE POLONAISE ET LE RESTE DE LA POLOGNE, A TRAVERS LA HAUTE SILÉSIE ALLEMANDE, SIGNÉ A BRESLAU LE 24 JUIN 1922.

Entre

M. Carl SCHOLZ, Conseiller intime de Gouvernement et Conseiller au Ministère des Transports du Reich, à Berlin, représentant le GOUVERNEMENT ALLEMAND, et

M. Franciszek MOSKWA, chef de section au Ministère des Chemins de fer, à Varsovie, représentant le GOUVERNEMENT POLONAIS,

il a été convenu ce qui suit :

SECTION I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

§ 1.

L'Allemagne accorde à la Pologne le trafic ferroviaire de transit, qui bénéficiera des facilités résultant des dispositions ci-dessous, entre la Haute Silésie polonaise et la Pologne (transit privilégié) sur les lignes suivantes :

1. Chorzów-Beuthen Ob.-Bf.-Szarlej (Scharley), ainsi que Lubliniec (Lublinitz)-Cziasnau-Kreuzburg-Kostau-Hanulin (Birkenfelde), pour le service des voyageurs et le trafic des marchandises ;

2. Chorzów-Beuthen H.=Bf.-Beuthen-Stadtwald-Nowy-Radzionków (Neu Radzionkau) ainsi que Lubliniec (Lublinitz)-Cziasnau-Kreuzburg-Kostau-Hanulin (Birkenfelde) pour le service des voyageurs ;

3. Chebzie (Morgenroth)-Karf-Beuthen-Stadtwald-Nowy-Radzionków (Neu Radzionkau), ainsi que Lubliniec (Lublinitz)-Cziasnau-Kreuzburg-Kostau-Hanulin (Birkenfelde) pour le trafic des marchandises ;

4. Lubliniec (Lublinitz)-Cziasnau-Kreuzburg-Kostau-Hanulin (Birkenfelde) pour le trafic des marchandises.

§ 2.

Tous les voyageurs, quelle que soit leur nationalité, peuvent transiter, eux et leurs bagages, sans empêchement aucun et sans être soumis à des formalités douanières quelconques, dans les trains de transit privilégié, à moins qu'en cours de route ils ne se rendent coupables, dans le pays transité, d'un délit ou d'un crime.

Le transport des voyageurs se fait en trains fermés ou en parties fermées de trains spécialement désignées à cet effet ; pour ces transports, on utilisera des voitures à couloirs.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 653. — GERMAN-POLISH AGREEMENT REGARDING PRIVILEGED TRANSIT TRAFFIC BETWEEN POLISH UPPER SILESIA AND THE REMAINDER OF POLAND THROUGH GERMAN UPPER SILESIA, SIGNED AT BRESLAU, JUNE 24, 1922.

Between

Carl SCHOLZ, Geheimer Regierungsrat and Ministerialrat in the Reich Ministry of Traffic in Berlin, representative of the GERMAN GOVERNMENT and

Franciszek MOSKWA, Head of Department in the Railway Ministry at Warsaw, representative of the POLISH GOVERNMENT,

have agreed as follows :

PART I.

GENERAL PROVISIONS.

Paragraph 1.

Germany accords to Poland increased facilities, as laid down in the following provisions, for transit railway traffic (privileged transit traffic) between Polish Upper Silesia and Poland on the following lines :

(1) Chorzów-Beuthen (Upper Station) Szarlej (Scharley) ; also Lubliniec (Lublinitz)-Cziasnau-Kreuzburg-Kostau-Hanulin (Birkenfelde), for passenger and goods traffic.

(2) Chorzów-Beuthen (main station)-Stadtwald-Nowy-Radzionków (Neu Radzionkau) ; also Lubliniec (Lublinitz)-Cziasnau-Kreuzburg-Kostau-Hanulin (Birkenfelde), for passenger traffic.

(3) Chebzie (Morgenroth) - Karf - Beuthen - Stadtwald - Nowy - Radzionków (Neu Radzionkau) ; also Lubliniec (Lublinitz)-Cziasnau-Kreuzburg-Kostau-Hanulin (Birkenfelde), for goods traffic.

(4) Lubliniec (Lublinitz)-Cziasnau-Kreuzburg-Kostau-Hanulin (Birkenfelde), for goods traffic.

Paragraph 2.

All passengers, in privileged transit, may without regard to nationality, travel with their luggage, unhindered and exempt from all customs formalities, provided that they commit no offence against the laws or regulations while travelling through the transit country.

Passengers shall be conveyed in closed trains or closed sections of trains specially allocated for the purpose. Communicating carriages shall be employed for this purpose.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Pendant le parcours à travers le pays transité, les portières des voitures doivent rester fermées. Il est interdit aux voyageurs d'ouvrir les portières. Pendant l'arrêt dans les stations du pays de transit et sur les lignes reliant Chorzów à Szarlej (Scharley) et Chorzów à Nowy-Radzionków (Neu Radzionkau) les fenêtres doivent rester fermées.

Dans le pays transité, il est interdit aux voyageurs de descendre des véhicules ou d'y monter, de communiquer avec des personnes ne voyageant pas dans le même train ainsi que de descendre des voitures ou d'y recevoir des objets quelconques.

Les bagages enregistrés seront transportés soit dans un fourgon fermé soit dans un compartiment fermé du fourgon.

§ 3.

Toutes les marchandises admises au transport intérieur du pays transité, seront transportées en trains entiers en transit privilégié, quelle que soit leur origine et quelle que soit la nationalité de l'expéditeur ou du destinataire.

Les interdictions d'importation et d'exportation en vigueur dans le pays transité ne s'appliqueront pas au trafic en transit privilégié, et une autorisation spéciale d'importation, d'exportation ou de transit n'est pas nécessaire.

Les marchandises dont le transit est permis d'après ces dispositions, ne pourront pas être saisies par voie administrative en cours de transit.

Dans le pays transité, le déchargement, chargement, rechargement ou transbordement de marchandises est interdit, sauf dans les cas nécessités par des raisons techniques d'exploitation.

§ 4.

Les transports militaires, les voyages de militaires isolés, de militaires en congé, de militaires en unités ainsi que les transports d'unités de police de n'importe quelle nature, sont exclus du transit

§ 5.

Le transport de matériel de guerre en transit privilégié n'est pas autorisé.

Il est interdit aux voyageurs de transporter, dans les trains et parties de trains réservés au trafic en transit, des armes à feu, des munitions et des explosifs.

Les fusils de chasse ainsi que leurs munitions sont à transporter, en transit, dans le fourgon, munis d'un plomb de la douane.

§ 6.

Le trafic en transit privilégié est soumis aux lois et prescriptions du pays transité qui concernent le maintien de l'ordre et de la sécurité publique ainsi que la police sanitaire et vétérinaire.

§ 7.

Les prescriptions applicables aux voyageurs pour le trafic en transit privilégié seront affichées l'intérieur des voitures.

During travel through the transit country, the doors of the carriages shall be kept fastened. Passengers shall be forbidden to open the doors of the carriages. The windows shall remain closed during halts at stations in the transit country and on the sections between Chorzów-Szarley (Scharley) and also Chorzów-Nowy-Radzionków (Neu Radzionkau).

During the journey through the country of transit persons travelling in the train must not enter or leave the carriages, nor communicate with other persons who are not travelling, nor may they receive or hand out any articles whatsoever.

Registered luggage shall be conveyed either in a locked luggage van or in a locked section of the luggage van.

Paragraph 3.

In privileged transit traffic all goods which are admitted for internal traffic in the transit country shall be carried without regard to their origin or to the nationality of the consignor or consignee in complete trains.

Import and export prohibitions in force in the transit country shall not be applicable to privileged transit traffic, nor shall any special licences be required for import, export or conveyance in transit.

Goods which are admissible for conveyance under the present Treaty may not be seized by the administrative authorities during transit.

Goods shall not be loaded, unloaded or transhipped, nor may goods be loaded from the platform in the transit country, unless technical reasons connected with the running of the railway render this necessary.

Paragraph 4.

Military transports, military persons including military persons on leave, whether travelling as individuals or in units, and the transport of police units of any kind, shall not be admitted to be conveyed under the provisions for privileged transit traffic.

Paragraph 5.

Military property shall not be conveyed under the provisions for privileged transit traffic.

Fire-arms, munitions and explosives may not be conveyed in the trains or sections of trains reserved for transit traffic.

Sporting-weapons and ammunition pertaining thereto must be conveyed in the luggage van under customs seal.

Paragraph 6.

All privileged transit traffic shall be subject to the laws and regulations of the transit country regarding the maintenance of public order and security, and to the police, sanitary and veterinary regulations.

Paragraph 7.

The regulations applicable to passengers in privileged transit shall be posted inside the railway carriages.

SECTION 2.

CHEMINS DE FER.

A. EXPLOITATION.

§ 8.

Le nombre des trains et des parties de trains, qui devront circuler journallement pour assurer le trafic en transit privilégié, est fixé comme suit :

- 1 train express dans chaque sens ;
- 1 partie d'un train omnibus dans chaque sens ;
- 6 trains de marchandises dans chaque sens ;
- 4 trains de marchandises facultatifs dans chaque sens.

Les Administrations des chemins de fer pourront modifier, d'un commun accord, le nombre prévu de trains et de parties de trains.

Les horaires des trains seront établis, d'un commun accord, par les directions des chemins de fer intéressées.

§ 9.

Pour le trafic en transit privilégié, les gares suivantes serviront de gares d'échange (Betriebswechselbahnhöfe) : Chorzów, Beuthen H. B., Chebzie (Morgenroth), Tarnowickie Góry (Tarnowitz), Lubliniec (Lublinitz) et Hanulin (Birkenfelde).

La traction et la conduite des trains en transit incomberont soit à l'Administration des chemins de fer du pays transité, soit, après entente avec cette dernière, à l'Administration des chemins de fer du pays expéditeur.

Si la conduite du train s'effectue par les soins de l'Administration des chemins de fer du pays expéditeur, l'Administration des chemins de fer du pays transité a le droit de faire également accompagner les trains, à ses frais, par des agents à elle, remplissant les fonctions d'agents de la police des chemins de fer pour le pays transité.

Les installations nécessaires seront créées dans les gares d'échange pour permettre au personnel des trains de s'y arrêter et d'y passer éventuellement la nuit.

Les questions de détail seront réglées, d'un commun accord, par les Administrations des chemins de fer intéressées.

Un fourgonnier, polonais, un chauffeur de wagon à chaudière de chauffage, polonais, une femme de charge, polonaise, des employés de postes polonais seront autorisés à remplir leurs fonctions pendant le parcours à travers le pays transité dans les trains de voyageurs affectés au trafic en transit privilégié ; la Pologne pourra également, à ses propres frais, faire accompagner ces trains, pendant le parcours à travers le pays transité, par des conducteurs de wagons-lits et des employés de wagons-restaurants.

§ 10.

La Pologne fournira le matériel roulant pour les trains et parties de trains privilégiés.

Les trains express auront de 28 à 40 essieux, les trains omnibus de 36 à 52 essieux, les trains de marchandises 120 essieux ; le poids brut des trains de marchandises ne devra cependant pas dépasser 1.400 tonnes. Les directions des chemins de fer intéressées fixeront d'un commun accord, l'importance des parties de trains de voyageurs.

PART 2.

RAILWAYS.

A. TRAIN SERVICE.

Paragraph 8.

The following number of trains and sections of trains daily shall be allocated for privileged transit traffic :

- One express train in each direction ;
- One passenger train section in each direction ;
- Six goods trains in each direction ;
- Four auxiliary goods trains in each direction.

The Railway Administrations shall have power to modify the number of trains and sections of trains by mutual agreement.

The time-tables shall be drawn up by agreement between the Railway Boards concerned.

Paragraph 9.

The following stations shall be used as junctions for privileged transit traffic : Chorzów, Beuthen (main station), Chebzie (Morgenroth), Tarnowickie Gory (Tarnowitz), Lubliniec (Lublinitz) and Hanulin (Birkenfelde).

The Railway Administration of the transit country or, acting in agreement with it, the Railway Administration of the country of despatch shall be responsible for despatching and escorting the transit trains.

If the Railway Administration of the country of despatch despatches the train, the Railway Administration of the transit country shall be entitled, at its own expense, to cause its own officials also to escort the train and act as railway police for the transit country.

The crew of the train shall be given facilities for resting, and if necessary, for spending the night at the railway junctions.

Further details shall be settled by agreement between the Railway Management Boards concerned.

One Polish luggage van guard, one heating apparatus attendant, one woman attendant and postal officials, as well as the sleeping-car conductor and dining-car attendants accompanying the cars through the transit country at the expense of the latter, shall be allowed to travel for the performance of their duties on the trains carrying passengers in privileged transit traffic.

Paragraph 10.

Poland shall supply the necessary carriage rolling-stock for the privileged trains and sections of trains.

The make-up of express trains shall be from 28 to 40 axles, of passenger trains from 36 to 52 axles, of goods trains up to 120 axles. The gross weight of goods trains shall not, however, exceed 1,400 tons. The make-up of the passenger train-sections shall be settled by agreement between the Railway Managements concerned.

Dans chaque cas particulier, les directions des chemins de fer intéressées s'entendront sur les modifications à apporter à l'importance et à la composition des trains ainsi que sur les trains facultatifs supplémentaires qu'il pourra éventuellement être nécessaire de mettre en marche.

Des wagons à chaudière de chauffage, des wagons-poste, des wagons-restaurants et des wagons-lits pourront être attelés aux trains ou parties de trains affectés au trafic en transit privilégié. Les directions des chemins de fer intéressées s'entendront pour chaque période d'horaire sur les wagons susmentionnés à atteler aux trains, ainsi que sur les compartiments postaux qu'il y aura lieu de réserver.

Un arrangement spécial fixera l'indemnité due pour le transport des wagons à chaudière de chauffage, des wagons-poste, des wagons-restaurants et des wagons-lits, ainsi que pour les compartiments postaux réservés.

§ 11.

L'accès des wagons-restaurants et des wagons-lits, ainsi que leur utilisation, ne sont permis qu'aux voyageurs des trains et parties de trains privilégiés.

§ 12.

Il sera procédé à des changements d'itinéraire dans le trafic en transit privilégié, lorsque des perturbations ou des difficultés dans l'exploitation l'exigeront. Les directions des chemins de fer intéressées s'entendront sur les changements d'itinéraire ; dans ce but, elles prendront, d'un commun accord, les mesures d'ordre général pour chaque période d'horaire.

§ 13.

Les prescriptions du pays transité relatives à l'exploitation et au chargement font règle pour les trains et parties de trains en transit privilégié.

§ 14.

Les opérations techniques de remise et d'acceptation des véhicules faisant partie des trains en transit privilégié seront réglées par les directions des chemins de fer intéressées. La remise et l'acceptation des véhicules faisant partie d'un train fermé en transit privilégié sur les lignes Chorzów-Szarlej (Scharley), Chorzów-Nowy-Radzionków (Neu Radzionkau), Chebzie (Morgenroth)-Nowy Radzionków (Neu Radzionkau) n'aura pas lieu, si la traction est assurée par l'Administration des chemins de fer polonais.

§ 15.

En cas d'accidents et d'autres interruptions dans l'exploitation, chacune des directions des chemins de fer intéressées devra porter aide à l'autre sur toutes les lignes et dans toutes les gares servant au trafic en transit privilégié.

Les directions des chemins de fer délimiteront les districts à l'intérieur desquels elles se porteront mutuellement aide et détermineront à cette occasion la manière dont elles s'aideront dans le cas où des trains seraient arrêtés par suite d'avarie de la locomotive.

§ 16.

Les actions en dommages-intérêts exercées par des tiers et fondées sur des faits résultant de la construction et de l'exploitation seront portées devant les tribunaux de l'Etat sur le territoire

The Railway Managements concerned shall, as occasion arises, settle by agreement any necessary changes in regard to the make-up of the trains or the addition of extra auxiliary trains.

In the trains, or sections of trains, allocated for privileged transit traffic, the steam-heating van, dining and sleeping cars, may be through-going. The Railway Managements concerned shall, however, settle by agreement, for the period of duration of each railway time-table, the arrangements in regard to inclusion of these waggons in the trains and the allocation of compartments in the mail vans.

Compensation for the hauling of steam-heating vans, mail vans and dining and sleeping cars, and for the reservation of compartments in mail vans, shall be settled by special agreement.

Paragraph 11.

It is only to the passengers in the privileged trains and sections of trains that the access to and use of the dining and sleeping cars shall be allowed.

Paragraph 12.

Privileged transit traffic may be diverted if interruption or difficulties of traffic renders this necessary. The Railway Management Boards concerned shall settle the arrangements for such diversion by agreement ; they shall further agree as to the general measures to be taken, for this purpose, for the duration of each railway time-table.

Paragraph 13.

The traffic and loading regulations of the country of transit shall be applicable to the transit trains and sections of trains.

Paragraph 14.

The Railway Management Boards concerned shall regulate the technical handing-over and taking-over of the waggons in the trains allocated for privileged transit traffic. When the Polish Railway Administration is responsible for despatching a train, the carriages included in closed trains reserved for privileged transit traffic shall not be handed over or taken over on the sections Chorzów-Szarlej (Scharley), Chorzów-Nowy-Radzionków (Neu Radzionkau) Chebzie, (Morgenroth), Nowy-Radzionków (Neu Radzionkau).

Paragraph 15.

In case of accident or other interruption of traffic, the Railway Management Boards concerned shall render one another mutual assistance on the sections or at the stations employed for privileged transit traffic.

The Railway Management Boards shall settle, by agreement, the boundaries of the districts within which they shall render one another mutual assistance, and shall lay down provisions for aid in cases when trains remain stranded in consequence of injury to the locomotive.

Paragraph 16.

The Courts of the State in which the damage has occurred shall be competent to deal with claims for compensation by third parties due to defects of construction or to the operating of the

duquel le dommage a été causé. Demeurent toutefois réservées les dispositions contraires de la législation sur les transports relatives aux indemnités résultant du contrat de transport.

En tant que la responsabilité civile du chemin de fer est engagée, il incombera à la direction des chemins de fer sur le réseau de laquelle le dommage s'est produit, de répondre des conséquences des accidents de personnes et des dégâts matériels en corrélation avec le service des trains, même dans le cas où le dommage résulterait de la faute de l'autre direction des chemins de fer ou de celle de son personnel. Cette disposition s'applique aussi bien aux rapports entre les directions et les tiers qu'aux rapports entre les directions elles-mêmes.

Il est fait exception à cette règle dans les cas suivants :

1. Quand le personnel de l'Administration qui fait le service des trains subit un accident professionnel, il incombera à cette Administration de fournir les prestations auxquelles la victime de l'accident ou ses survivants ont légalement droit.

2. En cas d'avarie, de perte totale ou partielle de marchandises et bagages transportés, les dispositions légales et réglementaires sur la matière feront règle.

3. Toutefois, si la traction des trains en transit s'effectue par les soins de l'Administration des chemins de fer du pays expéditeur et s'il n'y a pas remise et acceptation du matériel roulant, au point de vue technique, la responsabilité des accidents venant à se produire dans le pays transité, par suite du mauvais état de ce matériel, incombera à l'Administration du pays expéditeur. Si la cause de l'accident ne peut être déterminée, les deux Administrations supporteront le dommage, chacune par moitié.

§ 17.

Pour les communications téléphoniques et télégraphiques de service concernant le transit privilégié et dans la mesure où les besoins de l'exploitation et du trafic le requièrent, il sera mis à la disposition exclusive de l'Administration du pays expéditeur, moyennant remboursement des frais d'entretien et d'amortissement, certaines lignes spéciales, choisies parmi les lignes télégraphiques et téléphoniques actuelles des chemins de fer du pays transité, à la condition que l'Administration de ce pays n'en ait pas besoin.

En cas de besoin, et moyennant indemnité, chaque Administration des chemins de fer intéressée mettra à la disposition de l'autre, pour l'installation de nouvelles lignes télégraphiques et téléphoniques, la place nécessaire sur les poteaux existants, dans la mesure où de la place est disponible et ne lui est pas nécessaire à elle-même.

Les directions des chemins de fer intéressées conclueront entre elles des arrangements spéciaux à ce sujet.

Chaque direction établira sur son réseau les lignes télégraphiques et téléphoniques aux frais de l'Administration dans l'intérêt de laquelle ces lignes sont posées. Chaque direction doit entretenir en état de service les lignes télégraphiques et téléphoniques installées sur son réseau.

Les directions intéressées s'entendront au sujet des autres installations techniques, ainsi que sur la répartition réciproque des frais résultant de l'entretien, de l'amortissement, etc.

Les lignes télégraphiques et téléphoniques pourront être utilisées par la poste, la douane et la police lorsqu'il s'agira du service du chemin de fer. Les télégrammes et conversations téléphoniques de service sont exempts de taxes.

B. TRAFIC.

§ 18.

Le transport direct des personnes, des bagages, des colis messageries express, des animaux, des marchandises en grande et en petite vitesse s'effectuera par les lignes de chemin de fer énumérées au § 1.

traffic. Any provisions to the contrary contained in the laws on traffic in regard to compensation under the contract for conveyance shall, however, retain their force.

In the event of the responsibility of the railway being established, the Railway Administration in whose territory the damage has occurred shall be responsible for all compensation for damage to persons or objects arising out of the running of the railway service, even should the other Railway Administration or its staff have been responsible for the damage. This provision shall be applicable both in respect of third parties and in the mutual relations of the Railway Administrations.

The following exceptions to the above provisions shall be admitted :

(1) If a member of the staff of the Administration responsible for the service meets with an accident, the Administration in question shall make provision in accordance with the regulations for the injured party or, in the event of his death, for his family.

(2) In cases of damage to, or total or partial loss of, goods or luggage in conveyance, the special laws and by-laws shall be applicable.

(3) If, however, the transit trains are despatched by the Railway Administration of the forwarding country, and there has been no technical handing-over and taking-over of rolling stock, the Administration of the forwarding country shall be responsible for accidents arising out of the defective condition of its rolling stock, and occurring within the country of transit. If the cause cannot be determined, each Administration shall bear half the damage.

Paragraph 17.

For service telegrams and telephone calls in connection with privileged transit traffic, a certain number of the railway telegraph and railway telephone lines in the transit country which are not required by that country for its own purposes shall be placed, in a measure appropriate to the necessities of service and traffic, at the disposal of the Administration of the despatching country for its exclusive use, subject to reimbursement of the cost of upkeep and amortisation.

With a view to the installation of new telegraph and telephone lines each Railway Management concerned shall, if necessary, allot places on existing railway telegraph poles to the other party, subject to compensation and in so far as they are unoccupied and not needed by the railway management in question for its own purposes.

The Railway Management Boards concerned shall conclude special agreements in regard to such matters.

Each Management Board shall carry out the work of erecting telephone and telegraph wires within its own railway system at the expense of the Administration in whose interest the lines are to be used. Each Management shall be responsible, within the limits of its own railway system, for the maintenance in proper order of the telegraph and telephone lines.

Other technical arrangements and the method of assessing charges by either party against the other in respect of the expenses connected with upkeep, amortisation, etc., shall be settled by the Railway Boards concerned.

The telegraph and telephone wires may be used by the postal, customs and police authorities in matters connected with railway service. Service telegrams and telephone calls shall be free of charge.

B. TRAFFIC.

Paragraph 18.

Direct passenger, luggage, express goods (Expressgut), live-animals, fast goods (Eilgut), and ordinary goods traffic shall be conducted over the sections specified in Article 1.

§ 19.

Les voyageurs, bagages, colis messageries express, animaux vivants, marchandises en grande et en petite vitesse seront expédiés directement.

§ 20.

En ce qui concerne le transport des voyageurs, des bagages et des colis messageries express, on appliquera sur les lignes de la Haute Silésie allemande les dispositions des règlements allemands relatifs au trafic des chemins de fer (*Deutsche Eisenbahnverkehrsordnung*) en vigueur, ainsi que les dispositions en vigueur des tarifs allemands, et sur les autres lignes, on appliquera les dispositions en vigueur des règlements, ainsi que les dispositions en vigueur des tarifs intérieurs.

§ 21.

Seront applicables au trafic des marchandises, aux transports en grande vitesse et aux transports des animaux, les dispositions de la Convention internationale sur le transport des marchandises par chemins de fer, signée à Berne, le 14 octobre 1890, y compris les modifications et adjonctions contenues dans la Déclaration additionnelle du 20 septembre 1893 et dans les Conventions additionnelles du 16 juin 1898 et du 19 septembre 1906, sous réserve des modifications et adjonctions ci-dessous (alinéas *a* à *k*).

Les dispositions des tarifs intérieurs des chemins de fer intéressés seront applicables, si elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent Accord.

Les modifications et adjonctions suivantes de la Convention de Berne seront applicables :

a) A l'article 3 de la Convention internationale :

Les articles sujets à l'inflammation spontanée ou à l'explosion, les liquides inflammables, les matières toxiques, corrosives et les matières susceptibles de se putréfier, même si l'annexe I aux dispositions réglementaires pour l'exécution de la Convention internationale n'énumère pas ces articles et n'autorise pas leur transport, seront acceptés en vue du transport en transit aux conditions suivantes :

1. Seront seuls transportés les articles dont le transport sur les chemins de fer du pays transité est autorisé aux termes des règlements en vigueur ;

2. Les dispositions en vigueur dans le pays transité seront applicables ;

3. Les articles devront être exclusivement destinés à un usage non militaire (civil) ;

4. Les envois devront être accompagnés d'une déclaration de l'autorité d'Etat compétente du pays destinataire, attestant que les envois sont destinés à l'usage prévu à l'alinéa 3. Cette déclaration sera retenue à la station des chemins de fer du pays transité, à laquelle les envois quitteront définitivement le territoire allemand transité ;

5. Le transport des articles non conformes aux dispositions des alinéas 1 et 2 sera réglé par un arrangement spécial.

b) A l'article 4 de la Convention internationale :

Dans la mesure où ce tarif est applicable, les parties ne seront pas tenues d'observer des délais de publication en cas d'augmentation des tarifs ou d'aggravation des conditions de transport.

c) A l'article 6 de la Convention internationale :

1. On utilisera la lettre de voiture du chemin de fer expéditeur au lieu de la lettre de voiture internationale.

Les lettres de voiture devront porter, en dessous du mot « lettre de voiture », une mention renvoyant au présent Accord.

Paragraph 19.

Passengers, luggage, express goods, live-animals, fast goods (Eilgut) and ordinary goods shall be despatched without delay.

Paragraph 20.

The present provisions of the German Regulations regarding railway traffic and the present provisions of the German tariffs shall be applicable to passenger, luggage and express-goods traffic on the German Upper-Silesian sections; on the remaining sections, the present regulations and the present provisions of the internal tariffs (Binnentarife) shall be applicable.

Paragraph 21.

The provisions of the Berne International Convention concerning Railway Goods Traffic, of October 14, 1890, together with its modifications and supplements as contained in the Additional Declaration of September 20, 1893, and in the Additional Agreement of June 16, 1898, and of September 19, 1906, shall be applicable to goods, fast goods (Eilgut) and live-animals traffic, but with the following modifications and additions, as contained in "a" to "k".

The provisions of the internal tariffs of the railways concerned shall be applicable in so far as they are not contrary to the provisions of the present Agreement.

The following modifications of, and additions to, the Berne Convention shall be valid :

(a) Article 3 (International Convention) :

Articles liable to spontaneous combustion or explosion, combustible fluids, poisonous and corrosive substances or those liable to putrefaction shall, even if such articles be not specified or be not admissible under Annex 1 to the Provisions for the Execution of the International Convention, be accepted for conveyance in transit traffic upon the following conditions :

(1) Only such articles as are for the present time admissible shall be carried on the lines of the transit country.

(2) The provisions in force in the transit country shall be applicable.

(3) Articles may only be destined for non-military (civil) consumption.

(4) Consignments must be accompanied by a declaration of the competent State authorities of the country of delivery, certifying the destination of the goods to be in accordance with the provisions laid down in 3 above. Such declaration shall be deposited at the last station of the railway of the transit country at which the consignments leave German transit territory.

(5) The carriage of such articles as do not comply with the provisions of 1 and 2 shall be the subject of special agreement.

(b) Article 4 (International Convention).

No time-limits shall be set under the present tariff in regard to notices of increase of rates, or the introduction of less favourable transport conditions.

(c) Article 6 (International Convention) :

(1) In place of the international way-bill, the way-bill of the railway of despatch shall be used. The way-bills must contain a reference to the present Agreement under the printed heading "Way-bill".

2. Il est interdit à l'expéditeur de prescrire, dans la lettre de voiture, la voie à suivre pour le transport à travers le pays transité et surtout d'indiquer l'endroit où les formalités de douane devront être accomplies à la frontière, car le présent tarif n'est applicable qu'au trafic en transit privilégié. Toute instruction contraire à la présente disposition est nulle.

d) A l'article 7 de la Convention internationale, § 3 des dispositions réglementaires pour l'exécution de la Convention :

La surtaxe (en polonais : « surtaxe-amende ») sera calculée selon les règlements du chemin de fer sur le réseau duquel la nécessité de percevoir des surtaxes (en polonais : « surtaxes-amendes ») sera reconnue.

e) A l'article 8, alinéa 5 de la Convention internationale :

En ce qui concerne l'établissement et la remise de duplicata de la lettre de voiture, il y aura lieu d'appliquer les règlements du chemin de fer expéditeur.

f) A l'article 12 de la Convention internationale, § 5, chiffre 2 des dispositions réglementaires pour l'exécution de la Convention :

Les règlements du chemin de fer expéditeur seront applicables au lieu de ces dispositions.

g) A l'article 13 de la Convention internationale :

Les avances en espèces et les envois contre remboursement sont exclus jusqu'à nouvel ordre. La date à laquelle les envois contre remboursement et les avances en espèces seront rétablis, sera communiquée préalablement au chemin de fer du pays transité.

h) A l'article 14 de la Convention internationale, § 6 des dispositions réglementaires pour l'exécution de la Convention :

Les dispositions et délais de livraison, y compris les délais supplémentaires, du tarif intérieur général des chemins de fer polonais (non du tarif de la Haute Silésie polonaise) seront applicables au lieu de ces dispositions.

i) A l'article 15 de la Convention internationale :

Des ordres qui seront donnés par l'expéditeur pour disposer de la marchandise après son expédition ne seront pas exécutés par le chemin de fer du pays transité.

En ce qui concerne la procédure que l'expéditeur devra suivre pour faire valoir son droit de disposer de la marchandise, les règlements du chemin de fer expéditeur seront applicables.

k) A l'article 38 de la Convention internationale, § 9 des dispositions réglementaires pour l'exécution de la Convention.

Les règlements du chemin de fer expéditeur seront applicables pour le calcul des sommes mentionnées aux alinéas 2 et 3.

§ 22.

Un tarif sera introduit pour le trafic des personnes, des bagages et des colis messageries express, visé au § 18.

Les prix des billets et les taxes de transport de ce tarif seront calculés de manière à inclure les taxes en vigueur du « tarif d'échange de Haute Silésie » pour les lignes de Haute Silésie et les taxes en vigueur de leurs tarifs intérieurs pour ce qui concerne les autres lignes.

§ 23.

Un tarif sera également introduit pour le trafic des marchandises, le trafic en grande vitesse et le transport des animaux visés au § 18.

Les taxes de transport de ce tarif seront calculées de manière à inclure sur le réseau du « trafic d'échange de Haute Silésie », les taxes de transport en vigueur de ce tarif, et sur les autres lignes, les taxes de transport de leurs tarifs intérieurs.

(2) The consignor may not indicate in the way-bill the route which is to be followed for carriage through the transit country, nor the place on the frontier at which customs inspection is to take place, having regard to the fact that the tariff in question is only applicable to privileged transit traffic. Any provision to the contrary shall be null and void.

(d) Article 7 (I.C.), paragraph 3, of the Provisions for Execution :

The surcharge (in Polish, " penalty surcharge ") shall be calculated according to the regulations of the railway line on which it is established that such surcharge (or " penalty surcharge ") is necessary.

(e) Article 8, paragraph 5 (I.C.).

Duplicates of way-bills shall be made out and handed over in accordance with the provisions of the railway of despatch.

(f) Article 12 (I.C.), paragraph 5 (2), of the Provisions for Execution.

In place of these provisions, the provisions of the railway of despatch shall be applicable.

(g) Article 13 (I.C.).

Cash payments in advance and payments on delivery shall not be admissible until further order. The date of the reintroduction of the payments on delivery and cash pre-payments shall be previously notified to the transit railway.

(h) Article 14 (I.C.), paragraph 6, Provisions for Execution :

In place of these provisions, the provisions and the time-limits for delivery, inclusive of the additional time-limits of the general Polish (not Polish-Upper Silesian) internal tariffs shall be applicable.

(i) Article 15 (I.C.) :

Supplementary instructions given by the consignor shall not be carried out by the railway of the transit country.

The provisions of the railway of despatch shall be applicable in respect of procedure in cases of enforcing the right of disposal by the consignor.

(k) Article 38 (I.C.) paragraph 9 of the Provisions for Execution.

The provisions of the railway of despatch shall be applicable in calculating the amounts referred to under 2 and 3.

Paragraph 22.

A tariff shall be drawn up for the passenger, luggage, and express goods traffic referred to in Article 18.

The fares and goods rates in this tariff shall be fixed by taking for the sections in Upper Silesia the current rates of the " Upper Silesian Exchange Tariff ", and for the remaining sections the current rates of their " internal tariffs ".

Paragraph 23.

A tariff shall also be drawn up for the goods, fast goods (Eilgut) and live-animals traffic referred to in Article 18.

The goods rates of this tariff are to be established by including for the sections within the " Upper Silesian Exchange Traffic " the current goods rates of this tariff, and for the remaining sections the current goods rates of their internal tariffs.

§ 24.

Les conducteurs des wagons-lits, les employés des wagons-restaurants, les femmes de service des trains D, les chauffeurs des wagons à chaudière de chauffage et le personnel des trains et des locomotives seront transportés, lorsqu'ils sont en service, sans avoir à prendre de billet.

§ 25.

L'envoi des lettres de service et des colis de service (imprimés, billets, etc.) se fait gratuitement aux risques et périls du pays expéditeur.

Tous les autres envois de service de toute nature seront traités comme des envois privés et transportés avec des lettres de voiture du trafic public.

§ 26.

Les taxes de transport des wagons non chargés, dont le nombre dépasse celui des wagons chargés ayant parcouru la même ligne de transit en sens inverse, devront être calculées suivant le tarif applicable aux véhicules circulant sur les rails.

Aucune taxe n'est à payer pour le transport des wagons de marchandises non chargés dont le nombre ne dépasse pas celui des wagons de marchandises chargés ayant parcouru la même ligne en sens inverse.

Les appareils servant au chargement des wagons, ainsi que les couvertures appartenant aux chemins de fer, devront être transportés gratuitement au retour.

Les chemins de fer du pays transité payent une indemnité pour les voitures de voyageurs, les fourgons et les wagons de marchandises utilisés par eux pour le trafic en transit. La nature et le montant de l'indemnité seront déterminés par un arrangement spécial.

Les Parties contractantes se réservent le droit d'établir une compensation en nature.

Un accord spécial déterminera la nature de l'indemnité à laquelle les chemins de fer du pays transité ont droit pour le transport des wagons-restaurants et des wagons-lits attelés à un train par l'autre Partie.

§ 27.

Dans le service des voyageurs, on utilisera des billets en carton ou des billets passe-partout spéciaux, dans le service des bagages des carnets spéciaux de bulletins de bagages.

Les billets, les bulletins pour colis messageries express et les lettres de voiture seront établis et remplis en une seule langue, celle du pays expéditeur.

Pour les feuilles de route, bulletins de bagages, listes de transfert et autres pièces que les stations-frontière de jonction sont chargées d'établir, on emploiera des imprimés bilingues (en allemand et en polonais), sur lesquels toutes les indications manuscrites devront être inscrites dans la langue du pays expéditeur. Les stations des chemins de fer du pays transité devront être désignées par leur nom officiel. Les Administrations des chemins de fer intéressées établiront, d'un commun accord, les modèles des imprimés et fixeront le nombre des exemplaires à joindre aux envois.

Les imprimés utilisés jusqu'ici pourront servir, jusqu'à épuisement des stocks, au maximum pendant un délai d'un an à dater du jour de l'entrée en vigueur des présents tarifs.

Les billets ne porteront aucune mention quant au genre de train. Seuls les billets valables pour les trains directs seront munis d'un trait rouge vertical.

Pour la ligne de transit allemande, le billet n'indiquera qu'un seul itinéraire.

§ 28.

L'enregistrement des marchandises expédiées en grande et en petite vitesse, ainsi que celui des animaux vivants, s'effectuera au moyen d'une lettre de voiture directe pour grande et petite vitesse.

Paragraph 24.

The sleeping-car conductor, the dining-car staff, the women attendants in through trains, the heating apparatus attendant and the crew of the train and engine shall, when on service, be carried without tickets.

Paragraph 25.

Service letters and parcels (printed matter, tickets, etc.), shall be sent at the risk of the country of despatch and free of charge.

Other service goods of whatsoever kind shall be treated as private consignments and shall be despatched with way-bills under the regulations applicable to public traffic.

Paragraph 26.

The freight charges for the transport of unloaded waggons, in so far as these exceed the number of loaded waggons which have travelled in the contrary direction over the same transit section, shall be calculated according to the rates for vehicles carried on their own wheels.

For the transport of unloaded waggons not in excess of the loaded waggons travelling in the contrary direction over the same section, no charge shall be made.

The loading apparatus and the wagon tarpaulins belonging to the railway shall be carried free of charge on the return journey.

The railways of the transit country shall pay compensation for passenger coaches, goods waggons and luggage vans employed by them in transit traffic. The nature and rates of compensation shall be laid down by means of a special agreement.

The Contracting Parties reserve the right to make arrangements for settlement by deliveries in kind.

The method in which the railway of the transit country is to be compensated for conveying dining cars and sleeping cars of the other Party shall be settled by a special agreement.

Paragraph 27.

For passenger traffic, cardboard tickets or special blank tickets, and for luggage traffic, special books of luggage receipts, shall be employed.

Tickets, papers accompanying express goods, and way-bills shall be prepared and filled in only in the language of the country of despatch.

In the case of goods certificates, luggage receipts, frontier lists and other accompanying papers to be drawn up by the frontier station, forms in two languages (German and Polish) shall be printed, in which the written entries shall be made in the language of the despatching country. The railway stations of the transit country shall be designated by their official names. The Railway Administrations concerned shall, by mutual agreement, draw up model forms and settle the number of copies to be supplied.

The printed forms hitherto in use may be employed for the duration of one year, reckoned as from the date on which the tariffs in question come into force.

The tickets shall bear no entry in regard to the kind of train. Tickets available for express trains (Schnellzüge) shall, however, be marked with a vertical red line.

For the German transit section only one route shall be indicated on the tickets.

Paragraph 28.

Through fast-goods certificates and through ordinary-goods certificates shall be issued for fast goods (Eilgut), ordinary goods and live animals. A carbon copy of the fast-goods and ordinary

Une copie de la lettre de voiture pour grande et petite vitesse, faite au carbone par le chemin de fer expéditeur, sera conservée par la première gare-frontière de jonction allemande.

§ 29.

Les envois ne pourront être accompagnés que dans les cas où les tarifs du chemin de fer expéditeur admettent des convoyeurs. Le nombre des convoyeurs devra être réduit au minimum. Le transport des convoyeurs admis par le chemin de fer expéditeur ne pourra pas être refusé par le chemin de fer du pays transité.

Les convoyeurs devront être munis d'un billet de troisième classe.

§ 30.

Le trafic des bagages, des colis messageries express, des marchandises expédiées en grande et en petite vitesse et des animaux à travers le pays transité s'effectuera, sans que les chemins de fer puissent percevoir des taxes pour les manipulations douanières et d'autres droits analogues, à l'exception de leurs propres débours, le cas échéant.

§ 31.

Les dispositions relatives à la statistique du trafic marchandises ne seront pas applicables à ce transit privilégié.

§ 32.

Si un fourgonnier polonais accompagne des bagages et des colis messageries express dans le pays transité, ces bagages et ces colis messageries express resteront sous la garde de l'Administration polonaise.

Pour le cas où aucun convoyeur polonais n'accompagnera l'envoi, les Administrations des chemins de fer intéressées conclueront des arrangements relatifs à la remise des bagages et des colis messageries express aux lignes transitées allemandes ainsi qu'à l'acceptation par ces dernières, à moins qu'il n'existe déjà des arrangements de ce genre.

§ 33.

La remise des marchandises expédiées en grande et en petite vitesse, ainsi que celle des animaux vivants au chemin de fer du pays transité et la remise par ce dernier au réseau avoisinant s'effectueront au moyen de feuilles de train, auxquelles des feuilles de chargement devront être jointes s'il s'agit d'une remise d'expéditions partielles. La remise doit être constatée par l'apposition, sur les pièces jointes, du cachet de la station-frontière de jonction, indiquant la date (également lorsqu'il s'agit de colis messageries express). Pour le reste, voir Section 4 « Douanes » §§ 57 et 60.

§ 34.

La remise des wagons plombés s'effectuera symboliquement sans constatation du chargement. Les plombs du chemin de fer expéditeur seront reconnus comme valables par l'Administration du réseau avoisinant ou transité qui, en général, ne procédera pas à un nouveau plombage.

Tous les autres envois transportés dans des wagons non plombés devront être remis d'une manière effective, c'est-à-dire en procédant à une reconnaissance de la marchandise.

goods certificate, drawn up by the railway of despatch, shall be deposited at the first German frontier station.

Paragraph 29.

Consignments shall only be accompanied when the tariffs of the despatching railway so provide. The number of accompanying persons shall be restricted to the minimum. If such persons have been admitted by the despatching railway, they shall not be prohibited from travelling by the transit railway.

Persons accompanying consignments must be provided with a third-class railway pass.

Paragraph 30.

Luggage, express goods, fast goods, ordinary goods and live animals shall be carried through the transit country free of all railway charges for customs clearance or other similar dues, with the exception of such actual disbursements as may have been made by the railways.

Paragraph 31.

The provisions regarding goods traffic statistics shall not be applicable to privileged transit traffic.

Paragraph 32.

When luggage and express goods are accompanied through the transit country by a Polish luggage van guard, they shall remain in Polish custody.

In case there should be no Polish official accompanying the train, the Railway Administrations concerned shall make arrangements for the transit and taking over of luggage and express goods on the German transit lines, in so far as such arrangements do not already exist.

Paragraph 33.

The handing over of goods, fast goods and live animals to the railway of the transit country, and by the latter to the adjoining railway will be effected through the use of train-lists, while waggons containing smaller consignments will be accompanied also by loading lists. As proof of transit, the accompanying papers (in the case of express goods also) shall be stamped with the date at the frontier station. Compare, also, Part 4, Customs, paragraphs 57 and 60.

Paragraph 34.

Sealed trucks will be handed over with only a theoretical examination of their contents. The seals affixed by the railway of despatch will be recognised by the Railway Administration of the neighbouring or transit State and this State will not, as a rule, affix further seals.

The handing over of other consignments forwarded in unsealed waggons will be accompanied by actual examination.

Il en est de même des envois effectués par des wagons plombés qui présenteront des indices de perte partielle ou d'avarie de la marchandise.

Dans tous les cas de remise symbolique des marchandises, on admettra, jusqu'à preuve du contraire, si les plombs du chemin de fer expéditeur ou du chemin de fer remettant sont intacts, que la marchandise n'a été perdue, ni totalement, ni partiellement sur le parcours effectué par elle avec des plombs intacts.

Si les plombs du chemin de fer expéditeur ou du chemin de fer remettant sont endommagés, on admettra, jusqu'à preuve du contraire, que la perte totale ou partielle a eu lieu pendant le parcours de la marchandise entre la gare qui a apposé les plombs ou entre la gare-frontière de jonction où les plombs ont été vérifiés et la gare où le dommage a été découvert.

Par plombs, on entend les plombs officiels, c'est-à-dire les plombs des chemins de fer ou de la douane.

Si le chemin de fer réceptionnaire estime, pour une raison quelconque, qu'il est nécessaire de soumettre les envois à une visite ou de procéder à l'ouverture des wagons, ces opérations devront, autant que possible, avoir lieu à la gare-frontière de jonction, en présence de fonctionnaires des deux Administrations intéressées.

Il sera dressé procès-verbal de toutes les irrégularités constatées. En cas de constatations de ce genre dans les gares-frontière de jonction, les procès-verbaux devront être signés par les deux Parties.

§ 35.

Les chemins de fer intéressés édicteront des prescriptions concernant l'acheminement des colis messageries express et les marchandises transportées en grande et en petite vitesse, ainsi que les animaux vivants. Ces prescriptions devront tenir compte de l'itinéraire des trains privilégiés. L'itinéraire est celui qui a servi de base à l'établissement du tarif.

§ 36.

Toute demande relative au remboursement du prix des billets, des taxes de transport des bagages et des colis messageries express, sera réglée par le chemin de fer qui aura encaissé les sommes réclamées.

§ 37.

a) Dans les cas où des bagages et des colis messageries express auraient été perdus totalement ou partiellement ou auraient subi un dommage, ainsi que dans le cas où le délai de livraison aurait été dépassé, il appartiendra au chemin de fer expéditeur ou au chemin de fer destinataire, suivant que la demande en dommages-intérêts aura été présentée à l'un ou à l'autre, de prendre une décision.

b) En ce qui concerne la responsabilité civile dans le cas où des bagages et des colis messageries express auraient été perdus, abîmés, endommagés, ou dans le cas où le délai de livraison aurait été dépassé, les règlements du chemin de fer expéditeur seront applicables à la personne ayant le droit de disposer de la marchandise.

c) Quant au recours qu'un chemin de fer pourra exercer contre l'autre pour des bagages et des colis messageries express, les dispositions suivantes seront applicables :

L'Administration des chemins de fer par laquelle une faute aura été commise sera responsable.

Si aucune Administration des chemins de fer ne peut être déclarée fautive, les dommages-intérêts versés seront répartis entre les chemins de fer qui auront assuré ou auraient dû assurer le transport, proportionnellement à la longueur des lignes sur lesquelles chaque chemin de fer aura transporté ou aurait dû transporter la marchandise.

§ 38.

Sur les prix des billets directs (y compris les abonnements mensuels, billets de retour hebdomadaires, etc.) et les taxes de transport des bagages et des chiens, chaque Administration des chemins de fer recevra les taxes de soudure indiquées pour le calcul des tarifs.

The same applies to consignments in sealed waggons, if these show signs which point to a partial loss of, or injury to, the contents.

In all cases where goods are handed over with a merely theoretical examination, and provided that the seals of the railway despatching or handing over are unbroken, it shall be assumed, in the absence of proof to the contrary, that no total or partial loss has occurred over that part of the route which the goods have covered with seals unbroken.

If the seals of the railway despatching or handing over are damaged, it shall be presumed, in the absence of proof to the contrary, that the total or partial loss occurred on that part of the route covered by the goods between the station which affixed the seals, or the frontier station where the seals were inspected, and the station where the damage was discovered.

By seals are to be understood official seals, that is to say, railway or customs seals.

In case the railway taking over the goods considers it necessary for any reason to examine the consignments or to open the waggons, this shall take place as far as possible at the frontier station in the presence of officials of the two Administrations concerned.

An enquiry must be held and a report made upon any irregularities which may be proved. Should any such irregularities occur at frontier stations, the report must be signed by both parties.

Paragraph 35.

The railways concerned shall issue regulations regarding the route to be followed by express goods (Expressgut), ordinary goods, fast goods (Eilgut) and live animals. The regulations shall be framed to suit the service of the privileged trains. Tariffs shall be fixed in respect of the route followed.

Paragraph 36.

Claims for the refund of passenger fares and luggage and express goods charges shall be settled by the railway which collected the amounts claimed.

Paragraph 37.

(a) Disputes regarding total or partial loss, damage to, and undue delay in the delivery of goods and express goods shall be decided by the railway of despatch or the terminal railway, according to whether the claim for compensation was lodged with the one or the other.

(b) In fixing responsibility for loss or deficiency of ordinary goods and express goods, for damage or for undue delay in their delivery, the persons entitled to dispose of the goods shall accept the regulations of the railway of despatch.

(c) As regards claims of the railways against one another, the following provisions will apply to luggage and express goods.

Responsibility will lie with the railway at fault.

If the question of default cannot be determined, any compensation paid shall be shared between the railways which carried or should have carried the goods, in proportion to the length of line over which each railway carried, or should have carried, the goods.

Paragraph 38.

From the sale of through passenger fares (also monthly and weekly return tickets, etc.) and from the forwarding charges for luggage and dogs, each Railway Administration shall receive the combined rates provided for in the tariffs.

En ce qui concerne les colis messageries express, les marchandises en grande et petite vitesse et les animaux vivants, l'Administration allemande du réseau transité et l'Administration des chemins de fer de la Haute Silésie polonaise recevront chacune, sur les sommes encaissées pour le transport des marchandises sur le réseau du « trafic d'échange » de Haute Silésie, la moitié de la taxe d'expédition ; les chemins de fer de la Haute Silésie polonaise toucheront, en outre, les frais de manœuvres qui pourraient y être compris. Le solde qui constituera le prix de transport proprement dit, sera réparti proportionnellement au nombre de kilomètres des lignes parcourues sur le réseau du « trafic d'échange ».

Lorsqu'il s'agira d'envois de service, le chemin de fer du pays transité touchera au maximum, pour ses lignes transitées, une taxe de transport calculée suivant les taux en vigueur sur le réseau du « trafic d'échange » de Haute Silésie, à l'exclusion de toute taxe d'expédition (taxe de station).

§ 39.

Les frais d'ordre purement local (y compris éventuellement les frais de manœuvres) reviennent à l'Administration sur le réseau de laquelle ils se sont produits.

§ 40.

1. Si, sur une ligne déterminée, le trafic des marchandises et des animaux a dû être suspendu complètement ou partiellement, par suite d'accident ou pour cause de force majeure, et que les envois sont acheminés au lieu de destination par une voie détournée, il faut distinguer les cas suivants :

- aa) Si la perturbation dans l'exploitation s'est produite sur les chemins de fer transités et que la station expéditrice n'en est informée qu'après avoir accepté les envois en vue de leur expédition, les chemins de fer du pays transité, dans le cas où les envois sont transportés par une ligne plus courte que celle réservée au transit, ne toucheront leur quote-part que pour le parcours réellement effectué.
- bb) Si la perturbation dans l'exploitation s'est produite sur les chemins de fer transités et que le chemin de fer expéditeur en a été informé à temps, c'est-à-dire avant l'acceptation des marchandises en vue de leur expédition, les chemins de fer transités auront droit aux quotes-parts afférentes au parcours réellement effectué. On ne pourra soulever l'objection d'une publication tardive, si un délai de 48 heures — calculé de midi à midi et de minuit à minuit — s'est écoulé depuis l'envoi du télégramme informant la direction compétente de l'arrêt de l'exploitation.
- cc) Si la perturbation dans l'exploitation s'est produite sur le réseau du chemin de fer expéditeur ou du chemin de fer destinataire, et que les chemins de fer du pays transité sont, par conséquent, obligés d'acheminer les envois par une voie détournée, les chemins de fer transités auront droit à la quote-part afférente au parcours réellement effectué.

2. Si pour une raison quelconque, des marchandises doivent être acheminées par une voie détournée, il faut distinguer les cas suivants :

- aa) Si le trafic a été acheminé par une voie détournée pour cause d'un fait imputable aux chemins de fer transités, ces derniers toucheront les quotes-parts afférentes au parcours qui aurait dû être suivi. Toutefois, si le parcours réellement effectué sur le réseau transité est plus court que celui qui aurait dû être suivi, les chemins de fer transités ne toucheront que les quotes-parts afférentes au parcours réellement effectué.
- bb) Si le trafic a été acheminé par une voie détournée pour cause d'un fait imputable au chemin de fer expéditeur ou au chemin de fer destinataire, les chemins de fer transités toucheront les quotes-parts afférentes au parcours réellement effectué, sans qu'elles puissent cependant être inférieures à celles afférentes au parcours qui aurait dû être suivi.

Of the freight accumulated within the area of the Upper Silesian exchange traffic, the German transit Administration and the Polish-Upper Silesian railway shall each receive half the forwarding charge in the case of express goods (Expressgut), ordinary goods, fast goods (Eilgut) and live animals. The Polish-Upper Silesian railway shall further receive any shunting charges that may be included. The remaining freight shall be allocated per kilometre of line included in the area in question.

With regard to service goods the railway of transit shall not receive more than the freight provided for according to the current rates for Upper Silesian exchange traffic, and shall not receive any forwarding charge (station charge).

Paragraph 39.

Charges of a purely local kind (including any shunting charges) shall accrue to the railway Administration in respect of whose lines they have been incurred.

Paragraph 40.

(1) If, in the event of an accident or through *vis major* a section of the line has to be wholly or partly closed to goods and animals traffic and consignments conveyed to their destination by another route, a distinction must be made between the following cases :

- (aa) If the interruption of traffic occurs on the transit lines, and if it is not known to the station of despatch until the consignments have already been accepted for conveyance, the railways of the transit country, in cases when the consignments shall be conveyed by a route shorter than that intended for their transit, shall receive only the share of the charges in respect of the route actually taken.
- (bb) If the interruption to traffic occurs on the transit lines and if the stoppage is made known to the station of despatch in time, that is to say, before the goods are accepted for conveyance, the transit lines may claim the share of charges for the route actually taken. It shall not be permissible to plead insufficient notice, if 48 hours, reckoned from midday to midday and midnight to midnight shall have passed since the delivery of telegraphic notice of the stoppage to the competent railway administrations.
- (cc) If the interruption to traffic occurs on the railway of despatch or the receiving railway and if the transit lines resort in consequence to the use of an auxiliary route, these transit lines may claim in respect of the route actually taken.

(2) If for any reason, goods have to be conveyed by an auxiliary route, the following cases must be distinguished :

- (aa) If the cause of divergence lies with the transit lines, these lines shall receive the payment for the route that should have been taken. If, however, the route taken on the transit lines is shorter than the way that should have been taken, the transit lines shall only receive payment for the route actually taken.
- (bb) If the cause of divergence lies with the railway of despatch or the receiving railway, the transit lines shall receive payment for the route actually taken or at least for the route that should have been taken.

§ 41.

Une direction des chemins de fer de l'Etat, qui sera désignée ultérieurement par la Pologne, sera chargée d'effectuer la répartition et d'établir les décomptes.

Le Service de contrôle du trafic I (voyageurs, bagages et colis messageries express) et le Service de contrôle du trafic II (grande et petite vitesse et transport des animaux) à Breslau, recevront une copie du décompte. Ces services de contrôle I et II pourront, s'ils le demandent spécialement, prendre connaissance des pièces comptables justificatives.

§ 42.

Les décomptes seront mensuels et un décompte spécial sera établi pour chaque mois.

Toutes les expéditions effectuées dans le courant d'un mois devront figurer sur le décompte du mois en question (désigné comme mois comptable).

§ 43.

Les Administrations des chemins de fer intéressées pourront convenir d'établir des décomptes trimestriels pour le trafic des personnes, des bagages et des colis messageries express. Dans ce cas, des acomptes devront être versés aux chemins de fer du pays transité pour les deux premiers mois de chaque trimestre ; ces versements devront, au plus tard, être effectués à la date fixée pour l'établissement des décomptes mensuels.

§ 44.

Le doit et l'avoir devront être notifiés à l'Administration de l'autre pays, au plus tard dans les deux mois qui suivent la fin du mois comptable.

Le paiement devra être effectué avant le 15 du troisième mois qui suit la fin du mois comptable.

§ 45.

Chaque créance portera intérêt à raison de 5 % l'an à partir du 20 du mois qui suit celui de l'expédition.

En outre, il sera payé un intérêt moratoire de 5 % l'an pour toutes sommes qui n'auront pas été versées le premier jour du quatrième mois qui suit le mois comptable ; ces intérêts courront dès ce jour jusqu'au jour du paiement.

Le paiement des quotes-parts allemandes, etc., devra être effectué en monnaie du Reich allemand.

§ 46.

Pourront faire l'objet d'une compensation tous les montants dus pour le trafic susmentionné ou pour tout autre trafic ferroviaire auquel la Pologne et l'Allemagne ont participé, si ces montants sont relatifs aux contrats de transport eux-mêmes ou sont dus par suite d'opérations effectuées en exécution de ces contrats (redevances de location des wagons, frais de parcours, frais de séjour du matériel, pénalités, redevances de location des locomotives, frais des pièces de rechange, frais de réparations du matériel d'exploitation, frais d'entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques des chemins de fer, etc.).

Seront seules soumises à compensation les créances résultant des prestations de transport qui ont été effectués sur les lignes de chemins de fer situés sur le territoire allemand ou polonais. Toutes les autres créances seront exclues de la compensation.

Paragraph 41.

The calculation will be made by a State Railway Administration to be nominated by Poland.

Traffic Control Office 1 (passenger, goods and express goods traffic) and Traffic Control Office 2 (ordinary goods, Eilgut, and animals traffic) at Breslau shall receive a copy of the account. At their special desire these offices shall be granted the right of inspecting the relevant papers.

Paragraph 42.

Accounts shall be made out monthly and separately for each month.

All deliveries made during the month must be included in the account for that month (called the accounts month).

Paragraph 43.

In respect to passenger, luggage and express goods traffic, the Railway Administrations concerned may arrange for quarterly accounts. In this case, the railways of the transit country must make deposits for the first two months of the quarter. These payments must be made within the time limit fixed for the monthly account.

Paragraph 44.

Bills and payment demands must be presented not later than two months after the accounts month.

Settlement must be made by the 15th of the third month following the accounts month.

Paragraph 45.

As from the 20th of the month following the transport month, 5 % interest per annum will be charged upon any outstanding debt.

In the event of accounts not being settled by the first day of the fourth month following the accounts month, 5 % per annum will also be charged as from that day as interest on deferred payment.

Payment of the sums to be made by Germany shall be effected in German currency.

Paragraph 46.

For purposes of settling accounts both parties may state all amounts which arise out of this traffic or other railway traffic in which Poland and Germany are concerned and which either relate to the transport contracts themselves or originate in the execution of these contracts, such as hire of trucks, whether by time or by distance, delay charges, charges for hire of locomotives, cost of spare parts, cost of repair of rolling stock, cost of maintaining railway telegraph and railway telephone lines, etc.

Only claims arising out of transport services rendered by railways on German or Polish territory will be included in these accounts. All other claims will be excluded therefrom.

§ 47.

Toutes les opérations résultant de ces tarifs seront effectuées par les soins de la direction des chemins de fer de l'Etat à Kattowice (Kattowitz).

SECTION 3.

POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

§ 48.

Un wagon-poste polonais pourra être ajouté, jusqu'à nouvel ordre, à chaque train de voyageurs. Un employé de poste allemand devra également accompagner ce wagon. Des employés de poste polonais pourront prendre place dans ce wagon et y exercer leurs fonctions ; leur nombre ne devra pas être supérieur au nombre nécessaire pour assurer le service postal polonais. Un emplacement suffisant devra, sur demande, être réservé dans le wagon-poste pour le transport de la poste allemande.

L'Administration postale allemande se réserve le droit d'atteler, sur le parcours allemand, un de ses propres wagons-poste aux trains mixtes.

§ 49.

Les envois postaux polonais à expédier ne devront comprendre que des lettres, y compris les lettres chargées et les journaux. Le transport des colis polonais n'est pas permis jusqu'à nouvel ordre.

§ 50.

Les boîtes aux lettres des wagons-poste polonais devront être fermées sur le territoire allemand, et il est interdit aux employés de poste polonais de communiquer, sur le territoire allemand, pour affaires de service, avec des bureaux de postes allemands ou avec le public.

L'employé de poste allemand qui accompagne le train a le droit de se rendre compte que cette disposition est strictement observée. Il lui est également permis d'exercer ses fonctions, conformément aux règlements allemands. Il est en outre chargé de remplir les fonctions d'agent de liaison entre les employés de poste polonais et les autorités allemandes.

§ 51.

Le transport des employés de poste chargés d'accompagner le courrier polonais et le courrier allemand sera assuré gratuitement.

§ 52.

Les employés de poste allemands pourront monter dans le train et en descendre à Lubliniec (Lublinitz), Hanulin (Birkenfelde) et Chorzów. Les installations nécessaires seront créées dans ces gares pour leur permettre de s'y arrêter et d'y passer éventuellement la nuit. Ils pourront également prendre place dans le train pendant le parcours effectué dans le pays expéditeur ; mais ils ne pourront exercer leurs fonctions.

Paragraph 47.

The State Railway Management Board at Kattowitz will transact the business involved in these tariffs.

PART 3.

POSTS AND TELEGRAPHS.

Paragraph 48.

Until further notice a Polish railway mail van may be attached to every passenger train, such van to be accompanied by a German postal official. Polish postal officials may travel in this van and discharge their duties to the number required for the Polish postal service. If requested, space shall be kept free in the van for the carrying of German mails.

The German postal administration reserves the right in case of half-closed trains to put on a mail van of its own for the German section of the line.

Paragraph 49.

The Polish mails shall be restricted to letter postage, including letters containing money and newspapers. The Polish parcels traffic is excluded until further notice.

Paragraph 50.

The letter-boxes of the Polish railway mail vans shall be kept closed in German territory, and the Polish postal officials on German territory shall not enter into any official contact either with the German post offices or with the public.

The German postal official travelling with the van has the right of seeing that this regulation is observed. He is also permitted to perform his duties in accordance with German regulations. He shall further act as an intermediary between the Polish postal officials and the German authorities.

Paragraph 51.

The postal employees required to accompany the Polish and German mails shall be carried free of charge.

Paragraph 52.

German postal employees may enter or leave the trains at Lubliniec (Lublinitz), Hanulin (Birkenfelde) and Chorzów. These stations will provide them with facilities for stopping there and, if necessary, for spending the night. They may also accompany the train over the section of line in the despatching country, but may not perform any duties.

§ 53.

a) En cas d'accidents de chemins de fer, la responsabilité de l'Administration des chemins de fer assurant l'exploitation s'étend aux employés de poste, aux envois postaux et aux wagons dans la même mesure qu'aux voyageurs, aux marchandises transportées et aux wagons de chemins de fer.

b) L'Administration postale polonaise est responsable des envois postaux transportés dans des wagons polonais et accompagnés de personnel polonais, à moins qu'il n'y ait faute de l'Administration assurant l'exploitation.

c) Pour les envois postaux transportés dans les wagons fermés, l'Administration des chemins de fer allemands est tenue, vis-à-vis de l'Administration postale polonaise, de verser des dommages-intérêts dans la mesure où cette Administration des chemins de fer, conformément à ses propres règlements, indemnise l'Administration postale allemande.

L'Allemagne ne fournira aucune indemnité pour les sacs postaux que le personnel du train allemand acceptera en vue de leur transport.

d) Si des envois postaux polonais sont transbordés, dans le cas où un wagon-poste polonais, accompagné de personnel polonais, serait détaché du train, la responsabilité pour les envois postaux polonais passe à l'Administration postale allemande, à condition qu'après la remise le personnel de l'Administration postale allemande assure le transport ultérieur des envois postaux. L'Administration postale allemande sera tenue, dans ce cas, de verser des dommages-intérêts dans la même mesure où l'Administration postale polonaise doit indemniser des expéditeurs ; les règlements polonais s'appliqueront à ce qui concerne cette indemnité.

§ 54.

Un accord ultérieur réglera le calcul des droits à percevoir pour le transport des wagons-poste des fourgons postaux (wagons postaux réservés) et des compartiments postaux, ainsi que la fixation des indemnités à verser aux fonctionnaires allemands accompagnant l'envoi et de la prime d'assurance. La même disposition s'applique en ce qui concerne le décompte relatif à ces droits et indemnités.

§ 55.

Le paiement des taxes de transit postal, dus conformément à l'article 4 de la Convention postale universelle de Madrid, fera l'objet d'un arrangement ultérieur, l'Allemagne maintenant le point de vue qu'en principe elle a droit à ces taxes et la Pologne refusant de reconnaître ce point de vue.

Les deux Administrations postales devront s'entendre aussitôt sur la question de savoir si elles voudront entamer de nouvelles négociations au sujet du bien-fondé de cette réclamation, ou faire appel à la décision d'un arbitre, conformément à l'article 25 de la Convention postale universelle.

Dans le cas où l'accord ne pourrait se réaliser par voie de négociations, avant l'expiration d'un délai de trois mois à dater de l'entrée en vigueur du présent Accord, ou si la décision n'est pas favorable à l'Allemagne, l'Administration postale allemande aura le droit de retirer, moyennant un préavis d'un mois, son consentement au transport en transit des wagons postaux polonais.

Ce droit appartient, à tout moment, à l'Administration postale polonaise, moyennant le même délai de préavis.

En vue de réunir les pièces nécessaires pour l'établissement ultérieur des décomptes, l'Administration postale polonaise établira toutes les données statistiques que l'Administration postale allemande jugera nécessaires.

Paragraph 53.

(a) In the case of railway accidents the railway administration in control of the train service shall be responsible for the postal officials, the mails and the vans to the same extent as it is responsible for passengers, railway goods and railway waggons.

(b) Responsibility for postal consignments carried in Polish waggons accompanied by Polish staff shall rest with the Polish postal administration in so far as no fault has been committed by the administration in charge of the service.

(c) The German railway administration will be responsible to the Polish postal administration for the postal consignments carried in closed waggons to the same extent as it is responsible to the German postal administration in virtue of its railway regulations.

No compensation will be paid by Germany in respect of the mail bags taken over by the German train staff for transport.

(d) If an accompanied Polish railway mail van is disconnected from the train and the Polish mails are transferred, responsibility for the Polish mails shall be transferred to the German postal administration in cases when these mails are handed over for further conveyance by German postal officials. In these cases the German postal administration shall give compensation to the same extent and according to the same regulations as compensation is made by the Polish postal administration to consigners.

Paragraph 54.

The determination of the charges for the transport of mail vans, railway mail vans (extra mail vans), or mail compartments, as well as the determination of the allowances to be paid to accompanying German officials and the insurance for risk shall be matters for subsequent agreement. The same applies to the accounts to be kept regarding these charges and allowances.

Paragraph 55.

The payment of postal transit charges in accordance with Article 4 of the International Postal Convention of Madrid will remain in abeyance, in view of the fact that Germany insists upon maintaining in principle her claim to these charges, while Poland declines to admit this view.

The two postal administrations shall decide as soon as possible upon the question whether they can agree, in the course of fresh negotiations, as to the admissibility of this claim, or whether they desire an award by arbitration in accordance with Article 25 of the International Postal Convention.

If no agreement by negotiation is reached at the end of three months from the coming into force of this Agreement, or should the decision be given against Germany, the German postal administration has the right, by giving one month's notice, to withdraw its consent to any further carrying of the postal mails.

The Polish postal administration by giving the same notice shall at any time have the same right.

In order to provide the necessary materials for any subsequent accounts, the Polish postal administration will, at the request of the German postal administration, supply such statistical information as is considered by the latter to be necessary.

§ 56.

En vue d'assurer les communications télégraphiques entre la Haute Silésie polonaise et Poznan, à travers la Haute Silésie allemande, une ligne directe sera établie, sans utilisation des stations télégraphiques allemandes, au moyen des parties de lignes Katowice (Kattowitz)-Beuthen de la ligne 1640, Beuthen-Lubliniec (Lublinitz) de la ligne 1645 et Lubliniec (Lublinitz) jusqu'à la frontière, c'est-à-dire à Poznan, de la ligne 652 ; cette ligne sera réservée à l'Administration postale polonaise. Pour l'usage et l'entretien de cette ligne télégraphique sur le territoire allemand, la Pologne paiera à l'Allemagne une somme forfaitaire qui sera calculée de la manière suivante : il sera admis une moyenne de 5000 (en lettres « cinq mille ») mots par jour, et pour chaque mot, il sera perçu une taxe égale au cinquième de celle prévue au tarif télégraphique polonais. Le montant, payable chaque trimestre, en monnaie allemande, sera déduit de la somme due par l'Allemagne pour les lignes télégraphiques utilisées en vertu de l'article 64 de la Convention de Paris du 21 avril 1921.

SECTION 4.

DOUANES.

§ 57.

Le trafic en transit privilégié s'effectuera, dans le pays transité, en wagons plombés. Ce trafic s'effectuera en Haute Silésie, conformément aux dispositions suivantes, par les lignes 1, 2, 3, 4 mentionnées au § 1^{er}, si un train fermé parcourt toute la ligne sans que sa composition subisse une modification (sauf pour des raisons techniques d'exploitation, comme par exemple dans le cas d'échauffement d'un wagon, etc.). Si la composition d'un train subit une modification entre Szarlej (Scharley) ou Nowy-Radzionków (Neu Radzionkau) et Lubliniec (Lublinitz), les dispositions de la Convention germano-polonaise relative à la Haute Silésie, en date du 15 mai 1922, seront applicables à la ligne Chorzów-Szarlej (Scharley) et Chebzie (Morgenroth)-Nowy-Radzionków (Neu Radzionkau) et les dispositions suivantes au reste de la ligne.

§ 58.

Les wagons et les marchandises pourront être plombés si les bureaux de douanes d'entrée du pays transité le jugent nécessaire. Aucune autre manipulation douanière n'aura lieu.

Une levée temporaire des plombs de douane ne pourra avoir lieu dans le pays transité qu'en cas d'accidents, de perturbations de service ou pour d'autres raisons majeures résultant des nécessités du service.

En cas de levée temporaire des plombs de douane dans le pays transité, les manipulations douanières auront lieu conformément aux dispositions du pays transité. Eventuellement, le transbordement des marchandises, la levée des plombs de douane, ainsi que les motifs de ces opérations et l'apposition des nouveaux plombs devront être consignés sur la feuille de train et la feuille de chargement, ainsi que dans les documents de douanes et les documents fiscaux s'il y en a.

Au cas où, en cours de route, des plombs de douane seraient endommagés intentionnellement ou accidentellement, ou si des marchandises ont été volées d'un envoi ou d'un wagon, il y aura lieu de procéder comme en cas de levée temporaire des plombs de douane ou de transbordement ; le procès-verbal de constatation devra, autant que possible, être dressé en présence d'agents de la douane. Les mesures prises et les raisons qui les ont dictées devront être consignées sur la feuille de train et la feuille de chargement, ainsi que sur les documents de douane et les documents fiscaux ; il y sera joint un extrait du procès-verbal. La remise en route des wagons qui auront subi un arrêt pour les raisons prévues ci-dessus devra se faire à la première occasion.

Paragraph 56.

For the purpose of telegraphic communication between Polish Upper Silesia and Poznau *via* German Upper Silesia, a direct line will be constructed out of the Kattowitz-Beuthen Section of line 1640, the Beuthen-Lublinitz Section of line 1645, and the section between Lublinitz and the frontier *i.e.* Poznau, line 652, to the exclusion of German telegraph offices and handed over for the use of the Polish postal administration. For the use and maintenance of this telegraph line on German territory, Poland will pay to Germany a lump sum fixed on a basis of 5,000 (five thousand) words daily, each word being reckoned at one-fifth of the telegraphic rates in force in Poland. This amount, which will be paid in German currency quarterly, will be deducted from the sum to be paid by Germany for the use of the telegraph lines in virtue of Article 64 of the Paris Agreement of April 21, 1921.

PART 4.

CUSTOMS.

Paragraph 57.

Privileged transit traffic will be effected in the transit country under customs seal. It will be carried out in German Upper Silesia along the lines 1, 2, 3 and 4 referred to in paragraph 1, in accordance with the following regulations, provided that a closed train travels over the whole section of line without any change in its composition (except for technical reasons, such as the removal of heating pipes, etc.). Should a train undergo a change in its composition between Scharley or Neu-Radzionkau and Lublinitz, the regulations of the German-Polish Convention regarding Upper Silesia of May 15, 1922, will govern the section between Chorzów-Scharley and Morgenroth-Neu-Radzionkau, while the rest of the line will be subject to the following regulations.

Paragraph 58.

Waggons and goods will be put under customs seal at the discretion of the first customs office in the country of transit. There will be no further customs treatment.

A temporary opening of the customs seal may only take place in the country of transit in the event of accidents, interruptions of traffic or for other urgent reasons connected with the railway service.

In the event of a temporary opening of the customs seal in the country of transit, the customs procedure will be regulated in accordance with the provisions of the country of transit. Any transfer of the goods, opening of the customs seal, and the causes therefor, as well as the affixing of a fresh customs seal shall be notified in the train list and the loading list and in any customs or excise documents.

If during the journey a customs seal is deliberately or accidentally broken, or if goods or waggons are stolen, the same procedure will be adopted as in the case of a temporary opening of customs seals or of transfer of goods, but an inquiry will be held and a report made, if possible with the collaboration of customs officials. The action taken and the reasons therefor shall be certified in the train list and loading list, and in the customs and excise documents and accompanied by a report of the circumstances. The waggons thus held up shall be forwarded at the earliest opportunity.

§ 59.

Les trains ou parties de trains de voyageurs mentionnés au § 8 pourront être convoyés par des agents de la douane du pays transité. Ces fonctionnaires pourront également prendre place dans le train sur le parcours effectué dans le pays expéditeur, mais sans y exercer leurs fonctions. Tout train en transit privilégié pourra être accompagné d'un ou de deux convoyeurs qui seront chargés de remplir, le cas échéant, les fonctions d'agents de liaison entre les voyageurs et les autorités. Si ce nombre est insuffisant, l'Administration douanière allemande sera en droit d'employer des convoyeurs supplémentaires. Toutefois, il ne pourra y avoir plus d'un convoyeur par quatre véhicules.

Le Gouvernement polonais s'engage à rembourser au Gouvernement allemand les frais de convoiement des trains ou parties de trains de voyageurs. Les dispositions de l'article 489 de la Convention germano-polonaise relative à la Haute Silésie, en date du 15 mai 1922, ne sont pas modifiées par les présentes dispositions. Les frais de convoiement seront calculés sur la base des frais de route et autres dispositions, applicables dans le pays transité à la classe inférieure des fonctionnaires ou employés qui, d'après les prescriptions en vigueur dans leur pays, sont appelés à exécuter ce service. Pour faciliter le calcul, on fixera un montant à forfait, en prenant pour chaque classe de fonctionnaires et d'employés la moyenne entre le traitement maximum et le traitement minimum, ainsi que la moyenne des frais de route ; les frais de convoiement seront remboursés, pour chaque trimestre échu sur la base d'un compte qui sera envoyé par le pays transité à la Direction des douanes polonaises de Haute Silésie. Le paiement devra être effectué dans les quatorze jours qui suivront la date de réception de la facture par le trésorier-payeur du Département provincial des Finances de Haute Silésie. Si le paiement n'a pas lieu dans ce délai, la somme due portera intérêt au taux de 5 %. Le paiement devra être effectué en monnaie allemande.

§ 60.

Les voyageurs et les bagages sont exempts, en transit privilégié, de tous droits de douane et autres droits analogues, sauf le remboursement de débours ; il en est de même des marchandises en transit privilégié, y compris celles transportées dans les wagons-poste.

Les bagages enregistrés seront transportés en transit dans des compartiments fermés. L'apposition par la douane des plombs au compartiment à bagages pourra être effectuée lors de l'arrivée du train à la gare-frontière par le convoyeur douanier du pays transité, sans qu'il y ait lieu de procéder à une acceptation formelle des bagages. Dans ce cas, le convoyeur douanier du pays transité devra constater que les plombs sont intacts au moment où le train quitte le pays transité. Si des voyageurs sont obligés de quitter le train pour des raisons ayant trait au service des chemins de fer ou par suite d'accident, ils resteront, eux et leurs bagages, sous surveillance douanière jusqu'à leur départ.

Les plombs de douane qui seront apposés par l'Administration douanière du pays expéditeur seront considérés, pour le pays transité, comme fermeture douanière suffisante.

La fermeture douanière des marchandises se fera de la manière suivante :

- a) S'il s'agit d'un wagon couvert, la fermeture douanière se fera par plombage du wagon ; elle se fera de toute autre manière jugée utile par l'autorité douanière si la marchandise se trouve dans un wagon ouvert ou si le plombage d'un wagon couvert ne peut avoir lieu à cause du personnel convoyeur (dans les transports d'animaux, par exemple).
- b) Pour chaque train, l'Administration des chemins de fer expéditrice établira et remettra au chemin de fer transité, pour les véhicules en transit, une feuille de train relative aux expéditions par groupes, ainsi qu'une feuille de chargement. Les feuilles de train et les feuilles de chargement seront établies en dix exemplaires. Sur deux exemplaires à retenir par le fonctionnaire chargé de la remise à la station-frontière d'entrée, le fonctionnaire des chemins de fer allemands devra certifier la remise exacte des marchandises et des documents joints ; un exemplaire sera renvoyé au service des

Paragraph 59.

The passenger trains or sections of trains mentioned in paragraph 8 may be accompanied by customs officials of the transit country. These officials may also travel along the section of line in the despatching country, but may not perform any duties. One or two customs officials may be ordered to accompany each privileged transit train, and these, among their other duties, shall, if required, act as intermediaries between passengers and the authorities. If this number proves to be insufficient, the German customs authorities reserve the right to provide supplementary accompanying personnel, although the number shall not exceed one for every four waggons.

The Polish Government undertakes to pay to the German Government the travelling expenses of the persons thus accompanying passenger trains or sections of trains. The provisions of Article 489 of the German-Polish Convention regarding Upper Silesia of May 15, 1922, shall not be affected hereby. The travelling expenses shall be estimated according to the travelling allowance and other regulations applicable in the country of transit to the lowest group of officials or employees who are called upon to perform these duties in virtue of the service regulations of their respective countries. In order to simplify the accounts, a lump sum will be fixed in such manner that for each group of officials and employees a mean will be established between the maximum and minimum wage, as well as the average amount for travelling allowance. The expenses will be paid in respect of each completed quarter in virtue of an account, which will be submitted by the transit country to the Polish Customs Administration for Upper Silesia. Payment shall be made within 14 days of the receipt of the bill to the Chief Cashier of the Landesfinanzamt for Upper Silesia. If payment is not made within this period, 5 % interest will be charged upon the sum owing. Payment shall be effected in German currency.

Paragraph 60.

In the privileged transit, traffic passengers and their luggage shall be free from customs duties and similar charges with the exception of the refund of cash disbursements ; the same applies to goods, including those carried in the mail vans.

During transit, registered luggage shall be placed in a locked compartment. On the arrival of the train at the frontier station, the customs seal may be affixed in the customs luggage-room by the customs official of the country of transit accompanying the train, without any formal taking over of the individual articles. In this case the customs official of the country of transit accompanying the train must ascertain whether the seal is unbroken when the train leaves the country of transit. Should passengers have to leave the train through the exigencies of the service or in consequence of an accident, they and their luggage will remain under customs supervision until they continue the journey.

The customs seals affixed by the Customs Administration of the despatching country shall be recognised as adequate customs protection for the country of transit.

Customs protection of the goods will be effected as follows :

- (a) In the case of closed waggons a customs seal will be affixed to the waggon ; in the case of open waggons and in the case of such closed waggons as cannot be sealed on account of the persons accompanying them, as, for example, in the case of the transport of animals, etc., the customs authorities will exercise their discretion.
- (b) Every train must carry and hand over to the transit railway train-lists respecting the goods contained in transit waggons and loading-lists made out by the despatching railway. These train-lists and loading-lists shall be made out in 10 copies. On two copies the official handing over the goods at the first station in the transit country shall certify to the proper handing-over of the goods and accompanying papers by the German railway official, and the latter shall return one copy each to the railway office which made out the list and to the customs office at the

chemins de fer qui aura établi les documents et un autre au bureau douanier de sortie du pays expéditeur. Huit exemplaires seront remis au chemin de fer transité. Deux de ces exemplaires seront conservés par la station d'entrée et mis à la disposition des autorités douanières allemandes et des chemins de fer allemands respectivement. Six exemplaires seront joints à la marchandise. Deux de ces derniers seront conservés par le bureau douanier allemand de sortie. Un exemplaire sera conservé par la station de sortie, lorsque le fonctionnaire des chemins de fer polonais y aura inscrit une mention attestant la réception de la marchandise ; un exemplaire sera remis à la station et deux exemplaires au bureau douanier du pays expéditeur par lesquels la marchandise sera réimportée ; le fonctionnaire des chemins de fer allemands devra préalablement attester par sa signature que la remise de la marchandise a été effectuée. A la demande de l'Administration des chemins de fer allemands, l'Administration des chemins de fer polonais donnera des instructions aux fonctionnaires des chemins de fer polonais, chargés de l'acceptation du train, de certifier tous les six exemplaires joints à la marchandise. Lorsque les trains, sans que leur composition ait été modifiée, retraverseront la ligne reliant la partie sud de la Haute Silésie polonaise à Hanulin, dans le sens indiqué ou en sens contraire, il ne sera pas nécessaire d'établir de nouvelles feuilles de train et de nouvelles feuilles de chargement.

- c) Le bureau douanier de sortie du pays expéditeur devra indiquer, sur la feuille de train et la feuille de chargement, un délai avant l'expiration duquel les wagons en transit devront être envoyés au bureau douanier de réimportation du pays expéditeur. Ce délai sera fixé, d'un commun accord, par le service des chemins de fer et le bureau douanier de la station de sortie du pays expéditeur.
- d) Lorsque des wagons de marchandises sont attelés à des trains de voyageurs, ils seront soumis aux mêmes opérations douanières que s'il s'agissait d'un train de marchandises.
- e) Les pièces relatives aux envois soumis au contrôle douanier ou au contrôle de l'administration des contributions devront être jointes à la feuille de train.

§ 61.

Les prescriptions douanières concernant les voyageurs s'appliqueront aux agents convoyeurs (des chemins de fer, de la poste, des douanes) du pays expéditeur, aux convoyeurs prévus au tarif des chemins de fer ou autorisés à accompagner le train par l'Administration des chemins de fer du pays expéditeur, ainsi qu'au personnel des wagons-lits et des wagons-restaurants.

Les agents convoyeurs des trains de secours mentionnés au § 72 ne seront soumis à aucune formalité douanière.

§ 62.

Pour toutes les questions concernant le trafic en transit privilégié, les autorités douanières des Parties contractantes se prêteront, sur requête, assistance mutuelle en se fournissant des renseignements ou en procédant à des enquêtes.

La correspondance qui en résultera se fera directement entre les directions intéressées, à moins que ces dernières ne décident d'adopter une autre procédure.

§ 63.

Les agents douaniers allemands pourront monter dans les trains et en descendre aux stations suivantes : Chorzów, Szarlej (Scharley), Chobzie (Morgenroth), Nowy-Radzionków (Neu Radzionkau) Lubliniec (Lublinitz) ou Hanulin (Birkenfelde). La Pologne créera les installations nécessaires pour permettre à ces agents de s'arrêter dans les stations susmentionnées et d'y passer éventuellement la nuit.

frontier station of the despatching country. Eight copies shall be handed over to the transit railway. Of these, one copy shall remain at the station of entry for the use of the German customs and one for the German railway. Six copies shall accompany the goods. Of these, two copies shall be retained by the German customs office on the departure of the goods. One copy shall remain at the last station in the transit country after a receipt has first been given by the Polish railway official taking over the goods, one copy shall be handed over to the station of re-entry, and two copies to the customs office at the re-entry station of the despatching country, after the German railway official has certified by his signature that the goods were handed over. At the request of the German Railway Administration the Polish Railway Administration shall give instructions to the effect that all six copies accompanying the goods shall be certified by the Polish railway official taking over the train. In the case of trains going through from Polish Southern Upper Silesia to Hanulin or *vice versa*, without undergoing any change of composition, it shall not be necessary to make out fresh train-lists and loading-lists.

- (c) On the train-lists and loading-lists the customs office at the frontier station of the despatching country shall enter a time-limit within which the through carriages must reach the customs office of re-entry in the despatching country. This time-limit shall be fixed by agreement between the railway and the customs office at the frontier station of the country of despatch.
- (d) If goods waggons are attached to passenger trains, such waggons shall be treated from the point of view of customs in the same manner as goods trains.
- (e) All papers concerning consignments under customs or fiscal control shall be attached to the train list.

Paragraph 61.

The customs regulations applying to passengers contained in this Agreement shall apply to accompanying officials (railway, post, customs) from the country of despatch, to accompanying personnel provided for in the railway tariffs or approved by the Railway Administration of the country of despatch, and to the staff of the sleeping-cars and restaurant-cars.

Railway staff accompanying relief trains, referred to in paragraph 72, shall not be subject to any kind of customs regulations.

Paragraph 62.

The customs authorities of the Contracting Parties shall, at the request of either party, give mutual assistance, in all questions affecting the privileged transit traffic, such as the issue of information and the institution of investigations.

The written correspondence arising therefrom shall be conducted directly between the competent railway authorities, unless these shall agree upon some other procedure.

Paragraph 63.

The German customs officials may enter and leave the trains at Chorzów, Scharley (Szarlej), Morgenroth (Chobzie), Neu-Radzionkau (Nowi-Radzionków), Lublinitz (Lubliniec) or Birkenfelde (Hanulin). Poland will grant to these officials facilities for stopping at these stations, and if necessary, for spending the night there.

SECTION 5.

PASSEPORTS.

§ 64.

Pour le trafic en transit privilégié :

- a) les ressortissants allemands, polonais et dantzikois devront être munis d'une carte d'identité indiquant le nom, le prénom, le domicile et la nationalité du titulaire.

La carte d'identité devra, en outre, porter :

- aa) la signature du titulaire ou, si celui-ci ne sait pas écrire, un signe apposé par le titulaire et dont l'authenticité devra être certifiée par l'autorité qui aura délivré la carte d'identité ;
bb) une photographie du titulaire, sur laquelle l'autorité qui délivrera le passeport devra apposer un timbre, de telle manière que la moitié du timbre se trouve sur la photographie et l'autre moitié sur le papier de la carte d'identité ;
cc) la signature et le cachet officiel de l'autorité qui délivrera le passeport ;

- b) les ressortissants d'autres Etats devront être munis de leur passeport.

Aucun visa ne sera exigé pour les cartes d'identité mentionnées aux alinéas a) et b). Les enfants âgés de moins de dix ans n'ont pas besoin de carte d'identité. Pour les transports de groupes d'enfants accompagnés âgés de 10 à 15 ans, une liste nominative portant le cachet de la police sera considérée comme suffisante.

§ 65.

Le Gouvernement allemand examinera, à condition que les circonstances le permettent, s'il lui est possible d'accorder des facilités autres que celles prévues au § 64.

§ 66.

Les fonctionnaires et agents en service dans le trafic en transit privilégié recevront des cartes d'identité établies d'après le modèle convenu dans le règlement d'exécution de l'article 495, de la convention germano-polonaise relative à la Haute Silésie, en date du 15 mai 1922, sous réserve, toutefois, que les mots « dans le trafic en transit privilégié de la Haute Silésie » seront remplacés par les mots « dans le trafic en transit privilégié Pologne-Allemagne-Pologne ». Pour les fonctionnaires et agents allemands, les cartes d'identité seront établies en allemand et en polonais et munies des couleurs de l'Allemagne ; pour les agents polonais, elles seront établies en polonais et en allemand et munies des couleurs de la Pologne. Les cartes d'identité seront en carton blanc.

§ 67.

Les cartes d'identité prévues au § 66 remplaceront les passeports et autres pièces d'identité. Elles devront être retirées dès que le titulaire ne sera plus employé dans le trafic en transit privilégié.

§ 68.

Les fonctionnaires et agents en service dans le trafic en transit devront faire leur service en uniforme ou porter un insigne de service visible.

PART 5.

PASSPORTS.

Paragraph 64.

For purposes of privileged transit traffic :

- (a) German, Polish and Danzig nationals will require an identity card showing the name, christian name, residence and nationality of the holder.

The identity card must be further provided with :

- (aa) the signature of the holder or, should he be unable to write, with his mark, officially certified by the issuing authority ;
- (bb) a photograph of the holder, which shall be stamped by the issuing authority in such manner that the stamp is impressed both on the photograph and on the paper of the identity card ;
- (cc) the signature and office stamp of the issuing authority.

- (b) Nationals of other States will require their own passports.

The identity cards referred to under *a* and *b* do not require a visa. Children under ten need no identity card. In the case of accompanied parties of children a list of the names of these children between 10 and 15 bearing a police stamp will be considered sufficient.

Paragraph 65.

Should circumstances permit, the German Government will consider the granting of further facilities than those provided in paragraph 64.

Paragraph 66.

Officials and employees engaged in transit traffic shall receive identity cards according to the model provided for in the regulations in execution of Article 495 of the German-Polish Agreement regarding Upper Silesia of May 15th, 1922. The words " in the Upper Silesian privileged railway transit traffic " shall be replaced by the words " in the transit traffic between Poland-Germany-Poland ".

The identity cards of the German officials and employees shall be made out in German and Polish and striped with the colours of the German Reich ; those of the Polish officials and employees in Polish and German, and striped with the Polish national colours. The identity cards shall be made of white cardboard.

Paragraph 67.

The identity cards provided for in paragraph 66 shall serve in the place of passports and other documents proving identity. They shall be withdrawn as soon as the holder ceases to be employed in this transit traffic.

Paragraph 68.

The officials and employees engaged in the transit traffic shall perform their duties in uniform or wearing a visible service badge.

§ 69.

Le personnel en service dans les wagons-restaurants et wagons-lits devra être pourvu d'une carte d'identité, conformément au § 64 *a*. La carte d'identité portera une attestation de l'Administration des chemins de fer compétente indiquant que ce personnel est en service dans le trafic de transit.

§ 70.

Le contrôle des cartes d'identité des voyageurs et du personnel de service aura lieu pendant le parcours.

Les fonctionnaires allemands chargés du contrôle des passeports pourront, en cas de nécessité, monter dans le train et en descendre à Lubliniec (Lublinitz), Hanulin (Birkenfelde) et Chorz. Les installations nécessaires seront créées pour leur permettre de s'arrêter dans ces stations et d'y passer éventuellement la nuit. Ils pourront prendre place dans le train sur la ligne du pays expéditeur, sans toutefois pouvoir y exercer leurs fonctions.

§ 71.

Les convoyeurs des envois de marchandises (animaux, véhicules, etc.) prévus au tarif des chemins de fer, devront être porteurs de la carte d'identité prescrite au § 64 *a*) et seront tenus de se faire inscrire au bureau-frontière d'entrée et au bureau-frontière de sortie, en présentant leur carte d'identité pour y faire apposer une mention relative au passage de la frontière.

Dans le cas où d'autres convoyeurs seraient autorisés par l'Administration des chemins de fer du pays expéditeur à accompagner l'envoi, le pays transité leur accordera la même autorisation s'ils sont porteurs du passeport prescrit muni du visa allemand. Ces convoyeurs sont soumis aux prescriptions générales relatives aux passeports.

§ 72.

Si l'autorité de l'un des Etats envoie un train de secours en cas d'accident sur le territoire de l'autre Etat, le personnel de ce train n'est soumis à aucune formalité en matière de passeport. Ce personnel devra retourner, par le train de secours, sur le territoire de l'Etat expéditeur aussitôt que l'action de secours sera terminée.

SECTION 6.

DISPOSITIONS FINALES.

§ 73.

Les agents des chemins de fer, des postes, des douanes et du service des passeports pourront porter leur uniforme dans les stations où ils sont autorisés à s'arrêter, ainsi que dans les trains qu'ils prendront pour se rendre à leur service et pour rejoindre leur domicile.

Ils devront quitter les armes dont ils pourraient être porteurs, avant de quitter le réseau.

§ 74.

L'Allemagne donne son consentement à ce que les dispositions du présent Accord soient appliquées, jusqu'à nouvel ordre, aux lignes de chemins de fer que la Pologne administre sur le terri-

Paragraph 69.

The restaurant and sleeping-car personnel travelling on duty require an identity card in accordance with paragraph 64 (a). The competent railway authorities shall certify upon the identity card that such persons are officially engaged in transit traffic.

Paragraph 70.

Inspection of the identity cards of passengers and officials on duty shall take place in the train during the journey.

German passport officials may enter and leave the train, if necessary, at Lublinitz (Lubliniec), Birkenfelde (Hanulin) and Chorzów (Chorz). Facilities will be given to them to stop at these stations and, if necessary, to spend the night there. They may also travel over the section of line in the despatching country, but shall not perform any duties.

Paragraph 71.

Persons employed in accordance with the railway tariff to accompany railway consignments sent as goods traffic (cattle, vehicles, etc.) must carry the identity card prescribed in paragraph 64 (a) and shall be obliged to present their identity card on entering and leaving the frontier station in order that an entry may be made upon the card concerning the crossing of the frontier.

Should other persons be permitted by the railway administration of the despatching country to accompany the train, the same right shall be granted to them in the transit country provided they are in possession of the prescribed pass furnished with the German visa. They shall be subject to the general passport regulations.

Paragraph 72.

If an accident occurs in the territory of the one State and a relief train is despatched by an authority of the other State, the accompanying staff of this train shall be subject to no passport formalities. They shall return with the relief train to the territory from which they were sent as soon as they have rendered the necessary assistance.

PART 6.

FINAL PROVISIONS.

Paragraph 73.

Railway, postal, customs and passport employees may continue to wear their official uniform when stopping at the stations specified for the purpose, and also when proceeding to and from duty.

They shall remove any arms they carry before they leave the railway premises.

Paragraph 74.

Germany agrees that the provisions of the present Agreement shall, until further notice, be applied to the sections of railway in the territory of the Free State of Danzig administered by Poland.

toire de la Ville libre de Dantzig ; à ce sujet, un accord spécial sera éventuellement conclu entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement polonais, agissant au nom de la Ville libre de Dantzig.

§ 75.

Le présent Accord est établi en langue allemande et en langue polonaise et sera ratifié aussitôt que possible. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Varsovie.

Il entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification et sera appliqué au plus tard quatre semaines après l'échange des instruments de ratification. A moins de prolongation, il expirera le 31 juillet 1923.

BRESLAU, le 24 juin 1922.

(Signé) CARL SCHOLZ.

(Signé) FRANCISZEK MOSKWA.

ACCORD RELATIF A LA PROLONGATION DE L'ACCORD PRÉCÉDENT.

Les plénipotentiaires soussignés du REICH ALLEMAND et de la RÉPUBLIQUE POLONAISE, à savoir :

Pour le REICH ALLEMAND :

M. Karl von STOCKHAMMERN, Conseiller intime réel de légation et Directeur au Ministère des Affaires étrangères à Berlin ;

Pour la RÉPUBLIQUE POLONAISE :

M. Kazmierz OLSZOWSKI, Ministre plénipotentiaire et Envoyé extraordinaire de la République polonaise à Berlin ;

sont convenus de ce qui suit :

La dernière phrase de l'alinéa 2 du § 75 de l'Accord conclu le 24 juin 1922 à Breslau entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement polonais, au sujet du transit privilégié entre la Haute Silésie polonaise et le reste de la Pologne à travers la Haute Silésie allemande, est modifié comme suit :

« A moins de prolongation, il expirera le 31 octobre 1923. »

Le présent Accord, rédigé en langue allemande et en langue polonaise, sera ratifié aussitôt que possible.

L'échange des instruments de ratification aura lieu à Varsovie.

Le présent Accord entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification et sera exécuté simultanément avec l'Accord mentionné ci-dessus, conclu à Breslau le 24 juin 1922.

Signé en double exemplaire à Berlin, le dix juillet mil neuf cent vingt-trois.

(Signé) K. VON STOCKHAMMERN.

(Signé) KAZIMIERZ OLSZOWSKI.

If necessary, a further Agreement will be concluded in this matter between the German Government and the Polish Government acting on behalf of the Free City of Danzig.

Paragraph 75.

The present Agreement shall be drawn up in the German and Polish languages and shall be ratified as soon as possible. The ratifications shall be exchanged at Warsaw.

It shall come into force on the day of the exchange of ratifications and shall become operative not later than four weeks after this date. Unless prolonged, it shall expire on July 31, 1923.

BRESLAU, *June 24, 1922.*

(Signed) CARL SCHOLZ.

(Signed) FRANCISZEK MOSKWA.

AGREEMENT CONCERNING THE EXTENSION OF THE ABOVE AGREEMENT.

The undersigned plenipotentiaries of the GERMAN REICH and of the REPUBLIC OF POLAND :

For the GERMAN REICH :

Mr. Karl von STOCKHAMMERN, Geheimer Legationsrat, Directing Minister in the Foreign Office in Berlin ;

For the REPUBLIC OF POLAND :

Mr. Kazmierz OLSZOWSKI, Minister Plenipotentiary and Envoy Extraordinary of the Polish Republic in Berlin :

have agreed as follows :

The last sentence in paragraph 2 of paragraph 75 of the Agreement concluded at Breslau on June 24, 1922, between the German and Polish Governments with regard to privileged transit traffic between Polish Upper Silesia and the remainder of Poland through German Upper Silesia, shall be amended as follows :

“ Unless prolonged, it shall expire on October 31, 1923 ”.

The above Agreement, drawn up in the German and Polish languages, shall be ratified as soon as possible.

The ratifications shall be exchanged at Warsaw.

This Agreement shall come into force on the day of the exchange of ratifications and shall take effect simultaneously with the above-mentioned Agreement concluded at Breslau on June 24, 1922.

Done in duplicate in Berlin, July 10, 1923.

(Signed) K. VON STOCKHAMMERN.

(Signed) KAZIMIERZ OLSZOWSKI.

N° 654.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Convention destinée à compléter la Convention de Paris du 21 avril 1921, concernant la liberté du transit entre la Prusse Orientale et le reste de l'Allemagne, signée à Berlin le 15 juillet 1922.

GERMANY AND POLAND

Convention supplementary to the Paris Convention of April 21, 1921, concerning the freedom of transit between Eastern Prussia and the rest of Germany, signed at Berlin, July 15, 1922.

No. 654. — CONVENTION ¹ GERMANO-POLONAISE, DESTINÉE A COMPLÉTER LA CONVENTION ² DE PARIS DU 21 AVRIL 1921, CONCERNANT LA LIBERTÉ DU TRANSIT ENTRE LA PRUSSE ORIENTALE ET LE RESTE DE L'ALLEMAGNE, SIGNÉE A BERLIN LE 15 JUILLET 1922.

Texte officiel français communiqué par le Consul d'Allemagne à Genève³. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 18 juillet 1924.

En exécution de l'article 108 de la Convention entre l'ALLEMAGNE, la POLOGNE et la VILLE LIBRE DE DANTZIG, concernant la liberté du transit entre la Prusse Orientale et le reste de l'Allemagne, signée à Paris, le 21 avril 1921,

Le GOUVERNEMENT ALLEMAND a nommé :

M. Charles SCHOLZ, Conseiller intime au Ministère des Communications à Berlin ;

Le GOUVERNEMENT POLONAIS a nommé :

M. François MOSKWA, Chef de section au Ministère des Chemins de fer à Varsovie, comme plénipotentiaires, qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu sur la base de cet article la Convention supplémentaire suivante :

Article 1.

(A l'article 23 de la Convention principale.)

On fixe pour le trafic en transit privilégié la ligne : Hanulin-Jarocin-Gniezno-Torun-Dt. Eylau.

Article 2.

La présente Convention entrera en vigueur le jour où l'échange de notes entre les deux Gouvernements approuvant sa teneur aura lieu.

Vu la nécessité de quelques travaux préparatoires, les stipulations de la présente Convention seront mises en exécution au plus tard dans le délai de quatre semaines à compter du jour de son entrée en vigueur.

Article 3.

En même temps que la présente Convention supplémentaire, les Parties contractantes signent un protocole final.

Fait à Berlin le quinze juillet mil neuf cent vingt deux, en un seul exemplaire qui sera envoyé par la Partie allemande aux archives du Gouvernement de la République Française, où reste déposée la Convention principale du 21 avril 1921, avec la prière de transmettre les expéditions authentiques aux Parties contractantes.

(Signé) CARL SCHOLZ.

(Signé) FRANCISZEK MOSKWA.

¹ L'échange de notes entre les deux gouvernements approuvant la teneur de cette Convention a eu lieu le 3 novembre 1923, date de l'entrée en vigueur de la Convention.

² Vol. XII, page 61 de ce Recueil.

³ Voir renvoi vol. II, page 60 de ce Recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 654. — GERMAN-POLISH CONVENTION², SUPPLEMENTARY TO THE PARIS CONVENTION³ OF APRIL 21, 1921, CONCERNING THE FREEDOM OF TRANSIT BETWEEN EASTERN PRUSSIA AND THE REST OF GERMANY, SIGNED AT BERLIN, JULY 15, 1922.

French official text communicated by the German Consul at Geneva⁴. The registration of this Convention took place July 18, 1924.

In execution of Article 108 of the Convention signed at Paris on April 21, 1921, between GERMANY, POLAND and the FREE CITY OF DANZIG, concerning the freedom of transit between Eastern Prussia and the rest of Germany, the German Government and the Polish Government have appointed as their plenipotentiaries :

The GERMAN GOVERNMENT :

M. Charles SCHOLZ, Privy Councillor in the Ministry of Transport in Berlin ;

The POLISH GOVERNMENT :

M. François MOSKWA, Head of Department at the Ministry of Railways in Warsaw, who, after having communicated their full powers found in good and due form, have agreed, on the basis of the above Article, to the following supplementary Convention :

Article 1.

(Referring to Article 23 of the principal Convention.)

Privileged traffic in transit shall pass over the line : Hanulin-Jarocin-Gniezno-Torun-Dt. Eylau.

Article 2.

The present Convention shall come into force on the day on which notes approving its content are exchanged between the two Governments.

In view of the necessity of carrying out certain preparatory work, the provisions of the present Convention shall be put into effect at the latest within four weeks from the date of its coming into force.

Article 3.

At the same time as the present supplementary Convention the Contracting Parties shall sign a final Protocol.

Done at Berlin on July 15, 1922, in one single copy, which shall be sent by Germany to the archives of the Government of the French Republic (with which the principal Convention of April 21, 1921, is deposited), with a request for certified copies to be transmitted to the Contracting Parties.

(Signed) CARL SCHOLZ.

(Signed) FRANCISZEK MOSKWA.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of notes between the two Governments approving the contents of this Convention took place November 3, 1923, date of the entry into force of the Convention.

³ Vol. XII, page 61, of this Series.

⁴ See foot-note vol. II, page 60 of this Series.

N° 655.

**ALLEMAGNE ET
ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

Accord destiné à compléter le Traité
du 25 août 1921, signé à Berlin
le 10 août 1922.

**GERMANY AND
UNITED STATES OF AMERICA**

Agreement supplementary to the
Treaty of August 25, 1921, signed
at Berlin, August 10, 1922.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 655.— ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND DEN VEREINIGTEN STAATEN VON AMERIKA, BETREFFEND DIE ERGÄNZUNG DES VERTRAGES² VOM 25. AUGUST 1921, GEZEICHNET ZU BERLIN AM 10. AUGUST 1922.

Textes officiels allemand et anglais, communiqués par le Consul d'Allemagne à Genève³. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 18 juillet 1924.

DEUTSCHLAND und die VEREINIGTEN STAATEN VON AMERIKA, von dem Wunsche beseelt, die Summe festzusetzen, die Deutschland in Erfüllung seiner finanziellen Verpflichtungen aus dem zwischen den beiden Regierungen am 25. August 1921 abgeschlossenen Verträge zu zahlen hat, welcher den Vereinigten Staaten und deren Staatsangehörigen in einem Beschlusse des Kongresses der Vereinigten Staaten vom 2. Juli 1921 näher bezeichnete Rechte, einschliesslich solcher aus dem Verträge von Versailles sichert, haben beschlossen die Fragen, zur Entscheidung einer gemischten Kommission zu überweisen und haben zu ihren Bevollmächtigten für den Abschluss des nachstehenden Abkommens ernannt :

Der PRÄSIDENT DES DEUTSCHEN REICHS :
den Deutschen Reichskanzler Dr. WIRTH,
und der

PRÄSIDENT DER VEREINIGTEN STAATEN VON AMERIKA :

den ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter der Vereinigten Staaten von Amerika in Deutschland Alanson B. HOUGHTON,

¹ Cet accord est entré en vigueur le 31 janvier 1923 avec effet rétroactif du 10 août 1922.

² Vol. XII, page 192, de ce Recueil.

³ Voir renvoi vol. II, page 60 de ce Recueil.

No. 655.— AGREEMENT¹ BETWEEN GERMANY AND THE UNITED STATES OF AMERICA, SUPPLEMENTARY TO THE TREATY² OF AUGUST 25, 1921, SIGNED AT BERLIN AUGUST 10, 1922.

German and English official texts communicated by the German Consul at Geneva³. The registration of this Agreement took place July 18, 1924.

GERMANY and the UNITED STATES OF AMERICA, being desirous of determining the amount to be paid by Germany in satisfaction of Germany's financial obligations under the Treaty concluded by the two Governments on August 25, 1921, which secures to the United States and its nationals rights specified under a resolution of the Congress of the United States of July 2, 1921, including rights under the Treaty of Versailles, have resolved to submit the questions for decision to a mixed commission and have appointed as their plenipotentiaries for the purpose of concluding the following agreement :

The PRESIDENT OF THE GERMAN EMPIRE :

Dr. WIRTH, Chancellor of the German Empire, and

The PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Alanson B. HOUGHTON, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the United States of America to Germany,

¹ This Agreement came into force January 31, 1923, with retrospectif effect as from August 10, 1922.

² Vol. XII, page 192, of this Series.

³ See foot-note vol. II, page 60 of this Series.

welche nach Austausch ihrer für gut und richtig befundenen Vollmachten folgendes vereinbart haben :

Artikel 1.

Die Kommission soll über die folgenden Arten von Ansprüchen befinden, die des Näheren im Verträge vom 25. August 1921 und in dem Verträge von Versailles bezeichnet sind :

1. Ansprüche amerikanischer Bürger, die seit dem 31. Juli 1914 aus der Schädigung oder Beschlagnahme ihrer Güter, Rechte und Interessen erwachsen sind, einschliesslich jeder Gesellschaft oder Vereinigung, an denen sie beteiligt sind, innerhalb des Deutschen Reichsgebiets, wie es am 1. August 1914 bestand ;

2. Andere Ansprüche aus Verlust oder Schaden, den die Vereinigten Staaten oder ihre Staatsangehörigen infolge des Krieges durch Verletzung von Personen oder von Gütern, von Rechten und Interessen, einschliesslich jeder Gesellschaft oder Vereinigung an denen amerikanische Staatsangehörige beteiligt sind, seit dem 31. Juli 1914 erlitten haben ;

3. Schulden der Deutschen Regierung oder deutscher Staatsangehöriger an amerikanische Bürger.

Artikel 2.

Die Deutsche Regierung und die Regierung der Vereinigten Staaten sollen je einen Kommissar ernennen. Die beiden Regierungen sollen auf Grund einer Vereinbarung einen Unparteiischen auswählen, um über alle Fälle zu entscheiden, in denen die Kommissare verschiedener Meinung sein sollten, oder über alle strittigen Punkte, die sich im Laufe der Verhandlungen zwischen ihnen ergeben sollten.

Sollte der Unparteiische oder einer der Kommissare sterben oder zurücktreten oder aus irgendeinem Grunde nicht in der Lage sein, seinen Obliegenheiten nachzukommen so soll dasselbe Verfahren, das bei seiner Ernennung beobachtet worden ist, für die Neubesetzung der frei gewordenen Stelle angewandt werden.

Who, having communicated their full powers, found to be in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The commission shall pass upon the following categories of claims which are more particularly defined in the Treaty of August 25, 1921, and in the Treaty of Versailles :

(1) Claims of American citizens, arising since July 31, 1914, in respect of damage to, or seizure of, their property, rights and interests, including any company or association in which they are interested, within German territory as it existed on August 1, 1914 ;

(2) Other claims for loss or damage to which the United States or its nationals have been subjected with respect to injuries to persons, or to property, rights and interests, including any company or association in which American nationals are interested, since July 31, 1914, as a consequence of the war ;

(3) Debts owing to American citizens by the German Government or by German nationals.

Article 2.

The Government of Germany and the Government of the United States shall each appoint one commissioner. The two Governments shall by agreement select an umpire to decide upon any cases concerning which the commissioners may disagree, or upon any points of difference that may arise in the course of their proceedings. Should the umpire or any of the commissioners die or retire, or be unable for any reason to discharge his functions, the same procedure shall be followed for filling the vacancy as was followed in appointing him.

Artikel 3.

Die Kommissare sollen innerhalb zweier Monate nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens in Washington zusammentreten. Sie können Zeit und Ort ihrer weiteren Zusammenkünfte festsetzen, wie es zweckmässig erscheint.

Article 3.

The commissioners shall meet at Washington within two months after the coming into force of the present agreement. They may fix the time and the place of their subsequent meetings according to convenience.

Artikel 4.

Die Kommissare sollen die ihnen unterbreiteten Fragen und Fälle sorgfältig registrieren und genaue Protokolle über ihre Verhandlungen führen. Zu diesem Zwecke kann jede der beiden Regierungen einen Sekretär ernennen, und diese Sekretäre sollen als gemeinsame Sekretäre der Kommission zusammenarbeiten und sollen deren Weisungen unterworfen sein.

Die Kommission kann auch irgendwelche andere erforderliche Beamte zur Unterstützung bei der Ausübung ihrer Aufgaben ernennen und anstellen. Die jedem derartigen Beamten zu zahlende Vergütung soll der Zustimmung beider Regierungen unterliegen.

Article 4.

The commissioners shall keep an accurate record of the questions and cases submitted and correct minutes of their proceedings. To this end each of the Governments may appoint a secretary, and these secretaries shall act together as joint secretaries of the commission and shall be subject to its direction.

The commission may also appoint and employ any other necessary officer or officers to assist in the performance of its duties. The compensation to be paid to any such officer or officers shall be subject to the approval of the two Governments.

Artikel 5.

Jede Regierung soll ihre eigenen Ausgaben, einschliesslich der Vergütung an ihren eigenen Kommissar, Vertreter oder Anwalt bezahlen. Alle anderen Ausgaben, die ihrer Natur nach beiden Regierungen zur Last fallen, einschliesslich der Bezüge für den Unparteiischen, sollen von den beiden Regierungen zu gleichen Teilen getragen werden.

Article 5.

Each Government shall pay its own expenses, including compensation of its own commissioner, agent or counsel. All other expenses which by their nature are a charge on both Governments, including the honorarium of the umpire, shall be borne by the two Governments in equal moieties.

Artikel 6.

Die beiden Regierungen können Vertreter und Anwälte bestimmen, die der Kommission mündliche oder schriftliche Beweisgründe unterbreiten können.

Die Kommission soll alle schriftlichen Erklärungen oder Urkunden, die ihr von einer der beiden Regierungen oder zu ihren Gunsten zwecks Unterstützung eines Anspruchs oder zur Erwiderung auf einen solchen vorgelegt werden, in Empfang nehmen und berücksichtigen.

Die Entscheidungen der Kommission und die des Unparteiischen (falls solche vorkommen

Article 6.

The two Governments may designate agents and counsels who may present oral or written arguments to the commission.

The commission shall receive and consider all written statements or documents which may be presented to it by or on behalf of the respective Governments in support of or in answer to any claim.

The decisions of the commission and those of the umpire (in case there may be any) shall

sollten) sollen als endgültig für die beiden Regierungen bindend angenommen werden.

be accepted as final and binding upon the two Governments.

Artikel 7.

Dieses Abkommen soll am Tage der Unterzeichnung in Kraft treten.

Zu Urkund dessen haben die obengenannten Bevollmächtigten das vorliegende Abkommen unterzeichnet und ihre Siegel beigefügt.

Ausfertigt in doppelter Urschrift in Berlin am 10. August 1922.

Dr. WIRTH.
ALANSON B. HOUGHTON.

Article 7.

The present agreement shall come into force on the date of its signature.

In faith whereof, the above-named plenipotentiaries have signed the present agreement and have hereunto affixed their seals.

Done in duplicate at Berlin this tenth day of August 1922.

Dr. WIRTH.
ALANSON B. HOUGHTON.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 655. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE DESTINÉ A COMPLÉTER LE TRAITÉ DU 25 AOÛT 1921, SIGNÉ A BERLIN LE 10 AOÛT 1922.

L'ALLEMAGNE et les ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, animés du désir de fixer la somme que l'Allemagne devra payer en exécution des obligations financières qui lui incombent en vertu du Traité que les deux Gouvernements ont conclu le 25 août 1921 et qui garantit aux Etats-Unis et à leurs ressortissants les droits spécifiés dans une résolution du Congrès des Etats-Unis, en date du 2 juillet 1921, y compris les droits résultant du Traité de Versailles, ont décidé de soumettre ces questions à la décision d'une commission mixte et ont chargé de la conclusion de l'Accord ci-dessous les plénipotentiaires suivants :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

Le Chancelier du Reich, Dr WIRTH, et

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Alanson B. HOUGHTON, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique en Allemagne ;

qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 1.

La Commission sera chargée de prendre une décision au sujet des catégories suivantes de réclamations plus particulièrement spécifiées dans le Traité du 25 août 1921, ainsi que dans le Traité de Versailles :

1. les réclamations de citoyens américains résultant, depuis le 31 juillet 1914, des dommages causés à leurs biens, droits et intérêts ou à la saisie de leurs biens, droits et intérêts, y compris toute société ou association dans laquelle ils possèdent des intérêts, sur le territoire allemand tel qu'il existait le premier août 1914 ;
2. les autres réclamations résultant de pertes ou préjudices que les Etats-Unis ou leurs ressortissants ont subis par suite de la guerre, par des dommages causés, depuis le 31 juillet 1914, aux personnes ou aux biens, droits et intérêts, y compris toute société ou association dans laquelle des ressortissants américains possèdent des intérêts ;
3. les dettes du Gouvernement allemand ou de ressortissants allemands vis-à-vis de citoyens américains.

Article 2.

Le Gouvernement allemand et le Gouvernement des Etats-Unis nommeront chacun un commissaire. Les deux Gouvernements choisiront, par un accord, un arbitre chargé de prendre une décision dans tous les cas dans lesquels les commissaires ne pourraient se mettre d'accord, ou sur tous les litiges qui pourraient surgir au cours des négociations entre les commissaires.

Dans le cas où l'arbitre ou l'un des commissaires décéderait, démissionnerait ou ne serait pas en mesure, pour une raison quelconque, de remplir ses fonctions, la même procédure qui a été observée lors de sa nomination sera suivie pour pourvoir à la vacance.

Article 3.

Les commissaires se réuniront à Washington dans les deux mois qui suivront la mise en vigueur du présent Accord. Ils pourront fixer la date et le lieu de leurs réunions ultérieures comme ils le jugeront utile.

Article 4.

Les commissaires enregistreront soigneusement les questions et les cas qui leur seront soumis et établiront des procès-verbaux exacts de leurs négociations. A cet effet, chacun des deux Gouvernements pourra nommer un secrétaire et ces secrétaires agiront, en collaboration, en qualité de secrétaires de la Commission qui leur donnera leurs instructions.

La Commission pourra également nommer et engager tous autres fonctionnaires dont elle pourra avoir besoin pour l'assister dans l'accomplissement de sa tâche. L'indemnité de ces fonctionnaires sera fixée d'un commun accord par les deux Gouvernements.

Article 5.

Chaque Gouvernement supportera ses propres dépenses, y compris l'indemnité accordée à son propre commissaire, représentant ou conseiller juridique. Toutes les autres dépenses qui, d'après leur nature, doivent être à la charge des deux Gouvernements, y compris les honoraires de l'arbitre, seront supportées par moitié par les deux Gouvernements.

Article 6.

Les deux Gouvernements pourront désigner des représentants et conseillers juridiques qui pourront soumettre à la Commission des observations, soit par écrit, soit oralement.

La Commission sera tenue de recevoir et d'examiner toutes les déclarations écrites ou les pièces qui lui seront soumises par ou au nom de l'un des deux Gouvernements ou à l'appui d'une réclamation ou en réponse à une réclamation.

Les décisions de la Commission et celles de l'arbitre (dans le cas où des décisions arbitrales seraient rendues) seront acceptées comme définitives et exécutoires par les deux Gouvernements.

Article 7.

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent Accord et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Berlin, le 10 août 1922.

D^r WIRTH.

ALANSON B. HOUGHTON.

N° 656.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Accord concernant le transfert des litiges administratifs, des affaires de répartition d'impôts et des affaires de contentieux administratif, ainsi que des procédures de recours en matière d'impôts du Reich ou de l'Etat, et en matière d'impôts ecclésiastiques dans le territoire plébiscitaire de Haute-Silésie, signé à Posen le 26 août 1922.

GERMANY AND POLAND

Agreement regarding the transfer of cases relating to administrative disputes, allocation of taxes and administrative decisions in the Upper Silesian plebiscite area, and also regarding the transfer of legal recourse proceedings in matters of Imperial and State taxation and church dues, signed at Posen August 26, 1922.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 656. — DEUTSCH-POLNISCHES ABKOMMEN¹ BETREFFEND DIE UEBERLEITUNG DER VERWALTUNGSSTREIT-, STEUERVERTEILUNGS- UND VERWALTUNGSBESCHLUSSACHEN SOWIE DER RECHTSMITTELVERFAHREN IN REICHS- UND IN STAATSTEUERANGELEGENHEITEN UND IN KIRCHENSTEUERSACHEN IM OBERSCHLESISCHEN ABSTIMMUNGSGEBIETE, GEZEICHNET IN POSEN, 26. AUGUST 1922.

Textes officiels allemand et polonais, communiqués par le Consul d'Allemagne à Genève². L'enregistrement de cet Accord a eu lieu le 18 juillet 1924.

DIE DEUTSCHE REGIERUNG und DIE POLNISCHE REGIERUNG von dem Wunsche geleitet, die Fortführung der durch die Teilung Oberschlesiens beeinflussten Verwaltungsstreit-, Steuerverteilungs- und Verwaltungsbeschlussachen, sowie der Rechtsmittelverfahren in Reichs- und in Staatssteuerangelegenheiten und in Kirchensteuersachen im Interesse der beiderseitigen Bevölkerung zu regeln, sind übereingekommen, darüber Vereinbarungen zu treffen und haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DIE DEUTSCHE REGIERUNG :

den Gesandten Dr. Paul ECKARDT ;
den Polizeipräsidenten Dr. Gottfried SCHWENDY ;

DIE POLNISCHE REGIERUNG :

den Vizeminister Dr. Zygmunt SEYDA.

Die Bevollmächtigten haben sich, nachdem sie einander ihre Vollmachten mitgeteilt und diese in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen geeinigt :

I.

VERWALTUNGSSTREITSACHEN.

Artikel 1.

1. Verwaltungsstreitverfahren (§§ 61 bis 114 des Preussischen Gesetzes über die allgemeine Landesverwaltung vom 30. Juli 1883. Preussische Gesetzsamml. S. 195, § 192a Abs. 2 und 3 und § 194a des allgemeinen Berggesetzes für die Preussischen Staaten vom 24. Juni 1865 in der Fassung

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 8 juin 1923.

² Voir renvoi vol. II, page 60 de ce Recueil.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

No. 656. — NIEMIECKO-POLSKI UKŁAD¹ W PRZEDMIOCIE PRZEJĘCIA ADMINISTRACYJNYCH SPRAW SPORNYCH, SPRAW DOTYCZĄCYCH ROZDZIAŁU PODATKÓW ORAZ ADMINISTRACYJNYCH SPRAW UCHWAŁOWYCH, JAKO TEŻ PRZEWODÓW NA SKUTEK ŚRODKÓW PRAWNYCH W SPRAWACH PODATKÓW RZESZY, PODATKÓW PAŃSTWOWYCH I W SPRAWACH PODATKÓW KOŚCIELNYCH, NA GÓRNOŚLĄSKIM OBSZARZE PLEBISCYTOWYM, PODPISANY DNIA 26 SIERPNI 1922 R.

German and Polish official texts, communicated by the German Consul at Geneva². The registration of this agreement took place July 18, 1924.

Rząd Niemiecki i Rząd Polski, powodowane życzeniem unormowania zgodnie z interesem ludności obu stron dalszego prowadzenia administracyjnych spraw spornych, spraw dotyczących rozdziału podatków oraz administracyjnych spraw uchwałowych, jak również przewodów na skutek środków prawnych w sprawach podatków Rzeszy, podatków państwowych i w sprawach podatków kościelnych, zgodziły się wejść w tym przedmiocie w układy i w tym celu zamianowały swymi pełnomocnikami :

RZĄD NIEMIECKI :

Posła Dr. Paul ECKARDT,
Prezydenta Policji Dr. Gottfried SCHWENDY.

RZĄD POLSKI :

Wiceministra D-ra Zygmunta SEYDĘ.

Pełnomocnicy, po wzajemnem przedłożeniu sobie swych pełnomocnictw i uznaniu ich za wystawione w dobrej i należytej formie, zgodzili się na następujące postanowienia :

I.

ADMINISTRACYJNE SPRAWY SPORNE.

Artykuł I.

1. Administracyjne przewody sporne (§§ 61 do 114 pruskiej ustawy o ogólnej administracji kraju z dnia 30. lipca 1883 r. — zbiór ustaw pruskich strona 195 — ustępy 2 i 3 § 192a i § 194a ogólnej ustawy górniczej dla państw pruskich z dnia 24. czerwca 1865 r. w brzmieniu ustaw z

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, June 8, 1923.

² See foot-note vol. II, page 60 of this Series.

der Gesetze vom 14. Juli 1905. Preussische Gesetzsamml. S. 307, vom 28. Juli 1909. Preussische Gesetzsamml. S. 677 und vom 6. August 1921. Preussische Gesetzsamml. S. 486, aus dem ober-schlesischen Abstimmungsgebiete, die zur Zeit des Ueberganges der Staatshoheit über den polnisch gewordenen Teil des ober-schlesischen Abstimmungsgebiets an Polen anhängig und zur Zeit des Inkrafttretens dieses Abkommens noch nicht rechtskräftig erledigt waren, werden von derjenigen deutschen oder polnischen Behörde fortgeführt, die zuständig wäre, wenn das Streitverfahren erst nach der Uebergabe des abgetretenen Gebiets anhängig gemacht worden wäre.

2. Solche Verwaltungsstreitverfahren, die in einer höheren Instanz schweben, werden von der entsprechenden höheren Instanz fortgeführt.

Artikel 2.

Verwaltungsstreitsachen sind von der Behörde, bei der das Verfahren bisher schwebte, falls das Verfahren nach Artikel 1 von einer anderen Behörde fortzuführen ist, unverzüglich an diese Behörde von Amts wegen mit allen Akten und sonstigen Vorgängen abzugeben. Auf gegenseitige Erstattung etwaiger in dem bisherigen Verfahren entstandener Kosten wird verzichtet. Die Kosten für die Abbeförderung der Akten werden von der absendenden Behörde getragen.

Artikel 3.

1. An die Stelle der an den Verwaltungsstreitverfahren als Partei beteiligten Staats- oder Kommunalbehörden oder anderen öffentlichen Körperschaften treten diejenigen Staats- und Kommunalbehörden oder anderen öffentlichen Körperschaften, die zuständig sein würden, wenn das Verfahren erst nach Uebergabe des abgetretenen Gebiets an Polen anhängig geworden wäre.

2. Ist ein Kommissar zur Vertretung des öffentlichen Interesses als Partei beteiligt (§ 74 Abs. 3 des Gesetzes über die allgemeine Landesverwaltung vom 30. Juli 1883), so fällt dieser fort, falls er für die nunmehr nach Artikel 1 zuständige Behörde Ausländer ist. Es bleibt derjenigen Behörde, die zur Bestellung des Kommissars zuständig sein würde, wenn das Verfahren nach der Teilung anhängig geworden wäre, überlassen, einen neuen Kommissar zu bestellen.

Artikel 4.

Beide vertragschliessenden Teile gewährleisten sich die Durchführung aller in Verwaltungsstreitverfahren ergangenen Urteile, die vor dem Uebergange der Staatshoheit rechtskräftig geworden sind oder in bereits beim Uebergange der Staatshoheit anhängig gewesenen Verwaltungsstreitsachen rechtskräftig waren, soweit durch solche Urteile Ansprüche auf Rückzahlung von Gebühren, Beiträgen oder Abgaben aller Art begründet wurden.

Artikel 5.

1. In solchen Verwaltungsstreitverfahren, die auf Grund des Artikel 2 abzugeben sind, sichern sich beide vertragschliessenden Teile gegenseitige Rechtshilfe durch Vernehmung von Zeugen und Sachverständigen, leihweise Ueberlassung von Akten oder Zurverfügungstellung beglaubigter Abschriften aus solchen und Erteilung amtlicher Auskünfte zu.

2. Die Ersuchen um Gewährung der Rechtshilfe sind durch Vermittlung der beiderseitigen Generalüberleitungskommissare zu stellen. Für die Tätigkeit der Behörden werden keine Kosten berechnet, bare Auslagen sind zu erstatten.

dnia 14. lipca 1905 r. — zbiór ustaw pruskich strona 307, — z dnia 28. lipca 1909 r. — zbiór ustaw pruskich strona 677 — i z dnia 6. sierpnia 1921 r. — zbiór ustaw pruskich strona 486) z górnośląskiego obszaru plebiscytowego, które zawisłe były w czasie przejścia na Polskę suwerenności na przypadłej Polsce części górnośląskiego obszaru plebiscytowego i nie były jeszcze w czasie wejścia w życie niniejszego układu załatwione prawnomocnie, będą dalej prowadzone przez tą władzę niemiecką lub polską, która byłaby właściwą, gdyby postępowanie sporne zawisło dopiero po oddaniu odstąpionego obszaru.

2. Takie administracyjne przewody sporne, które wiszą w wyższej instancji, będą dalej prowadzone przez odnośną wyższą instancję.

Artykuł 2.

Jeśli przewod ma być po myśli artykułu 1 dalej prowadzony przez inną władzę natenczas władza, u której przewod dotychczas wisiał, ma tamtej władze bezzwłocznie odstąpić z urzędu administracyjne sprawy sporne ze wszystkimi aktami i innymi poprzednikami. Nie będzie się żądać uiszczenia ewentualnych kosztów powstałych w dotychczasowym przewodzie. Koszty odesłania aktów ponosi władza odsyłająca.

Artykuł 3.

1. W miejsce władz państwowych lub komunalnych albo innych publicznych korporacji, zainteresowanych w administracyjnym przewodzie spornym jako strony wstępują te władze państwowe i komunalne lub inne publiczne korporacje, które byłyby właściwe, gdyby przewod zawisł dopiero po oddaniu obszaru odstąpionego Polsce.

2. Jeżeli jako strona uczestniczy komisarz dla zastępstwa interesu publicznego (ustęp 3 § 74 ustawy o ogólnej administracji kraju z dnia 30. lipca 1882 r.), natenczas traci on uczestnictwo, jeśli jest dla władzy właściwej odtąd po myśli artykułu 1. cudzoziemcem. Ustanowienie nowego komisarza pozostawia się uznaniu władzy, która byłaby właściwą do ustanowienia komisarza, gdyby postępowanie zawisło po skutecznieniu podziału.

Artykuł 4.

Obydwie układające się strony poręczają sobie wykonanie wszystkich wyroków w administracyjnym przewodzie spornym wydanych, które przed przejściem suwerenności stały się prawomocne albo które uzyskają prawomocność w administracyjnych sprawach spornych, które wisały już w chwili przejścia suwerenności, o ile takie wyroki uzasadniają roszczenia o zwrot podatków, opłat, składek lub danin wszelkiego rodzaju.

Artykuł 5.

1. W takich administracyjnych przewodach spornych, które mają być oddane na podstawie artykułu 2, obie układające się strony zapewniają sobie wzajemną pomoc prawną przez słuchanie świadków i rzeczoznawców, wypożyczanie aktów lub oddawanie do rozporządzenia ich uwierzytelnionych odpisów oraz przez udzielanie urzędowych wywiadów.

2. Prośby o udzielenie pomocy prawnej należy wnosić za pośrednictwem obustronnych generalnych komisarzy dla przejęcia. Za czynności władz nie ma się zaliczać żadnych kosztów, natomiast inne gotówkowe wydatki należy zwracać.

II.

STEUERVERTEILUNGSSACHEN.

Artikel 6.

Steuerverteilungsverfahren (§ 71 des Preussischen Kommunalabgabengesetzes vom 14. Juli 1893. Preussische Gesetzsamml. S. 152) bei denen Gemeinden oder Kreise des oberschlesischen Abstimmungsgebiets beteiligt sind und die zur Zeit des Ueberganges der Staatshoheit noch nicht rechtskräftig erledigt waren, werden, soweit es sich ausschliesslich um Gemeinden oder Kreise im polnisch gewordenen Teile Oberschlesiens handelt, von der polnischen Behörde fortgeführt, die zuständig wäre, wenn das Verfahren erst nach Uebergabe des an Polen abgetretenen Gebiets anhängig gemacht worden wäre.

Artikel 7.

1. Sind bei einem noch schwebenden Steuerverteilungsverfahren ausser Gemeinden oder Gemeindeverbänden in Polnisch-Oberschlesien auch deutsche Gemeinden oder Kreise beteiligt, so wird das Verfahren von der Behörde fortgeführt, bei der es zur Zeit des Ueberganges der Staatshoheit geschwebt hat.

2. Ist jedoch die Summe der Einkommensteuerbeträge, zu denen der Steuerpflichtige von beteiligten deutschen Gemeinden oder Kreisen veranlagt ist, grösser als die Summe der Einkommensteuerbeträge, die von beteiligten polnischen Gemeinden oder Kreisen gefordert sind, so ist das Verfahren, falls es zur Zeit des Ueberganges der Staatshoheit bei einer inzwischen polnisch gewordenen Behörde geschwebt hat, nicht von dieser, sondern von der deutschen Behörde fortzuführen, die für die beteiligte oder die beteiligten deutschen Gemeinden oder Kreise zuständig ist. Im umgekehrten Falle ist das Verfahren von der entsprechenden polnischen Behörde fortzuführen.

Artikel 8.

Artikel 1 Abs. 2 sowie die Artikel 2, 4 und 5 kommen sinngemäss zur Anwendung; Artikel 2 mit der Massgabe, dass die Steuerverteilungssachen, soweit die Abgabe von einer deutschen an eine polnische Behörde zu erfolgen hat, an die Wojewodschaft in Kattowitz, umgekehrt an den Regierungspräsidenten in Oppeln abgegeben werden. Die bezeichneten Stellen geben sie an die nach diesen Abkommen zur Fortführung berufenen Behörden weiter, nachdem sie im Falle des § 58 des Gesetzes über die allgemeine Landesverwaltung vom 30. Juli 1883, die zuständige Behörde bestimmt oder ihre Bestimmung veranlasst haben.

Artikel 9.

Etwa infolge der Durchführung des Steuerverteilungsverfahrens erforderlich werdende Abrechnungen zwischen Gemeinden und Gemeindeverbänden bleiben vorbehalten. Erforderlichenfalls soll hierüber ein besonderes Abkommen geschlossen werden.

II.

SPRAWY DOTYCZĄCE ROZDZIAŁU PODATKÓW.

Artykuł 6.

Przewody dotyczące rozdziału podatków (§ 71 pruskiej ustawy o daninach komunalnych z dnia 14. lipca 1893 r. — zbiór ustaw pruskich strona 152 —), w których uczestniczą gminy lub powiaty górnośląskiego obszaru plebiscytowego, a które w czasie przejścia suwerenności nie były jeszcze prawomocnie załatwione, będzie, o ile chodzi wyłącznie o gminy lub powiaty w części Górnego Śląska Polsce przypadłej, dalej prowadzić ta polska władza, która byłaby właściwą, gdyby przewód zawisł po oddaniu obszaru odstąpionego Polsce.

Artykuł 7.

1. Jeżeli w wiszącym jeszcze przewodzie dotyczącym rozdziału podatków oprócz gmin lub związków gminnych z niemieckiej części Górnego Śląska biorą udział także polskie gminy lub powiaty, natenczas ta władza będzie dalej prowadziła przewód, u której wisiał on w czasie przejścia suwerenności.

2. Jeżeli jednak suma składek podatku dochodowego, nałożonych na podatnika przez zainteresowane niemieckie gminy lub powiaty, jest większą od sumy składek podatku dochodowego, których żądały zainteresowane polskie gminy lub powiaty, natenczas będzie przewód dalej prowadziła, chociażby zawisł on w czasie przejścia suwerenności u władzy, która w międzyczasie stała się polską, nie ta ostatnia władza, lecz władza niemiecka właściwa dla zainteresowanej niemieckiej gminy lub zainteresowanych niemieckich gmin lub powiatów. W odwrotnym przypadku ma przewód dalej prowadzić odpowiednia władza polska.

Artykuł 8.

Ustęp 2 artykułu 1 oraz artykuły 2, 4 i 5 będzie się stosować analogicznie, a artykuł 2 z tym zastrzeżeniem, że sprawy dotyczące rozdziału podatków, o ile władza niemiecka ma je oddać władzy polskiej, mają być oddane Województwu w Katowicach a w przypadku odwrotnym prezesowi rejencji w Opolu. Po wyznaczeniu w przypadku § 58 ustawy o ogólnej administracji kraju z dnia 30. lipca 1883 lub spowodowaniu wyznaczenia właściwej władzy, wymienione wyżej urzędy podają je władzom powołanym według niniejszego układu do dalszego prowadzenia.

Artykuł 9.

Zastrzega się ewentualne rozliczenia pomiędzy gminami i związkami gminnymi, konieczne na skutek przeprowadzenia przewodu dotyczącego rozdziału podatków. W razie potrzeby winien być co do tego zawarty osobny układ.

III.

BESCHLUSSVERFAHREN.

Artikel 10.

Für die Beschlussverfahren (§§ 115 bis 126 des Gesetzes über die allgemeine Landesverwaltung vom 30. Juli 1883 sowie § 142 des allgemeinen Berggesetzes für die Preussischen Staaten vom 24. Juni 1865 in Verbindung mit § 150 des Gesetzes über die Zuständigkeit der Verwaltungs- und Verwaltungsgerichtsbehörden vom 1. August 1883. Preussische Gesetzsaml. S. 237), gelten die Bestimmungen der Artikel 1 bis 5 sinngemäss.

IV.

SCHWEBENDE RECHTSMITTELVERFAHREN IN REICHS- UND IN STAATSTEUERANGELEGENHEITEN.

Artikel 11.

Auf schwebende Rechtsmittelverfahren in Reichs- und in Staatssteuerangelegenheiten finden, soweit es sich um Veranlagungen aus der Besatzungszeit handelt, die Bestimmungen der Artikel 1 bis 3 und 5 sinngemässe Anwendung.

Artikel 12.

Massgebend für die örtliche Zuständigkeit der zur Entscheidung berufenen Behörden ist bei natürlichen Personen der Wohnsitz oder in Ermangelung eines solchen der Aufenthalt, bei juristischen Personen der Sitz der Verwaltung zur Zeit des Überganges der Staatshoheit.

Artikel 13.

Soweit in den im Artikel 11 bezeichneten Rechtsmittelverfahren auf eine Ermässigung von Reichs- oder Staatssteuern oder auf Freistellung von ihnen erkannt wird, zahlt jeder der beiden vertragschliessenden Teile die auf Grund der Entscheidungen seiner Behörden zu erstattenden Beträge. Eine gegenseitige Abrechnung findet nicht statt.

V.

SCHWEBENDE RECHTSMITTELVERFAHREN IN KIRCHENSTEUERSACHEN.

Artikel 14.

Auf schwebende Rechtsmittelverfahren in Kirchensteuersachen finden die Bestimmungen der Artikel 1 bis 5 und, soweit es sich um eine Steuerverteilung handelt, die Bestimmungen der Artikel 6 bis 8 sinngemässe Anwendung.

III.

POSTĘPOWANIE UCHWAŁOWE.

Artykuł 10.

Co do postępowania uchwałowego (§§ 115—126 ustawy o ogólnej administracji kraju z dnia 30. lipca 1883, jako też § 142 ogólnej ustawy górniczej dla państw pruskich z dnia 24. czerwca 1865 w związku z § 150 ustawy o właściwości władz administracyjnych i administracyjnosądowych z dnia 1. sierpnia 1883 — (zbiór ustaw pruskich str. 237) — obowiązują analogicznie postanowienia artykułów 1—5.

IV.

WISZĄCE PRZEWODY WSKUTEK ŚRODKÓW PRAWNYCH W SPRAWACH PODATKÓW RZESZY I PODATKÓW PAŃSTWOWYCH.

Artykuł 11.

Do wiszących przewodów wskutek środków prawnych w sprawach podatków Rzeszy i podatków państwowych mają analogiczne zastosowanie postanowienia artykułów 1—3 i 5, o ile chodzi o rozkłady z czasu okupacji.

Artykuł 12.

Dla miejscowej właściwości władz powołanych do rozstrzygnięcia jest miarodajne co do osób fizycznych miejsce zamieszkania, a w braku tegoż miejsce pobytu, co do osób prawnych siedziba zarządu w chwili przejścia suwerenności.

Artykuł 13.

O ile w przewodach wskutek środków prawnych, wymienionych w artykule 11, orzeczono zniżenie podatków Rzeszy lub podatków państwowych albo uwolnienie od nich, natenczas każda z układających się stron płaci kwoty, które mają być zwrócone na podstawie rozstrzygnięć jej władz. Wzajemne rozliczenie nie ma miejsca.

V.

WISZĄCE PRZEWODY NA SKUTEK ŚRODKÓW PRAWNYCH W SPRAWACH PODATKÓW KOŚCIELNYCH.

Artykuł 14.

Do wiszących przewodów na skutek środków prawnych w sprawach podatków kościelnych mają analogiczne zastosowanie postanowienia artykułów 1—5, a o ile chodzi o rozdział podatków postanowienia artykułów 6—8.

VI.

SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

Artikel 15.

1. Alle Verfahren, die nach diesem Abkommen von einer anderen als der sie bisher bearbeitenden Behörde fortzuführen sind, gelten als von dem Tage des Ueberganges der Staatshoheit im abgetretenen Gebiete (15. Juni 1922) ab bis zum Ablauf eines Monats nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens als unterbrochen.

2. In solchen unter dieses Abkommen fallenden Angelegenheiten für deren Behandlung infolge des Ueberganges der Staatshoheit ein Wechsel in der Zuständigkeit der Behörden eingetreten ist, gelten für den im Abs. 1 bezeichneten Zeitraum alle Fristen als unterbrochen, die für die Einlegung von Rechtsmitteln jeder Art (Einsprüche, Anträge auf mündliche Verhandlung, Klagen, Berufungen, Revisionen, Anträge auf Wiederaufnahme des Verfahrens, Beschwerden, Anträge auf Beschlussfassung durch das Kollegium usw.) vorgeschrieben sind. Ist in einer Angelegenheit der vorbezeichneten Art, während die Frist unterbrochen war, im übrigen aber innerhalb des sonst für die Einlegung des Rechtsmittels vorgeschriebenen Zeitraums das Rechtsmittel bei der Behörde eingelegt worden, die vor dem Uebergange der Staatshoheit zuständig war, so gilt die Frist als gewahrt. Nachdem die Fristunterbrechung ihr Ende erreicht hat, müssen alle Rechtsmittel bei den nunmehr zuständigen Behörden eingelegt werden.

Artikel 16.

Dieses Abkommen soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald wie möglich ausgetauscht werden. Das Abkommen tritt mit dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Geschehen in doppelter Ausfertigung je in deutscher und in polnischer Sprache in Posen, am 26. August 1922.

(Gez.) Dr. PAUL ECKARDT.

(Gez.) Dr. GOTTFRIED SCHWENDY.

(Gez.) Dr. ZYGMUNT SEYDA.

VI.

POSTANOWIENIA KOŃCOWE.

Artykuł 15.

1. Wszystkie przewody, które według niniejszego układu mają być dalej prowadzone przez inną władzę niż tę, która dotychczas je opracowywała, uważa się za przerwane od dnia przejścia suwerenności na odstąpionym obszarze (15. czerwca 1922) do końca jednego miesiąca po wejściu w życie niniejszego układu.

2. W takich pod niniejszy układ podpadających sprawach, do traktowania których skutkiem przejścia suwerenności zaszła zmiana właściwości władz, na czas oznaczony w ustępie 1 uważa się za przerwane wszystkie czasokresy, które przepisane są dla założenia środków prawnych wszelkiego rodzaju (sprzeciwy, wnioski na ustną rozprawę, skargi, odwołania, rewizję, wnioski na wznowienie postępowania, zażalenia, wnioski na powzięcie uchwały przez kolegjum i t.d.). Jeżeli w sprawie wyżej oznaczonego rodzaju, kiedy czasokres był przerwany, ale przed upływem czasokresu pozatem dla założenia środka prawnego przepisanego, środek prawny założono u tej władzy, która była właściwą przed przejściem suwerenności, natenczas uważa się czasokres za zachowany. Skoro przerwa czasokresu dobiegła końca, muszą być wszystkie środki prawne założone u władzy odtąd właściwej.

Artykuł 16.

Niniejszy układ będzie ratyfikowany a dokumenty ratyfikacyjne będą w jaknajkrótszym czasie wymienione. Układ wchodzi w życie z chwilą wymiany dokumentów ratyfikacyjnych. Sporządzono w dwu oryginałach w języku niemieckim i języku polskim.

W Poznaniu dnia 26. sierpnia 1922.

(podp.) Dr. PAUL ECKARDT.

(podp.) Dr. ZYGMUNT SEYDA.

(podp.) Dr. GOTTFRIED SCHWENDY.

¹ TRADUCTION.

No. 656. — ACCORD GERMANO-POLONAIS CONCERNANT LE TRANSFERT DES LITIGES ADMINISTRATIFS, DES AFFAIRES DE RÉPARTITION D'IMPOTS ET DES AFFAIRES DE CONTENTIEUX ADMINISTRATIF, AINSI QUE DES PROCÉDURES DE RECOURS EN MATIÈRE D'IMPOTS DU REICH OU DE L'ÉTAT ET EN MATIÈRE D'IMPOTS ECCLÉSIASTIQUES DANS LE TERRITOIRE PLÉBISCITAIRE DE HAUTE SILÉSIE, SIGNÉ A POSEN LE 26 AOUT 1922.

Le GOUVERNEMENT ALLEMAND et le GOUVERNEMENT POLONAIS désireux, dans l'intérêt de leurs ressortissants respectifs, de déterminer la procédure ultérieure à suivre en vue du règlement des litiges administratifs, des affaires de répartition d'impôts et des affaires de contentieux administratif, ainsi que des procédures de recours en matière d'impôts du Reich ou de l'Etat et en matière d'impôts ecclésiastiques, affectés par le partage de la Haute Silésie, sont convenus de conclure des accords à ce sujet et ont désigné à cet effet pour plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND :

M. le Dr Paul ECKARDT, Ministre plénipotentiaire ;
M. le Dr Gottfried SCHWENDY, Président de police ;

LE GOUVERNEMENT POLONAIS :

M. le Dr Zygmunt SEYDA, Sous-Secrétaire d'Etat.

Les plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, se sont mis d'accord sur les dispositions suivantes :

I.

LITIGES ADMINISTRATIFS.

Article 1.

1. Les litiges administratifs (§§ 61 à 114 de la Loi prussienne du 30 juillet 1883, concernant l'administration générale de l'Etat. Recueil des lois prussiennes page 195, § 192a, alinéas 2 et 3, § 194a de la loi générale sur les mines des Etats prussiens, en date du 24 juin 1865, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 14 juillet 1905. Recueil des lois prussiennes, p. 307, du 28 juillet 1909. Recueil des lois prussiennes, p. 677 et du 6 août 1921. Recueil des lois prussiennes, p. 486) originaires du territoire plébiscitaire de Haute Silésie, qui étaient pendants à la date du transfert à la Pologne de la souveraineté sur la portion du territoire plébiscitaire de Haute Silésie devenu polonais, et n'étaient pas encore entrés en force de chose jugée à la date de la mise en vigueur du présent Accord,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 656. — GERMAN-POLISH AGREEMENT REGARDING THE TRANSFER OF CASES RELATING TO ADMINISTRATIVE DISPUTES, ALLOCATION OF TAXES AND ADMINISTRATIVE DECISIONS IN THE UPPER SILESIAN PLEBISCITE AREA, AND ALSO REGARDING THE TRANSFER OF LEGAL RECOURSE PROCEEDINGS IN MATTERS OF IMPERIAL AND STATE TAXATION AND CHURCH DUES, SIGNED AT POSEN, AUGUST 26, 1922.

The GERMAN and POLISH GOVERNMENTS, desiring in the interest of the respective populations to settle the question of the continuation of such cases relating to administrative disputes, the allocation of taxes and administrative decisions, and also of such legal recourse proceedings in matters of Imperial and State taxation and church dues as are affected by the partition of Upper Silesia, have decided to conclude an Agreement on these matters and for this purpose have appointed as their plenipotentiaries :

THE GERMAN GOVERNMENT :

Dr. Paul ECKARDT, Minister plenipotentiary ;
Dr. Gottfried SCHWENDY, Chief Commissioner of Police (Polizeipräsident) ;

THE POLISH GOVERNMENT :

Dr. Zygmunt SEYDA, Under-Secretary of State.

The plenipotentiaries, having communicated their full powers, which were found in good and due form, agreed to the following provisions :

I.

CASES RELATING TO ADMINISTRATIVE DISPUTES.

Article I.

(1) Proceedings with regard to administrative disputes (paragraphs 61-114 of the Prussian law regarding the general administration of the State, dated July 30, 1883. Prussian Statute-Book, p. 195, paragraph 192a, sub-paragraphs 2 and 3 and paragraph 194a of the Public Mines Law for the Prussian States, dated June 24, 1865, as set forth in the Statutes of July 14, 1905. Prussian Statute-Book, p. 307, July 28, 1909. Prussian Statute-Book, p. 677, and August 6, 1921. Prussian Statute-Book, p. 486) in the Upper Silesian plebiscite area, pending at the time of the transfer to Poland of sovereignty over that part of the Upper Silesian plebiscite area which has become Polish, and in regard to which no final judgment had been given at the time of the

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

seront poursuivis par l'autorité allemande ou polonaise qui serait compétente si le litige n'avait été pendant qu'après la remise du territoire cédé.

2. Les litiges administratifs pendants devant une instance supérieure seront poursuivis par l'instance supérieure correspondante.

Article 2.

Si un litige administratif doit, aux termes de l'article 1, être poursuivi par une autre autorité que l'autorité par devant laquelle il était pendant jusqu'alors, cette dernière devra le transférer d'office avec tous les dossiers et autres pièces s'y rapportant, à la nouvelle autorité compétente.

Aucun remboursement réciproque des frais occasionnés par la procédure antérieure n'aura lieu. Les frais d'expédition des dossiers seront supportés par l'autorité expéditrice.

Article 3.

1. Les autorités gouvernementales ou communales, ou autres entités publiques, qui seraient compétentes si l'affaire n'avait été introduite qu'après la remise à la Pologne du territoire cédé, sont substituées aux autorités gouvernementales ou communales, ou autres entités publiques, jusqu'alors parties à l'affaire.

2. Au cas où un Commissaire se serait porté partie au procès en vue de défendre les intérêts de l'Etat (§ 74, al. 3 de la loi du 30 juillet 1883 sur l'administration générale de l'Etat), ce Commissaire disparaît s'il est étranger, au regard des autorités désormais compétentes aux termes de l'article 1. Il appartient à l'autorité qui serait compétente pour désigner un Commissaire si l'affaire avait été liée après le partage, de désigner ou non un nouveau Commissaire.

Article 4.

Les deux Parties contractantes s'engagent à assurer l'exécution de toutes les sentences relatives à des litiges administratifs entrés en force de chose jugée avant le transfert de la souveraineté ou qui étaient entrés en force de chose jugée dans les litiges administratifs déjà pendants au moment du transfert de la souveraineté, pour autant que ces sentences impliquent un remboursement de droits, de contributions ou d'impôts de toute nature.

Article 5.

1. A l'égard des litiges administratifs qui doivent être transférés aux termes de l'article 2, les deux Parties contractantes s'engagent à se prêter mutuellement assistance, en procédant à l'audition de témoins ou d'experts sur commission rogatoire, en se communiquant à titre de prêt des dossiers ou en mettant à la disposition des autorités intéressées des copies certifiées de ces dossiers, ou en fournissant les renseignements officiels demandés.

2. Les commissions rogatoires devront être transmises par l'intermédiaire de Commissaires généraux de transfert des deux Parties. Les autorités requises interviendront gratuitement; seuls les débours en espèces seront remboursés.

coming into force of this Agreement, shall be continued by such German or Polish authorities as would be competent, had the proceedings been instituted only after the transfer of the ceded territory.

(2) Any such proceedings relating to administrative disputes pending in a higher Court shall be continued before the corresponding higher Court.

Article 2.

Cases relating to administrative disputes shall, provided the proceedings are to be continued in accordance with Article 1 by another authority, be transferred *ex officio* by the authorities before whom the proceedings are pending to the new competent authority, together with all records and other relevant documents. No claim shall be made for repayment by either party of any costs incurred in respect of the previous proceedings. The costs of transmitting documents will be borne by the authority forwarding the documents.

Article 3.

(1) Government authorities, municipal authorities, or other public corporate bodies, which are parties to proceedings relating to administrative disputes shall be replaced by such Government authorities, municipal authorities or other public corporate bodies as would be competent if the proceedings had not been instituted until after the transfer of the ceded territory to Poland.

(2) When one of the parties is an official representing the public interest (paragraph 74, sub-paragraph 3 of the law regarding the general administration of the State of July 30, 1883) he shall immediately withdraw from the proceedings if he is an alien as regards the authorities which, in accordance with Article 1, are now competent to deal with the case. The appointment of a new representative shall be left to such authorities as would be competent to make the appointment if the legal proceedings had been instituted after the partition.

Article 4.

The two Contracting Parties mutually undertake to execute all judgments in proceedings relating to administrative disputes which acquired the force of law before the transfer of sovereignty or were legally valid in cases relating to administrative disputes pending at the time of the transfer of sovereignty, when claims for the reimbursement of fees, charges or dues of any description were founded on such judgments.

Article 5.

(1) In proceedings relating to administrative disputes which are to be transferred in accordance with Article 2, the two Contracting Parties undertake to give each other legal assistance as regards the hearing of witnesses and experts, the lending of relevant documents or the supplying of certified true copies of extracts from these documents, and the communication of official information.

(2) Application for legal assistance shall be made through the general transfer commissioners of the two Parties. The authorities shall receive no payment for their services, but sums actually spent will be refunded.

II.

AFFAIRES DE RÉPARTITION D'IMPÔTS.

Article 6.

Les procédures relatives à des affaires de répartition d'impôts (§ 71 de la loi prussienne du 14 juillet 1893 sur les impôts communaux. Recueil des lois prussiennes p. 152) dans lesquelles des communes ou des cercles du territoire plébiscitaire de Haute Silésie sont intéressés et qui n'étaient pas encore entrées en force de chose jugée à la date du transfert de la souveraineté, seront poursuivies, pour autant qu'il s'agit exclusivement de communes ou de cercles situés dans la partie de la Haute Silésie devenue polonaise, par l'autorité polonaise qui serait compétente si l'affaire n'avait été liée qu'après la remise du territoire cédé à la Pologne.

Article 7.

1. Si des communes ou des cercles allemands sont impliqués concurremment avec des communes ou des associations communales de la Haute Silésie polonaise dans une affaire de répartition d'impôts encore pendante, la procédure sera poursuivie par l'autorité devant laquelle elle se trouvait pendante à la date du passage de la souveraineté.

2. Si toutefois le total des sommes réclamées aux contribuables, au titre de l'impôt sur le revenu, par les communes ou les cercles allemands intéressés, est supérieur au total des sommes réclamées au même titre par les communes ou les cercles polonais intéressés, la procédure, si elle était pendante à la date du transfert de la souveraineté par devant une autorité devenue polonaise dans l'intervalle, ne sera pas poursuivie par cette autorité, mais par l'autorité allemande compétente pour les communes ou les cercles allemands intéressés. Dans le cas inverse, la procédure se poursuivra par devant l'autorité polonaise correspondante.

Article 8.

L'alinéa 2 de l'article 1, ainsi que les articles 2, 4 et 5 sont également applicables *mutatis mutandis* ; l'article 2, toutefois, étant entendu que si les affaires de répartition d'impôts doivent être transférées par une autorité allemande à une autorité polonaise, elles seront adressées à la Voïvodie de Kattowitz, et, dans le cas inverse, au Président de gouvernement d'Oppeln. Ces autorités les retransféreront aux autorités qualifiées aux termes du présent Accord pour les poursuivre, après avoir, dans le cas du § 58 de la loi du 30 juillet 1883 sur l'administration de l'Etat, désigné ou fait désigner l'autorité compétente.

Article 9.

Le cas échéant, des règlements de compte entre communes et associations communales pourront être réservés si l'exécution de la sentence intervenue dans l'affaire de répartition d'impôts le rend nécessaire. Au besoin, un accord spécial sera conclu à ce sujet.

II.

CASES RELATING TO THE ALLOCATION OF TAXES.

Article 6.

Proceedings relating to the allocation of taxes (paragraph 71 of the Prussian municipal taxes law of July 14, 1893 — Prussian Statute-Book, p. 152 —) in which communes or districts (Kreise) of the Upper Silesian plebiscite area are interested parties, and in which, at the time of the transfer of sovereignty, final judgment had not been pronounced, shall, in so far as the cases dealt with refer exclusively to communes or districts in the part of Upper Silesia which has become Polish, be continued by such Polish authorities as would be competent if the proceedings had not been instituted until after the transfer of the ceded territory to Poland.

Article 7.

(1) If in addition to communes or unions of communes in Polish Upper Silesia, German communes or districts are also parties to proceedings relating to the allocation of taxes which are still pending, such proceedings shall be continued by the authorities who were dealing with the proceedings at the time of the transfer of sovereignty.

(2) If, however, the total amount of the income tax in respect of which the taxpayer is assessed by the German communes or districts concerned is greater than the total amount of income tax claimed by the Polish communes or districts concerned, and if at the time of the transfer of sovereignty the proceedings were pending before an authority which in the meantime has become Polish, these proceedings shall be continued, not by the latter authorities, but by such German authorities as are competent in respect of the German communes or districts concerned. Conversely, proceedings shall be continued by the corresponding Polish authority.

Article 8.

Article 1, sub-paragraph 2, and Articles 2, 4 and 5 shall apply *mutatis mutandis*; Article 2 with the proviso that cases relating to the allocation of taxes shall be handed over to the Voivodeship in Kattowitz if the transfer has to be made from a German to a Polish authority, and to the Regierungspräsident (Governor of the province) in Oppeln, if the transfer has to be made from a Polish to a German authority. The above-mentioned officials shall pass on these cases to the authorities which, in accordance with this Agreement, are qualified to continue the proceedings, after they have appointed or caused to be appointed the competent authorities in the case provided for in paragraph 58 of the general law regarding the Administration of the State of July 30, 1883.

Article 9.

Any settlement of accounts between communes and unions of communes necessitated by the execution of proceedings relating to the allocation of taxes shall be reserved. If necessary, a special agreement shall be concluded to deal with these matters.

III.

PROCÉDURES CONTENTIEUSES (Beschlussverfahren).

Article 10.

Les dispositions des articles 1 à 5 sont applicables, *mutatis mutandis*, aux procédures contentieuses administratives dites Beschlussverfahren (§§ 115 à 126 de la loi du 30 juillet 1883 sur l'administration générale de l'Etat et § 142 de la loi générale sur les mines des Etats prussiens, en date du 24 juin 1865, rapprochés du § 150 de la loi du 1^{er} août 1883 sur la compétence des autorités administratives et des tribunaux administratifs. Recueil des lois prussiennes, p. 237).

IV.

PROCÉDURES DE RECOURS PENDANTES EN MATIÈRE D'IMPÔTS DU REICH OU DE L'ETAT.

Article 11.

Les dispositions des articles 1 à 3 et de l'article 5 sont applicables, *mutatis mutandis*, en procédures de recours pendantes en matière d'impôts du Reich ou de l'Etat, pour autant qu'il s'agit d'impositions datant de la période d'occupation.

Article 12.

La compétence territoriale des autorités qualifiées pour connaître des recours en question est déterminée, dans le cas de personnes physiques, par le domicile ou, à défaut de domicile, par le lieu de séjour, et dans le cas de personnes morales, par le siège de l'administration à la date du transfert de la souveraineté.

Article 13.

Lorsque les sentences prononcées dans les procédures de recours visées à l'article 11 stipulent une réduction ou une exonération des impôts du Reich ou de l'Etat, chacune des deux Parties contractantes rembourse les sommes à restituer en vertu de la sentence prononcée par ses autorités. Ces remboursements ne donneront lieu à aucun règlement de compte entre les Parties.

V.

PROCÉDURES DE RECOURS PENDANTES EN MATIÈRE D'IMPÔTS ECCLÉSIASTIQUES.

Article 14.

Les dispositions des articles 1-5 sont applicables aux procédures de recours pendantes en matière d'impôts ecclésiastiques, et pour autant qu'il s'agit d'une répartition d'impôts, les dispositions des articles 6-8, *mutatis mutandis*, sont applicables.

III.

ADMINISTRATIVE DECISION PROCEDURE (Beschlussverfahren).

Article 10.

The provisions of Articles 1 to 5 shall apply *mutatis mutandis* to proceedings in respect of administrative decisions (paragraphs 115-126 of the law regarding the general administration of the State, dated July 30, 1883, and also paragraph 142 of the General Mines Law for the Prussian States, dated June 24, 1865, in conjunction with paragraph 150 of the law relating to the competence of the administrative authorities and administrative court authorities of August 1, 1883 — Prussian Statute-Book, p. 237).

IV.

LEGAL RECOURSE PROCEEDINGS PENDING IN MATTERS OF IMPERIAL AND STATE TAXATION.

Article 11.

The provisions of Articles 1 to 3 and of Article 5 shall apply *mutatis mutandis* to legal recourse proceedings pending in matters of Imperial and State taxation if the assessments were made during the occupation period.

Article 12.

The local competence of the authorities qualified to give decisions shall be determined in the case of individuals by the domicile of the latter or, failing such domicile, their place of residence, and in the case of legal persons by the seat of the administration at the time of the transfer of sovereignty.

Article 13.

When judgments in the legal recourse proceedings specified in Article 11 provide for a reduction of, or exemption from, Imperial or State taxes, each of the two Contracting Parties shall pay such amounts as have to be reimbursed in accordance with the decisions of its authorities. No statement of accounts shall be drawn up between the two Parties.

V.

LEGAL RECOURSE PROCEEDINGS PENDING IN RESPECT OF CASES RELATING TO CHURCH DUES.

Article 14.

The provisions of Articles 1 to 5 shall apply to pending legal recourse proceedings in cases relating to church dues, and, if the question is one of the allocation of taxes, the provisions of Articles 6 to 8 shall apply *mutatis mutandis*.

VI.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 15.

1. Toutes les procédures qui, aux termes du présent Accord, devront être poursuivies par une autre autorité que celle qui les a instruites jusqu'ici, sont considérées comme suspendues à partir du jour du transfert de la souveraineté dans le territoire cédé (15 juin 1922) jusqu'à l'expiration d'un mois après la mise en vigueur du présent Accord.

2. Au regard des affaires visées par le présent Accord pour lesquelles le transfert de la souveraineté a entraîné un changement dans la compétence des autorités, tous les délais prescrits pour la formation des recours de toute nature (oppositions, demandes tendant à ce que l'affaire soit soumise à un débat oral, actions, appels, pourvois en cassation, demandes de révision, pourvois, demandes tendant à ce que l'affaire soit soumise à une délibération *in pleno*, etc.) sont considérés comme suspendus pendant la période stipulée à l'alinéa 1. Si, dans une affaire de l'espèce visée ci-dessus, le recours a été formé pendant la suspension du délai, mais autrement dans le terme prescrit pour la formation du recours, par devant l'autorité qui était compétente avant le transfert de la souveraineté, le délai sera considéré comme observé.

Lorsque la suspension du délai aura pris fin, tous les recours devront être formés par devant les autorités désormais compétentes.

Article 16.

Le présent Accord sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés dans le plus bref délai possible.

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification.

Fait en double expédition, en langue allemande et en langue polonaise, à Posen, le 26 août 1922.

(Signé) D^r PAUL ECKARDT.

(Signé) D^r GOTTFRIED SCHWENDY.

(Signé) D^r ZYGMUNT SEYDA.

VI.

FINAL PROVISIONS.

Article 15.

(1) All proceedings, which in accordance with this Convention are to be continued by authorities other than those which had previously dealt with them, shall be considered as suspended as from the date of the transfer of sovereignty in the ceded territory (June 15, 1922) until the expiration of one month after the coming into force of this Agreement.

(2) In cases coming within the scope of this Agreement in respect of which the transfer of sovereignty has led to a change in the competence of the authorities dealing with them, the time limits prescribed for legal recourse of every description (protests, applications for oral pleadings, bringing of actions, appeals, re-hearings, applications for the reopening of proceedings, complaints, applications for a hearing *in pleno*, etc.), shall be regarded as suspended for the period specified in sub-paragraph 1 above. If, however, during the period in which the time limit was suspended, but otherwise within the period prescribed for legal recourse, legal recourse in a case of the nature described above was instituted before the authority competent prior to the transfer of sovereignty, the time limit shall be regarded as having been observed. After the period of suspension has expired, all legal recourse must be instituted before the authorities now competent to deal with such cases.

Article 16.

The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible. The Agreement shall come into force with the exchange of the instruments of ratification.

Done in duplicate, in the German and Polish languages, at Posen, on August 25, 1922.

(Signed) Dr. PAUL ECKARDT.

(Signed) Dr. GOTTFRIED SCHWENDY.

(Signed) Dr. ZYGMUNT SEYDA.

N° 657.

**ALLEMAGNE ET UNION DES
RÉPUBLIQUES SOCIALISTES
SOVIÉTISTES**

Accord complémentaire de l'Accord
germano-russe conclu à Rapallo
le 16 avril 1922, signé à Berlin le
5 novembre 1922.

**GERMANY AND THE UNION
OF THE SOCIALIST SOVIET
REPUBLICS**

Supplementary Agreement to the
German-Russian Agreement con-
cluded at Rapallo, April 16, 1922,
signed at Berlin, November 5, 1922.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 657. — ERGÄNZUNGSABKOMMEN¹ ZU DEM DEUTSCH-RUSSISCHEN ÜBEREINKOMMEN², GESCHLOSSEN ZU RAPALLO 16. APRIL 1922, GEZEICHNET ZU BERLIN, 5. NOVEMBER 1922.

Texte officiel allemand communiqué par le Consul d'Allemagne à Genève³. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 18 juillet 1924.

German official text communicated by the German Consul at Geneva³. The registration of this Agreement took place July 18, 1924.

Der Bevollmächtigte DER DEUTSCHEN REGIERUNG, nämlich der Ministerialdirektor im Auswärtigen Amte Freiherr von MALTZAN und der Bevollmächtigte DER REGIERUNG DER UKRAINISCHEN SOZIALISTISCHEN SOWJET-REPUBLIK, nämlich Herr Waldemar AUSSEM, Mitglied des Allukrainischen Zentrallexekutivausschusses, sowie der Bevollmächtigte DER REGIERUNG DER SOZIALISTISCHEN SOWJET REPUBLIK VON WEISSRUSSLAND, SOZIALISTISCHEN SOWJET REPUBLIK VON GEORGIEN, ASERBEIDSCHANER SOZIALISTISCHEN SOWJET REPUBLIK, SOZIALISTISCHEN SOWJET REPUBLIK VON ARMENIEN, REPUBLIK DES FERNEN OSTENS, nämlich der bevollmächtigte Vertreter und Botschafter der RUSSISCHEN SOZIALISTISCHEN FÖDERATIVEN SOWJET REPUBLIK in Berlin Herr Nikolaus KRESTINSKI,

sind nach Vorlegung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über nachstehende Bestimmungen übereingekommen :

Artikel 1.

Der in Rapallo am 16. April 1922 unterzeichnete Vertrag zwischen dem Deutschen Reiche und der Russischen Sozialistischen Föderativen Sowjet Republik soll auch im Verhältnis zwischen dem Deutschen Reiche einerseits und

1. der Ukrainischen Sozialistischen Sowjet Republik,
2. der Sozialistischen Sowjet Republik von Weissrussland,
3. der Sozialistischen Sowjet Republik von Georgien,
4. der Aserbeidschaner Sozialistischen Sowjet-Republik,
5. der Sozialistischen Sowjet Republik von Armenien,
6. der Republik des Fernen Ostens,

— nachstehend als mit der R. S. F. S. R. verbündete Staaten bezeichnet — andererseits entsprechende Anwendung finden. Hinsichtlich des Artikel 2 des Vertrags von Rapallo gilt dies für die bis zum 16. April 1922 erfolgte Anwendung der dort bezeichneten Gesetze und Massnahmen.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 26 octobre 1923.

² Vol. XIX, page 247 de ce Recueil.

³ Voir renvoi vol. II page 60 de ce Recueil.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, October 26, 1923.

² Vol. XIX, page 247, of this Series.

³ See foot note. Vol. II page 60 of this Series.

Artikel 2.

Es besteht zwischen der Deutschen Regierung und der Regierung der Ukrainischen Sozialistischen Sowjet Republik Einigkeit darüber, dass die Feststellung und Verrechnung derjenigen Forderungen vorbehalten bleibt, welche etwa zugunsten der Deutschen Regierung oder der Ukrainischen Regierung nach Beendigung des Kriegszustandes zwischen Deutschland und der Ukraine — und zwar in dem Zeitraum, während dessen deutsche Truppen in der Ukraine anwesend waren — entstanden sind.

Artikel 3.

Die Angehörigen des einen der vertragschliessenden Teile, die sich auf dem Gebiete des anderen Teiles befinden, geniessen dort vollen Rechtsschutz ihrer Person nach Massgabe des Völkerrechts und der allgemeinen Gesetze des Aufenthaltstaats.

Den deutschen Reichsangehörigen, die sich unter Beachtung der passgesetzlichen Vorschriften auf das Gebiet der mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten begeben oder sich zur Zeit bereits dort aufhalten, wird die Unverletzlichkeit ihres gesamten mitgeführten sowie des auf dem Boden der mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten erworbenen Eigentums gewährleistet, sofern der Erwerb und die Verwendung desselben den Gesetzen des Aufenthaltsstaats oder den mit den zutändigen Organen desselben besonders getroffenen Vereinbarungen entspricht. Für die Ausfuhr des in den mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten erworbenen Vermögens sind, soweit nicht besondere Vereinbarungen getroffen werden, die Gesetze und Vorschriften der mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten massgebend.

Artikel 4.

Die Regierungen der mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten sind berechtigt, in Deutschland an denjenigen Orten, wo sich ihre diplomatische Vertretung oder eine ihrer Konsularbehörden befindet, staatliche Handelsstellen einzurichten, welche dieselbe Rechtsstellung haben sollen wie die russische Handelsvertretung in Deutschland. In diesem Falle sind sie verpflichtet, alle Rechtshandlungen als verbindlich für sie anzuerkennen, die entweder der Leiter ihrer Handelsstelle oder die von diesem bevollmächtigte Beauftragte, letztere im Rahmen der ihnen erteilten Vollmachten, vornehmen.

Artikel 5.

Zur Erleichterung der wirtschaftlichen Beziehungen zwischen dem Deutschen Reiche einerseits und den mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten andererseits werden folgende Grundsätze vereinbart :

1. Die zwischen deutschen Reichsangehörigen, deutschen juristischen Personen oder deutschen Firmen einerseits und zwischen den Regierungen der mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten oder ihren im Artikel 4 genannten staatlichen Handelsstellen oder den diesen Staaten angehörig natürlichen oder juristischen Personen oder Firmen andererseits abgeschlossenen Verträge und deren wirtschaftliches Ergebnis werden nach den Gesetzen des Staates in dem sie abgeschlossen werden, behandelt und unterliegen der Gerichtsbarkeit dieses Staates. Diese Bestimmung erstreckt sich nicht auf die Verträge, die vor Inkrafttreten des gegenwärtigen Vertrags abgeschlossen worden sind.

2. Die unter Ziffer 1 erwähnten Verträge können mit einer Schiedsklausel versehen werden. Auch kann in ihnen die Unterwerfung unter die Gerichtsbarkeit eines der vertragschliessenden Staaten vereinbart werden.

Artikel 6.

Die mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten gestatten den Personen, welche die deutsche Reichsangehörigkeit besessen, aber verloren haben, sowie ihren Ehefrauen und Kindern die Ausreise, wenn damit nachweislich die Uebersiedelung nach Deutschland verbunden wird.

Artikel 7.

Die beiderseitigen Vertretungen und die bei ihnen beschäftigten Personen sind verpflichtet, sich jeder Agitation oder Propaganda gegen die Regierung oder die staatlichen Einrichtungen des Aufenthaltsstaats zu enthalten.

Artikel 8.

Dieser Vertrag kann in Ansehung der vorstehenden Artikel 3 bis 6 sowie in Ansehung der entsprechenden Anwendung des Artikel 4 des Vertrags von Rapallo mit einer Frist von drei Monaten gekündigt werden.

Die Kündigung kann von Deutschland gegenüber jedem einzelnen der mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten mit ausschliessender Wirkung für sein Verhältnis zu diesem und umgekehrt von jedem einzelnen dieser Staaten gegenüber Deutschland mit ausschliesslicher Wirkung für das Verhältnis zwischen diesem einzelnen Staate und Deutschland ausgesprochen werden.

Wird der gekündigte Vertrag nicht durch einen Handelsvertrag ersetzt, so sind die beteiligten Regierungen berechtigt, nach Ablauf der Kündigungsfrist zur Abwicklung der bereits eingeleiteten Handelsgeschäfte eine aus fünf Mitgliedern bestehende Kommission einzusetzen. Die Kommissionsmitglieder gelten als Agenten ohne diplomatischen Charakter und haben die Abwicklung der Geschäfte längstens innerhalb von sechs Monaten nach Ablauf dieses Vertrags zu erledigen.

Artikel 9.

Dieser Vertrag soll ratifiziert werden. Zwischen Deutschland einerseits und jedem einzelnen der mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten andererseits werden besondere Ratifikationsurkunden ausgetauscht werden. Mit diesem Austausch tritt der Vertrag im Verhältnis zwischen den am Austausch beteiligten Staaten in Kraft.

AUSGEFERTIGT, den 5. November 1922

(L. S.) (gez.) MALTZAN.

(L. S.) (gez.) W. AUSSEM.

(L. S.) (gez.) N. KRESTINSKI.

¹ TRADUCTION.

No. 657. — ACCORD COMPLÉMENTAIRE DE L'ACCORD GERMANO-RUSSE CONCLU A RAPALLO LE 16 AVRIL 1922, SIGNÉ A BERLIN LE 5 NOVEMBRE 1922.

¹ TRANSLATION.

No. 657. — SUPPLEMENTARY AGREEMENT TO THE GERMAN-RUSSIAN AGREEMENT CONCLUDED AT RAPALLO, APRIL 16, 1922, SIGNED AT BERLIN NOVEMBER 5, 1922.

Le plénipotentiaire du GOUVERNEMENT ALLEMAND, M. le baron von MALTZAN, directeur au Ministère des Affaires étrangères, et le plénipotentiaire du GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DES SOVIETS DE L'UKRAINE, M. Waldemar AUSSEM, membre du Comité exécutif central pan-ukrainien, ainsi que le plénipotentiaire du GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DES SOVIETS DE LA RUSSIE BLANCHE, DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DES SOVIETS DE GÉORGIE, DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DES SOVIETS DE L'AZERBAIDJAN, DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DES SOVIETS D'ARMÉNIE, DE LA RÉPUBLIQUE DE L'EXTRÊME-ORIENT, M. Nikolaus KRESTINSKI, représentant plénipotentiaire et ambassadeur de LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE, à Berlin

après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Le Traité conclu à Rapallo, le 16 avril 1922, entre le Reich allemand et la République socialiste fédérative des Soviets de Russie, sera également applicable, *mutatis mutandis*, entre le Reich allemand, d'une part et

1. la République socialiste des Soviets de l'Ukraine,
2. la République socialiste des Soviets de la Russie Blanche,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

The plenipotentiary of the GERMAN GOVERNMENT, namely Freiherr von MALTZAN, Permanent Under-Secretary for Foreign Affairs; the plenipotentiary of the SOCIALIST SOVIET REPUBLIC OF THE UKRAINE, namely, Herr Waldemar AUSSEM, Member of the Central Executive Committee for all Ukraine, and also the plenipotentiary of the GOVERNMENT OF THE SOCIALIST SOVIET REPUBLIC OF WHITE RUSSIA, THE SOCIALIST SOVIET REPUBLIC OF GEORGIA, THE SOCIALIST SOVIET REPUBLIC OF AZERBAIJAN, THE SOCIALIST SOVIET REPUBLIC OF ARMENIA, and THE REPUBLIC OF THE FAR EAST, namely Herr Nikolaus KRESTINSKI, plenipotentiary and Ambassador of the RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC in Berlin,

having communicated their full powers, which were found in good and due form, agreed to the following provisions :

Article 1.

The Treaty signed at Rapallo, on April 16, 1922, between the German Reich and the Russian Socialist Federal Soviet Republic shall apply, *mutatis mutandis*, to the relations between the German Reich, on the one hand, and

- (1) the Socialist Soviet Republic of the Ukraine,
- (2) the Socialist Soviet Republic of White Russia,

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

3. la République socialiste des Soviets de Géorgie,
 4. la République socialiste des Soviets de l'Azerbaïdjan,
 5. la République socialiste des Soviets d'Arménie,
 6. la République de l'Extrême-Orient,
 désignées ci-dessous sous le nom d'Etats alliés à la R. S. F. S. R.

Au regard de l'article 2 du Traité de Rapallo, il en sera de même en ce qui concerne l'application qui a eu lieu jusqu'au 16 avril 1922 des lois et mesures désignées dans cet article.

Article 2.

Le Gouvernement allemand et le Gouvernement de la République socialiste des Soviets de l'Ukraine reconnaissent que la question des créances revendiquées par le Gouvernement allemand ou le Gouvernement ukrainien, dont l'origine est postérieure à la cessation de l'état de guerre entre les deux Parties et remonte à la période pendant laquelle des troupes allemandes séjournaient en Ukraine, reste pendante, et se réservent de déterminer le montant et d'effectuer le décompte de ces créances.

Article 3.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes séjournant sur le territoire de l'autre Partie y ont droit, pour leur personne, à toutes les garanties légales prévues par le droit des gens et les lois générales de l'Etat de séjour.

Tous les biens emportés ou acquis sur le territoire des Etats alliés à la R. S. F. S. R. par les ressortissants du Reich allemand qui se sont rendus dans le territoire de ces Etats après s'être conformés aux prescriptions légales relatives aux passeports, ou qui y séjournent déjà actuellement, seront inviolables, à condition que l'acquisition et l'emploi de ces biens soient conformes aux lois de l'Etat de séjour ou aux accords spéciaux conclus avec les organisations compétentes de cet Etat.

En l'absence d'accords spéciaux, l'exportation des biens acquis dans les Etats alliés à la R. S. F. S. R. sera soumise aux lois et prescriptions de ces Etats.

(3) the Socialist Soviet Republic of Georgia,
 (4) the Socialist Soviet Republic of Azerbaijan,
 (5) the Socialist Soviet Republic of Armenia and
 (6) the Republic of the Far East

— hereinafter referred to as States allied with the R. S. F. S. R. — on the other hand. As regards Article 2 of the Treaty of Rapallo, this shall be valid for the application down to April 16, 1922, of the laws and measures specified therein.

Article 2.

The German Government and the Government of the Socialist Soviet Republic of the Ukraine are agreed that the determination and settlement of such claims as may have arisen in favour either of the German Government or of the Government of the Ukraine since the conclusion of the state of war between Germany and the Ukraine during the period in which German troops were present in the Ukraine, shall be reserved.

Article 3.

All nationals of one of the Contracting Parties who are resident on the territory of the other Party shall enjoy complete legal protection of their persons in conformity with international law and with the general laws of the country of residence.

Nationals of the German Reich who enter the territory of the States allied to the R. S. F. S. R. in conformity with the passport regulations, or who are at present resident there, shall be granted inviolability in respect of all property taken with them and of all property acquired on the territory of the States allied with the R. S. F. S. R., provided that the acquisition and employment of that property is in accordance with the laws of the State of residence or with specific agreements made with the competent authorities of that State. The exportation of property acquired in the States allied to the R. S. F. S. R. shall, unless otherwise provided for in special agreements, be governed by the laws and regulations of the States allied to the R. S. F. S. R.

Article 4.

Les Gouvernements des Etats alliés à la R. S. F. S. R. sont autorisés à établir en Allemagne des bureaux commerciaux officiels dans les localités où se trouve leur représentation diplomatique ou une de leurs autorités consulaires. Ces bureaux commerciaux officiels auront le même statut juridique que la représentation commerciale russe en Allemagne. Au cas où ils feront usage de cette faculté, lesdits gouvernements seront tenus de reconnaître la validité des transactions légales passées par le directeur de leur bureau commercial ou par ses fondés de pouvoir, ces derniers dans la limite des pouvoirs qui leur ont été accordés.

Article 5.

En vue de faciliter les relations économiques entre le Reich allemand d'une part et les Etats alliés à la R. S. F. S. R. de l'autre, les Parties contractantes conviennent des principes suivants :

1. Les contrats (ainsi que les effets économiques de ces contrats) conclus entre des ressortissants du Reich allemand, des personnes morales allemandes ou des maisons de commerce allemandes d'une part, et les Gouvernements des Etats alliés à la R. S. F. S. R. ou leurs bureaux commerciaux officiels visés à l'article 4, ou les personnes physiques ou morales, ou les maisons de commerce ressortissant à ces Etats d'autre part, suivent les lois de l'Etat dans lequel ils ont été conclus et ressortissent à la juridiction de cet Etat. Cette disposition ne s'applique pas aux contrats conclus avant la mise en vigueur du présent Traité.

2. Les contrats visés au chiffre 1 peuvent être accompagnés d'une clause compromissoire. Ils peuvent également stipuler la juridiction de l'un des Etats contractants.

Article 6.

Les Etats alliés à la R. S. F. S. R. permettent aux personnes qui ont perdu la nationalité allemande après l'avoir possédée, ainsi qu'à leurs femmes et leurs enfants, de sortir du pays, si

Article 4.

The Governments of the States allied with the R. S. F. S. R. shall be entitled to establish, at places in Germany where they have diplomatic representatives or one of their consular agents, national trade offices which shall have the same legal status as the Russian trade delegation in Germany. In this case they shall recognise as binding upon themselves all legal acts performed either by the director of their trade office or by the officials invested by him with full powers, provided that such officials act in accordance with the full powers granted to them.

Article 5.

In order to facilitate economic relations between the German Reich on the one hand, and the States allied with the R. S. F. S. R. on the other hand, the following principles have been laid down :

(1) All agreements concluded between nationals of the German Reich, German legal persons, or German firms on the one hand, and the Governments of the States allied with the R. S. F. S. R., or their national trade offices mentioned in Article 4, or individuals, legal persons, or firms belonging to those States, on the other hand, and also the economic effects of such agreements, shall be dealt with according to the laws of the State in which they were concluded and shall be subject to the jurisdiction of that State. This provision shall not apply to agreements which were concluded before the coming into force of the present Treaty.

(2) The agreements mentioned under (1) may contain an arbitration clause. Provision may also be made in such agreements for bringing them under the jurisdiction of one of the contracting States.

Article 6.

The States allied with the R. S. F. S. R. shall allow persons who possessed German nationality but have since lost it, and also their wives and children, to leave the country,

elles peuvent prouver qu'elles vont aller se fixer en Allemagne.

Article 7.

Les représentants des Parties contractantes, ainsi que les personnes occupées par eux, sont tenus de s'abstenir de toute agitation ou propagande contre le Gouvernement ou les institutions nationales du pays de séjour.

Article 8.

Le présent Traité peut être dénoncé moyennant préavis de trois mois, pour autant qu'il s'agit des dispositions contenues dans les articles 3 à 6, ou des dispositions empruntées à l'article 4 du Traité de Rapallo.

La dénonciation peut être notifiée par l'Allemagne à l'un quelconque des Etats alliés à la R. S. F. S. R. et n'affecter que ses rapports avec cet Etat ; inversement, elle peut être notifiée à l'Allemagne par l'un quelconque de ces Etats et n'affecter que les rapports de cet Etat avec l'Allemagne.

Si le Traité dénoncé n'est pas remplacé par un traité de commerce, les Gouvernements intéressés seront autorisés à instituer, à l'expiration du délai de dénonciation, une commission de cinq membres chargée de liquider les opérations commerciales en cours. Les membres de cette commission seront considérés comme de simples agents, dépourvus de tout caractère diplomatique, et devront liquider les opérations en cours dans un délai maximum de six mois à courir du jour de l'expiration du présent Traité.

Article 9.

Le présent Traité sera ratifié. Des instruments spéciaux de ratification seront échangés entre l'Allemagne, d'une part, et chacun des Etats alliés à la R. S. F. S. R.

Immédiatement après cet échange, le présent Traité entrera en vigueur entre les Etats ayant pris part à l'échange.

Signé le 5 novembre 1922.

(L. S.) (Signé) MALTZAN. (Signed)
 (L. S.) (Signé) W. AUSSEM. (Signed)
 (L. S.) (Signé) N. KRESTINSKI. (Signed)

provided that proof is forthcoming that they are transferring their residence to Germany.

Article 7.

The delegations of both Parties and all persons employed in connection therewith shall refrain from any agitation or propaganda against the Government and national institutions of the country in which they reside.

Article 8.

This Treaty may, as regards the above Articles 3 to 6, and also as regards the corresponding application of Article 4 of the Treaty of Rapallo, be denounced on three months' notice being given.

Such denunciation may be notified by Germany to any one of the States allied with the R. S. F. S. R., to take effect only for her relations with that State and, conversely, by any one of these States to Germany, to take effect only for the relations between that single State and Germany.

If the Treaty thus denounced is not replaced by a commercial treaty, the Governments concerned shall be entitled, on the expiration of the period of notice, to appoint a commission of five members for the purpose of liquidating such business transactions as have already been commenced. The members of the commission shall be regarded as representatives of a non-diplomatic character and shall liquidate all transactions at latest within six months after the expiry of this Treaty.

Article 9.

This Treaty shall be ratified. Special instruments of ratification shall be exchanged between Germany on the one hand, and each one of the States allied with the R. S. F. S. R. on the other hand. Immediately the exchange is made, the Treaty shall enter into force as between the States taking part in the exchange.

Done on November 5, 1922.

N° 658.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Protocole relatif à la prolongation du délai des corrections des fautes d'impression prévu dans le Protocole final de la Convention entre l'Allemagne et la Pologne du 15 mai 1922 concernant la Haute-Silésie, signé à Dresde le 18 décembre 1922.

GERMANY AND POLAND

Protocol relating to the extension of the period allowed for correcting printing errors as provided for in the final Protocol of the Convention concluded between Germany and Poland May 15, 1922 concerning Upper-Silesia, signed at Dresden, December 18, 1922.

No. 658. — PROTOCOLE RELATIF A LA PROLONGATION DU DÉLAI DES CORRECTIONS DES FAUTES D'IMPRESSION PRÉVU DANS LE PROTOCOLE FINAL DE LA CONVENTION¹ ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA POLOGNE, DU 15 MAI 1922, CONCERNANT LA HAUTE SILÉSIE, SIGNÉ A DRESDE LE 18 DÉCEMBRE 1922.

Texte officiel français communiqué par le Consul d'Allemagne à Genève². L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 18 juillet 1924.

PROCÈS-VERBAL.

Présents :

Directeur au Ministère des Affaires étrangères, Plénipotentiaire du REICH, M. Carl von STOCKHAMMERN ;

Ministre plénipotentiaire et Envoyé extraordinaire, Plénipotentiaire de la RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, M. Casimir OLSZOWSKI.

Les Plénipotentiaires mentionnés ont convenu ce qui suit :

Aux termes du point XXV du Protocole final de la Convention germano-polonaise, relative à la Haute Silésie, signée à Genève le 15 mai 1922, il est stipulé qu'au cas où une erreur d'impression se serait glissée dans le texte officiel de cette Convention, les deux Gouvernements entreraient sans délai en pourparlers sur la demande de l'un d'eux, afin de corriger l'erreur. Le président du Tribunal arbitral pourra être invité à prendre part à ces pourparlers. Les corrections établies d'accord entre les représentants des deux Gouvernements seront considérées comme ayant force obligatoire et seront publiées dans les journaux officiels des deux Etats, à savoir dans le :

« *Dziennik Ustaw Rzeczypospolitey Polskiej* » et dans le « *Reichsgesetzblatt* ».

Cette clause n'étant valable que jusqu'au 1^{er} janvier 1923, les Plénipotentiaires ont, inspirés du désir de parfaire la dite correction avec toute la précision requise, convenu de prolonger ce délai pour une période de six mois, soit jusqu'au 1^{er} juillet 1923, sans cependant modifier en quoi que ce soit le texte du point XXV du Protocole final susmentionné.

Les Plénipotentiaires soussignés s'engagent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, à soumettre à la ratification le présent procès-verbal, dans le délai le plus bref, conformément à la législation de chacun des deux Etats. Aussitôt après la ratification, l'échange des instruments de ratification devra avoir lieu à Berlin.

Fait en double exemplaire, à Dresde, le dix-huit décembre mil neuf cent vingt-deux.

Le Plénipotentiaire du Reich :
CARL VON STOCKHAMMERN.

Le Plénipotentiaire de la Pologne :
CASIMIR OLSZOWSKI.

¹ Vol. IX, page 465 de ce Recueil.

² Voir renvoi, vol. II, page 60 de ce Recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 658. — PROTOCOL RELATING TO THE EXTENSION OF THE PERIOD ALLOWED FOR CORRECTING PRINTING ERRORS AS PROVIDED FOR IN THE FINAL PROTOCOL OF THE CONVENTION² CONCLUDED BETWEEN GERMANY AND POLAND, ON MAY 15, 1922, CONCERNING UPPER SILESIA, SIGNED AT DRESDEN, DECEMBER 18, 1922.

*French official text communicated by the German Consul at Geneva*³. The registration of this Protocol took place July 18, 1924.

PROCÈS-VERBAL.

Present :

M. Carl von STOCKHAMMERN, Director at the Ministry for Foreign Affairs, Plenipotentiary of the REICH ;

M. Casimir OLSZOWSKI, Minister Plenipotentiary and Envoy Extraordinary, Plenipotentiary of the REPUBLIC OF POLAND.

The above-mentioned Plenipotentiaries agreed as follows :

By the terms of Item XXV of the Final Protocol of the German-Polish Convention relating to Upper Silesia, signed at Geneva, on May 15, 1922, it is provided that, should any printing errors have found their way into the final text of this Convention, the two Governments shall, at the request of either Government, forthwith enter into negotiations for the purpose of correcting these errors. The President of the Arbitral Tribunal may be asked to take part in the negotiations. The corrections agreed to by the representatives of the two Governments shall be regarded as binding and shall be published in the Official Journals of the two States, namely, in the :

“ Dziennik Ustaw Rzeczypospolitej Polskiej ” and in the “ Reichsgesetzblatt ”.

Since this clause is only valid until January 1, 1923, the Plenipotentiaries, in their desire to complete the above-mentioned corrections with all due accuracy, have agreed to extend the period for a further six months, *i.e.*, until July 1, 1923, without, however, modifying in any way the text of Item XXV of the above-mentioned Final Protocol.

The undersigned, Plenipotentiaries, undertake on behalf of their respective Governments to submit the present Procès-Verbal for ratification at the earliest possible date, in conformity with the laws of each of the two States. Immediately after ratification, the exchange of the instruments of ratification shall take place in Berlin.

Done in duplicate, at Dresden, the eighteenth December, one thousand nine hundred and twenty-two.

The Plenipotentiary for the Reich :

CARL VON STOCKHAMMERN.

The Polish Plenipotentiary :

CASIMIR OLSZOWSKI.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Vol. IX, page 465, of this Series.

³ See foot Note, Vol. II, Page 60, of this Series.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 659.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Accord relatif à la prolongation du délai des corrections des fautes d'impression prévu dans le protocole final de la Convention entre l'Allemagne et la Pologne du 15 mai 1922 concernant la Haute-Silésie, signé à Berlin le 14 juillet 1923.

GERMANY AND POLAND

Agreement concerning the extension of the period allowed for correcting printing errors, as provided for in the Final Protocol of the Convention concluded between Germany and Poland, May 15, 1922, concerning Upper Silesia, signed at Berlin, July 14, 1923.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 659. — ÜBEREINKOMMEN¹ ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND POLEN BETREFFEND DIE VERLÄNGERUNG DES FÜR DIE BERICHTIGUNG VON DRUCKFEHLERN ERLAUBTEN ZEITRAUMES, VORGEGEHEN IM SCHLUSSPROTOKOLL DES VERTRAGES² VOM 15. MAI 1922 ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND POLEN BETREFFEND OBERSCHLESIEIEN, GEZEICHNET IN BERLIN AM 14. JULI 1923.

Textes officiels allemand et polonais communiqués par le Consul d'Allemagne à Genève³. L'enregistrement de cet Accord a eu lieu le 18 juillet 1924.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten des DEUTSCHEN REICHS und der REPUBLIK POLEN, nämlich :

Für das DEUTSCHE REICH :

Herr Karl von STOCKHAMMERN, wirklicher Geheimer Legationsrat und Ministerialdirektor im Auswärtigen Amte in Berlin,

für die REPUBLIK POLEN :

Herr Kazimierz OLSZOWSKI, bevo'mächtigter Minister und Ausserordentlicher Gesandter de' Republik Polen in Berlin,

sind über folgendes übereingekommen :

In Punkt XXV des Schlussprotokolls des am 15. Mai 1922 in Genf geschlossenen deutsch-polnischen Abkommens über Oberschlesien wird für den Fall, dass der amtliche Text dieses Abkommens einen Druckfehler aufweisen sollte, bestimmt, dass die beiden Regierungen, sobald eine von ihnen es wünscht, unverzüglich in Erörterungen über die Beseitigung des Druckfehlers eintreten sollen. Der Präsident des Schiedsgerichts kann gebeten werden, an den Erörterungen teilzunehmen. Die von den Vertretern der beiden Regierungen festgestellten Verbesserungen sollen verbindliche Kraft haben und in den amtlichen Gesetzblättern beider Staaten : « Dziennik Ustaw Rzeczpospolitej Polskiej » und « Reichsgesetzblatt » veröffentlicht werden. Diese Bestimmung ist ausschliesslich bis zum 1. Januar 1923 gültig.

Diese Frist ist durch das Abkommen von Dresden⁴ vom 18. Dezember 1922 bis zum 1. Juli 1923 verlängert worden. Diese Frist hat aber zur Vorbereitung eines Abschlusses eines Berichtigungsabkommens nicht ausgereicht. Demgemäss sind die beiden Bevollmächtigten übereingekommen, diese Frist um die Dauer von 9 Monaten, beginnend mit dem 1. Juli 1923, bis zum 31. März 1924 zu verlängern ; abgesehen davon bleibt der ganze Text des obengenannten Punktes XXV des Schlussprotokolls unverändert.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten verpflichten sich im Namen ihrer Regierungen, das vorliegende Abkommen in der kürzesten Frist der Ratifikation zuzuführen. Unverzüglich darauf erfolgt der Austausch der Ratifikationsurkunden in Warschau, wonach das Abkommen in Kraft tritt.

Ausgefertigt in doppelter Ausführung in polnischer und deutscher Sprache in Berlin, den 14. Juli neunzehnhundertdreiundzwanzig.

Gez : K. VON STOCKHAMMERN.

¹ L'échange des instruments de ratification a eu lieu à Varsovie le 24 mars 1924.

² Vol. IX, page 465, de ce Recueil.

³ Voir renvoi, vol. II, page 60 de ce Recueil.

⁴ Page 395 de ce volume.

TEXTE POLONAIS.- — POLISH TEXT.

No. 659. — UKŁAD¹ POLSKO-NIEMIECKI W SPRAWIE PRZEDŁUŻENIA TERMINU POPRAWIENIA OMYŁEK DRUKARSKICH, PRZEWIDZIANY W KOŃCOWYM PROTOKÓLE DO POLSKO-NIEMIECKIEJ KONWENCJI² GÓRNO-SŁĄSKIEJ Z DNIA 15 MAJA 1922 R., PODPISANY W BERLINIE D. 14 LIPCA 1923 R.

Official German and Polish texts communicated by the German Consul at Geneva³. The registration of this Agreement took place July 18, 1924.

Niżej podpisani Pełnomocnicy : RZESZY NIEMIECKIEJ oraz RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ, a mianowicie :

W imieniu RZESZY NIEMIECKIEJ :

Pan Karl von STOCKHAMMERN, Rzeczywisty Tajny Radca legacyjny i Dyrektor Ministerjalny w Urzędzie dla Spraw Zagranicznych w Berlinie,

W imieniu RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ :

Pan Kazimierz OLSZOWSKI, Minister Pełnomocny i Poseł Nadzwyczajny Rzeczypospolitej Polskiej w Berlinie,

zawarli układ następujący :

Stosownie do punktu XXV Protokołu końcowego do Polsko-Niemieckiej Konwencji Górno-słąskiej zawartej w Genewie dnia 15 maja 1922, w razie gdyby omyłka drukarska wkradła się do urzędowego tekstu Konwencji oba Rządy na żądanie jednego z nich przystąpią natychmiast do rokowań, w celu poprawienia omyłki. Prezydent Trybunału Rozjemczego będzie mógł być zaproszony do wzięcia udziału w tych rokowaniach. Sprostowania ustalone jednozgodnie przez przedstawicieli obu Rządów uważane będą jako posiadające moc prawną i ogłoszone będą w urzędowych dziennikach obu państw, a mianowicie : w « Dzienniku Ustaw Rzeczypospolitej Polskiej » i w « Reichsgesetzblatt ». Postanowienie to obowiązuje wyłącznie do 1 stycznia 1923.

Na mocy układu, zawartego w Dreźnie⁴ 18 grudnia 1922 termin ten do 1 lipca 1923 przedłużony został. Jednakowoż ten ostatni termin okazał się niewystarczającym dla zawarcia układu w sprawie sprostowania omyłek drukarskich, o którym mowa. Wobec tego Pełnomocnicy obu stron niniejszem stanowią iż termin ten przedłużony zostaje na następne 9 miesięcy poczynając od 1 lipca 1923, a więc do 31 marca 1924 ; pozatem całkowity tekst przytoczonego wyżej punktu XXV Protokołu końcowego pozostaje bez żadnej zmiany.

Niżej podpisani Pełnomocnicy zobowiązują się w imieniu swych Rządów przedłożyć układ niniejszy do ratyfikacji w najkrótszym czasie. Natychmiast potem nastąpi wymiana dokumentów ratyfikacyjnych w Warszawie, poczem układ wejdzie w życie.

Sporządzono w dwu egzemplarzach w języku polskim i niemieckim w Berlinie dnia czternastego lipca tysiąc dziewięćset dwudziestego trzeciego roku.

Podp. KAZIMIERZ OLSZOWSKI.

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, March 24, 1924.

² Vol. IX, page 465 of this Series.

³ See foot note, vol. II, page 60 of this Series.

⁴ Page 395 of this volume.

¹ TRADUCTION.

No. 659. — ACCORD GERMANO - POLONAIS RELATIF A LA PROLONGATION DU DÉLAI DES CORRECTIONS DES FAUTES D'IMPRESION PRÉVU DANS LE PROTOCOLE FINAL DE LA CONVENTION ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA POLOGNE DU 15 MAI 1922 CONCERNANT LA HAUTE SILÉSIE, SIGNÉ A BERLIN LE 14 JUILLET 1923.

Les plénipotentiaires soussignés du REICH ALLEMAND et de la RÉPUBLIQUE POLONAISE à savoir :

Pour le REICH ALLEMAND :

Le Directeur au Ministère des Affaires étrangères, Plénipotentiaire du Reich, M. Carl von STOCKHAMMERN,

Pour la RÉPUBLIQUE POLONAISE :

Le Ministre plénipotentiaire et Envoyé extraordinaire, Plénipotentiaire de la République de Pologne, M. Casimir OLSZOWSKI.

Les Plénipotentiaires mentionnés ont convenu ce qui suit :

Aux termes de point XXV du Protocole final de la Convention germano-polonaise, relative à la Haute Silésie, signée à Genève le 15 mai 1922, il est stipulé qu'au cas où une erreur d'impression se serait glissée dans le texte officiel de cette Convention, les deux Gouvernements entreraient sans délai en pourparlers sur la demande de l'un d'eux, afin de corriger l'erreur. Le Président du Tribunal arbitral pourra être invité à prendre part à ces pourparlers. Les corrections établies d'accord entre les représentants des deux Gouvernements seront considérées comme ayant force obligatoire et seront publiées dans les journaux officiels des deux Etats, à savoir dans le :

Dziennik Ustaw Rzeczpospolitej Polskiej et dans le *Reichsgesetzblatt*. Cette clause n'est valable que jusqu'au 1^{er} janvier 1923.

Ce délai a été prolongé jusqu'au 1^{er} juillet 1923 par le Protocole de Dresde du 18 décembre 1922.

Ce délai n'a cependant pas été suffisant pour préparer la conclusion d'un accord rectificatif. Les deux Plénipotentiaires sont, en conséquence, convenus de prolonger ce délai pour une période de neuf mois, à partir du 1^{er} juillet 1923, c'est-à-dire jusqu'au 31 mars 1924, sans cependant modifier en quoi que ce soit le texte du point XXV du Protocole final susmentionné.

Les Plénipotentiaires soussignés s'engagent au nom de leurs Gouvernements respectifs à soumettre à la ratification le présent Accord dans le délai le plus bref. L'échange des instruments de ratification devra avoir lieu à Varsovie et l'Accord entrera en vigueur immédiatement après.

Fait en double exemplaire en langue allemande et en langue polonaise, à Berlin, le 14 juillet 1923.

(Signé) CARL VON STOCKHAMMERN.

(Signé) CASIMIR OLSZOWSKI.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 659. — GERMAN-POLISH AGREEMENT CONCERNING THE EXTENSION OF THE PERIOD ALLOWED FOR CORRECTING PRINTING ERRORS, AS PROVIDED FOR IN THE FINAL PROTOCOL OF THE CONVENTION CONCLUDED BETWEEN GERMANY AND POLAND MAY 15, 1922, CONCERNING UPPER SILESIA, SIGNED AT BERLIN, JULY 14, 1923.

The undersigned Plenipotentiaries of the GERMAN REICH and of the POLISH REPUBLIC :

For the GERMAN REICH,

M. Carl von STOCKHAMMERN, Director of the Ministry of Foreign Affairs and Councillor of Legation :

For the POLISH REPUBLIC :

M. Casimir OLSZOWSKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Polish Republic in Berlin,

have agreed as follows :

By the terms of Item XXV of the final Protocol of the German-Polish Convention relating to Upper Silesia, signed at Geneva on May 15, 1922, it is provided that, should any printing errors have found their way into the final text of this Convention, the two Governments shall, at the request of either Government, forthwith enter into negotiations for the purpose of correcting these errors. The President of the Arbitral Tribunal may be asked to take part in the negotiations. The corrections agreed to by the representatives of the two Governments shall be regarded as binding and shall be published in the Official Journals of the two States, namely, in the: "Dziennik Ustaw Rzeczpospolitej Polskiej", and the "Reichsgesetzblatt". This clause is only valid until January 1, 1923.

This period has been extended in accordance with the Protocol signed at Dresden, December 18, 1922, until July 1, 1923. This delay, however, has not been sufficient for the preparation of the conclusion of a revisory agreement.

Consequently, the above-mentioned Plenipotentiaries have agreed to extend this period for a further nine months as from July 1, 1923, until March 31, 1924, without, however, modifying in any way the text of Item 15 of the above-mentioned Protocol.

The undersigned Plenipotentiaries undertake on behalf of their respective Governments to circulate the present Agreement for ratification at the earliest possible date.

Immediately after ratification, the exchange of the instruments shall take place in Warsaw, after which the Agreement will come into force.

Done in duplicate in the German and Polish languages in Berlin, July 14, 1923.

(Signed) C. VON STOCKHAMMERN.

(Signed) CASIMIR OLSZOWSKI.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 660.

ALLEMAGNE ET AUTRICHE

Traité en vue d'assurer la péréquation des impôts intérieurs et extérieurs et notamment d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs avec Protocole final et Traité relatif aux garanties légales et à l'assistance juridique en matière d'impôts, signés à Berlin le 23 mai 1922.

GERMANY AND AUSTRIA

Treaty for the equal distribution of taxes at home and abroad, and in particular for the prevention of double taxation in the field of direct taxation, with final Protocol and Treaty concerning legal safeguards and legal assistance in matters of taxation, signed at Berlin, May 23, 1922.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 660. — VERTRAG ¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DER REPUBLIK ÖSTERREICH ZUR AUSGLEICHUNG DER IN-UND AUSLÄNDISCHEN BESTEUERUNG, INSBESONDERE ZUR VERMEIDUNG DER DOPPELBESTEUERUNG AUF DEM GEBIETE DER DIREKTEN STEUERN, GEZEICHNET ZU BERLIN DEN 23. MAI 1922.

Texte officiel allemand communiqué par le Consul d'Allemagne à Genève et par le Représentant du Gouvernement Fédéral d'Autriche auprès de la Société des Nations². L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 18 juillet 1924.

German Official text communicated by the German Consul at Geneva, and by the Representative of the Austrian Federal Government accredited to the League of Nations². The registration of this Treaty took place July 18, 1924.

Das DEUTSCHE REICH und die REPUBLIK OESTERREICH haben, von dem Wunsche geleitet auf dem Gebiete der direkten Steuern die in- und ausländische Besteuerung in den beiden Staaten auszugleichen, insbesondere die Doppelbesteuerung zu vermeiden, den nachstehenden Vertrag abgeschlossen.

Zu diesem Zwecke wurden als Bevollmächtigte ernannt :

von seiten des DEUTSCHEN REICHS :

der Ministerialdirektor im Auswärtigen Amte Dr. Gerhard KÖPKE, der Dirigent im Reichsfinanzministerium Geheimer Regierungsrat und Ministerialrat Ernst PEIFFER ;

von seiten der REPUBLIK ÖSTERREICH :

der Sektionschef im Bundesministerium für Finanzen Dr. Otto GOTTLIEB-BILLROTH, der Ministerialrat im Bundesministerium für Finanzen Dr. Paul GRÜNWALD-EHREN.

Die Bevollmächtigten haben, nachdem sie sich ihre Vollmachten mitgeteilt und diese als richtig befunden haben, folgendes vereinbart :

Artikel I.

1. Deutsche oder österreichische Staatsangehörige sollen, soweit nicht in den folgenden Artikeln etwas anderes vereinbart ist, zu den direkten Steuern nur in dem Staate herangezogen werden, in welchem sie ihren Wohnsitz und in Ermangelung eines solchen ihren dauernden Aufenthalt haben.

2. Ist in beiden Staaten ein Wohnsitz begründet so ist :

a) das Einkommen (der Ertrag) in jedem der beiden Staaten nur zu dem Teile zu besteuern, welcher dem Verhältnis der Aufenthaltsdauer während des Steuerjahres entspricht. Dabei ist ein Aufenthalt ausserhalb der vertragschliessenden Staaten der Aufenthalts-

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne le 17 mai 1923.

² Voir renvoi Vol. II, page 60 de ce Recueil.

¹ The exchange of ratifications took place at Vienna, May 17, 1923.

² See foot note Vol. II, page 60 of this Series.

dauer in dem Staate zuzurechnen, dessen Staatsangehörigkeit der Steuerpflichtige besitzt. Die Staatsangehörigkeit ist auch dann entscheidend, wenn der Steuerpflichtige sich in keinem der beiden Staaten aufgehalten hat ;

- b) bei der Besteuerung des Vermögens die Steuer in dem Staate zu erheben, dessen Staatsangehörigkeit der Steuerpflichtige besitzt ;
- c) beim Reichsnotopfer und bei der einmaligen Vermögensabgabe die Steuer in dem Staate zu erheben, in welchem der Steuerpflichtige in der Zeit vom 1. Januar 1919 bis zum 30. Juni 1920 den überwiegend längeren Aufenthalt genommen hat. Doppelter Wohnsitz ist in diesem Falle anzunehmen, wenn an einem der beiden Stichtage ein doppelter Wohnsitz in beiden Staaten und am andern Stichtag wenigstens ein Wohnsitz in dem Staate bestand, welcher diesen andern Stichtag der Veranlagung zugrunde legt. Als überwiegend längerer Aufenthalt hat ein solcher zu gelten, der mindestens zehn Monate gedauert hat. Ein Aufenthalt ausserhalb der vertragschliessenden Staaten wird dem Aufenthalt in dem Staate zugerechnet, dessen Staatsangehörigkeit der Steuerpflichtige besitzt. Bei gleich langem Aufenthalt oder im Falle, dass der Steuerpflichtige sich bei bestehendem doppeltem Wohnsitz in keinem der vertragschliessenden Staaten, aufgehalten hat, entscheidet die Staatsangehörigkeit.

Bei Personen, die in beiden oder in keinem der beteiligten Staaten die Staatsangehörigkeit besitzen, bleibt besondere Vereinbarung der Finanzminister der beiden Staaten von Fall zu Fall vorbehalten.

3. Einen Wohnsitz im Sinne dieses Vertrags hat jemand dort, wo er eine Wohnung unter Umständen inne hat, die auf die Absicht der Beibehaltung einer solchen schliessen lassen.

Artikel 2.

1. Grundstücke und Gebäude sowie das Einkommen (der Ertrag) daraus sollen nur in dem Staate zu den direkten Steuern herangezogen werden, in welchem sie liegen. Dies gilt auch dann, wenn diese Gegenstände einem im andern Staate betriebenen Gewerbe gewidmet sind.

2. Hypothekenforderungen und das Einkommen (der Ertrag) daraus fallen nicht unter Abs. 1, sondern werden als Kapitalvermögen und Einkommen (Ertrag) daraus angesehen.

Artikel 3.

1. Der Gewerbebetrieb (Betrieb einer Erwerbsunternehmung oder gewinnbringenden Beschäftigung) sowie das Einkommen und die Erträge daraus sollen nur in dem Staate zu den direkten Steuern herangezogen werden, in welchem eine Betriebsstätte zur Ausübung des Gewerbes unterhalten wird.

2. Als Betriebsstätten gelten : die Geschäftsleitung, Zweigniederlassungen, Fabrikationsstätten, Ein- und Verkaufsstellen, Niederlagen, Kontore und sonstige zur Ausübung des Gewerbes durch den Unternehmer selbst, dessen Geschäftsteilhaber, Prokuristen oder andere ständige Vertreter unterhaltenen Geschäftseinrichtungen.

3. Befinden sich Betriebsstätten desselben gewerblichen Unternehmens in beiden Gebieten, so soll die Heranziehung zu den direkten Steuern in jedem Gebiete nur nach Massgabe des von den inländischen Betriebsstätten aus stattfindenden Betriebs erfolgen. Die Finanzminister der beiden Staaten werden Bestimmungen über eine angemessene Aufteilung des Einkommens beziehungsweise der Erträge solcher Unternehmungen vereinbaren.

4. Als Gewerbebetrieb sind auch Beteiligungen an gesellschaftlichen Unternehmungen zu behandeln mit Ausnahme von Kuxen, Aktien, Anteilscheinen und sonstigen Wertpapieren.

5. Die vorstehenden Bestimmungen beziehen sich nicht auf die Besteuerung des Hausier- und Wandergewerbes.

Artikel 4.

Auf den Erwerb aus wissenschaftlicher, künstlerischer, schriftstellerischer, unterrichtender oder erziehender Tätigkeit, aus der Berufstätigkeit der Aerzte, Rechtsanwälte, Architekten, Ingenieure und der Ausübung anderer freier Berufe finden die Bestimmungen des Artikels 3 nur insoweit Anwendung, als die Ausübung der Berufstätigkeit in dem andern Staate von einem festen Mittelpunkte (Betriebsstätte) aus stattfindet.

Artikel 5.

Die Bestimmungen des Artikels 6 und des Artikels 24 des deutsch-österreichischen Wirtschaftsabkommens¹ vom 1. September 1920 bleiben unberührt.

Artikel 6.

Aus öffentlichen Kassen (Reichs-, Bundes-, Staatslandes-, Bezirks-, Gemeindekassen usw.) zahlbare, regelmässig wiederkehrende Bezüge oder Unterstützungen, die mit Rücksicht auf eine gegenwärtige oder frühere Dienstleistung oder Berufstätigkeit gewährt werden (Besoldungen, Ruhegehälter, Wartegelder, Versorgungsbezüge und dergleichen), sollen nur in dem Staate, aus welchem die Zahlung zu erfolgen hat, zu den direkten Steuern herangezogen werden.

Artikel 7.

Die Bestimmungen des Artikels 2 und des Artikels 3 Abs. 1 bis 4 finden auch auf nichtphysische Personen entsprechende Anwendung.

Artikel 8.

Soweit nach dem deutschen Kapitalertragsteuergesetze vom 29. März 1920 oder den Gesetzen der Republik Österreich, betreffend die Rentensteuer, eine Besteuerung von Zinsen, Gewinnanteilen und anderen Kapitalerträgen an der Quelle (im Abzugswege) stattfindet, steht die Steuer nur dem Staate zu, in dessen Gebiet der Abzug nach diesen Gesetzen zu bewirken ist. Befindet sich in dem einen Staate die Hauptniederlassung und in dem andern Staate eine Zweigniederlassung, so ist der Abzug der Steuer von den Zinsen, die im Geschäftsbetriebe der Zweigniederlassung erwachsen, nur zugunsten des Staates zulässig, in dem die Zweigniederlassung belegen ist.

Artikel 9.

1. Der Besteuerung von Vermögenszuwächsen, Mehreinkommen oder Mehrerträgen werden in jedem der beiden Staaten nur die Zuwächse an solchen Vermögen, beziehungsweise solchen Einkommen (Erträgen) unterzogen, die nach den Bestimmungen der Artikel 1 bis 7 der Besteuerung in diesem Staate unterliegen.

2. Tritt eine die Abgabepflicht berührende Veränderung in den persönlichen Verhältnissen eines Abgabepflichtigen ein oder werden Vermögensgegenstände, die nach den Bestimmungen der Artikel 1 bis 7 in dem einen Staate steuerpflichtig sind, in solche Vermögensgegenstände umgewandelt, die nach diesen Bestimmungen in dem andern Staate steuerpflichtig sind, so gilt, soweit die Veränderung reicht, für die Feststellung des Zuwachses, in diesem andern Staate als Beginn des Veranlagungszeitraums der Zeitpunkt, in dem die Veränderung oder Umwandlung stattgefunden hat.

¹ Vol. IV, page 201 de ce Recueil.

¹ Vol. IV, page 201 of this Series.

Artikel 10.

1. Bei Berechnung des abgabepflichtigen Mehrgewinns (Mehrertrags) der inländischen Gesellschaften nach den Gesetzen der beiden Staaten, betreffend die Kriegssteuern (Kriegsabgaben, Kriegsgewinnsteuern), ist zur Feststellung des Friedensgewinns nach § 17 des deutschen Kriegssteuergesetzes vom 21. Juni 1916, nach § 2 Abs. 2 und § 5 der Kaiserlichen Verordnung vom 16. April 1916 und nach denselben Paragraphen des Gesetzes vom 16. Februar 1918 der Hundertsatz von dem Teile des Grund- oder Stamm-beziehungsweise Anlagekapitals zu berechnen, der dem Verhältnis des Grund- oder Stammkapitals der Gesellschaft zuzüglich der bilanzmässig ausgewiesenen Reserven zu dem auf den andern Staat entfallenden Teile des Grund- oder Stammkapitals zuzüglich der bilanzmässig ausgewiesenen Reserven entspricht.

2. Der Abzug von Mehreinnahmen aus Aktien oder Anteilen gemäss den vorbezeichneten Gesetzen ist auch hinsichtlich solcher Tochtergesellschaften zulässig, die ihren Sitz im Gebiete des andern Staates haben.

Artikel 11.

1. Die Bestimmungen der Artikel 1 bis 3 und 7 gelten auch für die Veranlagung zum Reichsnotopfer nach dem deutschen Gesetze vom 31. Dezember 1919 und für die Veranlagung zur einmaligen Vermögensabgabe nach dem Österreichischen Gesetze vom 21. Juli 1920.

2. Die in beiden Staaten zu erhebenden Abgaben werden als gleichartige angesehen.

3. Zum Kapitalvermögen gehören nicht : Beteiligungen an Gesellschaften mit Ausnahme von Kuxen, Aktien, Anteilscheinen und sonstigen Wertpapieren.

Artikel 12.

1. Wenn nach den Gesetzen beider Staaten Änderungen in den persönlichen Verhältnissen eines Abgabepflichtigen die sich in der Zeit vom 1. Januar bis zum 30. Juni 1920 ergeben haben, auch bei Anwendung der vorangehenden Vertragsbestimmungen dazu führen würden, dass Vermögenswerte sowohl dem Reichsnotopfer als auch der Vermögensabgabe unterlägen, so soll jeder der beiden Staaten diese Vermögenswerte zu seiner Abgabe nur mit der Hälfte ihres Wertes an dem betreffenden Stichtag heranziehen.

2. Das Entsprechende gilt, wenn sich eine solche Doppelbesteuerung ergäbe.

a) infolge Veränderung der Anlage von Vermögenswerten, die in dem im Abs. 1 erwähnten Zeitraum durch Erwerb oder Veräusserung von Vermögensgegenständen der in Artikel 2 und 3 bezeichneten Art stattgefunden haben.

b) infolge Vermögensübertragungen von Todes wegen oder infolge unentgeltlicher Übertragungen unter Lebenden.

Artikel 13.

Würden die Bestimmungen der Artikel 11 und 12 zu einer Befreiung von der österreichischen Vermögensabgabe oder zu einer Minderung dieser Abgabe führen, ohne dass gleichzeitig eine Heranziehung zum Reichsnotopfer erfolgen kann, so finden die Bestimmungen dieses Vertrags keine Anwendung.

Artikel 14.

1. Die Vorschriften der österreichischen Gesetze über die Besteuerung ruhender Erbschaften finden insoweit keine Anwendung, als für das aus der Erbschaft herrührende Einkommen oder

Vermögen der Erwerber in Deutschland nach den Bestimmungen dieses Vertrags unmittelbar zur Steuer herangezogen wird.

2. Die von der ruhenden Erbschaft entrichtete Steuer ist zu erstatten, sobald das Vorliegen der Voraussetzungen des Abs. 1 feststeht und der Erwerber die Erstattung beantragt.

Artikel 15.

Die diplomatischen, konsularischen und sonstigen Vertreter der beiden Staaten, sofern diese Vertreter Berufsbeamte sind, sowie die ihnen zugewiesenen Beamten und die in ihrem und ihrer Beamten Dienste stehenden Personen sind von den direkten Steuern im Empfangsstaat befreit. Die Befreiung tritt nur ein, soweit die genannten Personen Angehörige des Entsendestaats sind und ausserhalb ihres Amtes oder Dienstes im Empfangsstaat keine Erwerbstätigkeit ausüben. Sie erstreckt sich nicht auf die nach Artikel 2, 3 und 6 zu erhebenden, sowie auf die im Artikel 8 bezeichneten, an der Quelle zu erhebenden Steuern.

Artikel 16.

Die Bestimmung des Artikels 15 gilt entsprechend für die im Dienste der Zoll- und Eisenbahnverwaltungen eines der beiden Staaten oder ihrer Länder stehenden Personen, welche bei einer auf dem Gebiete des anderen Teiles belegenen Amtsstelle dieser Verwaltung beschäftigt werden und deshalb dort wohnen, sowie für ihre mit ihnen in häuslicher Gemeinschaft lebenden Angehörigen und Hausbediensteten, soweit die bezeichneten Personen Angehörige des Entsendestaats sind.

Artikel 17.

1. Zur Beseitigung von Doppelbesteuerungen in solchen Fällen, welche durch den vorliegenden Vertrag keine ausdrückliche Regelung gefunden haben, sowie von Härten, welche auch bei Anwendung der Vertragsgrundsätze bestehen bleiben, werden die Finanzminister der beiden Staaten besondere Vereinbarungen treffen.

2. Über die Anwendung der Grundsätze dieses Vertrags auf Geldleistungen, welche einem Angehörigen des anderen Staates nach den Grundsätzen der direkten Besteuerung durch die innere Gesetzgebung auferlegt werden, bleibt besondere Vereinbarung den Finanzministern der beiden Staaten vorbehalten.

Artikel 18.

1. Dieser Vertrag findet Anwendung :

a) im Deutschen Reiche :

auf die Kriegssteuern und Kriegsabgaben für die Zeit seit dem Beginne des ersten Kriegsjahrs (Kriegsgeschäftsjahr)

auf das Reichsnotopfer für die Zeit seit dem Tage des Inkrafttretens des Gesetzes über das Reichsnotopfer, im übrigen sowohl hinsichtlich der Reichssteuern wie der von den Ländern erhobenen Steuern vom Grundvermögen und vom Gewerbebetriebe für die Zeit seit dem Beginne des Steuerjahrs 1920 ;

b) in der Republik Österreich :

auf die Kriegssteuern (Kriegsgewinnsteuern) für die Zeit seit dem Beginne des ersten Kriegsjahrs (Kriegsgeschäftsjahrs),

auf die Vermögensabgabe für die Zeit seit dem Tage des Inkrafttretens dieses Gesetzes,

auf die übrigen Steuern für die Zeit seit dem Beginne des Steuerjahrs 1920.

2. Soweit nicht im Abs. 1 etwas anderes bestimmt ist, finden für die Steuern aus vorangegangenen Steuerjahren die zwischenstaatlichen Vereinbarungen, die aus der früheren Zeit stammen und der Beseitigung von Doppelbesteuerungen dienen, innerhalb ihres räumlichen Geltungsgebiets sinngemäss Anwendung.

Artikel 19.

1. Dieser Vertrag soll ratifiziert, und die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Wien ausgetauscht werden. Er tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft und soll so lange in Geltung bleiben, als er nicht von einem der vertragsschliessenden Teile spätestens sechs Monate vor Ablauf eines Kalenderjahres gekündigt wird. Im Falle rechtzeitiger Kündigung verliert der Vertrag mit dem Ablauf dieses Kalenderjahres die Wirksamkeit.

2. Der ratifizierte Vertrag wird in jedem der beiden Staaten in der amtlichen Gesetzsammlung veröffentlicht werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten beider Staaten diesen Vertrag unterfertigt und mit Siegeln versehen.

BERLIN, den 23. Mai 1922.

Für das Deutsche Reich :

GERHARD KÖPKE.
ERNST PEIFFER.

Für die Republik Österreich :

DR. OTTO GOTTLIEB-BILLROTH.
DR. PAUL GRÜNWARD-EHREN.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der Unterzeichnung des am heutigen Tage zwischen dem Deutschen Reiche und der Republik Österreich abgeschlossenen Vertrags zur Ausgleichung der in- und ausländischen Besteuerung, insbesondere zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiete der direkten Steuern, haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende übereinstimmende Erklärungen abgegeben ; welche einen integrierenden Teil des Vertrags selbst bilden sollen :

1. Als direkte Steuern im Sinne des Vertrags gelten auf seiten des Deutschen Reichs die gegenwärtigen und künftigen Steuern des Reichs und der Länder vom Einkommen und Vermögen einschliesslich der Kapitalertragsteuer, die von den Ländern erhobenen gegenwärtigen und künftigen Steuern vom Grundvermögen und vom Gewerbebetriebe sowie Zuschläge zu den vorerwähnten Steuern ;

auf seiten der Republik Österreich die für den Bund, ferner die von diesem für sich unter Beteiligung der Länder und Gemeinden und die von den Ländern erhobenen gegenwärtigen und künftigen Steuern vom Einkommen, Ertrag und Vermögen sowie Zuschläge zu den vorerwähnten Steuern.

Die in dem Vertrage für die Besteuerung des Einkommens, Ertrags und Vermögens aufgestellten Grundsätze finden auf die Besteuerung des Mehreinkommens, Mehrertrags und Vermögenszuwachses entsprechende Anwendung.

Beide Teile sind darüber einig, dass die Erbschaftssteuern nicht als direkte Steuern im Sinne dieses Vertrags gelten. Über die Erbschaftssteuern wird ein besonderer Vertrag geschlossen.

Zweifel über die Zugehörigkeit einer Steuer zu den oben bezeichneten Steuerarten werden im Einvernehmen zwischen den Finanzministern der beiden Staaten geklärt werden.

2. Durch die Bestimmung des Artikels 1 Abs. 1 wird die Besteuerung solcher Personen nicht ausgeschlossen, die, ohne ihren Wohnsitz oder dauernden Aufenthalt in einem der beiden Staaten zu haben, sich dort des Erwerbes wegen aufhalten.

3. Bei Anwendung des Artikels 1 Abs. 2 a. soll an Stelle der Aufenthaltsdauer während des Steuerjahrs die Aufenthaltsdauer in dem Zeitraum massgebend sein, innerhalb dessen das der Besteuerung unterliegende Einkommen (der Ertrag) erzielt worden ist, wenn dieser Zeitraum mit dem Steuerjahre nicht übereinstimmt.

4. Die Berechnung der Aufenthaltsdauer nach Artikel 1 Abs. 2a und c hat nach vollen Monaten zu dreissig Tagen zu erfolgen. Ein übersteigender Zeitraum von mehr als fünfzehn Tagen ist als voller Monat anzurechnen; ein übersteigender Zeitraum von fünfzehn Tagen und darunter ist nicht in Ansatz zu bringen.

5. Sollte Oesterreich eine Besteuerung des Vermögens einführen, so bleibt den Finanzministern der beiden Staaten vorbehalten, eine von der Bestimmung des Artikels 1 Abs. 2 b abweichende Vereinbarung zu treffen.

6. Es besteht Einverständnis darüber, dass Studenten die sich nur zu Studienzwecken in einem Vertragsstaat aufhalten, für die Unterhalts- und Studiengelder, die sie von ihren in dem anderen Vertragsstaat wohnhaften Angehörigen erhalten, nicht zur Steuer im Staate des Studienaufenthalts herangezogen werden sollen, sofern sie auf diese Bezüge überwiegend angewiesen sind.

7. Die steuerliche Behandlung von Veräusserungs- beziehungsweise Spekulationsgewinnen, die bei der nicht gewerbmässigen Veräusserung der im Artikel 2 bezeichneten Vermögensgegenstände erzielt werden, nach Massgabe der inneren Gesetzgebung der beiden Staaten wird durch die Bestimmungen dieses Vertrags nicht berührt.

8. Die Regelung der Besteuerung der Eisenbahn- und Schiffahrtsunternehmungen, die ihren Betrieb auf die Gebiete beider Staaten ausdehnen, bleibt besonderer Vereinbarung der Finanzminister der beiden Staaten vorbehalten.

9. Durch die Bestimmungen dieses Vertrags werden die Gesetze der vertragschliessenden Staaten über die Sonderbesteuerung der Tantiemen nicht berührt.

10. Die Bestimmung des Artikels 13 hat insbesondere auf die Fälle Anwendung zu finden, in denen ein Abgabepflichtiger, der nach Artikel 1 dieses Vertrags in Österreich zur Vermögensabgabe heranzuziehen ist, nach dem 31. Dezember 1919 im Deutschen Reiche Vermögen der in Artikel 2 und 3 bezeichneten Art erworben hat, sofern nicht erwiesen wird, dass der Erwerb durch Umwandlung anderen im Deutschen Reiche belegenen Vermögens der bezeichneten Art erfolgte.

11. Die vertragschliessenden Staaten nehmen in Aussicht, durch einen besonderen Vertrag organisatorische Einrichtungen zu schaffen, um die den Steuerpflichtigen aus dem vorstehenden Vertrag erwachsenden Rechte zu sichern.

12. Es besteht Einverständnis darüber, dass eine bereits durchgeführte Steuerveranlagung gemäss den Bestimmungen dieses Vertrags zu berechtigen ist, wenn es der Steuerpflichtige binnen zwei Jahren nach dem Inkrafttreten dieses Vertrags beantragt oder wenn die Steuerbehörde eine solche Berichtigung im Rahmen ihrer gesetzlichen Befugnisse von Amts wegen einzuleiten für notwendig erachtet.

BERLIN, den 23. Mai 1922.

Für das Deutsche Reichs :

GERHARD KÖPKE.

ERNST PEIFFER.

Für die Republik Oesterreich :

DR. OTTO GOTTLIEB-BILLROTH.

DR. PAUL GRÜNWALD-EHREN.

VERTRAG ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DER REPUBLIK OESTERREICH ÜBER RECHTSSCHUTZ UND RECHTSHILFE IN STEUERSACHEN, GEZEICHNET IN BERLIN DEN 23. MAI 1922.

Das DEUTSCHE REICH und die REPUBLIK ÖSTERREICH haben, von dem Wunsche geleitet, den Rechtsschutz der Angehörigen des Deutschen Reichs in der Republik Österreich und der Angehörigen der Republik Österreich im Deutschen Reiche sowie die Verpflichtung der Behörden

beider Staaten zu gegenseitiger Amts- und Rechtshilfe in Steuersachen zu regeln, den nachstehenden Vertrag abgeschlossen.

Zu diesem Zwecke wurden als Bevollmächtigte ernannt :

von seiten des DEUTSCHEN REICHS :

der Ministerialdirektor im Auswärtigen Amte Dr. Gerhard KÖPKE, der Dirigent im Reichsfinanzministerium Geheimer Regierungsrat und Ministerialrat Ernst PEIFFER ;

von seiten der REPUBLIK ÖSTERREICH :

der Sektionschef im Bundesministerium für Finanzen Dr. Otto GOTTLIEB-BILLROTH, der Ministerialrat im Bundesministerium für Finanzen Dr. Paul GRÜNWALD-EHREN.

Die Bevollmächtigten haben, nachdem sie sich ihre Vollmachten mitgeteilt und diese als richtig befunden haben, folgendes vereinbart :

Artikel 1.

Als Steuern im Sinne dieses Vertrags gelten die öffentlichen Abgaben, soweit sie auf seiten des Deutschen Reichs für das Reich und die Länder, auf seiten der Republik Österreich für den Bund, für diesen unter Beteiligung der Länder und Gemeinden, und für die Länder, und auf beiden Seiten in der Form von einheitlich mit diesen Abgaben zu erhebenden Zuschlägen oder Beiträgen für Rechnung anderer öffentlich-rechtlicher Körperschaften erhoben werden. Ausgeschlossen sind jedoch Zölle und Verbrauchsabgaben ; die Umsatz und Luxussteuer gilt für den Anwendungsbereich dieses Vertrages nicht als Verbrauchsabgabe.

I. RECHTSSCHUTZ IN STEUERSACHEN.

Artikel 2.

1. Die Angehörigen des einen Staates geniessen im Gebiete des anderen Staates die gleiche steuerliche Behandlung, insbesondere den gleichen Schutz vor den Finanzbehörden, Gerichten, Finanz-, und Verwaltungsgerichten wie die eigenen Angehörigen.

2. Juristische Personen einschliesslich der Gesellschaften sowie Personenvereinigungen, Anstalten, Stiftungen und sonstige Zweckvermögen, die keine eigene Rechtspersönlichkeit besitzen, aber als solche der Besteuerung unterliegen, geniessen, sofern sie in dem Gebiete des einen Staates ihren Sitz haben und nach dessen Gesetzen rechtlich bestehen, in dem Gebiete des andern Staates die gleiche steuerliche Behandlung (Abs. 1) wie die entsprechenden eigenen Steuerpflichtigen dieses andern Staates.

II. RECHTSHILFE IN STEUERSACHEN.

Artikel 3.

Beide Staaten verpflichten sich, in allen Steuersachen und Angelegenheiten der Kapital- und Steuerflucht sowohl bei der Ermittlung und Festsetzung von Steuern und Sicherheiten als auch im Rechtsmittelverfahren und in der Beitreibung sich gegenseitig Amts- und Rechtshilfe zu leisten.

Artikel 4.

1. In Steuersachen erfolgen die Zustellung von Schriftstücken und die Erledigung vom Amts- und Rechtshilfeersuchen, vorbehaltlich der besonderen Bestimmungen über die Beitreibung (Artikel XI bis- XIII), in unmittelbarem Geschäftsverkehre der Behörden der beiden Staaten.

2. Für unmittelbare Übermittlung von Zustellungs- und sonstigen Amts- und Rechtshilfeersuchen sowie für ihre Entgegennahme sind auf seiten des Deutschen Reichs die Landesfinanzämter, auf seiten der Republik Österreich die Finanzlandesdirektionen zuständig.

3. Ist die ersuchte Behörde örtlich unzuständig, so hat sie das Ersuchen an die zuständige Behörde von Amts wegen abzugeben und die ersuchende Behörde hiervon unverzüglich zu benachrichtigen.

Artikel 5.

In dem Ersuchungsschreiben sind die ersuchende Behörde, der Name und Beruf (Stand) der Beteiligten, sowie, im Falle der Zustellung, die Adresse des Empfängers und die Art des zuzustellenden Schriftstücks anzugeben.

Artikel 6.

1. Für die Zustellung hat die zuständige Behörde des ersuchten Staates Sorge zu tragen. Diese Behörde kann sich, abgesehen von den im Abs. 2. vorgesehenen Fällen, darauf beschränken, die Zustellung durch Übergabe des Schriftstücks an den Empfänger zu bewirken, sofern er zur Annahme bereit ist.

2. Auf Wunsch des ersuchenden Staates ist das zuzustellende Schriftstück in der durch die innere Gesetzgebung des ersuchten Staates für die Bewirkung gleichartiger Zustellungen vorgeschriebenen Form zuzustellen.

Artikel 7.

Die Zustellung wird entweder durch ein mit Datum versehenes und beglaubigtes Empfangsbekennnis des Empfängers oder durch ein Zeugnis der Behörde des ersuchten Staates, aus dem sich die Tatsache, die Form und die Zeit der Zustellung ergeben, nachgewiesen.

Artikel 8.

1. Die Behörde, an die das Ersuchen gerichtet wird, ist verpflichtet, ihm zu entsprechen und dabei dieselben Zwangsmittel anzuwenden wie bei der Erledigung eines Ersuchens der Behörde des ersuchten Staates oder eines zum gleichen Zwecke gestellten Antrags eines Beteiligten. Auch die Formen der Erledigung richten sich nach den Gesetzen des ersuchten Staates; doch ist auf Antrag der ersuchenden Behörde nach einer besonderen Form zu verfahren, sofern diese der Gesetzgebung des ersuchten Staates nicht zuwiderläuft.

2. Die Anwendung eines im Gebiete des ersuchten Staates zulässigen Zwangsmittels ist ausgeschlossen, soweit der ersuchende Staat im Falle eines entsprechenden Ersuchens nicht in der Lage wäre, ein gleichartiges Zwangsmittel anzuwenden.

3. Die ersuchende Behörde ist auf ihr Verlangen von der Zeit und dem Orte der auf das Ersuchen vorzunehmenden Handlung zu benachrichtigen. Die Beteiligten sind berechtigt, sich bei der Handlung nach den allgemeinen, in dem ersuchten Staate massgebenden Vorschriften vertreten zu lassen oder ihr beizuwohnen.

Artikel 9.

Für die Erledigung von Zustellungsanträgen und von Ersuchen dürfen keinerlei Gebühren oder Auslagen erhoben werden; ausgenommen sind, vorbehaltlich anderweitiger Übereinkunft, die an Auskunftspersonen oder Sachverständigen gezahlten Entschädigungen, sowie die Auslagen,

die durch die Mitwirkung eines Vollziehungsorgans in den Fällen des Artikels 6 Abs. 2 oder durch die Anwendung einer besonderen Form gemäss Artikel 8 Abs. 1 entstanden sind.

Artikel 10.

Auf die Rechtshilfe im Beitreibungsverfahren finden die Bestimmungen dieses Vertrags Anwendung, soweit nicht in den Artikeln 11 bis 13 etwas Abweichendes angeordnet ist.

Artikel 11.

1. Unanfechtbare Verfügungen (Entscheidungen, Beschlüsse, Anordnungen) in Steuersachen sind auf Antrag kostenfrei anzuerkennen und zu vollstrecken; die Anerkennung muss ausdrücklich ausgesprochen werden. Zur Stellung und Entgegennahme des Antrags ist auf seiten des Deutschen Reichs der Reichsminister der Finanzen, auf seiten der Republik Oesterreich der Bundesminister für Finanzen zuständig.

2. Die im Abs. 1 bezeichneten Verfügungen werden ohne Anhörung der Parteien im Verwaltungsweg oder durch das Gericht gemäss der Gesetzgebung des Staates vollstreckt, in dem die Vollstreckung betrieben wird.

3. Dem Ersuchen um Vollstreckung ist eine Erklärung der zuständigen Behörde des ersuchenden Staates beizufügen, dass die Verfügung unanfechtbar geworden ist; die Zuständigkeit dieser Behörde ist durch die im Abs. 1 Satz 2 bezeichnete Behörde des ersuchenden Staates zu bescheinigen.

Artikel 12.

Auf Grund von vollstreckbaren Verfügungen, die noch nicht unanfechtbar geworden sind, kann gegenüber Angehörigen des ersuchenden Staates einstweilige Sicherstellung im Wege der Beschlagnahme verlangt werden. Der Betroffene ist berechtigt, die Aufhebung der Beschlagnahme durch Leistung einer Sicherheit herbeizuführen, deren Art und Höhe in dem Ersuchen bestimmt sein müssen. Artikel 11 findet entsprechende Anwendung.

Artikel 13.

Dem Ersuchen um eine bestimmte Art der Vollstreckung oder Sicherstellung ist zu entsprechen, soweit diese Art der Vollstreckung oder Sicherstellung nach dem Rechte des ersuchenden und des ersuchten Staates zulässig ist. Im übrigen richten sich die Art und Durchführung der Vollstreckung oder Sicherstellung nach dem Rechte des ersuchten Staates.

Artikel 14.

1. Die Amts- und Rechtshilfe kann abgelehnt werden, wenn der Staat, der um die Hilfeleistung ersucht ist, sie für geeignet hält, seine Hoheitsrechte oder seine Sicherheit zu gefährden.

2. Ersuchen, auf Grund deren im Gebiete des ersuchten Staates zulässige Auskünfte, Anzeigen oder Gutachten von Personen, die nicht als Steuerpflichtige beteiligt sind, eingezogen werden sollen, können abgelehnt werden, soweit der ersuchende Staat nach seiner eigenen Gesetzgebung nicht in der Lage ist, entsprechende Auskünfte, Anzeigen oder Gutachten zu verlangen. Das gleiche gilt für Ersuchen, die auf Mitteilung tatsächlicher Verhältnisse oder rechtlicher Beziehungen gerichtet sind, sofern die Kenntnis dieser Verhältnisse oder Beziehungen nur auf Grund von Auskunft-, Anzeige- oder Gutachterpflichten gewonnen ist, die in dem Gebiete des ersuchenden Staates nicht bestehen, sowie für andere Ersuchen, soweit ihnen nur unter Verletzung eines Geschäfts-, Betriebs- oder Gewerbegeheimnisses genügt werden könnte.

Artikel 15.

1. Wird dem Ersuchen ganz oder teilweise entsprochen, so ist die ersuchende Behörde von der ersuchten Behörde über die Art der Erledigung unverzüglich zu unterrichten.

2. Soweit dem Ersuchen nicht entsprochen wird, hat die ersuchte Behörde die ersuchende Behörde hiervon unter Angabe der Gründe und der sonst bekanntgewordenen Umstände, die für die Weiterführung der Sache von Bedeutung sind, unverzüglich zu benachrichtigen.

Artikel 16.

Auf die Anfragen, Auskünfte, Anzeigen und Gutachten sowie auf sonstige Mitteilungen, die im Wege der Rechtshilfe einem Staate zugehen, finden die gesetzlichen Vorschriften dieses Staates über die Amtsverschwiegenheit und Geheimhaltung Anwendung.

III. BEGLAUBIGUNG VON URKUNDEN.

Artikel 17.

1. Die von Gerichten, Finanz- oder Verwaltungsgerichten in Steuersachen aufgenommenen, ausgestellten oder beglaubigten Urkunden bedürfen, wenn sie mit dem Siegel oder Stempel des Gerichts versehen sind, zum Gebrauch im Gebiete des andern Staates in Steuersachen keiner Beglaubigung (Legalisation).

2. Zu den bezeichneten Urkunden gehören auch die von dem Gerichtsschreiber (der Gerichtskanzlei) unterschriebenen Urkunden, sofern diese Unterschrift nach den Gesetzen des Staates genügt, dem das Gericht angehört.

Artikel 18.

1. Urkunden, die von der obersten oder einer höheren Finanzverwaltungsbehörde des einen der beiden Staaten aufgenommen, ausgestellt oder beglaubigt und mit dem Siegel oder Stempel der Behörde versehen sind, bedürfen zum Gebrauch im Gebiete des andern Staates in Steuersachen keiner Beglaubigung (Legalisation).

2. Die beiden Staaten werden die in Betracht kommenden Behörden in einem Verzeichnis bekanntgeben, das im beiderseitigen Einverständnisse jederzeit auf dem Verwaltungswege geändert oder ergänzt werden kann.

IV. SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

Artikel 19.

Die beiden Staaten verpflichten sich, ein Abkommen über gegenseitige Rechtshilfe in Steuerstrafsachen zu schliessen. Dabei ist in Aussicht genommen, die beiderseitige Auslieferungspflicht wegen vorsätzlicher Steuerhinterziehung und vorsätzlicher Zuwiderhandlungen gegen die Kapital- und Steuerfluchtgesetze, und zwar sowohl hinsichtlich der beanspruchten Personen als auch hinsichtlich der durch rechtskräftiges Strafurteil oder unanfechtbaren Bescheid einer Finanzbehörde eingezogen oder für verfallen erklärten Vermögenswerte, zu regeln.

Artikel 20.

Die Finanzminister der beiden Staaten können weitere Vereinbarungen im Sinne dieses Vertrags treffen. Sie können insbesondere Bestimmungen über die Abführung von Vollstreckungserlösen und die Festsetzung eines Durchschnittskurses für die Umrechnung der Beträge vereinbaren, wegen deren eine Vollstreckung zu erfolgen hat.

Artikel 21.

1. Dieser Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Wien ausgetauscht werden. Er tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft und soll so lange in Geltung bleiben, als er nicht von einem der vertragschliessenden Teile spätestens sechs Monate vor Ablauf eines Kalenderjahrs gekündigt wird. Im Falle rechtzeitiger Kündigung verliert der Vertrag mit dem Ablauf dieses Kalenderjahrs die Wirksamkeit.

2. Der ratifizierte Vertrag wird in jedem der beiden Staaten in der amtlichen Gesetzsammlung veröffentlicht werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten beider Staaten diesen Vertrag unterfertigt und mit Siegeln versehen.

BERLIN, den 23. Mai 1922.

Für das deutsche Reich :

GERHARD KÖPKE.
ERNST PEIFFER.

Für die Republik Österreich :

DR. OTTO GOTTLIEB-BILLROTH.
DR. PAUL GRÜNWARD-EHREN.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der Unterzeichnung des am heutigen Tage zwischen dem Deutschen Reiche und der Republik Österreich abgeschlossenen Vertrags über Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende übereinstimmende Erklärungen abgegeben, welche einen integrierenden Teil des Vertrags selbst bilden sollen :

1. Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, sofern sich das Bedürfnis dazu herausstellt, besondere Vereinbarungen über die Pfändung solcher Forderungen zu treffen, bei denen sich der Schuldner im Gebiete des einen Staates und der Drittschuldner im Gebiete des anderen Staates befindet.

2. Die vertragschliessenden Teile werden, um die Prüfung der materiellen Gegenseitigkeit für die Gewährung der Rechtshilfe zu erleichtern, Aufstellungen über die Befugnisse der Finanzbehörden austauschen, für die Übereinstimmung in den Rechtsgrundsätzen des deutschen und des österreichischen Rechtes bei Rechtshilfeersuchen angenommen werden darf. Die Aufstellungen sollen insbesondere Aufschluss geben :

- a) über die Auskünfte, Anzeigen, Gutachten und Beweismittel, die von den Steuerpflichtigen oder von dritten Personen verlangt werden können,
- b) über die Zwangsmittel, Sicherungs- und Vollstreckungsmassnahmen, die gegenüber den Steuerpflichtigen oder dritten Personen zulässig sind.

Solange die Aufstellungen nicht ausgetauscht und von beiden Seiten anerkannt sind, ist dem einzelnen Rechtshilfeersuchen eine Bescheinigung des Landesfinanzamts (der Finanzlandesdirektion) beizufügen, die amtlich feststellt, dass einem entsprechenden Ersuchen nach dem Rechte des ersuchenden Staates genügt werden wird.

3. Eine Übersendung von Akten kann grundsätzlich nicht gefordert werden. Ausnahmen bedürfen des Einvernehmens der Finanzminister der beiden Staaten ; das Ersuchen um Übermittlung von Akten soll indessen nur gestellt werden, wenn dringende Interessen des ersuchenden Staates es erheischen. Unberührt bleibt die Befugnis jedes Staates, seinen Ersuchen eigene Akten beizugeben, die der Durchführung der Ersuchen dienen sollen.

4. Sind die Voraussetzungen der Niederschlagung wegen Uneinbringlichkeit der Steuer nach den Vorschriften des ersuchten Staates gegeben, so leitet die ersuchte Behörde das Ersuchen unter Beifügung einer Bescheinigung über das Vorliegen der Voraussetzungen und der hierfür vorhandenen Belege an die ersuchende Behörde zurück.

5. Der Rechtsschutz und die Rechtshilfe, welche in diesem Vertrage vereinbart sind, sollen auch für Steuerfälle und im Hinblick auf Tatsachen gewährt werden, die sich auf die Vergangenheit beziehen.

BERLIN, den 23. Mai 1922.

Für das deutsche Reich :

GERHARD KÖPKE.
ERNST PEIFFER.

Für die Republik Österreich :

DR. OTTO GOTTLIEB-BILLROTH.
DR. PAUL GRÜNWARD-EHREN.

¹ TRADUCTION.

N^o 660. — TRAITÉ ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'AUTRICHE EN VUE D'ASSURER LA PÉREQUATION DES IMPÔTS INTÉRIEURS ET EXTÉRIEURS, ET NOTAMMENT D'ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION EN MATIÈRE D'IMPÔTS DIRECTS, AVEC PROTOCOLE FINAL, ET TRAITÉ RELATIF AUX GARANTIES LÉGALES ET A L'ASSISTANCE JURIDIQUE EN MATIÈRE D'IMPÔTS, SIGNÉS A BERLIN LE 23 MAI 1922.

Le REICH ALLEMAND et la RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, désireux d'assurer la péréquation des impôts intérieurs et extérieurs en matière de contributions directes, et notamment d'éviter la double imposition, ont conclu le traité suivant.

A cet effet, ils ont désigné comme plénipotentiaires :

LE REICH ALLEMAND :

M. le D^r Gerhard KÖPKE, Directeur au Ministère des Affaires étrangères, et
M. Ernst PEIFFER, Conseiller ministériel et Conseiller intime de Gouvernement, Chef de Service au Ministère des Finances du Reich ;

LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. le D^r Otto GOTTLIEB-BILLROTH, Chef de Section au Ministère Fédéral des Finances, et
M. le D^r Paul GRÜNWALD-EHREN, Conseiller ministériel au Ministère Fédéral des Finances

Les plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, qui ont été reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article I.

1. Les ressortissants allemands ou autrichiens, sauf dispositions contraires contenues dans les articles suivants, ne seront passibles des impôts directs que dans l'Etat où ils possèdent leur domicile, ou bien, à défaut de ce dernier, une résidence durable.

2. Si un contribuable possède un domicile dans chacun des deux Etats :

- a) le revenu n'est soumis à l'impôt dans chacun des deux Etats que proportionnellement à la durée de séjour effectué dans chaque Etat au cours de l'année fiscale. A cet égard, tout séjour effectué à l'extérieur des pays contractants doit être ajouté à la période de séjour dans l'Etat dont le contribuable est ressortissant. C'est également la nationalité qui détermine l'exigibilité de l'impôt lorsque le contribuable n'a séjourné dans aucun des deux Etats ;
- b) les impôts sur la fortune doivent être perçus dans l'Etat dont le contribuable est ressortissant ;
- c) pour le sacrifice à la détresse du Reich et pour l'impôt exceptionnel sur la fortune, l'impôt doit être perçu par l'Etat dans lequel le contribuable a effectué, entre le

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 660. — TREATY BETWEEN GERMANY AND AUSTRIA FOR THE EQUAL DISTRIBUTION OF TAXES AT HOME AND ABROAD, AND IN PARTICULAR FOR THE PREVENTION OF DOUBLE TAXATION IN THE FIELD OF DIRECT TAXATION, WITH FINAL PROTOCOL AND TREATY CONCERNING LEGAL SAFEGUARDS AND LEGAL ASSISTANCE IN MATTERS OF TAXATION, SIGNED AT BERLIN, MAY 23, 1922.

The GERMAN REICH and the REPUBLIC OF AUSTRIA, being desirous of ensuring the equal distribution of taxes at home and abroad in the field of direct taxes and in particular of preventing double taxation, have concluded the following agreement.

For this purpose they appointed as Plenipotentiaries :

THE GERMAN REICH :

Dr. Gerhard KÖPKE, Head of Department in the Ministry for Foreign Affairs, and
M. Ernst PEIFFER, Geheimer Regierungsrat and Ministerialrat, and Director in the Reich
Ministry of Finance ;

THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

Dr. Otto GOTTLIEB-BILLROTH, Head of Section in the Federal Ministry of Finance, and
Dr. Paul GRÜNWALD-EHREN, Ministerialrat in the Federal Ministry of Finance ;

who, after communicating their full powers, found in good and due form, agreed upon the following provisions :

Article I.

(1) Unless otherwise provided in the following articles, German or Austrian nationals shall only be called upon to pay direct taxes in the State in which they are domiciled, or, failing such domicile, in the State in which they are permanently resident.

(2) If a taxpayer has a domicile in both States :

(a) His income is only subject to taxation in each State in proportion to the period during which he resided in that State during the fiscal year. In this connection any period of residence in a State other than one of the two contracting States must be added to the period of residence in the State of which the taxpayer is a national. The liability to taxation is also determined by nationality in cases in which the taxpayer has not resided in either of the two States ;

(b) Taxes on capital must be levied in the State of which the taxpayer is a national ;

(c) As regards the Reich Emergency Contribution and the Extraordinary Capital Levy, the tax must be levied by the State in which the taxpayer has resided for by far

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

1^{er} janvier 1919 et le 30 juin 1920, le séjour de beaucoup le plus long. Le double domicile doit, dans ce cas, être pris en considération, lorsque le contribuable possède, à l'une des dates fixées ci-dessus un domicile dans chacun des deux Etats et à l'autre date, au moins un domicile dans l'Etat au profit duquel cette dernière date entraîne la perception de l'impôt. Est réputé séjour de durée de beaucoup la plus longue, tout séjour qui dure au moins dix mois. Une période de séjour effectué hors des deux Etats contractants sera ajoutée au séjour effectué dans l'Etat dont le contribuable est ressortissant. Dans le cas où la durée du séjour effectué dans chacun des deux pays est équivalente ou si le contribuable possédant un double domicile n'a séjourné dans aucun des deux Etats contractants, c'est la nationalité qui détermine la perception de l'impôt.

Pour les personnes qui posséderaient la double nationalité ou qui ne seraient ressortissantes d'aucun des deux Etats contractants, chaque cas d'espèce fera l'objet d'accords particuliers de la part des ministres des Finances des deux Etats.

3. Est réputé domicile le lieu où une personne occupe une habitation dans des conditions qui permettent de conclure à son intention de la conserver.

Article 2.

1. Les propriétés foncières et les immeubles, ainsi que leur revenu (leur produit), ne doivent être assujettis aux impôts directs que dans l'Etat où sont situés les propriétés et les immeubles en question. La présente disposition est également applicable, lorsque ces propriétés et immeubles sont affectés à une industrie exploitée dans l'autre Etat.

2. Les créances hypothécaires et leur revenu (produit) ne tombent pas sous le coup de la disposition formulée à l'alinéa 1 et sont assimilés aux capitaux et à leur revenu (produit).

Article 3.

1. L'exploitation industrielle (exploitation d'une entreprise productive ou exercice d'une profession rémunératrice) ainsi que les revenus ou les profits qui en résultent, ne doivent être assujettis aux impôts directs que dans l'Etat où est établi un établissement destiné au fonctionnement de l'entreprise.

2. Sont réputés établissements d'exploitation : la direction administrative, les succursales, ateliers, bureaux d'achat ou de vente, dépôts, comptoirs et toutes organisations particulières établies en vue du fonctionnement de l'entreprise par l'industriel lui-même, ses associés, fondés de pouvoirs ou autres représentants permanents.

3. Si une même entreprise industrielle ou commerciale possède des établissements dans les deux Etats, les impôts directs ne sont perçus dans chaque Etat que proportionnellement à l'importance de l'exploitation dont les établissements situés dans le dit Etat sont le siège. Les ministres des Finances des deux Etats se mettront d'accord pour répartir équitablement le revenu ou, selon le cas, les bénéfices de ces entreprises.

4. Doivent également être traitées comme entreprises lucratives, les participations à des entreprises établies sous forme de sociétés, exception faite des parts de mine (Kuxen), actions, parts bénéficiaires et autres valeurs.

5. Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux impôts sur le colportage et autres industries ambulantes.

Article 4.

En ce qui concerne les revenus tirés de la pratique de la science, de l'art, des lettres, de l'enseignement ou de l'éducation, et de l'exercice de la profession de médecin, d'avocat, d'architecte, d'in-

the longer period between January 1, 1919, and June 30, 1920. The question of double domicile must, in such cases, be taken into account if the taxpayer has a domicile at one of the said dates in both States and has a domicile at the other date at least in the State in whose favour such other date involves the levying of the tax. Residence for at least ten months shall be regarded as residence for by far the longer period. Any period during which the taxpayer resides outside the two contracting States shall be added to the period during which he resides in the State of which he is a national. In cases in which the period of residence in each of the two countries is the same or in which a taxpayer having a double domicile has not resided in either of the two contracting States, liability to taxation shall be determined by nationality.

As regards persons who are nationals of both or of neither of the States concerned, special agreements shall be made in respect of individual cases between the Finance Ministers of the two States.

(3) A domicile shall be considered to exist at the place where a person occupies a dwelling under circumstances which give good grounds for assuming that he intends to retain it.

Article 2.

(1) Landed estates and buildings and income derived therefrom shall only be subject to direct taxation in the State in which they are situated. This provision shall also apply in cases in which landed estates and buildings are employed for the purposes of an industrial undertaking carried on in the other State.

(2) The provisions of the preceding paragraph shall not apply to mortgages and income derived therefrom, which shall be regarded as capital and as income derived therefrom.

Article 3.

(1) Industrial undertakings (the exploitation of a productive undertaking or the exercise of a lucrative profession) and the income or profits derived therefrom shall only be subject to direct taxation in the State in which a business establishment for carrying on the undertaking is maintained.

(2) The term "business establishment" shall include: the manager's offices, branch establishments, workshops, offices where purchases or sales are effected, depots, branches and all other establishments maintained for the purpose of the carrying on of the industry by the owner himself or his partners, responsible agents or other permanent representatives.

(3) If an industrial or commercial enterprise possesses business establishments in both States, direct taxes shall only be levied in each State in proportion to the amount of business transacted in the establishments situated in that State. The Finance Ministers of the two States shall come to an agreement regarding the equitable apportionment of the income or profits derived from such undertakings.

(4) Partnerships in undertakings established in the form of companies (with the exception of mining shares (Kuxen), shares), founders' shares and other securities shall be regarded as lucrative undertakings.

(5) The foregoing provisions shall not apply to taxes on hawking and other itinerant trades.

Article 4.

In the case of income derived from the practice of science, art, letters, teaching or education or from the exercise of the professions of physician, lawyer, architect or engineer or of any other

génieur, ainsi que de toute autre profession libérale, il n'y a lieu d'appliquer les dispositions de l'article 3 que dans le cas où le centre permanent de l'activité professionnelle (établissement professionnel) est situé dans l'autre Etat.

Article 5.

Le présent traité ne porte pas dérogation aux dispositions des articles 6 et 24 de la Convention économique austro-allemande du 1^{er} septembre 1920.

Article 6.

Les traitements ou allocations destinés à rétribuer des services rendus, ou une activité professionnelle exercée, actuellement ou antérieurement (salaires, retraites, traitements de disponibilité, pensions, etc.) et payables périodiquement par des caisses publiques (caisses d'Etat, de pays, de cercles, de communes, etc.), ne seront soumis aux impôts directs que dans l'Etat où est effectué le paiement.

Article 7.

Les dispositions de l'article 2 et des paragraphes 1 à 4 de l'article 3 s'appliquent également, *mutatis mutandis*, aux personnes juridiques.

Article 8.

Dans le cas où la loi allemande relative à l'impôt sur le revenu, en date du 29 mars 1920, ou la législation de la République d'Autriche relative à l'impôt sur les rentes, prévoient que l'impôt sur les intérêts, dividendes et autres revenus provenant de capitaux sera perçu à la source (par voie de retenue), le droit d'imposition appartient uniquement à l'Etat sur le territoire duquel cette retenue doit être effectuée en vertu de ladite législation. Dans le cas d'une succursale dont le siège central se trouve dans l'autre Etat, les impôts prélevés par voie de retenue sur les intérêts produits par l'exploitation de la succursale, ne peuvent être perçus qu'au profit de l'Etat dans lequel cette succursale est située.

Article 9.

1. Ne seront soumis dans l'un ou l'autre des deux Etats à l'impôt sur les accroissements de fortune, les excédents de bénéfice ou de rendement, que les accroissements de fortune, excédents de profits ou de rendement qui sont assujettis à l'impôt dans ledit Etat en vertu des dispositions des articles 1 à 7.

2. S'il survient dans la situation personnelle d'un contribuable une modification affectant ses obligations fiscales ou si des biens, soumis à l'impôt dans un pays en vertu des dispositions des articles 1 à 7 sont transformés en biens qui, d'après les mêmes dispositions, sont assujettis à l'impôt dans l'autre Etat, le commencement de la période fiscale pour la détermination de l'augmentation de fortune dans l'autre Etat est déterminé en ce qui concerne les effets de la modification, par la date à laquelle la modification ou la transformation a eu lieu.

Article 10.

1. Dans le calcul des profits extraordinaires (bénéfices extraordinaires) réalisés par les sociétés indigènes et assujettis à l'impôt en vertu de la législation des deux Etats relative à l'impôt de

liberal profession, the provisions of Article 3 shall only apply in so far as the permanent headquarters of the professional activity (professional establishment) are situated in the other State.

Article 5.

The provisions contained in Article 6 and 24 of the Austro-German Economic Agreement of September 1, 1920, shall in no way be affected by anything in the present Treaty.

Article 6.

Salaries or allowances granted for services rendered or earned in a profession in which an individual is or was formerly engaged (salaries, pensions, half-pay, allowances, etc.) and payable periodically from the public funds (State, provincial, district, communal funds, etc.) shall only be subject to direct taxation in the State in which the payment is effected.

Article 7.

The provisions of Article 2 and of Article 3, paragraphs 1 to 4, shall also apply *mutatis mutandis* to legal persons.

Article 8.

In all cases in which the German law on the tax on profits accruing from capital, dated March 29, 1920, or the laws of the Republic of Austria regarding the tax on incomes derived from investments provide that the tax on interest, dividends and other profits accruing from capital shall be levied at the source (by deduction) the right of imposing the tax shall belong solely to the State in whose territory it has to be deducted at the source, in accordance with the above-mentioned laws. If the main establishment is situated in one State and a branch establishment in another State, the tax on interest accruing from the business transacted by the branch establishment shall only be deducted at the source for the benefit of the State in which such branch establishment is situated.

Article 9.

(1) No increase of capital or excess profits or yield shall be subject in either of the two States to the tax on increase of capital, or on excess profits or yield, unless such increase is subject to taxation in the said State by virtue of the provisions of Articles 1-7.

(2) If a change affecting his fiscal obligations takes place in the personal circumstances of a taxpayer or if property which is liable to taxation in one State by virtue of the provisions of Articles 1-7 is transformed into property which, according to the same provisions, is liable to taxation in the other State, the commencement of the fiscal period for the purpose of calculating the increase of capital in the other State is determined, as regards the effects of the change, by the date on which the change or transformation took place.

Article 10.

(1) In calculating the excess earnings (excess profits) which are made by companies of the nationality of the country in which they are situated and which are subject to taxation by virtue

guerre (taxes de guerre, impôts sur les bénéfices de guerre), pour la détermination des bénéfices du temps de paix, en vertu de l'article 17 de la loi allemande du 21 juin 1916, sur l'impôt de guerre, du § 2, alinéa 2, et du § 5 de l'Ordonnance impériale du 16 avril 1916 et en vertu des mêmes paragraphes de la loi du 16 février 1918, il y a lieu de tenir compte de la quote-part du capital ou fonds social (capital engagé) qui correspond au rapport entre le capital ou fonds social de la société (y compris les réserves portées au bilan), à la fraction du capital ou fonds social (y compris les réserves portées au bilan), échéant à l'autre Etat.

2. La retenue sur les bénéfices extraordinaires provenant d'actions ou de parts, conformément aux lois énumérées ci-dessus, trouvera également son application à l'égard des sociétés affiliées dont le siège social se trouve sur le territoire de l'autre Etat.

Article 11.

1. Les dispositions des articles 1, 2, 3 et 7 sont également applicables à la répartition du sacrifice en faveur de la détresse du Reich, conformément à la loi allemande du 31 décembre 1919, et à l'assiette du prélèvement unique sur la fortune, conformément à la loi autrichienne du 21 juillet 1920.

2. Les impôts qui doivent être perçus dans les deux Etats seront considérés comme équivalents.

3. Ne sont toutefois pas considérés comme capitaux (Kapitalvermögen) les participations à des sociétés à l'exception des parts de mines (Kuxen), les actions, parts bénéficiaires et autres valeurs.

Article 12.

1. Si, d'après les lois des deux Etats, un contribuable, à la suite de modifications survenues dans sa situation personnelle entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 1920, se trouve, même en appliquant les dispositions précédentes du présent Traité, dans des conditions telles que ses biens sont assujettis à la fois au sacrifice en faveur de la détresse du Reich et à l'impôt sur la fortune, chacun des deux Etats ne doit assujettir à l'impôt que la moitié de la valeur des biens en question, lors de la date limite à considérer.

2. Les mêmes dispositions sont applicables, *mutatis mutandis*, lorsqu'une double imposition de cette nature se trouve résulter :

- a) d'une modification des placements de capitaux survenue dans la période mentionnée au § 1, par suite de l'acquisition ou de l'aliénation de biens du genre indiqué aux articles 2 et 3 ;
- b) d'un transfert de propriété par suite de décès ou de donation entre vifs.

Article 13.

Les dispositions du présent traité ne sont pas applicables au cas où les dispositions des articles 11 et 12 entraîneraient une exonération ou un dégrèvement du prélèvement autrichien sur la fortune sans provoquer simultanément l'assujettissement du contribuable au sacrifice en faveur de la détresse du Reich.

Article 14.

1. Les prescriptions des lois autrichiennes relatives aux impôts à percevoir sur les successions pendantes ne sont pas applicables lorsque l'héritier est directement assujetti à l'impôt en Allemagne, conformément aux dispositions du présent traité, pour le revenu ou la fortune provenant de la succession.

of the laws of the two States concerning the war tax (war levies and war profits taxes) the peacetime profits shall be determined in accordance with Article 17 of the German Law of June 21, 1916, on the war tax, Section 2 of paragraph 2, and paragraph 5 of the Imperial Decree of April 16, 1916, and in accordance with the same paragraphs of the law of February 16, 1918, by calculating the percentage of the original funds or capital which corresponds to the ratio between the total original and working capital of the company (including the reserves shown in the balance-sheet) and the fraction of the original and working capital (including the reserves shown in the balance sheet) employed in the other State.

(2) A deduction from the excess profits accruing in respect of shares or business interests, in accordance with the laws enumerated above shall also be made in respect of affiliated companies whose head offices are situated in the territory of the other State.

Article 11.

(1) The provisions of Articles 1, 2, 3 and 7 shall also apply to the assessment of the Reich Emergency Contribution in accordance with the German Law of December 31, 1919, and to the assessment of the Extraordinary Capital Levy in accordance with the Austrian Law of July 21, 1920.

(2) The taxes which have to be levied in both States shall be regarded as equivalent.

(3) The term "capital" shall not include partnerships in companies, with the exception of mining shares (Kuxen), shares, founders' shares and other securities.

Article 12.

(1) If under the laws of the two States a taxpayer in consequence of changes in his personal circumstances which have occurred between January 1 and June 30, 1920, is so placed, even if the preceding provisions of the present treaty are applied — that his property is subject both to the Reich Emergency Contribution and to the Capital Levy, each of the two States shall only subject to taxation one half of the value of the property in question at the terminal date concerned.

(2) The same provision shall apply *mutatis mutandis* in cases in which double taxation arises as a result :

(a) of a change in investments occurring during the period mentioned in paragraph 1 in consequence of the acquisition or alienation of property of the kind indicated in Articles 2 and 3 ;

(b) of a transfer of property in consequence of death or of a donation *inter vivos*.

Article 13.

The provisions of the present Treaty shall not be applicable in cases in which Articles 11 and 12 would involve exemption from or a reduction of the Austrian Capital Levy without at the same time involving liability to the Reich Emergency Contribution.

Article 14.

(1) The provisions of the Austrian laws on the taxation of inherited property the title to which has not been established shall not apply if the income or capital accruing to the heir from such inherited property is directly subject to taxation in Germany under the provisions of the present Treaty.

2. Les impôts perçus sur une succession pendant doivent être restitués aussitôt que les conditions indiquées à l'alinéa 1 sont réunies et que l'héritier réclame la restitution.

Article 15.

Les agents diplomatiques, consulaires et autres des deux Etats, dans la mesure où ces représentants sont des agents de carrière, ainsi que les fonctionnaires qui leur sont adjoints et les personnes à leur service ou au service de leurs adjoints sont exonérés des impôts directs dans l'Etat où ils sont envoyés. L'exonération n'est applicable que si ces personnes sont des ressortissants de l'Etat qu'elles représentent et si elles n'exercent dans le pays où elles sont envoyées aucune activité lucrative en dehors de leurs fonctions officielles.

L'exonération ne s'étend pas aux impôts à percevoir en vertu des articles 2, 3 et 6, ainsi qu'à ceux qui doivent être perçus à la source et qui sont mentionnés à l'article 8.

Article 16.

L'article 15 s'applique également aux employés des administrations des douanes et des chemins de fer, de l'un des deux Etats ou de leurs « pays », lorsque ces employés sont occupés dans un bureau desdites administrations situé sur le territoire de l'autre Etat et y sont domiciliés pour cette raison, ainsi qu'à leur familles ou aux domestiques co-habitant avec eux, à condition que ces personnes soient des ressortissants de l'Etat qui les occupe.

Article 17.

1. En vue d'éviter la double imposition dans des cas dont le règlement ne serait pas expressément prévu par les dispositions du présent traité, ainsi que pour prévenir certaines rigueurs qui pourraient subsister même dans l'application dudit traité, les ministres des Finances des deux Etats conviendront de dispositions particulières.

2. Les ministres des Finances des deux Etats garderont la faculté de conclure des accords spéciaux en vue de l'application des principes du présent traité aux contributions en argent imposées à un ressortissant de l'autre Etat en vertu des principes visant, aux termes de la législation intérieure, les impôts directs.

Article 18.

1. Le présent traité est applicable :

a) dans le Reich allemand :

aux impôts et taxes de guerre pour la période commençant au début de la première année de la guerre (année économique de guerre) ;

au sacrifice en faveur de la détresse du Reich pour la période commençant le jour de la mise en vigueur de la loi relative au sacrifice en faveur de la détresse du Reich ;

aux autres impôts levés, aussi bien par le Reich que par les Etats, sur les biens-fonds et les exploitations industrielles, pour la période commençant au début de l'année fiscale 1920 ;

b) dans la République d'Autriche :

aux impôts de guerre (impôts sur les bénéfices de guerre) pour la période commençant au début de la première année de la guerre (année économique de la guerre) ;

à l'impôt sur la fortune, pour la période commençant le jour de la mise en vigueur de cette loi ;

aux autres impôts, pour la période commençant au début de l'année fiscale 1920.

(2) Taxation levied on inherited property the title of which has not been established shall be repaid as soon as the conditions referred to in paragraph 1 are proved to exist and the heir applies for repayment.

Article 15.

The diplomatic, consular and other representatives of the two States, provided that they are officials by profession, together with officials attached to them and persons in their service or in the service of their officials, shall be exempt from direct taxation in the country to which they are accredited. Such exemption shall only apply in so far as the aforesaid persons are nationals of the country which they represent and do not engage in any lucrative occupation outside their official duties in the States to which they are accredited. Exemption does not apply to taxes to be levied in accordance with Articles 2, 3 and 6 or to be deducted at the source as specified in Article 8.

Article 16.

The provisions of Article 15 shall also apply to the employees of the Customs and Railway administrations of either of the two States or of their provinces, in cases in which such employees carry out their duties in a bureau of one of these administrations situated in the territory of the other State and are domiciled there for that reason, and to their relatives and domestic servants living with them, provided that such persons are nationals of the State which employs them.

Article 17.

(1) The Finance Ministers of the two States shall make special arrangements for the prevention of double taxation in cases which are not expressly provided for in the present Treaty and for obviating any harshness which might arise in the application of the said Treaty.

(2) The Finance Ministers of the two States shall be competent to conclude special agreements with a view to the application of the principles of the present Treaty to money taxes imposed upon a national of the other State by virtue of the principles which govern direct taxation, according to the municipal legislation of the State in question.

Article 18.

The present Treaty shall apply :

(a) in the German Reich :

- to war taxes and war levies as from the beginning of the first year of war (war business year) ;
- to the Reich Emergency Contribution as from the date of the coming into force of the law concerning the Reich Emergency Contribution; and further :
- to the taxes on landed estates and industrial undertakings raised by the Reich or by the States as from the beginning of the fiscal year 1920 ;

(b) In the Austrian Republic :

- to the war taxes (war profits taxes) as from the beginning of the first year of war (war business year) ;
- to the Capital Levy as from the date of the coming into force of the law referred to ;
- to all other taxes as from the beginning of the fiscal year 1920.

2. Sauf dispositions contraires formulées au § 1, les conventions conclues antérieurement entre les deux États, en vue d'éviter la double imposition, sont applicables *mutatis mutandis*, et chacune dans leur domaine, aux impôts des années fiscales antérieures.

Article 19.

1. Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Vienne aussitôt que possible. Il entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification et restera valable aussi longtemps qu'il n'a pas été dénoncé par l'une des parties contractantes, au plus tard six mois avant l'expiration d'une année civile. En cas de dénonciation signifiée en temps voulu, le traité cessera d'être en vigueur à l'expiration de ladite année civile.

2. Le traité ratifié sera publié dans le recueil officiel des lois de chacun des deux Etats.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Etats ont apposé au présent traité leurs signatures et leurs sceaux.

BERLIN, le 23 mai 1922.

Pour le Reich allemand :

(Signé) GERHARD KÖPKE.

(Signé) ERNST PEIFFER.

Pour la République d'Autriche :

(Signé) Dr OTTO GOTTLIEB-BILLROTH.

(Signé) Dr PAUL GRÜNWALD-EHREN.

PROTOCOLE FINAL.

Lors de la signature du traité conclu aujourd'hui entre le Reich allemand et la République d'Autriche en vue d'assurer la péréquation des impôts intérieurs et extérieurs et notamment d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs, les plénipotentiaires soussignés sont convenus des déclarations suivantes qui feront partie intégrante du traité :

1. Sont réputés impôts directs au sens du présent Traité :

dans le Reich allemand, les impôts présents et futurs prélevés par le Reich et les Etats sur le revenu et la fortune, y compris l'impôt sur le produit du capital (Kapitalertragssteuer), — les impôts présents et futurs perçus par les Etats sur la propriété foncière et les exploitations industrielles, ainsi que les suppléments aux impôts mentionnés ci-dessus ;

dans la République d'Autriche, les impôts présents et futurs sur le revenu, les bénéfices et la fortune, levés au profit de la Confédération et les impôts perçus par cette dernière pour elle-même et auxquels participent les « pays » et les communes ainsi que les suppléments aux impôts mentionnés ci-dessus.

Les principes formulés dans le présent traité au sujet de l'imposition du revenu, des bénéfices et de la fortune sont également applicables aux impôts à percevoir sur les excédents de bénéfices et de rendement et sur l'accroissement de la fortune.

Les deux parties contractantes reconnaissent que les impôts sur les successions ne rentrent pas dans la catégorie des impôts directs au sens du présent traité. Les impôts sur les successions feront l'objet d'un traité spécial.

(2) Unless otherwise provided in paragraph 1, the agreements previously concluded between the two States for the prevention of double taxation shall, each in its own sphere, be applicable *mutatis mutandis* to taxes levied in former fiscal years.

Article 19.

(1) The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Vienna as soon as possible. It shall come into force on the date of the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force until it is denounced by one of the Contracting Parties, such denouncement to take place at least six months before the expiration of any calendar year. If it is denounced within the prescribed time-limit, the Treaty shall cease to be in force at the expiration of the calendar year in question.

(2) When the Treaty has been ratified, it shall be published in the official Statute Book of each of the two States.

In faith whereof, the plenipotentiaries of the two States have signed the present Treaty and have affixed their seals thereto.

BERLIN, *May* 23, 1922.

For the German Reich :

(Signed) GERHARD KÖPKE.

(Signed) ERNST PEIFFER.

For the Republic of Austria :

(Signed) Dr. OTTO GOTTLIEB-BILLROTH.

(Signed) Dr. PAUL GRÜNWARD-EHREN.

FINAL PROTOCOL.

On signing the Treaty concluded this day between the German Reich and the Republic of Austria for the adjustment of taxation at home and abroad, in particular for the prevention of double taxation in the field of direct taxation, the undersigned plenipotentiaries made the following joint declarations which shall form an integral part of the Treaty :

(1) The following shall be regarded as direct taxes for the purposes of the present Treaty :

In the German Reich, all existing and future taxes levied by the Reich and the Confederate States on income and capital, including the tax on profits accruing from capital (“ Kapital-ertragssteuer ”), all present and future taxes levied by the States on landed property and industrial undertakings and all supplementary taxes to the taxes mentioned above.

In the Republic of Austria, all existing and future taxes on income, profits and capital levied on behalf of the Confederation, all taxes levied by the latter on its own behalf and on behalf of the provinces and communes and all supplementary taxes to the taxes mentioned above.

The principles laid down in the present Treaty regarding taxation of income, profits and capital shall also apply to taxes to be levied on excess profits or yield and on increase of capital.

The two Contracting Parties recognise that death duties do not fall within the category of direct taxes for the purposes of the present Treaty. Death duties will form the subject of a special treaty.

En cas de doute la question de savoir si un impôt rentre dans les catégories indiquées ci-dessus sera résolue par voie d'entente entre les ministres des Finances des deux Etats.

2. La disposition formulée au paragraphe 1 de l'article 1 n'interdit pas d'imposer les personnes qui, sans avoir leur domicile ou leur lieu de séjour habituel dans l'un des deux Etats, séjournent cependant dans l'un de ces Etats pour y exercer une activité lucrative.

3. Pour l'application de l'alinéa 2 a) de l'article 1, il y a lieu de substituer à la durée du séjour effectué pendant l'année fiscale, la durée du séjour effectué pendant la période au cours de laquelle le revenu (bénéfice) soumis à l'impôt a été réalisé, lorsque cette période ne coïncide pas avec l'année fiscale.

4. La durée du séjour aux termes des alinéas 2 a et c de l'article 1 est décomptée par mois pleins de 30 jours. Une période de plus de 15 jours doit être considérée comme un mois plein, une période de 15 jours et au-dessous n'entrant pas en ligne de compte.

5. Si l'Autriche adopte un impôt sur la fortune, il appartiendra aux ministres des Finances des deux Etats de conclure un accord aux termes de la disposition de l'alinéa 2 b de l'article 1.

6. Il est entendu que les étudiants qui séjournent dans un des Etats contractants uniquement en vue d'y poursuivre leurs études, ne seront pas soumis à l'impôt dans l'Etat où ils font leurs études pour les sommes qu'ils reçoivent de leurs parents domiciliés dans l'autre Etat contractant et qui sont destinées à payer leurs frais d'entretien et d'études, à condition que ces sommes soient en majeure partie affectées à ces fins.

7. Les dispositions du présent traité n'empêchent pas, au point de vue fiscal, de traiter conformément à la législation intérieure des deux pays les bénéfiques qui proviennent d'aliénation ou, le cas échéant, de spéculations et qui ont été acquis par une aliénation non commerciale des biens indiqués dans l'article 2.

8. Le règlement des impôts à prélever sur les entreprises de chemins de fer et de navigation, dont l'exploitation s'étend sur les territoires des deux Etats, fera l'objet d'un accord spécial entre les ministres des Finances des deux Etats.

9. Les dispositions du présent traité ne portent pas dérogation aux lois des Etats contractants relatives aux impôts spéciaux à percevoir sur les tantièmes.

10. La disposition de l'article 13 est applicable, notamment, dans le cas où un contribuable, qui, en vertu de l'article 1 du présent traité, est assujéti en Autriche à l'impôt sur le capital, a acquis, après le 31 décembre 1919, dans le Reich allemand, des biens rentrant dans les catégories décrites aux articles 2 et 3, s'il n'est pas reconnu que l'acquisition résulte de la transformation d'autres biens de même catégorie situés dans le Reich allemand.

11. Les Etats contractants se proposent de créer par un traité particulier des organisations chargées de sauvegarder les droits résultant pour les contribuables du présent traité.

12. Il est entendu qu'une répartition de l'impôt déjà effectuée doit être rectifiée conformément aux dispositions du présent traité, lorsque le contribuable en fera la demande, dans un délai de deux ans à dater de la mise en vigueur du présent traité, ou lorsque les autorités fiscales jugeront nécessaire de procéder d'office à une rectification de ce genre dans les limites de leur compétence légale.

BERLIN, le 23 mai 1922.

Pour le Reich allemand :

(Signé) GERHARD KÖPKE.

(Signé) ERNST PEIFFER.

Pour la République d'Autriche :

(Signé) Dr OTTO GOTTLIEB-BILLROTH.

(Signé) Dr PAUL GRÜNWARD-EHREN.

In cases of uncertainty, the question as to whether a tax falls within the categories indicated above will be settled by agreement between the Finance Ministers of the two States.

(2) The provision contained in paragraph 1 of Article 1 shall not prohibit the levying of taxes upon persons who, although they are not domiciled or habitually resident in one of the two States reside, nevertheless, in one of the said States for the purpose of engaging in a lucrative occupation.

(3) In applying paragraph 2 *a* of Article 1 the period of residence during the period in respect of which the taxable income (profits) is earned shall be substituted for the period of residence during the fiscal year, in cases in which the former period does not coincide with the fiscal year.

(4) The period of residence shall be calculated, for the purpose of paragraphs 2 *a* and *c* of Article 1, by full months of 30 days. A period of more than 15 days shall be regarded as a full month ; a period of 15 days or less shall not be counted.

(5) If Austria introduces a tax on capital it will be the duty of the Finance Ministers of the two States to conclude an agreement according to the provisions of paragraph 2 *b* of Article 1.

(6) It is agreed that students who reside in one of the Contracting States solely for the purposes of study shall not be liable in the State in which they reside as students to taxation in respect of money received by them from relatives domiciled in the other Contracting State, for purposes of maintenance and study, provided that by far the greater part thereof is used for these purposes.

(7) The provisions of the present Treaty shall not, from the fiscal point of view, prevent any profits which may arise from alienations or speculations and which have been acquired in consequence of a non-commercial alienation of the property mentioned in Article 2 from being dealt with according to the municipal laws of the two States.

(8) The question of the taxes to be levied on railway and navigation undertakings, the exploitation of which is carried on in the territories of the two States, shall be regulated by a special agreement between the Finance Ministers of the two States.

(9) The laws of the Contracting States regarding the levying of special taxes on directors' fees shall not be affected by the provisions of the present Treaty.

(10) Article 13 shall be applicable, in particular, in cases in which a taxpayer who, by virtue of Article 1 of the present Treaty, is liable to a tax on capital in Austria, has acquired since December 31, 1919, in the German Reich property falling within the categories described in Articles 2 and 3, unless it is found that such acquisition is the result of the transformation of other property of the same categories situated in the German Reich.

(11) The Contracting States propose, by means of a special treaty, to establish organisations for safeguarding the rights accruing to taxpayers in consequence of the present Treaty.

(12) It is agreed that any tax assessment already effected must be rectified in accordance with the provisions of the present Treaty, if the taxpayer so requests, within a period of two years from the coming into force of the present Treaty, or if the fiscal authorities themselves consider it necessary, within the limits of their legal competence, to make a rectification of this kind.

BERLIN, *May* 23, 1922.

For the German Reich :

(Signed) GERHARD KÖPKE.

(Signed) ERNST PEIFFER.

For the Republic of Austria :

(Signed) DR. OTTO GOTTLIEB-BILLROTH.

(Signed) DR. PAUL GRÜNWARD-EHREN.

TRAITÉ CONCLU ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE
AU SUJET DES GARANTIES LÉGALES ACCORDÉES AUX CONTRIBUABLES ET
DE L'ASSISTANCE JURIDIQUE EN MATIÈRE D'IMPÔTS.

Article 1.

Sont réputés impôts au sens du présent Traité, les taxes publiques perçues par le Reich allemand au profit du Reich et des Etats, par la République d'Autriche au profit de la Confédération et au profit de cette dernière avec la participation des pays et des communes et par les deux Parties contractantes pour le compte d'autres corps publics sous la forme de suppléments ou d'impôts additionnels, prélevés en même temps que ces taxes. Toutefois, les droits de douane et les taxes de consommation ne sont pas considérés comme impôts ; l'impôt sur le chiffre d'affaires et la taxe de luxe ne sont pas considérés au point de vue de l'application du présent Traité, comme taxe de consommation.

I. GARANTIES LÉGALES ACCORDÉES AUX CONTRIBUABLES EN MATIÈRE D'IMPÔTS.

Article 2.

Les ressortissants de l'un des deux Etats ont droit sur le territoire de l'autre Etat au même traitement fiscal que les ressortissants dudit Etat et, en particulier, aux mêmes garanties vis-à-vis des autorités fiscales, des tribunaux fiscaux et administratifs ainsi que des autres tribunaux.

Les personnes morales y compris les sociétés ainsi que les associations de personnes, institutions, fondations et les biens affectés à des fins particulières, qui ne possèdent aucune personnalité juridique propre mais qui, en tant que tels, sont assujettis à l'impôt, ont droit, s'ils ont leur siège dans le territoire de l'un des deux Etats et si leur existence est reconnue par la législation dudit Etat, au même traitement fiscal (alinéa 1) sur le territoire de l'autre Etat que les contribuables de même nature appartenant audit Etat.

II. ASSISTANCE JURIDIQUE EN MATIÈRE D'IMPÔTS.

Article 3.

Les deux Etats s'engagent à se prêter mutuellement assistance au point de vue administratif et juridique dans toutes les questions d'impôts et dans tous les cas de fuite de capitaux et d'évasion fiscale, aussi bien pour la recherche et la détermination des impôts et des garanties, que pour l'emploi de la procédure de recours et les recouvrements.

Article 4.

En matière d'impôts, la signification d'actes et la suite à donner aux demandes d'assistance administrative et juridique, sous réserve des dispositions particulières relatives aux recouvrements (articles 11 à 13), feront l'objet de communications directes entre les autorités des deux Etats.

Les offices régionaux des Finances (Landesfinanzämter) pour le Reich allemand et les directions régionales des Finances (Finanzlandesdirektionen) pour la République d'Autriche, sont compétents

TREATY BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE REPUBLIC OF AUSTRIA
CONCERNING LEGAL SAFEGUARDS AND LEGAL ASSISTANCE IN MATTERS OF
TAXATION.

Article 1.

Public taxes, in so far as they are levied by the German Reich for the Reich and the various States, by the Republic of Austria for the Federation, and for the Federation in conjunction with the provinces and communes, and by both Contracting Parties for other legal bodies, whether as additional taxes or as supplementary taxes leviable with the public taxes, shall be regarded as taxes within the meaning of the present Treaty. Customs duties and taxes on consumption shall, however, be excluded. The tax on business turnover and the luxury tax shall not be regarded as taxes on consumption for the purposes of this Treaty.

I. LEGAL SAFEGUARDS IN QUESTIONS AFFECTING TAXATION.

Article 2.

The nationals of either of the two States shall be entitled to equality of treatment with the nationals of the other State, so far as taxation is concerned, in the territory of the other State and more particularly to the same safeguards in their dealings with the revenue authorities, revenue and administrative courts and other tribunals.

Legal persons, including companies and also partnerships, institutions, charitable foundations and all other organisations possessing property set aside for a particular purpose, which are not legal persons but which are liable to taxation as such, shall, if they are situated or have their registered offices in the territory of one of the two States and if they are legally constituted in accordance with the legislation of the said State, be entitled to the same treatment in matters of taxation (paragraph 1) in the territory of the other State as that which is accorded to similar taxpayers in the other State.

II. LEGAL ASSISTANCE IN MATTERS OF TAXATION.

Article 3.

The two States undertake to give each other mutual administrative and legal assistance in all questions relating to taxation and in all cases of flight of capital and evasion of taxation, both in regard to the assessment and fixing of taxes and sureties, and in regard to the legal procedure for securing redress and recovery.

Article 4.

In matters affecting taxation, questions regarding the service of legal documents and the action to be taken as a result of applications for administrative and legal assistance shall, unless otherwise provided in the special stipulations with regard to recovery (Articles 11 to 13), be dealt with directly between the authorities of the two States.

The provincial Inland Revenue Offices (Landesfinanzämter) in the case of the German Reich, and the provincial Inland Revenue Departments (Finanzlandesdirektionen) in the case of the

pour procéder à la transmission directe et à la réception des requêtes de signification et de toutes autres demandes d'assistance administrative et juridique.

Si, en raison de sa situation géographique, l'autorité requise est incompétente, elle est tenue de transmettre officiellement la demande à l'autorité qualifiée et d'en informer sans retard l'autorité requérante.

Article 5.

La requête devra faire mention de l'autorité requérante du nom et de la profession (statut) des parties intéressées et, lorsqu'il s'agit d'une signification, de l'adresse du destinataire et de la nature de l'acte à signifier.

Article 6.

L'autorité compétente de l'Etat requis doit pourvoir à la signification. Abstraction faite des cas prévus à l'alinéa 2, cette autorité peut se borner à procéder à la signification par remise de l'acte au destinataire, si ce dernier est disposé à le recevoir.

Si l'Etat requérant en exprime le désir, il sera procédé à la signification de l'acte dans la forme prescrite par la législation intérieure de l'Etat requis pour l'exécution de significations de même nature.

Article 7.

La preuve de la signification sera faite soit par un reçu signé du destinataire, daté et certifié conforme, soit par une attestation de l'autorité du pays requis qui indiquera les circonstances, la forme et la date de la signification.

Article 8.

L'autorité à laquelle est adressée la requête est tenue d'y faire droit, et, à cet effet, d'employer les mêmes moyens de contrainte que pour donner suite à une requête de l'autorité du pays requis ou à une demande présentée en vue du même objet par une partie. Les formes à employer pour la signification sont également réglées par la législation du pays requis ; toutefois, sur demande formulée par l'autorité requérante, il peut être adopté une forme particulière de procédure, à condition que celle-ci ne soit pas contraire à la législation du pays requis.

Il ne peut être fait usage d'un moyen de contrainte recevable sur le territoire de l'Etat requis lorsque l'Etat requérant, dans le cas d'une requête analogue, n'est pas en mesure de faire usage d'un moyen de contrainte similaire.

L'autorité requérante doit, sur demande, être avisée du moment et du lieu où sera effectué l'acte de procédure prescrit par la requête. Les parties intéressées ont le droit de se faire représenter lors de l'acte de procédure conformément aux règlements généraux de l'Etat requis ou d'y assister en personne.

Article 9.

Pour la suite donnée aux requêtes de signification et aux demandes, il ne pourra être perçu ni taxe ni frais d'aucune sorte ; exception est faite, sous réserve de convention contraire, pour les émoluments versés aux personnes entendues ou aux experts, ainsi que pour les frais provoqués

Republic of Austria, shall be competent to deal direct with the receipt and transmission of applications for the service of documents and for other administrative and legal assistance.

Should the authority to which the application is made not be competent to deal with the matter by reason of its geographical situation, the application must be officially transmitted to the competent authority, and the authority making the application must be notified to that effect without delay.

Article 5.

The letter containing the application must specify the authority making the application, the name and profession (or status) of the parties concerned, and, in the case of the service of documents, the address of the addressee and the nature of the document to be served.

Article 6.

The competent authority of the State to which application is made shall be responsible for seeing that documents are duly forwarded. Except in the cases specified in paragraph 2, the authority concerned may restrict such action to effecting the service of the document by transmitting it to the addressee provided that the latter is willing to accept it.

If the State making application so desire, the document to be served shall be served in the form prescribed by the internal legislation of the State to which application is made for effecting service in similar cases.

Article 7.

Proof that the document has been served shall be furnished either by a dated and duly certified receipt from the addressee or by an affidavit from the State to which application is made, certifying the fact of such service and the manner and time.

Article 8.

The authority to whom an application is addressed must comply with it and must employ the same means of coercion as are applicable for enforcing an application made by the authority of the country to which the application is made or an application by an interested party for the same purpose. The procedure for dealing with applications shall be in conformity with the laws of the State to which application is made; if, however, the authority making the application so desire, a special mode of procedure may be employed, provided that it does not contravene the legal code of the State to which application is made.

A means of coercion which may be lawful in the territory of the State to which an application is made shall not be employed, unless the State making such application would be in a position to use a similar means of coercion in the case of an analogous application being made to itself.

The authority making an application shall, if it so desire, be notified of the time and place of any action to be taken in respect of such application. The interested parties shall be entitled to be represented or to be present at any such proceedings, subject to the general regulations in force in the State to which the application is made.

Article 9.

No fees or charges of any kind shall be payable for carrying out requests for the service of documents or applications, with the exception, pending further arrangements, of compensation to persons collecting information or to experts and of sums payable to an executive agent for

par la collaboration d'un agent d'exécution dans les cas prévus à l'alinéa 2 de l'article 6 ou de l'emploi d'une procédure particulière aux termes de l'alinéa 1 de l'article 6.

Article 10.

Les dispositions du présent *Traité* sont applicables à l'assistance juridique dans la procédure de recouvrement sauf dispositions contraires prévues aux articles 11 à 13.

Article 11.

En matière d'impôts, les dispositions sans appel (décisions, sentences, ordonnances) doivent, sur demande, être reconnues et rendues exécutoires sans frais. La reconnaissance doit être formellement exprimée.

Sont qualifiés pour la remise et la réception des requêtes, dans le Reich allemand, le ministre des Finances du Reich, dans la République d'Autriche, le ministre des Finances de la Confédération.

Les dispositions mentionnées à l'alinéa 1 sont exécutoires sans qu'il y ait lieu d'entendre les parties, conformément à la législation de l'Etat où est effectuée l'exécution.

Une demande aux fins d'exécution doit être accompagnée d'une déclaration de l'autorité compétente de l'Etat requérant attestant que la disposition est sans appel ; la compétence de l'autorité en question doit être certifiée par l'autorité de l'Etat requérant, spécifiée à l'alinéa 2 du § 1.

Article 12.

Au titre de dispositions exécutoires qui ne sont pas encore sans appel, il peut être pris contre des ressortissants de l'Etat requérant des garanties provisoires par voie de séquestre. L'intéressé est autorisé à provoquer la levée du séquestre par dépôt d'une caution dont la nature et la valeur devront être définies dans la requête.

Article 13.

Il y a lieu de faire droit à une requête en vue d'une forme particulière d'exécution ou de garantie, si la forme d'exécution ou de garantie demandée est compatible avec la législation de l'Etat requérant et de l'Etat requis ; dans les autres cas, la nature et les modalités de l'exécution ou de la garantie sont réglées par la législation de l'Etat requis.

Article 14.

L'assistance juridique et administrative peut être refusée lorsque l'Etat requis considère qu'elle pourrait mettre en danger ses droits de souveraineté ou sa sécurité.

Peuvent également être repoussées les demandes aux termes desquelles il y aurait lieu de recueillir, sur le territoire de l'Etat requis, de personnes étrangères à l'affaire en tant que contribuables, des informations, déclarations ou consultations autorisées par la loi, lorsque l'Etat requérant n'est pas en mesure, d'après sa propre législation, d'exiger des informations, déclarations ou consultations analogues. Cette disposition s'applique également aux demandes faites en vue d'obtenir connaissance de circonstances de fait ou de rapports de droit lorsque la connaissance de ces circonstances ou rapports ne peut être acquise qu'en faisant appel à l'obligation de fournir des renseignements, des déclarations ou des consultations, obligation qui n'existe pas sur le territoire

assistance in the cases mentioned in Article 6, paragraph 2, or on account of the employment of a special mode of procedure in accordance with Article 8, paragraph 1.

Article 10.

The provisions of this Treaty shall be applicable to legal assistance in all procedure appertaining to recovery, unless otherwise provided in Articles 11 to 13.

Article 11.

In matters relating to taxation, dispositions (awards, decisions, orders) which are not appealable shall, upon application, be acknowledged and executed free of cost. An explicit statement must be made with regard to acknowledgment.

The Finance Minister of the German Reich and the Federal Minister of Finance of the Republic of Austria shall be competent to receive and transmit applications.

The dispositions referred to in paragraph 1 shall be put into execution in accordance with the legislation of the State in which execution is effected, without the parties concerned being heard.

An application for execution must be accompanied by a statement by the competent authority of the State making the application, to the effect that no appeal can lie against the disposition; such authority must be certified competent by the authority of the State making the application specified in sub-paragraph 2 of paragraph 1.

Article 12.

Provisional security, in the form of the sequestration of property, may be required from nationals of the State to which an application is made, by virtue of executory dispositions against which an appeal may still be made. The person concerned shall be entitled to have such sequestration removed upon giving security, the nature and value of which must be specified in the application.

Article 13.

If application is made for a specified mode of execution or a specified type of security, the request shall be complied with, provided that such mode of execution or type of security is compatible with the law of the State making application and of the State to which application is made. Otherwise, the mode of execution and the type of security and the carrying out of the execution and security shall be in conformity with the law of the State to which application is made.

Article 14.

Administrative and legal assistance may be refused, if the State to which application for assistance is made considers such assistance likely to endanger its sovereign rights or safety.

Applications which involve the obtaining of information, statements or opinions, which are lawful in the territory of the State to which application is made, from persons who are not parties to the case in their capacity as taxpayers may be refused, if the State making application is unable under the terms of its national legislation to require similar information, statements or opinions. The same condition shall obtain in regard to applications made for the purpose of acquiring information upon material circumstances or legal relations, if the knowledge of such circumstances or relations is obtained in accordance with obligations to furnish information, statements or opinions which are not admissible in the territory of the State making application, and to other applications,

de l'Etat requérant, et, d'autre part, aux autres demandes qui ne pourraient être satisfaites que par la violation d'un secret professionnel (secret relatif à un commerce, à une exploitation ou à une industrie).

Article 15.

Lorsqu'il a été fait droit en totalité ou en partie à la requête, l'autorité requérante doit être informée sans retard par l'autorité requise de la suite donnée à la requête.

Lorsqu'il n'a pas été fait droit à une requête, l'autorité requise doit en aviser sans retard l'autorité requérante, lui en donner les raisons et l'informer des circonstances qui sont venues par d'autres voies à sa connaissance et peuvent être de quelque intérêt pour la poursuite de l'affaire.

Article 16.

En ce qui concerne les questions, informations, déclarations et consultations, ainsi que toutes autres communications qui sont parvenues à un Etat par suite de l'assistance juridique, il y a lieu d'appliquer les prescriptions légales en vigueur dans cet Etat au sujet du secret administratif et professionnel.

III. LÉGALISATION DES DOCUMENTS.

Article 17.

Les documents admis, établis ou certifiés conformes par les tribunaux fiscaux d'un des Etats, lorsque ces documents sont pourvus du sceau ou du timbre du tribunal, peuvent être utilisés en matière fiscale sur le territoire de l'autre Etat sans avoir besoin d'autre légalisation.

Doivent également être comptés au nombre des documents mentionnés ci-dessus les documents portant la signature du greffier du tribunal, lorsque cette signature suffit, aux termes de la législation de l'Etat auquel appartient le tribunal.

Article 18.

Les documents admis, établis ou certifiés conformes par l'autorité suprême ou une autorité supérieure de l'administration fiscale de l'un des deux Etats sont pourvus du sceau ou du timbre de ladite autorité et peuvent également être utilisés en matière fiscale sur le territoire de l'autre Etat sans autre légalisation.

Les deux Etats se communiqueront une liste des autorités en question ; cette liste pourra en tout temps, du consentement des deux parties, être modifiée ou complétée par la loi administrative.

IV. DISPOSITIONS FINALES.

Article 19.

Les deux Etats s'engagent à conclure une convention relative à l'assistance juridique réciproque en matière d'affaires fiscales d'ordre pénal. Cette convention aura pour objet de régler les obligations respectives d'extradition pour des délits d'évasion fiscale prémédités ou des contraventions préméditées contre les lois relatives à l'émigration des capitaux et à l'évasion fiscale, aussi bien à l'égard des personnes condamnées qu'à l'égard des biens confisqués ou déclarés caducs par un jugement pénal ayant force de chose jugée ou par une décision sans appel d'une autorité fiscale.

it they can only be complied with by disregarding the principle of commercial, business or industrial secrecy.

Article 15.

If an application is conceded either wholly or in part, the authority to whom such application is made must promptly notify the authority making application as to the manner in which the application has been dealt with.

If an application is not conceded, the authority to whom such application is made must promptly notify the fact to the authority making application, giving all reasons in support and information as to any circumstances with which he has become acquainted through other channels and which are of importance for any further action which is to be taken in the matter.

Article 16.

As regards all questions, information, statements and opinions and any other communications furnished to a State as the result of measures of legal assistance, the statutory regulations of such State regarding official reticence and secrecy shall be applicable.

III. AUTHENTICATION OF DOCUMENTS.

Article 17.

Documents which are accepted, drawn up or authenticated by the revenue courts in one State may, if furnished with the seal or stamp of the court, be used in the territory of the other State in respect of matters relating to taxation without further authentication (legalisation).

The documents described above shall also include documents which are signed by the clerk to the court (record office of the court), if such signature is valid under the laws by which the court is governed.

Article 18.

Documents which are accepted, drawn up or authenticated by the head revenue official or by one of the senior revenue officials in one State, may, if furnished with the seal or stamp of such official, be used in the territory of the other State in matters relating to taxation, without further authentication (legalisation).

The two States shall publish a list of the officials in question ; the list may be modified or supplemented at any time by common agreement between the respective administrations.

IV. FINAL CLAUSES.

Article 19.

The two States undertake to conclude an agreement on mutual legal assistance in regard to offences against the revenue laws. The object of this agreement shall be to lay down regulations for mutual obligations in respect of extradition on account of premeditated defrauding of the revenue and of other premeditated offences against the laws on the flight of capital and the evasion of taxation. Such obligation shall apply both to persons against whom claims are preferred and to effects confiscated or declared escheated by a judgment having the force of law or decision without appeal given by a revenue authority.

Article 20.

Les ministres des Finances des deux Etats peuvent conclure d'autres conventions conformes à l'esprit du présent Traité ; ils peuvent, en particulier, convenir de dispositions relatives au versement des produits résultant de mesures exécutoires et à la détermination d'un cours moyen pour la conversion des montants qui donnent lieu à une exécution.

Article 21.

Le présent Traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible à Vienne ; il entrera en vigueur le jour de la ratification et restera valable aussi longtemps qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des parties contractantes, au plus tard six mois avant l'expiration d'une année civile. Dans le cas d'une dénonciation faite en temps voulu, le Traité cessera d'être en vigueur à l'expiration de ladite année civile.

Les deux textes du Traité font foi.

Après ratification, le Traité sera publié dans le *Bulletin officiel des Lois* des deux Etats.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des deux Etats ont apposé sur le présent Traité leur signature et leur sceau.

BERLIN, le 23 mai 1922.

Pour le Reich allemand :

(Signé) D^r GERHARD KÖPKE.

(Signé) ERNST PEIFFER.

Pour la République d'Autriche :

(Signé) D^r OTTO GOTTLIEB-BILLROTH.

(Signé) D^r PAUL GRÜNWALD-EHREN.

PROTOCOLE FINAL

A l'occasion de la signature du Traité conclu aujourd'hui entre le Reich allemand et la République d'Autriche au sujet des garanties légales attribuées aux contribuables et de l'assistance juridique en matière d'impôts, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus des déclarations suivantes qui font partie intégrante du Traité lui-même :

1. Les Parties contractantes s'engagent, lorsque le besoin s'en fera sentir, à conclure des conventions particulières relatives à la saisie des créances pour lesquelles le débiteur se trouve sur le territoire de l'un des Etats et le tiers débiteur sur le territoire de l'autre Etat.

2. Les Parties contractantes, pour faciliter la preuve de la réciprocité effective en vue de l'octroi de l'assistance juridique, échangeront des notifications relatives aux pouvoirs qui sont conférés aux autorités fiscales et au sujet desquels on peut reconnaître la concordance des principes du droit allemand et du droit autrichien, en matière d'assistance juridique. Ces notifications devront, en particulier, comporter des éclaircissements relatifs :

- a) aux informations, déclarations, consultations et moyens de preuve qui peuvent être exigés des contribuables ou de tierces personnes ;

Article 20.

The Finance Ministers of the two States shall be free to conclude other arrangements in conformity with the present Treaty. They may, in particular, agree upon provisions regarding the payment of sums received on account of executory proceedings and the fixing of a mean rate of exchange for the conversion of sums in regard to which executory proceedings are to be taken.

Article 21.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Berlin. It shall come into force on the day on which it is ratified and shall continue in force until it is denounced by one of the Contracting Parties, such denouncement to take place at least six months before the expiration of any calendar year. If it is denounced within the prescribed time-limit the Treaty shall cease to apply after the expiration of the calendar year in question.

Both texts of the Treaty are authentic.

When the Treaty has been ratified, it shall be published in the official Statute Book of each State.

In faith whereof the Plenipotentiaries of both States have signed the present Treaty and have affixed their seals thereto.

BERLIN, *May 23, 1922.*

For the German Reich :

(Signed) DR. GERHARD KÖPKE.

(Signed) ERNST PEIFFER.

For the Republic of Austria :

(Signed) DR. OTTO GOTTLIEB BILLROTH.

(Signed) DR. PAUL GRÜNWARD-EHREN.

FINAL PROTOCOL.

On signing the Treaty concluded this day between the German Reich and the Republic of Austria concerning legal safeguards for taxpayers and legal assistance in matters of taxation, the undersigned Plenipotentiaries made the following joint declarations which form an integral part of the Treaty itself :

(1) The Contracting Parties undertake, whenever the need arises, to conclude special conventions with regard to the "garnishing" of debts, when the debtor is on the territory of one of the States concerned and the "garnishee" is on the territory of the other State.

(2) In order to facilitate enquiries into the manner in which they may give each other effective legal assistance, the Contracting Parties will forward to each other explanatory statements on the powers of revenue officials, in regard to which the fundamental principles of German and Austrian law, so far as applications for legal assistance are concerned, may be considered as in agreement. The explanatory statements must, more especially, give particulars :

(a) As to the information, statements, opinions and evidence which can be required from taxpayers or third parties ;

b) aux moyens de contrainte, aux mesures de garantie et d'exécution qui peuvent être appliqués à l'égard des contribuables ou de tierces personnes.

Tant que les notifications n'auront pas été échangées et reconnues par les deux parties, chaque requête aux fins d'assistance juridique, devra être accompagnée d'un certificat établi par l'office régional des finances (direction régionale des finances), attestant officiellement que la législation de l'Etat permettra de donner satisfaction à une demande analogue. Le certificat doit être accompagné d'une traduction dans la langue de l'Etat requis (voir article 5). L'alinéa 3 de l'article 6 du présent traité est applicable, *mutatis mutandis*, à cette traduction.

3. L'envoi d'actes ne peut, en principe, être exigé. Les exceptions devront faire l'objet d'une entente entre les ministres des Finances des deux Etats ; il ne devra être formulé de demandes en vue de la transmission d'actes que dans les cas où des intérêts importants de l'Etat requis seront en jeu. Chaque Etat reste autorisé à joindre à ses requêtes les actes qui peuvent être utiles pour la suite à donner aux dites requêtes.

4. Lorsque, aux termes des règlements de l'Etat requis, les conditions de l'abandon de l'affaire, en raison de l'impossibilité de recouvrer les impôts, se trouvent réunies, l'autorité requise retourne la demande à l'autorité requérante en y joignant un certificat attestant l'existence des conditions prévues, ainsi que toutes les pièces justificatives disponibles.

5. Les garanties légales et l'assistance juridique qui font l'objet du présent Traité seront également accordées à l'égard de questions fiscales et d'affaires qui ont trait au passé.

BERLIN, le 23 mai 1922.

Pour le Reich allemand :

(Signé) D^r GERHARD KÖPKE.

(Signé) ERNST PEIFFER.

Pour la République d'Autriche :

(Signé) D^r OTTO GOTTLIEB-BILLROTH.

(Signé) D^r PAUL GRÜNWARD-EHREN.

(b) As to the means of coercion and measures of security and execution which may lawfully be applied to taxpayers or third parties.

Pending the exchange and acknowledgment by both parties of the explanatory statements, there will be attached to each application for legal assistance a certificate issued by the provincial inland revenue office (provincial inland revenue department) to the effect that an analogous application would be permissible in accordance with the law of the State making the application. The certificate must be accompanied by a translation in the language of the State to which the application is made. (Cf. Article 5). Article 6, paragraph 3, of the present Treaty shall be applicable *mutatis mutandis* to such translations.

(3) The transmission of deeds cannot, as a rule, be called for. Exceptions to this rule shall be conditional upon agreement between the Finance Ministers of the two States ; an application for the forwarding of deeds should, however, only be made if they are urgently required in the interest of the State making the application. This provision shall not affect the power of either State to attach to its requests any deeds which may be of assistance in connection with further action in regard to such requests.

(4) If the regulations in force in the State to which an application is made require that the conditions, in accordance with which proceedings are quashed owing to the impossibility of recovering the taxes, must be stated, the authority to whom application is made will return the application to the authority who made it, together with a certificate that such conditions exist and all available documentary evidence thereof.

(5) The measures for legal safeguards and legal assistance which are agreed upon in the present Treaty shall apply to cases in respect of taxation and to acts which relate to an earlier date.

BERLIN, *May* 23, 1922.

For the German Reich :

(Signed) DR. GERHARD KÖPKE.

(Signed) ERNST PEIFFER.

For the Republic of Austria :

(Signed) DR. OTTO GOTTLIEB-BILLROTH.

(Signed) DR. PAUL GRÜNWARDL-EHREN.

N° 661.

ALLEMAGNE ET AUTRICHE

Traité en vue d'éviter la double imposition dans le domaine des droits de succession, signé à Berlin le 28 mai 1922.

GERMANY AND AUSTRIA

Treaty for the prevention of double taxation in respect of death duties, signed at Berlin, May 28, 1922.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 661. — VERTRAG¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DER REPUBLIK ÖSTERREICH ZUR VERMEIDUNG DER DOPPEL-BESTEuerung AUF DEM GEBIETE DER ABGABEN VON TODES WEGEN, GEZEICHNET ZU BERLIN AM 28. MAI 1922.

Texte officiel allemand communiqué par le Consul d'Allemagne à Genève et par le Représentant du Gouvernement fédéral d'Autriche auprès de la Société des Nations². L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 18 juillet 1924.

German official text communicated by the German Consul at Geneva and by the Representative of the Austrian Federal Government accredited to the League of Nations². The registration of this Treaty took place July 18, 1924.

DAS DEUTSCHE REICH und die REPUBLIK ÖSTERREICH haben, von dem Wunsche geleitet, die Doppelbesteuerung auf dem Gebiete der Abgaben von Todes wegen zu vermeiden, den nachstehenden Vertrag abgeschlossen.

Zu diesem Zwecke wurden als Bevollmächtigte ernannt :

von seiten DES DEUTSCHEN REICHS :

Der Ministerialdirektor im Auswärtigen Amte D^r Gerhard KÖPKE ;

Der Dirigent im Reichsfinanzministerium Geheimer Regierungsrat Ministerialrat Ernst PEIFFER ;

von seiten DER REPUBLIK OESTERREICH :

der ausserordentliche Gesandte und bevollmächtigte Minister in Berlin Richard RIEDL ;
der Ministerialrat im Bundesministerium für Finanzen D^r Alfred KEMPF.

Die Bevollmächtigten haben, nachdem sie sich ihre Vollmachten mitgeteilt und diese als richtig befunden haben, folgendes vereinbart :

Artikel I.

1. Unbewegliches Nachlassvermögen eines Angehörigen eines der beiden Staaten einschliesslich Zubehör ist den Abgaben von Todes wegen nur in dem Staate unterworfen, in dem das unbewegliche Vermögen liegt.

2. Berechtigungen, auf welche die Vorschriften des bürgerlichen Rechtes über Grundstücke Anwendung finden, Nutzungsrechte an unbeweglichem Vermögen sowie Rechte, die auf unbeweglichem Vermögen sichergestellt sind oder darauf lasten, sind dem unbeweglichen Vermögen gleich zu achten.

3. Für die Frage, ob ein Vermögensgegenstand (Abs. 1 und 2) als unbeweglich anzusehen ist, sind die Gesetze des Staates massgebend, in dem der Gegenstand liegt. Was als Zubehör anzusehen ist, richtet sich nach dem Rechte des Staates, in dem sich das unbewegliche Vermögen befindet.

¹ L'échange de ratifications a eu lieu à Vienne le 17 mai 1923.

² Voir renvoi, vol. II, page 60 de ce Recueil.

¹ The exchange of ratifications took place at Vienna May 17, 1923.

² See foot Note, vol. II, page 60 of this Series.

Artikel II.

1. Für das nicht nach Artikel I zu behandelnde Nachlassvermögen eines Angehörigen eines der beiden Staaten gelten folgende Bestimmungen :

- a) hat der Erblasser zur Zeit seines Todes seinen Wohnsitz oder in Ermangelung eines solchen seinen dauernden Aufenthalt in einem der beiden Staaten gehabt, so unterliegt dieses Vermögen den Abgaben von Todes wegen nur in diesem Staate ;
- b) hat der Erblasser zur Zeit seines Todes in jedem der beiden Staaten einen Wohnsitz gehabt, so unterliegt dieses Vermögen den Abgaben von Todes wegen nur in dem Staate, in welchem sich der Erblasser während des letzten Jahres vor seinem Tode die längere Zeit aufgehalten hat ;
- c) in allen übrigen Fällen unterliegt dieses Vermögen den Abgaben von Todes wegen nur in dem Staate, dem der Erblasser zur Zeit seines Todes angehört hat. Hat der Erblasser zur Zeit seines Todes beiden Staaten angehört, so bleibt besondere Vereinbarung der Finanzminister der beiden Staaten von Fall zu Fall vorbehalten.

2. Einen Wohnsitz im Sinne dieses Vertrags hat jemand da, wo er eine Wohnung unter Umständen inne hat, die auf die Absicht der Beibehaltung einer solchen schliessen lassen.

3. Einen dauernden Aufenthalt im Sinne dieses Vertrags hat jemand da, wo er sich unter Umständen aufhält, die auf die Absicht schliessen lassen, an diesem Orte oder in diesem Lande nicht nur vorübergehend zu verweilen.

Artikel III.

1. Vermächtnisse, die nicht einen bestimmten Gegenstand betreffen, werden auf das im Artikel II bezeichnete Vermögen angerechnet, soweit dieses ausreicht. Ein hierbei nicht gedeckter Rest solcher Vermächtnisse wird auf das unbewegliche Nachlassvermögen (Artikel I) angerechnet, gegebenenfalls im Verhältnis des Wertes der in den beiden Staaten sich befindenden Vermögensgegenstände dieser Art.

Artikel IV.

1. Schulden, die auf dem unbeweglichen Nachlassvermögen (Artikel I) lasten oder darauf sichergestellt sind, werden auf dieses Vermögen angerechnet. Ein hierbei nicht gedeckter Rest wird, sofern der Erblasser für die Schuld auch persönlich haftete, auf das im Artikel II bezeichnete Vermögen angerechnet.

2. Für die Behandlung sonstiger Schulden gelten sinngemäss die Bestimmungen des Artikels III.

Artikel V.

Abgaben von Todes wegen im Sinne dieses Vertrags sind : auf seiten des Deutschen Reichs die Nachlasssteuer, die Erbanfallsteuer und die etwa künftig an deren Stelle tretenden Steuern ; auf seiten der Republik Oesterreich ; die Erbgebühren, Erbgebührenzuschläge, Nachlassgebühren und Immobiliargebühren für Vermögensübertragungen von Todes wegen und die an deren Stelle etwa künftig tretenden Abgaben.

Artikel VI.

1. Dieser Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Wien ausgetauscht werden. Er tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft, und findet Anwendung auf alle Fälle, in denen der Erblasser nach diesem Zeitpunkt verstorben

ist. Dieser Vertrag soll so lange in Geltung bleiben, als er nicht von einem der vertragschliessenden Staaten spätestens sechs Monate vor Ablauf eines Kalenderjahrs gekündigt wird. Im Falle rechtzeitiger Kündigung verliert der Vertrag mit dem Ablauf dieses Kalenderjahrs seine Wirksamkeit für alle Fälle, in denen der Erblasser nach Ablauf dieses Kalenderjahrs verstorben ist.

2. Der ratifizierte Vertrag wird in jedem der beiden Staaten in der amtlichen Gesetzsammlung veröffentlicht werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten beider Staaten diesen Vertrag unterfertigt und mit Siegeln versehen.

BERLIN, den 28 Mai 1922.

Für das Deutsche Reich :

GERHARD KÖPKE.
ERNST PEIFFER.

Für die Republik Oesterreich :

RICHARD RIEDL.
Dr ALFRED KEMPF.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der Unterzeichnung des am heutigen Tage zwischen dem Deutschen Reiche und der Republik Oesterreich abgeschlossenen Vertrags zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiete der Abgaben von Todes wegen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende übereinstimmende Erklärungen abgegeben, welche einen integrierenden Teil des Vertrags selbst bilden sollen :

1. Unberührt bleibt das Recht jedes der beiden Staaten, solche Vermögensgegenstände, die nach diesem Verträge den Abgaben von Todes wegen des andern Staates nicht unterworfen sind, zu den Abgaben von Todes wegen nach seinen gesetzlichen Vorschriften, insbesondere nach denjenigen heranzuziehen, welche die Abgabepflicht von der Person des Erwerbers abhängig machen.

2. Wenn nach den Bestimmungen dieses Vertrags ein Nachlassvermögen zum Teil in dem einen, zum Teil in dem andern Staate den Abgaben von Todes wegen unterliegt, so ist für die Berechnung des Abgabensatzes nicht der Wert des Gesamtnachlasses, sondern nur der Wert des in jedem der beiden Staaten abgabepflichtigen Vermögens maßgebend.

3. Zweifelsfragen die sich bei der Anwendung dieses Vertrags im Einzelfall ergeben, werden im Einvernehmen zwischen den Finanzministern der beiden Staaten geklärt werden.

BERLIN, den 28. Mai 1922.

Für das Deutsche Reich :

GERHARD KÖPKE.
ERNST PEIFFER.

Für die Republik Oesterreich :

RICHARD RIEDL.
Dr ALFRED KEMPF.

¹ TRADUCTION.

No. 661. — TRAITÉ ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE EN VUE D'ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION DANS LE DOMAINE DES DROITS DE SUCCESSION, SIGNÉ A BERLIN LE 28 MAI 1922.

LE REICH ALLEMAND et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animés du désir d'éviter la double imposition dans le domaine des droits de succession, ont conclu le Traité suivant :

A cet effet, ils ont nommé comme plénipotentiaires :

LE REICH ALLEMAND :

D^r Gerhard KÖPKE, Directeur au Ministère des Affaires étrangères,

M. Ernst PEIFFER, Chef au Ministère des Finances du Reich, Conseiller intime et Conseiller ministériel ;

LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Richard RIEDL, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berlin,

D^r Alfred KEMPF, Conseiller au Ministère fédéral des Finances ;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article I.

1. Les biens immobiliers, y compris leurs accessoires, faisant partie de la succession d'un ressortissant d'un des deux Etats contractants, ne seront soumis aux droits de succession que dans l'Etat où sont situés lesdits biens.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 661. — TREATY BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE REPUBLIC OF AUSTRIA FOR THE PREVENTION OF DOUBLE TAXATION IN RESPECT OF DEATH DUTIES, SIGNED AT BERLIN MAY 28, 1922.

The GERMAN REICH and the AUSTRIAN REPUBLIC, being desirous of preventing double taxation in respect of death duties, have concluded the Treaty set out hereinafter.

For this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

The GERMAN REICH :

Dr. Gerhard KÖPKE, Director in the Ministry for Foreign Affairs ;

M. Ernst PEIFFER, Privy Councillor in Ministerial Council, Director in the Ministry of Finance of the Reich.

The AUSTRIAN REPUBLIC :

M. Richard RIEDL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Berlin ;

Dr. Alfred KEMPF, Councillor in the Federal Ministry of Finance ;

who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

(1) Immovable property bequeathed by a national of one of the two Contracting Parties, including appurtenances and accessories thereto, shall be liable to death duties only within the State in which such property is situate.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

2. Les droits auxquels s'appliquent les prescriptions relatives aux biens-fonds, les droits d'usage de biens immobiliers, ainsi que les droits garantis par des biens immobiliers, ou grevant des biens de cette catégorie, doivent être assimilés aux biens immobiliers.

3. La question de savoir si un objet doit être considéré comme immobilier sera tranchée d'après la législation de l'Etat dans lequel l'objet en question est situé. Pour déterminer ce qu'il faut entendre par accessoires, on se conformera au droit de l'Etat dans lequel se trouve le bien immobilier.

Article 2.

1. Si la succession d'un ressortissant d'un des deux Etats contractants n'est pas soumise aux prescriptions de l'article 1, il sera fait application des dispositions suivantes :

- a) Si, au moment de son décès, le *de cuius* avait son domicile ou, à défaut de ce dernier, sa résidence habituelle dans l'un ou l'autre des deux Etats, la masse successorale n'est soumise aux droits de succession que dans ledit Etat ;
- b) Si, à l'époque de son décès, le *de cuius* avait un domicile dans l'un et l'autre Etat, sa fortune n'est assujettie aux droits de succession que dans l'Etat dans lequel il a séjourné le plus longtemps pendant l'année qui a précédé son décès ;
- c) Dans tous les autres cas, la fortune n'est assujettie aux droits de succession que dans l'Etat dont le *de cuius* était ressortissant à l'époque de son décès. Si, à l'époque de son décès, le *de cuius* était ressortissant des deux Etats, chaque cas d'espèce fera l'objet de conventions particulières entre les ministres des finances des deux Etats.

2. Est réputé domicile, au sens du présent Traité, le lieu où une personne a une habitation dans des conditions qui permettent de conclure à son intention de la conserver.

3. Est réputé résidence durable, au sens du présent Traité, le lieu où une personne séjourne dans des conditions qui permettent de conclure

(2) Rights, to which the regulations referring to landed estates are applicable, rights of usufruct over immovable property and rights, which are secured by, or constitute, a charge upon immovable property, shall be regarded as equivalent to immovable property.

(3) The question whether any object is to be regarded as immovable property shall be settled in conformity with the laws of the State in which the object is situate. The decision as to what constitutes accessories or appurtenances shall be taken in accordance with the laws of the State in which the immovable property is situate.

Article 2.

(1) With regard to such property bequeathed by a national of one of the two contracting States as is not dealt with in accordance with the terms of Article 1, the following provisions shall apply :

- (a) If at the time of his death the deceased had his domicile or, failing such domicile, his permanent residence in either of the two States, the property bequeathed shall only be liable to death duties in the said State ;
- (b) If at the time of his death the deceased had a domicile in both States, his estate shall only be liable to death duties in the State in which he resided for the longer period in the year preceding his death ;
- (c) In all other cases the estate shall only be liable to death duties in the State of which the deceased was a national at the time of his death. If at the time of his death the deceased was a national of both States, special arrangements shall be made in each case by the Finance Ministers of the two States.

(2) The method of dealing with property bequeathed by persons who were nationals of both States shall be the subject of a special agreement in each particular case.

(3) For the purposes of this Treaty a domicile is the place where a person has a habitation, provided that there are good grounds for

à son intention de demeurer en ce lieu, ou dans ce pays, plus longtemps que pour un simple passage.

Article 3.

Les legs qui ne concernent pas un objet déterminé sont imputés sur les biens visés à l'article 2 lorsque ceux-ci suffisent. Si ces biens ne permettent pas de procéder à la liquidation totale de ces legs, le solde sera imputé sur la masse successorale des biens immobiliers (article 1) et, le cas échéant, au prorata de la valeur des éléments de même nature qui se trouvent sur le territoire de chacun des deux Etats.

Article 4.

1. Les dettes qui grèvent la masse successorale des biens immobiliers (art. 1) ou qui sont garantis par lesdits biens sont mises à la charge de ces biens. Le solde éventuel, si le *de cuius* était personnellement responsable de la dette, est imputé sur les biens visés à l'article 2.

2. Les dispositions de l'article 3 seront applicables *mutatis mutandis* au traitement des autres dettes.

Article 5.

Sont considérées comme taxes successorales; au sens du présent Traité :

Pour le REICH ALLEMAND :

L'impôt sur les successions (Nachlasssteuer) ; les droits de saisie (Erbanfallsteuer) ; ainsi que les impôts qui, dans l'avenir, pourraient être substitués à ceux-ci.

Pour la RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Les droits de saisine (Erbgebühren) ; les suppléments aux droits de saisine (Erbgebührensuschläge) ; les droits de succession (Nachlasssteuer) ;

et les taxes immobilières pour les transferts de biens à la suite de décès, ainsi que les impôts qui pourraient être, dans l'avenir, substitués à ceux-ci.

assuming that it is his intention to continue to occupy such habitation permanently.

Article 3.

Legacies which do not concern a definite object shall be deducted from the property specified in Article 2 if such property is sufficient to pay them. If such property is insufficient to enable the said legacies to be paid in full, the balance shall be deducted from the immovable property bequeathed (see Article 1) and, if necessary, in proportion to the value of the property of this nature situate in the territory of each of the two States.

Article 4.

(1) Debts which constitute a charge upon the immovable property bequeathed (see Article 1) or are secured thereon shall be paid out of the proceeds of such property. Any balance shall, if the devisor was personally responsible for the debt, be deducted from the property specified in Article 2.

(2) The provisions of Article 3 shall apply *mutatis mutandis* in the case of other debts.

Article 5.

For the purposes of the present treaty the following duties shall be considered death duties :

In the GERMAN REICH :

Estate duties (Nachlasssteuer) ; Inhabited property duty (Erbanfallsteuer) ; and any duties which may subsequently be substituted for them.

In the REPUBLIC OF AUSTRIA :

Inhabited property duty (Erbgebühren) ; duties supplementary to the inhabited property duty (Erbgebührensuschläge) ; estate duties (Nachlasssteuer) ;

and fees levied in connection with the transfer of immovable property on death, together with any duties which may subsequently be substituted for them.

Article 6.

1. Le présent Traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés dans le plus bref délai possible à Vienne. Il entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification et sera applicable dans tous les cas où le décès aura eu lieu après cette date.

Le présent Traité restera valable aussi longtemps qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des parties contractantes, au plus tard six mois avant l'expiration d'une année civile. Si la dénonciation a eu lieu en temps voulu, le Traité cesse d'être en vigueur à l'expiration de l'année civile, dans tous les cas où le décès a eu lieu après l'expiration de la dite année civile.

2. Le Traité une fois ratifié sera publié dans le Recueil Officiel des Lois des deux États.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont apposé sur le présent Traité leurs signatures et leurs sceaux.

BERLIN, le 28 mai 1922.

Pour le Reich allemand :

GERHARD KÖPKE.
ERNST PEIFFER.

Pour la République d'Autriche :

RICHARD RIEDL.
DR ALFRED KEMPF.

PROTOCOLE FINAL

A l'occasion de la signature du Traité conclu aujourd'hui entre le Reich allemand et la République d'Autriche, en vue d'éviter la double imposition en matière de droits de succession, les plénipotentiaires soussignés sont convenus des déclarations suivantes, qui font partie intégrante du dit Traité :

1. Chacun des deux États conserve le droit d'assujettir aux taxes successorales prévues par

Article 6.

(1) The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Vienna. It shall come into force on the day on which the instruments of ratification are exchanged and shall be applicable to all cases in which the deceased dies after that date.

The present Treaty shall continue in force until it is denounced by one of the Contracting Parties, such denouncement to take place at least six months before the expiration of any calendar year. If it is denounced within the prescribed time limit, the Treaty shall cease to apply after the expiration of the calendar year concerned in respect of cases in which death took place after the expiration of the said calendar year.

(2) When the Treaty has been ratified, it shall be published in the official Statute Book of each State.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed their seals thereto.

BERLIN, May 28, 1922.

For the German Reich :

GERHARD KÖPKE.
ERNST PEIFFER.

For the Republic of Austria :

RICHARD RIEDL.
DR. ALFRED KEMPF.

FINAL PROTOCOL.

On signing the Treaty concluded this day between the German Reich and the Republic of Austria for the prevention of double taxation in respect of death duties, the undersigned Plenipotentiaries made the following declarations which shall form an integral part of the said Treaty :

(1) Nothing in this Treaty shall affect the right of either of the Contracting Parties

sa législation, et en particulier par les prescriptions aux termes desquelles l'obligation fiscale dépend de la personne de l'héritier, les biens qui, d'après le présent Traité, ne sont pas soumis aux taxes successorales dans l'autre Etat.

2. Lorsque, en vertu des dispositions du présent Traité, une succession est assujettie aux taxes successorales, en partie dans un Etat et en partie dans l'autre, il y aura lieu de considérer, pour le calcul du taux de l'impôt, non pas la valeur de la totalité de la masse successorale, mais uniquement la valeur des biens assujettis à l'impôt dans chacun des deux Etats.

3. Les doutes qui pourraient s'élever, lors de l'application du présent Traité, aux cas d'espèce, seront réglés par entente entre les autres fonctionnaires de l'administration des finances des deux Etats.

BERLIN, le 28 mai 1922.

Pour le Reich allemand :

GERHARD KÖPKE.
ERNST PEIFFER.

Pour la République d'Autriche :

RICHARD RIEDL.
DR ALFRED KEMPF.

to apply its own statutory regulations, more especially those which make liability to pay duties dependent upon the person of the transferee, to any property which, under the terms of the present Treaty, is not liable to death duties in the other State.

(2) In cases in which, by virtue of the provisions of the present Treaty, an estate is liable to death duties partly in one State and partly in another, the value of the property liable to duty in each of the two States shall alone be taken into consideration in calculating the rate of duty, and not the value of the whole estate.

(3) Doubtful cases which arise in the execution of this Treaty shall be decided by agreement between the chief finance officials of the two States.

BERLIN, May 28, 1922.

For the German Reich :

GERHARD KÖPKE.
ERNST PEIFFER.

For the Republic of Austria :

RICHARD RIEDL.
DR. ALFRED KEMPF.

N° 662.

ALLEMAGNE ET ESPAGNE

Echange de notes établissant un
modus vivendi commercial. Ma-
drid, le 15 janvier 1923.

GERMANY AND SPAIN

Exchange of Notes establishing a
modus vivendi on commercial mat-
ters. Madrid, January 15, 1923.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 662. — ÉCHANGE DE NOTES¹
ENTRE LES GOUVERNEMENTS
ALLEMAND ET ESPAGNOL,
ÉTABLISSANT UN « MODUS VI-
VENDI » COMMERCIAL. MADRID,
LE 15 JANVIER 1923.

No. 662. — CANJE DE NOTAS¹
ENTRE LOS GOBIERNOS ALE-
MAN Y ESPAÑOL SOBRE LA
APLICACION DE UN MODUS
VIVENDI COMERCIAL. MADRID
15 DE ENERO DE 1923.

*Textes officiels espagnol et français communi-
qués par le Consul d'Allemagne à Genève².
L'enregistrement de cet échange de notes a eu
lieu le 18 juillet 1924.*

*Spanish and French official texts communicated
by the German Consul at Geneva². The regi-
stration of this exchange of Notes took place
July 18, 1924.*

DEUTSCHE BOTSCHAFT
IN SPANIEN.
J. Nr. 193.

MINISTERIO DE ESTADO³

5 a = Comercio Núm. 7.

MADRID, le 15 janvier 1923.

MADRID, 15 de Enero de 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

EXCMO. SEÑOR :

J'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que, comme résultat de nos récentes conversations et afin d'éviter une interruption dans le régime en vigueur entre l'Allemagne et l'Espagne réglant les relations commerciales entre les deux pays, le Gouvernement allemand, inspiré du désir d'entamer immédiatement des négociations visant un accord commercial général et réciproque, est disposé à appliquer, à partir du 14 janvier 1923 inclus, le *modus vivendi* suivant :

Muy Señor mio : Tengo la honra de participar a V. E. que, como resultado de nuestras recientes conversaciones y a fin de evitar una solución de continuidad en el régimen concertado entre España y Alemania para regular las relaciones comerciales entre ambos países, el Gobierno de S. M. inspirado en el deseo de entablar inmediatamente negociaciones para un acuerdo commercial general y recíproco, está dispuesto a aplicar, a partir del 14 de Enero de 1923, inclusive, el siguiente « Modus vivendi » :

I.

En ce qui concerne l'importation, l'exportation, le commerce et la consommation

En lo que concierne a la importación, exportación, comercio y consumo de sus pro-

¹ Cet échange de notes est entré en vigueur avec effet rétroactif au 14 janvier 1923. Il a été successivement prorogé jusqu'au 30 juin, 30 septembre, 30 novembre 1923 et 31 mai 1924.

² Voir renvoi, vol. II, page 60 de ce Recueil.

³ Le texte de la note espagnole avec Annexe et celui de la note française avec Annexe étant identiques, il paraît inutile de publier une traduction française de la note espagnole.

¹ This Exchange of Notes came into force with retrospective effect as from January 14, 1923. It has been renewed successively until June 30, September 30, November 30, 1923, and May 31, 1924.

² See footnote, vol. II, page 60 this Series.

³ The texts of the Spanish and French Notes and Annexes being identical, it appears superfluous to have the Spanish Note translated into French.

de leurs produits, ainsi que les droits de douane et le traitement de leurs ressortissants dans l'exercice du commerce et de l'industrie, les deux Parties contractantes s'accordent mutuellement, pendant la durée du présent *modus vivendi*, le *statu quo* effectif. Pendant cet espace de temps et dans ces rapports le Gouvernement allemand ne donnera lieu à aucun empiement de l'état actuel et n'augmentera pas les droits de douane en vigueur pour les produits espagnols énumérés dans l'annexe.

2.

Pour la durée du présent *modus vivendi* le Gouvernement allemand :

1^o supprime les droits d'entrée de bananes de provenance espagnole ;

2^o diminue à 30 marks-or les droits d'entrée pour les bouchons de liège de provenance espagnole ;

3^o concède l'importation de 70,000 hl. de vins espagnols ;

4^o dispose qu'à ce contingent pourront prendre part aussi tous les importateurs de vin domiciliés en Allemagne qui possèdent la nationalité espagnole, et cela, n'importe la date de leur établissement en Allemagne.

3.

Le présent *modus vivendi* restera en vigueur pendant la durée des négociations visant un accord commercial général, mais ne pas au delà du 28 février 1923.

4.

Le présent *modus vivendi* sera mis en vigueur par chacune des Parties contractantes aussi vite que le permettent les dispositions de la législation respective, mais il est entendu que cette mise en vigueur aura effet rétroactif à partir du 14 janvier de ce mois inclus, le Gouvernement allemand prenant l'engagement de rembourser les droits de douane ou les différences des droits de douane modifiés par le présent *modus vivendi* qui seraient perçus avant sa ratification.

ductos, así como a los derechos de Aduana, y al trato de sus súbditos en el ejercicio del comercio y de la industria, las dos Partes contratantes se conceden mutuamente, mientras dure el presente « Modus vivendi », el *statu quo* efectivo. Durante este espacio de tiempo y en estas materias, el Gobierno alemán no dará lugar a ningún empeoramiento del estado actual y no aumentará los derechos de Aduana en vigor para los productos españoles enumerados en el anejo.

Segundo.

Mientras dure el presente « Modus vivendi » el Gobierno alemán :

1^o suprime los derechos de entrada de los plátanos de procedencia española ;

2^o reduce a treinta marcos oro los derechos de entrada para los tapones de corcho de procedencia española ;

3^o concede la importación de setentamil hectólitros de vinos españoles ;

4^o dispone que en este contingente podrán tomar parte también todos los importadores de vino domiciliados en Alemania que posean la nacionalidad española, cualquiera que sea la fecha de su establecimiento en Alemania.

Tercero.

El presente « Modus vivendi » quedará en vigor mientras duren las negociaciones para un acuerdo comercial general, pero no más allá del 28 de Febrero de 1923.

Cuarto.

Este « Modus vivendi » será puesto en vigor por cada una de las Partes contratantes tan pronto como se lo permitan las disposiciones de su respectiva legislación, pero en la inteligencia de que esa puesta en vigor tendrá efecto retroactivo a contar del día 14 del corriente, inclusive, comprometiéndose el Gobierno alemán a reembolsar los derechos o las diferencias de derechos a que alcance este « Modus vivendi », percibidos ante de su ratificación.

En faisant savoir à Votre Excellence que j'estime conclu le présent *modus vivendi* par cette note et par la note analogue que Votre Excellence veut bien me remettre, je profite de l'occasion, Monsieur le Ministre, pour vous renouveler les assurances de ma haute considération.

(Signé) LANGWERTH.

Son Excellence Monsieur ALBA,
Ministre Royal d'Etat.

ANNEXE

AU « MODUS VIVENDI » ENTRE L'ALLEMAGNE
ET L'ESPAGNE DU 15 JANVIER 1923.

Minerai de fer, de zinc, de plomb, de cuivre, plomb en saumons, huile d'olive, acide citrique, tartre brut, laine grasse, laine lavée, peaux laineuses, bananes, bouchons de liège, noix, noisettes, amandes vertes, amandes sèches, raisins secs, figues sèches, oranges, raisins de dessert, pulpe de fruits, acide tartrique, crème de tartre, tartre émétique, sardines en huile conservées dans des boîtes hermétiquement fermées et autres poissons conservés de la même manière.

MADRID, le 15 janvier 1923.

Al participár a V. E. que, mediante esta Nota y la análoga que V. E. se sirva entregarme, estimo ultimado el presente « Modus vivendi », aprovecho la oportunidad para reiterarle, Señor Embajador, las seguridades de mi alta consideración.

(Firmado) S. ALBA.

Excmo. Señor
Baron LANGWERTH VON SIMMERN,
Embajador de Alemania.

MINISTERIO DE ESTADO
M. M.
COMERCIO

ANEJO

AL MODUS VIVENDI ENTRE ESPAÑA Y ALEMANIA
DE 15 DE ENERO DE 1923.

Minerales de hierro, zinc, plomo y cobre, plomo en galápagos, aceite de oliva, ácido cítrico, tártaro crudo, lanas sucias y lavadas, pieles lanares, plátanos, tapones de corcho, nueces, avellanas, almendras verdes y secas, pasas, higos secos, naranjas, uvas de mesa, pulpa de frutas, ácido tártrico, tártaro refinado, tártaro emético, sardinas y otros pescados en aceite, en recipientes herméticamente cerrados.

MADRID, 15 de Enero de 1923.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 662. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND SPANISH GOVERNMENTS, ESTABLISHING A MODUS VIVENDI ON COMMERCIAL MATTERS. MADRID, JANUARY 15, 1923.

GERMAN EMBASSY IN SPAIN.

J. No. 193.

MINISTERIO DE ESTADO

5a Comercio No. 7.

MADRID, *January* 15, 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

I have the honour to inform Your Excellency that, as a result of our recent conversations, and with a view to obviating any interruption of the arrangement in force between Germany and Spain which governs the commercial relations between the two countries, the German Government, being desirous of entering immediately into negotiations for the conclusion of a general and reciprocal commercial agreement, is prepared to apply, as from January 14, 1923, the following *modus vivendi* :

I.

As regards the importation, exportation, consumption of and trade in their products, as well as customs duties and the treatment of their nationals in commercial and industrial dealings, the two contracting parties mutually confirm the actual *status quo* for the duration of the present *modus vivendi*. During this period and in the relations aforesaid, the German Government shall in no way prejudice the present state of affairs and shall not increase the customs duties in force in respect of the Spanish products enumerated in the Annex.

II.

For the duration of the present *modus vivendi* the German Government shall :

- (1) Abolish the import duties on bananas of Spanish origin ;
- (2) Reduce to 30 gold marks the import duties on corks of Spanish origin ;
- (3) Permit the importation of 70,000 hl. of Spanish wines ;
- (4) Allow all importers of wines domiciled in Germany and of Spanish nationality to share in the aforesaid quota, without regard to the date of their settlement in Germany.

III.

The present *modus vivendi* shall remain in force throughout the period of negotiations for a general commercial agreement, but not later than February 28, 1923.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

IV.

The present *modus vivendi* shall be put into force by each of the contracting Parties at the earliest date at which the provisions of their respective legislations make it possible, but it shall be understood that such entry into force shall have retroactive effect as from January 14 of the present month, the German Government undertaking to refund all customs duties or differences of customs duties as modified by the present *modus vivendi* which may be collected previous to its ratification.

While informing Your Excellency that I regard the present *modus vivendi* as definitely concluded by the present note and by the analogous note which Your Excellency will be good enough to send me,

I have the honour to avail myself, etc.

(Signed) LANGWERTH.

(Signed) S. ALBA.

His Excellency M. ALBA,
Ministre Royal d'Etat.

His Excellency
Baron LANGWERTH VON SIMMERN,
Ambassador of Germany.

ANNEX

TO THE MODUS VIVENDI BETWEEN GERMANY AND SPAIN DATED JANUARY 15, 1923.

Iron, zinc, lead and copper, metal pigs of lead, olive oil, citric acid, crude tartar, greasy wool, scoured wool, fleeces, bananas, corks, walnuts, hazel nuts, green almonds, dried almonds, raisins, dried figs, oranges, dessert grapes, fruit-pulp, tartaric acid, cream of tartar, tartar emetic, sardines in oil preserved in hermetically-sealed boxes, and other fish preserved in the same manner.

MADRID, *January 15, 1923.*

N° 663.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Accord au sujet d'une administration commune de la digue dans la dépression de Marienwerder, signé à Posen le 27 janvier 1923.

GERMANY AND POLAND

Agreement regarding a common dyke administration in the Marienwerder Plain, signed at Posen, January 27, 1923.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 663. — ABKOMMEN ¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DER REPUBLIK POLEN ÜBER EINE GEMEINSCHAFTLICHE DEICHVERWALTUNG IN DER MARIENWERDER NIEDERUNG GEZEICHNET ZU POSEN AM 27. JANUAR 1923.

Textes officiels allemand et polonais, communiqués par le Consul d'Allemagne à Genève². L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 18 juin 1924.

Um einen einheitlichen Deichschutz für das durch die deutsch-polnische Grenze zerschnittene Gebiet der Marienwerder Niederung sicherzustellen, haben sich die unterzeichneten deutschen und polnischen Bevollmächtigten, nämlich :

VON DEUTSCHER SEITE

der Gesandte Dr. Paul ECKARDT,

VON POLNISCHER SEITE

der Liquidationskommissar Mathias KOCZOROWSKI,

im Namen ihrer Regierungen über nachstehende Bestimmungen für eine gemeinschaftliche Deichverwaltung in der Marienwerder Niederung geeinigt.

Artikel 1.

Zwischen den vertragschliessenden Teilen besteht Einverständnis darüber, dass die zum Schutze der Marienwerder Niederung gegen Hochwasser bestehende Deichanlage in ihrer Gesamtheit von den Bingsbergen bis zu ihrem Ende bei Weisenberg (Bialo-Gora), die in einer Länge von ungefähr 32 Kilometern auf deutschem Gebiet und in einer Länge von rund 13 Kilometern auf polnischem Gebiete liegt, für das durch sie geschützte, zum Teil im Deutschen Reiche, zum Teil in Polen gelegene Gelände in Ansehung des Hochwasserschutzes als eine Einheit zu behandeln und daher einheitlich zu verwalten ist, wobei im Falle des Vorhandenseins zweier Deiche der äussere, der Weichsel zunächstliegende, als Hochwasserschutz für die Niederung anzusehen ist.

Artikel 2.

Es besteht ferner Einverständnis darüber, dass einerseits ein unverändertes Fortbestehen des bisherigen Deichverbandes in seiner satzungsmässigen Zusammensetzung und Geschäftsumgrenzung infolge der durch die Führung der deutsch-polnischen Grenze geschaffenen tatsächlichen und rechtlichen Lage nicht abhängig ist, anderseits gesonderte Verbände beider Länder nach Massgabe der innerstaatlichen Gesetzgebung, die den Grundsätzen des Artikels 1 entsprechenden Aufgaben

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin le 20 mai 1924.

² Voir renvoi vol. II, page 60 de ce Recueil.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

No. 663. — UKŁAD¹ ZAWARTY D. 27. STYCZNIA 1923 R. W POZNANIU POMIĘDZY RZESZĄ NIEMIECKĄ A RZECZPOSPOLITĄ POLSKĄ TYCZĄCY WSPÓLNEJ ADMINISTRACJI WAŁU W DOLINIE KWIDZYŃSKIEJ.

German and Polish official texts, communicated by the German Consu at Geneva². The registration of this Agreement took place June 18, 1924.

Celem zapewnienia jednolitej ochrony wału dla przeciętej przez granicę niemiecko-polską doliny Kwidzyńskiej niżej podpisani pełnomocnicy, mianowicie :

ZE STRONY NIEMIECKIEJ :

Posel Dr. PAWEŁ ECKARDT ;

ZE STRONY POLSKIEJ :

Komisarz Likwidacyjny Maciej KOCZOROWSKI

w imieniu swych rządów uzgodnili następujące przepisy dla wspólnej administracji wału w dolinie Kwidzyńskiej.

Artykuł 1.

Pomiędzy układającymi się stronami panuje jednomyślność co do tego, by celem ochrony doliny Kwidzyńskiej przed zalewami, urządzenia wału w całości poczynawszy od « Bingsbergen » aż do jej końca kolo Białogóry (Weissenberg), były uważane jako jedność, jako takie traktowane i z tego powodu także wspólnie administrowane. Wały te ciągną się na terenie niemieckim na długości mniejwięcej 32 klm, na terenie polskim na długości 13 klm. O ile są dwa wały, wał położony bliżej. Wisły ma być uważany jako wał ochronny dla doliny.

Artykuł 2.

Panuje również jednomyślność co do tego, że, z jednej strony, wskutek pociągnięcia granicy niemieckopolskiej i powstałej stąd faktycznej i prawnej sytuacji nie można utrzymać związku wałowego bez zmiany i w dotychczasowym jego składzie i zakresie interesów, że z drugiej strony, osobne związki obu państw, stosujące się do prawodawstwa każdego poszczególnego państwa nie mogłyby sprostać zadaniom, wyrażonym w art. 1. Dla spełnienia tych zadań ma być, bez względu

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, May 20, 1924.

² See footnote vol. II, page 60 of this Series.

nicht hinreichend erfüllen könnten. Zur Erfüllung dieser Aufgaben soll daher unbeschadet des Fortbestehens der gesonderten Deichverbände eine örtliche Verwaltung des Deiches der Marienwerder Niederung eingerichtet werden, die aus einem gemischten Ausschuss und einem Generalinspektor besteht.

Artikel 3.

1. Der gemischte Ausschuss setzt sich aus je drei Vertretern der beiden Regierungen zusammen. Er hat nachstehende Aufgaben :

- a) im Frühjahr und Herbst und nach Bedarf auch nach Sommerhochwasser Deichschauen vorzunehmen,
- b) die Entwürfe und Kostenanschläge für alle am Deiche vorzunehmenden Arbeiten zu prüfen und zu genehmigen,
- c) die Kosten, die nach Artikel 5 zu Lasten des einheitlichen Deichschutzes in Rechnung zu setzen sind, festzustellen und nach Massgabe des Deichkatasters des bisherigen Deichverbandes auf die beiden Staaten zu verteilen.
- d) etwaige Anträge der beteiligten Deichverbände auf Aenderungen des Deichkatasters zu begutachten. Die Aenderung des Deichkatasters selbst darf nur im Einvernehmen der beiden Regierungen erfolgen.

2. Die vorstehenden Bestimmungen beziehen sich nicht auf die in der Marienwerder Niederung bestehenden Entwässerungsanlagen ; die Kosten hierfür tragen die gesonderten Deichverbände für sich.

3. Den Vorsitz in dem gemischten Ausschuss führt im ersten Geschäftsjahr bis zum 31. März 1924 einer der Vertreter der Deutschen Regierung, der von dieser zu bezeichnen ist. Für die folgenden Geschäftsjahre wechselt der Vorsitz zwischen einem polnischen und einem deutschen Regierungsvertreter. Das Geschäftsjahr läuft vom 1. April bis 31. März. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden. Die bei einer Entscheidung in der Minderheit verbliebenen Mitglieder haben innerhalb von einer Woche nach der Entscheidung das Recht, eine neue Entscheidung zu beantragen. Zu dieser Entscheidung ist der Vorsitzende des Schiedsgerichts hinzuzuziehen, das auf Grund des Abkommens zwischen Deutschland, Polen und Danzig vom 21. April 1921 eingesetzt ist ; dessen Stimme gibt bei der Beschlussfassung den Ausschlag.

Artikel 4.

1. Der Generalinspektor wird im Einvernehmen der beiden beteiligten Regierungen von diesen auf Vorschlag der gesonderten Deichverbände für ein Geschäftsjahr bestellt. Die in Vorschlag zu bringende Persönlichkeit wird von den gesonderten Deichverbänden mit Stimmenmehrheit durch Wahlmänner gewählt, von denen auf den deutschen Verband 14, auf den oder die polnischen Verbände 5 entfallen. Wird der Vorschlag von einer der beiden Regierungen abgelehnt, so hat in einem gleichen Verfahren ein neuer Vorschlag zu erfolgen. Findet auch die nunmehr vorgeschlagene Persönlichkeit nicht das Einverständnis der beiden Regierungen ; so entscheidet der im Artikel 3 Abs. 3 erwähnte Schiedsrichter darüber, welche der beiden in Vorschlag gebrachten Personen zu bestellen ist. Falls nicht spätestens drei Monate vor Ablauf des Geschäftsjahrs eine der beiden Regierungen die Bestellung eines neuen Generalinspektors verlangt, bleibt der für das laufende Geschäftsjahr bestellte Generalinspektor auch für das jeweils folgende Geschäftsjahr in seiner Stellung. Bis zur erstmaligen Bestellung des Generalinspektors werden dessen Geschäfte durch den Vorsitzenden des gemischten Ausschusses versehen.

2. Der Generalinspektor führt die laufenden Geschäfte des gemischten Ausschusses nach Massgabe einer von diesem aufzustellenden Geschäftsordnung. Er nimmt an den Sitzungen des gemischten Ausschusses mit beratender Stimme teil. Ihm liegt die Prüfung der vorschriftsmässigen Ausführung aller von dem gemischten Ausschuss genehmigten Deicharbeiten ob. Im Falle der Gefahr ist er berechtigt, selbständig Anordnungen für die Durchführung des Hilfswerkes zu treffen,

nia dalsze istnienie oddzielnych związków wałowych stworzony wspólny organ administracyjny wału doliny Kwidzyńskiej. Organ ten ma się składać z mieszanego wydziału i generalnego inspektora.

Artykuł 3.

1. Mieszany wydział składa się z trzech przedstawicieli każdego poszczególnego rządu. Wydział mieszany ma następujące zadania :

- a) przedsięwzięcie na wiosnę i w jesieni, a w razie potrzeby także po zalewach letnich, oględzin lokalnych wału,
- b) badania i aprobowania projektów i kosztorysów dla wszelkich prac, które mają być przedsięwzięte przy wale,
- c) stwierdzania kosztów, które stosownie do art. 5 należy wstawiać do rachunku, obciążającego jednolitą administrację wału i rozliczanie takowych stosownie do katastru dotychczasowego związku wałowego na oba państwa,
- d) oceniania ewentualnych wniosków interesowanych związków wałowych w sprawie zmian katastru wałowego. Zmiana katastru wałowego może być uskuteczniąną jedynie po porozumieniu obu rządów.

2. Powyższe przepisy nie odnoszą się do urzędzeń odwadniających w dolinie Kwidzyńskiej ; koszta za takowe ponoszą poszczególne związki wałowe.

3. Mieszanemu Wydziałowi przewodniczy w pierwszym roku aż do 31. marca 1924 jeden z przedstawicieli niemieckiego rządu, który zostanie przez rząd ten wskazany. W następnych latach gospodarczych przewodniczy na zmianę przedstawiciel rządu polskiego i niemieckiego. Rok gospodarczy liczy się od 1 kwietnia do 31 marca. W razie równości głosów rozstrzyga głos przewodniczącego. Członkowie pozostający w mniejszości mają prawo, w przeciągu tygodnia po rozstrzygnięciu, zażądać nowego rozstrzygnięcia. Do rozstrzygnięcia tego należy zawezwać przewodniczącego Sądu Rozjemczego, ustanowionego na zasadzie umowy zawartej pomiędzy Niemcami, Polską a Gdanskim z dnia 21 kwietnia 1921 roku ; przy powzięciu uchwały głos jego jest rozstrzygającym.

Artykuł 4.

1. Generalnego inspektora mianują w porozumieniu oba interesowane rządy na przeciąg roku gospodarczego na propozycję oddzielnych związków wałowych. Osoba, która ma być proponowaną, zostaje wybraną przez oddzielne związki wałowe przez większość głosów za pośrednictwem delegatów wyborców. z których 14 przypada na związek niemiecki, na związek wzgl. związki polskie 5. O ile propozycja zostaje odrzuconą przez jeden z obu rządów, należy zrobić w podobnem postępowaniu nową propozycję. O ile i ta teraz proponowana osobistość nie uzyska zgody oby rządów rozstrzyga rozjeńca, przewidziany w art. 3 ust. 3, która z obu proponowanych osobistości ma być ustanowioną. O ile najpóźniej trzy miesiące przed upłynięciem roku gospodarczego jeden z obu rządów nie zażąda ustanowienia nowego generalnego inspektora, pozostaje ustanowiony generalny inspektor na bieżący rok gospodarczy w urzędzie także na każdorazowy przyszły rok. Interesa generalnego inspektora zostają wykonywane aż do pierwszego wyboru przez przewodniczącego mieszanego wydziału.

2. Generalny inspektor prowadzi bieżące sprawy mieszanego wydziału według porządku dziennego, który tenże ustanowi. Generalny inspektor bierze udział w posiedzeniach mieszanego wydziału z głosem doradczym. Do jego zadań należy badanie należytego wykonania wszelkich zaaprobowanych przez mieszany wydział prac przy wałach ochronnych. W razie niebezpieczeństwa jest uprawniony do samodzielnych zarządzeń w sprawie akcji ratunkowej bez względu na to czy jest

gleichgültig ob die Arbeiten im deutschen oder polnischen Gebiete notwendig werden. Darüber, ob der Fall der Gefahr vorliegt, entscheidet der Generalinspektor allein.

3. Falls es der einheitliche Deichschutz erfordert, haben die Genossen der gesonderten Deichverbände auch ausserhalb des Gebietes ihres Staates die den Satzungen des bisherigen Deichverbandes entsprechende Hilfe nach näherer Anweisung des Generalinspektors zu leisten.

Artikel 5.

1. Als Kosten des einheitlichen Deichschutzes gelten :

- a) die Kosten der örtlichen Verwaltung mit Ausnahme derjenigen, die durch die Bestellung und Tätigkeit der beiderseitigen Regierungsvertreter entstehen ; diese Kosten tragen beide Staaten für sich,
- b) die Kosten, die durch die Vorbereitung und Ausführung der für den einheitlichen Deichschutz am Deiche vorzunehmenden Arbeiten mit Einschluss der laufenden Unterhaltungsarbeiten entstehen.

2. Alle durch die Verwaltung der gesonderten Deichverbände sowie durch Arbeiten innerhalb dieser Verbände lediglich in deren Interesse entstehenden Kosten trägt jeder Teil für sich.

Artikel 6.

1. Die vertragschliessenden Teile werden dafür sorgen, dass die Satzungen der gesonderten Deichverbände und die sonstigen für diese massgebenden Vorschriften den veränderten Zuständigkeitsverhältnissen und den örtlichen Bestimmungen entsprechend abgeändert werden. Im übrigen sollen die für den bisherigen Deichverband in Geltung gewesenen Gesetze und Verordnungen für die gesonderten Deichverbände aufrechterhalten bleiben, soweit nicht im beiderseitigen Einvernehmen andere Bestimmungen getroffen werden.

2. Die vertragschliessenden Teile werden ferner der örtlichen Verwaltung alle zur Erfüllung ihrer Aufgaben notwendigen Erleichterungen gewähren, insbesondere werden sie, falls für den einheitlichen Deichschutz die Heranziehung von Arbeitskräften und Materialien in das eigene Staatsgebiet aus dem Gebiete des anderen Staates erforderlich wird, dies jederzeit ohne Passbeschränkungen und unter Gewähr von Zoll und Abgabefreiheit zulassen. Von der Ueberführung von Material aus dem Gebiete des einen Teiles ist den Zollbehörden des anderen Teiles nachträglich Mitteilung zu machen. Den Mitgliedern des gemischten Ausschusses sowie dem Generalinspektor ist ohne Passbeschränkungen und unter Gewährung von Zoll und Abgabefreiheit das Ueberschreiten der Grenze in Erfüllung ihrer Aufgaben jederzeit zu gestatten. Das gleiche gilt für die Beamten und Beauftragten der gesonderten Deichverbände, die sich durch eine Bescheinigung ihrer zuständigen Behörde auf Verlangen auszuweisen haben.

3. Für die Deichausbesserungsarbeiten werden die vertragschliessenden Teile aus dem Aussendeichlande die Entnahme von Erde und Rasen, wofür Entschädigung nicht zu zahlen ist, sowie von Strauchwerk unter den bisherigen Bedingungen gestatten. Sie werden ferner in den Angelegenheiten der Deichverwaltung den unmittelbaren Geschäftsverkehr der beiderseitigen Behörden untereinander und mit der örtlichen Verwaltung zulassen. Sie werden gegenüber den in ihrem Gebiete sich aufhaltenden Personen, die im Gebiete des anderen Teiles begangenen Deichbeschädigungen in gleicher Weise ahnden, wie die im eigenen Deichgebiete begangenen und sie werden auch sonst allen Massnahmen entgegentreten, die zu einer Vereitelung des Zweckes des Deichschutzes führen könnten. Sie werden dafür sorgen, dass die gesonderten Deichverbände das ihnen gehörige oder von ihnen gepachtete Gelände, nicht in einer dem Abfluss des Hochwassers und dem Abgang des Eises hinderlichen Weise ausnützen. Weiter werden sie veranlassen, dass die gesonderten Deichverbände mit Rücksicht darauf, dass auch sie an der Durchführung des Eisbrecherdienstes auf der Weichsel ein erhebliches Interesse haben, an den Kosten dafür nach den bisherigen Grundsätzen teilnehmen.

potrzeba wykonania prac na niemieckim czy też na polskim terenie. O tem, czy jestnie bezpieczeństwo, czy nie, rozstrzyga jedynie generalny inspektor.

3. W razie, gdyby jednolite zabezpieczenie ochrony wału tego wymagało, zobowiązani są członkowie oddzielnych związków wałowych do niesienia pomocy także poza granicami swego państwa, stosownie do ustaw dotychczasowych związków wałowych, stosując, się do rozporządzeń generalnego inspektora.

Artykuł 5.

1. Jako kosztta jednolitej ochrony wału należy uważać :

- a) kosztta miejscowej administracji z wyjątkiem tych, które powstają wskutek mianowania i czynności obustronnych przedstawicieli rządowych ; kosztta te ponosi każdy z obu rządów dla siebie,
- b) kosztta powstałe wskutek przygotowania i wykonania prac, potrzebnych dla jednolitej ochrony wału, włącznie bieżących prac utrzymania.

2. Wszelkie kosztta powstałe przez administrację oddzielnych związków wałowych, jak też przez roboty wykonane na wewnątrz tych związków wyłącznie w ich interesie, ponosi każda ze stron dla siebie.

Artykuł 6.

1. Strony układ zawierające postarają się o to, aby ustawy oddzielnych związków wałowych i wszelkie obowiązujące dla tychże przepisy zostały zmienione stosownie do warunków zmienionej kompetencji i stosownie do wyżej wymienionych przepisów. Zresztą mają być dla oddzielnych związków wałowych zachowane istniejące prawa i rozporządzenia, o ile na mocy zobopólnego porozumienia nie postanawia się innych zarządzeń.

2. Strony zawierające układ udzielą również miejscowej administracji celem umożliwienia spełnienia jej żądań, wszelkich możliwych ułatwień, w szczególności zezwolą, o ile to będzie potrzebne dla ochrony wału, na przyciągnięcie sił roboczych i materiałów bez wszelkich ograniczeń paszportowych i za uwolnieniem od cła i opłat z obszaru drugiego do obszaru własnego państwa. O dokonany przetransportowaniu materiału z obszaru jednej ze stron należy obowiązkowo zawiadomić władze celne drugiej strony. Członkom mieszanego Wydziału oraz generalnemu inspektorowi należy każdego czasu zezwolić bez ograniczeń paszportowych i za uwolnieniem od cła i opłat na przekraczanie granicy dla spełniania swych zadań. To samo odnosi się do urzędników i upoważnionych oddzielnych Związków wałowych, którzy winni się wykazać na zażądanie poświadczaniem swej właściwej władzy.

3. Strony zawierające układ zezwolą na bezpłatne wybieranie ziemi i darni, potrzebnych dla prac naprawy wału, z terenów, położonych pomiędzy wałem a Wisłą i wiking na dotychczasowych warunkach. Zezwolą dalej na bezpośrednie komunikowanie się obustronnych władz pomiędzy sobą i z administracją miejscową w sprawach administracji wałów. Te same przepisy karne będą zastosowane wobec osób znajdujących się na własnym terenie, a uszkadzających wały na terenie drugiej strony, jakie są zastosowywane we własnym Państwie. Będzie się też przeciwdziałać wszelkim środkom, któreby powodowały udaremnienie celu ochrony wałów. Obie strony będą również czyniły starania, by oddzielne Związki wałowe nie wykorzystywały do nich przynależnego lub im wydzierżawionego terenu w sposób szkodliwy dla odpływu wezbranych wód i dla spławu kry. Spowodują zatem, żeby oddzielne Związki wałowe ze względu na to, że i one mają znaczny interes w łamaniu lodu na Wiśle, brały udział w kosztach stosownie do dotychczasowych zasad.

Artikel 7.

Die Vornahme von wesentlichen Aenderungen an dem dem Hochwasserschutz dienenden Weichseldeiche selbst und den in ihm befindlichen Anlagen soll in dem Gebiete beider vertragschliessenden Teile nur im beiderseitigen Einvernehmen und nach gemeinschaftlicher Prüfung der Einzelpläne erfolgen. Bei der Durchführung werden sich beide Teile insbesondere auch nach der Richtung behilflich sein, dass den Vermessungs- und sonstigen Beamten des einen Teiles bei dem Ueberschreiten der Grenze und zur Erfüllung ihrer Aufgaben im Gebiete des anderen Teiles die weitestgehenden Erleichterungen gewährt werden.

Artikel 8.

Die längs der Deiche bestehende, den Zwecken der Strombauverwaltung und des Deichschutzes dienende Fernsprechanlage mit Einschluss der Nebenleitungen ist beiderseits, soweit sie sich im eigenen Staatsgebiete befindet, dauernd betriebsfähig zu halten. Jeder Teil wird den Aufsichtsbeamten des anderen Teiles behufs gemeinsamer Prüfung der Anlage mit den eigenen Beamten das Ueberschreiten der Grenze gestatten. Die Aufsichtsbeamten des einen Teiles haben etwa auf dem Gebiete des anderen Teiles festgestellte Mängel dessen Aufsichtsbeamten unverzüglich mitzuteilen. Für Abstellung ist beiderseits so schnell wie möglich zu sorgen.

Artikel 9.

1. Dieses Abkommen soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen bis zum 1. April 1923 ausgetauscht werden.

2. Das Abkommen tritt mit dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

3. Das Abkommen kann von beiden Teilen zum Ablauf eines Geschäftsjahrs unter Innehaltung einer sechsmonatigen Frist gekündigt werden und tritt mit dem Ablauf des betreffenden Geschäftsjahrs ausser Kraft. Die vertragschliessenden Teile werden alsbald nach der Kündigung wegen einer anderweitigen Regelung des einheitlichen Deichschutzes in Verhandlungen treten.

Geschehen in vierfacher Ausfertigung in deutscher und polnischer Sprache in

POSEN AM 27. Januar 1923.

PAUL ECKARDT.

M. KOCZOROWSKI.

SCHLUSSPROTOKOLL ZU DEM ABKOMMEN ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DER REPUBLIC POLEN ÜBER EINE GEMEINSCHAFTLICHE DEICHVERWALTUNG IN DER MARIENWERDER NIEDERUNG VOM 27. JANUAR 1923.

Bei der Unterzeichnung des deutsch-polnischen Abkommens über eine gemeinschaftliche Deichverwaltung in der Marienwerder Niederung haben die beiderseitigen Bevollmächtigten das Einverständnis darüber festgestellt, dass der im Artikel 3 vorgesehene Ausschuss bereits vor Inkrafttreten des Abkommens zusammentritt, um dessen rechtzeitige Durchführung sicherzustellen und die für den einheitlichen Deichschutz erforderlichen unaufschiebbaren Massnahmen zu treffen.

Geschehen in Posen, am 27. Januar 1923.

(Gez.) PAUL ECKARDT.

(Gez.) MACIEJ KOCZOROWSKI.

Artykuł 7.

Ważniejsze zmiany przy samym wale Wiślanym służącym jako ochrona przeciwko powodzi oraz przy urządzeniach znajdujących się na nim mogą być na obszarze obu stron układ zawierających przedsiębrane tylko za obopólnym porozumieniem i po wspólnym zbadaniu poszczególnych planów. Przy przeprowadzeniu będą dawały sobie pomoc obie strony, szczególnie w tym kierunku, aby urzędnicy miernicy i inni jednej ze stron przy przekraczaniu granicy i celem spełniania swych zadań na obszarze drugiej strony, doznawali jaknajdalej idących ułatwień.

Artykuł 8.

Istniejące urządzenia telefoniczne, służące celom administracji rzecznej, oraz celem utrzymania wału, włącznie bocznych połączeń i biegnących wzdłuż wału ochronnego, należy, o ile znajdują się na terytorjum jednego Państwa, utrzymywać stale w stanie zdolnym do użytku. Każda ze stron będzie zezwalała urzędnikom strony przeciwnej na przekraczanie granicy celem wspólnego badania urządzeń razem ze swymi urzędnikami. Urzędnicy nadzorczy jednej strony niezwłocznie zawiadomią urzędników nadzorczych drugiej strony o ewentualnych brakach stwierdzonych na terytorjum drugiej strony. Obie strony braki takie usuwać będą w jaknajszybszym czasie.

Artykuł 9.

1. Umowa ta będzie ratyfikowaną i dokumenta ratyfikacyjne mają zostać wymienione przed 1. kwietnia 1923 r.

2. Umowa staje się prawomocną z chwilą wymiany dokumentów ratyfikacyjnych.

3. Umowa może być wypowiedziana przez obie strony z końcem roku gospodarczego z uwzględnieniem 6-cio-miesięcznego terminu wypowiedzenia i traci swą ważność z upływem danego roku gospodarczego. Strony zawierające układ, możliwie prędko po wypowiedzeniu, rozpoczną pertraktacje celem innego uregulowania jednolitej ochrony wału.

Sporządzone w czterech pierwopisach w językach niemieckim i polskim.

W POZNANIU, dnia 27. stycznia 1923.

PAUL ECKARDT.

MACIEJ KOCZOROWSKI.

PROTOKUŁ KOŃCOWY DO UKŁADU ZAWARTEGO POMIĘDZY RZESZĄ NIEMIECKĄ
A RZECZPOSPOLITĄ POLSKĄ Z DNIA 27. STYCZNIA 1923 ROKU W SPRAWIE
WSPÓLNEJ ADMINISTRACJI WAŁU DOLINY KWIDZYŃSKIEJ.

Przy podpisaniu niemiecko-polskiego układu w sprawie wspólnej administracji wału w dolinie Kwidzyńskiej obopólni pełnomocnicy stwierdzili jednomyślnie co do tego, że Wydział przewidziany w art. 3 ma zejść się przed wejściem w moc obowiązującą układu celem zapewnienia przeprowadzenia go na czas i celem przedsięwzięcia nieodzownych środków, potrzebnych dla ochrony wału.

POZNAŃ, dnia 27. stycznia 1923.

w. p. PAUL ECKARDT.

w. p. MACIEJ KOCZOROWSKI.

¹ TRADUCTION.

No. 663. — ACCORD ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE AU SUJET D'UNE ADMINISTRATION COMMUNE DE LA DIGUE DANS LA DÉPRESSION DE MARIENWERDER, SIGNÉ A POSEN LE 27 JANVIER 1923.

En vue d'assurer d'une façon uniforme la protection contre les crues dans le territoire, coupé par la frontière germano-polonaise, de la dépression de Marienwerder, les plénipotentiaires allemand et polonais soussignés, à savoir :

Pour l'ALLEMAGNE :

M. le Dr Paul ECKARDT, Ministre plénipotentiaire ;

Pour la POLOGNE :

M. Mathias KOCZOROWSKI, Commissaire aux liquidations,

sont convenus, au nom de leurs Gouvernements, des dispositions suivantes en vue de la création d'une administration commune de la digue dans la dépression de Marienwerder.

Article 1.

Les deux Parties contractantes reconnaissent que le dispositif de digue, établi en vue de la défense de la dépression de Marienwerder contre les crues, depuis les Binsberge jusqu'à son extrémité près de Weisenberg (Bialo-Gora), sur une longueur de 32 kilomètres environ en territoire allemand, et de 13 kilomètres en chiffres ronds en territoire polonais, constituée, au point de vue de la défense contre les crues du territoire partie allemand, partie polonais, qu'il protège, un tout unique, et doit, par suite, être administré d'une façon uniforme. Là où il existe deux digues, la digue extérieure, la plus proche de la Vistule, sera considérée comme assurant la protection de la dépression contre les crues.

Article 2.

Les deux Parties reconnaissent également que, d'une part, étant donné la situation de fait et de droit créée par le tracé de la frontière germano-polonaise, l'ancienne « Union des digues » ne saurait continuer à exister sous sa forme présente, dans la composition et les limites de compétence déterminée par son statut actuel, et que, d'autre part, des unions distinctes, soumises chacune à la législation intérieure de son pays, ne pourraient s'acquitter d'une façon satisfaisante des tâches correspondant aux principes établis à l'article 1. En conséquence, les deux Parties contractantes décident, afin de remplir les tâches précitées et sans préjudice du maintien des unions distinctes, de créer à cet effet une administration de la digue de la dépression de Marienwerder, comprenant une commission mixte et un inspecteur général.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 663. — AGREEMENT BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE REPUBLIC OF POLAND REGARDING A COMMON DYKE ADMINISTRATION IN THE MARIENWERDER PLAIN, SIGNED AT POSEN, ON JANUARY 27, 1923.

In order to ensure a uniform system of dyke protection for the region of the Marienwerder Plain traversed by the German-Polish frontier, the undersigned German and Polish plenipotentiaries, namely :

On the GERMAN side :

Dr. Paul ECKARDT, Minister Plenipotentiary,

On the POLISH side :

M. Mathias KOCZOROWSKI, Liquidation Commissioner ;

have, in the name of their Governments, agreed upon the following provisions with regard to a common dyke administration in the Marienwerder Plain.

Article 1.

The Contracting Parties are agreed that the whole of the dyke system which has been established for the protection of the Marienwerder Plain against flooding from the Bingsberge to its terminal point near Weisenberg (Bialo-Gora), and which is situated for a distance of about 32 kilometres on German territory and of about 13 kilometres on Polish territory, is to be treated as a single unit as regards the protection against flooding of the tract of land protected by it, which is situated partly in the German Reich and partly in Poland, and is therefore to be administered in a uniform manner, it being understood that, in cases in which there are two dykes, the outer dyke which is nearest to the Vistula is to be regarded as the dyke for protecting the Plain against flooding.

Article 2.

It is, therefore, agreed that on the one hand the continued existence of the present Dyke Association with its statutory composition and competence is not practicable in consequence of the practical and legal situation created by the delimitation of the German-Polish frontier, and on the other hand separate associations for the two countries established in accordance with their national laws could not satisfactorily carry out the duties imposed by the principles laid down in Article 1. In order, therefore, that these duties may be carried out, a local dyke administration for the Marienwerder Plain shall be established, consisting of a mixed commission and an inspector-general, without prejudice to the maintenance of the separate Dyke Associations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 3.

1. La Commission mixte se composera de trois représentants de chacun des deux Gouvernements. Elle aura pour mission :

- a) De procéder à l'inspection de la digue au printemps et en automne, et, s'il est besoin, après les crues d'été ;
- b) de vérifier et d'approuver les projets et les devis de tous les travaux qui devront être effectués à la digue ;
- c) de fixer le montant des dépenses qui, aux termes de l'article 5, devront être mises au compte de la protection commune, et de répartir ces dépenses entre les deux États, d'après le cadastre de l'ancienne Union des digues ;
- d) de formuler, le cas échéant, un avis sur les requêtes présentées par les unions intéressées, en vue de la modification du cadastre de la digue. Quant aux modifications elles-mêmes, elles ne pourront être apportées qu'à la suite d'un accord entre les deux Gouvernements.

2. Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux installations de drainage existant dans la dépression de Marienwerder ; les dépenses occasionnées pour ces installations sont à la charge des unions distinctes.

3. Le président de la Commission mixte, pendant le premier exercice et jusqu'au 31 mars 1924, sera l'un des représentants du Gouvernement allemand, désigné par lui. Pour les exercices suivants, le Président sera alternativement un représentant du Gouvernement polonais et un représentant du Gouvernement allemand. L'exercice commence à courir le 1^{er} avril et se termine le 31 mars. A égalité de voix, la voix du président est prépondérante. Lors d'une délibération, les membres constituant la minorité ont le droit, dans le délai d'une semaine après la délibération, de réclamer une seconde délibération. Le président du Tribunal arbitral institué en vertu de l'Accord conclu le 21 avril 1921 entre l'Allemagne, la Pologne et Dantzig, devra être appelé à participer à cette délibération ; sa voix sera prépondérante dans le vote qui interviendra.

Article 4.

1. L'inspecteur général sera nommé, sur la proposition des unions distinctes, pour la durée d'un exercice, par entente entre les deux Gouvernements. La personnalité à proposer sera désignée, à la majorité des voix, par les délégués des unions distinctes. Ces délégués seront au nombre de 14 pour l'Union allemande, et de 5 pour l'Union ou les unions polonaises. Si l'un des deux Gouvernements met son veto à la nomination de la personne proposée, une nouvelle proposition devra être faite suivant la même procédure. Si la nouvelle proposition ne trouve pas l'agrément des deux Gouvernements, l'arbitre visé à l'alinéa 3 de l'article 3 décidera quelle est, des deux personnes proposées, celle qui devra être nommée. Au cas où, trois mois au moins avant l'expiration d'un exercice, l'un des deux Gouvernements ne demanderait pas la nomination d'un nouvel inspecteur général, l'inspecteur général nommé pour l'exercice courant restera en fonctions pendant l'exercice suivant. Jusqu'à la première nomination d'un inspecteur général, ses fonctions seront remplies par le président de la Commission mixte.

2. L'inspecteur général expédie les affaires courantes de la Commission mixte en se conformant au règlement qui sera établi par elle. Il assiste aux séances de la Commission mixte avec voix consultative. C'est à lui qu'il appartient de surveiller l'exécution réglementaire de tous les travaux de digue approuvés par la Commission mixte. En cas de danger, il pourra ordonner lui-même l'exécution des travaux de secours, que ces travaux soient nécessaires sur le territoire allemand ou sur le territoire polonais. L'inspecteur général décide seul s'il y a ou non danger.

3. Si la protection commune l'exige, les membres des unions distinctes sont tenus, à la suite d'ordres précis qui leur seraient donnés par l'inspecteur général, de participer, même en dehors du

Article 3.

(1) The Mixed Commission shall consist of three representatives of each of the two Governments. Its duties will be as follows :

- (a) To carry out dyke inspections in spring and autumn and, if necessary, after the summer floods also ;
- (b) To examine and pass the plans and estimates for all work to be carried out in connection with the dyke ;
- (c) To calculate the costs which, under the terms of Article 5, are to be charged to the common dyke administration and to apportion them between the two States in accordance with the Dyke Register of the former Dyke Association ;
- (d) To give an expert opinion with regard to any applications which may be made by the Dyke Associations concerned for alterations in the Dyke Register. No alteration in the Dyke Register itself may be made except by agreement between the two Governments.

(2) The foregoing provisions shall not apply to the drainage work established in the Marienwerder Plain ; expenditure incurred in this connection shall be borne by the separate Dyke Associations.

(3) The Mixed Commission shall in the first administrative year ending March 31, 1924, be presided over by one of the representatives of the German Government, to be designated by the latter. In subsequent administrative years it shall be presided over alternatively by a Polish and a German Government representative. The administrative year shall run from April 1 to March 31. If the votes are equal, the President shall have a casting vote. The members of the Commission who are in the minority in connection with any decision shall have the right, within a week from the date of the decision, to apply for a new decision. For the purpose of this decision, the President of the Arbitration Court which has been established in virtue of the agreement between Germany, Poland and Danzig of April 21, 1921, shall be co-opted, and his vote shall be decisive.

Article 4.

(1) The Inspector-General shall be appointed by the two Governments concerned by common agreement, for a period of one administrative year, on the recommendation of the separate Dyke Associations. The person to be recommended shall be chosen by a majority vote of the separate Dyke Associations through the intermediary of delegates of whom fourteen shall belong to the German Association and five to the Polish Association or Associations. If the recommendation is rejected by one of the two Governments, a new recommendation must be made according to the same procedure. If the person who is then recommended also fails to obtain the approval of the two Governments, the arbitrator mentioned in paragraph 3 of Article 3 shall decide which of the two persons recommended is to be appointed. If neither of the two Governments demands, at latest three months before the expiration of the administrative year, the appointment of a new Inspector-General, the Inspector-General appointed for the current administrative year shall retain office for the following administrative year. Until the first appointment of an Inspector-General has been made, the duties of the office shall be carried out by the President of the Mixed Commission.

(2) The Inspector-General shall carry on the current business of the Mixed Commission according to rules of procedure to be laid down by the Commission. He shall take part in the sittings of the Mixed Commission in an advisory capacity. He will be responsible for seeing that all dyke operations approved by the Mixed Commission are carried out in accordance with the regulations. In the event of danger threatening, he is entitled himself to take measures for the execution of emergency work, whether the operations have to be carried out on German or on Polish territory. The decision as to whether danger has arisen lies with the Inspector-General alone.

(3) If it should be necessary in the interests of uniform dyke protection, the members of the separate Dyke Associations shall render the assistance prescribed by the statutes of the former

territoire de leur Etat, aux travaux de secours prévus par les statuts de l'ancienne Union des digues.

Article 5.

1. Sont réputées dépenses ressortissant à la protection commune :

- a) les dépenses de l'Administration locale, à l'exception de celles qui sont occasionnées par la nomination et l'activité des représentants gouvernementaux des deux pays ; ces frais sont respectivement à la charge des deux Etats ;
- b) les dépenses occasionnées par l'étude et l'exécution des travaux à effectuer à la digue en vue de la protection commune, y compris les travaux d'entretien courant.

2. Toutes les dépenses occasionnées par l'administration des unions distinctes, ainsi que par les travaux accomplis dans leur ressort particulier et uniquement dans leur intérêt, sont exclusivement à la charge de la Partie intéressée.

Article 6.

1. Les Parties contractantes veilleront à ce que les statuts des unions distinctes, ainsi que les règlements auxquels elles doivent se conformer, soient modifiés de façon à répondre aux nouvelles conditions de compétence et aux dispositions qui précèdent. Sous cette réserve, les lois et décrets concernant l'ancienne Union des digues resteront applicables aux unions distinctes, sauf dispositions contraires prises d'un commun accord entre les deux Gouvernements.

2. Les deux Parties contractantes accorderont en outre à l'Administration locale, toutes les facilités nécessaires à l'accomplissement de sa tâche. En particulier, s'il est nécessaire, dans l'intérêt de la protection commune, de faire venir sur le territoire de l'un des Etats, de la main-d'œuvre et des matériaux en provenance de l'autre Etat, le passage de la frontière sera autorisé en tout temps sans restriction et en franchise de tout droit de douane et autres taxes. Avis sera donné par la suite à l'administration douanière de l'autre Etat, des quantités de matériel exportées de la sorte. Les membres de la Commission mixte, ainsi que l'inspecteur général pourront, dans l'exercice de leurs fonctions, franchir en tout temps la frontière sans restriction et sans avoir à payer de droits de douane ou autres redevances. La même disposition est applicable aux fonctionnaires et aux représentants des unions distinctes, qui devront, sur demande, justifier de leur qualité par une attestation de leur administration compétente.

3. Les deux Parties contractantes permettront de prendre gratuitement, dans le terrain situé entre la rivière et la digue, de la terre et du gazon pour les travaux de réparation de la digue ; elles permettront également de prendre des branchages aux mêmes conditions que jusqu'ici. Elles autoriseront également leurs services à négocier directement entre eux et avec l'administration locale au sujet des affaires concernant l'administration de la digue. En cas de dégradations commises sur le territoire de l'autre Partie par des personnes séjournant sur leur propre territoire, elles puniront les auteurs de ces dégradations comme si ces dernières avaient été commises sur leur propre territoire. Elles mettront également leur veto à toutes les mesures qui pourraient rendre vaine la protection offerte par la digue. Elles veilleront à ce que les unions distinctes n'utilisent pas le terrain leur appartenant ou loué par elles d'une manière qui empêcherait l'écoulement des hautes eaux ou la débacle des glaces. De plus, elles exigeront que les unions distinctes, en raison du profit considérable qu'elles retirent du fonctionnement des brise-glaces sur la Vistule, participent aux frais occasionnés par ce service suivant les principes appliqués jusqu'ici.

single Dyke Association even outside the territory of their State, according to the instructions of the Inspector-General.

Article 5.

(1) The following shall be regarded as costs incurred for the purpose of uniform dyke protection :

- (a) The costs of the local administration, with the exception of such costs as arise in consequence of the appointment and activities of the Government representatives of the two Parties ; such costs shall be borne by the respective States ;
- (b) The costs which arise in making preparations for and in executing the work to be carried out on the dyke for the purpose of uniform dyke protection, including the work of maintenance.

(2) All costs incurred in connection with the administration of the separate Dyke Associations or in connection with the work carried out within these Associations themselves, and solely in their interest, shall be borne by each Party separately.

Article 6.

(1) The Contracting Parties shall take steps to amend the statutes of the separate Dyke Associations and the other regulations which apply to them in accordance with the altered conditions as regards competence and with the foregoing provisions. The laws and regulations, however, which have hitherto been in force for the former single Dyke Association shall remain in force for the separate Dyke Associations in so far as other regulations are not made by agreement between the two Parties.

(2) The Contracting Parties shall, in addition, afford the local administration every facility for the accomplishment of their duties ; in particular, they shall, if it should be necessary for the purpose of uniform dyke protection to import labour and materials into the territory of the one State from the territory of the other, allow this to be done at any time without imposing passport restrictions or levying Customs or other duties. The transport of materials from the territory of the one Party shall subsequently be notified to the Customs authorities of the other Party. The members of the Mixed Commission and the Inspector-General shall at all times be allowed to cross the frontier for the purpose of carrying out their duties without being subjected to passport restrictions or being required to pay Customs or other duties. The same shall apply to the officials and agents of the separate Dyke Associations, who must, if requested, produce a certificate from the authorities whom they represent.

(3) The Contracting Parties shall permit earth and turf, for which compensation will not be payable, and also brushwood, to be taken from the land beyond the dyke, in accordance with the conditions hitherto in force. They shall also permit direct business intercourse in matters relating to the dyke administration between the authorities of the two Parties themselves and between these authorities and the local administration. They will prosecute persons residing in their territory in respect of damage done to the dyke in the territory of the other Party in the same way as in respect of damage done in their own dyke district, and they will take action to prevent all measures which might result in the frustration of the purpose of dyke protection. They will take steps to see that the separate Dyke Associations do not use land which belongs to them, or which they have leased, in such a manner as to prevent the draining off of the high water and the carrying off of the ice. In view of the fact that the separate Dyke Associations are closely interested in the carrying out of the work of the ice-breakers on the Vistula, they shall also arrange that these Associations share in the costs thereof, according to the principles hitherto in force.

Article 7.

Des modifications essentielles ne pourront être apportées, sur le territoire des deux Parties contractantes, à la digue de la Vistule qui assure la protection contre les crues et aux installations qu'elle comporte, que de concert entre les deux Etats et après un examen commun des différents plans. Pour l'exécution de ces travaux, les deux Parties se prêteront mutuellement assistance, notamment en accordant les facilités les plus grandes aux arpenteurs et autres fonctionnaires de l'une des Parties pour le passage de la frontière et l'accomplissement de leur tâche sur le territoire de l'autre Partie.

Article 8.

Les deux Parties contractantes s'engagent à maintenir constamment en bon état de fonctionnement, chacune sur son propre territoire, les installations téléphoniques, y compris leurs embranchements, construites le long de la digue pour les besoins de l'administration des constructions fluviales et le service de la digue. Chaque Partie permettra aux contrôleurs de l'autre Partie de franchir la frontière pour vérifier ces installations en même temps que ses propres fonctionnaires.

Les contrôleurs de l'une des Parties, le cas échéant, signaleront immédiatement aux contrôleurs de l'autre Partie les défauts constatés sur le territoire de cette dernière. Les deux Parties s'engagent à remédier aux défauts constatés dans le plus bref délai possible.

Article 9.

1. Le présent Accord devra être ratifié et les instruments de ratification devront être échangés avant le 1^{er} avril 1923.

2. Le présent Accord entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification.

3. Le présent Accord pourra être dénoncé par les deux Parties pour la fin d'un exercice moyennant préavis de six mois, et cessera d'être en vigueur à l'expiration de l'exercice en question. Les deux Parties contractantes engageront, immédiatement après la dénonciation, des négociations en vue de régler, de quelque autre manière, un service uniforme de protection contre les crues.

Fait en quadruple expédition, en langues allemande et polonaise, à Posen, le 27 janvier 1923.

PAUL ECKARDT.

M. KOCZOROWSKI.

PROTOCOLE FINAL

DE L'ACCORD CONCLU LE 27 JANVIER 1923 ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE AU SUJET D'UNE ADMINISTRATION COMMUNE DE LA DIGUE DANS LA DÉPRESSION DE MARIENWERDER.

Au moment de signer l'Accord germano-polonais au sujet d'une administration commune de la digue dans la dépression de Marienwerder, les plénipotentiaires des deux Parties ont convenu que la Commission visée à l'article 3 se réunirait avant l'entrée en vigueur du présent Accord, en vue d'en assurer l'application en temps utile et de prendre les mesures urgentes nécessaires à la protection uniforme du territoire en question.

Fait à Posen, le 27 janvier 1923.

PAUL ECKARDT.

MACIEJ KOCZOROWSKI.

Article 7.

Important alterations in the Vistula dyke itself, which serves as a protection against flooding, and in the works connected therewith, shall only be carried out in the territory of the two Contracting Parties by common agreement and after a joint examination of the individual plans. The two Parties shall assist each other in the execution thereof, in particular by granting the fullest facilities to the surveyors and other officials of the one Party in crossing the frontier and carrying out their duties in the territory of the other Party.

Article 8.

The telephone installation alongside the dyke which serves the purposes of river administration and dyke protection, together with subsidiary lines, must be kept in regular working order by the Party in whose territory it is situated. Each Party shall allow the controllers of the other Party to cross the frontier for the purpose of examining the plant, in conjunction with its own officials. The inspectors of the one Party must immediately inform the inspectors of the other Party of any defects which they may discover on the territory of the latter. Such defects must be put right as quickly as possible by both Parties.

Article 9.

(1) This agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged not later than April 1, 1923.

(2) The agreement shall come into force on the exchange of the instruments of ratification.

(3) The agreement can be denounced by both Parties as from the expiration of any administrative year, subject to six months' notice, and it shall cease to be in force on the expiration of the administrative year in question.

The Contracting Parties shall enter into negotiation immediately after the denouncement with a view to making other regulations for the maintenance of uniform dyke protection.

Done in four copies, in the German and Polish languages, at Posen, on January 27, 1923.

PAUL ECKARDT.
M. KOCZOROWSKI.

FINAL PROTOCOL

TO THE AGREEMENT BETWEEN THE GERMAN EMPIRE AND THE REPUBLIC OF POLAND, REGARDING
A COMMON DYKE ADMINISTRATION IN THE MARIENWERDER PLAIN, OF JANUARY 27, 1923.

On signing the German-Polish agreement regarding a common dyke administration in the Marienwerder Plain, the Plenipotentiaries of the two Parties have agreed that the Commission provided for in Article 3 shall meet before the agreement comes into force, in order to make arrangements for executing it without delay, and in order to take such measures as may be urgently necessary for the purpose of uniform dyke protection.

Done at Posen, on January 27, 1923.

PAUL ECKARDT.
MACIEJ KOCZOROWSKI.

N° 664.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Accord concernant le règlement des affaires de dépôts judiciaires pendantes devant les tribunaux des territoires autrefois prussiens cédés à la Pologne, signé à Dresde le 24 février 1922.

GERMANY AND POLAND

Agreement concerning the procedure in connection with the Legal Deposits in cases sub judice in former Prussian territories ceded to Poland, signed at Dresden, February 24, 1922.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 664. — DEUTSCH - POLNISCHES ABKOMMEN¹ ÜBER DIE BEHANDLUNG SCHWEBENDER GERICHTLICHER HINTERLEGUNGSSACHEN AUS DEN AN POLEN ABGETRETENEN EHEMALS PREUSSISCHEN GEBIETEN, GEZEICHNET ZU DRESDEN, DEN 24. FEBRUAR 1923.

Textes officiels allemand et polonais, communiqués par le Consul d'Allemagne à Genève². L'enregistrement de cet Accord a eu lieu le 18 juillet 1924.

Die DEUTSCHE und die POLNISCHE REGIERUNG sind übereingekommen, im Interesse der beiderseitigen Bevölkerung die durch die Abtretung von Gebietsteilen mit Ausnahme von Oberschlesien beeinflussten gerichtlichen Hinterlegungssachen auf Grund der Ermächtigung im Artikel 4 § 6. des deutsch-polnischen Abkommens³, betreffend die Überleitung der Rechtspflege, vom 20. September 1920 durch Vereinbarungen zu regeln, deren Text von der Preussischen und der Polnischen Justizverwaltung gemeinschaftlich festgestellt worden ist, und haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DIE DEUTSCHE REGIERUNG :

den Wirklichen Geheimen Legationsrat, Ministerialrat im Auswärtigen Amte Herrn Karl von STOCKHAMMERN ;

DIE POLNISCHE REGIERUNG :

den Bezirksgerichts-Vizepräsidenten Herrn Tadeusz ZAJĄCZKOWSKI,

die ihre Vollmachten vorgelegt, in guter und gehöriger Form befunden und sich danach über folgende Bestimmungen geeinigt haben :

Artikel 1.

§ 1.

Angelegenheiten, in denen bei Gerichten der an Polen abgetretenen ehemals preussischen Gebiete mit Ausnahme von Oberschlesien in der Zeit vor Übergang der Rechtspflege Werte der im § 1 der Preussischen Hinterlegungsordnung vom 21. April 1913 (Preussische Gesetzssaml. S. 225) bezeichneten Art hinterlegt worden sind, werden nach Massgabe der folgenden Bestimmungen erledigt.

§ 2.

1. Soweit Geld (§ 6 der Preussischen Hinterlegungsordnung) hinterlegt ist, tritt an die Stelle der bisherigen als nunmehr zuständige Hinterlegungsstelle :

¹ Cet accord est entré en vigueur le 1^{er} mars 1923.

² Voir renvoi vol. II page 60 de ce Recueil.

³ Vol. IX, page 103 de ce Recueil.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

No. 664. — POLSKO-NIEMIECKI UKŁAD¹ W SPRAWIE TRAKTOWANIA POZOSTAJĄCYCH W ZAWIESZENIU SĄDOWYCH DEPOZYTÓW POCHODZĄCYCH Z BYŁYCH PRUSKICH, OBSZARÓW Odstąpionych Polsce, PODPISANY W DREŹNIE, 24 LUTEGO 1923.

German and Polish official texts, communicated by the German Consul at Geneva². The registration of this Agreement took place, July 18, 1924.

Rząd NIEMIECKI oraz Rząd POLSKI zgodziły się, aby zgodnie z interesami obu ludności, sądowe sprawy depozytowe, na które miało wpływ przyznanie Polsce obszarów, z wyjątkiem obszaru górnośląskiego, na podstawie upoważnienia zawartego w artykule 4 § 6 układu³ niemiecko-polskiego z dnia 20 września 1920 r. w przedmiocie przejęcia wymiaru sprawiedliwości, uregulować w drodze umów, których brzmienie ustaliły wspólnie Pruski i Polski Zarządy wymiaru sprawiedliwości i mianowały w tym celu swymi Pełnomocnikami :

NIEMIECKI RZĄD :

Rzeczywistego Tajnego Radcę Legacyjnego, Dyrektora Ministerjalnego w Urzędzie dla Spraw Zagranicznych p. Karl von STOCKHAMMERN,

POLSKI RZĄD :

Wiceprezesa Sądu Okręgowego p. Tadeusza ZAJĄCZKOWSKIEGO,

k którzy po przedłożeniu swych pełnomocnictw, uznanych za sporządzone w dobrej i należytej formie, ugodzili się co do następujących postanowień :

Artykuł 1.

§ 1.

Sprawy, w których przed przejściem wymiaru sprawiedliwości złożono w sądach, położonych w przyznanym Polsce obszarach, z wyjątkiem obszaru górnośląskiego, wartości, wymienione w § 1 pruskiej ustawy depozytowej z dnia 21 kwietnia 1913 r. (Zbiór ustaw pruskich, str. 225), załatwiać się będzie wedle następujących postanowień.

§ 2

(1) Jeżeli złożono pieniądze (§ 6 pruskiej ustawy depozytowej) wstępują w miejsce dotychczasowego urzędu depozytowego.

¹ This agreement came into force March 1, 1923.

² See footnote vol. II page 60 of this series.

³ Vol. IX, page 103 of this series.

- 1) hinsichtlich der bei Hinterlegungsstellen des früheren Oberlandesgerichtsbezirkes Posen, hinterlegten Beträge das Amtsgericht in Meseritz,
- 2) hinsichtlich der bei Hinterlegungsstellen des Oberlandesgerichtsbezirkes Marienwerder hinterlegten Beträge das Amtsgericht in Marienwerder,
- 3) hinsichtlich der bei dem früheren Amtsgericht in Soldau hinterlegten Beträge das Amtsgericht in Allenstein.

2. Das gleiche gilt im Falle des § 8 der Preussischen Hinterlegungsordnung, wenn vor Übergang der Rechtspflege die hinterlegten Zahlungsmittel in kassenmässiges Geld umgesetzt worden sind.

3. Die Bestimmungen der Abs. 1 und 2 finden jedoch keine Anwendung, soweit in der Zeit nach dem 25. Januar 1919 bei Hinterlegungsstellen des vor dem Inkrafttreten des Vertrags von Versailles von Polen besetzten Gebiets der früheren Provinz Posen hinterlegt worden ist. In diesen Fällen ist als Hinterlegungsstelle dasjenige polnische Gericht zuständig, das an die Stelle des früheren preussischen Gerichts getreten ist.

§ 3.

Soweit Wertpapiere, sonstige Urkunden oder Kostbarkeiten oder gemäss § 8 der Preussischen Hinterlegungsordnung Zahlungsmittel hinterlegt sind, die bis zum Übergange der Rechtspflege in kassenmässiges Geld nicht umgesetzt worden sind, ist als Hinterlegungsstelle dasjenige polnische Gericht zuständig, das an die Stelle des früheren preussischen Gerichts getreten ist, es sei denn, dass die hinterlegten Werte im Zeitpunkt des Überganges der Rechtspflege bei Stellen verwahrt sind, deren Sitz nicht an Polen abgetreten ist. In diesem Falle treten an die Stelle der bisherigen als nunmehr zuständige Hinterlegungsstellen die im § 2 Abs. 1 bezeichneten Gerichte.

§ 4.

1. Die nach §§ 2 und 3 fortan zuständige Hinterlegungsstelle hat die Hinterlegung auf Antrag an eine Hinterlegungsstelle des anderen Staates abzugeben, soweit sich nicht aus den nachstehenden Bestimmungen etwas anderes ergibt.

2. Zur Stellung des Antrags sind berechtigt :

- a) der Hinterleger oder
- b) die übrigen Beteiligten gemeinsam, wenn dem Hinterleger ein Recht auf Rücknahme der Hinterlegung nicht zusteht oder wenn zum Zwecke der endgültigen Befreiung von der Schuldverbindlichkeit hinterlegt ist.

3. Soweit nach den bei Übergang der Staatshoheit geltenden Vorschriften eine Behörde zur Stellung eines Ersuchens auf Herausgabe gemäss § 15 der Preussischen Hinterlegungsordnung zuständig ist, wird die Hinterlegung gemäss Abs. 1. auch auf ein Ersuchen der zuständigen Behörde des anderen Staates abgegeben. Die Zuständigkeit der ersuchenden Behörde ist unter Berücksichtigung des Überganges der Staatshoheit und der zwischen dem Deutschen Reiche und Polen geschlossenen Verträge von der ersuchten Hinterlegungsstelle im Einzelfalle zu prüfen. Beruht die Zuständigkeit der ersuchenden Behörde auf einem der deutsch-polnischen Abkommen, betreffend die Überleitung der Rechtspflege, vom 20. September 1920 oder vom 12. April 1922, so hat sie bei Stellung des Ersuchens zu bescheinigen, dass eine Abgabe des bei ihr schwebenden Verfahrens an eine Justizbehörde des anderen Staates weder von Amts wegen zu erfolgen hat, noch in einem Falle, in dem sie auf Antrag der Parteien oder Beteiligten zulässig ist, von diesen binnen Monatsfrist nach Aufforderung beantragt worden ist.

4. Die Hinterlegungsstelle ist zur Abgabe der Hinterlegung nur dann verpflichtet, wenn der Antrag oder das Ersuchen bis zum Ablauf des 31. Dezember 1925 bei ihr eingeht.

5. Von dem Erlasse der Abgabeverfügung sind die Beteiligten zu benachrichtigen.

1. odnośnie do kwot, złożonych w urzędach depozytowych dawniejszego okręgu sądu apelacyjnego w Poznaniu, sąd powiatowy w Międzyrzeczu,
 2. odnośnie do kwot, złożonych w urzędach depozytowych dawniejszego okręgu sądu apelacyjnego w Kwidzynie, sąd powiatowy w Kwidzynie,
 3. odnośnie do kwot, złożonych w dawniejszym sądzie powiatowym w Działdowie, sąd powiatowy w Allenstein,
- jako odtąd właściwe urzędy depozytowe.

(2) To samo stosuje się w przypadku § 8 pruskiej ustawy depozytowej, jeżeli złożone środki płatnicze przemieniono przed przejściem wymiaru sprawiedliwości na pieniądze kasowe.

(3) A toli postanowienia ustępów 1 i 2 nie stosują się, jeżeli złożenie depozytu nastąpiło po dniu 25 stycznia 1919 w urzędach depozytowych, położonych na obszarze dawniejszej prowincji poznańskiej, zajętej przez Polskę przed wejściem w życie Traktatu Wersalskiego. W tym wypadku uważa się za właściwy urząd depozytowy ten polski sąd, który wstąpił w miejsce dawnego sądu pruskiego.

§ 3

Jeżeli złożono papiery wartościowe, inne dokumenta lub kosztowności albo w myśl § 8 pruskiej ustawy depozytowej środki płatnicze, których do chwili przejścia wymiaru sprawiedliwości nie przemieniono na pieniądze kasowe, staje się właściwym urzędem depozytowym ten polski sąd, który wstąpił w miejsce dotychczasowego pruskiego sądu, chyba że złożone wartości w chwili przejścia wymiaru sprawiedliwości są przechowane w urzędach, których siedziby nie leżą na obszarze przypadłym Polsce. W tym wypadku wstępują w miejsce dotychczasowych urzędów depozytowych sądy wymienione w § 2 ust. 1, jako odtąd właściwe urzędy depozytowe.

§ 4

(1) Właściwy odtąd w myśl §§ 2 i 3 urząd depozytowy winien na wniosek oddać depozyt urzędowi depozytowemu drugiego państwa, o ile nic innego z niżej podanych postanowień nie wynika.

(2) Do postawienia takiego wniosku są uprawnieni

- a) deponent, albo
- b) inni interesowani razem, jeżeli deponentowi nie przysługuje prawo odebrania depozytu, lub jeżeli depozyt złożono celem ostatecznego uwolnienia się od dłużnego zobowiązania.

(3) Jeżeli wedle przepisów obowiązujących w czasie przejścia władzy państwowej do wystąpienia z wezwaniem wydania depozytu jest w myśl § 15 pruskiej ustawy depozytowej właściwą władzą, depozyt zostanie oddany po myśli ustępu 1 również na wezwanie właściwej władzy drugiego państwa. Właściwość wzywającej władzy ma wezwany urząd depozytowy badać w każdym poszczególnym przypadku, uwzględniając fakt przejścia władzy państwowej i układy zawarte między Państwem Niemieckim a Państwem Polskim. Jeżeli właściwość wzywającej władzy opiera się na jednym z układów niemiecko-polskich w przedmiocie przejścia wymiaru sprawiedliwości z dnia 20 września 1920 lub z dnia 12 kwietnia 1922, winna władza ta, występując z wezwaniem, stwierdzić, że oddanie władzy wymiaru sprawiedliwości drugiego państwa zawisłego u niej postępowania ani nie ma nastąpić z urzędu, ani w przypadku, w którym oddanie to jest dopuszczalne na wniosek stron lub interesowanych, że wniosku takiego mimo wezwania nie uczyniono w czasokresie jednego miesiąca po wezwaniu.

(4) Urząd depozytowy jest zobowiązany do oddania depozytu tylko wówczas, gdy odnośny wniosek lub wezwanie nadeszło do niego najpóźniej z upływem dnia 31 grudnia 1925.

(5) O wydaniu zarządzenia oddania należy uwiadomić interesowanych.

§ 5.

1. Erlangt die Hinterlegungsstelle in den Fällen des § 4 davon Kenntnis, dass ein Dritter auf den Gegenstand der Hinterlegung Anspruch erhebt, so hat sie die Abgabe der Hinterlegung von der Zustimmung des Dritten abhängig zu machen. Die Hinterlegungsstelle kann jedoch dem Dritten aufgeben, binnen einer Frist seinen Anspruch nachzuweisen oder im Klagewege geltend zu machen, widrigenfalls die Hinterlegung ohne seine Zustimmung abgegeben wird. Die Frist soll angemessen, aber möglichst kurz bestimmt werden. Auf Verlangen der um Abgabe der Hinterlegung ersuchenden Behörde des anderen Staates hat die Hinterlegungsstelle eine solche Auflage zu machen.

2. Eine Hinterlegung in einem Strafverfahren wird nur mit Zustimmung der Staatsanwaltschaft abgegeben, bei der das Strafverfahren schwebt oder auf Grund der deutschpolnischen Abkommen, betreffend die Überleitung der Rechtspflege, vom 20. September 1920 oder vom 12. April 1922 fortzuführen ist.

3. Die Abgabe einer Hinterlegung auf Grund des § 4 ist ausgeschlossen, solange der hinterlegte Gegenstand oder der Anspruch gegen die Hinterlegungsstelle auf Herausgabe der Hinterlegung zu der Masse eines in dem Staate der Hinterlegungsstelle schwebenden Konkurses gehört.

§ 6.

Die Hinterlegung wird auf Grund des § 4 abgegeben :

- a) soweit gemäss § 2 oder § 3 fortan die im § 2 Abs. 1 bezeichneten deutschen Gerichte zuständig sind, an die in dem Antrag oder Ersuchen bezeichneten polnischen Hinterlegungsstellen ;
- b) soweit gemäss § 2 oder § 3 fortan ein polnisches Gericht als Hinterlegungsstelle zuständig ist, an die im § 2 Abs. 1. bezeichneten Gerichte (Hinterlegungsstellen) unter Berücksichtigung der früheren preussischen Gerichtsorganisation.

§ 7.

In den durch die §§ 4 bis 6 geregelten Fällen geht die Hinterlegung auf die Hinterlegungsstelle des anderen Staates in der gleichen Rechtslage über, in der sie sich im Zeitpunkt der Abgabeverfügung befindet. Insbesondere werden Rechte Dritter, die der Herausgabe der Hinterlegungsmasse an den Hinterleger oder den sonstigen Berechtigten entgegenstehen unbeschadet der Vorschrift des § 5 Abs. 1, durch die Abgabe der Hinterlegung nicht berührt. Dies gilt auch für die im Wege der Zwangsvollstreckung erworbenen Pfandrechte. Soweit solche Pfandrechte auf einem nur vorläufig vollstreckbaren Titel beruhen oder nach Massgabe des Gesetzes dem Gläubiger nur vorläufige Sicherung gewähren, sind die nach Abgabe der Hinterlegung von Gerichten des abgebenden Staates ergehenden Entscheidungen, die auf den endgültigen Bestand dieser Rechte von Einfluss sind, von der Hinterlegungsstelle des übernehmenden Staates wie Entscheidungen inländischer Gerichte zu behandeln.

§ 8.

1. Die in den §§ 2, 3 und 6 bezeichneten Gerichte sind für alle auf Grund der Preussischen Hinterlegungsordnung den Hinterlegungsstellen obliegenden Entscheidungen allein zuständig.

2. Gegen die Entscheidungen der hiernach zuständigen polnischen Hinterlegungsstelle ist die Beschwerde im Dienstaufsichtswege nach Massgabe des § 3 der Preussischen Hinterlegungsordnung an die nunmehr übergeordneten polnischen Stellen zu richten.

3. Die bei Inkrafttreten dieses Abkommens anhängigen Beschwerden sind wenn als Hinterlegungsstelle nach den Bestimmungen des Abkommens nunmehr ein Gericht des anderen Staates zuständig ist, an die diesem Gericht übergeordnete Beschwerdestelle zur Entscheidung abzugeben.

§ 5

(1) Jeżeli w przypadkach, przewidzianych w § 4, urząd depozytowy dowie się, że osoba trzecia podnosi roszczenie do przedmiotu stanowiącego depozyt, winien on oddanie depozytu uczynić zawisłym od zgody owej osoby trzeciej. Atoli urząd depozytowy może polecić osobie trzeciej, by w określonym czasiekresie udowodniła swe roszczenie, lub je dochodziła drogą skargi pod rygorem, że w razie przeciwnym oddanie depozytu nastąpi i bez jej zgody. Należy określić czasokres odpowiedni, ale możliwie krótki. Takie polecenie winien urząd depozytowy wydać na żądanie władzy drugiego państwa, wzywającej o oddanie depozytu.

(2) W postępowaniu karnym oddanie depozytu nastąpi jedynie w razie zgody prokuratury, w której postępowanie jest zawisłym lub przy której ma się ono na podstawie niemiecko-polskich układów w przedmiocie przejęcia wymiaru sprawiedliwości z dnia 20 września 1920 lub z dnia 12 kwietnia 1922 dalej prowadzić.

(3) Oddanie depozytu na podstawie § 4 jest tak długo wykluczone, jak długo złożony przedmiot lub roszczenie przeciw urzędowi depozytowemu o wydanie depozytu należy do masy upadłości zawisłej w państwie, do którego należy urząd depozytowy.

§ 6

Na podstawie § 4 oddanie depozytu nastąpi :

- a) jeżeli w myśl § 2 lub § 3 oddadą są właściwymi sądy niemieckie, wyszczególnione w § 2 ustęp 1, wymienionym we wniosku lub w wezwaniu polskim urzędem depozytowym,
- b) jeżeli w myśl § 2 lub § 3 oddadą jest właściwym polski sąd jako urząd depozytowy, sądem (urzędem depozytowym) wymienionym w § 2 ustęp 1 przy uwzględnieniu [poprzedniego pruskiego ustroju sądownictwa.

§ 7

W przypadkach uregulowanych w §§ 4 do 6 przechodzi depozyt do urzędu depozytowego drugiego państwa w tym stanie prawnym, w jakim znajduje się on w chwili wydania zarządzenia oddania. W szczególności bez ujemny dla przepisu zawartego w § 5 ust. 1 przez oddanie depozytu pozostają nienaruszonymi prawa osób trzecich, sprzeciwiające się wydaniu masy depozytowej deponentowi lub innym uprawnionym. To samo stosuje się do praw zastawu nabytych w drodze egzekucji. Jeżeli takie prawa zastawu opierają się na tytule uznanym tylko za tymczasowo wykonalny lub jeżeli one dają wierzycielowi wedle ustawy tylko tymczasowe zabezpieczenie, winien urząd depozytowy państwa, przejmującego depozyt, uznawać rozstrzygnięcie sądów państwa, oddającego depozyt, zapadłe po oddaniu depozytu a mające wpływ na ostateczny stan wspomnianych praw, na równi z rozstrzygnięciami krajowych sądów.

§ 8

(1) Sądy, wymienione w §§ 2, 3 i w § 6, są wyłącznie właściwymi do wydawania wszystkich rozstrzygnięć należących w myśl pruskiej ustawy depozytowej do właściwości urzędów depozytowych.

(2) Zażalenie przeciw rozstrzygnięciom właściwego potem polskiego urzędu depozytowego należy stosownie do § 3 pruskiej ustawy depozytowej wnieść w drodze nadzoru służbowego do obecnie przełożonych polskich urzędów.

(3) Zażalenia, zawisłe w chwili wejścia w życie niniejszego układu, należy — jeżeli w myśl postanowień niniejszego układu właściwym urzędem depozytowym jest obecnie sąd drugiego państwa — oddać do rozstrzygnięcia urzędowi zażaleniowemu, przełożonemu owemu sądowi.

§ 9.

1. Die im § 14 Abs. 1 Ziffer 1 der Preussischen Hinterlegungsordnung bezeichneten Erklärungen können auch zu Protokoll eines Gerichts oder Gerichtsschreibers des anderen Staates in der bei diesem Gerichte zugelassenen Sprache abgegeben werden.

2. Das gleiche gilt für die im § 4 dieses Abkommens erwähnten Anträge auf Abgabe der Hinterlegung an eine Hinterlegungsstelle des anderen Staates.

3. Macht eine Hinterlegungsstelle von der Befugnis des § 18 der Preussischen Hinterlegungsordnung Gebrauch, so kann die Bescheinigung der Echtheit der Unterschrift oder die öffentliche Beglaubigung der Urkunde auch im anderen Staatsgebiete herbeigeführt werden. Eine Legalisation der Unterschrift dieser Urkunde ist, sofern sie nach allgemeinen Bestimmungen notwendig ist, nur zu erfordern, wenn begründete Zweifel an der Echtheit bestehen.

§ 10.

1. Ist oder war die Hinterlegung Gegenstand eines Rechtsstreits so gelten als rechtskräftige Entscheidungen im Sinne des § 14 Abs. 1 Ziffer 2 der Preussischen Hinterlegungsordnung die Entscheidungen desjenigen deutschen oder polnischen Gerichts bei denen dieser Rechtsstreit zu Ende geführt worden ist.

2. Sofern der Rechtsstreit nach Übergang der Rechtspflege anhängig geworden ist, sind Entscheidungen eines dem anderen Staate angehörenden Gerichts für die Hinterlegungsstelle massgebend; wenn für den Rechtsstreit bei Eintritt der Rechtshängigkeit im Inland kein Gerichtsstand oder nur der Gerichtsstand des Vermögens (§ 23 der Deutschen Zivilprozessordnung) begründet war. Die Begründung eines inländischen Gerichtsstandes ist in diesem Falle von der Hinterlegungsstelle zu berücksichtigen wenn sie aus dem Antrag oder seinen Unterlagen hervorgeht oder wenn der Antragsgegner sie behauptet. Der Antragsgegner ist zu hören, es sei denn, dass der Antrag ohnedies abgelehnt werden soll oder die Anhörung aus tatsächlichen Gründen untunlich ist.

§ 11.

Als zuständige Behörden im Sinne des § 14 Abs. 1, Ziffer 3 des § 15 der Preussischen Hinterlegungsordnung gelten polnische Behörden, wenn sie infolge des Überganges der Staatshoheit oder nach den Bestimmungen der zwischen dem Deutschen Reiche und Polen geschlossenen oder künftig zu schliessenden Abkommen für die Anordnung zuständig sind.

§ 12.

Als Vormundschaftsgericht im Sinne des § 21 der Preussischen Hinterlegungsordnung gilt ein Gericht des anderen Staates, wenn dessen Zuständigkeit auf den Bestimmungen der deutsch-polnischen Abkommen, betreffend die Überleitung der Rechtspflege, vom 20. September 1920 oder vom 12. April 1922 beruht oder wenn die von dem Verfahren betroffene Person dem anderen Staate angehört und eine Vormundschaft (Pflegschaft) im Inland nicht eingeleitet ist.

§ 13.

Als Aufsichtsbehörde im Sinne des § 22 der Preussischen Hinterlegungsordnung gilt eine Behörde des anderen Staates wenn sie infolge des Überganges der Staatshoheit oder nach den Bestimmungen der zwischen dem Deutschen Reiche und Polen geschlossenen oder künftig zu schliessenden Abkommen für die Wahrnehmung der Aufsicht zuständig ist.

§ 14.

In den Fällen des § 28 Abs. 2 Ziffer 2 der Preussischen Hinterlegungsordnung sind die von Gerichten des anderen Staates innerhalb ihrer Zuständigkeit erlassenen Ausschlussurteile für

§ 9

1. Oświadczenia, wymienione w § 14 ust. 1 L. 1 pruskiej ustawy depozytowej, można składać także protokółarnie w sądzie lub u sekretarza sądowego drugiego państwa w języku, dopuszczonym przy tym sądzie.

2. To samo stosuje się do wspomnianych w § 4 niniejszego układu wniosków o oddanie depozytu urzędowi depozytowemu drugiego państwa.

3. Jeżeli urząd depozytowy robi użytek z uprawnienia przysługującego mu w myśl § 18 pruskiej ustawy depozytowej, może potwierdzenie prawdziwości podpisów lub publiczne uwierzytelnienie dokumentu nastąpić także na obszarze drugiego państwa. Legalizacji podpisu takich dokumentów, o ile ona wedle ogólnych postanowień jest potrzebną, należy żądać tylko wówczas, gdy zachodzą uzasadnione wątpliwości co do jego prawdziwości.

§ 10

1. Jeżeli depozyt jest lub był przedmiotem sporu, uważa się za prawomocne rozstrzygnięcie w rozumieniu § 14 ust. 1 L. 2 pruskiej ustawy depozytowej rozstrzygnięcia tego niemieckiego lub polskiego sądu, w którym spór został ukończony.

2. Jeżeli spór zawisł po przejściu wymiaru sprawiedliwości, rozstrzygnięcia sądu należącego do drugiego państwa są miarodajnymi dla urzędu depozytowego wtedy, gdy dla sporu w chwili jego zawisnięcia nie była uzasadnioną w kraju podsądność lub tylko podsądność wedle majątku (§ 23 niemieckiej ustawy o postępowaniu w cywilnych sprawach spornych). W tym przypadku urząd depozytowy winien uwzględnić uzasadnienie podsądności krajowej, jeżeli ona wypływa z wniosku lub z jego umotywowania albo jeżeli to twierdzi przeciwnik wnioskodawcy. Przeciwnika wnioskodawcy należy przesłuchać, chyba że i bez tego wnioskowi powinno się odmówić lub gdy przesłuchanie jest niemożliwe z faktycznych powodów.

§ 11

Za władze właściwe w rozumieniu § 14 ustęp 1 L. 3 i § 15 pruskiej ustawy depozytowej uważa się polskie władze wówczas, gdy one wskutek przejścia władzy państwowej lub wedle postanowień układów, zawartych albo w przyszłości zawrzeć się mogących między Państwem Niemieckim a Państwem Polskim, są właściwe do wydawania zarządzeń.

§ 12

Za sąd opiekuńczy w rozumieniu § 21 pruskiej ustawy depozytowej uważa się sąd drugiego państwa wówczas, gdy jego właściwość opiera się na postanowieniach układów niemieckopolskich w przedmiocie przejścia wymiaru sprawiedliwości z dnia 20 września 1920 lub z dnia 12 kwietnia 1922, albo gdy osoba, objęta postępowaniem, ma przynależność drugiego państwa a opieka (kuratela) nie została wdrożoną w kraju.

§ 13

Za władzę nadzorczą w rozumieniu § 22 pruskiej ustawy depozytowej uważa się władzę drugiego państwa wówczas, gdy ona wskutek przejścia władzy państwowej lub wedle postanowień układów zawartych lub w przyszłości zawrzeć się mogących między Państwem Niemieckim a Państwem Polskim, jest właściwą do sprawowania nadzoru.

§ 14

W przypadkach, przewidzianych w § 28 ustęp 2 L. 2 pruskiej ustawy depozytowej, wyroki wykluczające, wydane przez sądy drugiego państwa w zakresie ich właściwości, są miarodajnymi dla

die Hinterlegungsstelle massgebend. Das Ausschlussurteil wird der Hinterlegungsstelle auch dann mitgeteilt, wenn diese dem anderen Staate angehört.

§ 15.

1. Wird die Hinterlegungsstelle von einem nach Massgabe dieses Abkommens der Herausgabe entgegenstehenden Hindernis erst nach dem Abgang der Weisung an die Kasse in Kenntnis gesetzt, so findet der § 23 der Preussischen Hinterlegungsordnung Anwendung.

2. Das gleiche gilt für ein der Abgabe der Hinterlegung auf Grund der §§ 4, 5 und 7 dieses Abkommens entgegenstehendes Hindernis.

§ 16.

1. Soweit nach diesem Abkommen an Stelle einer preussischen fortan einer polnischen oder an Stelle einer polnischen fortan einer preussischen Hinterlegungsstelle zuständig ist oder wird, tritt der übernehmende Staat an Stelle des abgebenden in das Hinterlegungsverhältnis ein.

2. Der Eintritt vollzieht sich in dem Falle des § 3 mit dem Inkrafttreten dieses Abkommens, in dem Falle des § 4 mit dem Erlasse der Abgabeverfügung. Der abgebende Staat wird in dem gleichen Zeitpunkt dem zum Empfange Berechtigten gegenüber von jeder Verpflichtung aus dem Hinterlegungsverhältnisse frei, bleibt jedoch in den Fällen des § 4 dem übernehmenden Staate für die Hinterlegung bis zu deren ordnungsmässiger und vollständiger Übergabe haftbar.

3. Der Übergang der Haftung auf den übernehmenden Staat berührt nicht die Rechte der Beteiligten oder Dritter gegen den abgebenden Staat, soweit sie auf das Gesetz über die Haftung des Staates oder anderer Verbände für Amtspflichtverletzungen von Beamten bei Ausübung der öffentlichen Gewalt vom 1. August 1919 (Preussische Gesetzesamml. S. 691) gestützt werden, oder gegen die Beamten selbst.

4. In gleicher Weise sollen Rechtshandlungen, die gegenüber der abgebenden Hinterlegungsstelle vorgenommen werden, nicht um deswillen unwirksam sein, weil infolge des Erlasses der Abgabeverfügung bereits eine Hinterlegungsstelle des anderen Staates zuständig geworden ist, es sei denn, dass der abgebende Staat auch dem anderen Staate gegenüber von jeglicher Verbindlichkeit frei geworden ist.

Artikel 2.

1. Die §§ 4, 5 und 7 des Artikels I finden auch auf solche Hinterlegungen Anwendung, die ohne Rücksicht auf den Zeitpunkt der Hinterlegung bei Hinterlegungsstellen des jetzigen Deutschen Reichsgebiets mit Ausnahme des oberschlesischen Abstimmungsgebiets oder in der Zeit nach Übergang der Rechtspflege bei Hinterlegungsstellen der Republik Polen mit Ausnahme des oberschlesischen Abstimmungsgebiets erfolgt sind oder erfolgen und im Zusammenhange mit einer Angelegenheit der Rechtspflege stehen, die auf Grund der deutsch-polnischen Abkommen, betreffend die Überleitung der Rechtspflege, vom 20. September 1920 oder vom 12. April 1922 an eine Justizbehörde des anderen Staates abgegeben ist oder wird. Die Hinterlegung wird in diesem Falle an die in dem Antrag oder dem Ersuchen bezeichnete Hinterlegungsstelle des anderen Staates abgegeben. Im übrigen finden die §§ 8 bis 16 des Artikels 1 entsprechende Anwendung.

2. In gleicher Weise sollen Hinterlegungen behandelt werden, die im Zusammenhange mit einer Angelegenheit der Rechtspflege stehen, die an eine Justizbehörde des anderen Staates abgegeben ist oder wird auch wenn diese Abgabe nicht auf Grund der vorbezeichneten Überleitungsabkommen erfolgt.

urzędu depozytowego. Udzielenie wyroku wykluczającego do wiadomości urzędowi depozytowemu nastąpi także wówczas, gdy urząd ten należy do drugiego państwa.

§ 15

1. Jeżeli urząd depozytowy dopiero po odesłaniu polecenia do kasy dowie się o przeszkodzie, któraby po myśli niniejszego układu sprzeciwiała się wydaniu, wówczas stosuje się przepis § 23 pruskiej ustawy depozytowej.

2. To samo stosuje się co do przeszkody, któraby po myśli §§ 4, 5 i § 7 niniejszego układu sprzeciwiała się oddaniu.

§ 16

1. Jeżeli wedle niniejszego układu jest lub będzie w miejsce pruskiego urzędu depozytowego właściwym odtąd polski urząd depozytowy lub w miejsce polskiego urzędu depozytowego odtąd pruski urząd depozytowy, wstępuje w stosunek przechowawcy w miejsce państwa oddającego państwo przejmujące.

2. Wstąpienie to uważa się w przypadku, przewidzianym w § 3, za dokonane z chwilą wejścia w życie niniejszego układu, a w przypadku, przewidzianym w § 4, z chwilą wydania zarządzenia oddania. W tej chwili staje się państwo oddające wobec uprawnionego do odbioru wolnem od wszelkiego zobowiązania z tytułu stosunku przechowawcy, atoli w przypadkach, przewidzianych w § 4, jest ono wobec państwa przejmującego odpowiedzialnem za depozyt aż do czasu należytego i zupełnego oddania depozytu.

3. Przejście odpowiedzialności na Państwo przejmujące nie narusza praw osób interesowanych lub osób trzecich do państwa oddającego, o ile prawa te opierają się na ustawie z dnia 1 sierpnia 1909 o odpowiedzialności państwa i innych związków za naruszenie obowiązków służbowych przez urzędników przy wykonywaniu przez nich publicznej władzy (Zbiór ustaw pruskich str. 691), ani też do samych urzędników.

4. Również nie mogą stać się czynności prawne, przedsiębrane wobec oddającego urzędu depozytowego, z tego powodu nieskutecznymi, że wskutek wydania zarządzenia stał się właściwym już urząd depozytowy drugiego państwa, chyba że państwo oddające stało się wolnem także wobec drugiego państwa od wszelkiego zobowiązania.

Artykuł 2.

1. Postanowienia, zawarte w artykule 1, §§ 4, 5 i § 7, stosują się także do tych depozytów, które znajdują się lub znajdować się będą bez względu na czas złożenia w urzędach depozytowych obecnego obszaru Państwa Niemieckiego z wyjątkiem obszaru górnośląskiego lub w czasie po przejściu wymiaru sprawiedliwości w urzędach depozytowych Rzeczypospolitej Polskiej z wyjątkiem obszaru plebiscytowego, a które są w związku z sprawą wymiaru sprawiedliwości, którą na podstawie układów niemiecko-polskich w przedmiocie przejęcia wymiaru sprawiedliwości z dnia 20 września 1920 lub z dnia 12 kwietnia 1922 oddano lub ma się oddać władzy sądowej drugiego państwa. W tym przypadku ma się oddać depozyt wymienionemu we wniosku lub w werwaniu urzędowi depozytowemu drugiego państwa. Zresztą stosuje się odpowiednio postanowienia, zawarte w artykule 1 §§ 8 do 16.

2. Tak samo należy traktować depozyta będące w związku ze sprawą wymiaru sprawiedliwości, którą oddano lub ma się oddać władzy sądowej drugiego państwa, choć oddanie to następuje nie na podstawie wymienionych poprzednio układów w przedmiocie przejęcia wymiaru sprawiedliwości.

Artikel 3.

§ 1.

Für die Abgabe der Hinterlegung an den anderen Staat oder für die Herausgabe an den zum Empfange Berechtigten gelten die nachstehenden Vorschriften.

§ 2.

1. Falls in den vor dem Inkrafttreten des Vertrags von Versailles von Polen besetzten Gebieten der früheren Provinz Posen bares Geld vor dem 15. Juli 1919 hinterlegt wurde, wird Hinterlegung in deutscher Währung, bei späterer Hinterlegung solche in polnischer Währung vermutet, es sei denn, dass sich aus dem Hinterlegungsschein etwas anderes ergibt.

2. Von den Beteiligten kann der Gegenbeweis auch durch sonstige Urkunden, Zeugen oder Sachverständige geführt werden.

§ 3.

1. Bares Geld (§§ 1, 6 und 8 Abs. 2 der Preussischen Hinterlegungsordnung) wird, je nachdem es in deutscher oder in polnischer Währung hinterlegt ist, in gleicher Währung an die Hinterlegungsstellen des anderen Staates abgegeben.

2. Der übernehmende Staat darf die abgegebene Hinterlegung in ausländische gesetzliche Zahlungsmittel nur dann umsetzen, wenn ein Beteiligter es beantragt und alle übrigen Beteiligten sich damit einverstanden erklärt haben.

3. Erfolgt die Abgabe der Hinterlegung gemäss Abs. 1 nicht in Zahlungsmitteln des übernehmenden Staates, so hat die übernehmende Hinterlegungsstelle von dem Eingang der Hinterlegung die bekannten Beteiligten schriftlich mit dem Bemerkten in Kenntnis zu setzen, dass die abgegebene Hinterlegung, falls nicht ein Antrag nach Abs. 2 gestellt wird, als unverzinsliches, nicht kassenmässiges Geld (§ 8 der Preussischen Hinterlegungsordnung) weiter behandelt werden muss.

4. Wurde die Hinterlegung an den polnischen Staat abgegeben so ist mit der im Abs. 3 erwähnten Nachricht die Mitteilung zu verbinden, dass im Falle der Umsetzung in inländische polnische Zahlungsmittel für die Zukunft eine Verzinsung der Hinterlegung nur dadurch zu erreichen ist, dass ihre Anregung bei einer öffentlichen Sparkasse verlangt wird, diesem Verlangen ist stattzugeben, auch wenn es nur einer der Beteiligten stellt.

§ 4.

Die Bestimmungen des § 3 Abs. 1 finden auf die Herausgabe an den zum Empfange berechtigten Anwendung, es sei denn, dass bares Geld in dem vor Inkrafttreten des Versailler Vertrags besetzten Gebiete der früheren Provinz Posen in der Zeit vom 25. Januar bis 31. Dezember 1919 hinterlegt worden ist und die Herausgabe an den Berechtigten unmittelbar ohne vorherige Abgabe der Hinterlegung an den anderen Staat erfolgt. In diesem Falle steht es dem polnischen Staate frei, eine Hinterlegung deutscher Währung an eigene Staatsangehörige in polnischen Zahlungsmitteln herauszugeben und zwar zum Kurse des Tages, an dem die Hinterlegung angenommen wurde. Massgebend ist hierfür der von der Handelskammer in Posen festzustellende Durchschnittskurs der amtlichen Notierungen der polnischen Banknoten an den Börsen zu Berlin, Danzig und Warschau an diesem oder dem letzten vorhergehenden Börsentage.

§ 5.

Wertpapiere und Kostbarkeiten sind unverändert herauszugeben, es sei denn, dass bei ihrer Verwaltung gesetzlichen Vorschriften entsprechende Veränderungen eingetreten sind.

Artykuł 3.

§ 1

Przy oddaniu depozytu drugiemu państwu lub przy wydaniu depozytu uprawnionemu do jego odbioru obowiązują następujące przepisy.

§ 2

1. Jeżeli na obszarze dawniejszej prowincji poznańskiej, zajętej przez Polskę przed wejściem w życie Traktatu Wersalskiego, złożono gotówkę przed dniem 15 lipca 1919 r., istnieje przypuszczenie, że depozyt złożono w walucie niemieckiej, przy później zaś złożonych depozytach, że depozyt złożono w polskiej walucie, chyba że co innego wynika z kwitu depozytowego.

2. Interesowani mogą prowadzić przeciw-dowód także za pomocą innych dokumentów, świadków lub znawców.

§ 3

1. Gotówkę (§§ 1, 6 i § 8 ust. 2 pruskiej ustawy depozytowej) należy oddać stosownie do tego, czy je złożono w walucie niemieckiej czy polskiej, urzędowi depozytowemu drugiego państwa w tej samej walucie.

2. Państwo przejmujące winno depozyt mający się oddać, przemienić w krajowy ustawowy środek płatniczy tylko wtedy, gdy o to wnosi jeden z interesowanych a inni interesowani na to się godzą.

3. Jeżeli oddanie depozytu nie następuje po myśli ustępu 1 w krajowych środkach płatniczych przejmującego państwa, winien przejmujący urząd depozytowy o otrzymaniu depozytu uwiadomić pisemnie znanych mu interesowanych z tą uwagą, że w razie nieuczynienia w myśl ust. 2 wniosku, depozyt oddany pozostanie nieoprocentowanym, tak jak pieniądze niekasowe (§ 8 Pruskiej Ustawy Depozytowej).

4. Jeżeli depozyt oddano Państwu Polskiemu, należy z uwiadomieniem, wspomnianem w ustępie 3, połączyć powiadomienie, że w razie zmiany na krajowe polskie środki płatnicze można w przyszłości uzyskać oprocentowanie depozytu tylko przez to, że zażąda się złożenia jego na książeczkę publicznej kasy oszczędności; wnioskowi takiemu należy zadość uczynić, choćby, go uczynił tylko jeden z interesowanych.

§ 4

Postanowienia zawarte w § 3 ustęp 1 stosują się przy wydaniu depozytu uprawnionemu do odbioru, chyba że gotówkę złożono w obszarze dawniejszej prowincji poznańskiej, zajętej przez Polskę przed wejściem w życie Traktatu Wersalskiego, w czasie od 25 stycznia 1919 do 31 grudnia 1919 r., a wydanie uprawnionemu do odbioru ma nastąpić bezpośrednio bez poprzedniego oddania depozytu drugiemu państwu. W tym przypadku przyłącza Państwu Polskiemu prawo złożony w walucie niemieckiej depozyt wydać swym obywatelom w walucie polskiej a to po kursie dnia, w którym depozyt przyjęto. W tym względzie będzie miarodajny przeciętny kurs, który ustali Izba Handlowa w Poznaniu według urzędowych notowań kursu banknotów polskich w tym lub w ostatnim poprzednim dniu giełdowym w Berlinie, Gdańsku i Warszawie.

§ 5

Papiery wartościowe i kosztowności należy wydać w stanie niezmienionym, chyba że zmiana nastąpiła w czasie zarządu zgodnie z ustawowemi przepisami.

Artikel 4.

§ 1.

1. Die deutschen und die polnischen Justizbehörden haben in allen unter dieses Abkommen fallenden Angelegenheiten einander unmittelbare Rechtshilfe in weitestem Umfang zu leisten.

2. Die über Hinterlegungssachen geführten Akten und Unterlagen sind der nach Artikel 1 §§ 2, 3 und 6 fortan zuständigen Hinterlegungsstelle zu überlassen.

§ 2.

1. Für die Abgabe einer Hinterlegung auf Grund des Artikels 1, § 4 und für die Gewährung von Rechtshilfe auf Grund des Artikels 4, § 1 werden Gebühren, Stempel und Auslagen nicht erhoben.

2. Soweit nach den Bestimmungen dieses Abkommens eine Hinterlegung auf eine Hinterlegungsstelle des anderen Staates übergeht oder an eine solche abzugeben ist, bleiben Gebühren, Stempel und Auslagen für die Zeit bis zum Übergang oder bis zur Abgabe der Hinterlegung ausser Ansatz.

§ 3.

1. Bei der Abgabe von Hinterlegungen an Hinterlegungsstellen des anderen Staates sind die von den vertragschliessenden Staaten erlassenen oder noch zu erlassenden Vorschriften, die die Ausfuhr von Kapital beschränken, die Zahlung nach dem Ausland verbieten oder mit Steuern belegen, nicht anzuwenden.

2. Um eine schleunige Abwicklung nicht zu hindern, wird der polnische Staat von einem ihm etwa zustehenden Rechte der Liquidation hinsichtlich der in diesem Verträge geregelten Hinterlegungen keinen Gebrauch machen.

§ 4.

Als Zeitpunkt des Überganges der Rechtspflege im Sinne dieses Abkommens gilt in Ansehung der vor dem Inkrafttreten des Friedensvertrags von Polen besetzten Teile der früheren Provinz Posen der 1. Januar 1920, im übrigen der Tag, an welchem das Übergabeprotokoll des Gerichts (Hinterlegungsstelle) vollzogen worden ist.

Artikel 5.

§ 1.

Die Bestimmungen dieses Abkommens finden nur auf Hinterlegung bei Amtsgerichten (Kreisgerichten) Anwendung.

§ 2.

Soweit sich bei Anwendung des vorliegenden Abkommens in Einzelfällen besondere, durch die vorstehenden Bestimmungen nicht behobene Schwierigkeiten ergeben sollten, bleibt es der preussischen und der polnischen Justizverwaltung überlassen, über die Regelung derartiger Fälle gesonderte Vereinbarungen zu treffen.

Artykuł 4.

§ 1

1. Niemieckie i polskie władze wymiaru sprawiedliwości winny we wszystkich sprawach, objętych niniejszym układem, udzielać sobie wzajemnie bezpośredniej pomocy prawnej w jak najszerszym zakresie.

2. Akta i załączniki, prowadzone dla spraw depozytowych, należy pozostawić właściwemu odział po myśli artykułu 1, §§ 2, 3 i § 6 urzędowi depozytowemu.

§ 2

1. Za oddanie depozytu na podstawie artykułu 1 § 4 oraz za udzielenie pomocy prawnej na podstawie artykułu 4 § 1 nie będzie pobierać się żadnych należności, stempli i wydatków.

2. Jeżeli wedle postanowień niniejszego układu depozyt przechodzi do urzędu depozytowego drugiego państwa lub tam ma być oddany, nie policza się za czas aż do przejścia lub oddania depozytu żadnych należności, stempli i wydatków.

§ 3

1. Przy oddaniu depozytów urzędem depozytowym drugiego państwa nie należy stosować wydanych lub w przyszłości wydać się mogących przez Państwo, zawierające niniejszy układ, przepisów, ograniczających wywóz kapitałów, zakazujących wypłat za granicą lub obkładających wywóz kapitałów podatkami.

2. Celem nie czynienia przeszkody w spiesznem załatwieniu spraw Państwo Polskie odnośnie do spraw depozytowych, objętych niniejszym układem, nie będzie robić użytku z przysługującego mu ewentualnie prawa likwidacji.

§ 4

W zrozumieniu niniejszego układu uważa się za czas przejścia wymiaru sprawiedliwości odnośnie do obszaru dawniejszej prowincji poznańskiej, zajętego przez Polskę przed wejściem w życie Traktatu Wersalskiego, dzień 1 stycznia 1920 r., odnośnie zaś co do reszty obszaru dzień, w którym podpisano protokół zdawczy sądu (urzędu depozytowego).

Artykuł 5.

§ 1

Postanowienia niniejszego układu stosują się tylko do depozytów sądów powiatowych.

§ 2

Jeżeli przy zastosowaniu niniejszego układu miały się w pojedynczych przypadkach wyłonić nieprzewidziane w poprzednich przepisach trudności, Pruski i Polski zarząd wymiaru sprawiedliwości zastrzegają sobie prawo uregulowania takich przypadków osobnymi umowami.

§ 3.

Die vorliegenden Vereinbarungen über die Zuständigkeit und das Verfahren für die Abwicklung schwebender Hinterlegungssachen regeln nicht die Frage, zu Lasten welches Staates die Herausgabe derjenigen Beträge geht, die vor Übergang der Staatshoheit als Barmasse hinterlegt worden sind. Die Entscheidung hierüber bleibt der allgemeinen finanziellen Abrechnung vorbehalten.

§ 4.

1. Sind vor Inkrafttreten dieses Abkommens von einem der vertragschliessenden Teile Hinterlegungen durch Herausgabe an den Berechtigten erledigt, so soll es damit, auch hinsichtlich der bereits eingezogenen Kosten, sein Bewenden haben. Ebenso findet eine nachträgliche Abgabe dieser Hinterlegungen gemäss Artikel 1 § 4 nicht statt; die finanzielle Abrechnung unter den vertragschliessenden Teilen regelt sich nach § 3 dieses Artikels.

2. Ein Verzeichnis der gemäss Abs. 1 erledigten Hinterlegungen wird gegenseitig ausgetauscht werden.

Artikel 6.

Dieser Vertrag tritt mit Ablauf des Kalendermonats in Kraft, in welchem er unterzeichnet wurde.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

So geschehen in deutscher und polnischer Urschrift zu Dresden am 24. Februar Neunzehnhundertdreißig.

K. VON STOCKHAMMERN.
TADEUSZ ZAJĄCZKOWSKI.

§ 3

Poprzednio podane postanowienia o właściwości i o postępowaniu przy załatwianiu zawisłych spraw depozytowych nie regulują pytania, na którego państwa ciężar policza się wydanie tych kwot, które złożono jako masy gotówkowe przed przejściem władzy państwowej. Rozstrzygnięcie tego pytania zastrzega się do czasu ogólnego finansowego rozliczenia.

§ 4

1. Jeżeli przed wejściem w życie niniejszego układu załatwiono depozyta przez to, że jedna ze Stron, zawierających układ, wydała je uprawnionemu do odbioru, wówczas odnosi się to i do ściągniętych już kosztów sądowych. Również nie będzie miało miejsca powtórne oddanie takich depozytów, w myśl artykułu 1 § 4; finansowe rozliczenie między Stronami, zawierającymi układ, ureguluje się w myśl § 3 niniejszego artykułu.

2. Strony, zawierające układ, wręczą sobie wzajemnie wykaz depozytów, załatwionych w myśl ustępu 1.

Artykuł 6.

Układ niniejszy wchodzi w życie z upływem tego miesiąca kalendarzowego, w którym go podpisano.

W dowód powyższego pełnomocnicy podpisali niniejszy układ i zaopatrzyli go swemi pieczęciami.

Wygotowano w dwóch egzemplarzach.

Drezno, d. 24 lutego tysiąc dziewięćset dwudziestego trzeciego roku.

K. VON STOCKHAMMERN.
TADEUSZ ZAJĄCZKOWSKI.

¹ TRADUCTION.

No. 664. — ACCORD GERMANO - POLONAIS CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES AFFAIRES DE DÉPÔTS JUDICIAIRES PENDANTES DEVANT LES TRIBUNAUX DES TERRITOIRES AUTREFOIS PRUSSIENS CÉDÉS A LA POLOGNE, SIGNÉ A DRESDE LE 24 FÉVRIER 1922.

En vertu de l'autorisation inscrite à l'article 4, § 6, de l'Accord germano-polonais du 20 septembre 1920 concernant le transfert de l'administration judiciaire, le GOUVERNEMENT ALLEMAND et le GOUVERNEMENT POLONAIS, dans l'intérêt de leurs populations respectives, sont convenus de régler par des accords, dont le texte a été établi conjointement par l'administration de la justice prussienne et l'administration de la justice polonaise, les affaires de dépôts judiciaires qui ont été affectées par la cession de certains territoires, à l'exclusion de la Haute Silésie. Le Gouvernement allemand et le Gouvernement polonais ont nommé à cet effet comme plénipotentiaires :

Le GOUVERNEMENT ALLEMAND :

M. Karl von STOCKHAMMERN, Conseiller intime réel de légation, Conseiller au Ministère des Affaires étrangères ;

Le GOUVERNEMENT POLONAIS :

M. Tadeusz ZAJACZKOWSKI, Vice-Président de tribunal de district ;

qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

§ 1.

Les affaires dans lesquelles des valeurs de la nature prévue au paragraphe 1 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires en date du 21 avril 1913 (Recueil des lois prussiennes, page 225), ont été déposées, avant le transfert de l'administration de la justice, auprès de tribunaux des anciens territoires prussiens cédés à la Pologne autres que la Haute Silésie, seront réglées comme il est dit ci-dessous :

§ 2.

1. Si le dépôt judiciaire est constitué en espèces (paragraphe 6 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires), la caisse de dépôts suivante sera désormais compétente :

(1) en ce qui concerne les sommes déposées dans les caisses de dépôts du ressort de l'ancienne Cour d'appel (Oberlandesgericht) de Posen, le tribunal de bailliage (Amtsgericht) de Meseritz ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 664. — GERMAN - POLISH AGREEMENT CONCERNING THE PROCEDURE IN CONNECTION WITH LEGAL DEPOSITS IN CASES *SUB JUDICE* IN FORMER PRUSSIAN TERRITORIES CEDED TO POLAND, SIGNED AT DRESDEN, FEBRUARY 24, 1922.

The GERMAN and POLISH GOVERNMENTS have agreed, in the interests of the inhabitants of both Parties, to settle cases connected with legal deposits affected by the cession of territory, except as regards Upper Silesia, in virtue of the powers conferred by Article 4, paragraph 6, of the German-Polish Agreement, concerning the Transfer of the Administration of Justice, of September 20, 1920, by means of Agreements, the texts of which have been drawn up in common by the Prussian and Polish Judicial Administrations, and have appointed as their Plenipotentiaries for this purpose :

THE GERMAN GOVERNMENT :

Herr Karl von STOCKHAMMERN, Councillor of Legation, Councillor in the Ministry of Foreign Affairs (Wirklicher Geheimer Legationsrat, Ministerialrat im Auswärtigen Amte) ;

THE POLISH GOVERNMENT :

M. Tadeusz ZAJACZKOWSKI, District Court Vice-President ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Paragraph 1.

Cases in which securities of the nature specified in Paragraph 1 of the Prussian Deposit Regulations (Preussische Hinterlegungsordnung) of April 21, 1913 (Prussian Legal Code, page 225 (Preussische Gesetzsammlung), have been deposited with the Courts in former Prussian territories ceded to Poland, with the exception of Upper Silesia, before the transfer of judicial administration, shall be dealt with according to the following provisions.

Paragraph 2.

(1) In the case of deposits of money (paragraph 6 of the Prussian Deposit Regulations) there shall henceforth be substituted for the Deposit Offices hitherto competent :

(1) for deposits in the custody of Deposit Offices within the venue of the Provincial High Court (Oberlandesgericht) at Posen, the Court of First Instance (Amtsgericht) at Meseritz.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

(2) en ce qui concerne les sommes déposées dans les caisses de dépôts du ressort de l'ancienne Cour d'appel (Oberlandesgericht) de Marienwerder, le tribunal de bailliage (Amtsgericht) de Marienwerder ;

(3) en ce qui concerne les sommes déposées auprès de l'ancien tribunal de bailliage (Amtsgericht) de Soldau, le tribunal de bailliage d'Allenstein.

2. Les mêmes dispositions s'appliqueront dans le cas prévu au paragraphe 8 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires si les instruments de paiement déposés ont été échangés contre des espèces, avant le transfert de l'administration judiciaire.

3. Les dispositions des alinéas 1 et 2 ne sont cependant pas applicables aux dépôts qui ont été constitués après le 25 janvier 1919 auprès de caisses de dépôts du territoire de l'ancienne province de Posen occupé par la Pologne avant l'entrée en vigueur du Traité de Versailles. Dans ces cas, la caisse de dépôts compétente sera le tribunal polonais qui a remplacé l'ancien tribunal prussien.

§ 3.

Si les dépôts ont été constitués en valeurs mobilières, autres documents, bijoux ou, conformément au paragraphe 8 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires, en instruments de paiement qui n'ont pas été transformés en espèces avant le transfert de l'administration judiciaire, la caisse de dépôts compétente sera le tribunal polonais qui a remplacé l'ancien tribunal prussien, à moins que les valeurs en question, à la date du transfert de l'administration judiciaire, n'aient été en dépôt auprès d'une caisse de dépôts établie dans une localité qui n'a pas été cédée à la Pologne. Dans ce cas, les caisses de dépôts désormais compétentes seront les tribunaux désignés au § 2, alinéa 1.

§ 4.

1. La caisse de dépôts, désormais compétente, aux termes des paragraphes 2 et 3, sera tenue, sur demande, de transférer à une caisse de dépôts de l'autre Etat, à moins qu'il n'en soit disposé autrement ci-après :

2. La demande pourra être présentée :

a) par le déposant, ou

b) conjointement par les autres intéressés, si le déposant n'a pas le droit de réclamer la restitution du dépôt, ou si celui-ci a été effectué en vue du paiement définitif de la dette.

3. Si, d'après les prescriptions en vigueur au moment du transfert de la souveraineté, une administration est compétente pour formuler une demande de retrait conformément au paragraphe 15 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires, le transfert du dépôt aura également lieu à la demande de l'autorité compétente de l'autre Etat, comme il est dit à l'alinéa 1. Dans chaque cas particulier, la caisse de dépôts requise sera tenue de vérifier la compétence de l'autorité requérante, en tenant compte du transfert de la souveraineté et des traités conclus entre le Reich allemand et la Pologne. Si la compétence de l'autorité requérante résulte de l'un des accords germano-polonais relatifs au transfert de l'administration judiciaire en date du 20 septembre 1920 ou du 12 avril 1922, elle devra, en formulant sa demande, attester qu'elle n'est pas obligée de se dessaisir d'office de l'affaire en faveur d'une autorité judiciaire de l'autre Etat et qu'il ne s'agit pas d'un cas dans lequel les Parties ou les intéressés ont le droit de demander le dessaisissement et ont fait usage de ce droit dans le délai d'un mois à dater du jour de la mise en demeure.

4. La caisse de dépôts ne sera tenue de transférer le dépôt que si la demande ou la requête lui parvient avant le 1^{er} janvier 1926.

5. Lorsqu'une ordonnance de transfert aura été rendue, les intéressés devront en être informés.

(2) for deposits in the custody of Deposit Offices within the venue of the Provincial High Court (Oberlandesgericht) at Marienwerder, the Court of First Instance (Amtsgericht) at Marienwerder,

(3) for deposits in the custody of the former Court of First Instance (Amtsgericht) at Soldau, the Court of First Instance at Allenstein.

(2) The same shall apply in the case provided for in paragraph 8 of the Prussian Deposit Regulations, if the medium of payment deposited was converted into cash before the transfer of judicial administration.

(3) The provisions of paragraphs (1) and (2) shall, however, not apply if the deposit was made after January 25, 1919, at Deposit Offices in that part of the former Province of Posen which was occupied by Poland before the coming into force of the Treaty of Versailles. In such cases, the Polish Court which has taken the place of the former German Court shall be competent as Deposit Office.

Paragraph 3.

In the case of securities, other documents, articles of value or media of payment within the meaning of paragraph 8 of the Prussian Deposit Regulations, which were not converted into cash before the transfer of judicial administration, the Polish Court which has taken the place of the former Prussian Court shall be competent as Deposit Office, unless at the time of the transfer of judicial administration the securities were deposited in offices not situated in territory ceded to Poland. In such case the Courts named in paragraph 2, paragraph 1, shall take the place of the Deposit Offices hitherto competent.

Paragraph 4.

(1) The Deposit Office hereafter competent under paragraphs 2 and 3 shall, on application being made, hand over the deposit to a Deposit Office of the other State, unless otherwise laid down in the following provisions.

(2) Those entitled to make such application are :

(a) the depositor, or

(b) the other parties concerned jointly, if the depositor is not entitled to withdraw the deposit or if the deposit had been made for the purpose of finally discharging a liability.

(3) If, under the regulations in force at the time of the transfer of sovereignty, a particular authority is competent to submit an application for the surrender of a deposit in accordance with paragraph 15 of the Prussian Deposit Regulations, the deposit shall likewise be handed over, in accordance with paragraph 1, on the application of the competent authority of the other State. The competence of the authority making the application shall be examined in each case by the Deposit Office to which it is made, regard being had to the transfer of sovereignty and the Treaties concluded between the German Reich and Poland. Should the competence of the authority making the application be based upon one of the German-Polish Agreements concerning the Transfer of the Administration of Justice, of September 20, 1920, or April 12, 1922, the said authority shall certify, when making such application, that there are no grounds for transferring the proceedings pending before it to any Judicial Authority of the other State either in the normal course of procedure or in cases in which such proceedings may be transferred at the request of the parties or persons concerned, because a request for such transfer has been made by the latter within a month after the application was submitted.

(4) The Deposit Office shall only be required to surrender the deposit if the application or claim is submitted to it not later than December 31, 1925.

(5) The Parties concerned shall be notified of the issue of an Order concerning the handing over of the deposit.

§ 5.

1. Si, dans les cas prévus au paragraphe 4, la caisse de dépôts est informée qu'un tiers fait valoir des droits sur l'objet déposé, elle devra subordonner le transfert du dépôt au consentement du tiers. La caisse de dépôt pourra, toutefois, prescrire au tiers de justifier de ses droits ou de faire valoir ceux-ci par la voie judiciaire, dans un délai déterminé, faute de quoi le dépôt sera transféré sans son consentement. Le délai fixé devra être raisonnable, mais aussi court que possible. A la demande de l'autorité requérante de l'autre Etat, la caisse de dépôts devra procéder à la mise en demeure susmentionnée.

2. Si le dépôt a été effectué dans une procédure pénale, il ne sera transféré qu'avec le consentement du parquet qui est saisi de la procédure pénale en question ou qui en sera saisi conformément aux dispositions des accords germano-polonais relatifs au transfert de l'administration judiciaire, en date du 20 septembre 1920 et du 12 avril 1922.

3. Aucun dépôt ne pourra être transféré en vertu du paragraphe 4, aussi longtemps que l'objet déposé ou le droit de réclamer à la caisse de dépôts la restitution du dépôt appartiendra à la masse d'une faillite ouverte sur le territoire de l'Etat où la caisse de dépôts est établie.

§ 6.

Le dépôt sera transféré en vertu du § 4 :

- a) aux caisses de dépôts polonaises désignées dans la demande ou la requête si, conformément au § 2 ou au § 3, les tribunaux allemands désignés au § 2, alinéa 1^{er}, sont désormais compétents ;
- b) aux tribunaux (caisses de dépôts) désignés au § 2, alinéa 1, en tenant compte de l'ancienne organisation judiciaire prussienne, si, conformément aux §§ 2 ou 3, la caisse de dépôts désormais compétente est un tribunal polonais.

§ 7.

Dans les cas prévus aux §§ 4 à 6, le dépôt sera transféré à la caisse de dépôts de l'autre Etat, sans que la situation juridique existant à la date à laquelle l'ordonnance de transfert a été rendue en soit modifiée. Notamment les droits des tiers qui s'opposent à la restitution du dépôt au déposant ou aux autres ayants droit ne seront pas modifiés par le transfert du dépôt, sans préjudice de la disposition du § 5, alinéa 1^{er}. La même disposition s'applique aux droits de gage, acquis par voie d'exécution forcée. Si ces droits de gage sont fondés sur un titre qui n'est que provisoirement exécutoire, ou ne procure au créancier, conformément aux dispositions légales, qu'une garantie provisoire, les décisions affectant la consistance définitive de ces droits, rendus après le transfert du dépôt par les tribunaux de l'Etat qui a opéré le transfert, devront être considérées par la caisse de dépôts de l'Etat cessionnaire comme des décisions des tribunaux nationaux de cet Etat.

§ 8.

1. Les tribunaux désignés aux §§ 2, 3 et 6 sont seuls compétents en ce qui concerne toutes les décisions qui, aux termes du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires, doivent être rendues par les caisses de dépôts.

2. Les recours formés contre les décisions de la caisse de dépôts polonaise compétente aux termes de l'alinéa précédent, devront être adressés, par la voie administrative, à l'autorité polonaise supérieure, conformément au paragraphe 3 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires.

Paragraph 5.

(1) Should it come to the knowledge of the Deposit Office in the cases mentioned in paragraph 4 that a third party lays claim to the object deposited, the Deposit Office shall make the handing over of the deposit conditional on the consent of such third party. The Deposit Office may, however, require the third party to substantiate his claim or to prove its validity by taking legal proceedings within a given period, in default whereof the deposit shall be handed over without his consent. The period allowed shall be adequate, but as brief as possible. The Deposit Office shall issue such an order if requested to do so by the Authority of the other State applying for the transfer of the deposit.

(2) In criminal cases, deposits shall be surrendered only with the consent of the Public Prosecutor's Office (Staatsanwaltschaft) in accordance with whose instructions the criminal proceedings are pending or are to be continued in virtue of the German-Polish Agreements concerning the Transfer of the Administration of Justice, of September 20, 1920, or April 12, 1922.

(3) No deposit shall be handed over in virtue of paragraph 4, if the object deposited or the claim submitted to the Deposit Office for the surrender of the deposit is connected with an estate in respect of which bankruptcy proceedings are pending in the State where the Deposit Office is situated.

Paragraph 6.

The deposit shall be handed over in virtue of paragraph 4 :

- (a) in cases in which, in accordance with paragraph 2 or paragraph 3, the German courts named in paragraph 2, paragraph 1, are henceforth competent, to the Polish Deposit Offices mentioned in the application or request,
- (b) in cases in which, in accordance with paragraph 2 or paragraph 3, a Polish Court is henceforth competent as Deposit Office, to the Courts (Deposit Offices) mentioned in paragraph 2, paragraph 1, due regard being paid to the former Prussian judicial organisation.

Paragraph 7.

In the cases governed by paragraphs 4-6, the deposit shall be handed over to the Deposit Office by the other State under the same legal conditions as applied at the time when the order concerning the handing over of deposits was issued. More especially, the rights of third parties, who contest the surrender of entire deposits to the depositor or other persons entitled thereto, shall not be affected by this surrender of the deposit, without prejudice to the provisions of paragraph 5, paragraph 1. This shall also apply in the case of liens acquired in virtue of distraint. In so far as such liens are based on a title admitting of merely provisional execution or, according to the provisions of the law, only give temporary security to the creditor, decisions likely to affect the ultimate confirmation of these rights given by the Courts of the State surrendering the deposit after it has been handed over shall be treated by the Deposit Office of the State taking over the deposit as decisions of its national Courts.

Paragraph 8.

(1) The Courts named in paragraphs 2, 3 and 6 shall alone be competent for all decisions devolving upon Deposit Offices in virtue of the Prussian Deposit Regulations.

(2) Any appeal against the decisions of the Polish Deposit Office hereafter competent shall, in accordance with paragraph 3 of the Prussian Deposit Regulations, be submitted through the regular official channels to the Polish Offices, to which it is henceforth subordinate.

3. Si, aux termes du présent Accord, la caisse de dépôts compétente est un tribunal de l'autre Etat, les recours pendants à la date de la mise en vigueur du présent Accord seront déferés à l'instance supérieure chargée de statuer sur les recours formés contre les décisions de ce tribunal.

§ 9.

1. Les déclarations prévues au § 14, alinéa 1, chiffre 1 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires, pourront également être effectuées par devant un tribunal ou le greffier d'un tribunal de l'autre Etat, qui en dressera procès-verbal dans la langue que les Parties sont autorisées à employer devant ce tribunal.

2. La même disposition s'appliquera en ce qui concerne les demandes prévues au § 4 du présent Accord et relatives au transfert du dépôt à la caisse de dépôts de l'autre Etat.

3. Si une caisse de dépôts fait usage de la faculté prévue au § 18 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires, l'authenticité de la signature pourra être certifiée ou le document légalisé sur le territoire de l'autre Etat. La légalisation de la signature, prescrite par des dispositions générales, ne devra être exigée que s'il existe des doutes sérieux au sujet de son authenticité.

§ 10.

1. Si un dépôt forme ou formait l'objet d'un litige, les décisions du tribunal allemand et du tribunal polonais qui aura tranché définitivement ce litige, seront considérées comme décisions ayant force de chose jugée, au sens du § 14, alinéa 1, chiffre 2 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires.

2. Si l'instance a été liée après le transfert de l'administration judiciaire, les décisions d'un tribunal de l'autre Etat auront force de chose jugée pour la caisse de dépôts, à condition qu'aucun tribunal du territoire national actuel ne fût compétent au moment où l'instance a été liée ou qu'un tribunal de ce territoire ne fût alors compétent qu'à raison de la situation des biens. (§ 23 du Code de procédure civile allemand.) Dans ce dernier cas, la caisse de dépôts devra tenir compte de la compétence d'un tribunal du territoire national actuel, si cette compétence résulte de la demande ou des pièces jointes à la demande, ou que le défendeur l'affirme. Le défendeur devra être entendu, à moins que la demande ne puisse être admise pour d'autres raisons ou que l'audition du défendeur ne soit jugée impraticable pour des raisons de fait.

§ 11.

Les autorités polonaises seront considérées comme autorités compétentes, au regard du paragraphe 14, alinéa 1, chiffre 3, et du paragraphe 15 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires, si elles ont compétence pour prendre la mesure en question par suite du transfert de la souveraineté ou aux termes des dispositions des accords conclus ou à conclure entre l'Allemagne et la Pologne.

§ 12.

Un tribunal de l'autre Etat sera considéré comme tribunal des tutelles, au regard du paragraphe 21 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires, si la compétence de ce tribunal est fondée sur les dispositions des accords germano-polonais du 20 septembre 1920 ou du 12 avril 1922, concernant le transfert de l'administration judiciaire, ou si l'individu visé par la procédure est ressortissant de l'autre Etat et qu'aucune mesure en vue de la constitution d'une tutelle (curatelle) n'ait été prise par devant un tribunal du territoire national actuel.

(3) Appeals pending at the time of the coming into force of this Agreement shall be handed over for decision, if, under the provisions of the Agreement, a Court of the other State is competent as Deposit Office, to the superior authority responsible for hearing such appeal.

Paragraph 9.

(1) The declarations referred to in paragraph 14, paragraph 1, sub-paragraph 1, of the Prussian Deposit Regulations may also be made and inserted in the record of the proceedings before a Court Registrar of the other State in the language admitted by the said Court.

(2) The same shall apply to the claims mentioned in paragraph 4 of this Agreement for the handing over of deposits to a Deposit Office of the other State.

(3) Should a Deposit Office make use of the right conferred under paragraph 18 of the Prussian Deposit Regulations, the authentication of the signature or the official attestation of the documents may also be carried out in the territory of the other State. Certification of the authenticity of the signature of such documents where required by the general regulations shall only be demanded if legitimate doubts exist as to the authenticity of such signature.

Paragraph 10.

(1) Should the deposit be or have been the subject of legal proceedings, the decisions of the German or Polish Court by which judgment was given shall be held to be legal decisions within the meaning of paragraph 14, paragraph 1, sub-paragraph 2 of the Prussian Deposit Regulations.

(2) Should the legal proceedings have been instituted after the transfer of judicial administration, decisions of a Court belonging to the other State shall have force of law in respect of the Deposit Office, if, when the proceedings were first instituted there was no Court which had local competency in the matter, or there was a Court which only had competency in regard to the property (§ 23 of the German Rules of Civil Procedure). The local competency of a Court within the country shall be recognised by the Deposit Office, if it is proved by the application itself or by the documents submitted in support thereof, or if the contesting party contends that it has been established. The contesting party shall be heard unless it is considered that the claim should be rejected for other reasons, or unless hearing is impossible on material grounds.

Paragraph 11.

Polish Authorities shall be regarded as competent Authorities within the meaning of paragraph 14, paragraph 1, sub-paragraph 3, and paragraph 15 of the Prussian Deposit Regulations, if they are competent to hear cases in consequence of the transfer of sovereignty or in accordance with the provisions of the Agreements already concluded or to be concluded at some future date between the German Reich and Poland.

Paragraph 12.

A Court of the other State shall be held to be a Court of Chancery ((Vormundschaftsgericht) within the meaning of paragraph 21 of the Prussian Deposit Regulations, if the competency of such Court rests upon the provisions of the German-Polish Agreements concerning the Transfer of the Administration of Justice of September 20, 1920, or April 12, 1922, or if the person affected by the proceedings is a national of the other State and trusteeship (guardianship) is not established within the country.

§ 13.

Une autorité de l'autre Etat sera considérée comme autorité de contrôle, au regard du paragraphe 22 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires, si elle est compétente pour exercer ce contrôle par suite du transfert de la souveraineté ou aux termes des dispositions des accords conclus ou à conclure entre l'Allemagne et la Pologne.

§ 14.

Dans les cas prévus au paragraphe 28, alinéa 2, chiffre 2, du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires, les jugements de forclusion rendus dans les limites de leur compétence par des tribunaux de l'autre Etat auront force de chose jugée pour la caisse de dépôts. Le jugement de forclusion sera communiqué à la caisse de dépôts, même si celle-ci appartient à l'autre Etat.

§ 15.

1. Si la caisse de dépôts n'est informée de l'existence d'un obstacle s'opposant, d'après les stipulations du présent Accord, au transfert du dépôt qu'après l'ordonnancement de ce transfert, il y aura lieu d'appliquer le paragraphe 23 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires.

2. La même disposition s'appliquera dans le cas d'un obstacle s'opposant au transfert du dépôt en vertu des paragraphes 4, 5 et 7 du présent Accord.

§ 16.

1. Chaque fois qu'aux termes du présent Accord, une caisse de dépôts polonaise est ou sera désormais compétente au lieu d'une caisse prussienne, ou une caisse de dépôts prussienne au lieu d'une caisse polonaise, l'Etat qui aura reçu le dépôt sera subrogé à l'Etat qui aura effectué le transfert, dans le statut juridique du dépôt.

2. Dans le cas prévu au § 3, la subrogation aura effet à partir du jour de la mise en vigueur du présent Accord; dans le cas prévu au paragraphe 4, à partir de la date à laquelle sera rendue l'ordonnance de transfert. L'Etat qui effectuera le transfert du dépôt sera déchargé à la même date, vis-à-vis de la personne qui a le droit de réclamer la restitution du dépôt, de toutes obligations résultant du statut du dépôt; dans les cas prévus au paragraphe 4, cet Etat sera toutefois responsable du dépôt vis-à-vis de l'Etat qui le recevra jusqu'au moment où toutes les opérations de transfert auront été régulièrement et complètement effectuées.

3. Le fait que l'Etat, qui aura reçu le dépôt, en sera désormais responsable au lieu de l'Etat qui aura effectué le transfert, ne modifie ni les droits des intéressés ou des tiers vis-à-vis de ce dernier Etat, pour autant que ces droits sont fondés sur la loi du 1^{er} août 1909, relative à la responsabilité de l'Etat ou d'autres collectivités en cas d'infractions aux devoirs professionnels commises par des fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions (Recueil des lois prussiennes, p. 691), ni leurs droits vis-à-vis des fonctionnaires eux-mêmes.

4. De même les actes juridiques signifiés à la caisse de dépôts qui aura effectué le transfert ne seront pas nuls pour la raison qu'une caisse de dépôts de l'autre Etat était déjà compétente par suite de la promulgation de l'ordonnance du transfert, à moins que l'Etat qui effectue le transfert ne soit d'ores et déjà déchargé de toute responsabilité vis-à-vis de l'autre Etat.

Article 2.

1. Les paragraphes 4, 5 et 7 de l'article premier seront également applicables aux dépôts qui ont été ou qui seront constitués, à quelque date que ce soit, auprès de caisses de dépôts situées sur le territoire actuel du Reich, à l'exception du territoire plébiscitaire de Haute Silésie, ou qui ont été ou seront effectués, après le transfert de l'administration judiciaire, auprès de caisses de dépôts

Paragraph 13.

An authority of the other State shall be held to be a Controlling Authority (Aufsichtsbehörde) within the meaning of paragraph 22 of the Prussian Deposit Regulations, if, in consequence of the transfer of sovereignty or in accordance with the provisions of the Agreements already concluded or to be concluded at some future date between the German Reich and Poland, they are competent to exercise control.

Paragraph 14.

In the cases coming under paragraph 28, paragraph 2, sub-paragraph 2, of the Prussian Deposit Regulations, limitation orders (Ausschlussurteile) issued by Courts of the other State within their own jurisdiction shall be binding on the Deposit Office. Limitation orders shall be notified to the Deposit Office even when the latter belongs to the other State.

Paragraph 15.

(1) Should the Deposit Office be notified of any obstacle to the surrender of a deposit arising out of the terms of this Agreement after the despatch of the order to the pay-office, paragraph 23 of the Prussian Deposit Regulations shall be applicable.

(2) The same shall apply to any obstacle to the handing over of a deposit arising out of paragraphs 4, 5 and 7 of this Agreement.

Paragraph 16.

(1) Whenever, in accordance with the provisions of this Agreement, a Polish Office is competent hereafter, or becomes competent in the future in lieu of a Prussian Office, or *vice versa*, the State taking over the deposits shall assume in relation thereto the functions of the State surrendering them.

(2) The assumption of functions shall date, in the case of paragraph 3, from the coming into force of this Agreement, and in the case of paragraph 4 from the publication of the order concerning the transfer of deposits. The State surrendering the deposits shall at the same time be released from all liability in respect thereof towards the persons entitled to receive them, but shall, in cases coming under paragraph 4, remain responsible for them to the State taking them over, until their complete and regular transfer has been effected.

(3) The transfer of liability to the State taking over the deposits shall not affect the rights of the parties concerned or of third parties as against the State surrendering them, in so far as such rights are based upon the Law of August 1, 1909 (Preussische Gesetzsammlung (Prussian Legal Code, p. 691), concerning the liability of the State and other bodies for neglect of duty on the part of officials in the exercise of public authority, or the rights of the said parties as against the officials themselves.

(4) Similarly, legal proceedings instituted against the Deposit Office surrendering the deposits shall not be invalid by reason of the fact that, in consequence of the publication of the order concerning the handing over of deposits, a Deposit Office of the other State has become competent, unless the State surrendering the deposits has been released from all obligations towards the other State.

Article 2.

(1) Paragraphs 4, 5 and 7 of Article 1 shall likewise apply to all deposits which have been or may be made at whatever date, at Deposit Offices within the present territory of the German Reich, with the exception of the Upper Silesian Plebiscite Area, or after the transfer of judicial administration at Deposit Offices of the Polish Republic, with the exception of the Upper Silesian

de la République polonaise autres que celles situées sur le territoire plébiscitaire de Haute Silésie, si ces dépôts se rapportent à une affaire judiciaire qui a été ou sera transférée à une autorité judiciaire de l'autre Etat en vertu des accords germano-polonais du 20 septembre 1920 ou du 12 avril 1922, relatifs au transfert de l'administration judiciaire. Dans ce cas, le dépôt sera transféré à la caisse de dépôts de l'autre Etat indiqué dans la demande ou la requête. Les paragraphes 8 à 16 de l'article premier seront également applicables *mutatis mutandis*.

2. La même procédure sera suivie en ce qui concerne les dépôts relatifs à une affaire judiciaire qui a été ou sera transférée à une autorité judiciaire de l'autre Etat, même si ce transfert n'a pas lieu en vertu des accords de transfert sus-mentionnés.

Article 3.

§ 1.

En ce qui concerne le transfert du dépôt à l'autre Etat ou la restitution à l'ayant droit, il y aura lieu d'appliquer les dispositions suivantes :

§ 2.

1. Si des espèces ont été déposées avant le 15 juillet 1919 dans les territoires de l'ancienne province de Posen occupés par la Pologne avant l'entrée en vigueur du Traité de Versailles, il y aura présomption que le dépôt a été effectué en monnaie allemande ; si le dépôt a été constitué à une date ultérieure, il sera présumé avoir été effectué en monnaie polonaise, à moins de preuve contraire résultant du récépissé de dépôt.

2. Les intéressés pourront également faire la preuve contraire au moyen d'autres documents, de témoins ou d'experts.

§ 3.

1. En cas de dépôt d'espèces (§ 1, 6, et 8, alinéa 2 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires) constitué soit en monnaie allemande, soit en monnaie polonaise, le transfert à l'autre Etat sera effectué dans la même monnaie.

2. L'Etat auquel le dépôt sera transféré, ne pourra l'échanger contre d'autres instruments de paiement ayant cours légal que si l'un des intéressés le demande et que tous les autres intéressés y consentent.

3. Si le dépôt n'est pas transféré conformément à l'alinéa 1, dans la monnaie de l'Etat qui le recevra, la caisse de dépôts sera tenue d'informer, par écrit, tous les intéressés connus en leur notifiant que le dépôt transféré devra être considéré comme dépôt spécial ne portant pas intérêt (§ 8 du règlement prussien relatif aux dépôts judiciaires), à moins qu'une requête ne soit présentée conformément à l'alinéa 2.

4. Si le dépôt a été transféré à l'Etat polonais, un avis devra être joint à la notification visée à l'alinéa 3, pour informer les intéressés qu'en cas de conversion du dépôt en monnaie nationale polonaise, le dépôt ne portera intérêt à l'avenir que si une demande est adressée, à cet effet, à une caisse d'épargne publique ; on donnera suite à cette demande, même si elle n'émane que de l'un des intéressés.

§ 4.

Les dispositions du paragraphe 3, alinéa 1 s'appliqueront à la restitution du dépôt à l'ayant droit, à moins que le dépôt n'ait été constitué en espèces, entre le 25 janvier et le 31 décembre 1919, sur les territoires de l'ancienne province de Posen occupés avant la mise en vigueur du Traité de

Plebiscite Area, and which have reference to some matter connected with judicial administration which, in virtue of the German-Polish Agreements of September 20, 1920, and April 12, 1922, concerning the Transfer of the Administration of Justice, has been or may be transferred to a Judicial Authority of the other State. The deposit shall in such cases be surrendered to the Deposit Office of the other State named in the application or petition. Paragraphs 8 to 16 of Article 1 shall also apply, in so far as they may be appropriate.

(2) The same procedure shall apply in the case of deposits which have reference to some matter concerning judicial administration which has been or may be transferred to a Judicial Authority of the other State, even if such transfer is not effected in virtue of the aforesaid Agreements concerning the Transfer of the Administration of Justice.

Article 3.

Paragraph 1.

The following provisions shall apply in respect of the handing-over of deposits to the other State or their surrender to the parties entitled to receive them.

Paragraph 2.

(1) In the case of cash deposited before July 15, 1919, in the part of the former Province of Posen occupied by Poland before the coming into force of the Treaty of Versailles, the deposit shall be presumed to have been made in German currency and in the case of cash deposited subsequently the deposit shall be presumed to have been made in Polish currency, unless the certificate of deposit contains evidence to the contrary.

(2) The parties concerned may also submit documents or bring forward witnesses or experts to rebut this presumption.

Paragraph 3.

(1) Cash (paragraphs 1 and 6 and paragraph 8, paragraph 2 of the Prussian Deposit Regulations) shall, according as it is deposited in German or Polish currency, be handed over in the same currency to the Deposit Offices of the other State.

(2) The State taking over the deposit shall only convert it into foreign currency if one of the parties concerned makes a request to that effect and if all the other parties consent thereto.

(3) Should the surrender of the deposit in accordance with paragraph 1 not be effected in the currency of the State taking it over, the Deposit Office shall send a written notification of the receipt of the deposit to such persons concerned as are known, together with a note to the effect that, unless an application is submitted in accordance with paragraph 2, the surrendered deposit must be treated in the future as money which does not bear interest and is not cash (paragraph 8 of the Prussian Deposit Regulations).

(4) In the case of deposits handed over to the Polish State, the notification referred to in paragraph 3 shall be accompanied by a declaration to the effect that, in the event of conversion into Polish internal currency, interest on the deposit will in future only be allowed if an application for interest is made through a Public Savings Bank; such application shall be granted even if submitted by only one of the parties concerned.

Paragraph 4.

The provisions of paragraph 3, paragraph 1, shall apply to the surrender of deposits to the parties entitled to receive them, unless cash was deposited between January 25 and December 31, 1919, in that part of the former Province of Posen which was occupied by Poland before the coming

Versailles, et que le dépôt ne soit restitué directement à l'ayant droit, sans transfert préalable à l'autre Etat. Dans ce cas, l'Etat polonais pourra, s'il le désire, rembourser à ses propres ressortissants, en instruments de paiement polonais, un dépôt constitué en espèces allemandes ; le remboursement aura lieu au cours coté à la date à laquelle le dépôt a été constitué. Ce cours de conversion sera le cours moyen, déterminé par la Chambre de Commerce de Posen, des cotes officielles des billets polonais aux Bourses de Berlin, de Dantzig et de Varsovie à la date en question ou le dernier jour de Bourse qui a précédé cette date.

§ 5.

Les valeurs mobilières et les bijoux devront être restitués tels qu'ils ont été déposés, exception faite des opérations auxquelles leur administration a donné lieu, conformément aux prescriptions légales.

Article 4.

§ 1.

1. Les autorités judiciaires allemandes et les autorités judiciaires polonaises seront tenues de se prêter directement assistance, dans la plus large mesure, pour toutes les affaires visées par le présent Accord.

2. Les documents et pièces relatifs à des dépôts devront être remis, conformément à l'article 1, §§ 2, 3 et 6, à la caisse de dépôts qui sera désormais compétente.

§ 2.

1. Les transferts de dépôts effectués par application de l'article 1 § 4, et l'assistance accordée en vertu de l'article 4, § 1, ne donneront lieu à la perception d'aucune taxe, d'aucun droit de timbre et à aucun remboursement des frais.

2. Si, conformément aux dispositions du présent Accord, un dépôt passe ou doit être transféré à une caisse de dépôts de l'autre Etat, les taxes, droits de timbre et frais relatifs à la période antérieure au passage ou au transfert, ne seront pas portés en compte.

§ 3.

Les prescriptions qui ont été ou seront promulguées par les Etats contractants pour restreindre, l'exportation des capitaux et pour interdire ou frapper d'impôts les paiements à l'étranger, ne seront pas applicables au transfert de dépôts à des caisses de dépôts de l'autre Etat.

2. Afin de ne pas retarder les opérations de transfert, l'Etat polonais s'engage à ne pas faire usage, en ce qui concerne les dépôts visés par le présent Accord, du droit de liquidation qui pourrait éventuellement lui appartenir.

§ 4.

Sera considéré comme date de transfert de l'administration judiciaire, au regard du présent accord, le premier janvier 1920, pour les parties de l'ancienne province de Posen occupées par la Pologne avant la mise en vigueur du Traité de Paix, et la date à laquelle le procès-verbal de transfert du tribunal (caisse de dépôts) a été dressé, pour tous les autres territoires.

into force of the Treaty of Versailles and the surrender of the deposits to such parties is effected directly, without their being first transferred to the other State. In such cases the Polish State shall be at liberty to surrender to its own nationals in Polish money a deposit effected in German currency the amount to be paid being calculated at the rate of exchange of the day on which the deposit was received. The rate employed for this purpose shall be the average rate, to be fixed by the Posen Chamber of Commerce, of the official quotations for Polish bank-notes on the Berlin, Danzig and Warsaw Stock Exchanges on the day in question or on the last preceding day upon which these Exchanges were open.

Paragraph 5.

Securities and articles of value shall be surrendered intact, unless changes have necessarily been effected, in accordance with legal provisions, during the period of their administration.

Article 4.

Paragraph 1.

(1) The German and Polish judicial authorities shall give each other all possible legal assistance in cases coming under this Agreement.

(2) Documents and relevant papers used in matters relating to deposits shall be handed over to the Deposit Office hereafter competent under Article 1, paragraphs 2, 3 and 6.

Paragraph 2.

(1) No fees, stamp duty or costs shall be levied in respect of the transfer of a deposit under the terms of Article 1, paragraph 4, or in respect of the granting of legal assistance under the terms of Article 3, paragraph 2.

(2) In cases in which a deposit passes or is to be handed over under the provisions of this Agreement to a Deposit Office of the other State, no fees, stamp duty or costs shall be levied up to the date of such passing or handing over.

Paragraph 3.

(1) Regulations restricting the export of capital, or prohibiting or imposing taxes in connection with payments to foreign countries by the Contracting States, already issued or issued hereafter, shall not apply to the surrender of deposits to Deposit Offices of the other State.

(2) In order to facilitate a speedy settlement, the Polish State will not make use, in connection with the deposits dealt with in this Treaty, of any right of administration which it may possess.

Paragraph 4.

The date of the transfer of the administration of justice within the meaning of this Agreement shall, in respect of that part of the former Province of Posen which was occupied by Poland before the coming into force of the Treaty of Peace, be January 1, 1920, and in respect of other territory be the day upon which the Transfer Protocol of the Court (Deposit Office) is executed.

Article 5.

§ 1.

Les dispositions du présent Accord ne s'appliqueront qu'aux dépôts constitués auprès de tribunaux de bailliage (tribunaux de cercle).

§ 2.

Si, dans des cas particuliers, il surgissait des difficultés non prévues dans le présent Accord, il appartiendra à l'administration de la justice prussienne et à l'administration de la justice polonaise de conclure des arrangements spéciaux en vue du règlement de ces cas.

§ 3.

Le présent Accord, qui tranche la question de compétence et détermine la procédure à suivre dans les affaires de dépôts actuellement pendantes, ne règle pas la question de savoir à la charge de quel Etat s'opérera la restitution des sommes déposées en espèces avant le transfert de la souveraineté. Cette question sera tranchée lors du règlement financier général.

§ 4.

1. Si des dépôts ont été restitués par l'une des Parties contractantes avant la mise en vigueur du présent Accord, cette restitution, ainsi que la perception des frais, seront considérées comme définitives. Un transfert ultérieur, conformément à l'article 1, § 4, n'aura pas lieu ; le règlement financier entre les Parties contractantes aura lieu comme il est dit au § 3 du présent article.

2. Les Parties se transmettront réciproquement une liste des dépôts restitués dans les conditions prévues à l'alinéa 1.

Article 6.

Le présent Accord entrera en vigueur à l'expiration du mois au cours duquel il aura été signé.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent Accord et l'ont revêtu de leur sceau.

Fait en double exemplaire, en langue allemande et en langue polonaise, à Dresde, le 24 février mil neuf cent vingt-trois.

K. VON STOCKHAMMERN.

TADEUSZ ZAJACZKOWSKI.

Article 5.

Paragraph 1.

The provisions of this Agreement shall only apply to deposits made with Courts of First Instance (Kreis Courts).

Paragraph 2.

Should special difficulties not dealt with in the above provisions arise in individual cases in the application of the present Agreement, the Prussian and Polish Judicial Administrations shall be at liberty to conclude special Agreements for the settlement of such cases.

Paragraph 3.

The present Agreements regarding competence and procedure in the settlement of cases *sub judice* concerning deposits leave undetermined the question which State is to bear the burden of the repayment of sums deposited in the form of cash before the transfer of sovereignty. This point will be decided on the occasion of the general financial settlement.

Paragraph 4.

(1) Should deposits have been handed over by one of the Contracting Parties, before the coming into force of this Agreement, to the parties entitled to receive them, the matter shall not be reopened, and the same shall apply in the case of costs already collected. Nor shall there be any subsequent transfer of such deposits in accordance with Article 1, paragraph 4; the financial settlement between the Contracting Parties shall be governed by paragraph 3 of this article.

(2) Lists showing the deposits handed over in accordance with paragraph 1 shall be exchanged between the Contracting Parties.

Article 6.

This Treaty shall come into force on the expiration of the calendar month in which it is signed.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed this Treaty and have affixed their seals thereto.

Done in a German and a Polish copy, at Dresden, on February 24, 1923.

K. VON STOCKHAMMERN.

TADEUSZ ZAJACZKOWSKI.

Imprimé
pour la " SOCIÉTÉ DES NATIONS "
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse).

Printed
for the " LEAGUE OF NATIONS "
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland).